



DUMBEA

Plan d'Urbanisme Directeur

**RAPPORT DE
PRÉSENTATION**

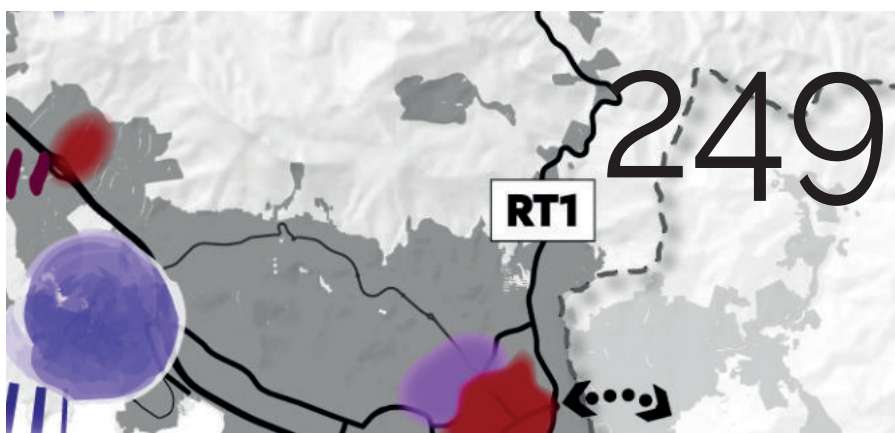
VERSION SOUMISE À ENQUÊTE PUBLIQUE

SOMMAIRE



Diagnostic Territorial et Environnemental

Diagnostic multi-thématique présentant un état initial de l'ensemble du territoire communal



Projet de Ville

Présentation et hiérarchisation des enjeux de développement de la commune



Présentation du Règlement et de l'OAP

Descriptif des objectifs et principes réglementaires choisis par zone et précision de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP)

SOMMAIRE DÉTAILLÉ

Diagnostic Territorial

PRÉAMBULE	10
------------------------	-----------

CONTEXTE.....	12
----------------------	-----------

Dumbéa, au coeur de l'agglomération.....	13
------------------------------------------	----

Histoire de la commune.....	14
-----------------------------	----

Les Zones d'Aménagement Concerté.....	17
---------------------------------------	----

Historique des PUD et ZAC de Dumbéa.....	18
------------------------------------------	----

Patrimoine	20
------------------	----

Un paysage varié	22
------------------------	----

Un relief marqué et une plaine agricole	23
-----------------------------------------------	----

Dumbéa, tour d'horizon	24
------------------------------	----

DÉMOGRAPHIE	26
--------------------------	-----------

Une croissance toujours soutenue	26
----------------------------------------	----

Des migrations internes et externes importantes.....	27
------------------------------------------------------	----

Une population toujours jeune	30
-------------------------------------	----

Des ménages plus nombreux et plus petits.....	33
-----------------------------------------------	----

LOGEMENTS.....	38
-----------------------	-----------

Des logements récents.....	38
----------------------------	----

Des formes urbaines variées	39
-----------------------------------	----

Le logement collectif plus présent	40
------------------------------------------	----

Les logements sociaux regroupés	42
---------------------------------------	----

Les surfaces des parcelles	44
----------------------------------	----

Moins de propriétaires qu'en 2014	46
-----------------------------------------	----

Des logements de plus en plus grands.....	48
-------------------------------------------	----

La diminution des squats depuis 2008	49
--------------------------------------------	----

MOBILITÉS54

Maillage routier : trois grands axes structurants.....54

Le Transport en commun concentré autour de quatre pôles d'échanges 60

La voiture toujours privilégiée..... 65

ÉCONOMIE 68

Le nombre de structures en hausse68

Localisation des pôles économiques70

De plus en plus de diplômés..... 75

L'emploi.....76

Des exploitations agricoles dynamiques.....78

Un tissu artisanal en développement..... 80

ÉQUIPEMENTS..... 86

SECTEURS92

Secteur 1 - Pointe à la Luzerne /Nouré..... 94

Secteur 2 - Panda.....96

Secteur 3 - Pic aux Chèvres.....98

Secteur 4 - Dumbéa sur Mer.....100

Secteur 5 - Koutio historique.....102

Secteur 6 - Dumbéa Centre104

Secteur 7 - Auteuil106

Secteur 8 - Les Koghis.....108

Secteur 9 - Mairie du Nord/RT1110

Secteur 10 - Couvelée/Plaine de Koé 112

Secteur 11 - Katiramona, Val Fleuri, Val Suzon 114



Diagnostic Environnemental

MILIEUX NATURELS, PAYSAGES ET BIODIVERSITÉ119

Les milieux naturels terrestres	121
Les réserves naturelles	122
Les forêts sèches (FS) sclérophylles, éip	124
Les forêts humides (FH), éip	128
Les maquis miniers	130
Les grands paysages	132
Faune, flore et espèces menacées	133
Les milieux naturels en interface terre/mer et marins	141
Caractéristiques de la baie de la Dumbéa	142
Littoral et Domaine Public Maritime (DPM)	143
Les mangroves, EIP	144
LES ilots	148
Les herbiers, EIP	148
Les récifs, EIP	150
La faune aquatique et marine	151
Services écosystémiques	156

QUALITE DES MILIEUX ET RESSOURCES NATURELLES.....158

Qualité des milieux et de l'eau	159
Les continuités écologiques existantes	160
Les continuités écologiques potentielles.....	163
Ressource en eau	165
Rivières et Domaine Public Fluvial (DPF)	165
Rivières, affluents et bassins versants	166
Gestion de l'eau potable	169
La gestion de l'assainissement	178
Ressources et réseaux terrestres	184
Géologie.....	185
Les carrières de Dumbéa	187
Les exploitations minières	188
Les terres agricoles et forestières.....	193
Autres ressources et réseaux	197
Gestion de l'énergie.....	197
Gestion des déchets	198

RISQUES.....	204
Climatologie de Dumbéa	205
Tendances territoriales.....	205
Climat et contexte de Dumbéa	205
La pluviométrie	206
Les vents	207
Température	207
Risques naturels	209
Feux de forêts (FDF).....	210
Inondations.....	214
Fortes pluies, orages et foudre.....	216
Cyclones, tsunamis et fortes houles	217
Séismes	223
Glissement de terrains et éboulements	224
L'amiante environnementale	227
Risques technologiques et sanitaires	232
Risques sanitaires	233
Lutte contre les épizooties	234
Fortes chaleurs	234
Infections émergentes et réémergences.....	235
Risque de sécurité sanitaire des eaux	236
Risques technologiques	237
Transport de matières dangereuses.....	237
Risque liés aux ICPE	239
Risque de rupture de barrage.....	243
Interrelations entre les risques	248

Projet de Ville

PRÉAMBULE	246
# 1 OFFRIR UN CADRE DE VIE AGRÉABLE À TOUS LES DUMBÉENS	250
#2 MAÎTRISER UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX.....	254
#3 VALORISER L'IDENTITÉ VERTE ET BLEUE DE DUMBÉA.....	260

Présentation du règlement et de l'OAP

Champ d'application du PUD	268
Composition du PUD	268
RÈGLEMENT.....	269
Structure du règlement du PUD.....	269
Mode d'emploi du PUD	270
Les différentes zones du PUD	272
Le règlement écrit.....	274
OAP.....	292
Présentation de l'OAP n°1 : Trame verte et bleue	292



DIAGNOSTIC TERRITORIAL

PRÉAMBULE

Composition du PUD

Le Plan d'Urbanisme Directeur (PUD) est le document d'urbanisme qui fixe les règles définissant les possibilités de construire applicables à tout projet de construction, extension, d'installations et travaux sur l'ensemble du territoire communal.

En plus de règles écrites, le PUD comprend des documents graphiques : plan de zonage et plan de servitudes notamment. Ainsi le PUD établit les limites de différentes zones pour la commune : urbaines, à urbaniser, naturelles, agricoles et de terres coutumières.

Ce découpage en zones est justifié en fonction des caractéristiques des terrains qui peuvent se prêter au développement de l'urbanisation, aux activités agricoles ou au contraire, exigent une protection plus ou moins souple en raison de leur topographie, couvert végétal, qualité du site ou risques naturels.

A chaque zone indiquée sur le plan de zonage correspond un règlement associé, hormis pour les zones de terres coutumières. Ce règlement indique les conditions de construction telles que la destination des constructions (habitat, commerce, industrie, etc.), la hauteur maximale des constructions, le nombre de places de stationnement exigées, le retrait des constructions par rapport aux limites du terrain, l'aspect des constructions, etc.

Ce document d'urbanisme doit pouvoir concilier l'intérêt général aux intérêts particuliers, et ce, au travers d'objectifs techniques, administratifs, environnementaux, économiques et sociaux qui définissent un projet global pour la commune.

Le code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie (CUNC) approuvé en 2015, fixe le contenu des PUD ainsi que leur procédure d'élaboration et de révision.

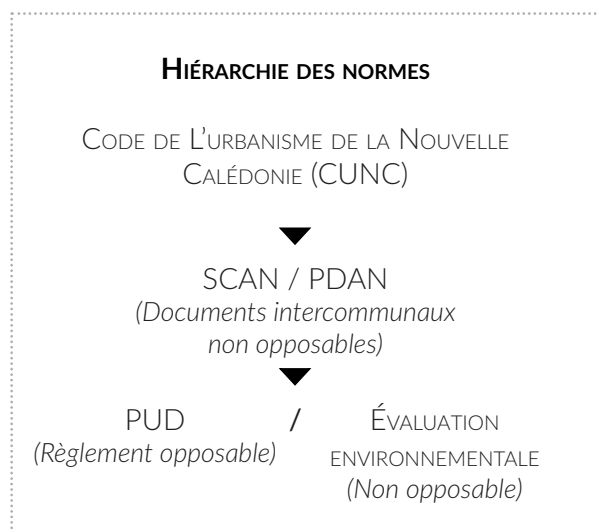
Le PUD de la Ville de Dumbéa se compose des pièces suivantes :

I - Le rapport de présentation incluant le diagnostic territorial, le Projet de Ville, la liste des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ainsi que la présentation du règlement ;

II - Le règlement comprenant un dossier écrit et une cartographie du zonage ;

III - Les Orientations d'Aménagement et de Programmation ;

IV - Les annexes



Le PUD fait désormais l'objet d'une évaluation environnementale. Cette évaluation qui fait l'objet d'un document distinct du PUD a été réalisée concomitamment. Le PUD et l'évaluation environnementale sont constitués de plusieurs documents .



Rapport de présentation

Il établit un **diagnostic** de la commune, c'est-à-dire un état des lieux multithématique. Il s'agit d'un relevé factuel basé sur les données officielles disponibles.

Il justifie ensuite les orientations du développement de la commune exposées dans le **projet de ville**. Ce sont les perspectives de développement choisies par la commune basées sur le diagnostic territorial.

Il expose ensuite la **traduction réglementaire** du projet de ville en présentant le zonage et précise les objectifs des orientations d'aménagement et de programmation choisies.



Règlement*

Il est constitué de pièces écrites et graphiques.

Le règlement graphique aussi appelé le **zonage** est la carte qui délimite les zones urbaines, à urbaniser, naturelles, et agricoles et identifie les zones de terres coutumières.

Le **règlement écrit** édicte les règles applicables à toutes les zones, les règles zone par zone et le lexique des termes utilisés.

Le règlement peut comprendre également des emplacements réservés et des éléments de paysage ou de bâtis identifiés avec des prescriptions particulières.



OAP

Le plan d'urbanisme directeur peut comprendre des orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Éléments de précision facultatifs sur un espace avec une problématique ou une géographie particulière ou pour cadrer l'ouverture à l'urbanisation d'une zone AU.

L'OAP, par sa souplesse, pose des principes d'actions et d'aménagement incluant une marge de manœuvre et est opposable à tous travaux ou opération dans un rapport de compatibilité.



Annexes

Certaines sont **informatives** et correspondent à de simples préconisations, d'autres sont d'application stricte et recensent les **servitudes d'utilité publique***. Leur liste est établie et la carte des servitudes les représente graphiquement. Ces servitudes sont applicables sur la commune et imposées par d'autres réglementations que le PUD.

L'objectif est alors de retrouver l'ensemble des règles applicables à une parcelle dans le PUD.



EIE

L'**Etat Initial de l'Environnement** (EIE) établit le diagnostic environnemental de la commune et hiérarchise les enjeux de la commune. Sa partie factuelle est reprise dans le diagnostic territorial du PUD.



RIE

Le **Rapport sur les Incidences Environnementales** (RIE) analyse les impacts du PUD sur son environnement et propose des mesures d'évitement ou de réduction de ces impacts.



RNT

Le **Résumé Non Technique** (RNT) synthétise l'ensemble des éléments de l'évaluation environnementale sous forme d'un tableau récapitulatif.



Indicateurs

Les **indicateurs de suivi du PUD** permettent de mesurer les impacts réels du PUD dans le temps, jusqu'à sa prochaine évolution.

* Le **règlement** du PUD ainsi que les **servitudes d'utilités publiques** sont les **éléments opposables du PUD**, c'est-à-dire utilisés pour l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme (permis de construire, déclaration préalable, etc.) nécessaires aux projets de construction neuve, d'extension, de réhabilitation, de reconversion, etc.

CONTEXTE

Histoire et situation géographique



Localisation de la commune de Dumbéa
(Source ISEE, Formatage UP)

La commune de Dumbéa se situe sur la côte Ouest de la province Sud de la Nouvelle Calédonie. Elle est bordée par Païta au Nord, Yaté à l'Est, Nouméa et le Mont-Dore au Sud et le lagon à l'Ouest du territoire communal.

La commune est au centre de l'agglomération du Grand Nouméa, son centre urbain « Dumbéa Centre » est en continuité avec les communes de Nouméa et du Mont-Dore.

255 km²

Un territoire communal de près de 255 km², soit 15,5 % de la superficie du Grand Nouméa. Complétée de sa partie maritime la superficie totale est de 282 km².

35 873 habitants

à Dumbéa en 2019 : 2ème place démographique des communes de Nouvelle-Calédonie.

DUMBÉA, AU COEUR DE L'AGGLOMÉRATION



Présentation de l'agglomération du Grand Nouméa (Source SIGN)

La commune de Dumbéa fait partie de l'agglomération du Grand Nouméa regroupant Païta, le Mont-Dore et Nouméa au travers du syndicat intercommunal du Grand Nouméa (SIGN).

Créé en 2006, ce syndicat à vocation multiples (SIVOM) permet aux communes de mutualiser et d'optimiser les coûts, les infrastructures et les moyens.

Ses missions sont :

- » l'étude du renforcement de l'intercommunalité du Grand Nouméa,
- » l'aménagement de l'espace communautaire,
- » l'équilibre social de l'habitat,
- » la politique de la ville,
- » la réalisation et gestion d'équipements d'intérêt communautaire,
- » le traitement des déchets ménagers,
- » l'adduction en eau potable.

Le Schéma de Cohérence de l'Agglomération de Nouméa (SCAN), approuvé en 2010 est un document cadre non-opposable à l'échelle intercommunale. Motivé par la croissance démographique exceptionnelle de l'agglomération, ce document a la vocation d'être un outil de planification pour l'aménagement durable du Grand Nouméa et d'assurer une cohérence entre communes voisines. Ses orientations sont les suivantes :

- » Protéger et mettre en valeur la trame verte et bleue
- » Faire vivre l'armature urbaine
- » Diminuer l'étalement urbain
- » Accentuer la dynamique de renouvellement urbain
- » Maîtriser les extensions urbaines
- » Économiser les ressources rares
- » Répondre aux besoins de logement
- » Résorber les situations de logement difficiles : sur-occupation et squats
- » Développer le logement aidé
- » Équilibrer la localisation des activités économiques
- » Développer une offre performante et adéquate de transports publics dont le transport en commun en site propre (le TCSP)
- » Coordonner l'urbanisation et l'offre de transports publics
- » Faciliter les déplacements en modes doux
- » Organiser l'offre de stationnement
- » Hiérarchiser, mailler et « civiliser » le réseau routier

Le Plan de déplacement de l'agglomération nouméenne (PDAN) constitue le volet déplacement du SCAN. L'axe majeur de son plan d'action est de développer les transports en commun pour offrir une alternative aux déplacements en voiture particulière.

Les quatre communes de l'agglomération sont également membres du Syndicat Mixte des Transports Urbains (SMTU) qui exploite l'ensemble du réseau Tanéo, réseau présent sur la commune de Dumbéa.

HISTOIRE DE LA COMMUNE

Au début de la colonisation, de nombreuses tribus vivaient dans le Sud de la Grande Terre, y compris à Dumbéa. Aujourd'hui encore, de nombreux lieux-dits de la commune sont désignés d'après leurs dénominations kanakes. Nimba signifie « lieu du peuple », Tonghoué : « au-dessus de la montagne », Koghi : « chapeau » ou encore Koé : « sauterelle », et enfin Couvelée : « le champ d'ignames » (source : Gabriel Païta de l'aire coutumière Djubéa-Kaponé).

Depuis lors, l'histoire de Dumbéa s'est calquée sur celle de la Nouvelle-Calédonie au travers du développement de l'agriculture et de la mine. Elle a aussi été influencée par sa proximité avec la capitale.

Une commune agricole

Avec l'installation des premiers colons se développe une agriculture de maraîchage diversifiée et une agriculture commerciale portant sur la canne à sucre et le café. Dès 1872, des foires aux bestiaux (vaches mais aussi moutons, porcs et chevaux) et aux produits agricoles (maïs, haricot, café, sucre, rhum, œufs, riz (de Nakutakoin), charbon de bois, etc.) ont lieu dans la commune. Dumbéa est aussi un lieu de passage pour le transfert des produits agricoles jusqu'à Nouméa. C'est ainsi que le chemin des troupeaux traverse l'estuaire de la Dumbéa avant de se diriger vers le Pic aux Morts pour ensuite rejoindre la quarantaine de Ducos.

La commune fût ainsi tout d'abord convoitée pour son potentiel agricole, à proximité immédiate de la capitale nouméenne. La première usine de canne à sucre voit le jour, dès 1865, dans le secteur de Koé. En 1879, l'administration pénitentiaire utilise les propriétés de Koé-Nimba, de la plaine Adam et la station d'élevage de Koutio-Kouéta pour établir un pénitencier agricole, ferme d'apprentissage pour les futurs concessionnaires. Koé possède également l'une des principales briqueteries de la Pénitenciaire.

La commune garde encore aujourd'hui certains vestiges de cette période, avec notamment « La Rhumerie de Dumbéa » - aujourd'hui inactive mais qui avait été le support de projets d'aménagement de tourisme et loisirs.



Champ de canne à sucre (Source : Image d'archives)



Chemin des troupeaux (Source : Agrical)

La Gare de Dumbéa (Source : Image d'archives)



La découverte du Nickel

Les événements marquants de l'histoire calédonienne se succèdent ensuite avec les découvertes de Jules Garnier en 1864 : le charbon sur les Monts-Koghis, puis le nickel sur les rives de la Haute-Dumbéa, source du développement économique du territoire depuis lors.

Dès 1877, on compte dix-sept mines déclarées sur le bassin de La Dumbéa. Les gisements, nombreux, sont généralement de petites tailles, ce qui explique leur abandon progressif au vingtième siècle au profit des massifs miniers du Sud-Est et du Nord-Ouest.

A son apogée économique et minière, Dumbéa s'est dotée d'un petit train, reliant Nouméa en 40 minutes dès 1904. Puis celui-ci s'étend vers Païta en 1914, ce qui permet alors de faire le trajet Nouméa-Païta en une heure et quart. Fermée en 1939, du fait de sa faible rentabilité et de la concurrence de la route, la ligne de chemin de fer sera rouverte temporairement par les américains pour le transports des munitions.

Le tracé de ce chemin de fer est encore visible aujourd'hui, tout comme certains vestiges au Nord de la commune (rails, pont, tunnels).

La Dumbéa, ressource essentielle

Avec sa ressource en eau de qualité alliée à un débit de la rivière nettement supérieur aux autres cours d'eau environnants, Dumbéa a ensuite été convoitée pour cette richesse, afin notamment de faire face au problème d'alimentation en eau de la capitale nouméenne. Un premier barrage a ainsi été édifié en 1894 afin d'alimenter Nouméa.

La capitale souffre à nouveau d'un manque chronique d'eau à partir des années 1930. Un second barrage sur la Dumbéa est construit en 1953 et mesure 98 mètres des fondations à son sommet, avec une longueur de 104 mètres. Ce barrage est surélevé en 1972 afin d'accroître sa capacité de retenue et de répondre ainsi à l'évolution démographique de la capitale.

Cet ouvrage hydraulique est l'un des plus importants de Nouvelle-Calédonie et marque un tournant dans la gestion de l'adduction d'eau potable. Il permet aujourd'hui d'alimenter Nouméa par des canalisations dédiées. Par ailleurs, le «Grand Tuyau» reliant la Tontouta (Païta) à Nouméa traverse la commune de Dumbéa en longeant la voie expresse. Installé depuis 2000, de 46 km de long et d'un mètre de diamètre, il a permis de compléter et de structurer l'offre pour le développement de nombreux quartiers de Dumbéa.

L'accueil de toutes les communautés calédoniennes

L'histoire agricole de la commune a favorisé l'arrivée de nombreuses communautés.

Avant 1900, les pionniers réunionnais font venir des Indiens malabars et des Néo-Hébridais puis des engagés Vietnamiens et des Indonésiens sous contrats.

Après la Seconde Guerre mondiale, le marché de l'emploi est porteur en Nouvelle-Calédonie, aussi des Tahitiens arrivent dans tout le Territoire. Les premiers à s'installer dans la commune viennent pour travailler en 1951 sur le chantier du nouveau barrage de la rivière Dumbéa.

Plus récemment, les Wallisiens et Futuniens, sont venus s'installer dans une commune qui leur offre des opportunités économiques et de logement.

Lors des événements politiques de nombreux Kanak de Lifou ont aussi été aidés à s'installer dans la commune, notamment dans le lotissement Chabert.

Aujourd'hui, Dumbéa accueille toutes les communautés calédoniennes.

Ville attractive et dynamique

Lors du premier recensement en 1890, la commune comprend 403 habitants. En 1951, Dumbéa ne compte plus que 146 habitants pour une quarantaine d'habitations principales recensées surtout au Nord de la commune, avec une large majorité de propriétés agricoles. Cette évolution à rebours s'explique par la fermeture de mines de nickel et la fin de l'engagement de travailleurs asiatiques.

Dumbéa s'est alors recentrée sur ses potentialités propres, à savoir l'agriculture et l'élevage en tant que « ceinture verte » de l'agglomération nouméenne naissante. C'est le développement de Nouméa à partir du milieu des années 1950 qui permet la redynamisation de Dumbéa grâce au développement toujours plus conséquent de sa partie Sud.

Il faut attendre le boom minier pour que le Sud de la commune commence réellement à s'urbaniser. Lorsque la population de Dumbéa s'accroît rapidement à partir des années 1970, une différence très importante apparaît entre le Nord agricole et le Sud qui s'urbanise très rapidement. En 1975, l'apparition des premiers lotissements Secal, FSH, SICNC à Koutio dans le cadre du développement de l'agglomération marque le début de la croissance continue et très rapide de la commune.

En 1982, la commune compte seulement 974 logements. Nakutakoin n'est pas encore électrifiée et la Couvelée n'est pas desservie en eau potable. La mairie constate que les principales activités sont encore les « cultures maraîchères, petits élevages, élevages bovins, productions laitières ». Le parc municipal Victor-Fayard et un golf à neuf trous sont inaugurés en 1982.

Tout va changer en une décennie. Dès 1988, Koutio comprend 80 % des habitants de Dumbéa. L'on parle alors de la colline-labyrinthe et cette année-là le FSH attribue 750 nouveaux lots viabilisés. Le premier hypermarché, un Euromarché, est alors mis en place.

Dumbéa était la ville d'accueil des populations voulant s'installer à Nouméa, provenant de l'ensemble de la Grande Terre, et qui s'installaient temporairement sur des terrains squattés. En 2009, elle comptait près de 25 000 habitants, en progression constante de plus de 8% par an depuis 2004, soit un niveau trois fois supérieur à la moyenne calédonienne.

À partir des années 2000, une nouvelle politique urbaine intervient car Dumbéa manque toujours d'un véritable centre. Après concertation, il est décidé qu'il sera organisé autour du nouvel hôtel de ville déplacé et recentré qui est inauguré en avril 2017 à Koutio.

L'année 2017 est également marquée par l'ouverture du Médipôle à Dumbéa-sur-Mer. Le Médipôle représente la plus importante infrastructure publique construite en Nouvelle-Calédonie et couvre plus de la moitié de l'offre de santé du territoire.

En 2019, l'ouverture de la ligne Néobus (Transport en Commun en Site Propre) relie la capitale au Médipôle en passant par le centre ville de Dumbéa. De plus le recensement général de 2019 compte désormais 35.873 dumbéens, maintenant une croissance démographique importante depuis désormais près de 20 ans. Le centre-ville de la commune est aujourd'hui un symbole du dynamisme de Dumbéa avec de grands équipements (hôtel de ville, lycée Dick Ukeiwë, médiathèque, piscine olympique, écoles...), des sièges sociaux de services publics ou d'entreprises privées, des commerces (plus grand hypermarché calédonien) et des logements variés.

Ce développement soutenu a conduit à une véritable métamorphose urbaine de la commune actuelle. De nouveaux enjeux se dessinent notamment liés aux transports et à la forme urbaine qu'il convient d'accompagner.



Barrage de la Dumbéa (Source : Photo Laigle Karl)

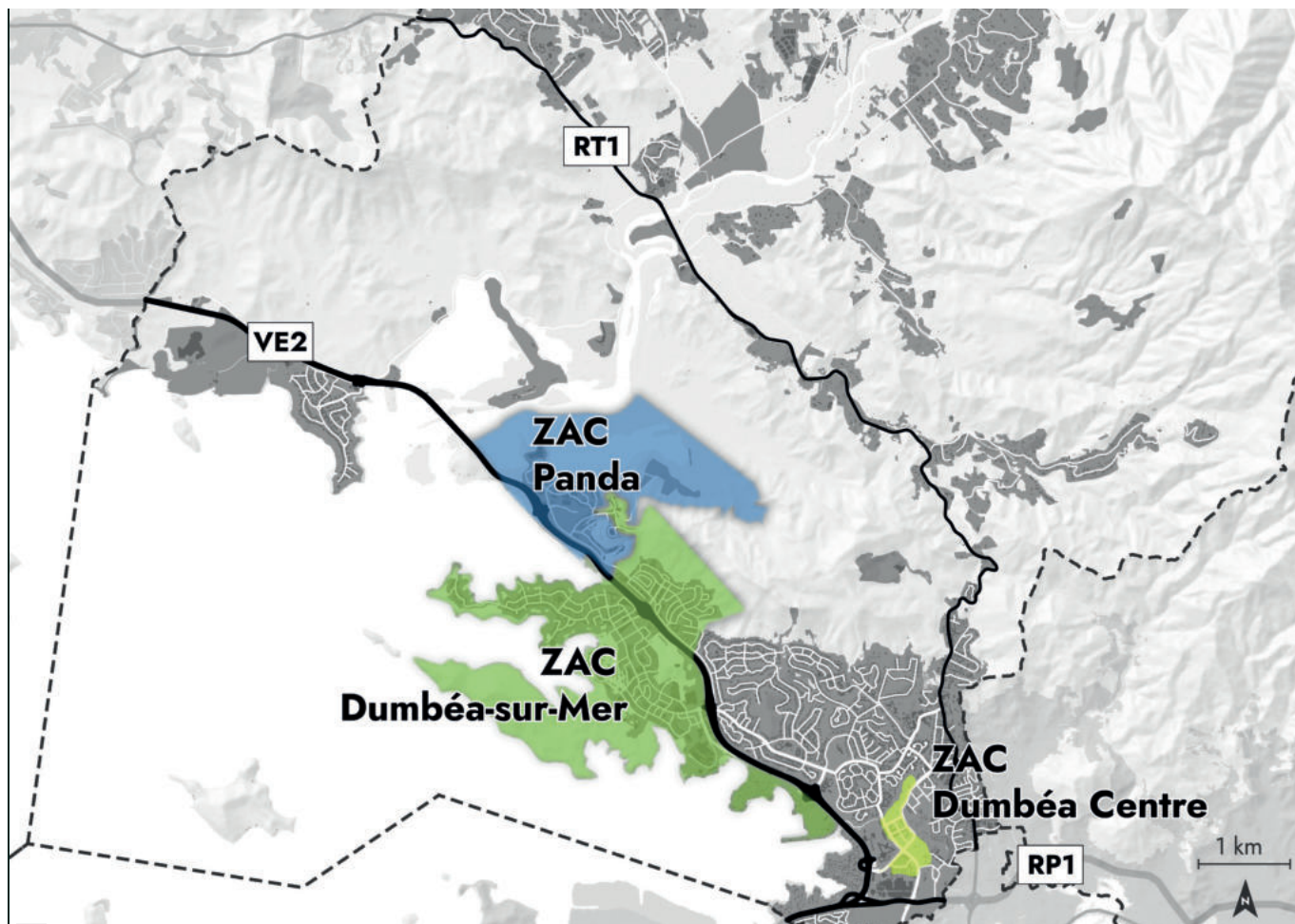


Koutio (Source : province Sud)

La ZAC Dumbéa sur Mer et l'arrivée du Médipôle
(Source : Photo Ville de Dumbéa)



LES ZONES D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ



Localisation des Zones d'Aménagement Concerté
(Source : UP)

Une zone d'aménagement concerté (ZAC) est une opération publique d'aménagement de l'espace urbain. Leur création et leur réalisation sont réglementées par la délibération n° 48/CP du 10 mai 1989.

La ZAC est une zone à l'intérieur de laquelle une collectivité publique décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains en vue de les céder ou de les concéder ultérieurement à des utilisateurs publics ou privés.

La ZAC a pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou de lutter contre l'insalubrité.

Il existe des ZAC provinciales (ZAC de Dumbéa sur mer et ZAC PANDA) et communales (ZAC de Dumbéa Centre - anciennement ZAC Centre Urbain de Koutio (CUK)).

La ZAC de Dumbéa-sur-Mer et son complément la ZAC de Panda représentent 800 hectares, ce qui fait de ce double projet la plus grande Zone d'Aménagement Concerté de France. Ces deux ZAC conjointes initiées par la province Sud constituent pendant deux décennies le projet majeur de développement urbain en Nouvelle-Calédonie.

L'assemblée de la province Sud approuve les dossiers de création et de réalisation de ZAC.

(Source : Texte province Sud et Ville de Dumbéa)

3

Zones d'Aménagement
Concerté

HISTORIQUE DES PUD ET ZAC DE DUMBÉA

2003

Premier PUD de Dumbéa, approuvé par la délibération n° 20-2003/ APS du 18 Juillet 2003.

Depuis, la commune instruit et contrôle elle-même l'ensemble des demandes d'autorisations d'urbanisme (Permis de construire, de lotir, etc.).

» Création et réalisation des 3 Zones d'Aménagements Concerté (cf. ci-contre)

2009

Mise en révision : La forte croissance démographique et le développement des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) ont poussé à la mise en révision de ce premier document. Délibération n° 21-2009 / APS du 26 février 2009

2012

Approbation de la **révision du PUD** de Dumbéa. Délibération n° 52-2012/APS du 18 décembre 2012. Ce PUD a intégré pour la première fois les trois Zones d'Aménagement Concerté (Dumbéa sur Mer, Panda et Dumbéa Centre).

2015

CUNC : APPROBATION DU CODE DE L'URBANISME DE LA NOUVELLE CALÉDONIE

2018

Mise en compatibilité du PUD pour prendre en compte le projet « Neobus » de transport en commun en site propre (Délibération n° 34-2018/APS du 13 juillet 2018)

2019

Mise à jour du PUD pour tenir compte des dernières études de zones inondables de la rivière Dumbéa (Arrêté n° 2784-2019/ARR/DFA du 28 août 2019)

2020

2^e Mise en révision : Depuis l'approbation du dernier PUD en 2012, la Ville de Dumbéa connaît un important développement urbain, lié notamment à la réalisation des ZAC. Il est apparu nécessaire de réviser le PUD afin de s'adapter aux nouvelles problématiques urbaines, de tenir compte des dernières prévisions économiques et démographiques, et des nouveaux besoins de la population. Délibération municipale n°2020/366 du 21 octobre 2020 mettant en révision le PUD de la commune de Dumbéa

	ZAC DUMBEA CENTRE (EX - CUK)	ZAC DUMBEA SUR MER (DSM)	ZAC PANDA
2000	Création de la ZAC CUK Délib. n°13-2000/APS du 26.04.2000		
2003			Création de la ZAC PANDA Délib. n°44-2003/APS du 16.10.2003
2004	Approbation du dossier de réalisation Délib. n°11-2004/APS du 31.03.2004		
2007	Modification dossier de réalisation, PAZ et PEP Délib. n°68, 69, 70-2007/APS du 13.12.2007	Création de la ZAC DSM Délib. n°62-2007/APS du 15.11.2007 Approbation dossier de réalisation, PAZ et PEP Délib. n°28, 29, 30-2007/APS du 12.04.2007	Approbation dossier de réalisation, PAZ et PEP Délib. n°31, 32, 33-2007/APS du 12.04.2007
2011	Modification dossier de création Délib. n°24-2011/APS du 23.05.2011	Modification du dossier de réalisation, PAZ et PEP Délib. 54, 55 et 56-2011/APS du 22.12.2011	Modification du PAZ Délib. n°4-2011/APS du 17.03.2011
2012	Modification dossier de réalisation, PAZ et PEP Délib. n°16, 17, 18-2012/APS du 31.07.2012		Modification dossier de réalisation, PAZ et PEP Délib. n°51, 52, 53-2011/APS du 22.12.2011
2015		Modification dossier de réalisation, PAZ et PEP Délib. n°22, 23, 24-2015/APS du 06.08.2015	
2017	Modification dossier de réalisation, PAZ et PEP Délib. n°35, 36, 37-2017/APS du 30.06.2017		
2018			Modification dossier de réalisation Délib. n°16-2018/APS du 08.06.2018
2021		Modification dossier de réalisation, PAZ et PEP Délib. 77-2021/APS du 20.10.2021	
2023			Modification du dossier de réalisation Délib. 2-2023/APS du 16.02.2023

PATRIMOINE

Sur l'ensemble de la province Sud, près de 250 monuments et mobiliers sont protégés au titre des monuments historiques.

Trois monuments sont recensés à Dumbéa.

Pont Routier sur la Dumbéa

En 1867, Charles Guillain, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, déclare d'utilité publique la construction d'une route reliant Nouméa à Païta. Cette dernière doit passer par la commune de Dumbéa, traversée par la rivière du même nom. Jusqu'alors, la communication entre ces différentes communes se faisait par voie maritime. La création d'un pont s'avère nécessaire pour relier les deux rives. A cette époque, le bagne de la Nouvelle-Calédonie a pour objectif la réhabilitation des forçats par le travail. Ainsi, ce sont les condamnés du camp de Koé, qui construisent le premier pont sur la Dumbéa, entre la fin des années 1860 et le début des années 1870. Ce premier ouvrage d'art est entièrement construit en bois. Cependant, vers la fin du XIXème siècle, ce pont est remplacé par un ouvrage en pierre, sous la direction du service des Ponts et Chaussées. Il prend le nom de «Pont Blanc» ou de «Pont sur la Dumbéa» et comporte 5 voûtes en anse de panier d'environ 60 m de long et 7 m de large. (Source : L.Talbi. - province Sud)

Maison Lacroix

C'est en 1883 qu'Auguste Rolland, riche commerçant et véritable notable de la Colonie, acquiert une propriété foncière à Dumbéa, où il fait construire cette maison et son annexe. Durant près de 80 années, la propriété reste dans la famille Rolland avant d'être vendue à Raymond Lacroix en 1962. A cette date, elle est décrite comme « [...] une grande maison en maçonnerie, couverte en tôle, comprenant 8 pièces, véranda sur les 4 faces, un petit barrage situé sur la rivière Ouanéoué [...] ». La propriété, restée dans la famille Lacroix depuis cette date, est acquise par la mairie de Dumbéa en 2006 avant d'être inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la province Sud. Témoin des premiers développements économiques du territoire, cette maison fut la propriété de deux hommes qui, chacun à leur manière et à des époques différentes, ont participé à l'édification de la Nouvelle-Calédonie. De plus, par la rareté de son plan de distribution, atypique pour sa période de construction, la maison présente un fort intérêt architectural pour le patrimoine domestique calédonien. (Source : L.Talbi. - province Sud)

Entrepôt usine Koé

Connu sous le nom d'« entrepôt » de l'usine sucrière de Koé ou d'« auberge de la Rhumerie », le bâtiment n'a pourtant jamais rien eu à voir avec l'exploitation de la canne à sucre.

Situé aux abords de l'usine de transformation de canne à sucre créée par la famille Joubert et son associé, Gustave Clain, l'entrepôt a longtemps été assimilé à cette activité. La bâtisse en briques aurait été édifiée vers les années 1880 pour l'usage du pénitencier agricole. À défaut d'avoir stocké du rhum, les deux niveaux du bâtiment ont donc servi à un usage agricole (séchage du café, stockage de patates et du matériel agricole) avant de devenir successivement magasin pour l'intendance des armées françaises pendant la Seconde Guerre mondiale, lieu de stockage lors de la construction du barrage de Dumbéa, puis annexe du lycée d'enseignement professionnel (ALEP) jusqu'en 1994.

Lorsque la bâtisse est inscrite en 2002 à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, elle héberge finalement une activité d'hôtellerie et de restauration sous le nom d'« Auberge de la Rhumerie ». Depuis l'incendie de 2010 qui l'a en grande partie détruite, celle-ci est restée inoccupée.



Localisation des monuments historiques et patrimoine de Dumbéa (Source province Sud et Ville de Dumbéa)

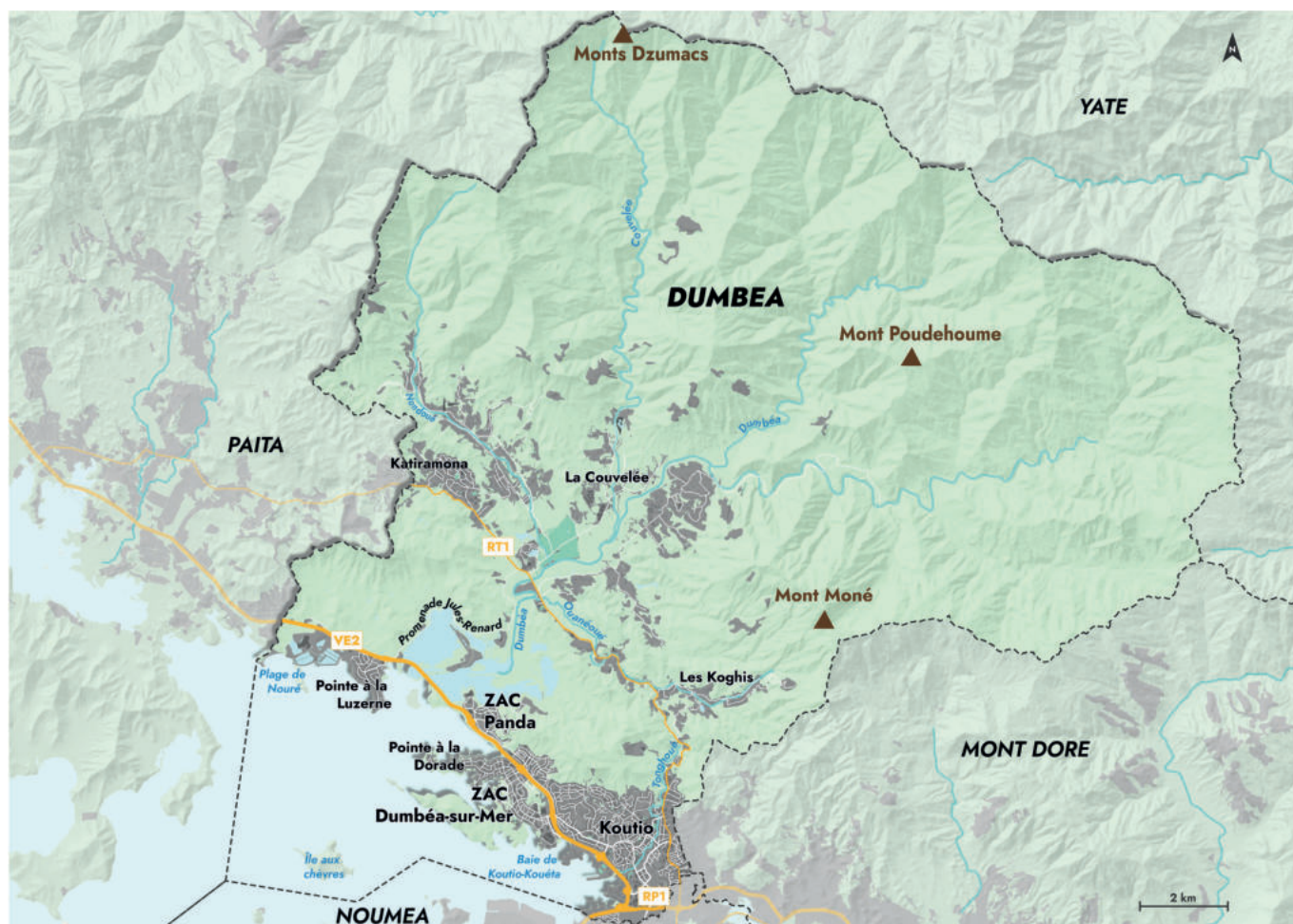


1. Maison Lacroix (Inscrite)
2. Entrepôt Usine de Koé (Inscrit)
3. Pont sur la Dumbéa -Classé (Source Photo : Boris Race)



En plus des monuments classés ou inscrits par la province Sud, la commune conserve quelques traces et vestiges de son passé. Avec par exemple, le tracé de l'ancienne voie ferrée, toujours visible aujourd'hui et pouvant être le support de déplacements doux. Ou encore l'ancienne gare, les tunnels de Tonghoué et Erambéré, et certaines granges ou maisons rappelant le passé agricole de la commune.

UN PAYSAGE VARIÉ



Repères et lieux emblématiques de la commune (Source :
Donnée SERAIL - Formatage INSIGHT & UP)

Le paysage de la commune est marqué par un milieu naturel riche et varié, la chaîne et un réseau hydrographique dense.

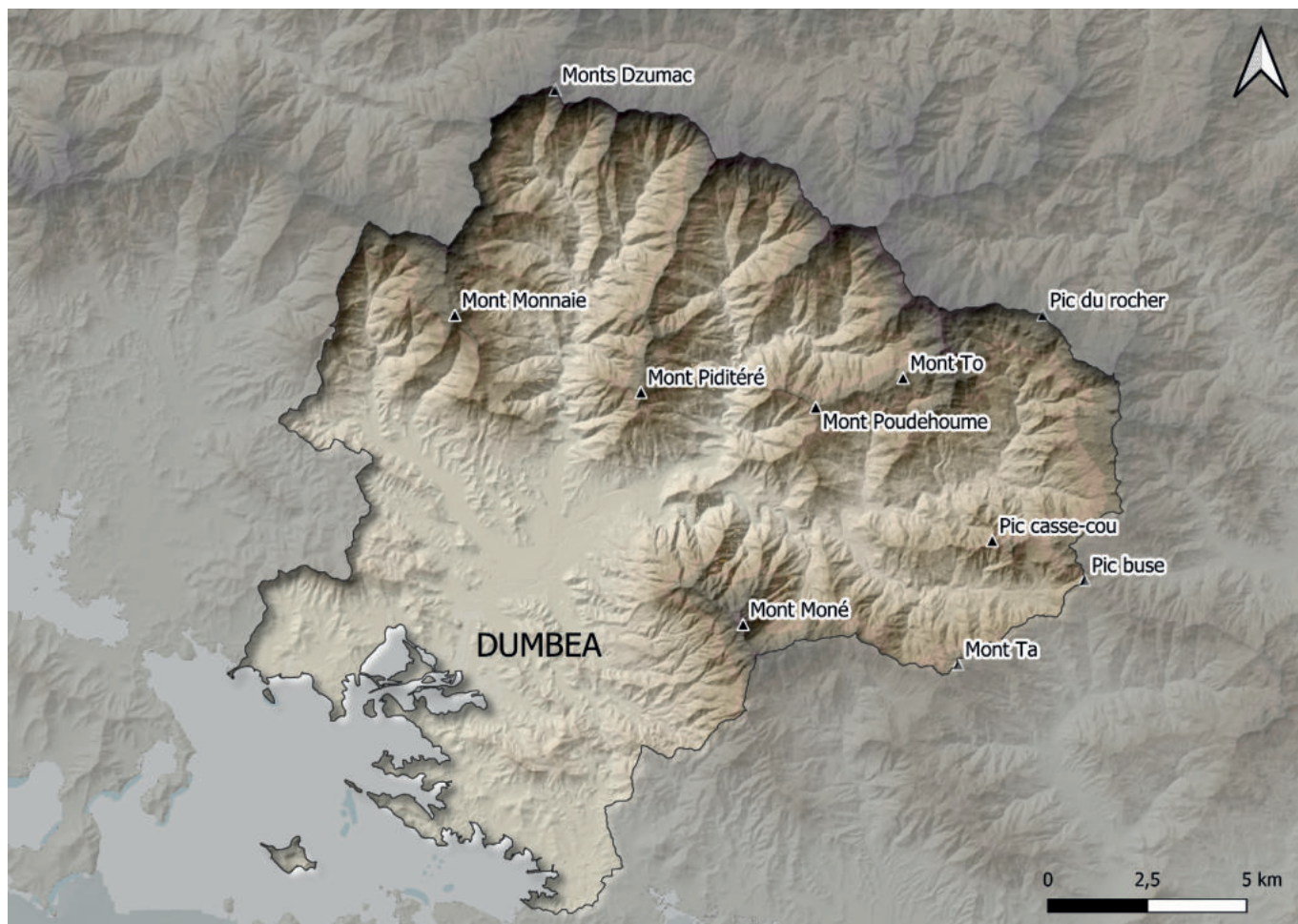
- » 58 km de rivières et 1 fleuve majeur : «la Dumbéa» de 23 km de long et d'environ 200m de large à l'embouchure, divisée en un bras Nord et un bras Est
- » 4 affluents à la Dumbéa : la Couvelée, la Nondoué, la Ouanéoué, le Carigou et une rivière secondaire la Tonghoué qui traverse le centre-ville
- » La chaîne qui comprend entre autres les monts Dzumacs au Nord (1 250m), le mont Poudéhoume à l'Est et le mont Moné au Sud
- » Un linéaire littoral d'environ 40 km
- » Les presqu'îles et pointes : Nakutakoin et la pointe à la Luzerne, la pointe à la Dorade séparée du pic aux morts par l'anse Apogoti
- » 3 îlots : le plus grand l'îlot NDié ou île aux chèvres (0,5 km²), l'îlot Numbo et l'îlot Duure ou Nouré
- » 3 axes routiers structurants au Sud, desservant l'agglomération : la Route Territoriale 1 au Nord, route historique, la Voie Express 2 appelée «Savexpress» et le «barreau Sud» vers le Mont-Dore
- » Des formes urbaines variées entre habitat individuel peu dense et secteurs regroupant des immeubles de plusieurs étages

80 %

du territoire communal est
composé d'espaces naturels
non urbanisés.

Dumbéa réunit tout à la fois un caractère très urbain (au Sud) et broussard (au Nord). Les points de vue sur la chaîne, les rivières ou le lagon sont autant d'éléments identitaires du paysage de la commune.

UN RELIEF MARQUÉ ET UNE PLAINE AGRICOLE



Reliefs de la commune de Dumbéa
(Réalisation CAPSE)

Le relief de la commune de Dumbéa est contrasté.

- » Au Nord, un faciès montagneux, formé de chaînes au relief accentué. Les versants sont composés de nombreux talwegs qui surplombent des vallées encaissées (branche Nord, branche Est, Couvelée).
- » Un point haut qui culmine à environ 1 250 m sur la chaîne des monts Dzumacs au Nord et au Nord-Est.
- » Des vallées en « V » du Nord ou du Nord-Est vers le Sud constituant la branche Nord de la Dumbéa.
- » Le chaînon dominé par le mont Pitéré qui culmine à 869 m et qui délimite les bassins versants de la branche Nord et de la branche Est de la Dumbéa.
- » Le chaînon dominé par le mont To et le mont Poudéhoume, dont les altitudes moyennes sont de 800 m, délimite les bassins versants de la branche Nord et de la branche Est de la Dumbéa.
- » La chaîne des monts Koghis qui culmine à 1 080 m au mont Moné, délimite les écoulements de la branche Est.
- » Le Sud de la commune, occupé majoritairement par la plaine alluviale de Dumbéa, présente un relief moins accidenté.

**Entre le lagon et la chaîne :
un relief marqué partant
de la zone maritime pour
culminer à 1250 m dans le
massif de la Montagne des
Sources.**

DUMBÉA, TOUR D'HORIZON



La plaine agricole (Source : Photo Ville de Dumbéa)



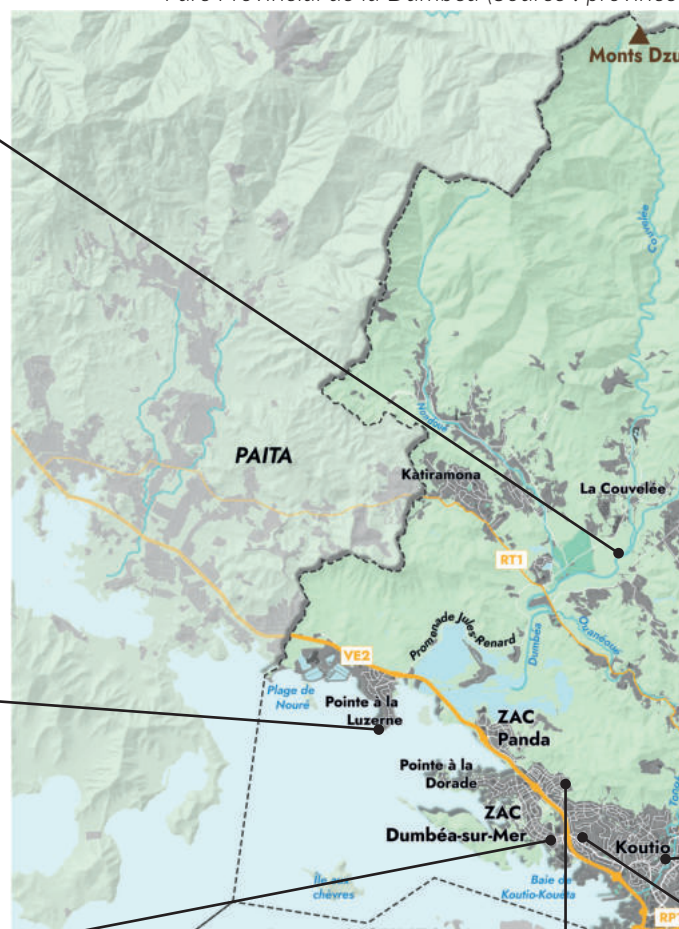
Logements pavillonnaires, Nakutakoin - Pointe à la Luzerne (Source : Photo Internet, blog privé)



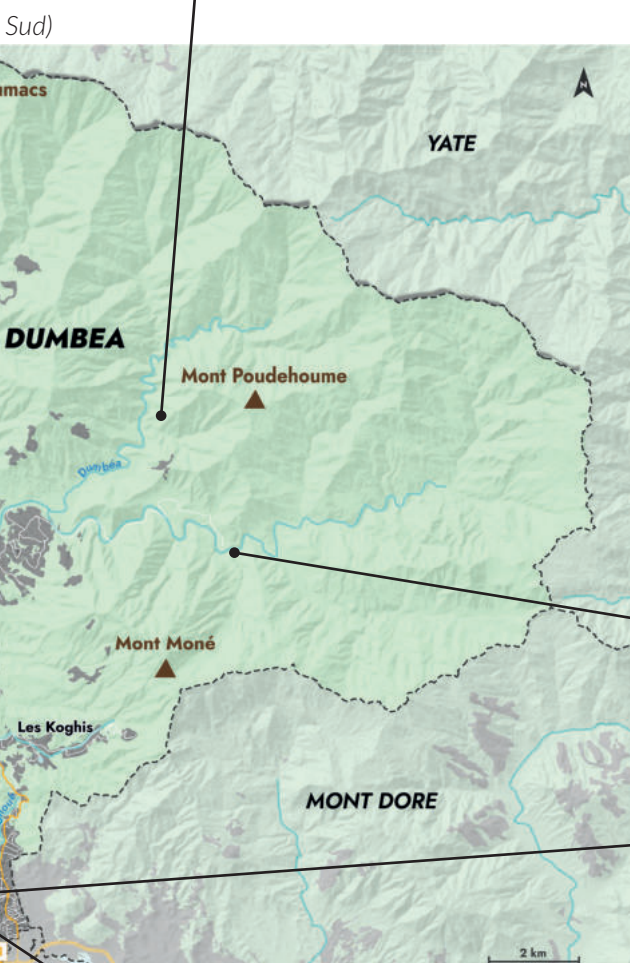
Centralité économique de Dumbéa-sur-Mer (Source : Secal)



Parc Provincial de la Dumbéa (Source : province)



ZAC Panda (Source : Photo province Sud)



La Dumbéa (Source : Nouvelle-Calédonie Travel)



ZAC Dumbéa sur Mer et Panda (Source : Photo Martial Dosdane)

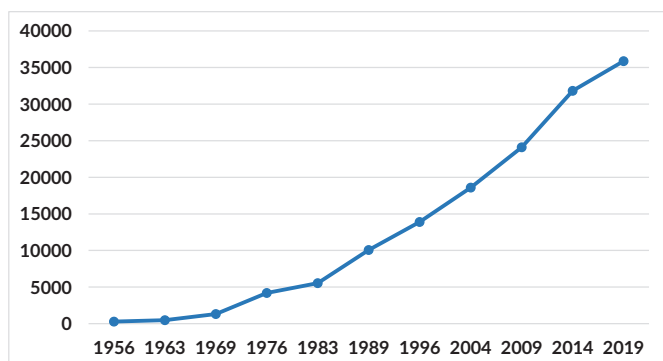


Cinéma MK2 - Dumbéa Centre (Source : Perspective projet - Secal)

DÉMOGRAPHIE

UNE CROISSANCE TOUJOURS SOUTENUE

Dumbéa est une ville dynamique, renforcée par les différentes opérations immobilières (ZAC, nouveaux lotissements) à destination des jeunes ménages au cours de ces 20 dernières années. La ville est attractive et attire de nouveaux habitants ce qui maintient une croissance soutenue.



Evolution de la population de la commune (Source ISEE)



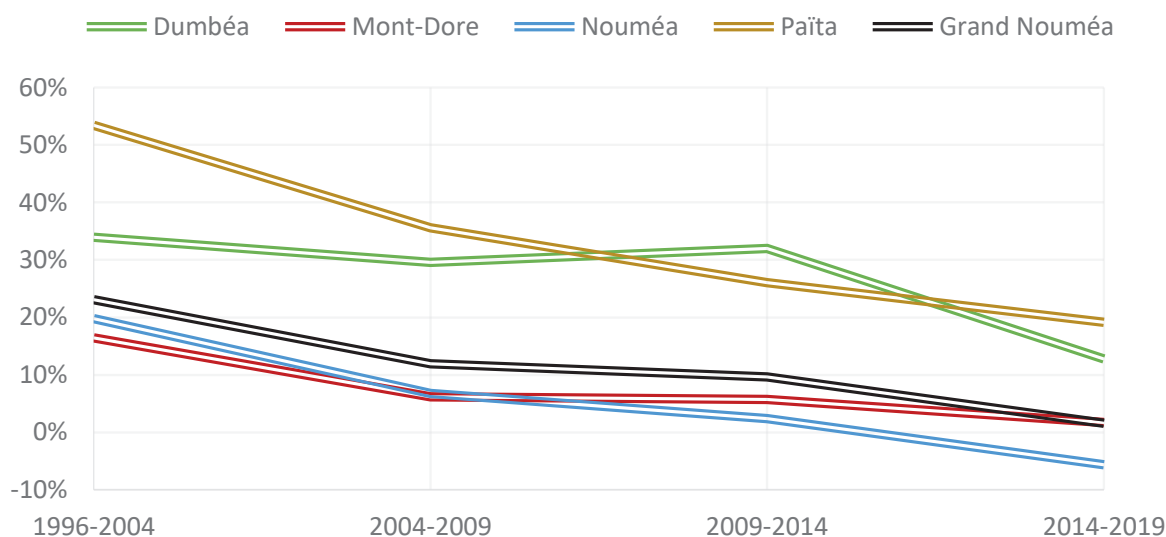
Répartition homme femme de la population (Source ISEE 2019)

+13%

La population de Dumbéa a continué de croître entre le recensement de 2014 et celui de 2019. **4061 personnes supplémentaires habitent à Dumbéa, pour un total de 35.873 dumbéens en 2019, soit une évolution de +13% en cinq ans.**

Cette croissance reste forte, bien que moins importante que celle observée sur la période 2009-2014 (+32%). A titre de comparaison, sur cette même période, la population du Grand Nouméa n'a augmenté que de +2%.

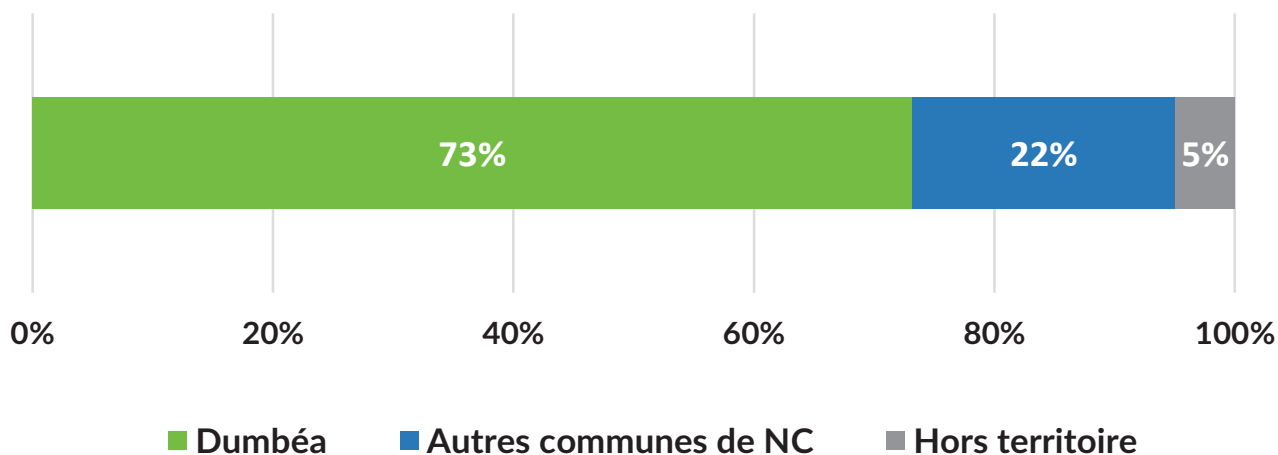
- » Plusieurs phénomènes expliquent le maintien d'une croissance soutenue au cours de la période 2014-2019 bien qu'en baisse : la livraison de certaines opérations immobilières au sein des ZAC, la baisse du taux de fécondité, l'instabilité économique et politique impactant également la mobilité résidentielle (localement et internationalement).
- » Selon les indicateurs et les diverses conjonctures, (sanitaire, économique et politique), la croissance va continuer à baisser légèrement au cours de la décennie 2020.



Le taux de variation de la population par période de 5 ans. Une tendance à la baisse sur l'ensemble de l'agglomération, signe d'un ralentissement démographique (Source ISEE 2019).

DES MIGRATIONS INTERNES ET EXTERNES IMPORTANTES

L'observation des migrations internes et externes (part de la population qui n'habitait pas la commune lors du recensement précédent) met en avant l'attractivité de la commune. Les habitants de la commune arrivés depuis 2014 proviennent des migrations entre communes du territoire, appelées migrations internes, et de l'extérieur du territoire, appelées migrations externes.



Pourcentage de dumbéens en 2019, selon le lieu de résidence au recensement de 2014 (Source ISEE 2019)



22%

des habitants recensés en 2019 n'habitait pas à Dumbéa en 2014, mais dans une autre commune du territoire, soit plus de 6000 personnes.

*Environ 70%, des nouveaux dumbéens en 2019, résidant en Nouvelle-Calédonie en 2014, habitaient auparavant sur la commune de Nouméa. Cela s'explique par l'offre en logement neuf à Dumbéa (maison individuelle avec jardin, nouveaux logements locatifs sociaux ou non...) et par le prix élevé des loyers et du foncier à Nouméa. Cependant **les projets de développement de la commune de Dumbéa** (secteur Médipôle, pôle économique de Koutio, programmes restants sur la ZAC de Dumbéa sur Mer et Panda, nouveaux lotissements...) vont aussi maintenir l'attrait de la commune.*



1630 personnes originaires de Métropole et de l'étranger se sont implantées sur la commune de Dumbéa depuis 2014 (très légère hausse

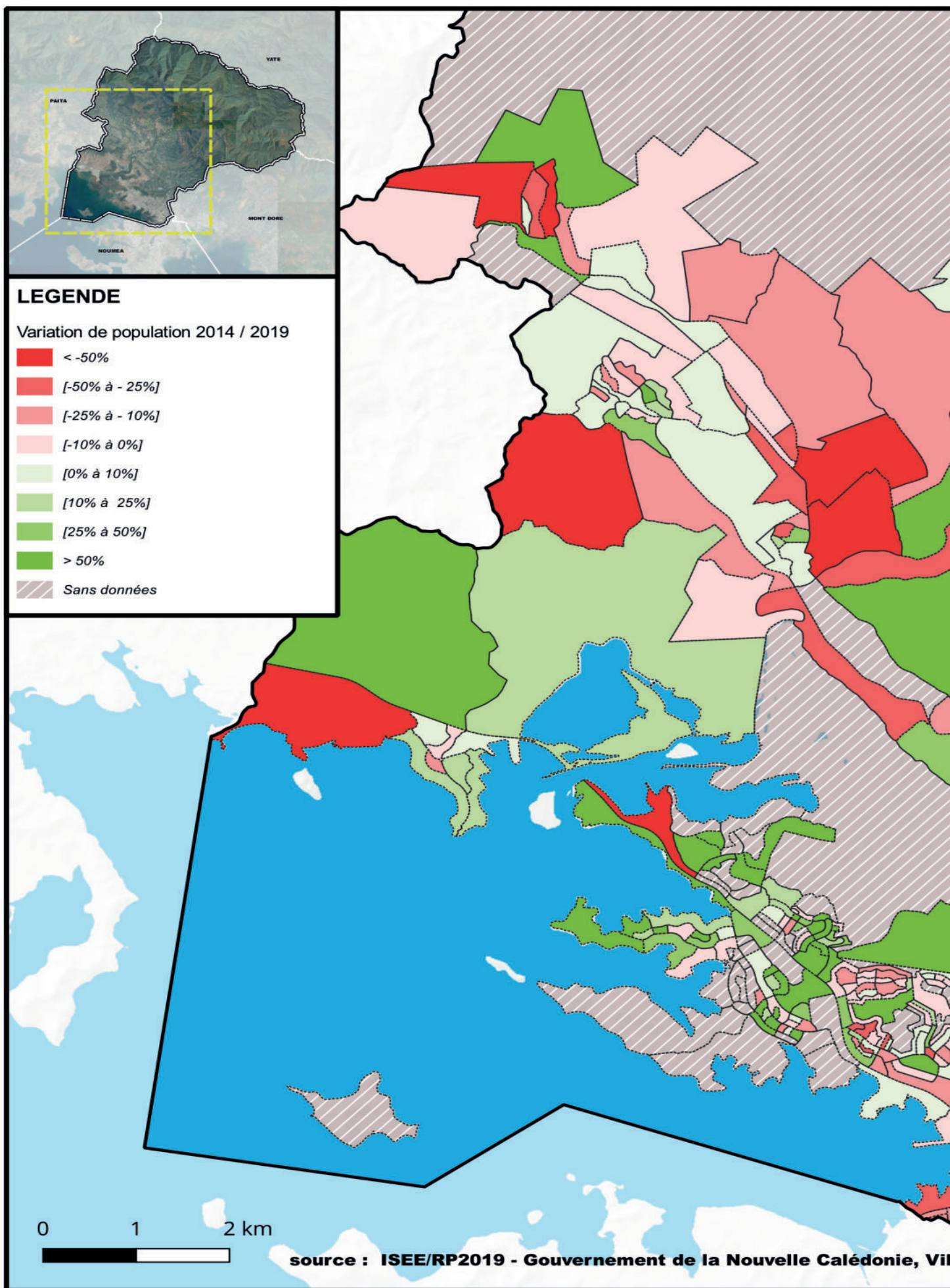
par rapport à la période 2009-2014), soit près de 4.5% de la population totale dumbéenne. Les nouveaux

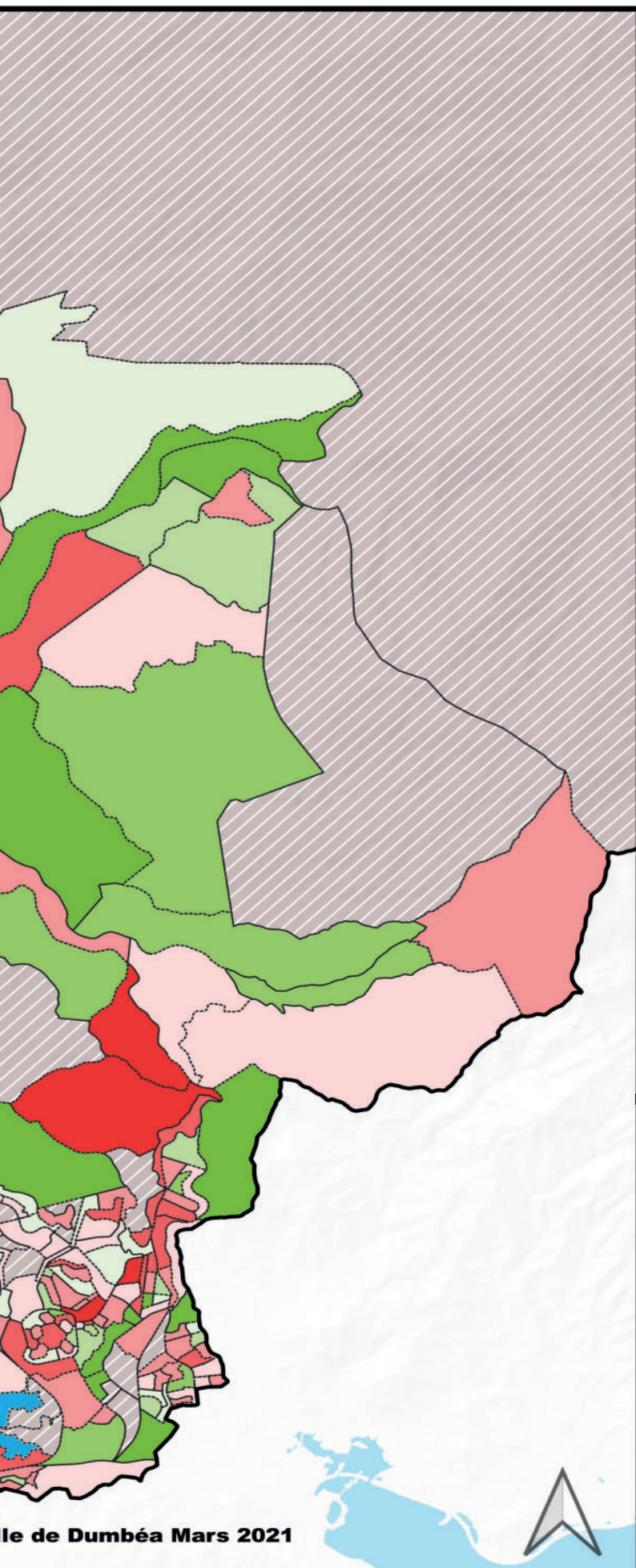
arrivants de l'étranger et de métropole depuis 2014 concernent 9% de la population du Grand Nouméa. Parmi eux, environ 90% proviennent de Métropole.

Les migrations externes à la Nouvelle-Calédonie ont un impact non négligeable pour la commune de Dumbéa. Le nombre de migrations vers le territoire a baissé de 23% entre la période 2009-2014 et la période 2014-2019 (migrations impactées par l'instabilité institutionnelle et par le contexte économique). Au cours de cette dernière période, 17 350 personnes sont toutefois arrivées en Nouvelle-Calédonie dont 85% résident désormais au sein du Grand Nouméa, et près de 10% se sont installées à Dumbéa.

Le quartier de Dumbéa sur mer est le plus attractif (40% des nouveaux arrivants s'y sont installés), principalement du fait de la proximité du Médipôle et de l'offre en logements. Ils se sont ensuite installés à 19% au sein du quartier de Koutio, puis à Plaine Adam et Dumbéa Centre (respectivement 12% et 11%).

Ce flux, bien qu'en baisse, est important pour la commune, car il s'agit d'une population jeune et active.





La croissance de la population n'est pas homogène pour l'ensemble des quartiers de Dumbéa.

3 quartiers ont ainsi perdu des habitants sur la période 2014 - 2019 : Koutio, Auteuil et Non-doué La Couvelée, avec une baisse respectivement de 4%, 5% et 10%.

A l'inverse, le quartier de Dumbéa-sur-mer a crû de 73% entre 2014 et 2019 quand celui de Plaine Adam augmentait de près de 1450 habitants soit une croissance de 47%. Ces évolutions s'expliquent par la livraison de programmes de logements importants au sein de la ZAC Panda et de la ZAC de Dumbéa-sur-Mer (en particulier au niveau d'Apogoti) au cours des 5 dernières années.

UNE POPULATION TOUJOURS JEUNE

La population dumbéenne reste jeune et en augmentation depuis 2014 contrairement au Grand Nouméa. En même temps, le vieillissement de la population est considérable et s'opère dans une grande majorité des quartiers.

+6%



d'augmentation du nombre de dumbéens de moins de 20 ans depuis 2014, soit 675 personnes en plus. Ainsi un dumbéen sur trois a moins de 20 ans (33%). Malgré une augmentation du nombre de jeunes sur la commune, leur proportion sur la population totale (qui a fortement augmenté) a baissé de 2 points entre 2014 et 2019 (35% en 2014). Entre les deux recensements, les évolutions des moins de 20 ans ont été différentes en fonction des quartiers :

- » **Le nombre de dumbéens de moins de 20 ans a diminué dans 6 quartiers (Nondoué, Katiromona sud, Les Koghis, Nakutakoin, Auteuil et Koutio).** En 2019, il y a près de 470 jeunes en moins dans le quartier de Koutio. 31% des habitants de ce quartier ont moins de 20 ans (34% en 2014).
- » A l'opposé, on observe 62% de jeunes en plus dans le quartier de Dumbéa sur Mer (ce qui correspond à 37% des habitants du quartier en 2019, contre 40% en 2014), et 37% au sein du quartier de Plaine Adam. Ces fortes évolutions s'expliquent par une offre en logement à destination des jeunes ménages, plus susceptibles d'avoir des enfants en bas âge.

Ce constat confirme une tendance observée depuis 20 ans au sein de l'agglomération. **Si la part des moins de 20 ans sur la commune reste élevée, celle-ci est en baisse constante depuis 1996.** Les dynamiques observées indiquent un renforcement de cette tendance au cours des 10 prochaines années. Les effectifs scolaires seraient alors impactés (notamment au sein du quartier de Koutio).

+36%

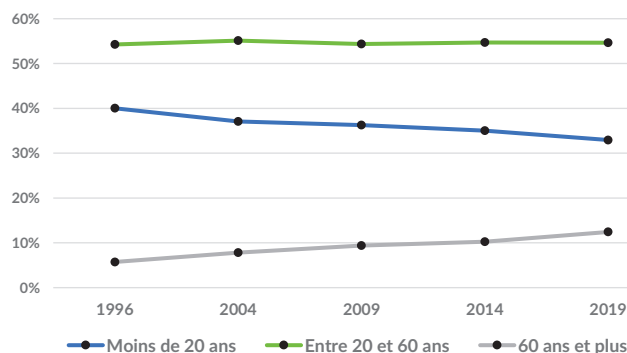


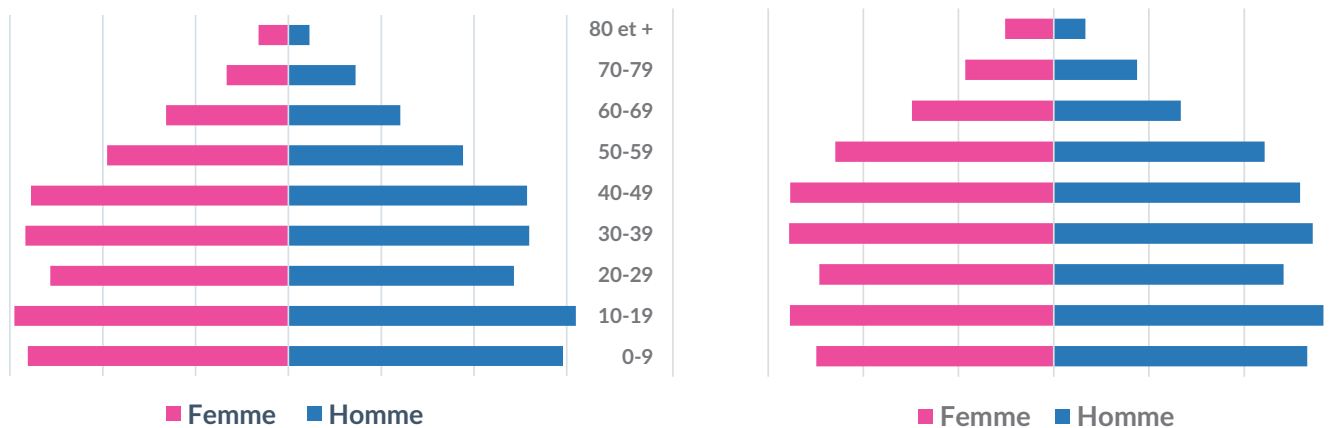
d'augmentation du nombre de dumbéens âgés de plus de 60 ans entre 2014 et 2019. Cette catégorie de population a augmenté dans tous les quartiers de Dumbéa. Malgré ce constat, certaines disparités se distinguent :

- » **Dans les quartiers les plus jeunes aujourd'hui, de Dumbéa sur Mer et Plaine Adam, les effectifs des plus de 60 ans ont plus que doublé en 5 ans.** La part de cette population au sein de ces quartiers reste encore faible avec respectivement 7% et 5%.
- » A l'opposé, 20% des habitants des quartiers de Nakutakoin et des Koghis ont plus de 60 ans.
- » Les quartiers de Koutio, Auteuil, Plaine de Koé, Katiramona Sud et de Nondoué sont habités par plus de 15% de personnes de plus de 60 ans.
- » Entre 2014 et 2019, on dénombre une augmentation de 5%, de 4% et de 3% respectivement pour les quartiers des Koghis, de Koutio et de Nondoué-Katiromona.

L'accroissement important de la part des personnes âgées dans la commune résulte de plusieurs phénomènes : premier boom démographique du territoire après guerre, décohabitation (déménagement des enfants), et présence de quartiers anciens, historiquement habités par des propriétaires résidents. **Cette évolution va s'intensifier et va ainsi modifier profondément le visage démographique de la commune,** ainsi que les besoins en équipements et logements spécifiques.

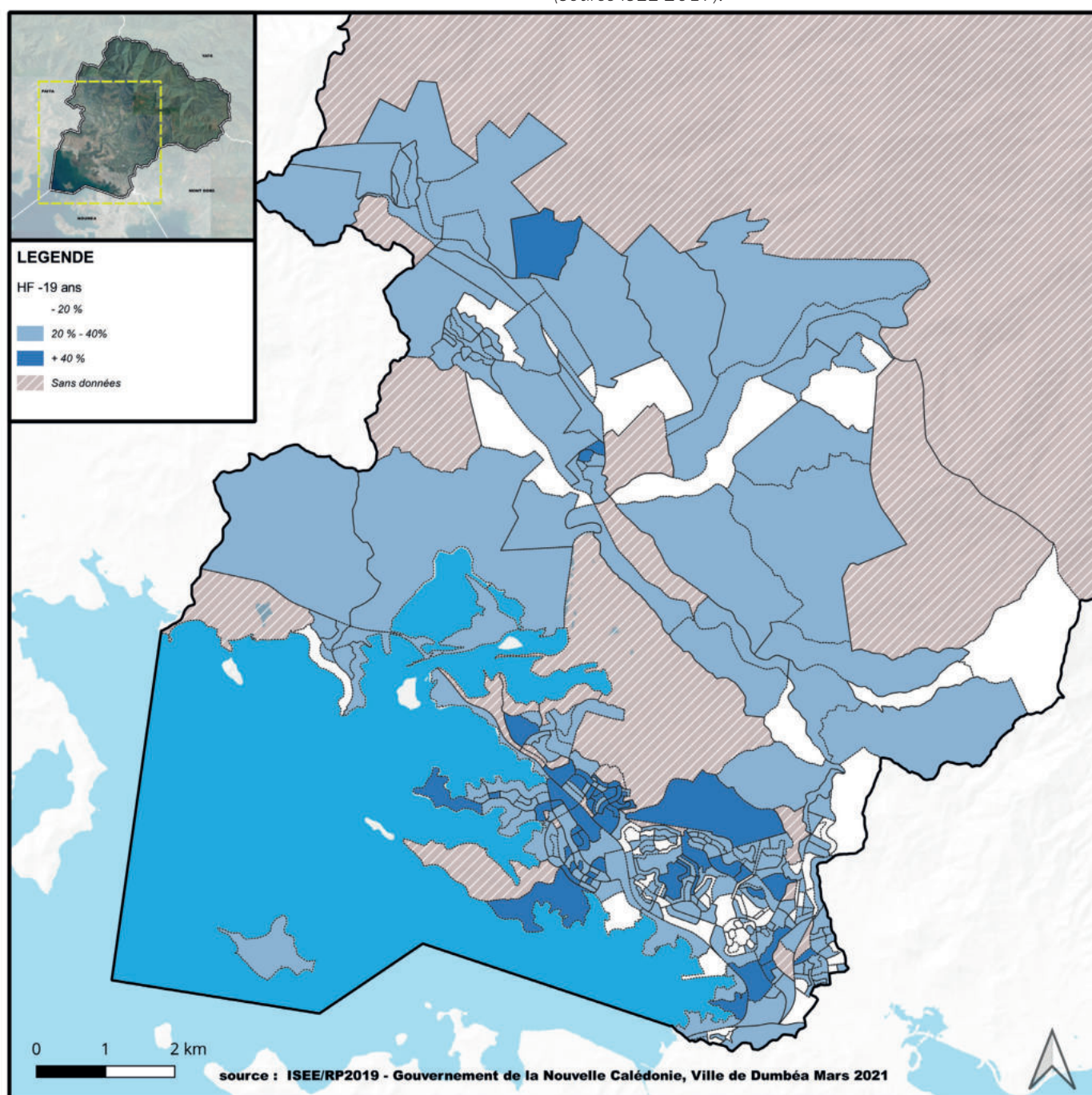
Évolution de la répartition des catégories d'âge à Dumbéa de 1996 à 2019 (Source ISEE 2019).





Pyramide des ages de Dumbéa (Source ISEE 2019).

Pyramide des ages de l'agglomération Nouméenne (Source ISEE 2019).



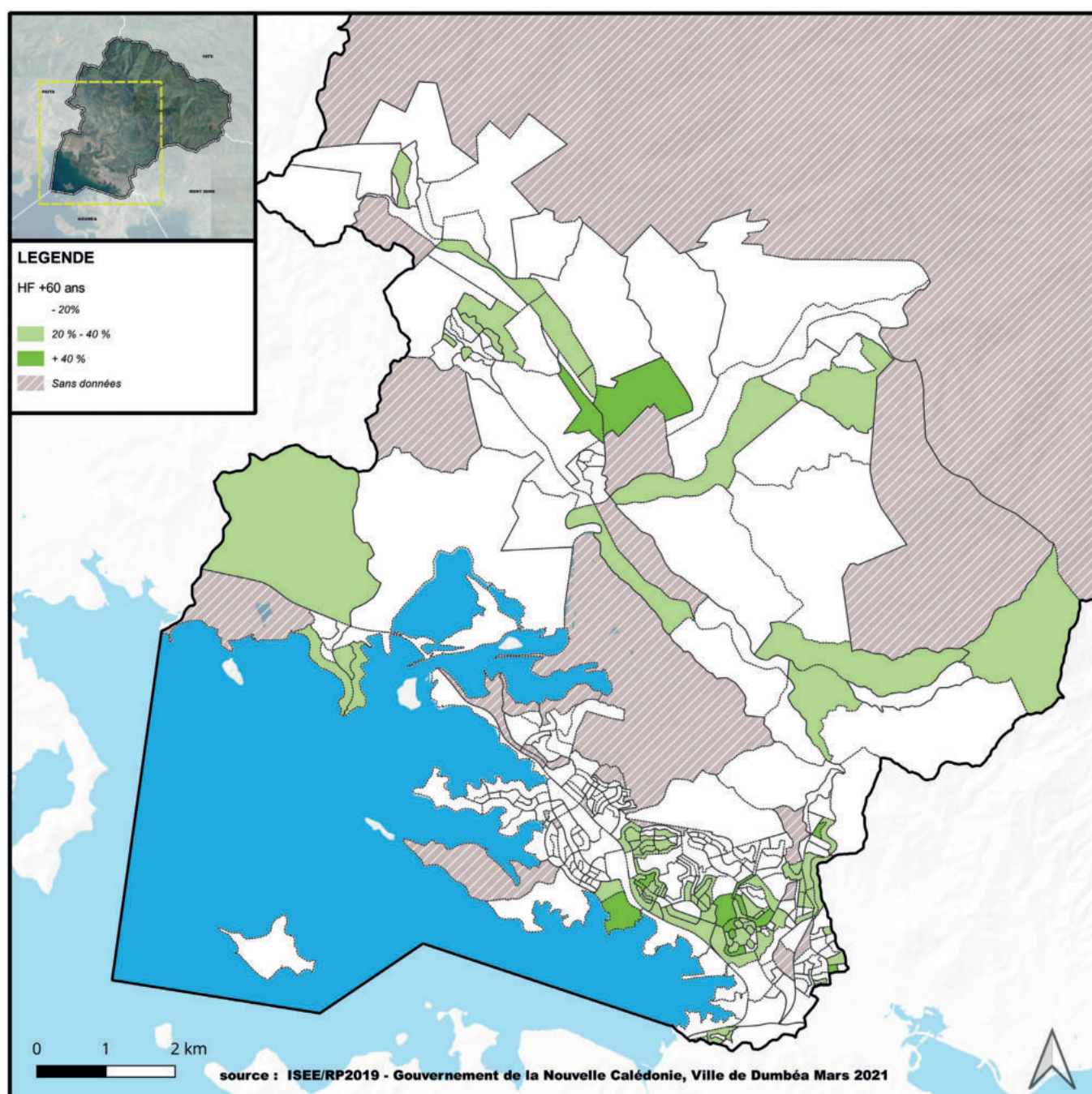
Répartition des personnes de moins de 20 ans (Source ISEE 2019).



Conseil Municipal Junior (Source Ville de Dumbéa).



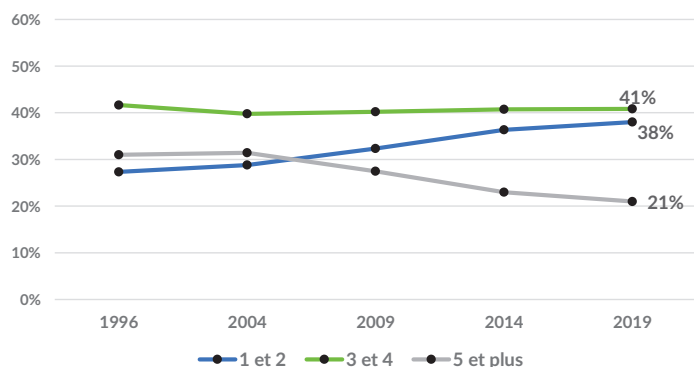
Animation de quartier (Source Ville de Dumbéa).



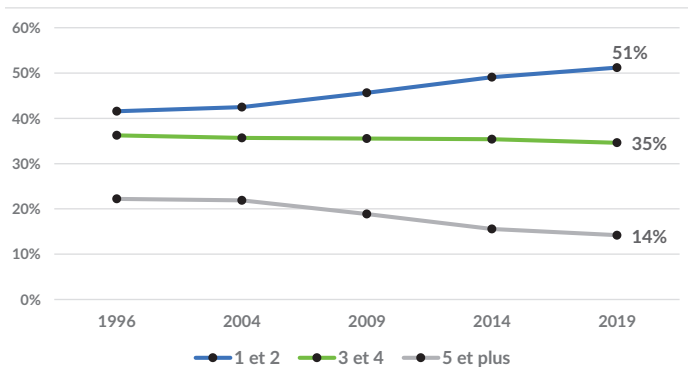
Répartition des personnes de plus de 60 ans (Source ISEE 2019).

DES MÉNAGES PLUS NOMBREUX ET PLUS PETITS

Si le nombre de ménages sur la commune continue de croître, il est intéressant de noter que la part des ménages composés d'une ou deux personnes est en augmentation, tandis que les ménages de plus de 5 personnes diminuent.



Evolution de la composition des ménages à Dumbéa depuis 1996 (Source ISEE 2019).



Evolution de la composition des ménages au sein du Grand Nouméa depuis 1996 (Source ISEE 2019).

Entre 2014 et 2019, la part des ménages comprenant 1 ou 2 personnes a augmenté de 2 points.

En 2019, 38% des ménages sont composés d'une ou deux personnes. A l'opposé, le nombre de ménage de plus de 5 personnes a diminué.

Les données issues du recensement général de la population de 2019 réalisé par l'ISEE-NC, indiquent que **les ménages dumbéens sont en moyenne composés de 3,3 personnes**, en baisse par rapport aux chiffres de 2014 (3,5 personnes par ménage).

Cette diminution du nombre de personnes par ménage est certes faible, mais confirme la tendance observée depuis le recensement de 1996. **En effet, la taille des ménages diminue de manière continue depuis cette date passant de plus de 4,1 personnes par ménage en 1996 à 3,3 désormais.**

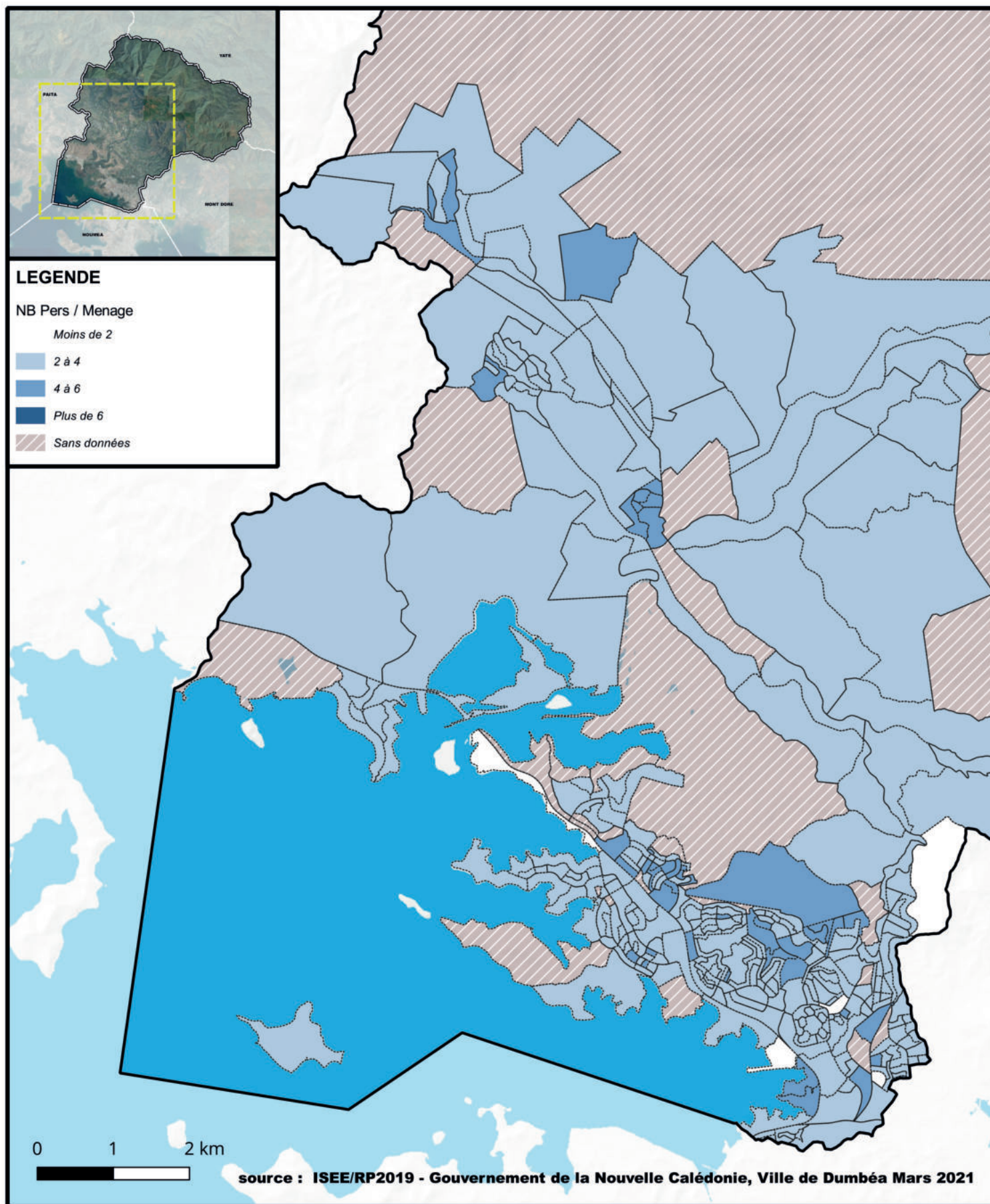
Les raisons de cette évolution sont nombreuses : vieillissement de la population, recul du premier enfant, nombre de divorces en hausse, diminution du nombre d'enfants par couple et décohabitation. Indépendamment des causes de cette diminution, les conséquences sur la commune sont importantes :

- » nécessité d'adapter les logements aux nouveaux ménages ;
- » services et équipements à mettre en corrélation avec les nouveaux ménages ;
- » nécessité de prévoir l'évolution de cette tendance.

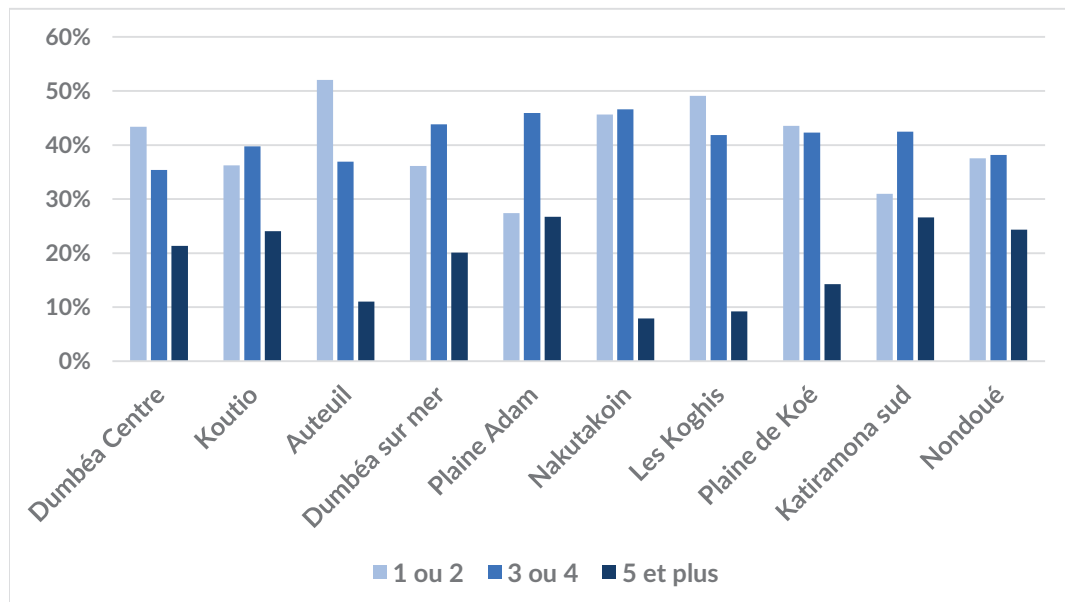
La localisation des ménages de taille réduite est directement liée à l'offre en logement à destination de cette typologie d'habitant :

- » Une augmentation de la part des ménages d'une seule personne dans les quartiers Auteuil, Dumbéa sur Mer, Dumbéa Centre
- » Une baisse des ménages à personne unique dans les quartiers de Nondoué, Koé, Koghis et Plaine Adam

De manière plus générale, **on constate qu'un ménage sur deux dans les quartiers d'Auteuil et des Koghis est composé d'une ou deux personnes.**



Répartition du nombre de personnes par ménage (Source ISEE 2019)



Composition des ménages par quartier (Source ISEE 2019).



Événement communal accueillant les familles (Source : Ville de Dumbéa)

SYNTHÈSE

DÉMOGRAPHIE



La population dumbéenne reste jeune, et la part des moins de 20 ans reste élevée (33%), malgré une légère baisse par rapport à 2014 (35%).

+13%

La croissance est restée soutenue (+13%) entre 2014 et 2019, bien que moins importante qu'au cours de la période précédente. Sur la même période, elle n'est que de 2% dans le Grand Nouméa.

33%

Le nombre de dumbéens de moins de 20 ans en 2019 a augmenté de 6% entre 2014 et 2019. Cette catégorie d'âge représente désormais 33% de la population totale.

+36%

Le nombre de dumbéens de plus de 60 ans a fortement augmenté entre les recensements de 2014 et de 2019, mais ne représente que 12% de la population totale.

22%

La part des habitants de Dumbéa en 2019 qui habitait dans une autre commune du territoire en 2014. Parmi ces nouveaux habitants, environ 70% sont arrivés de Nouméa.





Le nombre de ménages a augmenté au cours de la période 2014-2019, notamment au profit des ménages de 1 ou 2 personnes et notamment du fait de la décohabitation.



Entre 2014 et 2019, 1600 personnes extérieures à la Nouvelle-Calédonie ont emménagé sur la commune de Dumbéa, dont 95% en provenance de Métropole.



La part des ménages composés de plus de 5 personnes est en baisse depuis 1996 sur l'ensemble des communes de l'agglomération.



La croissance démographique au sein de la commune est restée forte malgré une baisse. Un ralentissement démographique est observé et les projections le confirment au cours de la décennie à venir.

Suivant les tendances observées en Nouvelle-Calédonie et plus précisément au sein du Grand Nouméa, le nombre de ménages continue d'augmenter à Dumbéa. Ces ménages sont de plus en plus souvent composés d'une ou deux personnes uniquement. Les raisons sont nombreuses : vieillissement de la population, recul de l'âge auquel les femmes ont leur premier enfant, décohabitation...

L'augmentation du nombre de ménages et le vieillissement de la population impliquent une redéfinition des besoins en équipements et logements de la commune : logements adaptés aux personnes âgées, offre de logements en lien avec la nouvelle structure de composition des ménages, équipements à déployer en fonction des tranches d'âge.

La fin des livraisons de logements au sein des ZAC, l'instabilité politique, économique et sanitaire des dernières années, et la baisse de la mobilité résidentielle vont encore ralentir la croissance démographique et continuer la transition démographique (plus de personnes âgées et moins de jeunes) de la commune au cours des prochaines décennies.

LOGEMENTS

DES LOGEMENTS RÉCENTS

Du fait de la réalisation récente des ZACs de la commune de Dumbéa, le parc de logements de la ville est relativement récent. Seulement 30% des logements construits sur la commune ont plus de 25 ans, soit l'un des taux les plus faibles de l'agglomération (50% au sein du Grand Nouméa).

39%

Bien que les proportions diffèrent en fonction des quartiers, 39% des résidences principales de la commune ont été construites après 2010.

Malgré son histoire, la formation urbaine de Dumbéa est récente et la tâche urbaine de la commune s'est très rapidement agrandie au cours des 15 dernières années.

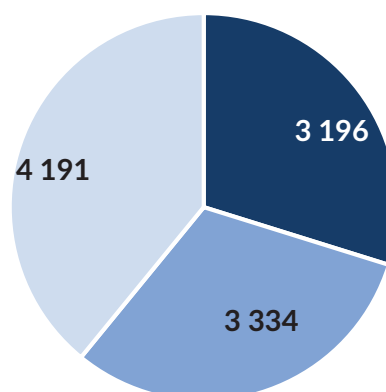
Les quartiers historiques dont les lotissements ont accompagné la croissance des années 1970-1980 sont ainsi composés d'environ 50% de logements réalisés avant 1997 : Koutio (47%), Auteuil (45%), Katiramona (57%), les Koghis (62%) et Nondoué la Couvelée (66%).



Ces quartiers se renouvellent assez peu. Seul le quartier d'Auteuil est également composé à plus de 20% de logements ayant été réalisés après

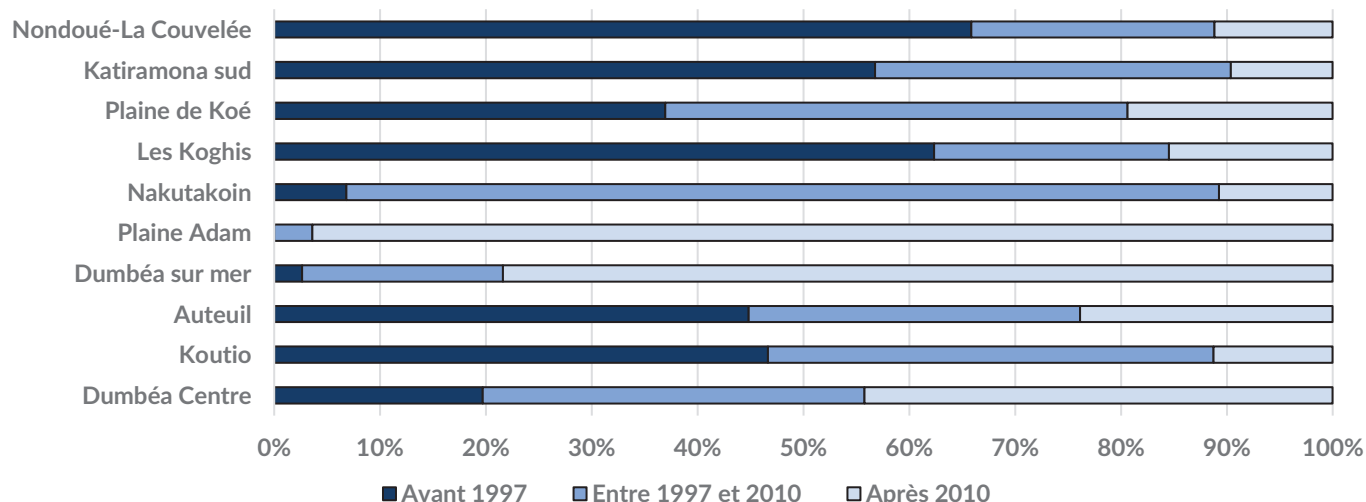
2010 : il s'agit en majorité de nouvelles constructions et non de réhabilitation. La rénovation urbaine et la réhabilitation de logements anciens, vétustes et/ou vacants ne sont pas encore très développées au sein du Grand Nouméa. La disponibilité foncière et les surfaces constructibles disponibles n'ont pas rendu nécessaire la réalisation de ces opérations par les promoteurs immobiliers.

Néanmoins, des problématiques socio-urbaines, la vétusté de certains logements et la volonté de limiter l'étalement urbain afin d'impacter au minimum les espaces naturels, orientent vers une reconstruction de la ville sur la ville, notamment au sein de certains quartiers.



■ Plus de 25 ans ■ Entre 25 et 10 ans ■ Moins de 10 ans

Nombre de logements selon la date d'achèvement sur l'ensemble de la commune (Source ISEE 2019).



Période d'achèvement des résidences principales par quartier (Source ISEE 2019).

DES FORMES URBAINES VARIÉES

L'historique des lotissements, l'évolution rapide de la commune au cours de ces 20 dernières années, la topographie singulière et les contraintes économiques ont multiplié les formes urbaines présentes à Dumbéa.



Variétés des formes urbaines à Dumbéa sur mer. (Source province Sud - Fabrice Wenger)



61%

La majorité des logements de la commune sont des maisons individuelles, soit 61% des habitations. Il existe cependant des sous-catégories afin de mieux les identifier :

- » L'habitat jumelé (aussi appelé maison en bande) que l'on peut trouver dans le quartier de Dumbéa sur mer notamment
- » Les lotissements anciens, parfois en cours de réhabilitation, des quartiers historiques Koutio, Jacarandas et Val d'Auteuil notamment avec des pavillons de plain pied
- » Les logements familiaux ruraux de la partie Nord de la commune, siège des exploitations agricoles notamment
- » La maison individuelle contemporaine des lotissements récents tels que les quartiers Pointe à la Dorade ou Pointe à la Luzerne/ Nakutakoin. Les constructions individuelles sur les contreforts du Mont Koghi



Tout comme la maison individuelle, plusieurs catégories de logements collectifs coexistent sur la commune de Dumbéa, souvent au sein d'un même quartier. La hauteur du bâti, la concentration de logements, l'orientation, la mixité des logements créent autant de formes urbaines différentes.

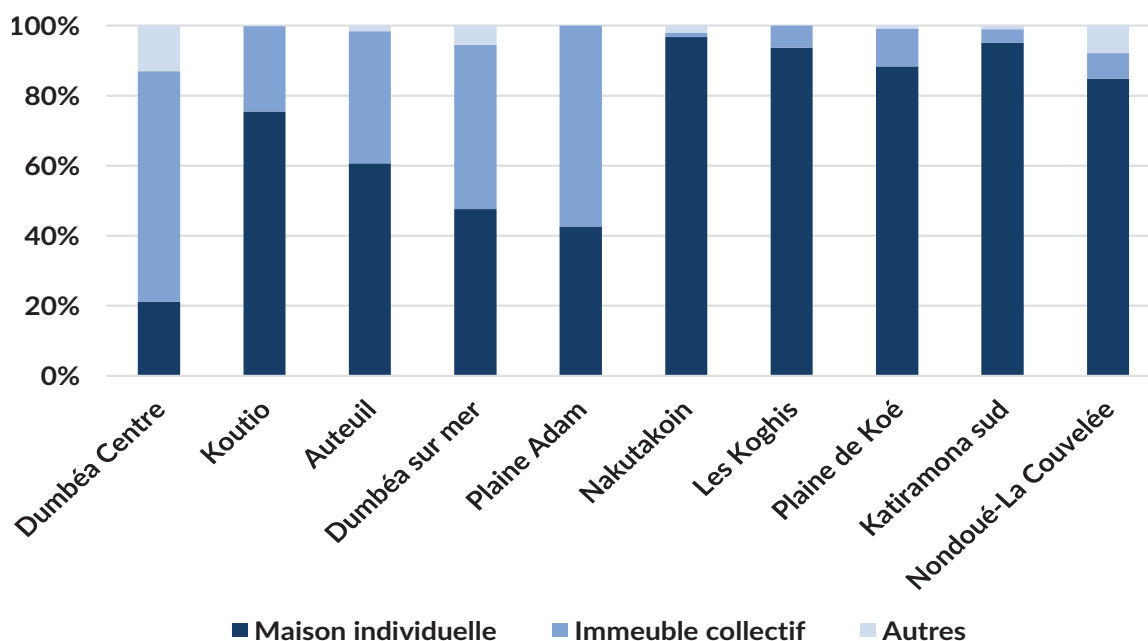
- » L'aménagement concerté des grandes zones très urbaines a limité l'apparition des friches et permis l'optimisation des espaces constructibles au sein des secteurs centraux de la commune.
- » L'historique de l'urbanisation de la commune par la construction de grands lotissements a permis de contrôler le mitage de l'environnement de la commune, qui reste donc limité.

Les formes urbaines sont souvent multiples au sein d'un même quartier. S'il y a des dominantes fortes, le petit collectif est presque toujours présent au sein de lotissements pavillonnaires (de petits immeubles ont été construits dans le quartier pavillonnaire de Nakutakoin notamment). Les formes urbaines de l'habitat collectif sont ainsi relativement variées :

- » La majorité des logements collectifs construits à Dumbéa ne dépasse pas le R+4
- » R+3 au sein de Dumbéa sur mer
- » Zone urbaine dense en R+4 dans le périmètre de Dumbéa Centre
- » Formes urbaines mixtes à Auteuil, avec présence de petits collectifs

LE LOGEMENT COLLECTIF PLUS PRÉSENT

Les nouvelles constructions livrées entre 2014 et 2019 ont été en grande majorité des logements collectifs, ce qui a eu pour impact de faire baisser de manière importante la part des maisons individuelles dans certains quartiers.



Typologie des logements par quartier (Source ISEE 2019).



Le pourcentage de maisons individuelles a baissé au sein de la commune entre 2014 et 2019 pour passer de 65% à 61%. Au cours de la même période, la part des maisons

individuelles au sein de l'agglomération est passée de 51% à 49%. Cette baisse est également observée à Nouméa et au Mont-Dore. Désormais, moins d'un logement sur deux est une maison individuelle dans l'agglomération.

- » Seuls les quartiers de Dumbéa Centre, Dumbéa sur mer et Plaine Adam comptent plus d'habitats collectifs que de maisons individuelles.
- » Cinq quartiers sont quasi-exclusivement composés de pavillons : Nakutakoin, les Koghis, Plaine de Koé, Katiramona Sud et Nondoué La Couvelée. Au sein de ces quartiers, plus de 85% des logements sont des maisons individuelles.
- » Les quartiers de Koutio et d'Auteuil sont mixtes en terme de typologie et n'ont que peu été transformés entre 2014 et 2019. On dénombre respectivement 75% et 61% de maisons individuelles.

68%

Plus des deux tiers des logements collectifs sont situés au sein des quartiers Dumbéa Centre, Dumbéa sur mer et Plaine Adam.

1066

Au cours de la période 2014-2019, plus de 1000 logements collectifs ont été construits (soit près de 200 logements collectifs par an). Plus de 90% de ces immeubles ont été réalisés au sein de seulement trois quartiers : Dumbéa Centre, Dumbéa sur mer et Plaine Adam.

2X

Entre 2014 et 2019, les opérateurs immobiliers ont bâti près du double de logements collectifs (1066) que de maisons individuelles (591).

Cette évolution du bâti à Dumbéa au cours des 15 dernières années a modifié profondément le paysage urbain de la commune. Les formes urbaines se sont multipliées et diversifiées. D'une ville construite sur un modèle pavillonnaire au début des années 2000, la commune est désormais mixte et la part du logement collectif va encore s'affirmer au cours des prochaines années avec la construction des dernières opérations de la ZAC Dumbéa sur mer notamment.



Immeubles en R+3 de l'Avenue des Départs (quartier de Takutea, composante du Projet de Renouvellement Urbain du Pic aux Chèvres (2021)

La livraison rapide de logements collectifs entre 2000 et 2015, au sein de certains quartiers (notamment au sein de la ZAC Dumbéa sur mer) a pu entraîner une mauvaise appropriation du bâti et de l'espace public par les populations.

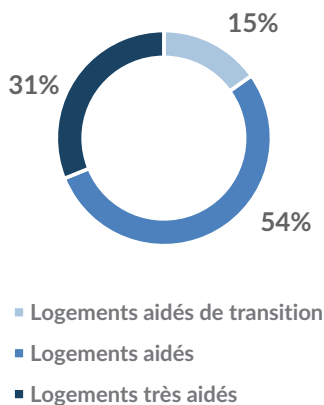
Certains quartiers se sont ainsi rapidement dégradés et doivent faire l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics pour repenser la ville et éviter cette marginalisation. Ainsi, une opération de renouvellement urbain est en cours sur le quartier du Pic aux Chèvres (réunissant les quartiers de TAKUTEA, BRIGITTE et APOGOTI) visant à travailler avec tous acteurs de ce territoire afin de modifier en profondeur le quartier de manière durable avec ses habitants dans les prochaines années.



Villas, logements en bande et immeubles collectifs R+4 à Dumbéa sur mer (2021)

LES LOGEMENTS SOCIAUX REGROUPÉS

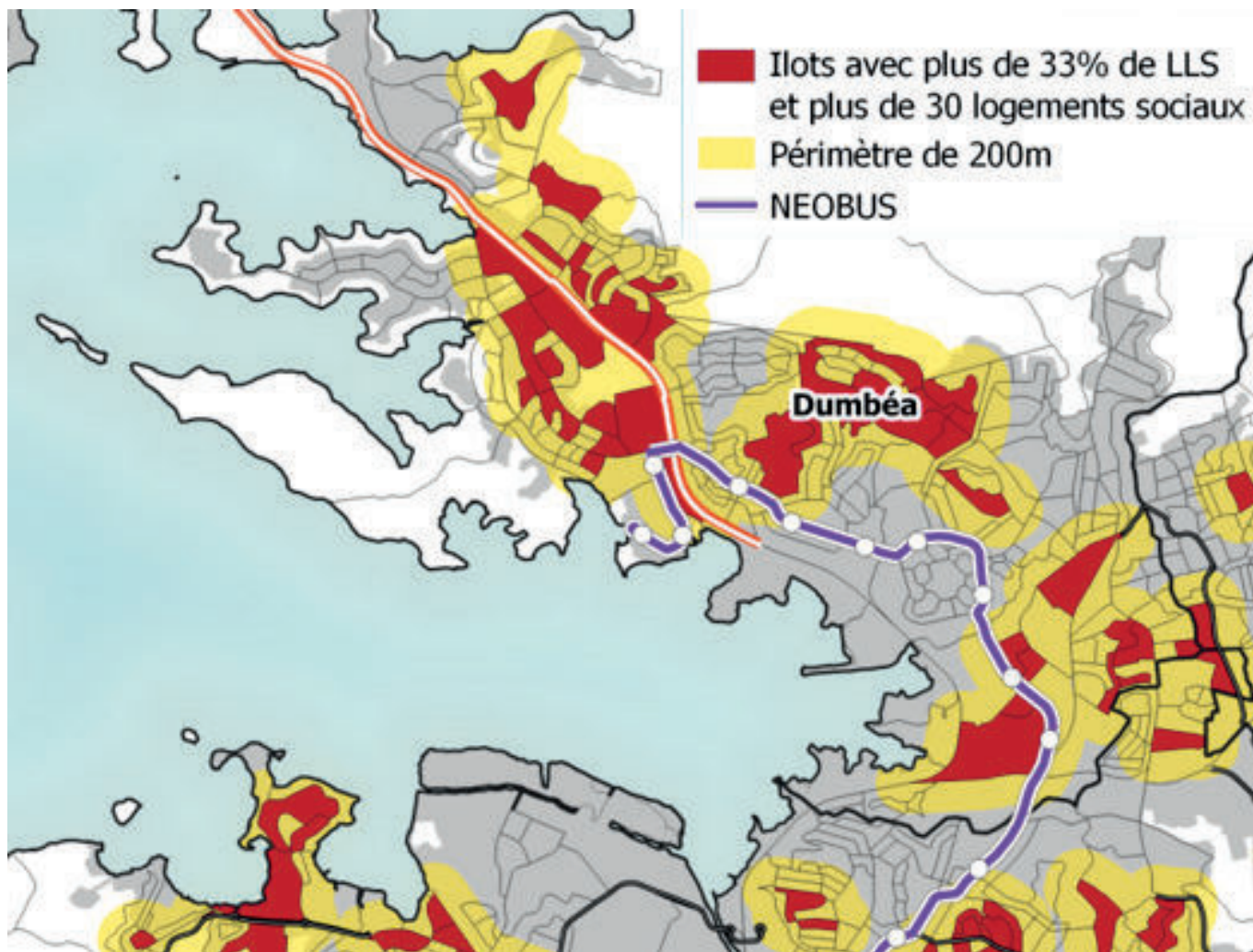
La commune compte près de 3500 logements conventionnés dont 83% de logements très aidés (LTA), logements aidés (LA) et logements aidés de transition (LAT). Ces logements sociaux sont concentrés pour la très grande majorité dans seulement quatre quartiers de Dumbéa.



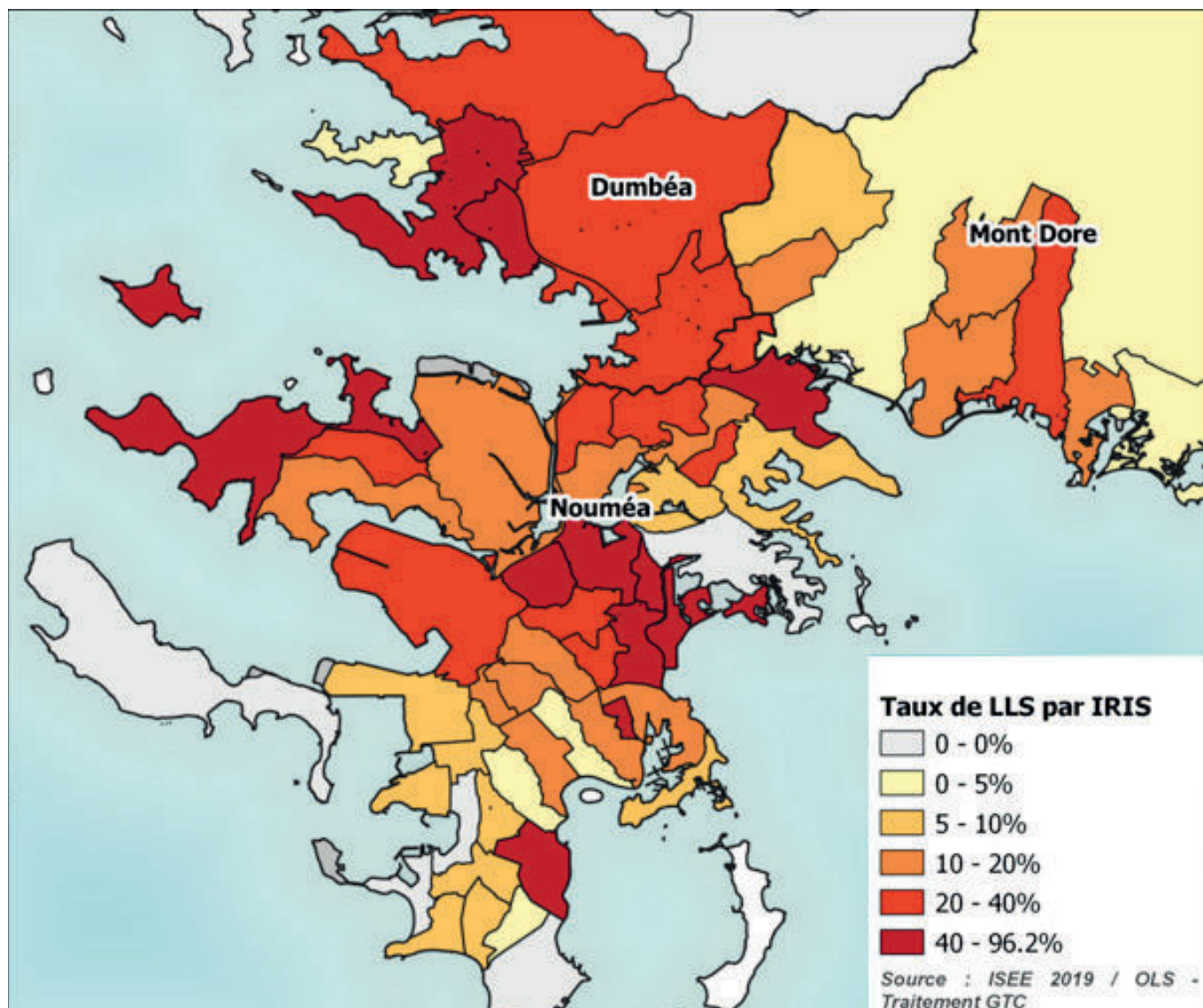
Typologie des logements sociaux à Dumbéa, hors intermédiaire et accession (Source SIGN 2020)

- » Dumbéa Centre, Dumbéa sur mer, Koutio et Plaine Adam accueillent près de 95% des logements sociaux de la commune
- » La cartographie ci-dessous permet de visualiser finement les secteurs où plus d'un tiers des logements existants sont sociaux. Ainsi, au sein de ces 4 quartiers, les logements conventionnés sont concentrés dans certaines parties, quand d'autres n'en accueillent aucun.
- » Auteuil accueille 4% des logements conventionnés

Enfin, les logements sociaux de la commune sont essentiellement à destination des populations à plus faibles revenus. C'est ainsi que l'on dénombre une très grande part de logements aidés (54%) et de logements très aidés (31%), alors qu'il n'existe que très peu de logements sociaux intermédiaires.



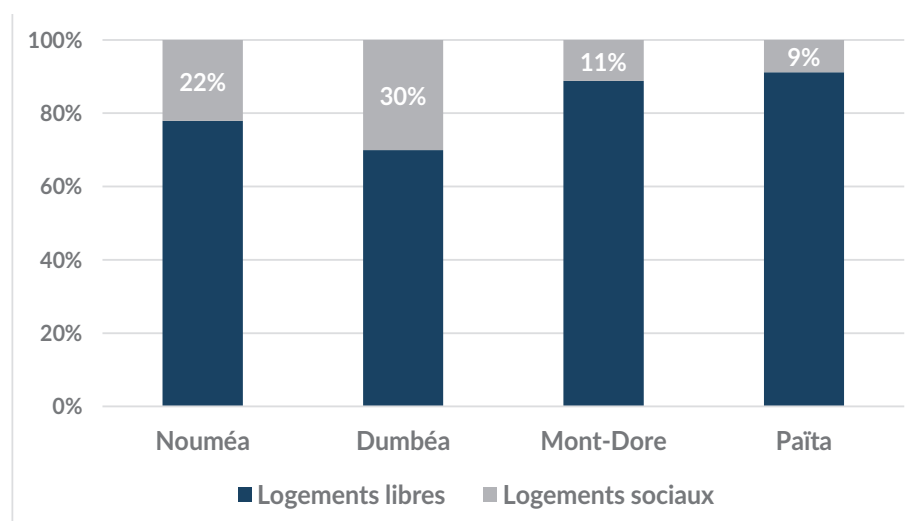
Concentration des logements sociaux (Source Plan Habitat Intercommunal du Grand Nouméa - 2021)



Répartition des logements locatifs sociaux au sein du Grand Nouméa (Source Plan Habitat Intercommunal du Grand Nouméa - 2021)

La réalisation de la ZAC de Dumbéa sur Mer et de la ZAC de Panda a augmenté le pourcentage de logements sociaux sur la commune au cours des 5 dernières années.

C'est ainsi que plus de 30% des logements existants à Dumbéa sont conventionnés, à destination des populations les moins aisées. Il s'agit du plus fort taux de l'agglomération, trois fois plus élevé que Païta et le Mont-Dore.



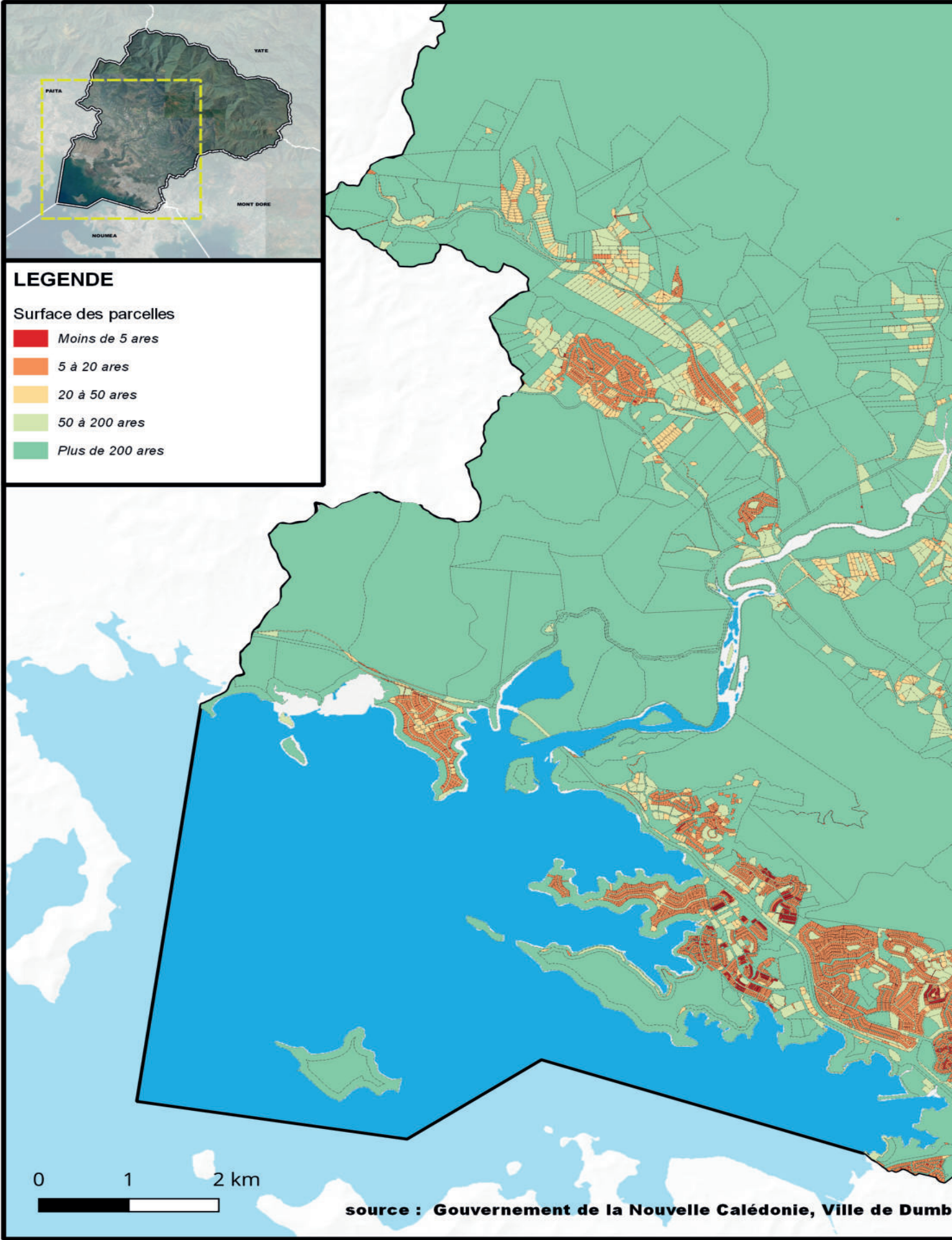
Pourcentage de logements sociaux au sein des communes de l'agglomération (Source ISEE 2019)

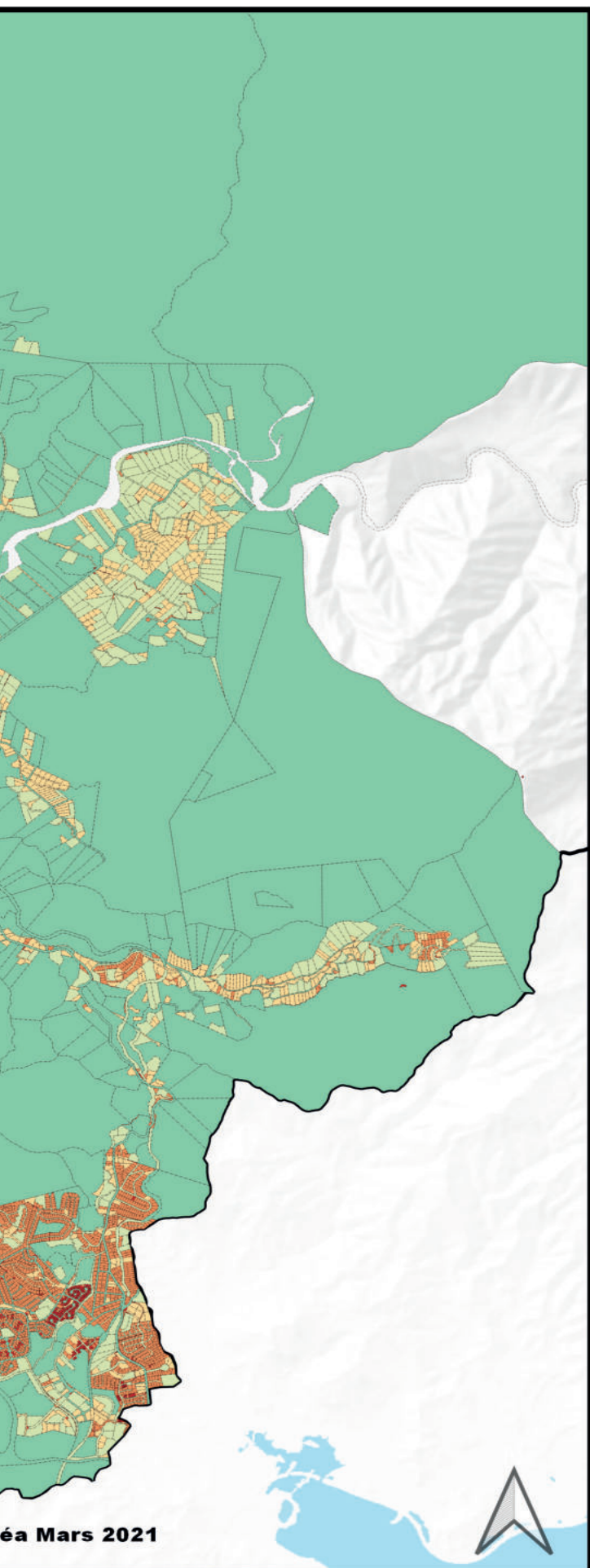
Logements sociaux et équipements

Si les logements sociaux sont concentrés au sein de certains quartiers de la commune, il est à noter qu'ils sont également proches des équipements de transport structurants (réseau de rabattement Tanéo et ligne Néobus), des pôles économiques et administratifs majeurs (Pôle de Dumbéa Centre, Apogoti, ZAC Panda et Médipôle).

A l'inverse, ces quartiers font partie des moins pourvus en équipements sportifs et de loisirs (notamment Dumbéa sur mer et Plaine Adam).

LES SURFACES DES PARCELLES





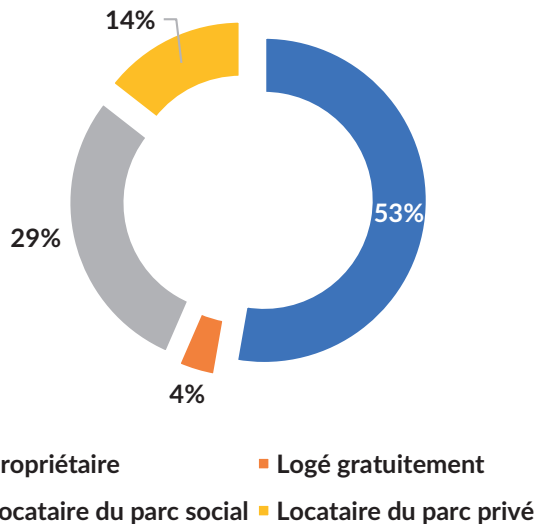
Les exploitations agricoles de la commune coïncident avec les secteurs où les parcelles ont une superficie supérieure à 200 ares : Nakutakoin, Koé, la Couvelée et Plaine Adam. On observe cependant des parcelles entre 20 et 200 ares proches des zones agricoles notamment à Koé et la Couvelée.

A l'opposé, il existe peu de parcelles dont la surface est inférieure à 5 ares au sein de la commune de Dumbéa : ces parcelles se trouvent essentiellement à Dumbéa sur mer, dans le secteur du Pic aux Chèvres, à Auteuil et à Koutio.

Les zones urbanisées de la partie Nord de la commune sont principalement composées de parcelles d'une superficie comprise entre 5 ares et 20 ares.

MOINS DE PROPRIÉTAIRES QU'EN 2014

Les récentes opérations de constructions de logements ont été essentiellement dédiées à la location (notamment Dumbéa sur Mer) ce qui explique la baisse du pourcentage de propriétaires sur la commune en 5 ans.



Statut d'occupation des logements sur la commune de Dumbéa.
(Source ISEE 2019)



A Dumbéa, la proportion de propriétaire a baissé de 3 points entre 2014 et 2019, seule commune de l'agglomération ayant enregistré une baisse au cours de cette période. On dénombre

néanmoins plus de 500 nouveaux propriétaires à Dumbéa depuis 2014. Les chiffres du recensement de 2019 font état de 53% de propriétaires. A cela s'ajoute 4% de ménages hébergés gratuitement et 43% de locataires.

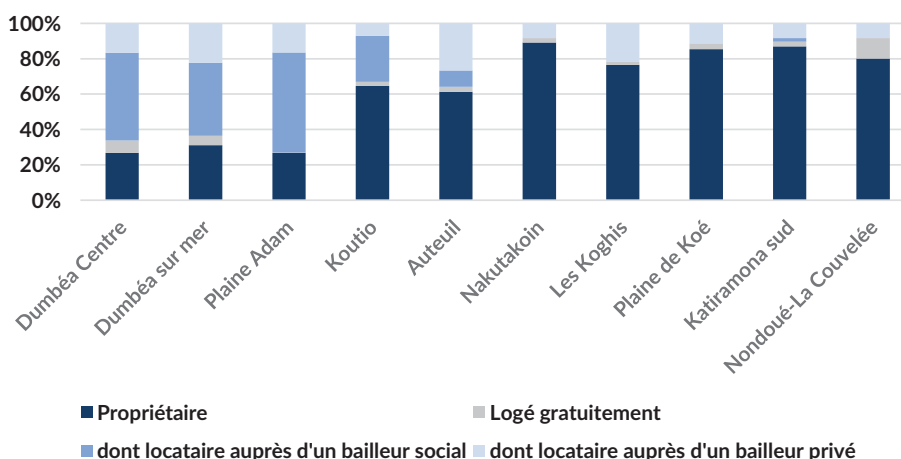
Les personnes hébergées à titre gratuit sont en grande majorité des cohabitations familiales. Il s'agit alors de partager le même logement ou le même terrain que le parent propriétaire.

Les disparités entre les quartiers sont importantes et sont souvent liées à la présence de logements sociaux et d'habitats collectifs :

70% Les quartiers Dumbéa Centre, Dumbéa sur mer et Panda possèdent des similitudes : environ 30% de propriétaires, entre 41 et 57% de locataires du parc social (41% pour Dumbéa sur mer, 50% pour Dumbéa Centre et 57% pour Panda). Ces trois quartiers réunis concentrent plus de 70% des locataires du parc social de la commune.

80% Plus de 80% des ménages des quartiers suivants sont propriétaires : Nakutakoin, Plaine de Koé, Katiramona Sud et Nondoué La Couvelée. Au sein de ces quartiers, il n'existe quasi aucun logement social (14 locations dans le quartier de Katiramona).

- » La proportion de propriétaires a chuté de 18 points dans le quartier Dumbéa Centre. En 2019, seuls 27% des habitants de ce quartier étaient propriétaires.
- » A Dumbéa sur mer, suite à la construction de nombreux logements à vocation locative, la part des propriétaires a également baissé de 4 points. En 2019, 31% des ménages étaient propriétaires au sein de ce quartier.
- » A l'inverse, on dénombre 10% de propriétaires en plus entre 2014 et 2019 au sein des quartiers des Koghis et de la Plaine de Koé.



Statut d'occupation des logements sur la commune de Dumbéa par quartier.
(Source ISEE 2019)



Plus de 90% des logements de la commune de Dumbéa sont des résidences principales. Ce pourcentage a légèrement baissé de 2 points entre 2014 et 2019.

- » Les quartiers de Plaine Adam, Dumbéa sur mer et de Dumbéa Centre concentrent 95% des nouvelles résidences principales construites entre 2014 et 2019.
- » Il existe moins de logements et de résidences principales au sein du quartier Nondoué La Couvelée en 2019 qu'en 2014 (7 points de moins).

6%

Le nombre de logements vacants n'a que peu augmenté entre 2014 et 2019 (+1%), contrairement aux 3 autres communes de l'agglomération, et concerne 6% des logements de la commune seulement, soit un taux de vacance structurel nécessaire (entretien, parcours résidentiel, etc.).

- » Sur l'ensemble de la commune près de 700 habitations sont vacantes, soit 180 de plus qu'en 2014. Cela représente 6% seulement de l'ensemble des logements (plus faible taux des communes de l'agglomération).
- » 300 logements sociaux sont comptabilisés comme vacants au sein de la commune, soit environ 8% de l'ensemble des logements sociaux.
- » 10% des logements au sein du quartier d'Auteuil sont vacants.

400

La construction soutenue de logements entre 2014 et 2019, principalement au sein de la ZAC Dumbéa sur mer, a permis de créer plus de 400 logements par an au cours de cette période. Il s'agit de la plus forte augmentation du Grand Nouméa, devant Païta, le Mont-Dore et enfin Nouméa.



Logements en location au sein de la ZAC Panda (2021).

DES LOGEMENTS DE PLUS EN PLUS GRANDS

Près de 60% des logements existants font plus de 80m² à Dumbéa. La moitié des logements construits entre 2014 et 2019 possèdent plus de quatre pièces, tandis que les studios de moins de 30m² ne sont presque plus construits.



2022 logements ont été construits au cours de la période 2014-2019.

La surface moyenne des logements tend à s'agrandir depuis une quinzaine d'années. Parallèlement, le nombre de pièces par logement augmente également. Le nombre de logements de moins de 30 m² a diminué sur la commune (-45 logements), et ce malgré la construction de 110 logements de cette surface (55 à Dumbéa sur mer et 55 à Nakutakoin) :

54%

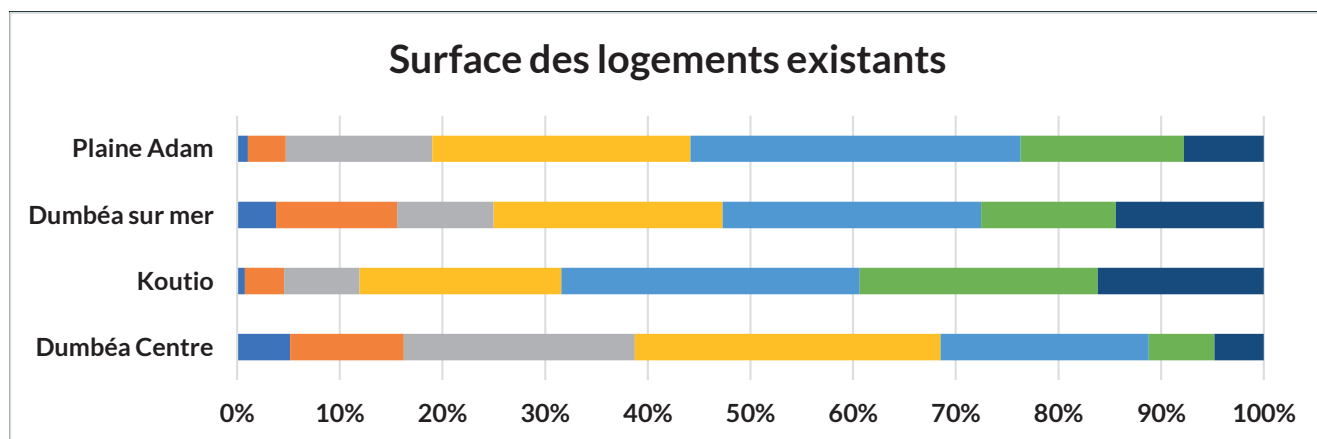
Plus de la moitié des logements construits sur la période ont une surface comprise entre 80m² et 120m² (1094 logements au total).

Si la tendance se poursuit, le profil des ménages deviendra différent du profil des logements actuellement construits.

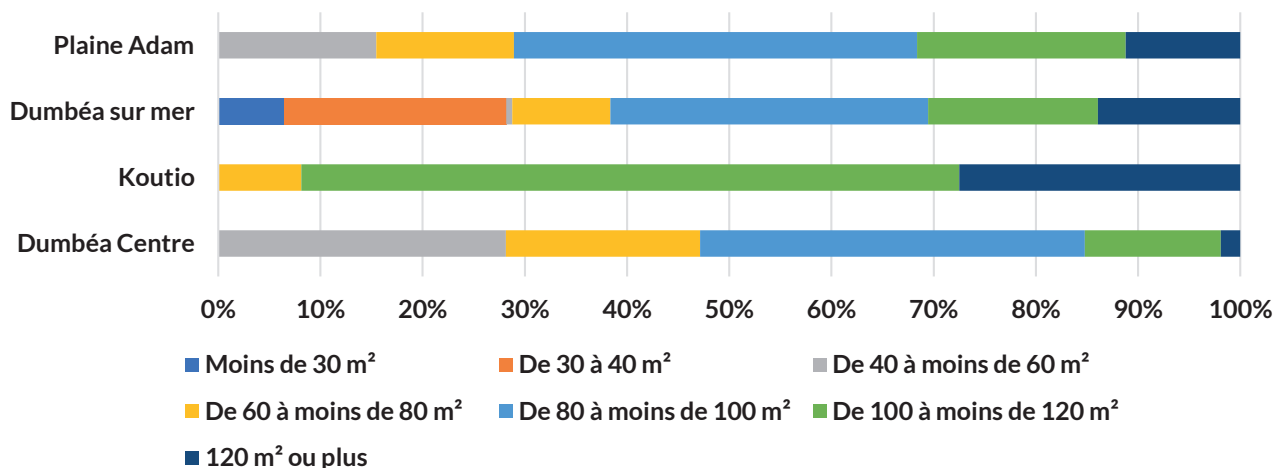
85%

855 nouveaux logements ont été construits sur le seul quartier Dumbéa sur mer, 446 au sein du quartier de Plaine Adam, 263 à Dumbéa Centre et 160 à Koutio. **Ces quatre quartiers concentrent 85% des nouveaux logements.**

- » Près de 30% des logements construits entre 2014 et 2019 au sein des quartiers de Dumbéa sur mer et Dumbéa Centre ont une superficie inférieure à 60m².
- » Plus de 90% des logements construits à Koutio ont une surface supérieure à 100m².
- » Aucun logement de moins de 40m² n'a été construit en dehors du quartier Dumbéa sur mer.



Surface des logements construits entre 2014 et 2019



Typologie des logements par quartier (Source ISEE 2019).

LA DIMINUTION DES SQUATS DEPUIS 2008

Neuf squats sont déclarés comme actifs dans différents quartiers de la commune de Dumbéa. Le nombre d'habitants de ces poches d'habitats spontanés tend à diminuer depuis le début de la réalisation des ZAC, notamment celle de Dumbéa sur mer. Depuis 2006, cinq squats ont également été résorbés.



Sur la commune de Dumbéa, 9 sites sont squattés selon le suivi du Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa (SIGN) en date de 2019.

Les sites les plus conséquents en surface, et en nombre de ménages y résidant, sont tous localisés le long de la voie express entre cette dernière et le littoral.

-1600

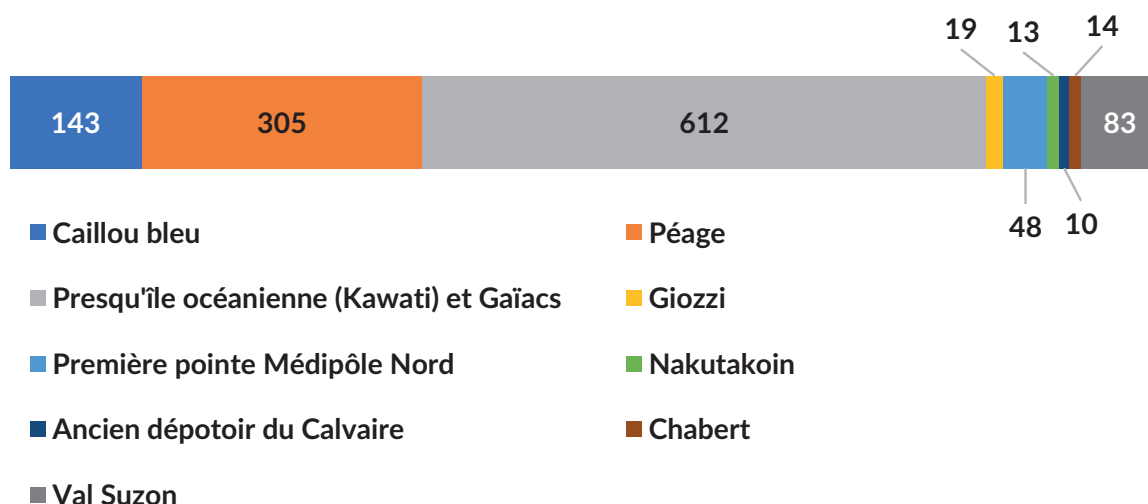
1247 personnes vivent sur les 9 sites encore actifs sur la commune, soit 3.5% de la population totale de la commune. Ce sont 1600 personnes qui ont quitté les sites squattés entre 2008 et 2019. Au cours de la même période, 5 sites ont été résorbés,

ce qui a conduit au relogement de près de 880 personnes.

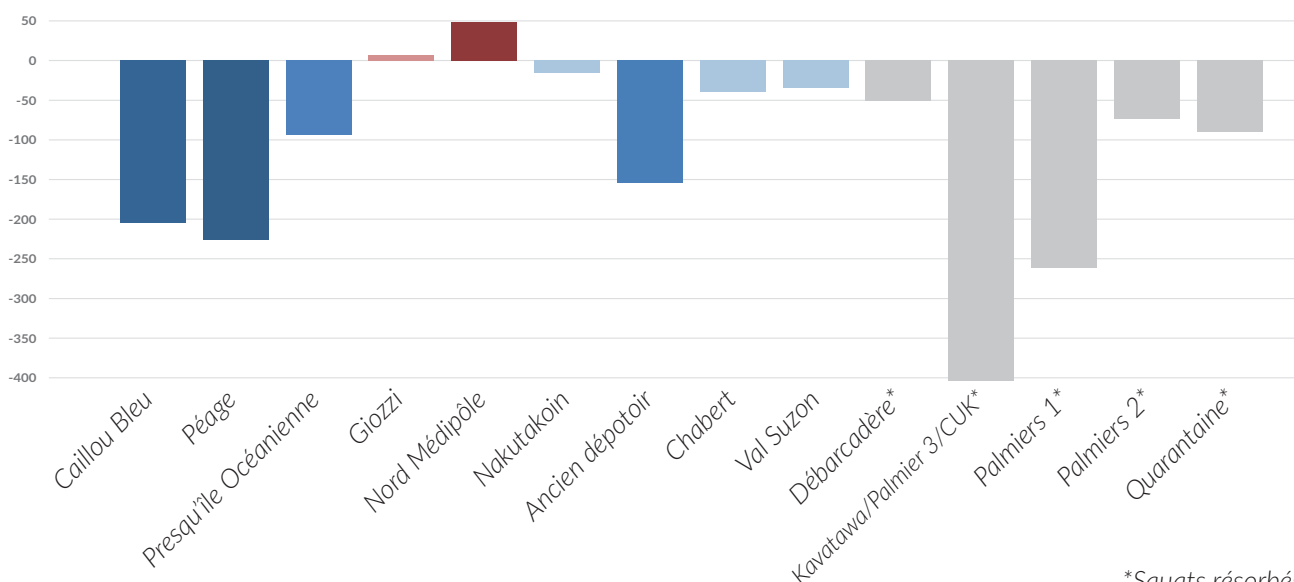
En marge de la construction du Médipôle, un nouveau squat a vu le jour entre 2014 et 2019 proche du site de l'hôpital. 48 personnes y vivent quotidiennement.



Entre 2008 et 2019, près de 60% des habitants du squat du Caillou bleu a quitté le site, tandis que dans le même temps, 150 personnes ont quitté le site dit de l'Ancien dépotoir du Calvaire, soit une baisse de 95% des habitants. A l'inverse, 26 personnes supplémentaires se sont installées au sein du squat du Péage.

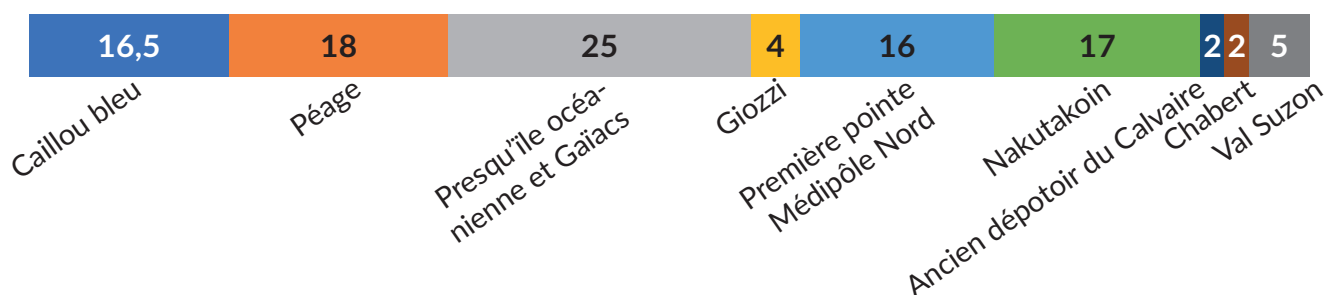


Nombre d'habitants par squat (Source SIGN 2019)



*Squats résorbés

Évolution du nombre d'habitants par sites squattés entre 2008 et 2019 (Source ISEE 2019)



Surface en hectare des sites squattés (Source SIGN 2019).



La surface totale des squats habités en 2019 est de 105.5 hectares. Les terrains squattés sont pour la grande majorité des terrains appartenant à des opérateurs publics.

Le Fonds Social de l'Habitat, bailleur social, est ainsi propriétaire du foncier du squat du Caillou bleu, de la Presqu'île Océanienne et des Gaïacs, pour une surface supérieure à 40 hectares.

La Ville de Dumbéa est propriétaire de trois fonciers squattés d'environ 10 hectares : Chabert, Val Suzon et Giozzi.

La nature du ou des propriétaires fonciers influent sur la gestion quotidienne du site ainsi que sur la résorption. Il est en effet parfois complexe d'organiser le processus de résorption de l'habitat spontané lorsque les propriétaires du

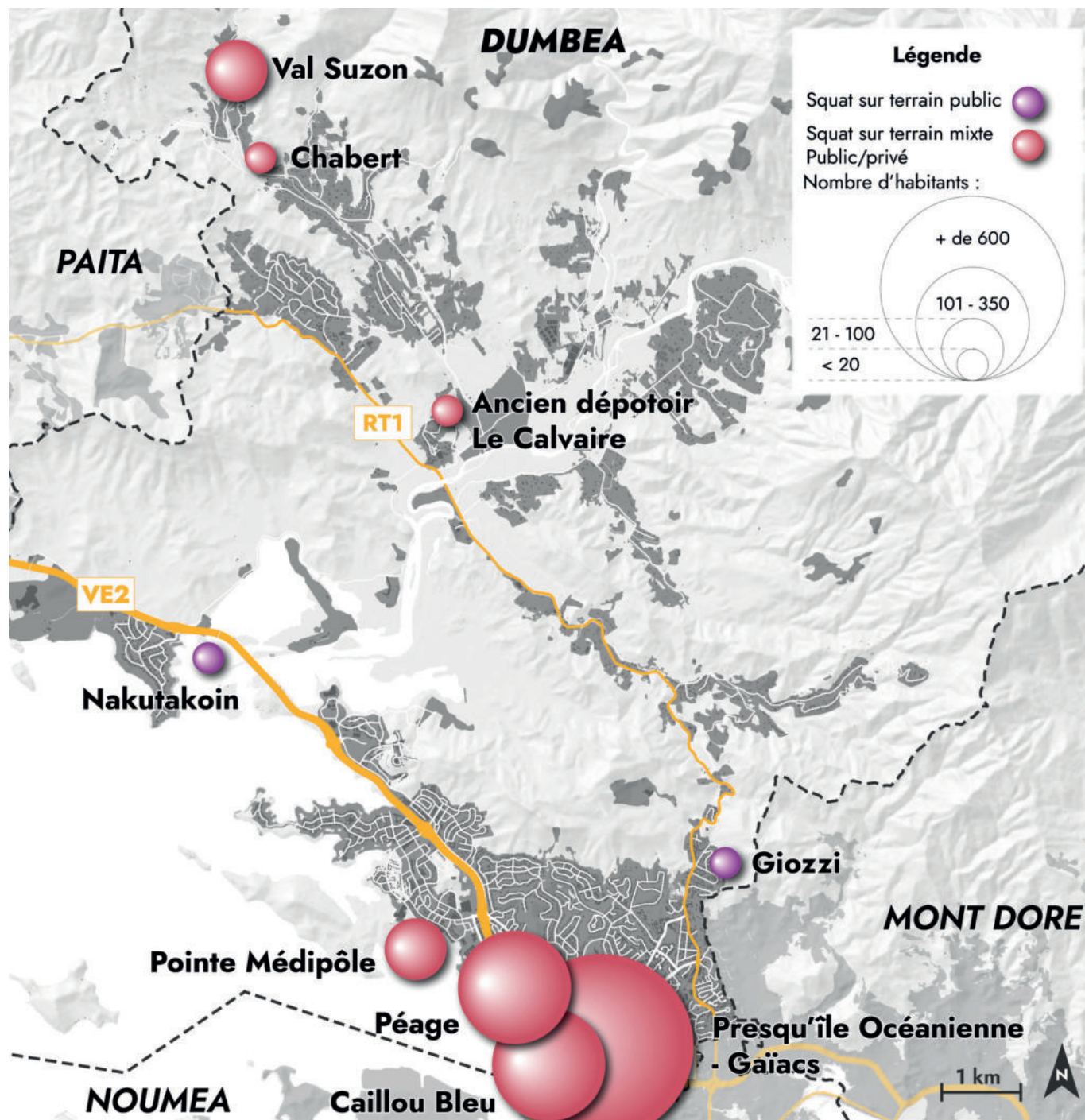
site occupé sont multiples (Ville de Dumbéa, FSH, province Sud ou privé), comme cela est le cas pour les squats de Nakutakoin et de Giozzi.

Le phénomène des squats n'est pas récent sur la commune de Dumbéa, mais le nombre de sites tend à diminuer depuis 2010. Outre les questions d'insalubrité que pose l'habitat spontané pour leurs habitants, des conflits d'usage apparaissent également en fonction de leur positionnement : les squats longeant la voie express induisent une dangerosité du fait de la proximité d'un réseau routier fortement emprunté.

Le phénomène des squats a fortement diminué sur la commune de Dumbéa depuis 2008, grâce à la réalisation des ZAC et à la politique de suivi et de résorption des squats réalisée par les collectivités. Les surfaces ainsi libérées peuvent être considérées comme des secteurs de développement.



Photo aérienne du squat du Caillou Bleu (Source province Sud).



Typologie des squats (Source SIGN 2020)

331 ménages vivent sur les 9 sites recensés par le SIGN lors du suivi des zones d'habitats spontanés (données 2019), soit près de 1250 personnes (3.5% de la population totale).

La politique de résorption de l'habitat insalubre (RHI) menée les dernières années en lien avec la politique d'aménagement du territoire a permis de résorber de nombreux sites squattés.

SYNTHÈSE

LOGEMENTS



Près de 40% des logements de la commune ont été bâtis au cours des 10 dernières années, notamment du fait de la réalisation récente des ZAC.



La part des propriétaires au sein de la commune de Dumbéa a baissé de 3 points entre 2014 et 2019, seule commune de l'agglomération dans ce cas.

2000

Environ 2000 logements ont été construits entre 2014 et 2019 soit plus de 400 logements par an construits sur la période.

50%

Plus de la moitié des logements construits sont des logements collectifs (soit 1066), et ont été presque tous réalisés au sein des quartiers Dumbéa Centre, Dumbéa sur mer et Plaine Adam.

30%

Plus de 30% des logements de la commune sont des logements sociaux, dont 95% sont concentrés dans les quartiers de Dumbéa Centre, Dumbéa sur mer, Koutio et Panda.





Les logements au sein de la commune de Dumbéa sont de plus en plus grands. L'offre en logement de trois ou quatre pièces a fortement augmenté.



Les quartiers anciens se renouvellent assez peu. Seul le quartier d'Auteuil est composé à plus de 20% de logements ayant été réalisés après 2010.



5 squats ont été résorbés depuis 2006 sur la commune. Depuis le recensement de 2014, le nombre d'habitat au sein des squats a diminué.



Les formes urbaines sont variées sur l'ensemble de la commune et si certains quartiers sont uniformes, les nouveaux quartiers sont relativement mixtes (Dumbéa sur mer, Panda, etc...).

Le rythme des constructions a été soutenu sur la période 2014-2019 avec la livraison de près de 2000 logements. Ces logements relevaient pour la plupart de la réalisation des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC). En 2040, les ZAC présentes sur la commune devraient être entièrement réalisées.

Diverses formes urbaines composent le paysage urbain de la ville de Dumbéa : des quartiers pavillonnaires - notamment la partie Nord de la commune et les lotissements Pointe à la Luzerne et Pointe à la Dorade -, des quartiers mixtes - essentiellement dans le périmètre des ZAC Dumbéa sur mer et ZAC Panda, des secteurs à forte dominante de logements collectifs comme la ZAC Dumbéa Centre.

Comme sur l'ensemble de la commune, la production de logements de plusieurs pièces et de grandes tailles a permis de mettre en adéquation les besoins de la population avec l'offre (notamment des familles). Cependant si la tendance se poursuit, le profil des ménages deviendra différent du profil des logements actuellement construits.

Enfin, si le phénomène des squats est toujours présent sur la commune, notamment le long de la voie express proche des centres économiques, le nombre de personnes au sein de ces poches d'habitat spontané a diminué entre 2014 et 2019.

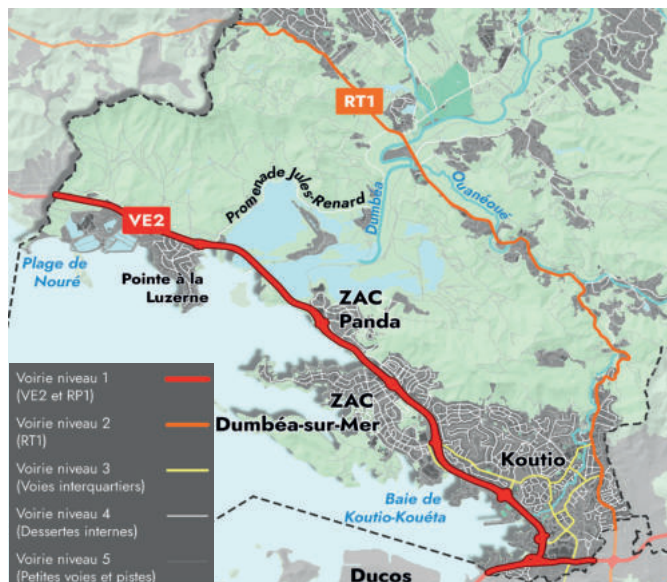
MOBILITÉS

MAILLAGE ROUTIER : TROIS GRANDS AXES STRUCTURANTS

La commune de Dumbéa s'organise autour d'axes structurants Nord-Ouest Sud-Est, sur lesquels se greffe un maillage fin des territoires urbanisés. Le développement du Sud de la commune a également renforcé certains axes, ce qui confère à la commune 5 niveaux de voiries.



Structure du maillage viaire de la commune



Hiérarchisation du réseau viaire (2021- Sources : Schéma de Mobilité, SCAN - Réalisation UP)

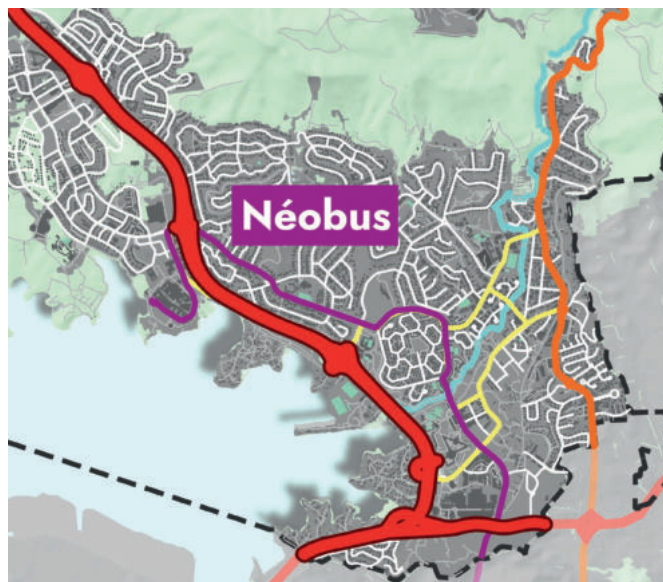
Les différents niveaux de voiries

Ils sont définis en fonction de multiples critères : la charge du trafic urbain certes, mais également leurs fonctions sociales, paysagères, d'accessibilité et de desserte locale.

C'est ainsi que **le niveau 1 concerne la Voie Express**, véritable voie de grand transit (2x2 voies), structurante et dimensionnée pour absorber la plus grande partie des migrations pendulaires. Cette voirie, orientée Nord-Ouest Sud-Est, sert également de support pour les échanges avec le Nord de la province Sud et le reste de la Nouvelle-Calédonie. Plus de 36.000 véhicules (aller retour) empruntent ce tronçon chaque jour. **Le barreau provincial, RP1** reliant le Mont-Dore à Nouméa, est également considéré comme de niveau 1, considérant que ce tronçon est le seul à pouvoir supporter un trafic dense et continu d'Est en Ouest, et qu'il accueille environ 80.000 véhicules jour (aller et retour)

Pour sa fonction structurante et de desserte, la RT1, véritable parallèle à la Voie Express, est considérée comme de niveau 2. Cette voirie (1x1 voie) permet de lier Païta, Dumbéa, Nouméa et le Mont-Dore par l'intérieur des terres. Elle dessert les zones urbaines du Nord de Dumbéa, ainsi que les zones très urbaines du Sud (Auteuil, Les Palmiers 3, etc.).

Selon les données routières de la DITTT, le volume de trafic empruntant les voiries de niveau 1 et 2 est en augmentation depuis 10 ans sur l'ensemble du réseau. Cette croissance s'explique par un accroissement de la population à Dumbéa, Mont-Dore et Païta alliée au poids toujours dominant de la ville capitale (même si le poids économique de l'agglomération se recentre sur le sud de Dumbéa).



Tracé du Néobus (2021)

Le niveau 3 concerne la voirie support de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service, les voiries qui opèrent les liaisons entre la Voie Express et la RT1 et certaines voiries interquartiers. Au sein de Dumbéa Centre, trois voies servent de jonction entre les voies structurantes, malgré leur dimensionnement limité. La jonction par la rue Lapérouse de la RT1 à Dumbéa Centre permet de desservir directement le pôle économique de Kenu-In. Plus au Nord de la commune, une seule autre liaison existe : la Promenade Jules Renard, voie touristique, est également utilisée comme voie de transit entre la RT1 et la Pointe à la Luzerne. Malgré une distance temps élevée, cette voirie, de par son tracé et son support de voies douces reste structurante. Un projet de liaison viaire entre la ZAC Panda et la RT1 est également étudié pour fluidifier les déplacements communaux.

Le niveau 4 concerne les voiries de desserte internes aux zones urbaines, tandis que **le niveau 5 concerne l'ensemble du reste du réseau** (pistes incluses).

Ce panorama du réseau viaire met en évidence le nombre limité de connexions Est-Ouest, ainsi que l'utilisation de la Voie Express comme support d'urbanisation prioritaire. Différentes études montrent également les limites du réseau actuel. L'engorgement des voiries structurantes, Voie Express et RT1, impose de mailler et hiérarchiser clairement le réseau afin de fluidifier les déplacements. Si le renforcement des zones économiques de Dumbéa (ZAC Panda et Koutio notamment) doit permettre de limiter une partie des migrations pendulaires Nord-Sud, le poids administratif et économique de Nouméa impacte encore fortement la commune. Concernant l'agglomération, **le maillage avec Païta et la Brousse se concentre sur la RT1 et la Voie Express qui supporte l'ensemble des déplacements existants.**

Le maillage fin des zones urbanisées permet de limiter le nombre d'impasses sur la commune :

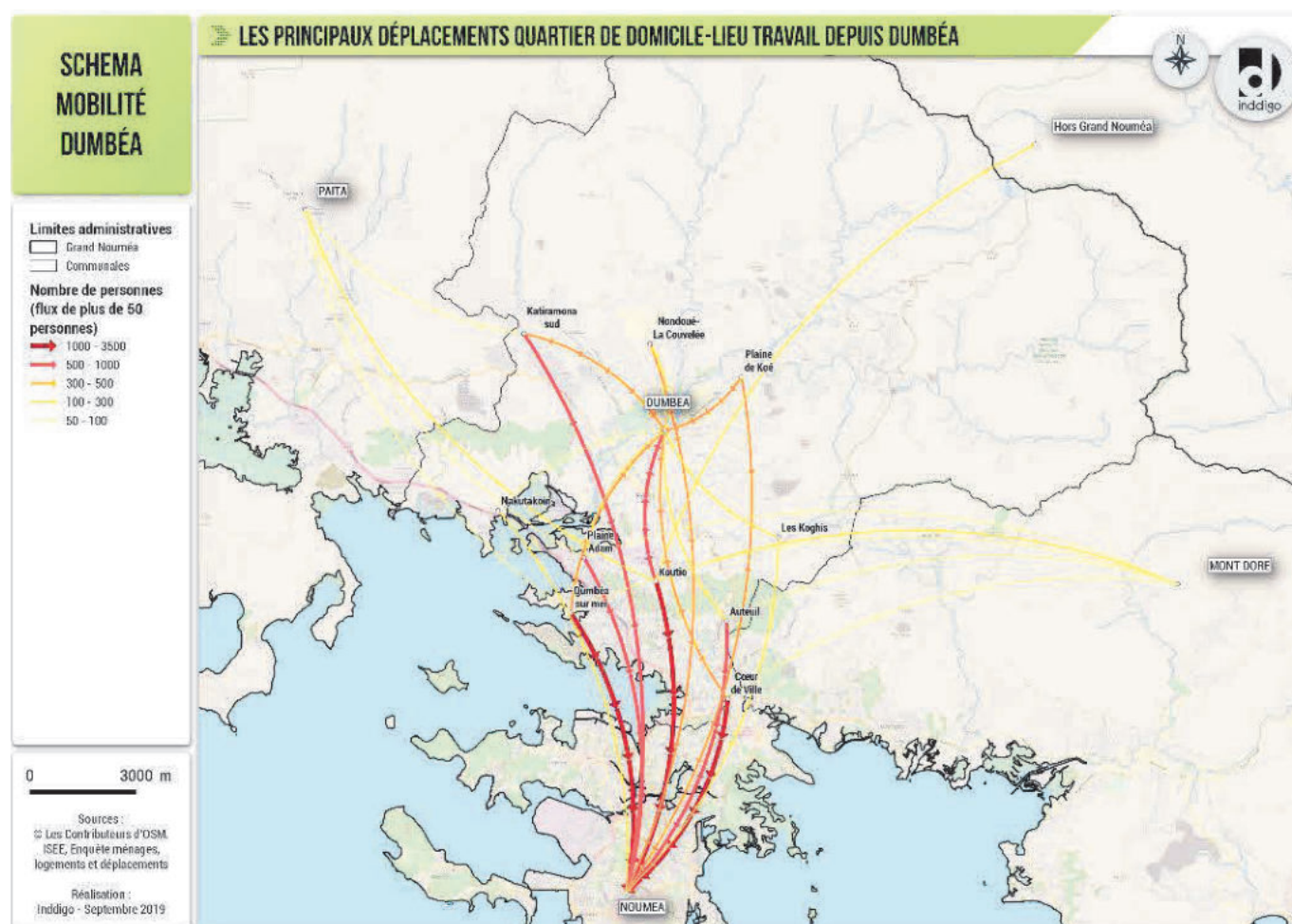
- » Les nouveaux lotissements sont étudiés afin d'être traversant
- » Des travaux sont entrepris afin de supprimer les rues en impasse existantes :
 - Désenclavement de la Colline d'Auteuil par l'ouverture vers Dumbéa Centre de la rue Paul-Emile Victor
 - Traversée du lotissement des Cycas rendue possible par la réalisation de Centre Auteuil

Au Sud, les liaisons avec Nouméa et Mont-Dore sont limitées, notamment entre Dumbéa sur Mer et le pôle d'activité de la presqu'île de Ducos à Nouméa. Enfin, la route provinciale de Normandie, de rang 1 reliant la Voie Express et la RT1 au niveau de Kenu-In, au cœur de trois communes, est faible-

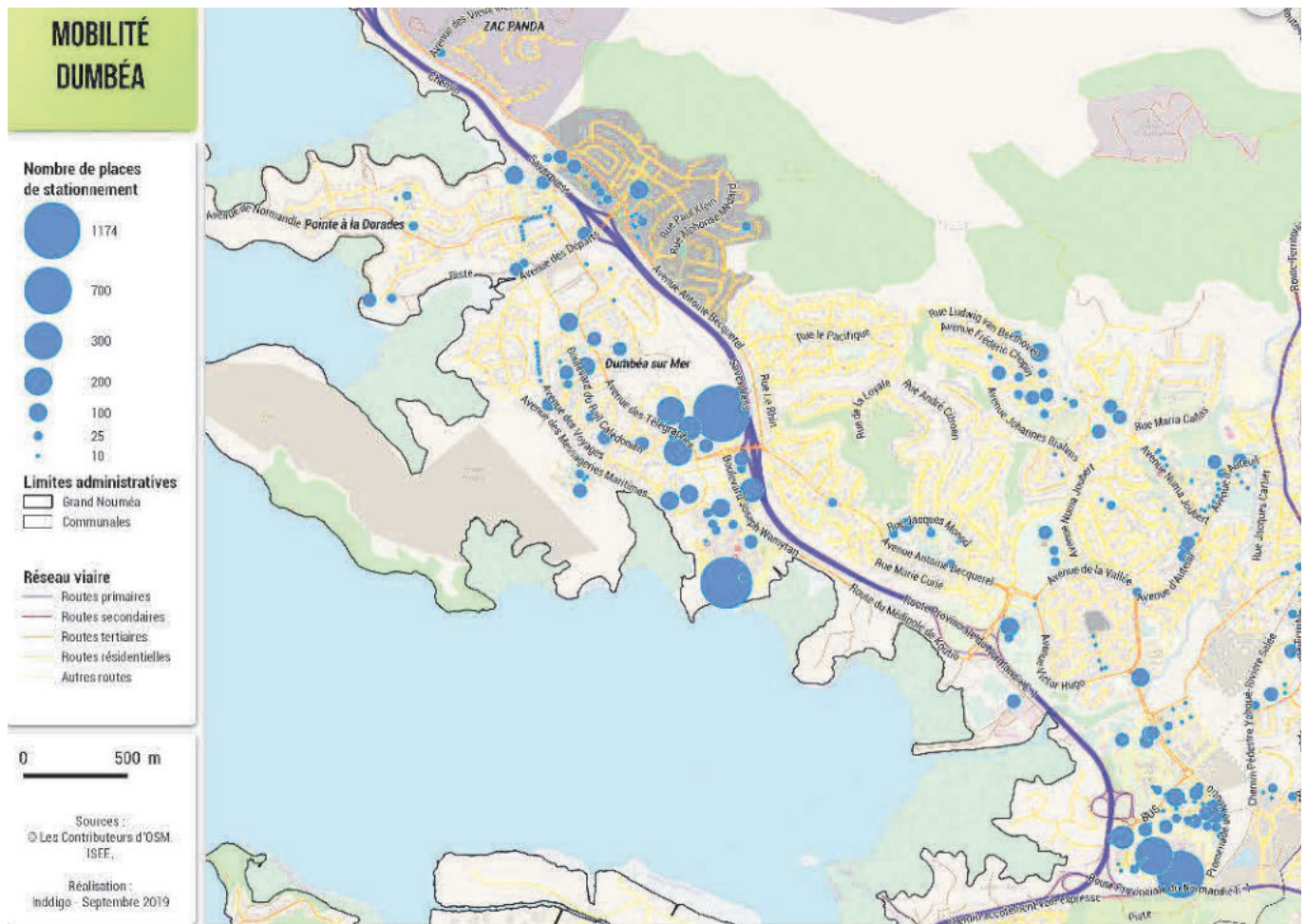
ment dimensionnée compte-tenu du trafic qu'elle supporte quotidiennement.

Environ 45% des trajets effectués dans le Grand Nouméa et utilisant le réseau routier de Dumbéa, se font en direction de Nouméa. Tandis que 30% des déplacements effectués sur le réseau dumbéen ont pour origine et destination, la commune de Dumbéa.

Enfin, 63% de la population de plus de 16 ans de Dumbéa et ayant un emploi ne travaille pas à Dumbéa, ce qui impacte le réseau routier existant. Néanmoins, depuis le recensement de 2014, la part des dumbéens travaillant également sur la commune a progressé de 12%, ce qui n'est pas le cas de Païta et de la Ville du Mont-Dore dont les habitants travaillent de plus en plus dans une autre commune que celle de leur résidence. Les quartiers les plus proches de Nouméa sont les quartiers où la proportion de dumbéens travaillant dans une autre commune est la plus forte (près de 70% à Dumbéa Centre, Koutio, Dumbéa sur mer notamment).



Extrait du Schéma Mobilité (Source Ville de Dumbéa 2019)



Extrait du Schéma Mobilité (Source Ville de Dumbéa 2019)

Un stationnement diffus et disparate

On recense près de 12000 places de stationnement sur la commune, dont la majorité est répartie aux alentours du Médipôle et du pôle économique de Dumbéa Centre.

Le manque de données précises ne permet pas de fournir un panorama très détaillé du stationnement sur la commune. Les éléments quantitatifs ne prennent pas en compte les stationnements privés et sont basés sur une information incomplète due à un manque d'études terrain. Par ailleurs, **il n'existe aucune réglementation du stationnement sur la commune et l'offre est gratuite.**

Il existe près de 12.000 places de stationnement public sur la partie référencée de Dumbéa. **Deux secteurs possèdent des capacités de stationnement importantes : Dumbéa-Sur-Mer, principalement centré sur le Médipôle et la zone commerciale attenante, et le secteur autour du pôle économique de Kenu-In et du lycée Dick Ukeiwë. Néanmoins, ces secteurs sont parfois saturés.**

De manière plus diffuse, **le secteur des Érudits propose également un stationnement important notamment autour de l'Avenue Becquerel.** En complément de ce pôle économique secondaire, les espaces de stationnement importants sont quasi exclusivement liés aux opérations de logements collectifs et aux équipements publics (établissements scolaires et terrains de sports principalement).

L'offre est supérieure à ce que l'on pourrait attendre compte tenu d'un taux de motorisation des ménages en baisse et de la mise en service d'un Bus à Haut Niveau de Service en site propre. Ce dimensionnement de l'offre est lié au fait que les pôles économiques attirent la clientèle de l'ensemble de l'agglomération.



Localisation des traversées de la VE2

Une voie express difficilement franchissable

La vitesse des véhicules et le flux important sur la voie express rendent la traversée de la voirie difficile. On recense 6 points de passage le long de la voie express entre Dumbéa Centre et Nakutakoin.

La voie express rapide permet de réduire le temps de déplacement entre les secteurs situés le long du tracé. Néanmoins, elle constitue également une barrière rendant les secteurs moins connectés les uns aux autres, tout en étant une source de pollution (air et sonore) car les traversées sont peu nombreuses :

- » La passerelle piétonne, sur la commune de Nouméa, permet aux habitants des squats de traverser la voirie pour atteindre le quartier de Rivière Salée
- » L'échangeur au niveau du lycée Dick Ukeiwë permet également une traversée piétonne sécurisée depuis les squats vers le pôle économique et de transport en commun de Dumbéa Centre
- » L'échangeur au niveau du Centre Aquatique permet l'ac-

cès à un itinéraire alternatif vers le Médipôle et une traversée piétonne

- » L'échangeur des Érudits, support du Néobus, permet une traversée apaisée pour l'ensemble des modes de déplacement
- » L'Avenue des Départs relie les parties Nord et Sud d'Apogoti. Néanmoins, l'aménagement urbain est différent entre les deux parties et la voie express crée une véritable rupture entre les quartiers DSM Apogoti, et Pic aux Chèvres
- » La traversée peu sécurisée par le pont sous la voie express à l'entrée de la Pointe à la Luzerne

Pour la partie Nord de la commune, la RT1 est également une rupture physique, mais reste assez facilement franchissable.



1 Traversée Est Ouest difficile entre Pointe à la Luserne et Nakutakoin.



2 Traversée non aménagée entre Cap Apogoti et le quartier du Pic aux Chèvres



3 Échangeur des Érudits, support du Néobus (Source province Sud - Fabrice Wenger)



4 Traversée sécurisée Est Ouest du Centre Aquatique Régional de Dumbéa (Source province Sud - Fabrice Wenger)



5 Traversée sécurisée au niveau du Centre Commercial de Dumbéa Centre.



6 Passerelle piétonne reliant le squat du Caillou Bleu au quartier de Rivière Salée (Source LNC).

LE TRANSPORT EN COMMUN CONCENTRÉ AUTOUR DE QUATRE PÔLES D'ÉCHANGES

La restructuration du réseau de transport en commun du SMTU, avec le lancement du réseau Tanéo et de la ligne Néobus, a contribué à l'harmonisation des transports publics à l'échelle de l'agglomération nouméenne. 15% des dumbéens utilisent les transports en commun comme moyen de transport principal.

Lancé en 2019, le nouveau réseau Tanéo traverse la commune de Dumbéa par l'intermédiaire de 4 lignes principales :

- » la ligne 1, communément appelée Néobus, dont une partie du tronçon est en site propre (c'est-à-dire bénéficiant d'une voie dédiée et d'aménagements propres),
- » la ligne 2 (doublée de la ligne M2) reliant le Lycée du Mont-Dore à Koutio,
- » la ligne 4 de Dumbéa Centre au collège Baudoux de Nouméa
- » la ligne 7 (doublée de la ligne P4) reliant Païta centre à la place Moselle. Deux autres lignes du réseau se situent à cheval sur plusieurs communes dont Dumbéa : la ligne P4 reliant l'aéroport de la Tontouta au Centre-Moselle à Nouméa et la ligne de desserte locale D3 reliant Saint-Quentin, Yahoué et Koutio.



Ce maillage met en évidence 4 pôles d'échanges majeurs :

- » L'arrêt Promenade de Koutio, épicerie de 7 lignes, dont 4 structurantes
- » L'arrêt Les Erudits, épicerie de 5 lignes, dont 3 structurantes
- » L'arrêt Dumbéa centre, point de passage de 9 lignes
- » L'arrêt Mairie du Nord, permettant la desserte des zones urbaines du nord de la commune

Enfin, aucun arrêt du Réseau d'Autocars Interurbains (RAI) ne se situe sur la commune.

L'usage du réseau à Dumbéa

En 2020, sur l'ensemble de l'agglomération, le réseau Tanéo (lancé le 12 octobre 2019) se synthétise par :

- » 30 lignes dont 8 structurantes
- » 150 véhicules dont 22 Bus à Haut Niveau de Service
- » 7 millions de kms
- » 8 millions de voyages
- » Plus de 15 000 voyageurs jours, pour environ 36 000 trajets et un taux de correspondance de 26%
- » La ligne 1 représente 27% de la fréquentation

totale du réseau

Les lignes de Dumbéa (hors lignes structurantes) ne représentent que 6% des voyages réalisés et environ 10% de l'offre kilométrique globale. L'usage du réseau de transport en commun en dehors de Nouméa reste modéré, indépendamment du nombre de personnes à proximité des arrêts et de l'accroissement de la qualité de l'offre.

15% des dumbéens utilisent le bus comme moyen de transport principal, contre 13% en moyenne au sein de l'agglomération.



La flotte du réseau Tanéo exploitée par le Syndicat Mixte des Transports Urbains.

Les dessertes locales



Le réseau ayant été mis en service fin 2019, il n'est pas possible de faire apparaître des évolutions par manque de recul. Cependant, **sur les 7 lignes de desserte locale mises en place sur la commune de Dumbéa, plusieurs observations sur la fréquentation en 2020 sont à**

noter :

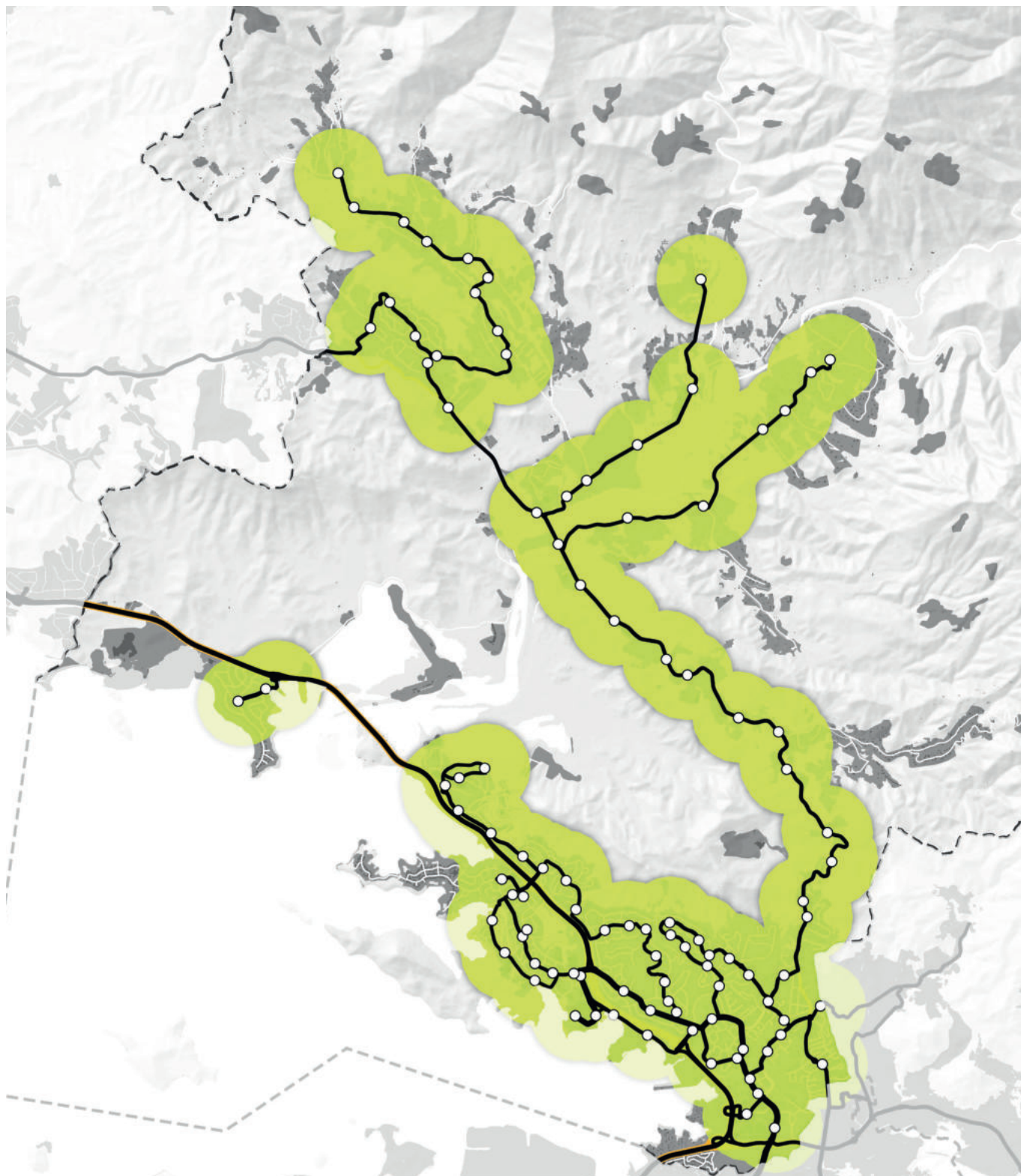
- » Les lignes D5, D6 et D7 desservant les quartiers pavillonnaires des vallées du Nord de la RT1 sont faiblement fréquentées (respectivement 95, 11 et 3 montées par jour)
- » La ligne 4 reliant Dumbéa centre à Dumbéa sur mer est la plus utilisée avec plus de 1 000 utilisateurs par jour. Cette ligne dessert les zones denses et traverse les zones économiques attractives
- » Les lignes 1, 2 et 3, connectées au Néobus et la ligne D4, maillent les principaux secteurs d'habitat et économiques de la commune. On dénombre respectivement plus de 600 et plus de 250 usagers jour.

Les lignes structurantes

50%

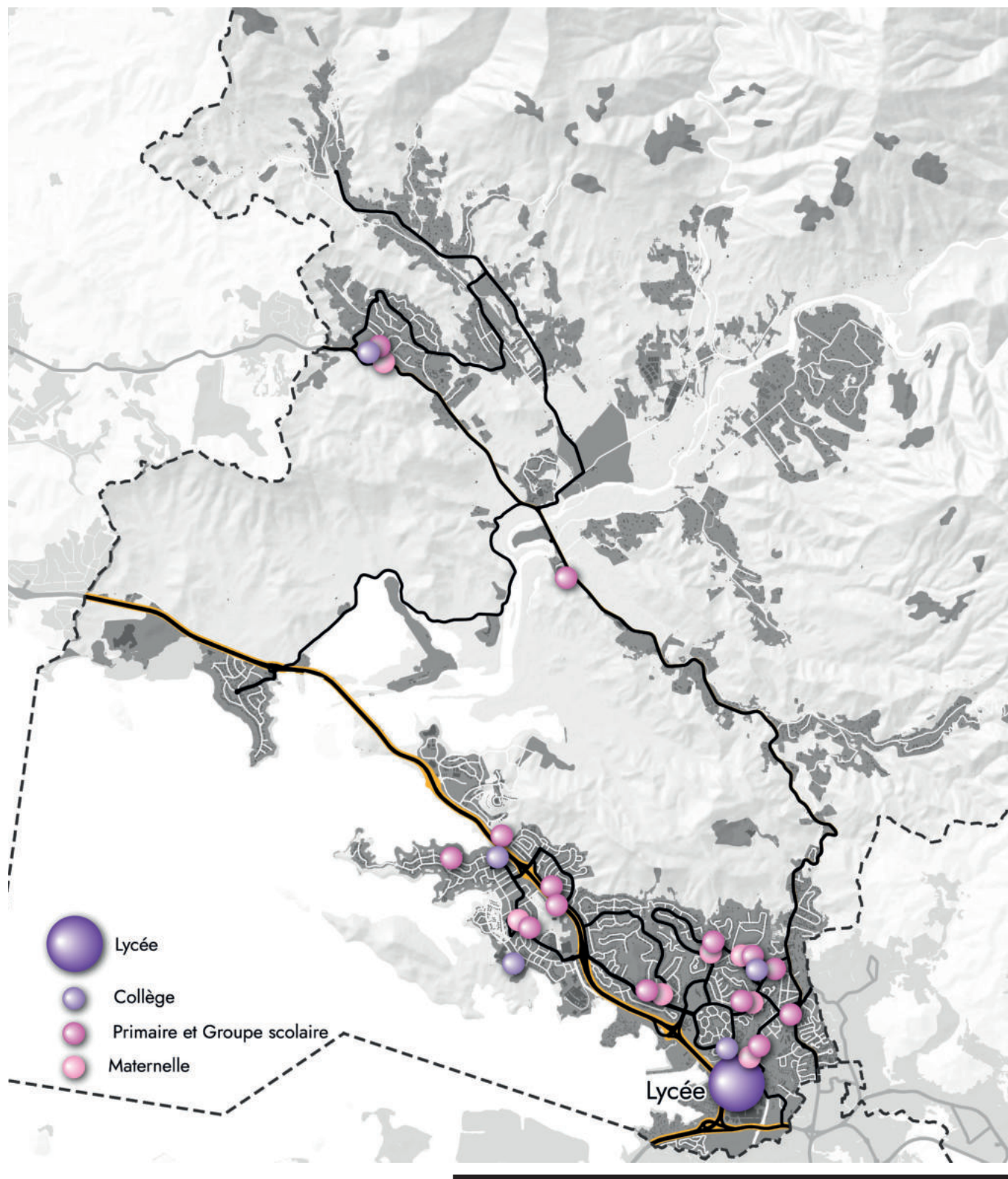
En moyenne sur l'ensemble du réseau, la ligne 1 Néobus représente 27% de la fréquentation totale quand **sur les trois pôles d'échanges suivants, le Néobus représente plus de 50% des usagers.**

- » **Les Érudits** : 5 lignes font arrêt à ce pôle d'échange dont la ligne 1 Néobus. Par jour, 58% des usagers présents à cet arrêt utilisent le Néobus, soit en moyenne 920 personnes sur 1600
- » **Dumbéa Centre** : pôle le plus concentré de la ville avec 9 lignes et 1 780 usagers par jour. **Comme pour les Érudits, plus de la moitié des personnes présentes à cet arrêt utilisent la ligne 1 Néobus**
- » **Promenade Koutio** : Près de 1 200 personnes sont présentes chaque jour pour prendre l'un des 7 lignes de ce pôle. **50% de ces usagers utilisent la ligne 1 Néobus**



Représentation graphique des zones à moins de 500 mètres à vol d'oiseau d'un arrêt Tanéo. Bien que ne prenant pas en compte la déclivité ainsi que les chemins existants, on observe une bonne proximité du réseau avec la quasi intégralité des zones urbaines.

Seul le quartier des Koghis du fait de ses contraintes morphologiques, une partie des pointes (Dorade, Luzerne) et des quartiers Nord se trouvent à plus de 500 mètres d'un arrêt Tanéo.



Représentation graphique des lignes scolaires existantes en 2021 et des établissements scolaires.

Couplé au réseau Tanéo, le transport scolaire touche une grande majorité des zones urbanisées de la commune. Néanmoins, les lignes scolaires ne desservent pas les secteurs de Koé et de la Couvelée, ni les logements présents de la ZAC Panda.

Néobus

Le Néobus, Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), relie le site du Médipôle au centre-ville de Nouméa (Mosselle). **Ce BHNS est en site propre sur l'ensemble de la commune de Dumbéa** ce qui confère à la ligne une vitesse moyenne élevée, et un temps de parcours minimisé sur la commune. 42% de l'ensemble de la ligne se situe sur la commune de Dumbéa.

Il existe 1 parc relais (P+R) sur la commune de Dumbéa situé au niveau du Lycée du Grand Nouméa. Ce parking relais est très peu fréquenté (compte tenu de l'appropriation des habitants du projet de BHNS et de la non réalisation de la seconde ligne vers le Mont-Dore). Par ailleurs, il a été constaté qu'une partie du stationnement de Dumbéa Mall est officieusement utilisé comme parking relais. Plus globalement, un renforcement des parcs relais sécurisés permettrait de développer le covoiturage (notamment vers Tontouta), les transports en commun et les mobilités douces.

Le projet initial tendait vers une seconde ligne de BHNS

en direction de la mairie du Mont-Dore en passant par Saint-Quentin, non réalisée à ce jour.

Les différentes caractéristiques du réseau se sont améliorées depuis le lancement de Tanéo en 2019 :

- » Amplitude horaire plus en phase avec les réalités des usagers
- » Qualité du matériel roulant
- » Tarification unique sur l'ensemble du réseau
- » Finesse du maillage des zones urbaines

Malgré ses aspects positifs, le réseau est confronté à des freins importants. En effet, le manque de site propre pénalise la circulation des bus et ne permet pas un gain de temps substantiel pour les usagers, ce qui freine le report modal. L'autre contrainte majeure est une tarification élevée du titre de transport, en opposition à un parc de stationnement entièrement gratuit, et une amplitude horaire parfois décalée des réalités de terrain.



Le nouveau matériel roulant du Néobus
(Source SMTU 2020)

LA VOITURE TOUJOURS PRIVILÉGIÉE

La structuration de la Ville de Dumbéa, ainsi que sa géographie, favorise l'utilisation du véhicule personnel. Le taux de motorisation met en évidence des disparités selon les quartiers. Le manque de données concernant les modes actifs ne permet pas un état des lieux pertinent.

De moins en moins de voiture par ménage



77%



5%

Le pourcentage des ménages motorisés - c'est-à-dire possédant au moins une voiture - est en baisse depuis 2009. Entre 2009 et 2019, ce taux a baissé de 9 points et tous les quartiers ont été impactés par cette baisse.

Les baisses les plus marquantes s'observent pour les secteurs de Katiramona Sud et de Nondoué La Couvelée avec respectivement 11 et 10 points de moins en 5 ans. Même les quartiers extrêmement motorisés ont vu le taux chuter, comme en atteste la baisse de 98% à 91% de motorisation pour le quartier de Nakutakoin.

Près de 900 ménages non motorisés supplémentaires ont été observés entre 2014 et 2019. Il existe ainsi plus de 2400 ménages sans accès direct à un véhicule à Dumbéa en 2019.

Le covoiturage familial est important et permet le

déplacement de ménages non-motorisés.

Les raisons peuvent être multiples (prise de conscience écologique, baisse du niveau de vie, apport d'une population à faible revenu, mise en place d'un service de transport efficace et au maillage fin...).

Durant cette même période, près de 650 foyers motorisés supplémentaires ont également été recensés sur la commune.

Parmi les ménages motorisés, 49% sont propriétaires d'au moins deux véhicules. L'usage du 2 roues est encore faible et concerne quasi exclusivement des ménages motorisés par ailleurs. L'utilisation des 2 roues est stable sur la commune depuis 2009 (environ 5%). L'utilisation du véhicule personnel est souvent contraint (par le travail, les horaires, les dessertes).

Les modes actifs toujours limités



Il existe très peu de données sur les modes actifs ou alternatifs. Moins de 5% des déplacements sont réalisés à pied ou en vélo sur la commune (tous motifs confondus).

Les aménagements modes doux (pistes et bandes cyclables) sont pour le moment peu nombreux, mais la commune s'est dotée en 2019 d'un schéma mobilité posant les bases d'un développement futur. Le Néobus sert de support pour la majorité du linéaire cyclable, mais il n'existe pas de maillage cohérent entre les différents aménagements. Les schémas cycles et piétons des communes limitrophes ne sont pas connectés au réseau de la ville.

La promenade Jules Renard (longeant l'ex Route de Nakutakoin) est le second élément structurant pour les modes doux. Restant à valoriser, cette piste cyclable de 8 kilomètres est la première partie d'un linéaire pouvant connecter le Parc Fayard et la Plage de Nouré.

Le gabarit large de certaines emprises de voiries de la commune est à même de supporter la création de linéaires cyclables. De plus, d'autres supports plus alternatifs peuvent être envisagés, comme l'ancienne voie ferrée et le Grand Tuyau.

SYNTHÈSE

MOBILITÉS



Le réseau de transports en commun Tanéo permet à la quasi totalité des zones habitées d'être à moins de 500 mètres à vol d'oiseau d'un arrêt de bus.

-6%

Le pourcentage des ménages motorisés a baissé de six points entre 2014 et 2019. On dénombre également plus de 2400 ménages non motorisés au sein de la commune.

50%

La part des usagers utilisant le Néobus (Ligne 1 de Tanéo) aux arrêts «Les Erudits», «Dumbéa centre» et «Promenade Koutio». La ligne 1 représente 27% de la fréquentation totale du réseau.

33%

Près d'un tiers des déplacements sont des trajets internes à la commune et se réalisent en grande majorité en véhicule personnel ou en covoiturage familial.

15%

La part des dumbéens dont le mode de transport privilégié est le transport en commun. Ce taux est supérieur au pourcentage observé au sein de l'agglomération.





Près de 45% des trajets effectués dans l'agglomération du Grand Nouméa et traversant Dumbéa sont en direction de Nouméa



Il n'existe pas de réglementation liée au stationnement sur la commune. Les stationnements de certains secteurs sont saturés (Médipôle notamment).



La voie express structurante est aussi difficilement franchissable. Sa traversée s'effectue par six lieux de franchissement.



La commune de Dumbéa est structurée par la jonction des 3 voiries de transit principales de l'agglomération : la voie express à l'Ouest, la RT1 à l'Est et la RP1 au Sud.

Le réseau routier de Dumbéa s'articule autour de la voie express à l'Ouest. Support de la majorité des déplacements au sein de la commune, cette voirie structure l'ensemble du territoire calédonien. La RT1, voirie historique, propose une alternative pour les habitants de la partie Nord de la commune.

Si les voies de desserte maillent de manière cohérente le territoire dumbéen, les liaisons entre la voie express et la RT1 sont peu nombreuses et ne permettent pas un équilibre entre les deux voiries. Un projet de troisième maillage entre le parc Fayard et la ZAC Panda est à l'étude.

45% des trajets effectués dans le Grand Nouméa et utilisant le réseau routier de Dumbéa, se font en direction de Nouméa, tandis que 30% des déplacements du réseau ont pour origine et destination Dumbéa. Depuis 2014, la part des dumbéens travaillant dans leur commune a augmenté de 12%, ce qui réduit les déplacements pendulaires.

En ce qui concerne les liaisons douces, le site propre du Néobus est parfois utilisé comme support. La Promenade Jules Renard, en cours de requalification, est la liaison douce la plus longue de la commune et devrait permettre à terme de lier le Parc Fayard à la plage de Nouré, soit deux des plus importants équipements de loisirs de la commune.

ÉCONOMIE

LE NOMBRE DE STRUCTURES EN HAUSSE

Entre décembre 2017 et novembre 2020, le nombre de structures inscrites au Ridet a augmenté de 10%, soit près de 415 inscriptions supplémentaires. Cette croissance est différente selon les effectifs des entreprises et les secteurs d'activités.



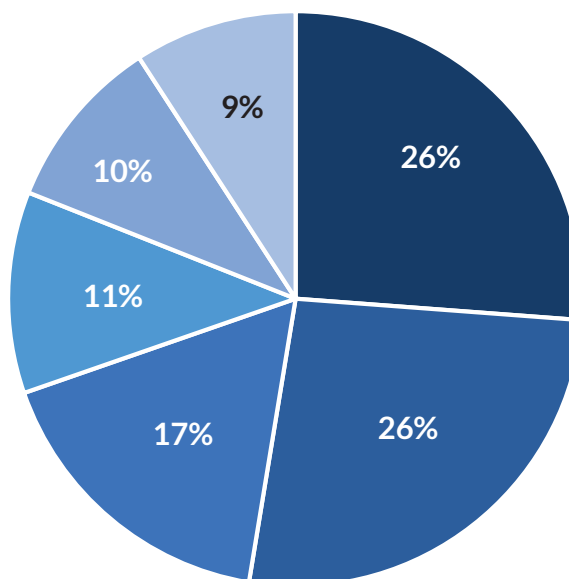
Entre 2017 et 2021, deux entreprises de plus de 100 salariés se sont domiciliées à Dumbéa. **En janvier 2021, sept structures comp- taient dans leur rang plus de 100 salariés** (il est à noter que certains sièges sociaux sont domiciliés à Nouméa, malgré une production à Dumbéa).

Le nombre d'entreprises em- ployant de 1 à 10 personnes est resté stable sur la période.

Sur la même période, **415 struc- tures sans salarié ont été créées sur la commune**. Cette augmentation de 11% est proportionnellement sem- blable à celle que l'on observe au sein des autres communes de l'ag- glomération. Cette typologie d'en- treprise (patenté pour la grande majorité), souvent peu qualifiée, permet un début d'activité rapide et de répondre à une demande pré- cise d'emploi.

La prépondérance de l'emploi non salarié dans la création d'entreprise indique également une relative ins- tabilité du monde économique local ne favorisant pas la prise de risque et limitant les opportunités entre- preneuriales.

- Construction
- Autres activités de services
- Activités immobilières
- Activités de services administratifs et de soutien
- Arts, spectacles et activités récréatives
- Commerce et réparation d'automobiles



Représentation visuelle du nombre de structures inscrites au RIDET pour les 6 principaux secteurs d'activités (Source ISEE 2021)

Des secteurs d'activités variés

L'analyse de l'évolution des secteurs d'activités entre 2017 et 2021 à Dumbéa met en avant certaines tendances :



- **2%** : Le secteur de la construction s'est amoindri depuis 2017, mais représente malgré tout le plus gros effectif avec 857 structures en 2021.



+ **12%** : Le secteur des services est en augmentation depuis 2017. et concerne désormais près de 840 structures.



+ **16%** : Le secteur des activités immobilières est le troisième en termes d'effectif. 559 structures sont recensées en 2021 soit 77 de plus qu'en 2017.



+ **11%** : Le secteur des activités administratives et de support représentait 371 structures en 2020, soit le 4ème secteur d'activité.



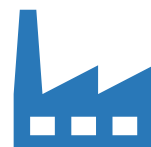
+ **16%** : Le secteur des activités liées aux arts, à la culture et aux activités de loisirs est le 5ème secteur d'activité avec 321 structures recensées en 2021.



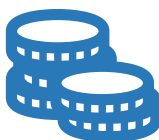
+ **18%** : Le secteur des activités liées à la santé humaine et à l'action sociale a connu une forte augmentation en 4 ans, et représente désormais 227 structures.



+ **8%** : Le secteur de l'agriculture, sylviculture et de la pêche croît également, mais a été dépassé en 4 ans par la réparation auto.



+ **28%** : Le secteur de l'industrie manufacturière a bondi en 4 ans et concerne plus de 270 entreprises (à Panda notamment), ce qui en fait le 6ème secteur d'activité.

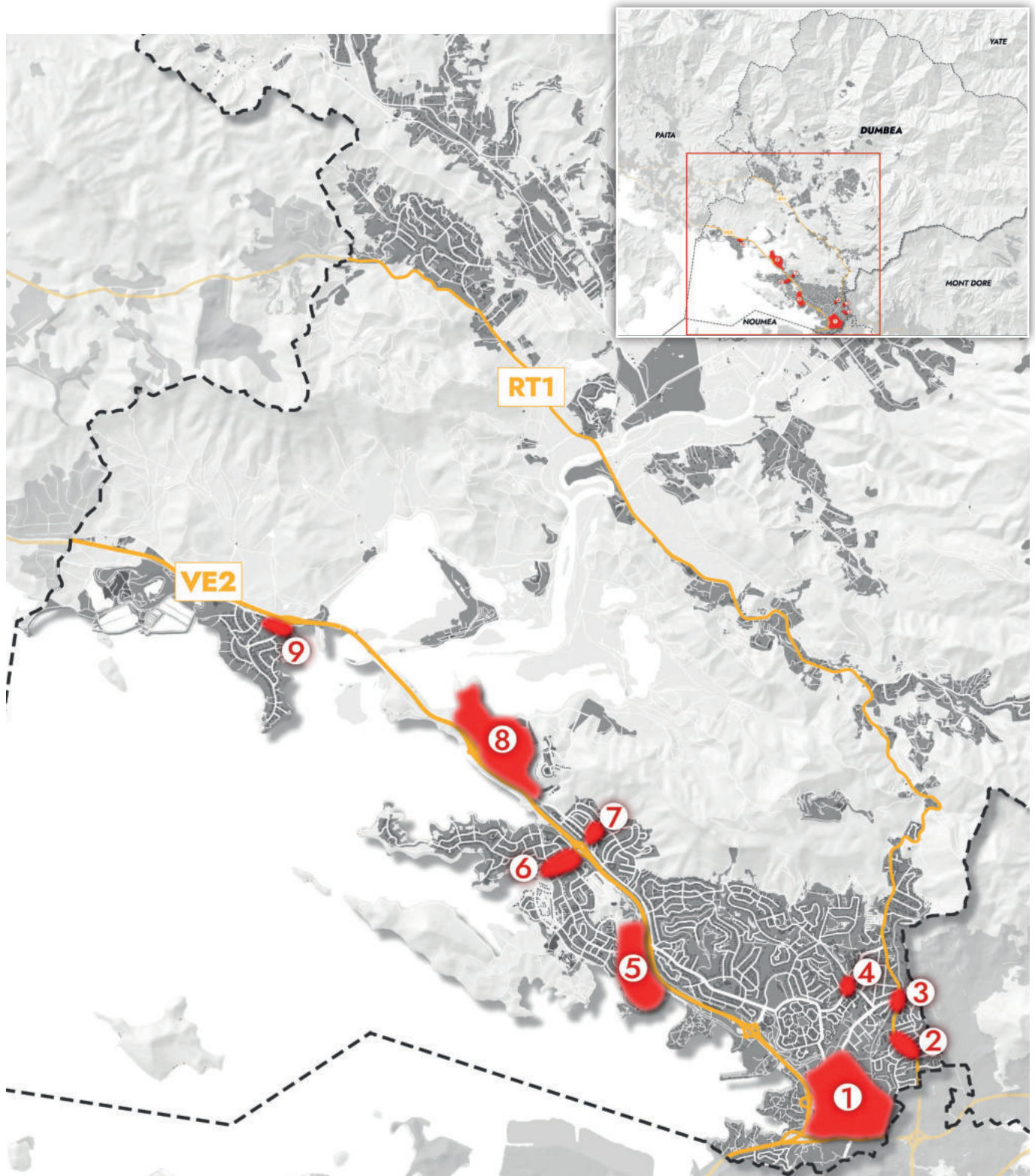


+ **32%** : Le secteur des activités financières et d'assurance s'est fortement développé. Il existe désormais 50 structures.

L'accroissement du nombre de structures «*unipersonnelles*» (patente, EURL, etc.) impacte directement les quartiers : le stockage voire le travail de ces personnes se déroulent parfois au domicile ce qui entraîne une mixité des usages ou de potentiels conflits d'usages.

LOCALISATION DES PÔLES ÉCONOMIQUES

La localisation des pôles économiques de la Ville de Dumbéa indique une structuration de la vie économique autour de la Voie Express, et une absence de pôle secondaire le long de la RT1. Les pôles de Nouméa (centre-Ville et Ducos) et Païta (ZIZA) impactent également les dumbéens.



Principaux pôles économiques attractifs de la commune de Dumbéa

Neuf pôles économiques aux vocations diverses

1 - Dumbéa Centre

Le principal pôle économique de la commune, avec une attractivité dépassant les limites communales, se situe au centre de l'agglomération et à la limite de Dumbéa, Nouméa et du Mont-Dore. Son pouvoir d'attraction est un fort générateur de flux sur les voiries structurales que sont la voie express et le barreau de la RP1. L'ensemble des vocations est représenté sur ce large site notamment au sein du centre commercial de Kenu-in (alimentaire, services, sport, restauration, station service...) qui va se renforcer avec la nouvelle zone économique attenante comprenant le cinéma et près de 35.000m² dédiés à l'économie (bureaux, commerces, etc.).



Centre Commercial de Kenu In, regroupant des activités inter-communales.



Pôle économique centré le long de la RT1

2 - Auteuil Est

Ce pôle économique secondaire basé sur un supermarché et une station essence, (16 activités en 2019) propose aux usagers de la RT1 une offre de proximité (également utilisé par les habitants de la partie Nord de la commune). Ce pôle commercial diffus sur l'axe de la RT1, a peu d'aménagement de l'espace public et a ainsi une lisibilité et une accessibilité limitées.

3 - Auteuil Galerie

Centralité secondaire plus récente que la zone diffuse d'Auteuil Sud, cette zone économique se concentre autour du supermarché et de sa galerie (14 activités). Situé le long de la RT1 et de la rue Lapérouse, ce pôle bénéficie d'une bonne accessibilité et d'une bonne lisibilité. L'offre est variée, les vacances faibles et le pôle garanti une offre de proximité complète.



Les Galeries d'Auteuil



Rue du bicentenaire avec 8 activités.

4 - Koutio historique

Cette zone se concentre et se développe autour de l'agence OPT de Koutio, pour former une véritable place de vie. Les aménagements urbains sont de qualité. Les commerces sont clairement identifiés bien que peu nombreux (7 activités). Le site est attractif tout au long de la journée, notamment du fait des services présents (OPT, médicaux, restauration rapide, etc.).

5 - DSM - Médipôle

La réalisation du Médipôle et du pôle économique des Erudits confère à cette localisation le second pouvoir attractif commercial de la commune. Le Médipôle ainsi que les services et commerces associés le long du Boulevard Wamytan (près d'une trentaine d'activités) ne jouissent pas d'une accessibilité interne claire. Certains locaux sont encore vacants.

Le site est cependant toujours en phase de démarrage économique. Le secteur de Dumbéa Mall (près de 11.000m² de commerces) avec notamment la galerie de près de 25 activités propose une réelle alternative aux sites de Kenu-In et de Nouméa. Des projets de développement sont toujours à l'étude au sein de ce pôle économique.



Pôle économique entre le Médipôle et Dumbéa Mall



Centralité Apogoti

6 - Anse Apogoti

Nouvelle zone économique, concentrée autour d'une galerie et d'un linéaire économique le long de l'avenue des départs, l'aménagement a été pensé pour intégrer les différentes circulations et offrir un pôle commercial complet.

L'offre est de qualité et variée, et certains commerces ont une aire de chalandise plus importante que le quartier. Développée en corrélation avec le développement de l'habitat dans le quartier de Dumbéa-sur-mer, cette zone économique attire désormais une large population grâce à la qualité de l'aménagement.

7 - Pic aux Chèvres

Ce pôle économique secondaire a été délaissé au cours des ans et pâtit du développement de la zone commerciale de l'Anse Apogoti. Début 2019, le nombre de locaux vacants dépassait le nombre d'activités (6 locaux utilisés pour 7 vacants). L'aménagement de l'espace public est ancien et dégradé, et la lisibilité des activités est rendue difficile par l'environnement urbain.

L'offre existante se raréfie, et les services toujours présents sont notamment un cabinet de soins et service d'aide à la personne.



Avenue des Départs avec rez-de-chaussé économique

8 - Panda

Zone industrielle et artisanale, avec une offre commerciale diffuse centrée sur le supermarché au sud du secteur et autour de la station service. La ZAC Panda est un secteur où l'artisanat prédomine et où l'on note la présence des docks de la CMA qui soutient l'installation des artisans.

L'aménagement de la zone d'activité est limité et peu lisible. La frange urbanisée avec des opérations de logements ne permet pas une lecture appropriée de ce pôle économique d'envergure. La mixité des usages et des flux peut également poser problème entre certaines activités et les logements.



ZAC PANDA (Source province Sud - Fabrice Wenger)

9 - Pointe à la Luzerne

Situé à l'extrême nord de la commune, en sortie de voie express, cette zone économique est dédiée aux habitants de la pointe à la Luzerne. Il s'agit d'une polarité économique restreinte avec des perspectives de développement conséquentes. Plus de 3.500m² sont ainsi prévus le long de la route des Bassins en parallèle du projet de marina.

Positionnée autour d'un supermarché, cette zone commerciale est relativement déconnectée du reste de la commune et fonctionne en autonomie. Il s'agit de commerces de proximité sans pouvoir attracteur défini. Des projets de développement sont à l'étude entre ce pôle et la cimenterie.



Centralité économique de Pointe à la Luzerne

Nord de la commune

Aucune polarité économique structurante n'existe sur le Nord de la commune, bien que les commerces de proximité existent et que certaines organisations tendent à se développer.

Ainsi les commerces et les activités présents dans le Nord de la commune ne sont pas structurés en véritable pôle et restent diffus. Si les distances, la topographie, l'urbanisation en lotissement et/ou diffus rendent difficiles l'aménagement d'une véritable zone économique et commerciale, l'aire de chalandise et la population y habitant rendent possibles le développement d'une zone économique proportionnée, dédiée au Nord de la commune en lien avec la RT1.

Des débuts de polarités secondaires existent malgré tout, notamment au sein de la Plaine de Koé autour de la pharmacie, à Katiramona autour d'un magasin d'alimentation et autour de la station service proche de l'antenne Nord de la Mairie de Dumbéa.



Centralité de Katiramona



Dumbéa sur mer - Source province Sud - Fabrice Wenger

Positionnement au sein de l'agglomération

La plus grande zone d'activités de Dumbéa (Centre Urbain de Koutio) se trouve au centre de l'agglomération, et l'attraction de ce pôle est important. Les habitants des quatre communes participent à la vie de ce centre économique, bien maillé et en développement. L'ouverture du cinéma et les projets à courts termes (bureaux) vont renforcer le pouvoir attractif de la zone et le poids financier de ce pôle économique. Les transferts de sièges sociaux sont encore peu nombreux de Nouméa vers Dumbéa.

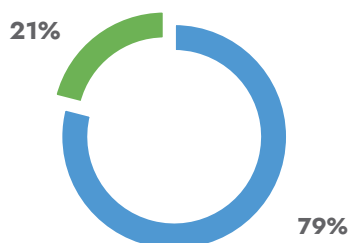
Le centre administratif et commercial de Nouméa Centre-Ville est toujours le pôle économique principal et draine une partie des flux de Dumbéa en son sein. La zone artisanale et industrielle de Nouméa (Ducos), en pleine mutation est toujours un poumon économique malgré le développement de la ZAC Panda et des zones économiques de Païta.

L'offre économique est éclatée sans schéma de cohérence au sein de l'agglomération, ainsi les activités se concurrencent ce qui remet en question l'attractivité de certains secteurs de Dumbéa.

DE PLUS EN PLUS DE DIPLÔMÉS

Entre les deux recensements généraux de la population (2014 et 2019), la part des diplômés habitant au sein de la commune de Dumbéa a augmenté de 4 points. Les effectifs des dumbéens diplômés du troisième cycle ont également fortement augmenté.

Part des diplômés
(tous diplômes confondus)



■ Diplômés ■ Non diplômés

Pourcentage des dumbéens diplômés. (Source ISEE 2019)

En 2019, plus de 21.000 dumbéens sont détenteurs d'un diplôme. Parmi eux, plus de la moitié ont au moins obtenu le baccalauréat. Le nombre de détenteurs d'un diplôme du 2ème ou 3ème cycle (licence et supérieur) a plus que doublé en 5 ans.



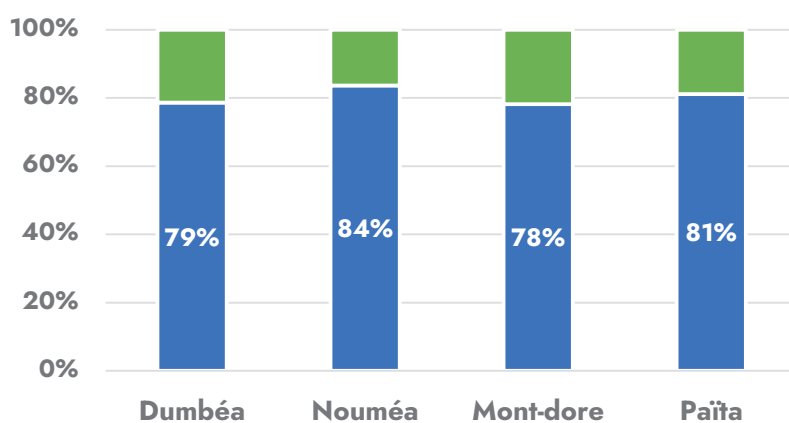
Entre 2014 et 2019, la part des non diplômés a diminué au sein de chaque quartier de la commune :

- » - 10% dans les quartiers de Plaine Adam et de Katiramona Sud
- » Près de 30% de la population dumbéenne est détentrice d'un diplôme post-bac

Le niveau général d'instruction a augmenté depuis 2014. Cette progression du niveau de formation va de pair avec l'urbanisation et le développement des activités économiques tertiaires:

- » Toutes les filières, aussi bien générales que techniques, ainsi que tous les diplômes, à partir du baccalauréat, sont concernés par une évolution à la hausse entre 2014 et 2019.
- » On constate un doublement du nombre d'habitants détenteurs d'un diplôme de 2ème et 3ème cycle
- » 30% des habitants de chaque quartier a au moins obtenu le baccalauréat
- » Le niveau de diplôme le plus communément atteint est le niveau CAP/BEP (environ 20% des habitants de chaque quartier)
- » Presque la moitié des habitants de Nakutakoin, Les Koghis et Plaine de Koé détient un diplôme du 2ème ou 3ème cycle.
- » Le pourcentage de CAP BEP, comme plus haut niveau d'études, a diminué dans tous les quartiers sauf Nakutakoin
- » Le pourcentage d'habitants possédant le BEPC a progressé dans presque tous les quartier.

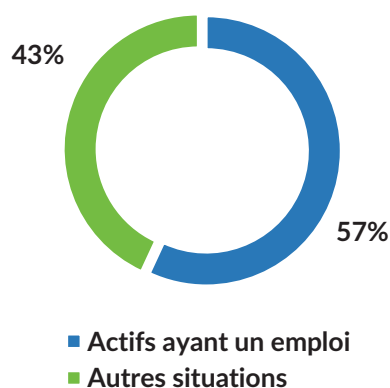
Ces données indiquent que le niveau de diplôme minimal est plus élevé qu'auparavant, et que les études s'allongent (plus de bacheliers et de détenteurs de diplômes post-bac).



Pourcentage des habitants de plus de 16 ans ayant obtenu un diplôme. Source ISEE 2019

L'EMPLOI

Toutes les catégories socioprofessionnelles sont représentées à Dumbéa de façon uniforme. La répartition entre les catégories n'a que très peu évolué entre 2014 et 2019, malgré une hausse des retraités au cours de cette même période.



Situation d'activité de la population de plus de 15 ans (Source ISEE 2019)

En 2019, près de 15.500 dumbéens sont des actifs avec emploi (soit environ 2000 de plus qu'en 2014), tandis que le nombre de chômeurs n'a que peu évolué entre les deux recensements (100 chômeurs supplémentaires sur la période).



Les situations entre les quartiers sont différentes, mais plusieurs constantes se dégagent :

» Tous les quartiers à l'exception de Nakutakoin ont vu la part des retraités augmenter entre les deux recensements.

» Aucun quartier n'a observé une augmentation de la proportion de chômeur de plus de 1%. La part des chômeurs des quartiers d'Auteuil, de Dumbéa sur mer, de Plaine Adam, de Plaine de Koé et de Katiramona a baissé.

+2%

La proportion de retraités a augmenté de 2% entre 2014 et 2019, plus forte augmentation de l'agglomération avec la ville du Mont-Dore. Il n'y a qu'au sein du quartier de Nakutakoin que la part des retraités a baissé.

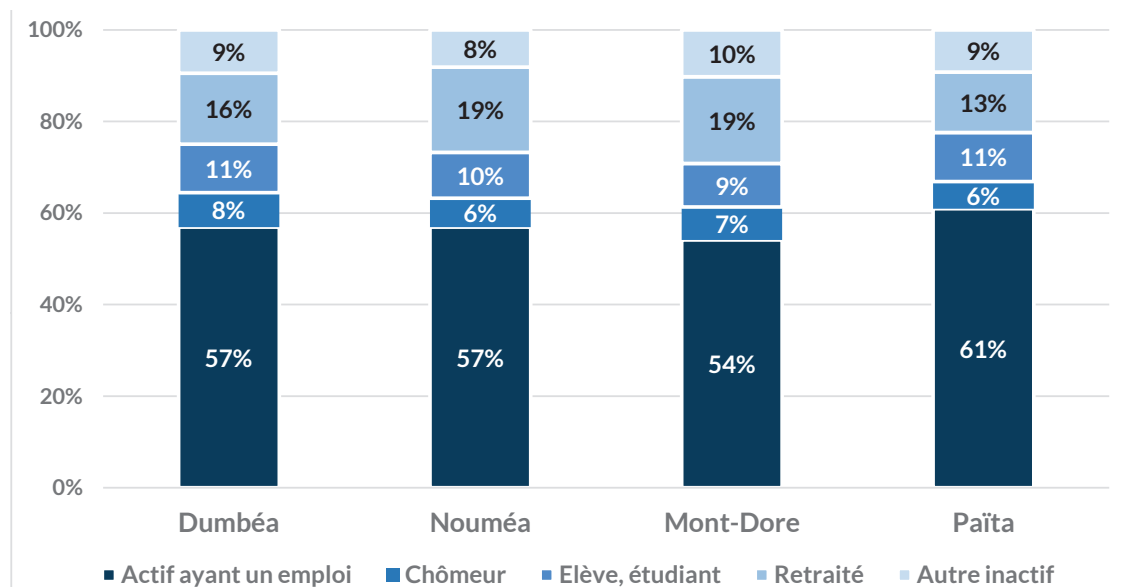
Parmi les habitants de plus de 16 ans, les quartiers d'Auteuil, Koutio, Nakutakoin, les Koghis et Plaine de Koé sont habités par au moins 20% de retraités, tandis qu'ils représentent moins de 10% au sein des quartiers de Dumbéa sur mer et de Plaine Adam.



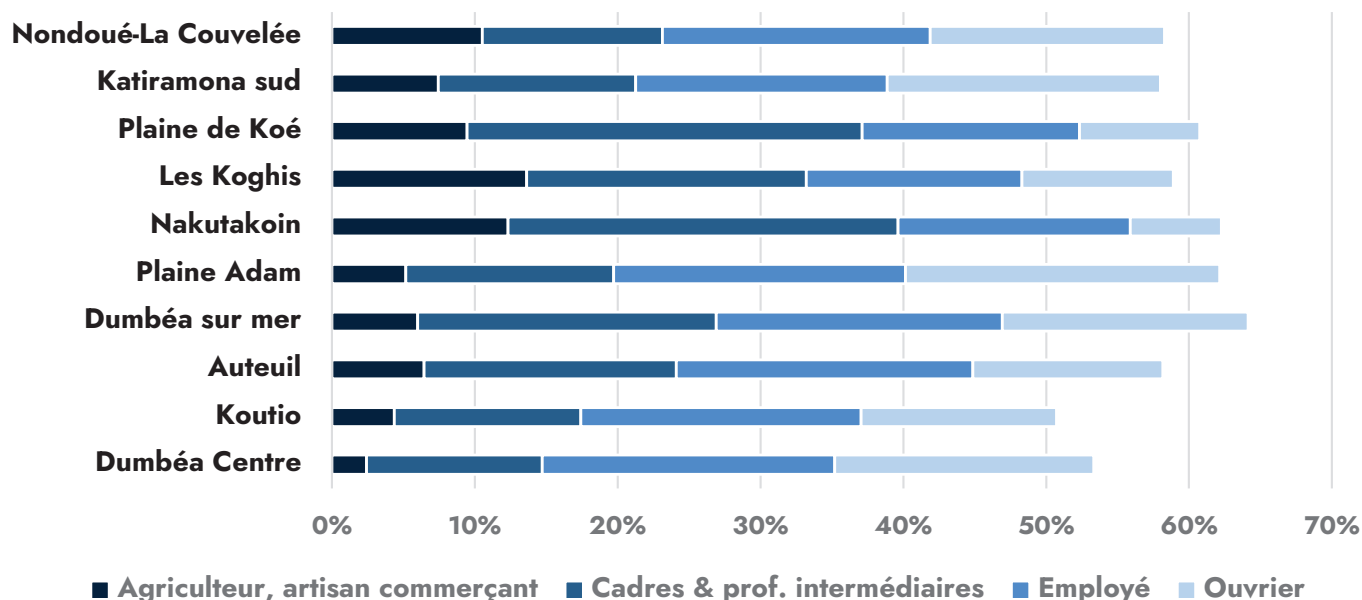
La proportion de chômeurs parmi les dumbéens de plus de 16 ans a légèrement baissé entre 2014 et 2019.

Moins de 5% des habitants potentiellement actifs (personnes de plus de 16 ans) d'Auteuil, Nakutakoin, Les Koghis et Plaine de Koé sont chômeurs.

A l'inverse, près de 10% des habitants en âge de travailler habitants à Koutio et à Dumbéa sur mer sont au chômage. Deux tiers des chômeurs en 2019 étaient sans emploi depuis moins d'un an.



Situation d'activité par commune des habitants de plus de 16 ans (Source ISEE 2019).



Catégorie socioprofessionnelle par quartier des habitants de plus de 16 ans, hors retraité et inactif (Source ISEE 2019).

Les catégories socioprofessionnelles des personnes de plus de 16 ans qui habitent sur la commune mettent en évidence plusieurs éléments :

- » **16% de la population en âge de travailler relève des cadres et des professions intermédiaires - entre cadres et employés (contremaître, infirmière libérale...) - (contre 22% sur l'ensemble du Grand Nouméa, plus faible total des quatre communes),** mais ils représentent près de 30% des potentiels actifs à Nakutakoin et Plaine de Koé.
- » A l'opposé, les cadres représentent moins de 15% de la population de plus de 16 ans des quartiers de Dumbéa Centre, Koutio, Plaine Adam, Katiramona sud et Nondoué la Couvelée.
- » **La part des employés parmi les 16 ans et plus à baissé d'un point** entre le recensement de 2014 et celui de 2019 pour ne plus représenter que 19% des 16 ans et plus. Cette tendance est également observée au sein de l'agglomération.
- » **La proportion d'ouvrier a baissé sur la commune de Dumbéa** (de 1% comme dans l'agglomération). Parmi la population de 16 ans et plus, seuls 16% sont ouvriers en 2019.

+ 182 : Le nombre de personnes en plus (entre 2014 et 2019) travaillant directement dans le secteur agricole. Dumbéa est ainsi la deuxième commune avec le plus de travailleurs dans ce domaine. C'est la plus forte croissance de l'agglomération.

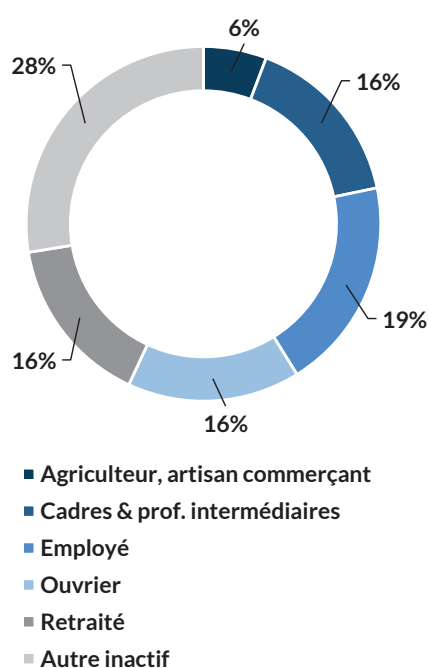


50%



Parmi les 2250 personnes supplémentaires (depuis 2014) de plus de 16 ans et ayant un emploi, la moitié ont un travail dans l'administration, l'enseignement ou dans le secteur de la santé.

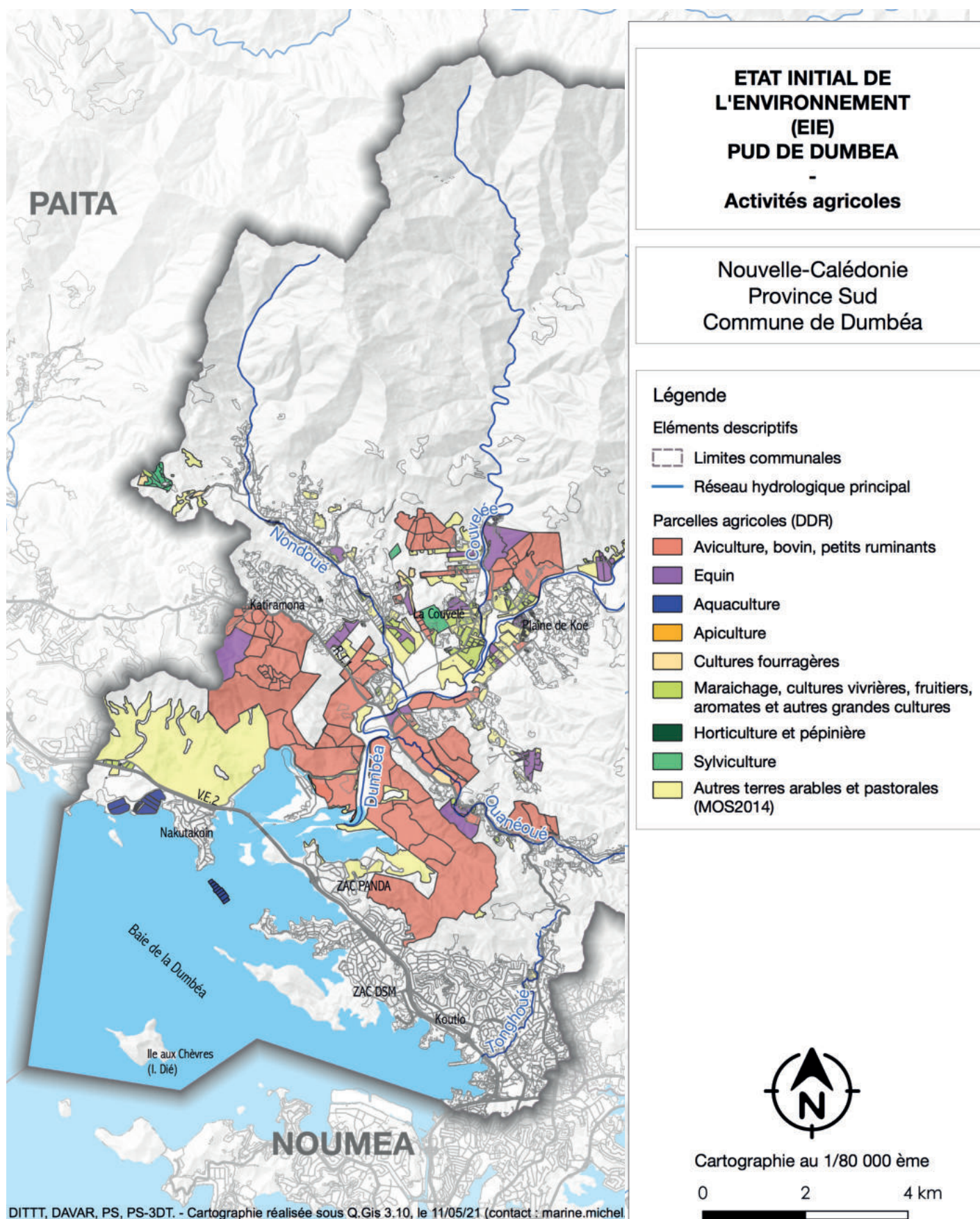
Parmi les personnes de plus de 16 ans ayant un emploi et habitant à Dumbéa, de moins en moins de personnes travaillent dans le secteur d'activité de l'industrie ou de la construction.



Répartition des catégories socioprofessionnelles (Source ISEE 2019)

DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DYNAMIQUES

L'une des caractéristiques de la commune de Dumbéa est le développement continu de l'activité agricole. Celle-ci est dominée par l'élevage et concerne des surfaces importantes, notamment sur la partie nord de la commune (Nakutakoin, la Couvelée, Koé, etc).



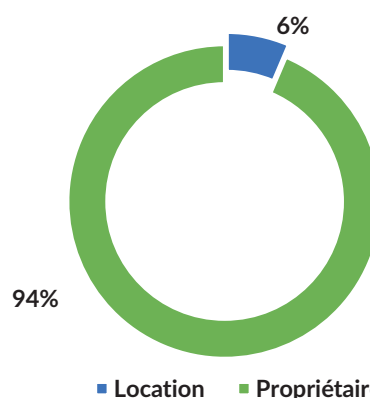
Localisation des surfaces exploitables par type de production (Source DDR 2016).



Espaces agricoles le long de la Dumbea (Source : province Sud).

De plus en plus de personnes travaillent dans le secteur agricole.

- » **78% des surfaces exploitables le sont par des activités d'élevage**, essentiellement la filière bovine qui représente à elle seule 68% des surfaces exploitables (selon les données de la DDR en 2016).
- » **13% des surfaces ne sont pas exploitées ou sont sans production** (données 2016).
- » Presque 10% de la surface totale dédiée à l'agriculture est dévolue à la filière équine. Ces exploitations se situent dans le quartier de Non-doué La Couvelée, pour la plupart.
- » Une large partie des surfaces dédiées à la culture fourragère se situe dans le sud de Nakutakoin, entre la voie express et le Pic Jacob.
- » Les sites de sylviculture se développent sur la commune, comme en atteste le nombre croissant d'employés dans cette filière entre 2014 et 2019.
- » Les surfaces de maraîchage, de cultures vivrières et fruitières sont présentes quasi exclusivement dans le quartier de la Couvelée.



■ Location ■ Propriétaire

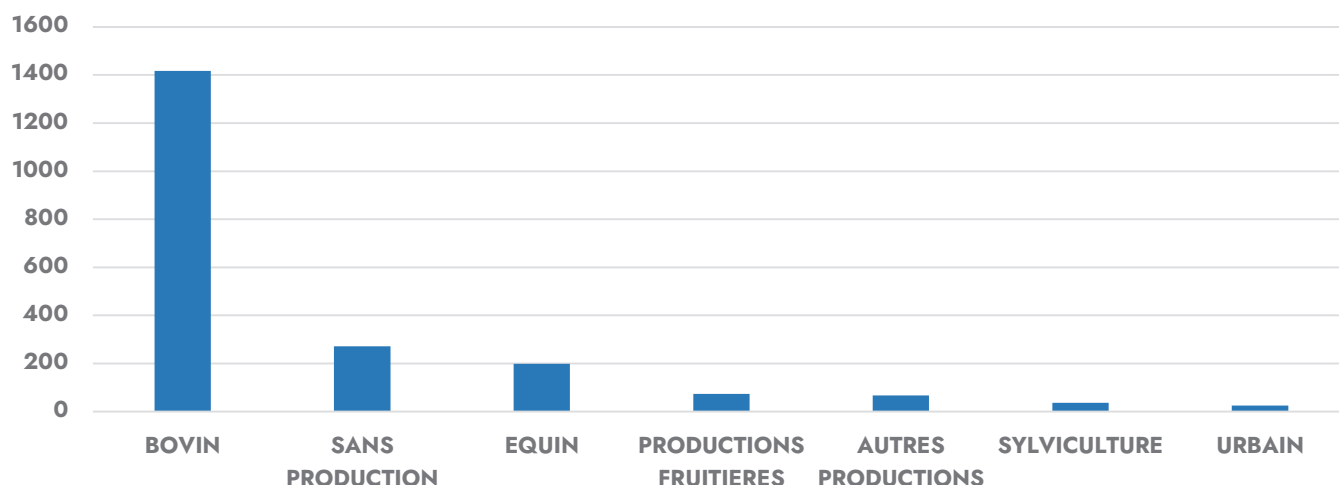
Situation des exploitants agricoles (Source : Direction du Développement Rural, 2016)

94%

Les exploitants sont presque toujours propriétaires des terrains sur lesquels ils travaillent, notamment pour l'élevage.

25%

Les terres de maraîchage et de productions fruitières sont parfois en location (location domaniale ou sur terre privée) : 25% des surfaces de production fruitière sont louées, tout comme 11% des surfaces de maraîchage.



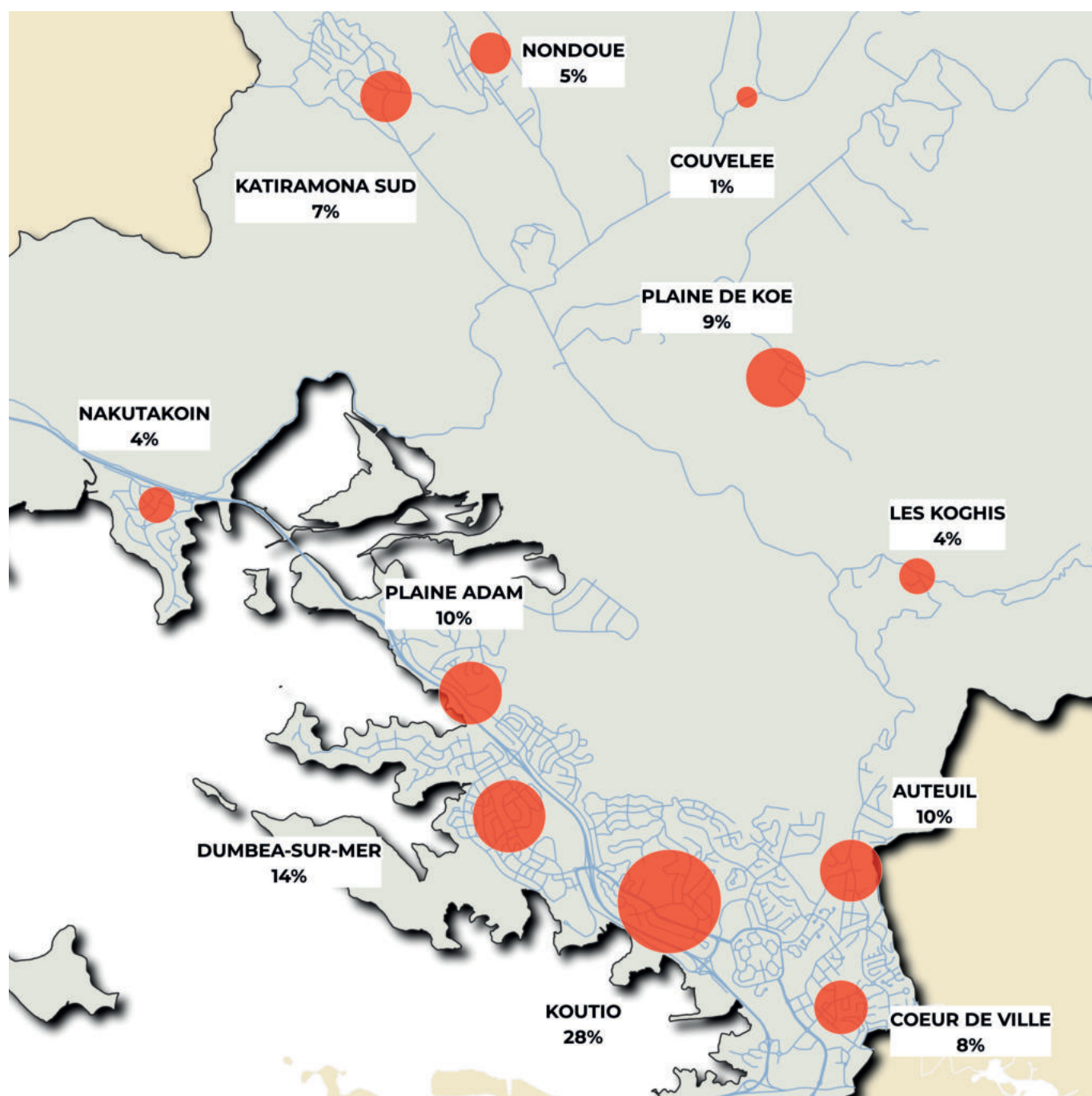
Surface exploitable des exploitations agricoles par type de production en ares (Source DDR 2016).

UN TISSU ARTISANAL EN DÉVELOPPEMENT

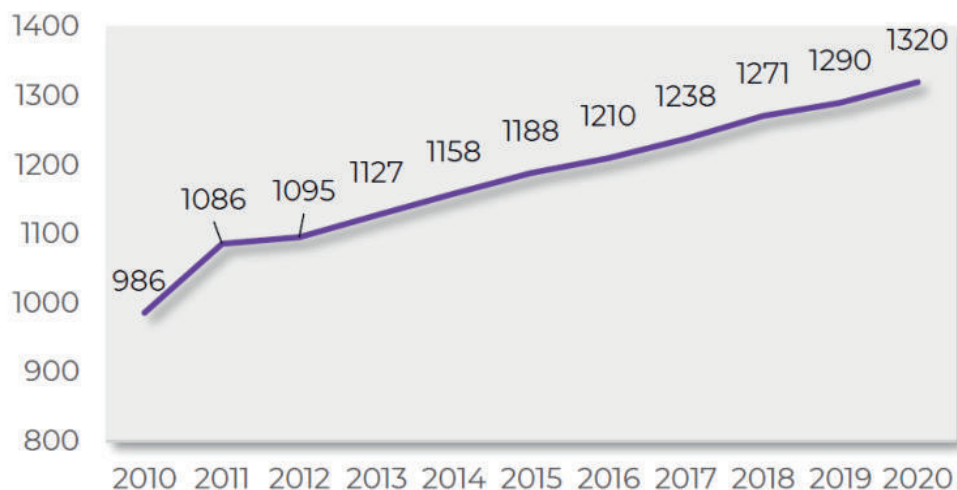
Le tissu artisanal se structure rapidement (+34% en 10 ans). L'accroissement rapide de la population et la réalisation de la ZAC Panda portent le développement de l'artisanat sur la commune. En comparaison aux autres communes de l'agglomération, le nombre d'artisans reste encore faible par rapport au nombre d'habitants.

Une entreprise artisanale exerce une activité de production, de transformation ou de prestations de services et emploie moins de 10 salariés au moment de sa création. L'offre artisanale et l'implantation des entreprises se sont structurées dans le cadre de l'aménagement de Zones d'Aménagement Concertée (ZAC), notamment celle de Panda.

On distingue 4 secteurs : le bâtiment, la production, les services et l'alimentation.



Répartition des établissements artisanaux par quartier (Source CMA au 31.12.2020)



Dumbéa est la commune avec la densité artisanale la plus faible de l'agglomération mais avec le plus fort taux de développement.

Évolution du nombre d'établissements sur 10 ans (source CMA, données arrêtées au 31.12.2020)

Les artisans de Dumbéa ...

Si le tissu artisanal a stagné en 10 ans sur l'ensemble du territoire (baisse de 1%) et sur la province Sud (+2% d'installation sur la période), **la commune de Dumbéa a connu une progression de 34% des établissements artisanaux**, plus forte variation au sein des communes du Grand Nouméa et compte désormais 1320 structures artisanales. Nouméa et le Mont-Dore ont respectivement perdu 7% et 3% de leurs effectifs artisanaux, tandis que la commune de Païta a connu une progression de 29%.

En moyenne, **près de 250 structures sont créées chaque année**, contre environ 220 radiations. Cet équilibre dénote d'un dynamisme soutenu de la commune, dynamisme maintenu malgré la conjoncture économique difficile des années 2019 et 2020. Enfin, ces créations accompagnent également l'augmentation de la population sur la commune (+32% d'habitants entre 2009 et 2019).

Cette forte croissance du secteur artisanal a augmenté la part des établissements parmi le secteur marchand (activités produisant des biens et services payants), qui est désormais de 38% sur la commune, contre 34% en province Sud (chiffre ISEE au 31.12.2018). Malgré cette présence, **la commune de Dumbéa présente la densité artisanale la plus faible du Grand Nouméa (seulement 368 établissements artisanaux contre plus de 400 pour les autres communes de l'agglomération).**

Au sein de la ZAC Panda, la CMA propose un parc d'ateliers artisanaux. Il comporte 19 locaux de 83 ou 120m², tous accompagnés d'aménagements mutualisés et d'un panel de services associés. Le taux de remplissage au 1er trimestre 2021 est de 84%.

... et leur secteur d'activité



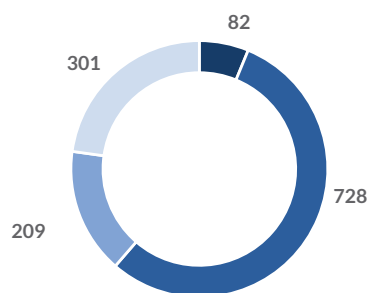
Le secteur du bâtiment représente 55% des artisans actifs à Dumbéa.

Cette proportion a baissé de 8 points depuis 2010 mais reste supérieure au taux observé en province Sud (49%). Cette évolution

s'explique par la montée en puissance des besoins en services de certains secteurs : Koutio et Médipôle principalement.

Au cours des 10 dernières années, le secteur du bâtiment a progressé, en effectif (passant de 626 à 728 structures) sur Dumbéa. Cette tendance est contraire à celle observée à l'échelle de la Nouvelle Calédonie et de la province Sud. On remarque une tendance à la baisse des créations d'entreprises depuis fin 2018 (essentiellement du à la fin d'une politique fiscale d'incitation). Concernant l'année 2020, la diminution est liée à la mise en place du contrôle de la qualification préalable à l'immatriculation d'entreprise en octobre et aux contextes économique, politique et sanitaire.

L'activité de rénovation a « explosé » en 10 ans. Elle regroupe 112 établissements en 2020 contre 40 en 2010 soit une multiplication par 3 de son effectif.



■ Alimentation ■ Bâtiment ■ Production ■ Services

Effectifs des établissements par secteur (Source CMA 2020)



Le secteur de l'alimentation s'est considérablement développé avec un gain de 33 établissements, soit une hausse de 67% en 10 ans. Cette hausse est principalement due à l'accroissement de l'activité de fabrication de plats préparés avec 18 établissements.

On notera que la densité reste inférieure à celle de la province Sud ainsi qu'à celles des 3 autres communes du Grand Nouméa. Il existe désormais 82 établissements dans ce secteur et la création de nouvelles entités ne faiblit pas depuis 2018 (près de 20 nouvelles structures par an).

Cette croissance s'explique également par le besoin des nouveaux quartiers de bénéficier de la présence d'activités de proximité telles que les boulangeries, les boucheries... La croissance démographique et la création de nouvelles zones d'habitats impliquent l'apparition de cette typologie d'artisans afin de fixer les populations et d'améliorer le cadre de vie. Ces activités sont nécessaires pour créer une identité propre à chaque quartier et à la commune. Elles jouent également un rôle important dans l'économie globale du territoire.



Le secteur de la production s'est développé de manière quasi continue entre 2010 et 2020 pour atteindre 209 établissements en 2020, soit une hausse de 66%. Il s'agit de la plus forte augmentation dans le Grand Nouméa :

Païta 32%, Mont-Dore 2% et Nouméa -5%.

Malgré cette évolution, la densité artisanale est encore faible sur la commune (58 contre 82 pour la province Sud). La maintenance industrielle, la tuyauterie, la chaudronnerie, et la soudure qui sont des activités de soutien aux entreprises de l'industrie, se sont accrues sur Dumbéa avec 104 d'établissements.

Le secteur d'activité des services ne fait pas exception.

Nb d'étab.	2010	2020	Variation 2010/2020	Densité artisanale
Dumbéa	126	209	+66%	58
Province Sud	1 494	1 673	+12%	82
NC	1 695	1 885	+11%	69

Tableau de l'artisanat de production (Source CMA)



Comme les 3 autres secteurs d'activités, il est en hausse de 63% entre 2010 et 2020. 116 nouvelles structures artisanales de service se sont implantées dans la commune en 10 ans.

Tout comme pour le secteur alimentaire, les activités dites de «proximité» et liées à la personne se sont fortement renforcées. Ainsi, Les activités de soins (coiffure et esthétique) ont « bondi » avec une hausse de 135% du nombre d'établissements. Les services de transports (taxi, ambulance, autres services de transport) ont également grimpé avec 20 établissements supplémentaires en 10 ans.

Enfin, si le taux de croissance des activités de proximité entre 2010 et 2020 (+67%) est plus élevé que le taux de croissance de la population entre 2009 et 2019 (+32%), la densité artisanale de ce secteur reste plus faible que celle observée à l'échelle de la province Sud.



Crédit photo : CMA

SYNTHÈSE

ÉCONOMIE

+34%

Le tissu artisanal de la commune se renforce (+34% en 10 ans), boosté notamment par le développement de la ZAC Panda. On dénombre en 2021, plus de 1300 structures artisanales. Ce chiffre reste faible en comparaison des autres communes de l'agglomération qui ont une densité artisanale plus élevée.

+10%

Entre 2017 et 2020, le nombre de structures inscrites au Ridet domiciliées à Dumbéa a augmenté de 10%. Le secteur de la construction reste le 1er secteur d'activité de la commune.

+2000

En 2019, près de 15.500 des dumbéens sont des actifs avec emploi, soit environ 2.000 actifs de plus qu'en 2014.



Projet de cinéma (Source : SECAL)



Une part importante des dumbéens, environ 60%, ne travaillent pas sur la commune, ce qui engendre de nombreux déplacements pendulaires sur les réseaux routiers.



Le secteur agricole, activité historique, est toujours présent sur la commune, notamment par l'intermédiaire des grandes exploitations d'élevages.



Entre 2014 et 2019, la part des diplômés habitant Dumbéa a augmenté de 4%. Le nombre de détenteurs d'un diplôme du 2ème et 3ème cycle a plus que doublé en 5 ans.



Le centre économique de l'agglomération du Grand Nouméa a poursuivi son déplacement vers le sud de Dumbéa.

Au cours de ces 10 dernières années, la Ville de Dumbéa a créé ou renforcé quatre zones économiques intercommunales :

- » ***Le secteur autour du centre commercial de Dumbéa Centre***
- » ***La zone d'activité industrielle et artisanale de Panda***
- » ***La concentration économique autour de la centralité Apogoti***
- » ***Le secteur autour du Médipôle et de Dumbéa Mall***

Les pôles économiques, majeurs et secondaires, sont localisés, pour la quasi totalité d'entre eux, le long de la voie express.

La partie Nord de la commune est ainsi dépourvue d'une centralité économique. Les secteurs habités du Nord de la commune sont ainsi contraints à parcourir des distances plus importantes pour participer à la vie économique dumbéenne.

Le secteur agricole reste concentré de part et d'autres du lit de la Dumbéa, notamment dans la plaine de Koé, la plaine de la Couvelée et autour du Pic Jacob.

ÉQUIPEMENTS

Afin d'appréhender le territoire et l'ensemble de ces composantes, il est nécessaire d'analyser le nombre et la localisation des différents équipements. Les réseaux lourds (électricité, eau, assainissement) permettent également d'affiner l'analyse des secteurs urbains et ceux en devenir. Ils sont étudiés dans la partie diagnostic environnemental de la commune.

Six grandes catégories d'équipements sont étudiées ci-après :

- » Administrations et les services, : services municipaux, autres administrations et services annexes (OPT, retraits bancaires, etc.)
- » Médico-social : les équipements médicaux, maisons de quartier, structure d'accueil des personnes âgées, etc.
- » Loisirs et sports : espaces verts et complexes sportifs
- » Enseignement : de la maternelle au lycée
- » Culture : salle polyvalente, cinéma et Maison inscrite au titre des monuments historiques
- » Culte : églises et chapelle de toute confession



Lycée Dick Ukeiwé (Source : LNC)



CARD



Chapelle de Dumbéa-sur-Mer



Hôtel de Ville



Médipôle, Hall d'accueil



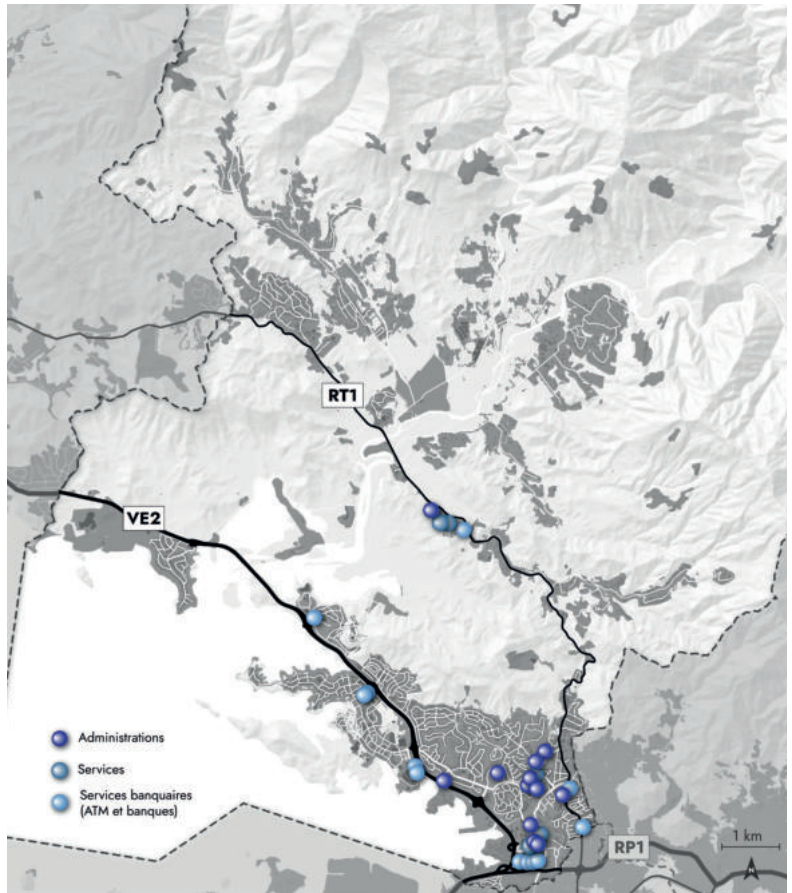
Médiathèque municipale

1 - Administrations et services

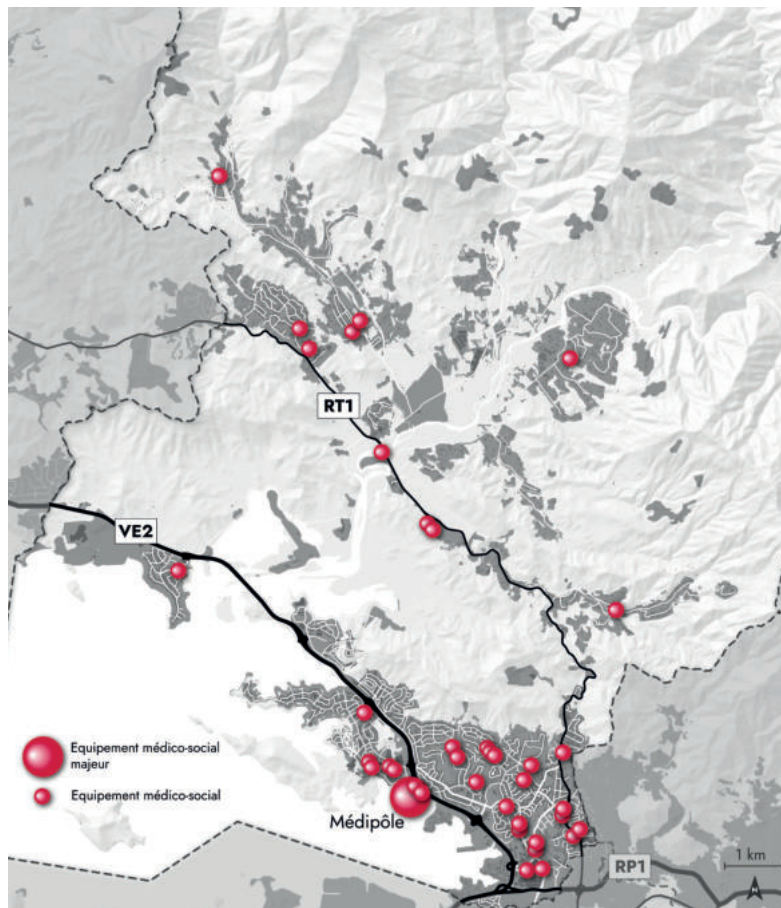
Les équipements administratifs sont concentrés au sein des quartiers de Koutio, Auteuil et de la ZAC de Dumbéa Centre, cela entraîne certains comportements :

- » Le manque d'équipements de ce type dans la partie Nord de la commune induit des déplacements plus nombreux pour les habitants de ces quartiers (Katiramona, Nakutakoin, Nondoué, etc.)
- » Le pôle de la Mairie du Nord permet un relais de certaines administrations et services à moins de 7 kilomètres des habitants les plus éloignés de Dumbéa Centre.
- » Peu de services administratifs ont été implantés dans le périmètre des ZAC Panda et Dumbéa sur mer, malgré un nombre d'habitants important.
- » Les quartiers au Nord du Parc Fayard et de la ZAC Panda sont dépourvus d'équipements administratifs et de services.

La carte ci-contre représente les administrations et services publics ainsi que les services privés bancaires.



Localisation des équipements d'administration et de services (Données SIGN 2020).



Localisation des équipements médico-sociaux (Données SIGN 2020).

2 - Médico-Social

Le Médipôle est l'équipement médical de premier ordre à Dumbéa et sa localisation permet un accès relativement rapide pour la majorité des habitants de Dumbéa et de l'agglomération :

- » Les quartiers connectés directement à la voie express bénéficient de la présence du Médipôle indépendamment de la distance physique.
- » Un centre médical se situe à Katiramona. Les autres équipements de la partie Nord de la commune sont essentiellement des maisons de retraite (six sur treize équipements)
- » Il n'existe aucun équipement médico-social de proximité au Nord du lotissement Apogoti le long de la voie express hors maison de retraite.

La population étant vieillissante, la couverture du territoire des équipements médico-sociaux (centres de soins, maison de retraite, etc) est une nécessité pour accompagner cette évolution démographique.

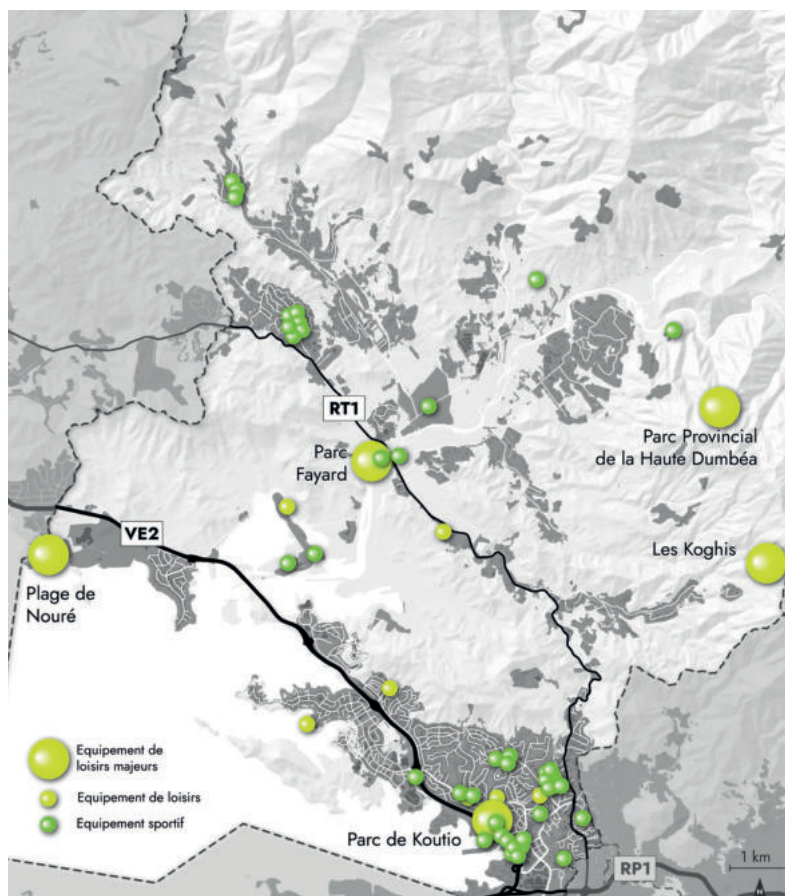
3 - Loisirs et sports

On dénombre 41 équipements sportifs et 17 équipements de loisirs, dont certains ont des aires d'influence dépassant la commune :

- » Le Parc provincial de la Dumbéa, Le Parc des Koghis, la rivière Dumbéa et le Parc Fayard attirent des usagers de l'ensemble de l'agglomération.
- » Il n'existe qu'un seul accès à une plage à Dumbéa, situé au Nord du lotissement de Pointe à la Luzerne dans le quartier de Nakutakoin : la plage de Nouré.

Les équipements loisirs et sportifs sont souvent concentrés pour diversifier l'offre au sein d'un même site :

- » Parc de Koutio, Centre Aquatique Régional de Dumbéa, Skate Park, etc.
- » Complexes sportifs de Koutio, de Kati-ramona, d'Auteuil, des Erudits
- » Aéroclub et Karting de Nakutakoin

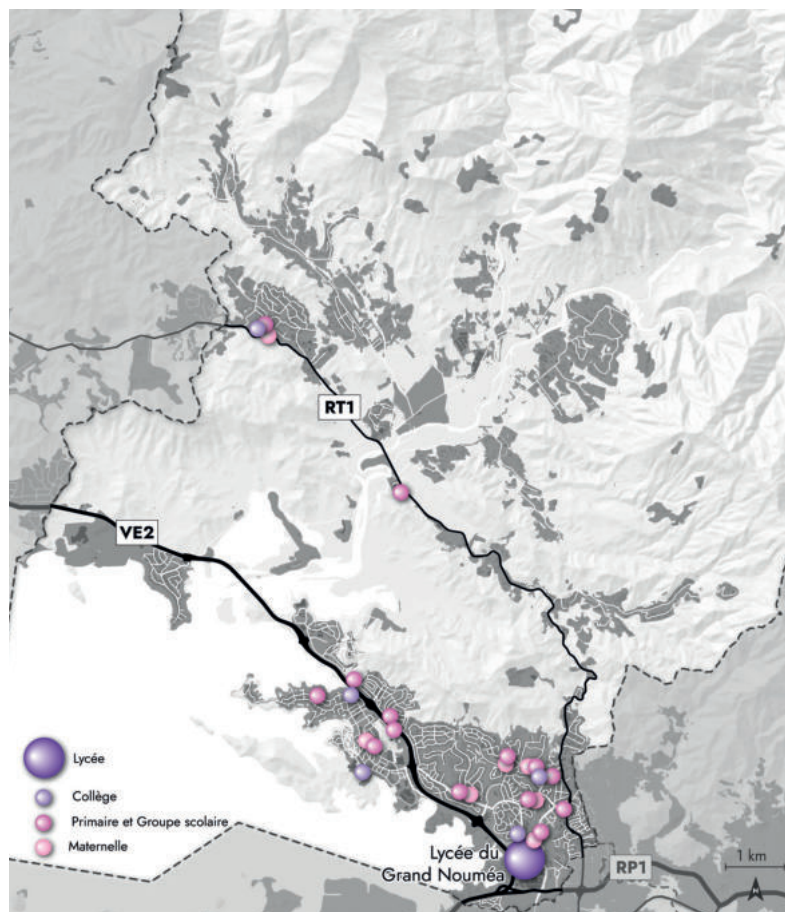


Localisation des équipements sportifs et de loisirs (Données SIGN 2020).

4 - Enseignement

Le Lycée Dick Ukeiwè aussi appelé Lycée du Grand Nouméa, attire des élèves de l'ensemble de l'agglomération et plus largement du territoire et structure le paysage scolaire de la commune. Il n'existe aucun lycée technique ou collège confessionnel sur la commune.

- » Le pôle d'équipement du quartier de Kati-ramona concentre les établissements scolaires pour la partie Nord de la commune.
- » Il n'existe aucun établissement scolaire au sein de la ZAC Panda et du quartier de Nakutakoin (Pointe à la Luzerne).
- » A la rentrée 2020 :
 - 4517 élèves du premier degré étaient scolarisés dans les 205 classes des 20 écoles de Dumbéa.
 - 2541 élèves fréquentaient les 109 classes des cinq collèges de Dumbéa.
 - Le Lycée du Grand Nouméa accueillait 1803 élèves au sein de 63 classes.

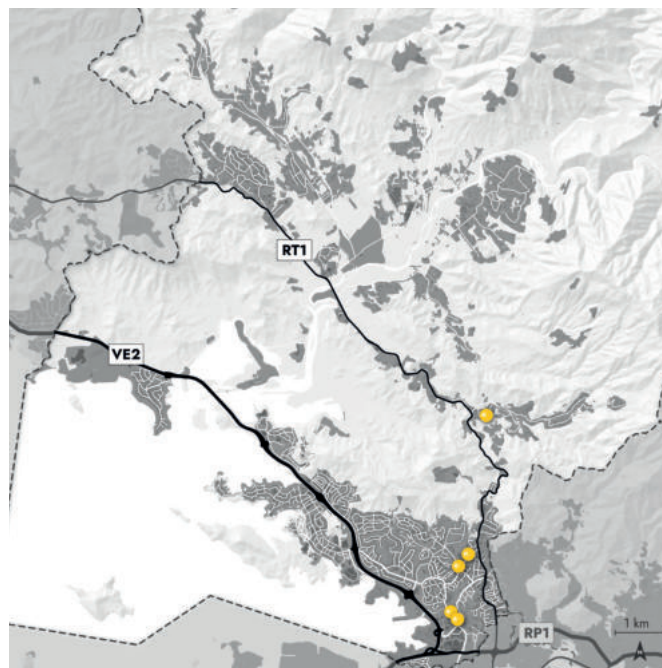


Localisation des équipements d'enseignements (Données SIGN 2020).

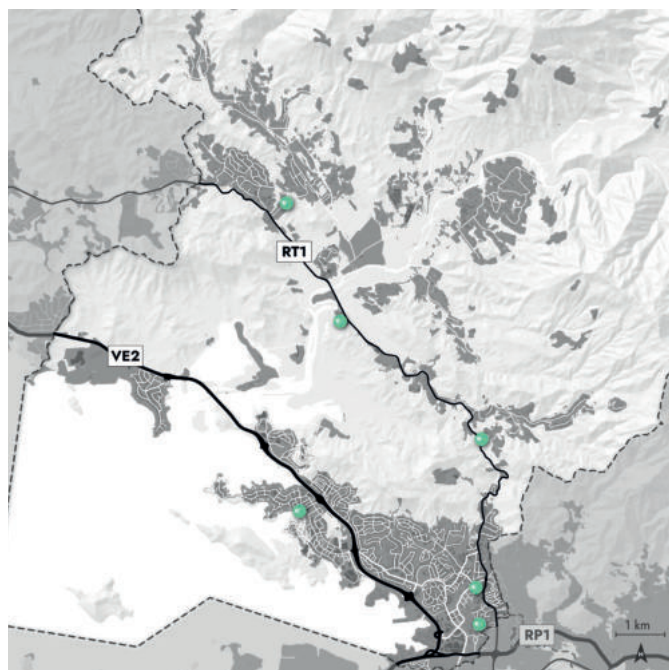
5 - Culturel

La commune de Dumbéa dispose de cinq équipements culturels. Deux pôles culturels se distinguent :

- » Un site culturel autour du Studio 56 avec notamment une salle de spectacle de 220 places assises, une salle d'exposition, deux salles d'ateliers, une salle de musique accueillant une antenne du Conservatoire de musique et de danse de Nouvelle-Calédonie
- » Un site mêlant loisir et culture à Dumbéa Centre avec la Médiathèque et le cinéma multiplexe.
- » La maison Lacroix, inscrite à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la province Sud, est également listée comme lieu culturel et représentée dans le quartier des Koghis sur la carte ci-contre.



Localisation des équipements culturels (Données SIGN 2020).



Localisation des équipements culturels (Données SIGN 2020).

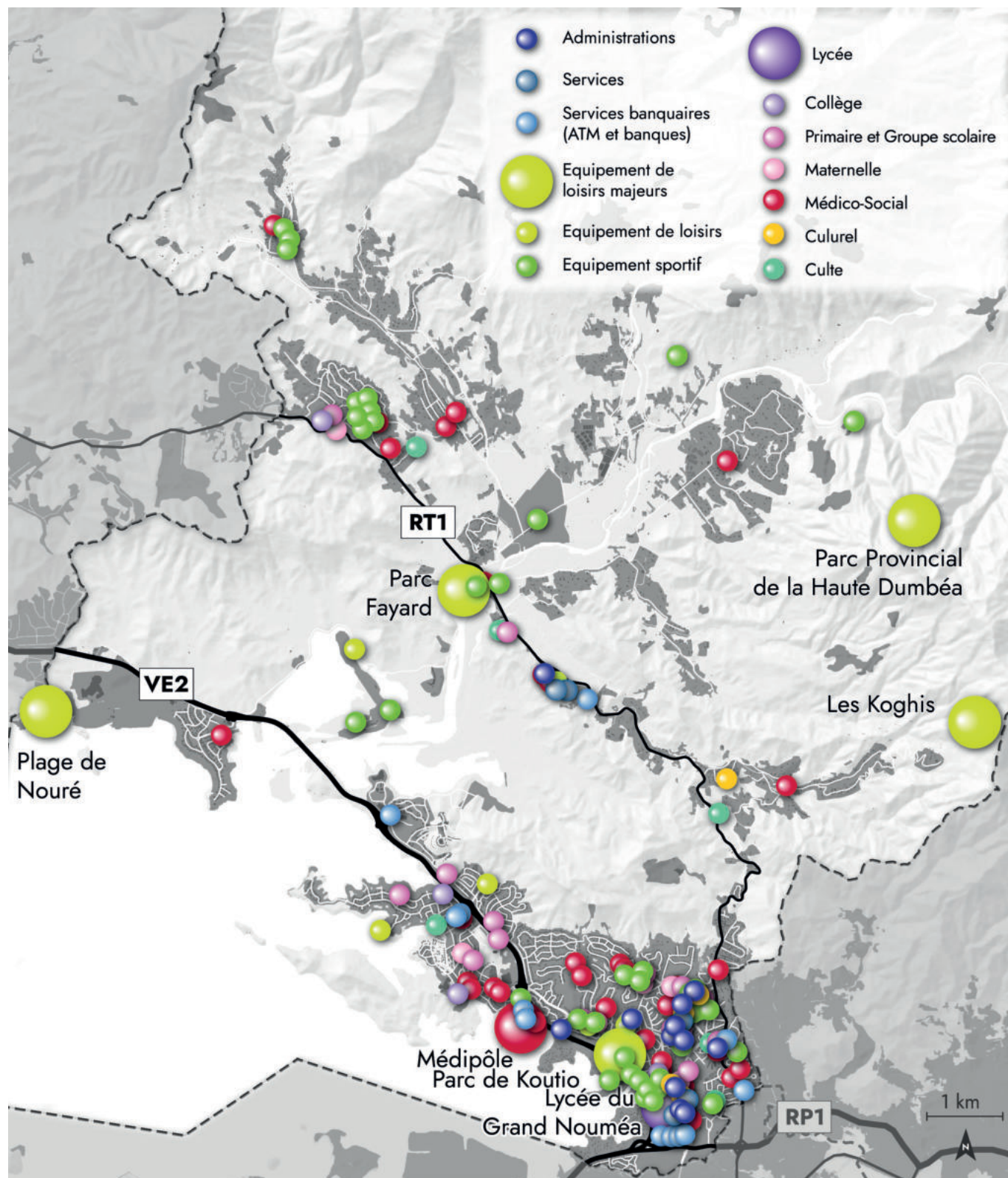
6 - Culte

Il existe 6 équipements liés à un culte sur la commune de Dumbéa :

- » L'Église Évangélique d'Antioche dans le quartier des Koghis.
- » La Chapelle de Dumbéa Rivière dans le quartier de la Plaine de Koé.
- » La Chapelle de Dumbéa sur mer dans le quartier du même nom
- » L'Église d'Auteuil
- » L'Église Évangélique de Pentecôte au sein de la ZAC de Dumbéa Centre
- » L'église de Katiramona



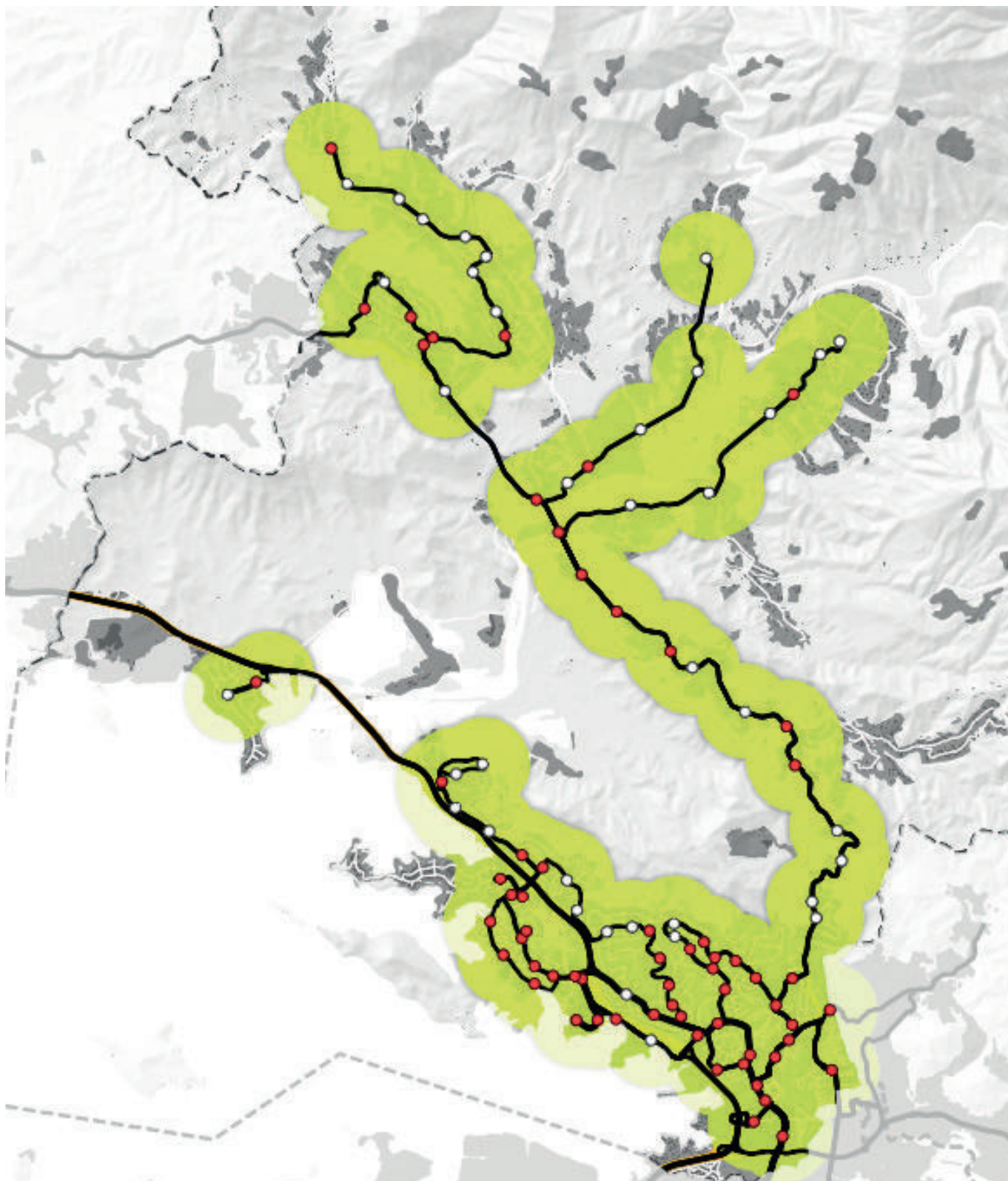
Groupe scolaire Delacharlerie-Rolly, à Dumbéa-sur-Mer (Photo : LNC)



Localisation de l'ensemble de tous les équipements, toutes typologies confondues (Données SIGN 2020).

Les secteurs les plus peuplés de la commune sont ceux disposant des équipements les plus nombreux, les plus grands et les plus variés. Dumbéa est fortement dotée en équipements considérant le nombre d'habitants.

Cependant, les équipements de la partie Nord de la commune sont peu diversifiés et se concentrent à Kaitiramona. Le quartier de Dumbéa sur mer, dont l'aménagement a été rapide nécessite aussi d'être complété par un nombre suffisant d'équipements.



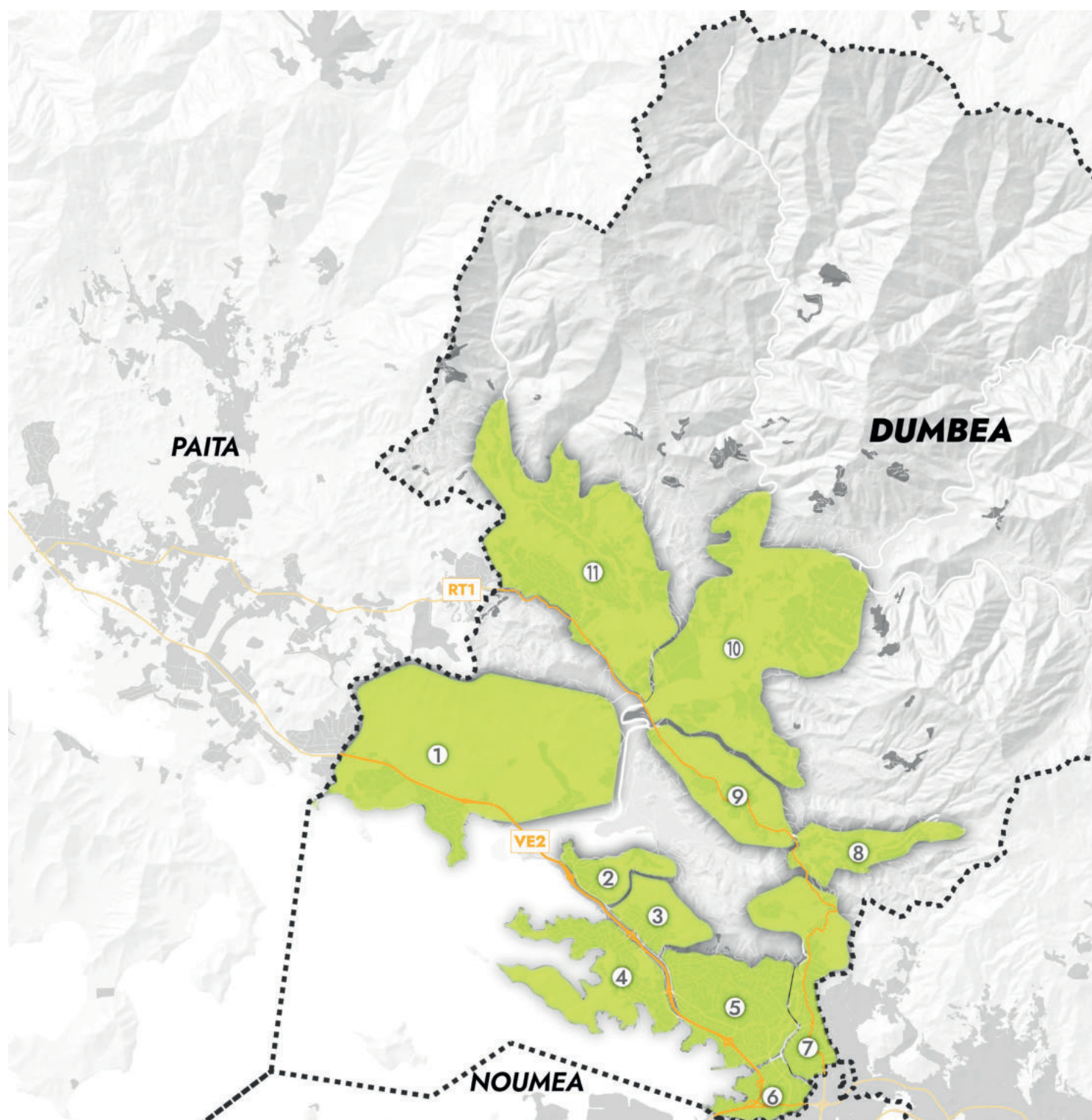
Arrêts Tanéo desservant des équipements
(Données SIGN et SMTU 2020).

La majorité des équipements de la commune sont accessibles en transport en commun. Dans la partie Sud de la commune, la fréquence des bus permet une desserte rapide des équipements majeurs (mairie, Médipôle, Lycée, centres commerciaux), tandis que dans la partie Nord de la commune, les équipements sont également accessibles malgré une fréquence des bus du réseau Tanéo plus restreinte.

Certains grands équipements de loisirs ne sont pas accessibles en transport en commun (Nouré, Koghis, etc.).

SECTEURS

Dumbéa est une ville vaste où les quartiers sont nombreux, variés et réalisés à des périodes différentes. Une délimitation plus précise en secteurs ciblés permet d'appréhender la ville et ses enjeux.

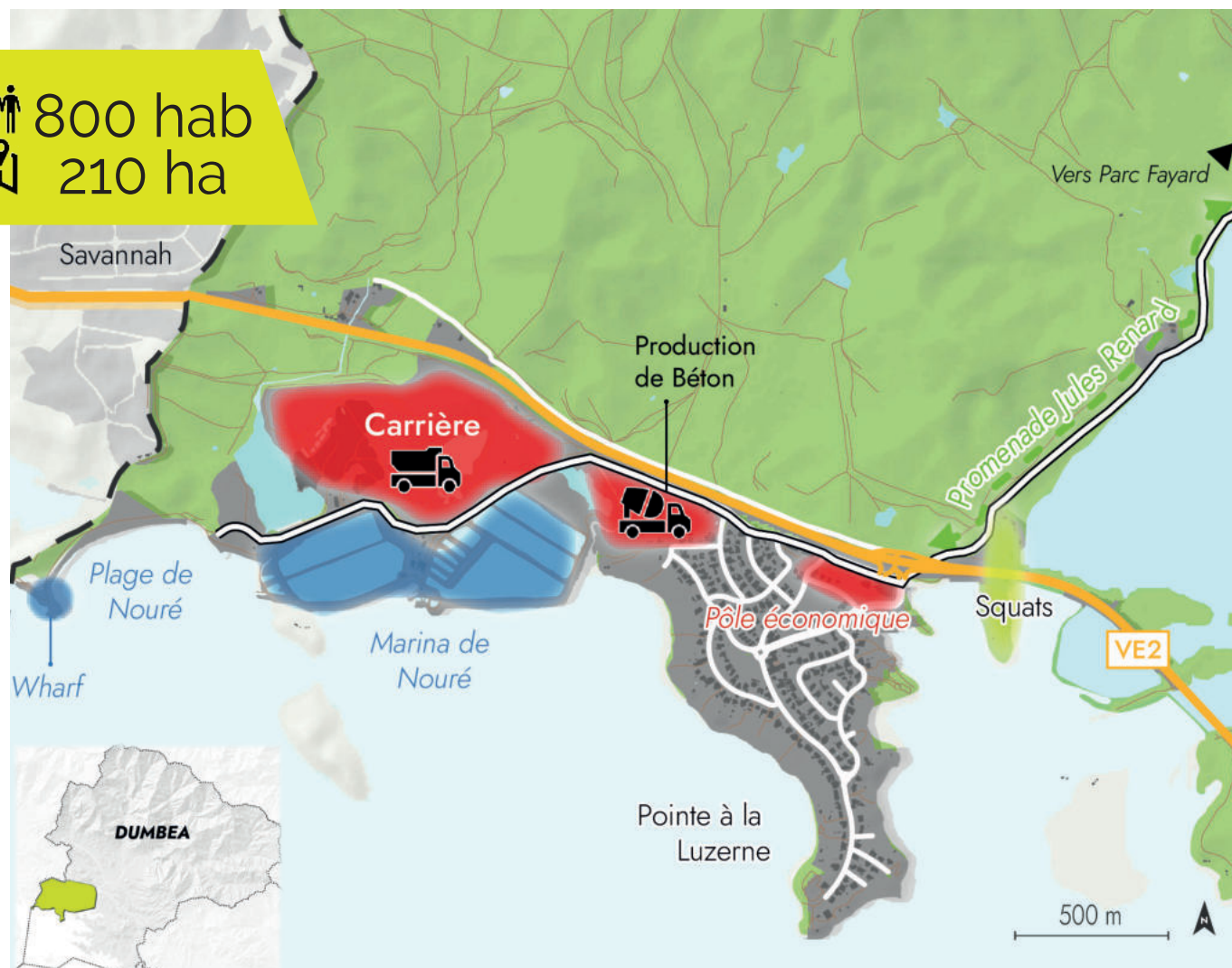


Localisation des secteurs de Dumbéa



SECTEUR 1 - POINTE À LA LUZERNE /NOURÉ

800 hab
210 ha



Le lotissement de la Pointe à la Luzerne est implanté au nord de l'estuaire de la Dumbéa le long de la frange côtière au sud de la voie express. Ce secteur est le plus proche de la ville de Païta et notamment du quartier Savannah/Nouré. Les liaisons avec le Sud de la commune se font uniquement par la voie express (pas de modes doux).

Plusieurs éléments structurants de ce secteur de Dumbéa symbolisent cet espace :

- » Un pôle économique de proximité à l'entrée du secteur. Cette zone d'activité est en expansion le long de la route des bassins, avec diverses activités projetées.
- » La société de production d'éléments en béton, activité incompatible avec une zone résidentielle et qui ne permet pas un développement de l'habitat à proximité.
- » La carrière de Dumbéa, également sur la route des bassins, entre la plage de Nouré et l'entreprise de béton. Celle-ci rend difficile l'accès à la plage par une voie unique partagée (véhicule

personnel, matériel roulant lourd).

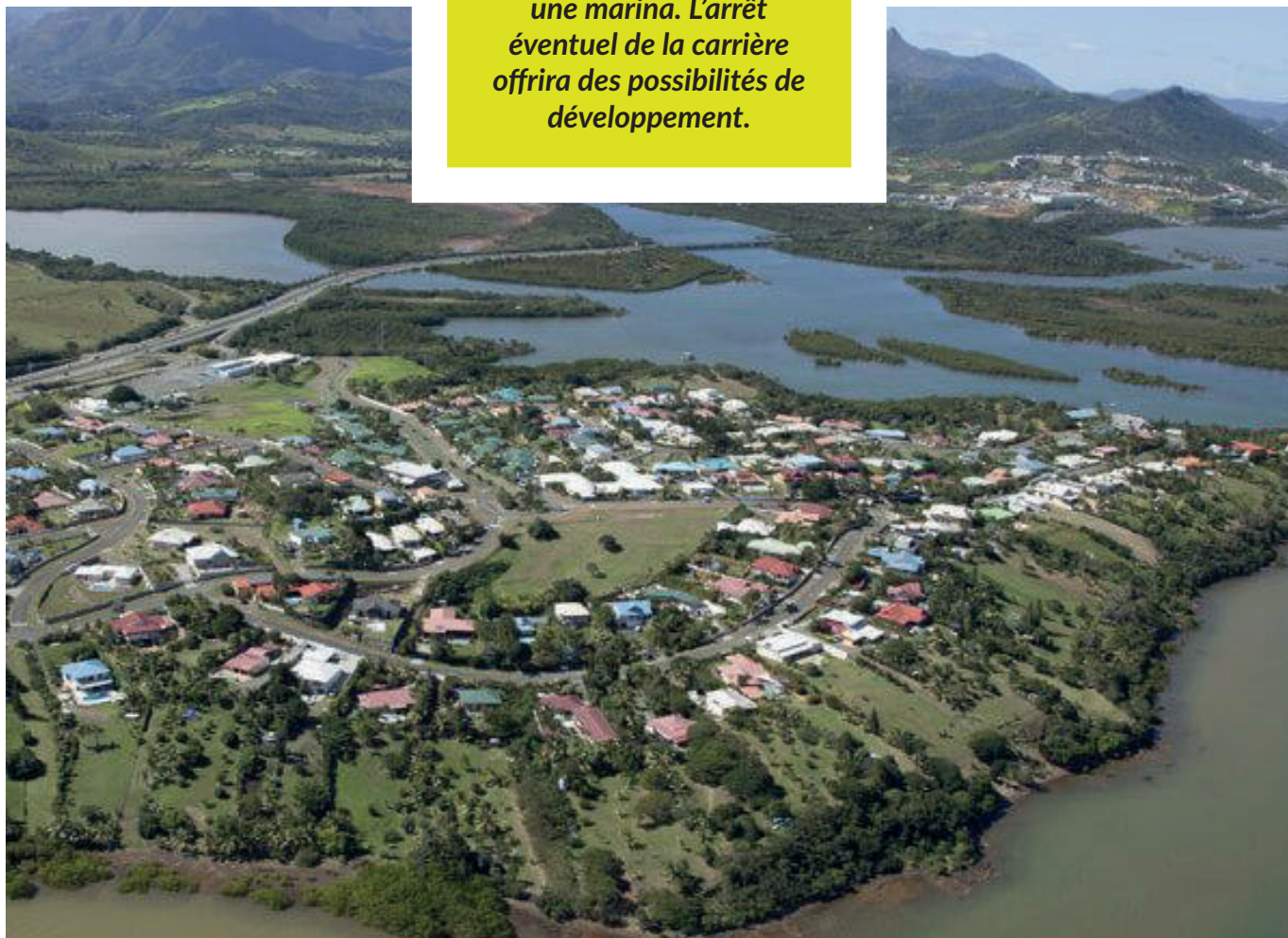
- » La liaison douce avec le Parc Fayard par l'intermédiaire de la Promenade Jules Renard, itinéraire requalifié, se termine au niveau de la voie express (VE2). Des projets existent pour la relier à la plage de Nouré.
- » Le développement programmé de la marina de Nouré, en cours de redéfinition, prévoit un minimum de 480 anneaux associés aux bâtiments d'exploitation. Un programme de logements sur site est à l'étude.

Ce secteur autonome et spécifique au niveau de la typologie de logements (pavillons) va se développer au Nord de la société de béton lorsque l'arrêt de la carrière sera effectif et grâce au développement de la marina qui proposera un nouvel accès au littoral.



Le potentiel du secteur est important considérant la destination attractive de la Plage de Nouré et les éventuels arrêts des activités à fortes nuisances.

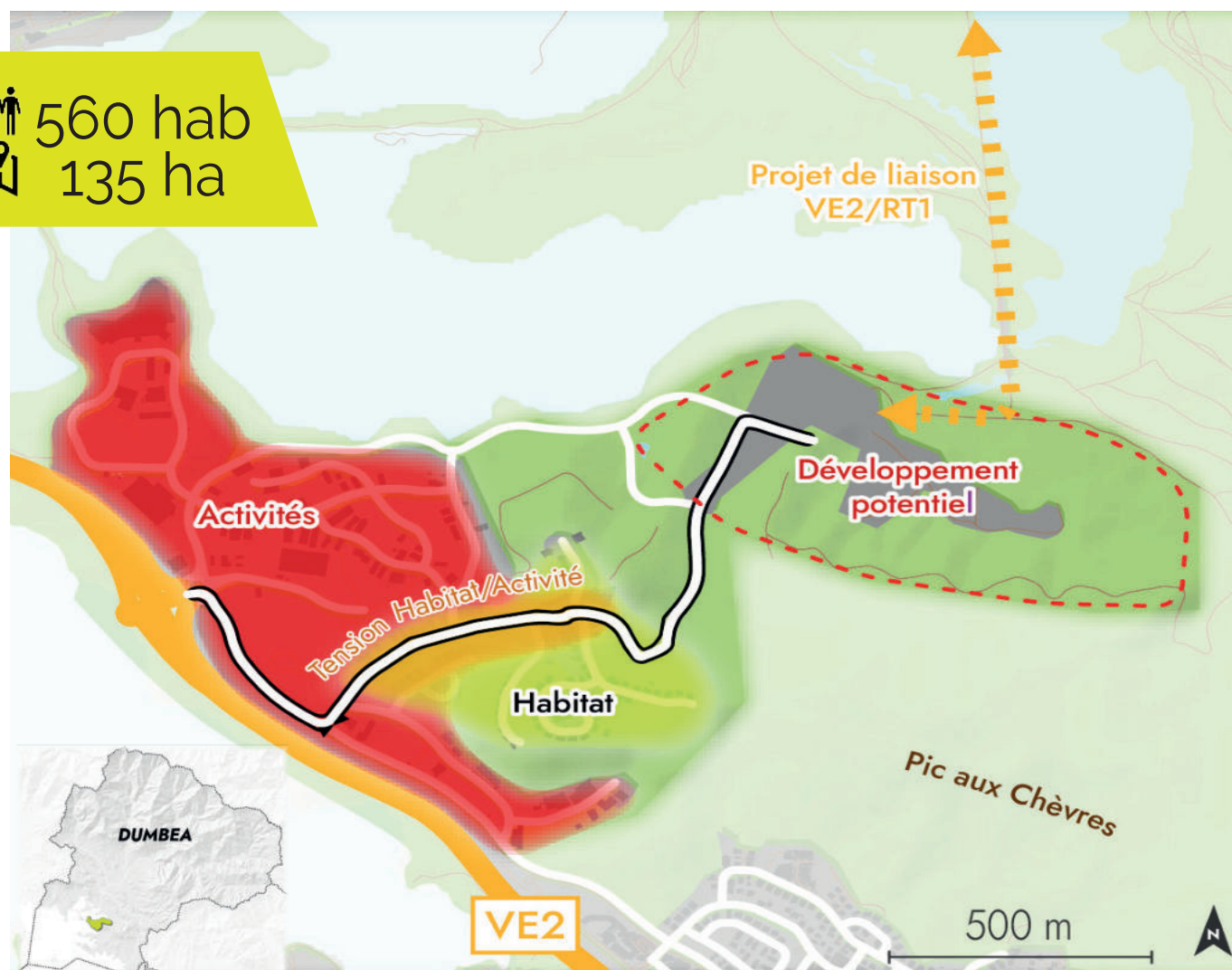


Un secteur pavillonnaire accueillant l'unique plage accessible de Dumbéa, bientôt développé par une marina. L'arrêt éventuel de la carrière offrira des possibilités de développement.



SECTEUR 2 - PANDA

 560 hab
 135 ha



La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Panda, située au Sud du pont de la Dumbéa, entre les quartiers de Pointe à la Luzerne et du Pic aux Chèvres, est un espace mixte, mêlant activités commerciales, artisanales et industrielles à des zones résidentielles.

Cette ZAC a pour objectif d'offrir des espaces d'implantations aux entreprises artisanales, que ce soit pour un doublement d'activité ou pour une création.

- » La surface totale pouvant accueillir les activités économiques est supérieure à 1km².
- » La chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) a implanté une pépinière d'entreprises sur le site pour accompagner ses adhérents.
- » Les activités commerciales et industrielles se sont également implantées sur la zone.
- » Le développement de la ZAC s'est faite par opportunité, des surfaces libres étant encore disponibles à divers endroits du site.

Des logements ont été construits notamment sur les contreforts des collines, mêlant pavillons et immeubles de plusieurs étages. Certains espaces dédiés aux logements sont encore constructibles, notamment au Sud de la ZAC Panda.

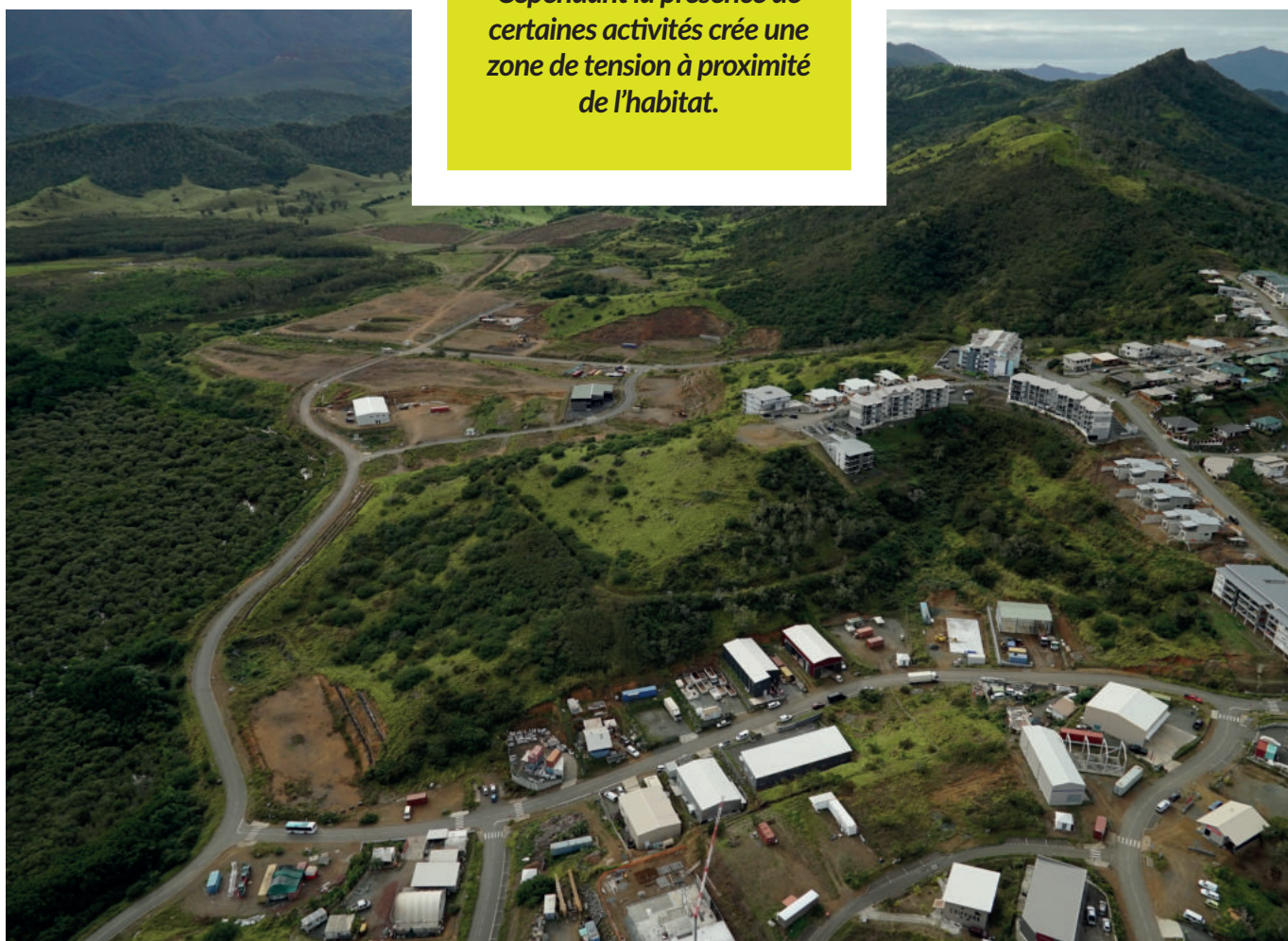
Ce secteur est accessible *via* la Voie Express 2 au Nord (échangeur de Panda) ou par le quartier du Pic aux Chèvres au Sud.

La ZAC Panda est le pivot du projet de liaison viaire de la RT1 avec la Voie Express, dont le tracé pourrait suivre le réseau électrique hors sol, et se raccorder au sud du Parc Fayard en traversant la Plaine Adam.

Ce secteur reste en cours de développement. L'implantation de nouvelles activités potentiellement incompatibles (bruits, pollutions, etc) avec de l'habitat risque d'impacter la bonne tenue de la mixité du secteur.



Un secteur mêlant activités et habitat aux perspectives de développement importantes. Cependant la présence de certaines activités crée une zone de tension à proximité de l'habitat.



SECTEUR 3 - PIC AUX CHÈVRES

 3940 hab
 80 ha



Ce secteur est défini par un relief emblématique et le grand paysage du Pic aux Chèvres a été préservé des urbanisations successives de la ZAC Dumbéa Sur Mer, dont il fait partie. Avec la présence de forêt sèche, il abrite également des espèces endémiques.

Cette zone résidentielle, au Nord de la voie express est, pour le moment, déconnectée des développements projetés. En effet, ce secteur se caractérise par :

- » Un pôle économique en souffrance, concentré autour de l'avenue des Départs. Les locaux vacants sont nombreux et l'implantation de nouvelles activités est rendue difficile par la vétusté ressentie des immeubles présents.
- » L'accessibilité au secteur se réalise par l'avenue Antoine Becquerel du Nord au Sud et par l'avenue des Départs d'Est en Ouest.

Cependant, la vétusté des aménagements urbains au nord de la voie express crée une déconnexion avec la nouvelle centralité Apogoti (de l'autre côté de la voie express).

- » L'ensemble des espaces constructibles du secteur est occupé du fait des contraintes topographiques.



La vétusté des aménagements, le manque de commerces et les problématiques de liaisons inter-quartiers ont créé au cours des années une problématique de salubrité et de non entretien des logements au sein de certains bâtiments de ce secteur. L'avenue des Départs joue un rôle majeur dans la structuration du secteur et une rénovation est en projet.



Un pôle économique vieillissant déconnecté du nouveau centre Apogoti à l'ouest de la VE2. La rénovation d'une partie du quartier est en projet.



SECTEUR 4 - DUMBÉA SUR MER

 6080 hab
 440 ha



Le secteur appelé Dumbéa-sur-Mer correspond à la partie de la ZAC du même nom, située au Sud de la VE2. La ZAC de Dumbéa sur Mer est un morceau de ville à part entière. Les formes urbaines sont ainsi multiples :

- » le lotissement pavillonnaire de Pointe à la Dorade au Nord du secteur.
- » les logements en bande de l'avenue des Voyages.
- » Les immeubles du Boulevard du Rail Calédonien.
- » La zone économique entre le Médipôle et le Centre Commercial au niveau de l'échangeur des Érudits.
- » Le pôle économique secondaire d'Apogoti.

La livraison des derniers pans de la ZAC doit encore être réalisée, mais la structure est déjà présente : les équipements scolaires, les commerces de proximité, les pôles économiques et les différents lieux de vie.

Les espaces verts et les espaces de loisirs sont peu nombreux sur la zone, si l'on excepte la réserve de la

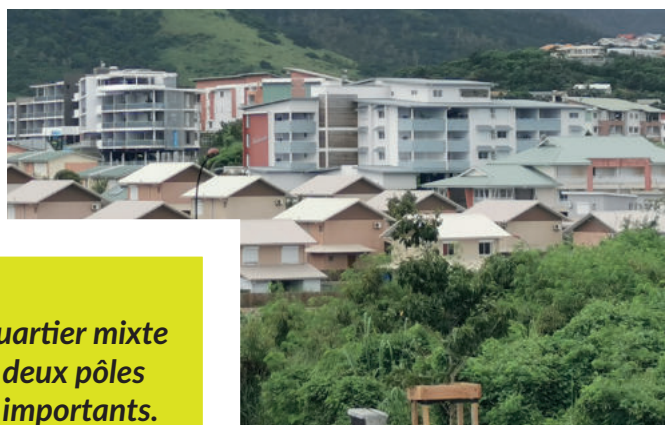
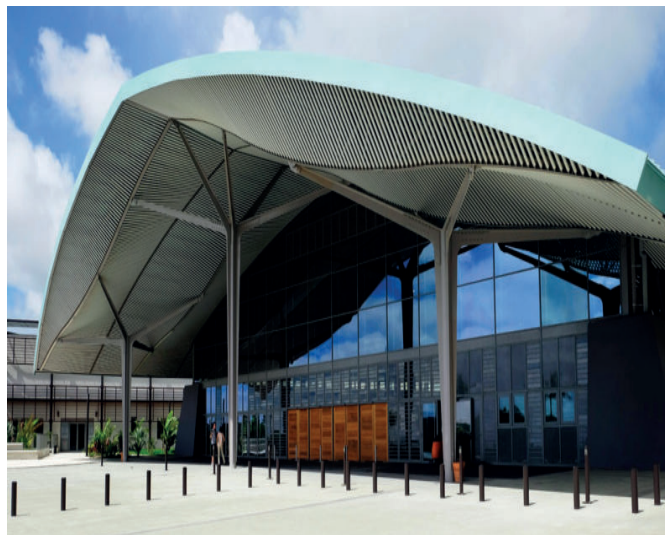
Pointe Apogoti, qui pourrait faire l'objet d'un aménagement léger:

De larges étendues de mangrove entourent certaines presqu'îles de ce secteur. Deux squats (Pointe Nord du Médipôle et Péage), entourés de mangrove, sont situés le long de la route du Médipôle.

Malgré l'autonomie de ce secteur, et la présence du Médipôle, le centre économique de la Ville de Dumbéa est toujours au centre Urbain de Koutio. Un lieu de logements liés au centre hospitalier est également en projet au sud du Médipôle.

La ZAC se développe encore, notamment avec la future construction de la tranche n°4 qui prévoit près de 3.500m² d'activités. Cependant, ce secteur est encore faiblement équipé en équipements de loisirs, en espaces verts et en voiries de mobilités actives.

La concession de la ZAC dure désormais jusqu'en 2038, mais des revendications foncières entraînent le blocage de la réalisation des dernières tranches.



*Un nouveau quartier mixte
comprenant deux pôles
économiques importants.
Certains équipements
(loisirs, sports, espaces
verts) pourraient compléter
ce secteur.*



SECTEUR 5 - KOUTIO HISTORIQUE

11980 hab
425 ha



Situé au barycentre géographique de l'agglomération nouméenne entre la voie express et la RT1, ce secteur regroupe les quartiers de Koutio et du FSH notamment.

Le développement de ce secteur a historiquement été conduit, depuis les années 1970, par la création de lotissements d'habitation divers, principalement à caractère pavillonnaire, opérée sous l'égide d'opérateurs sociaux tels que la SECAL, le FSH ou la SIC NC, afin de répondre au besoin sans cesse grandissant de logements.

Le développement de ce secteur a bénéficié de l'implantation à proximité du premier centre commercial calédonien (Kenu In, années 80) puis dans un deuxième temps, par l'installation du lycée Dick Ukeiwé (début 2000), ce qui a maintenu une forte attractivité du secteur.

Amoncellement historique de lotissements, les aménagements et les nouveaux équipements des dernières années ont apporté une nouvelle qualité de vie :

- » Le TCSP articule les déplacements et offre une réelle alternative pour les déplacements vers Nouméa, et peut servir de support au renouvellement urbain le long du tracé.
- » Le Centre Aquatique Régional de Dumbéa, le skate

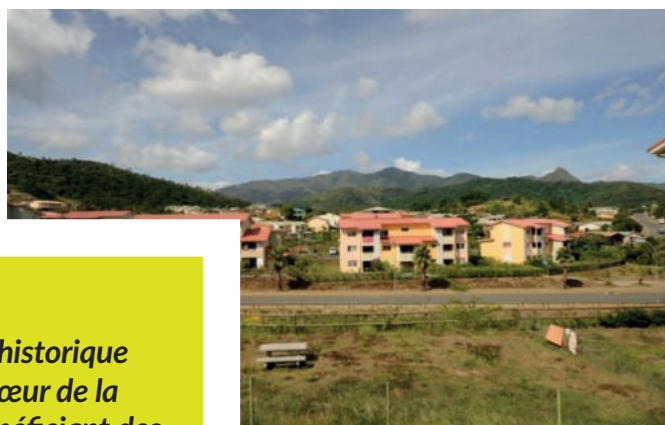
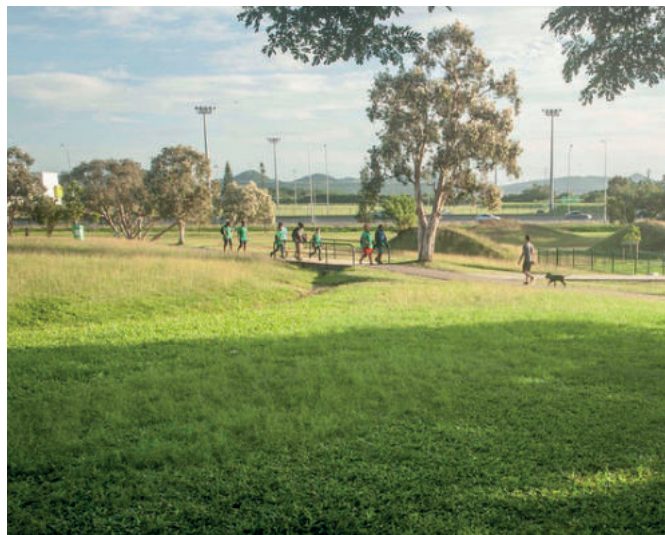
park et l'ensemble du parc urbain proposent une véritable offre de loisirs aux dumbéens. Les équipements de loisirs sont ainsi nombreux et variés, et attirent des populations de l'ensemble de la commune.

- » Le développement, dans les quartiers attenants, de polarités économiques de premier ordre structure l'offre commerciale sans avoir supprimé l'offre de proximité dans ce secteur.

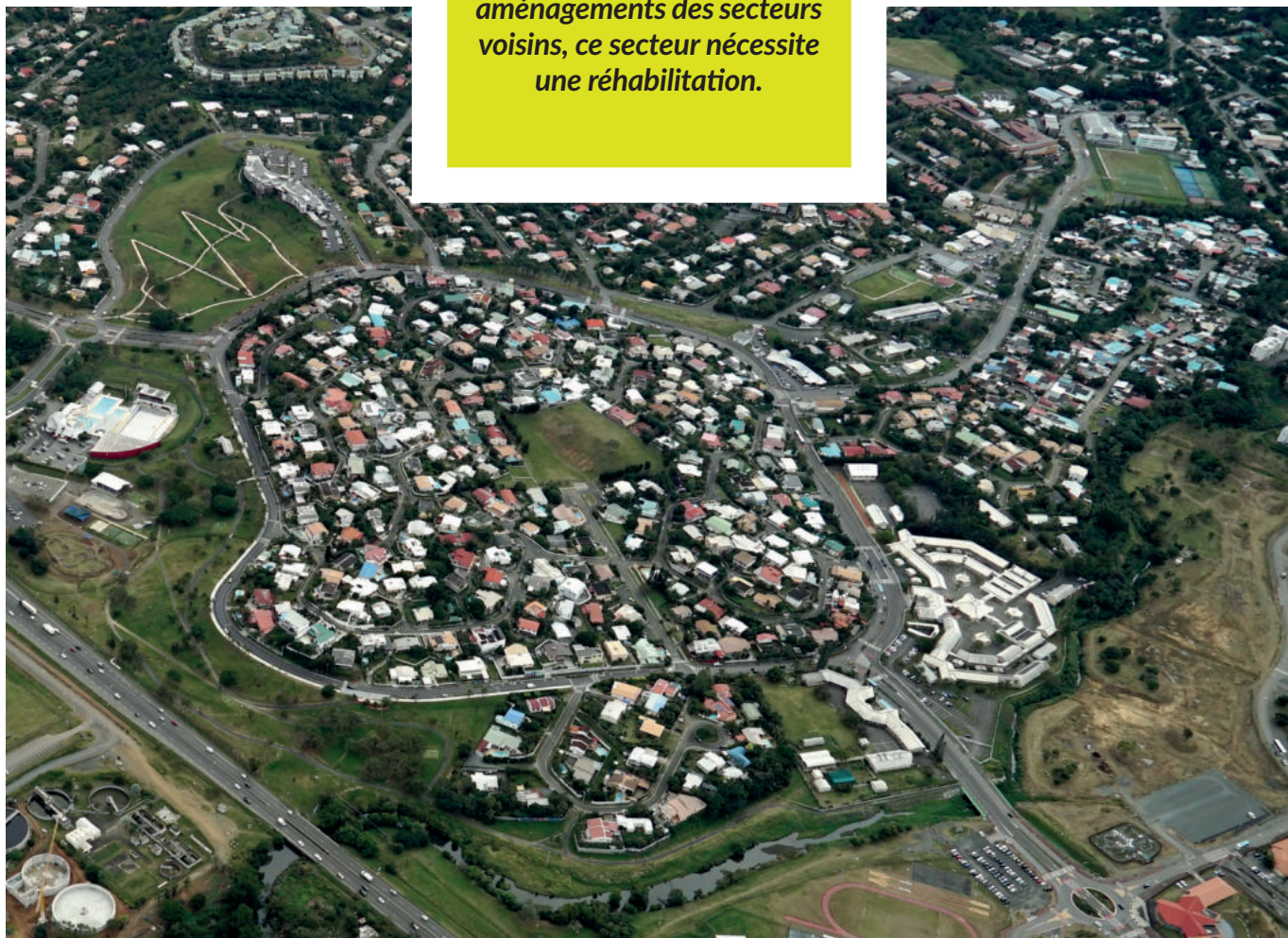
Dans la partie ancienne du secteur, certains logements sont insalubres et les projets de reconstruction et rénovation urbaines vont dans le sens de reconstruire la ville sur la ville. La résorption du squat du péage est inscrit dans les objectifs de la ZAC Dumbéa sur mer.

Les espaces et équipements publics nécessitent également une réhabilitation afin de redonner au secteur une identité propre.


Enfin, la Tonghoué, au Sud du secteur, pourrait aussi être le support d'un développement des espaces verts structurés le long du lit de la rivière.

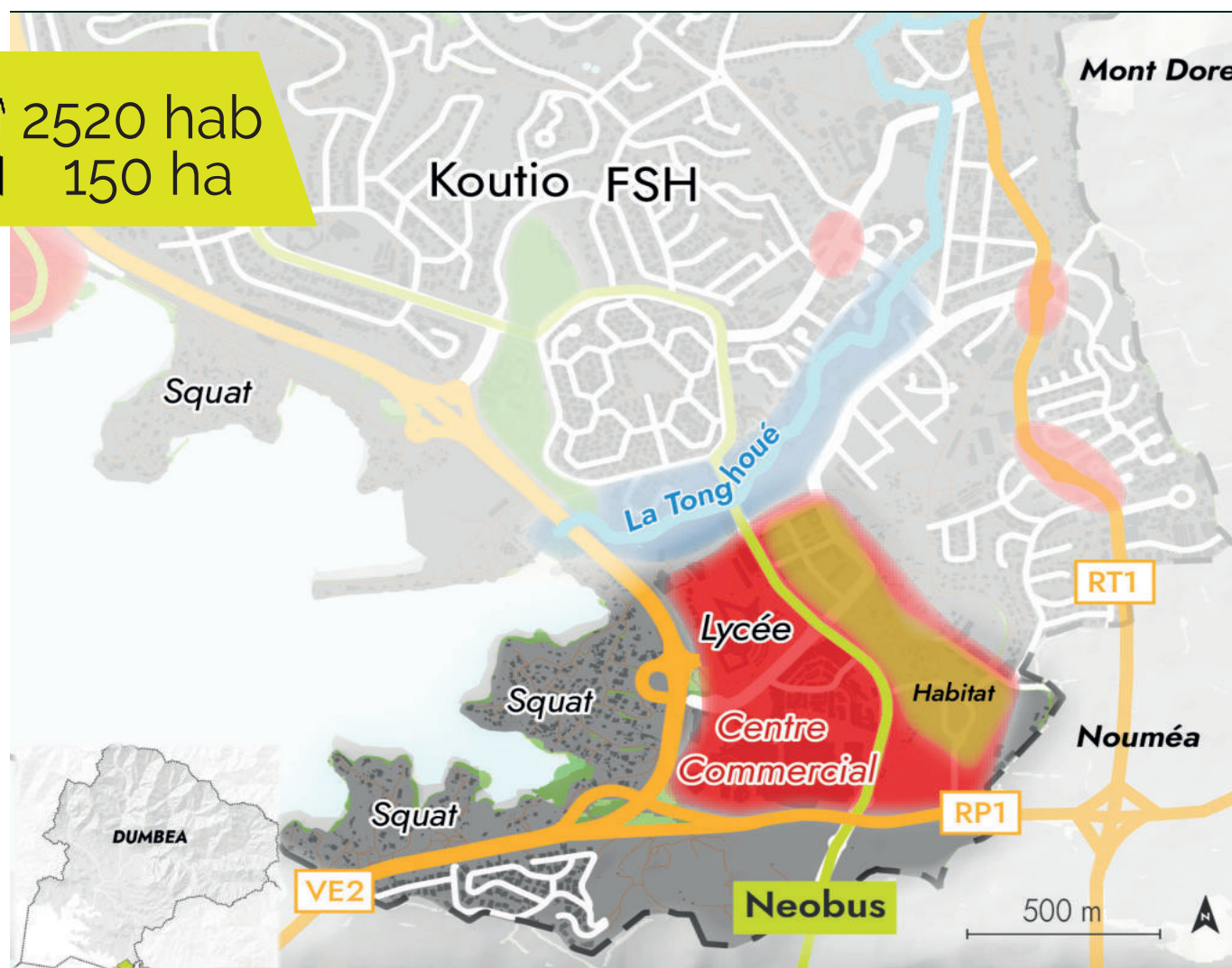


*Un secteur historique
dense au cœur de la
commune. Bénéficiant des
aménagement des secteurs
voisins, ce secteur nécessite
une réhabilitation.*



SECTEUR 6 - DUMBÉA CENTRE


2520 hab
150 ha



Ce secteur est le poumon économique de la commune. Ordonnée autour du centre commercial et du Lycée Dick Ukeiwë, l'offre commerciale complète et complémentaire attire l'ensemble des habitants du Grand Nouméa. Situé entre la Tonghoué au Nord du secteur et la limite communale avec Nouméa, ce secteur est idéalement situé au cœur des axes de transports :

- » Le Néobus et le réseau Tanéo desservent le secteur avec des pôles d'échanges principaux.
- » Le réseau viaire qui entoure le secteur permet une accessibilité parfaite (voie express à l'Ouest, RP1 ou «Barreau» au Sud, RT1 à l'Est).

Les projets de développement sont nombreux et concernent aussi bien la production de logements que des espaces économiques variés :

- » Construction de près de 35.000m² d'activités comprenant notamment des bureaux de sièges sociaux, un cinéma et des commerces.
- » Construction de logements entre la RT1 et le site propre du Néobus
- » Potentiel de développement au Sud de la RP1 de

part et d'autres du TCSP. La proximité du quartier Rivière Salée de Nouméa au Sud est à prendre en considération au sein des projets de développement.

- » Malgré la présence importante du réseau de transports en commun, favorisant l'utilisation d'autres modes de transports que la voiture individuelle, la gestion du stationnement reste une problématique à prendre en compte (nombre, mutualisation, usage jour/nuit).

Le développement des espaces verts et des mobilités actives peut s'appuyer sur le tracé de l'ancienne ligne de chemin de fer, déjà utilisé à Nouméa pour le Néobus ainsi que le long de la Tonghoué. Les cheminements piétons au sein de ce secteur sont apaisés et permettent de mailler les différents sites (centre commercial, cinéma, médiathèque, lycée, etc.).


Sur la frange côtière, les squats du Caillou Bleu et de la presqu'île océanienne (Kawati) et des Gaïacs se sont établis sur des terrains du Fond Social de l'Habitat. Le lien avec le secteur s'effectue essentiellement par l'échangeur de la voie express et est source de danger.

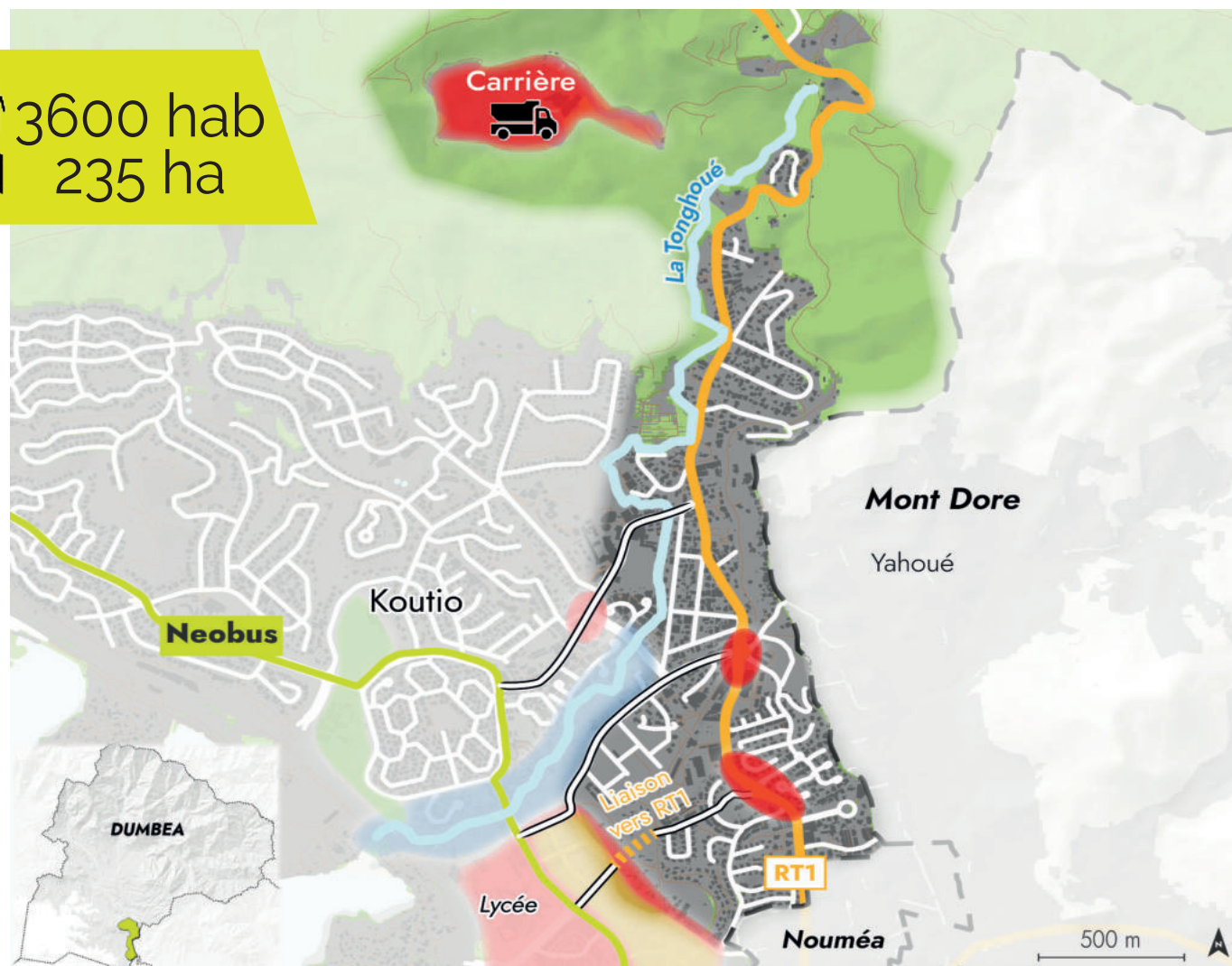


*Un poumon économique au cœur de l'agglomération.
Ce secteur en fort développement concentre une partie des équipements majeurs du Grand Nouméa.*



SECTEUR 7 - AUTEUIL


 3600 hab
 235 ha



Le secteur d'Auteuil se structure autour de la Route Territoriale n°1. Le secteur est connecté à Nouméa par la RT1 et au Mont-Dore par la Route Provinciale n°1.

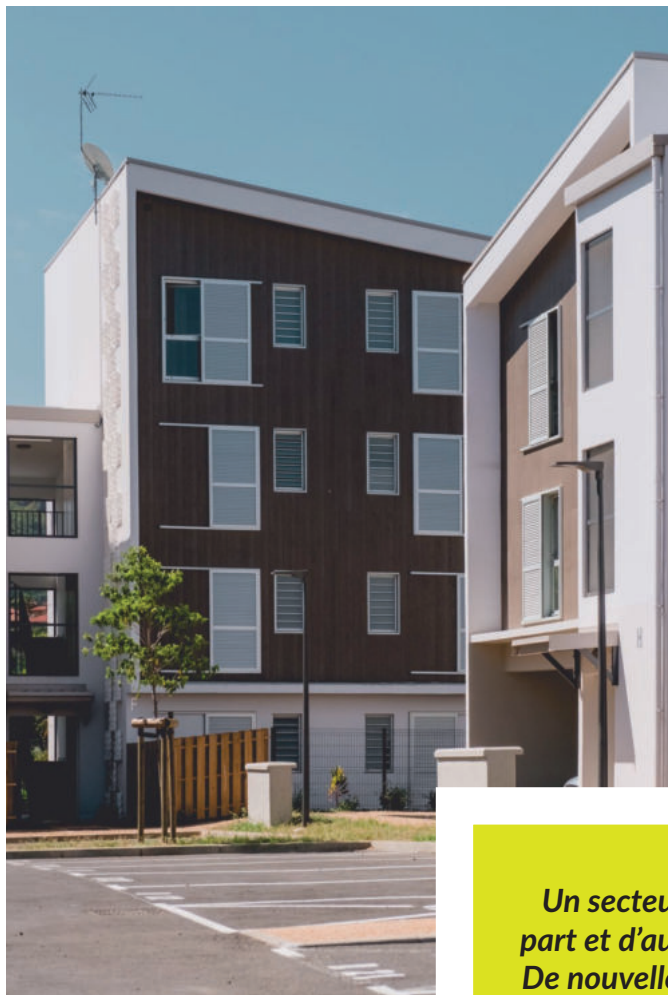
Secteur historique, il s'est construit en retrait de Koutio et du Centre Urbain de Koutio. Le projet de rénovation urbaine prévue initialement pour le quartier de Saint-Quentin et qui aurait également restructuré le secteur d'Auteuil a été abandonné.

Néanmoins, le développement de Dumbéa Centre et la réalisation d'une nouvelle liaison entre la RT1 et le centre commercial par l'avenue Paul-Emile Victor va permettre d'organiser le maillage viaire du secteur. Le Fonds Social de l'Habitat est en cours de finalisation du lotissement Palmiers III et un projet de lotissement Palmiers IV est à l'étude.

Le secteur d'Auteuil possède une identité propre de par son histoire, mais le manque de connexions inter-quartiers et l'aménagement peu lisible de la RT1 ne permettent pas à ce jour de développer une nouvelle centralité sur lequel un développement se construirait.





Activités économiques axées sur la RT1



Un secteur linéaire de part et d'autre de la RT1. De nouvelles connexions vers Dumbéa Centre se développent, mais le secteur reste encore structuré autour de la RT1.



SECTEUR 8 - LES KOGHIS

 650 hab
 705 ha

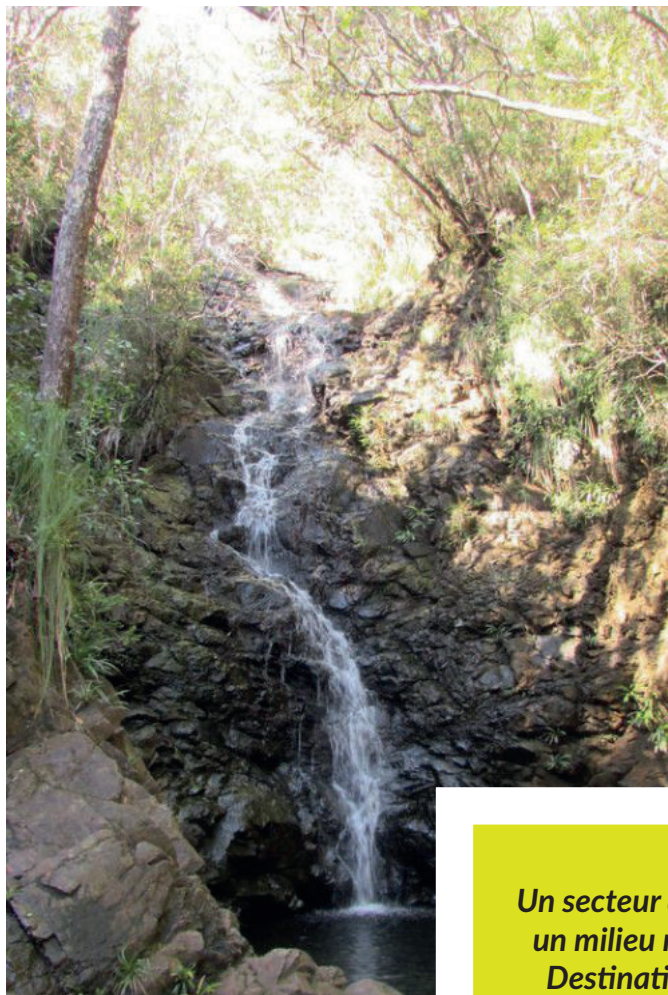


Le secteur des Koghis constitue un site remarquable de la commune et présente un milieu naturel riche. Le site du Mont Koghis est ainsi protégé et valorisé par un aménagement ultra léger, afin de renforcer son usage premier : un usage de détente et de loisirs pour l'ensemble de l'agglomération.

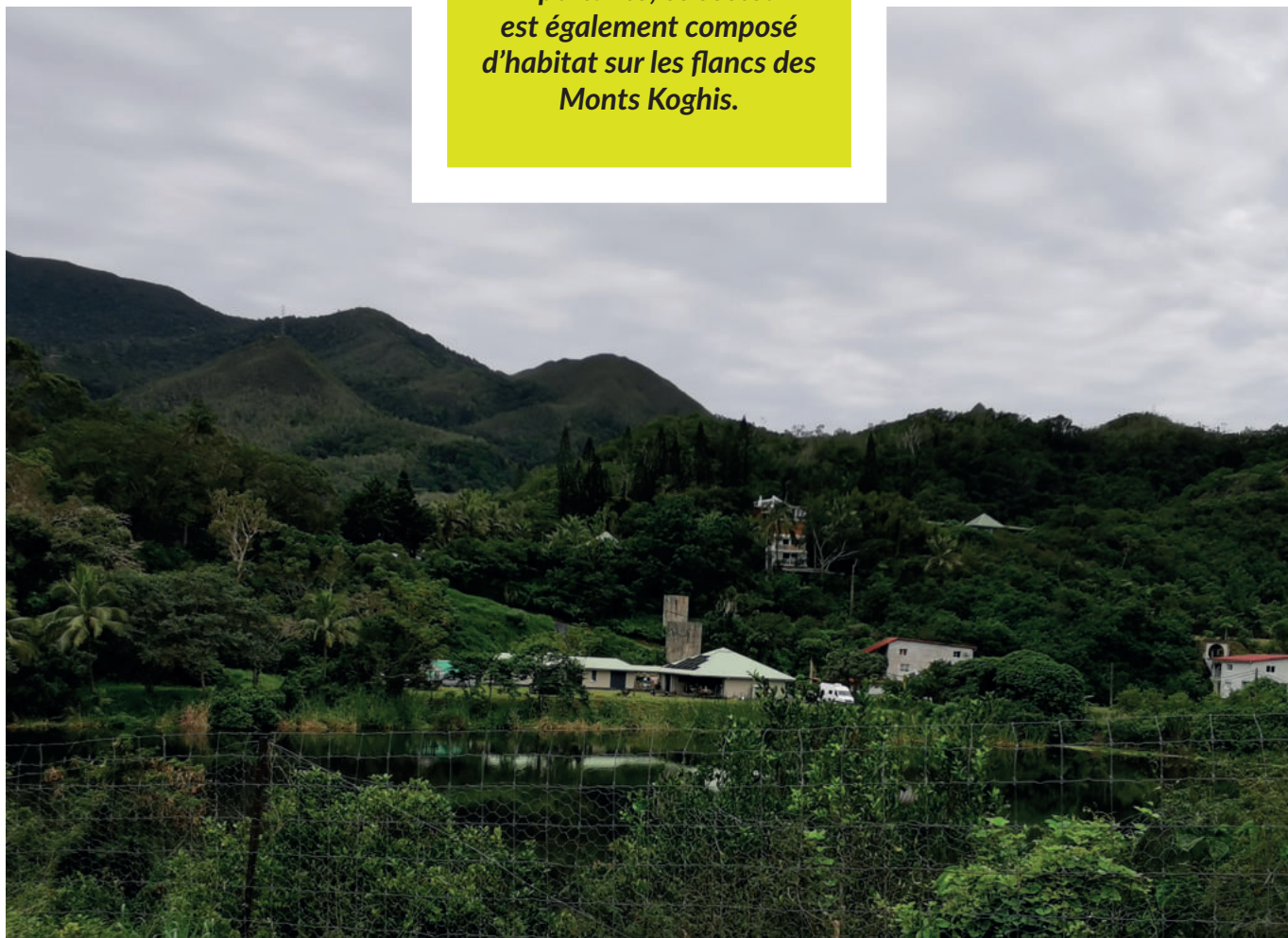
En effet, l'aspect loisir de la zone protégée en fait l'une des destinations prisée de la part des habitants du Grand Nouméa.

Secteur enclavé, à la forme urbaine particulière (pavillon construit sur des terrains à flanc de montagne), le secteur des Koghis est unique au sein de la commune de Dumbéa. Les constructions au sein de ce secteur, avec des contraintes nombreuses liées au site, (pentes, réseau viaire contraint, grand paysage), doivent faire l'objet d'une attention particulière.


La demande en logement de la part des habitants (liée à la décohabitation) est importante sur le secteur. Il est donc nécessaire que tout projet de développement urbain se fasse en cohérence avec la vocation du site et ses contraintes (notamment l'accès unique par une voie en lacet).



*Un secteur atypique dans
un milieu naturel riche.
Destination de loisirs
importante, ce secteur
est également composé
d'habitat sur les flancs des
Monts Koghis.*



SECTEUR 9 - MAIRIE DU NORD/RT1

 180 hab
 270 ha



Centre administratif historique de Dumbéa, le secteur Mairie du Nord/RT1 est caractérisé par la présence de l'Hôtel de Ville, d'une partie de l'ancienne voie ferrée, et par un développement résidentiel au fil des ans le long de cet axe de circulation qui structure la commune.

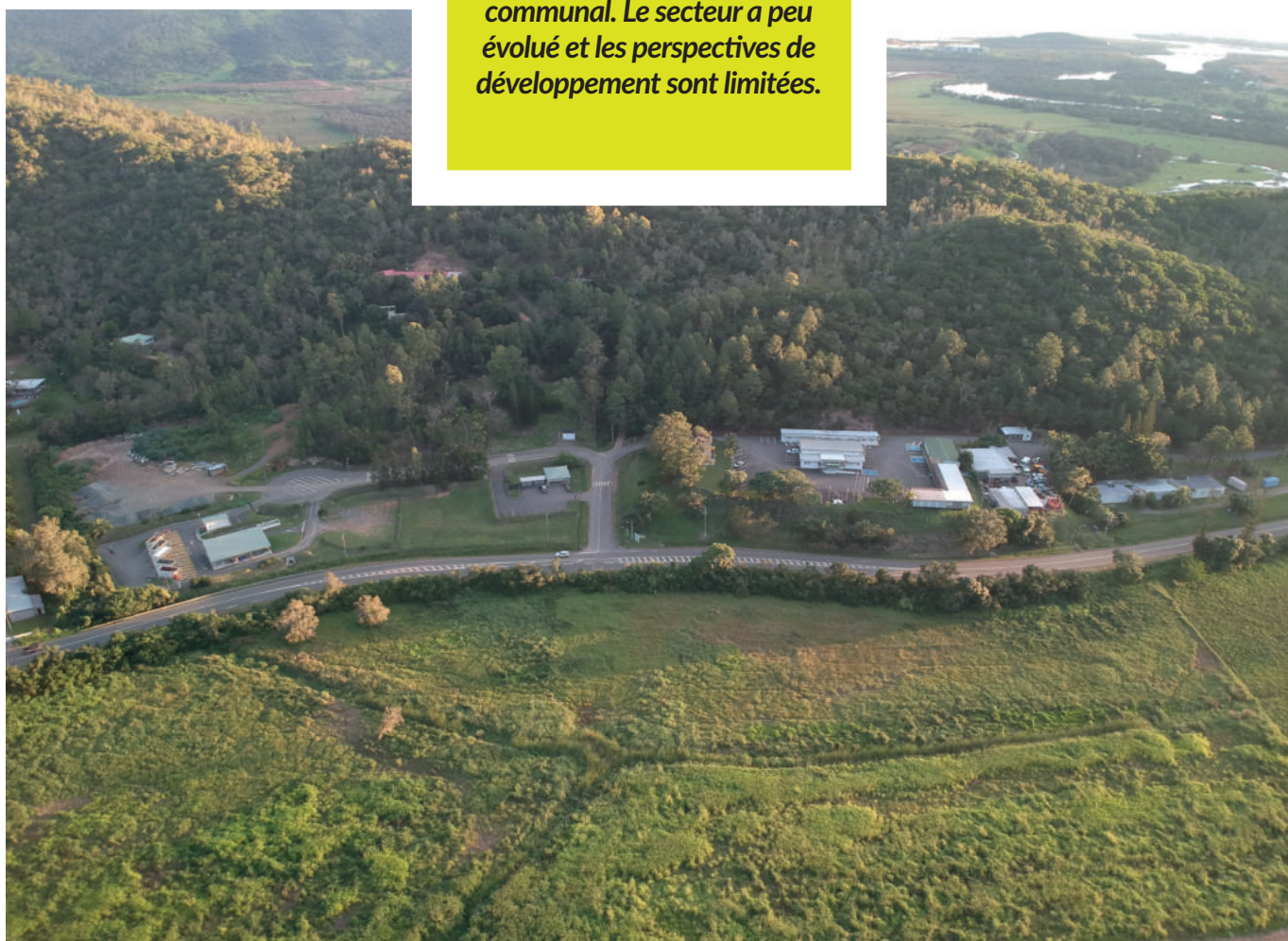
Le maintien du pôle administratif et le développement d'activités complémentaires à proximité ont créé un pôle de vie mineur sur l'axe de passage qu'est la RT1. Un renforcement de ce pôle permettrait un développement maîtrisé et cohérent de ce secteur entre la Mairie du Nord et le Parc Fayard.

À dominante rurale et naturelle, la zone évolue peu. Le développement de l'habitat est limité par la topographie du secteur et par l'importance des zones inondables.



Au sud du secteur, le Col de Tonghoué forme ainsi une véritable coupure entre les zones densément peuplées du sud urbain et le secteur naturel et rural du nord de Dumbéa.

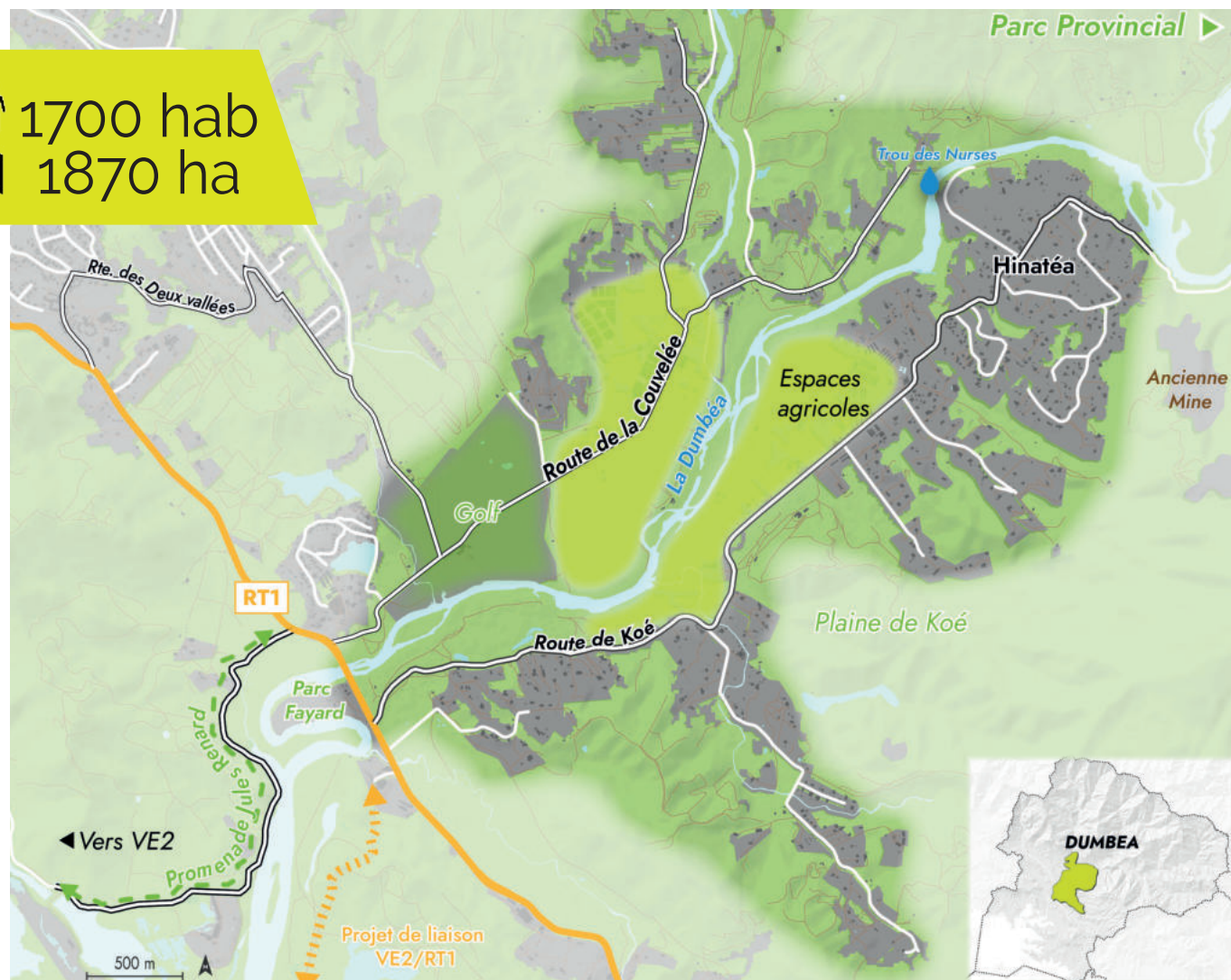


*Un secteur historique, rural
structuré autour de la RT1
et du pôle administratif
communal. Le secteur a peu
évolué et les perspectives de
développement sont limitées.*



SECTEUR 10 - COUVELÉE/PLAINE DE KOÉ

 1700 hab
 1870 ha



Situé de part et d'autre du lit de la Dumbéa au nord-ouest du Parc Fayard, l'accessibilité s'opère par la route de Koé au sud et principalement par la route de la Couvelée pour la partie nord. La très grande majorité des habitants se logent au sein de la Plaine de Koé, jusqu'au lotissement Hinatéa qui accueille les derniers logements avant le Parc Provincial de la Dumbéa.

Les vocations sur le secteur sont multiples :

- » Le secteur rural est encore présent avec notamment de grandes parcelles agricoles et activités connexes (Éco ferme, Ranch, centre de vacances nature, etc.), renforcées par la présence de la Dumbéa. Néanmoins au sud de la Dumbéa, la vocation de certaines parcelles a évolué au cours de ces dernières années.
- » Le Parc Provincial de la Dumbéa, ainsi que le Trou des Nurses attirent de nombreux habitants de l'agglomération chaque semaine, à tel point que le stationnement et l'accès sont désormais réglementés, pour éviter une pression trop forte sur le plus grand patrimoine vert de la commune.

- » Le parc Fayard à l'extrême ouest du secteur offre également des activités de loisirs et des potentiels de développement existant autour de la Promenade Jules Renard, le long du lit de la rivière.
- » Développement d'un tourisme respectueux de l'espace environnant, avec la réalisation d'hébergements et d'activités à faible impact et d'activités sur l'environnement.

Par ailleurs, ce secteur est soumis au risque d'inondation. Cela impacte les possibilités de constructions et les projets de voiries internes. Il n'existe pas de liaison directe entre la Couvelée et Koé, les connexions se faisant par la RT1. Considérant les contraintes, l'étalement urbain au sein de ce secteur doit être maîtrisé.

Un plan de gestion du Parc Provincial de la Dumbéa, en projet, devrait permettre d'offrir des espaces de loisirs aux habitants tout en améliorant l'accessibilité au parc et aux activités de loisirs le long de la Route de Koé.



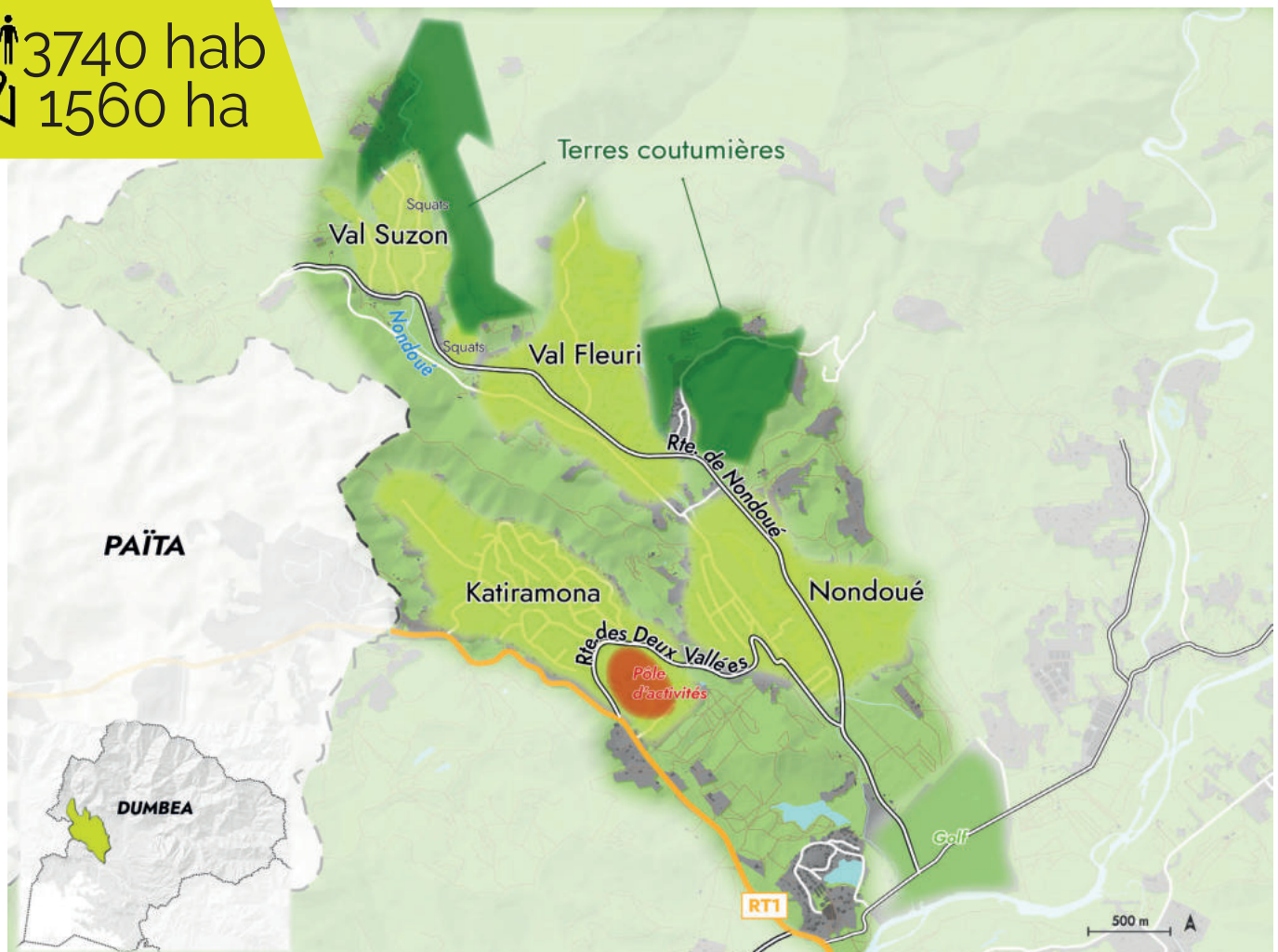
*Un secteur agricole
et de loisirs à la très
forte attractivité. Le
développement de l'habitat
doit être maîtrisé du fait des
contraintes naturelles et des
usages.*



SECTEUR 11 - KATIRAMONA, VAL FLEURI, VAL SUZON



3740 hab
1560 ha



Cette zone d'habitation (en majorité des lotissements pavillonnaires) de la partie Nord de la commune, en limite de Païta, est composée des quartiers de Katiramona, de Nondoué, de Val Fleuri et de Val Suzon. Il comporte également des terres coutumières et quelques terrains squattés.

On distingue deux zones urbaines :

- » Le quartier de Katiramona constitue la zone urbaine centrale de la partie Nord de la commune. Celle qui accueille l'activité économique diffuse et qui regroupe la grande majorité des équipements (scolaires, économiques, etc) existants.
- » Val Fleuri, Val Suzon et l'ensemble de la vallée de la Nondoué accueillent un habitat diffus avec un accès par la route des Deux Vallées à Katiramona ou par la route de la Couvelée au Sud.

Le développement de cette partie de la commune est rendu possible par les surfaces disponibles no-

tamment entre la RT1 et l'avenue Bouton / route de Nondoué. Une urbanisation vers le Sud de ce secteur permettrait de se rapprocher du projet de liaison viaire entre le Parc Fayard et la ZAC Panda, et ainsi ouvrir le secteur aux réseaux structurants de l'agglomération. Les projets de développement économique le long de la RT1 associés à de nouveaux logements devraient pouvoir pérenniser les nouvelles activités et la qualité de vie existante.

Le manque de pôles économiques et notamment d'une concentration commerciale, même minime, confère une dépendance de cette partie de la commune aux autres secteurs de Dumbéa et aux pôles économiques de Païta.

La structure viaire des fonds de vallée (Val Suzon et Val Fleuri) ne permet pas de construire une identité propre à l'ensemble du secteur, encore perçu comme un agglomérat de lotissements. Le projet de développement d'un pôle économique de proximité permettrait de créer une unité et une identité commune à ce secteur de la commune.



*Un secteur à l'extrême Nord
de la commune, composé
d'une juxtaposition de
lotissements. Des perspectives
de développement existent
notamment vers le Sud du
secteur et le Parc Fayard.*





DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL

MILIEUX NATURELS, PAYSAGES ET BIODIVERSITE

Contexte réglementaire applicable à l'EIE-RIE

L'évaluation environnementale des PUD tire son fondement juridique des articles PS 111-7 et suivants du CUNC qui renvoient aux articles 110-2 et 130-1 du code de l'environnement et à l'article Lp111-2 du CUNC. Les extraits non exhaustifs ci-dessous sont rappelés en cohérence avec les chapitres du diagnostic traités en suivant.

Article LP 110-2 du code de l'environnement de la province Sud :

« Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, de l'eau et des sols, les espèces animales et végétales, les écosystèmes et les services qu'ils procurent, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent, font partie du patrimoine commun de la province Sud.

Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Elles contribuent à assurer le maintien de la capacité globale d'évolution du vivant. »

Article LP 111-2 du CUNC,

« [Document d'urbanisme, le PUD détermine] les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

a) l'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain et la préservation des espaces agricoles et forestiers, des sites et des paysages naturels et une consommation économe et maîtrisée des espaces ;

b) la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités d'aménagement, de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives et culturelles ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial et de réseaux ;

c) la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables et la revitalisation des centres urbains et ruraux, la qualité de l'urbanisme ;

d) la sécurité et la salubrité publiques ;

e) la préservation des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

f) la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

g) la rationalisation de la demande de déplacement. »



1 : la commune vue depuis le PIC Malawi, source : Internet

LES MILIEUX NATURELS TERRESTRES

Ce chapitre porte une attention particulière sur, les écosystèmes d'intérêt patrimoniaux (EIP) et les surfaces végétalisées favorisant la biodiversité, présents sur la partie terrestre de la commune. La partie aquatique dont les trois rivières est traitée dans le chapitre relatif à la ressource en eau.

Leur zonage et leur localisation géographique sont analysés pour définir la part des écosystèmes protégés ou non par le PUD de 2012. Les encarts ci-dessous en présentent la synthèse analytique, les enjeux et les cotations qui en découlent. Les premiers sont hiérarchisés comme des enjeux forts :

Eléments du diagnostic à retenir :

2% du territoire de la commune est couvert par des forêts sèches (FS). 77% des forêts sèches communales sont classées en zone naturelle protégée dans le PUD (ND, anciennement NP) et la révision du PAZ 2021 (ZND). Sur les 33% de forêts sèches restants : 24% se trouvent en zone agricole (NC) et 2% en zone urbaine.

27% du territoire de la Dumbéa héberge des forêts humides (FH) dont 99% sont classées en zones en ND.

31% du territoire de la commune abrite des maquis dont 97% sont classés en zones en ND.

Enjeux :

Cotation environnementale : **FORT**

Les seconds sont hiérarchisés comme des enjeux moyens :

Eléments du diagnostic à retenir :

Les trois aires protégées de la commune (la Haute Dumbéa, la Montagne des sources et la Vallée de la Thy) sont classées en zones naturelles protégées (ND).

62 % de la surface de la commune est constituée de flore d'intérêt (Taux d'endémisme des taxons supérieur à 80%) et de faune (47% du territoire de Dumbéa sont classées en zone d'intérêt ornithologique) qui sont soumises à diverses pressions (Faune et flore Envahissantes EEV, anthropisation, ...)

Des projets de reboisement (FS/FH) ont eu lieu tant sur le parc provincial de la Haute Dumbéa via le WWF que sur le littoral.

Enjeux environnementaux :

Pérenniser la protection des surfaces végétalisées existantes qui sont des réservoirs de biodiversité importants.

Encourager les projets de reboisement ponctuels et globaux pour limiter la fragmentation des forêts.

Enjeux :

Cotation environnementale : **MOYEN**

LES RESERVES NATURELLES

Secteurs géographiques concernés : le Parc provincial de la Côte Oubliée et le Parc de la Rivière bleue sont 2 aires protégées limitrophes avec la commune et qui encadrent les réserves de Dumbéa.

La commune héberge, sur environ 15 000 ha, 3 aires protégées par le code de l'environnement de la province sud recouvrant 60% du territoire. La majeure partie de ces aires est classée en zone naturelle protégée (ND) dans le PUD de 2012 et moins de 12 hectares en zone naturelle aménagée (NL) représentant 0,1%. La province Sud les définit ainsi :



Photo 2 : Le parc provincial de la Haute Dumbéa, source : internet



Photo 3 : Pic Malaoui, source : internet

Parc provincial de la Dumbéa (Surface d'environ ~9 171 ha)

Le parc provincial de Dumbéa a été créé le 20 novembre 2012^r par la délibération n°36-2012/APS. Un statut destiné à répondre aux forts enjeux écologiques que présentent les vallées de la Haute-Dumbéa et de la Haute-Couvelée, mais aussi à encadrer et sécuriser les nombreux loisirs de la branche Est de la Dumbéa. Le Parc est réglementé par le code de l'Environnement de la province Sud et sa description des limites figure à l'article 213-19-1. Il est accessible toute l'année mais la commune a mis en place un système de navettes gratuites depuis le parc Fayard. Le stationnement au trou des Nurses est également limité durant la période estivale. Ces dispositifs sont mis en place pour encadrer cet accès. Un plan de gestion touristique à l'échelle intercommunale s'applique à l'ensemble du parc de Dumbéa. La gestion est assurée conjointement et de manière concertée entre la province Sud et la ville de Dumbéa. Les réserves naturelles du plan sont gérées par la province Sud qui s'attèle à conserver et restaurer le patrimoine naturel du site, mais aussi à informer et sensibiliser le public sur les enjeux et menaces du site. La commune pilote quant à elle la branche est des sites aménagés.

Réserve intégrale de la Haute Dumbéa

Le parc provincial héberge la réserve intégrale de la Haute Dumbéa. Elle est protégée par le code de l'environnement en vue d'empêcher tout impact lié aux activités humaines. L'accès y est strictement interdit. Les objectifs de gestion poursuivis dans une réserve intégrale sont :

- La préservation des écosystèmes, des biotopes et des espèces dans leur état naturel ;
- Le maintien des ressources génétiques dans un état dynamique et évolutif ;
- Le maintien des processus écologiques établis ;
- La sauvegarde des éléments structurels du paysage et des formations géologiques ou géomorphologiques ;
- La conservation des milieux naturels exemplaires à des fins d'études, de recherches scientifiques et de surveillance continue de l'environnement.

Réserve naturelle de la Vallée de la Thy (Surface d'environ 1 115 ha)

La réserve naturelle de la Vallée de la Thy était, avant 2009, le Parc provincial de la forêt de Thy. Une petite partie du parc se situe sur la commune de Dumbéa, la majeure partie se situe au Mont-dore. Bien qu'il ait été aménagé pour recevoir le public, le parc était fermé depuis 1984 car l'accès se faisait par les terres de la tribu de Saint-Louis, laquelle s'opposait à la plupart des passages sur son territoire. Cette situation a directement inspiré la transformation du parc provincial en réserve naturelle pour éviter une trop grande fréquentation des lieux et préserver donc la tranquillité de la tribu. Cette réserve naturelle est réglementée par le code de l'Environnement de la province Sud et sa description des limites figure à l'article 213-19-1.



Photo 4 : Réserve naturelle intégrale de la Montagne des Sources, source : internet

Réserve naturelle intégrale de la Montagne des Sources (Surface d'environ 5 700 ha)

La Montagne des Sources est une réserve naturelle intégrale créée afin de protéger le château d'eau naturel qui alimente le Grand Nouméa. Ce réservoir de biodiversité faunistique et floristique est réglementé par les articles 211-8, 211-9 et 212-1 du Code de l'Environnement de la province Sud. L'accès à la réserve est strictement interdit toute l'année. Une zone tampon de 500 mètres est définie autour du périmètre de cette réserve où le feu, l'atterrissage d'engins motorisés ou non et l'usage d'engins motorisés sont interdits.

LES FORETS SECHES (FS) SCLEROPHYLLES, EIP



Plerandra veitchii, Codia xerophila, Codiaeum peltatum,



Photo 5 : Photos de plants de forêts sèches de Dumbéa, Sources : CAPSE et Ondemia.nc

Secteurs géographiques limitrophes hébergeant de FS : localisés entre le littoral et la RT1 ainsi que le pic Jacob en lien avec des patches de forêts sèche présents sur Païta.

Contexte et localisation

Il y a 4000 ans la forêt sèche aussi nommée sclérophylle occupait toute la côte Ouest de la Grande Terre. Cette implantation est illustrée par la couche géographique nommée « Aire d'origine présumée des forêts sèches » disponible sur l'explorateur cartographique de la Nouvelle-Calédonie : Géorep.nc. Depuis 2020, un tableau de bord est publié par le conservatoire des espèces naturelles (CEN) requalifié en 2023 en Agence Néo-Calédonienne de la Biodiversité. En date du 26.01.2021 la forêt sèche représente environ 28 300 ha ce qui correspond à environ 2% de sa superficie d'origine estimées. A l'échelle de l'île, seul 0,6% se situe dans des aires protégées. Les causes de cette disparition sont multiples : feux de brousse, érosion, défrichement pour l'urbanisation et espèces envahissantes introduites par l'homme.

Aujourd'hui la forêt sèche (FS) est le milieu le plus fortement menacé de disparition en Nouvelle-Calédonie mais aussi sur la planète. Localement, elles sont règlementées par le code de l'environnement de la Province Sud en tant qu'écosystèmes d'intérêt patrimoniaux (EIP) faisant l'objet d'efforts importants de restauration et conservation à l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, notamment sur les aires protégées décrites dans le chapitre dédié. Néanmoins sur Dumbéa, aucune forêt sèche n'est localisée dans une aire protégée.

Les PUD des communes peuvent donc jouer un rôle important pour leur préservation en les classant en zone naturelle à protéger (ND ou NP dans la mise à jour du CUNC).



63%

des forêts sèches (FS) de Dumbéa sont protégées par le PUD

Il s'agit des 374 hectares localisés notamment :

- au Pic Jacob, au nord de Nakutakoin en lisière du lotissement les 3 Vallées et au sud de Katiramona,
- sur l'île aux chèvres, la pointe Waaka de la ZAC Panda et sur la Zac de Dumbéa sur mer.

La commune de Dumbéa recense ~590ha de forêts sèches (~2% de la surface communale), ce qui est peu à l'échelle du territoire calédonien. Elles ne sont pas situées au sein d'aires protégées, ce qui implique que la stratégie de protection est portée aujourd'hui par le PUD. Au sein de ces patches, 19 espèces rares et menacées (ERM) différentes de FS sont recensées. Elles se concentrent à l'ouest de la route territoriale n°1 (RT1). L'illustration du tableau de bord ci-dessous a été réalisé par le CEN via une couche cartographique intitulée « Zone de vigilance des forêts sèches ». Il s'agit de l'emprise des forêts sèches et des formations végétales assimilées. Elle comprend les noyaux de FS et la délimitation d'une zone tampon qui permet d'anticiper l'extension potentielle de l'écosystème. Ainsi, la majeure partie, ~63%, se trouve en zone naturelle protégée (ND) et est donc protégée par le PUD.

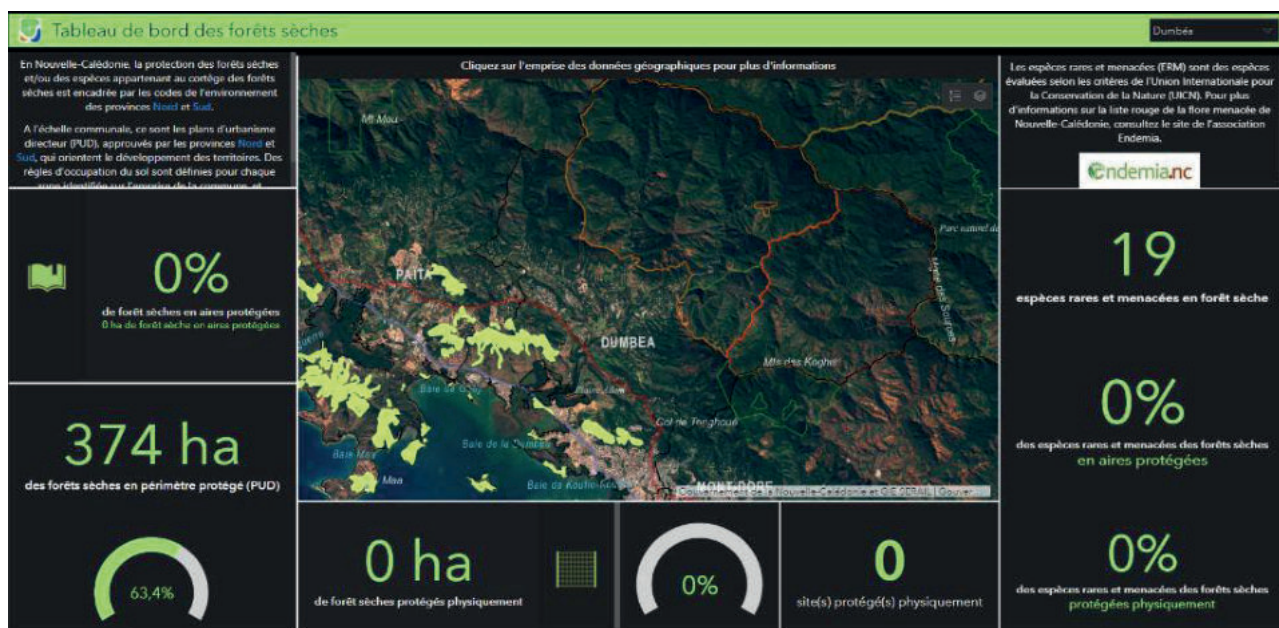
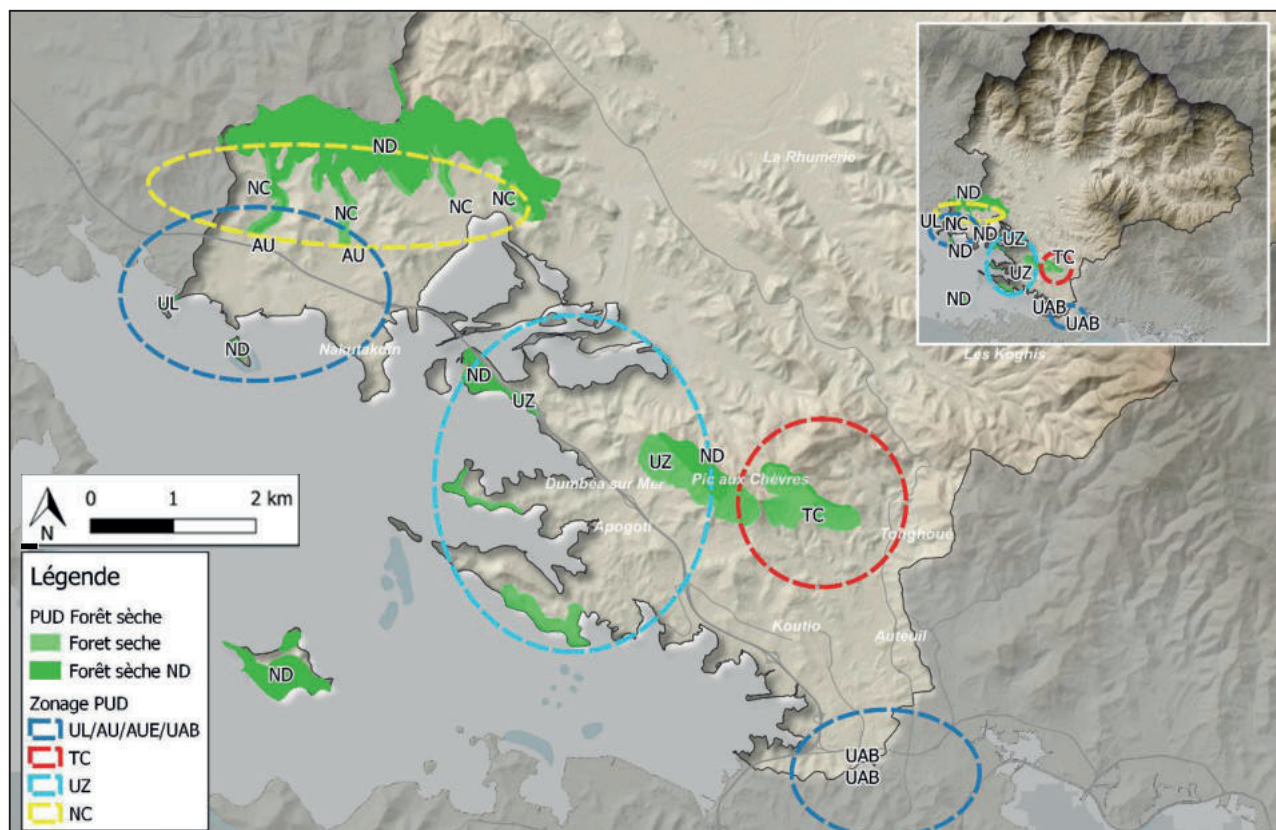


Figure 3 : Tableau de bord des forêts sèches mars 2021, source : CEN

Les 37% restant représentent 218 ha et sont localisés, dans le PUD de 2012, sur des zones à vocation agricole ou à urbaniser. En détail, il s'agit des secteurs géographiques suivants :

- **38%** sur la ZAC de Dumbéa sur mer en zone (UZ), qui héberge 84 ha de forêt sèche sur une zone à vocation résidentielle au niveau des façades littorales du sud de la pointe à la dorade et Apogoti.
- **35%** sur la zone de terre coutumière au sud (TC) qui abrite ~76ha.
- **24%** sur les zones naturelles d'activités rurales à valoriser en raison de potentiels agronomiques, biologiques ou économiques (NC) accueillent 53 ha aux pieds du pic Jacob.

- 2% restants sur les zones urbaines de loisirs (UL), à urbaniser (AU et AUE) et urbaine dense qui correspond à un projet de reboisement au lycée du grand nouméa (UAB).



Carte 3 : CARTE DES FORÊTS SÈCHES ET DE LEUR ZONAGE DANS LE PUD 2012, Sources cartographiques : zone de vigilance 2020 du CEN, PUD 2012, formatage CAPSE

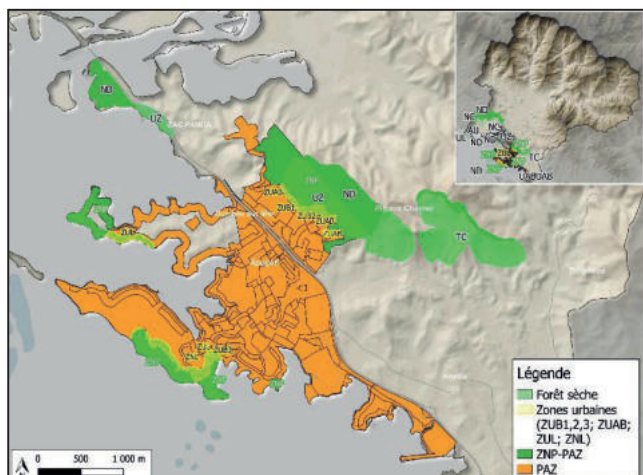
Il est également à noter qu'une partie importante (47%) de ces surfaces de forêts sèches cohabitent avec des exploitations agricoles notamment dédiées à l'élevage de Bovins. Elles sont précisées dans le chapitre sur les ressources terrestres agricoles. L'impact des ongulés sur cet écosystème (EIP) est important et largement documenté¹. Les sous-bois qui jouent un rôle très important dans la régénération naturelle des forêts sont notamment piétinés et broutés par les ruminants.

¹ Garine-Wichatitsky M., Spaggiari J., Ménard C., 2004. Ecologie et impacts des ongulés introduits sur la forêt sèche de Nouvelle-Calédonie. Rapport de recherche. IAC. Programme Forêt sèche. 185 p
Gargominy, O., Bouchet, P., Pascal, M., Jaffré, T., & Tourneur, J. (1996) Conséquences des introductions d'espèces animales et végétales sur la biodiversité en Nouvelle-Calédonie. Rev. Ecol. (Terre Vie), 51, 375_402.



14%

de forêts sèches complémentaires sont également protégées par le PAZ



Carte 5 : Carte de localisation et zonage des forêts sèches du PAZ 2021 de la ZAC DSM de Dumbéa;
Source : suivi environnemental ZAC, formatage CAPSE

Le plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC DSM a été révisé en 2021. Ce secteur est concerné par trois patchs de forêts sèches. La majeure partie des zones concernées par les forêts sèches (vert clair et foncé) sont classées en zone naturelle protégée (ZNP) ou en zone naturelle aménagée (ZNL). Seul, ~1% des patchs et notamment de leurs lisières (jaune) font partis des parcelles zonées en zones urbaines (orange).

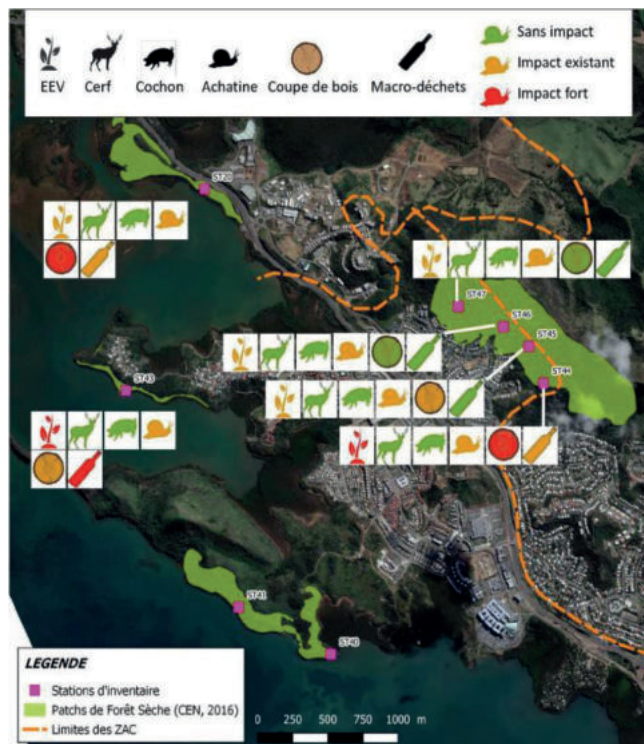
Projets de reboisement

Le reboisement de ces forêts est encouragé à Dumbéa avec 6 projets réalisés entre 2006 et 2015 :

- 1 au lycée du grand Nouméa,
- 4 à Dumbéa sur Mer et au Pic aux chèvres en 2011, 2012, 2013 et 2014,
- 1 Pointe à la Dorade en 2015.

Les forêts sèches sur les ZAC

Dans le cadre du suivi environnemental de la ZAC Dumbéa-sur-mer (DSM) et de la ZAC PANDA, un suivi est réalisé pour caractériser l'évolution sur 10 ans (2010-2020) des forêts sèches et des espèces envahissantes végétales (EEV) qui peuvent les impacter comme illustré ci-dessous.



Carte 4 : Carte de localisation des stations d'inventaire forêt sèche et degré d'intensité des pressions sur les ZAC,
Source : suivi environnemental ZAC, formatage CAPSE

La conclusion du rapport de suivi environnemental des ZAC 2021 indique que globalement, une dégradation du milieu est constatée entre 2010 et 2020, ainsi qu'entre 2019 et 2020, notamment sur trois stations (ST20, ST43 et ST44) où la fréquentation humaine est importante. La coupe de bois et l'ouverture du milieu a favorisé le développement des EEV qui progressent dans les formations pour former parfois des fourrés monospécifiques (ST43). La présence du Macfadyena unguis-cati au Pic aux Chèvres (ST44), signalée depuis 2012, est jugée préoccupante car cette liane peut former des tapis dense et compact sur le sol, empêchant la régénération des espèces forestières natives.

LES FORETS HUMIDES (FH), EIP



99%

**des forêts humides (FH) de Dumbéa
sont protégées par le PUD**



Photo 6 : plants de forêts humides Dumbéa

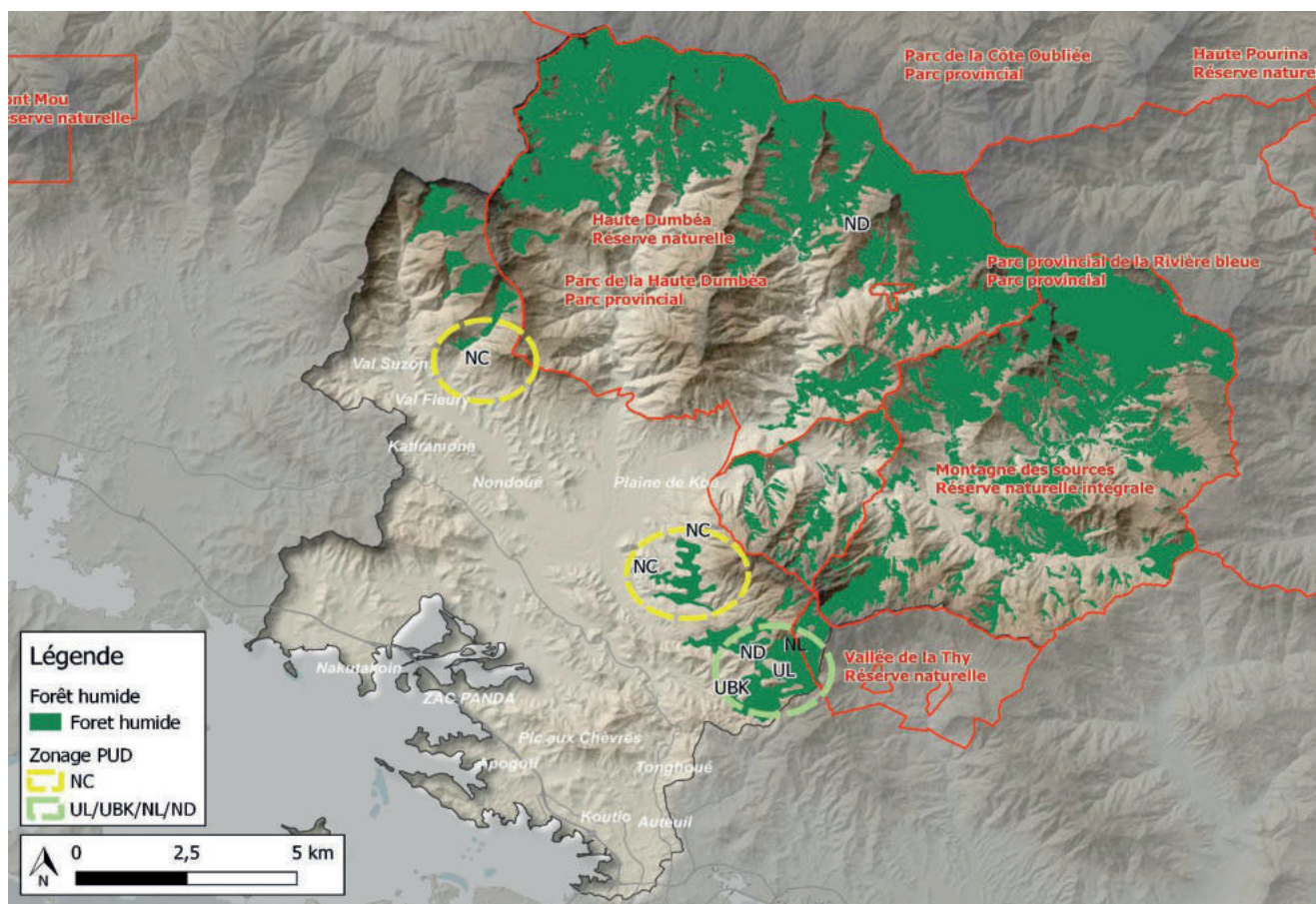
Secteurs géographiques limitrophes hébergeant de FH : parc provincial de la côte oubliée au nord, de la haute Yaté à l'est et la réserve naturelle de la Vallée de la Thy au sud de la commune.

Contexte et localisation

La forêt humide est reconnue comme le milieu naturel le plus diversifié de Nouvelle-Calédonie. Cette forêt est aussi qualifiée de forêt primaire, c'est-à-dire qu'elle est intacte, comme à son origine. Cependant, elle a été morcelée au cours du temps. Selon l'observatoire de l'environnement (l'ŒIL), elle couvre 20% de la Nouvelle-Calédonie et s'étend le long de la chaîne, de façon discontinue sur environ 3 900 km². **2% de ces forêts sont localisées à Dumbéa.**

Les reliefs de la commune sont notamment caractérisés par des formations végétales à fort intérêt écologique, de type forêt humide. Elles sont concentrées au nord et à l'est de la commune dans les parcs provinciaux de la Haute Dumbéa, dans la réserve naturelle intégrale de la montagne des sources et dans la réserve naturelle de la vallée de la Thy. **Cet écosystème d'intérêt patrimonial (EIP) recouvre 6 809 ha soit 27% de la surface de la commune.**

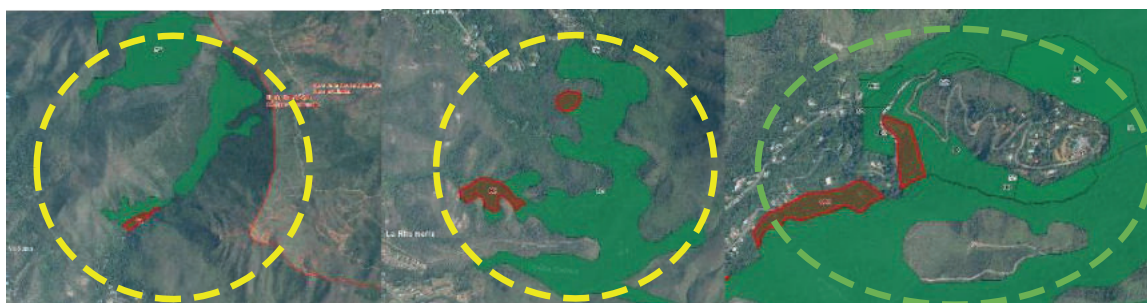
Il représente ainsi le second milieu naturel recouvrant le plus de surface du territoire communal. Plus de 99% de cet EIP est protégé par le PUD de 2012 car il est classé en zone naturelle protégée (ND). Les 30 hectares n'entrant pas dans ce zonage sont répartis de la façon suivante et illustrés sur la cartographie ci-dessous.



Carte 6 : Carte des forêts humides et de leur zonage dans le PUD 2012, Sources cartographiques : IRD pour WWF 2015, CÉil 2011, PUD 2012, formatage CAPSE

1/3 soit 7 hectares (ronds jaunes), sont localisés en zones naturelles d'activités rurales (NC) telle que la rhumerie, la caféraie et Val Fleuri. Le reste (rond vert) se situe au Mont Koghis avec :

- 2 hectares en zone naturelle aménagée (NL),
- 6 hectares sont dédiés à une zone urbaine de loisir (UL),
- 7 hectares en zone urbaine résidentielle pavillonnaire (UBK),
- 9 hectares en zone à urbaniser (AU).



Carte 7 : Cartes zoomées des forêts humides non classées en zone ND par le PUD, formatage CAPSE

Projets de reboisement

Des projets de reboisement ont eu lieu notamment au sein du parc de la Dumbéa. Depuis 2012, ce sont près de 25 000 plants qui ont été mis en terre à l'occasion de prestations, ou de chantiers citoyens organisés notamment par le WWF en partenariat avec la commune grâce à la levée de fonds issue des 5 éditions du Pandathlon. Ces opérations étant terminées, l'ONG continue à mobiliser des bénévoles, en collaboration avec l'association Dumbéa Rivière Vivante, pour mener différentes actions d'entretien et de protection des plantations :

- Opération de constitution de fascines pour lutter contre l'érosion sur les parcelles.
- Opération dépaillage des anciennes plantations.
- Entretiens ponctuels des plantations, via arrachage d'espèces exotiques pouvant sur certains sites menacer le développement des plants.
- Plantation sur la branche Est de jeunes *Tristania polyandra*, arbres micro-endémiques de la branche Nord de la Dumbéa via la mobilisation des bénévoles WWF et de l'IAC.
- Appui à mobilisation des acteurs sur l'incendie de la branche Nord le 1er novembre 2020 qui a touché le peuplement du Sapin de la Comboui *Callitris sulcata*.

3.1.3 LES MAQUIS MINIERES

Secteurs géographiques limitrophes hébergeant ce milieu : les versants opposés de la ligne de crête de la réserve de la vallée de la Thy, le massif nord du Mont Dore à l'est de Dumbéa, la frontière Ouest du parc provincial de la rivière bleue et les versants opposés de la ligne de crête du côté de Païta.

Contexte et présence de maquis à Dumbéa

Si les forêts humides sont classées comme écosystème d'intérêt patrimonial lui conférant à ce titre, une protection à l'échelle Pays, les maquis miniers ne font pas l'objet de réglementation spécifique à l'heure actuelle. L'OEIL présente deux indices qui catégorisent les milieux. L'indice de diversité de l'ANR² qui présente les maquis comme un écosystème caractérisé par « des milieux assez riches, voire très riches » d'un point de vue floristique. Cette classification est corroborée avec l'indice de priorisation de conservation réalisé par la province Sud³, classant cette zone comme « Milieu naturel essentiel à la préservation de la biodiversité »⁴. Ce second indice est réalisé sur la base d'indicateurs floristiques et faunistiques, permettant d'illustrer l'intérêt de conservation d'un écosystème dans son ensemble (faune/flore).

Les maquis miniers de Dumbéa représentent plus de 30% de la surface de la commune.

C'est donc le plus grand milieu en présence comme l'illustre la cartographie.

La surface totale des maquis est estimée selon les sources entre 7 821 et 8 850 ha :

- 0% de maquis d'altitude (entre 1100 et 1400m),
- 19% de maquis dense (densement peuplé en végétation),
- 43% de maquis paraforestier,
- 37% de maquis ouvert (végétation fragmentée).

² « L'indice de diversité combine 3 taux basés sur le nombre total d'espèces, le nombre d'espèces endémiques et le nombre d'espèces endémiques et spécifiques recensées au sein d'une formation végétale et sur tout le territoire de Nouvelle-Calédonie », source: 2007, INC; Incendies et biodiversité des écosystèmes en Nouvelle-Calédonie, ANR.

³ Cartographie des espaces naturels en province Sud. NB : les indices de priorisation de la conservation ont été réalisés à partir de 3 indicateurs, botanique, herpétofaune et avifaune.

⁴ Cette classification « représente souvent des milieux peu dégradés ou anthropisés, des milieux rares ou originaux, abritant un grand nombre d'espèces, des espèces rares, vulnérables ou emblématiques.



97%

des maquis de Dumbéa sont
protégés par le PUD

97%, soit la majeure partie de cet écosystème est localisée dans les aires protégées et est classée en zone naturelle protégée (ND) dans le PUD 2012. Les maquis s'étalant bien au-delà des limites communales, forment d'importants réservoirs de biodiversité. Ils sont essentiels à la conservation des écosystèmes naturels.

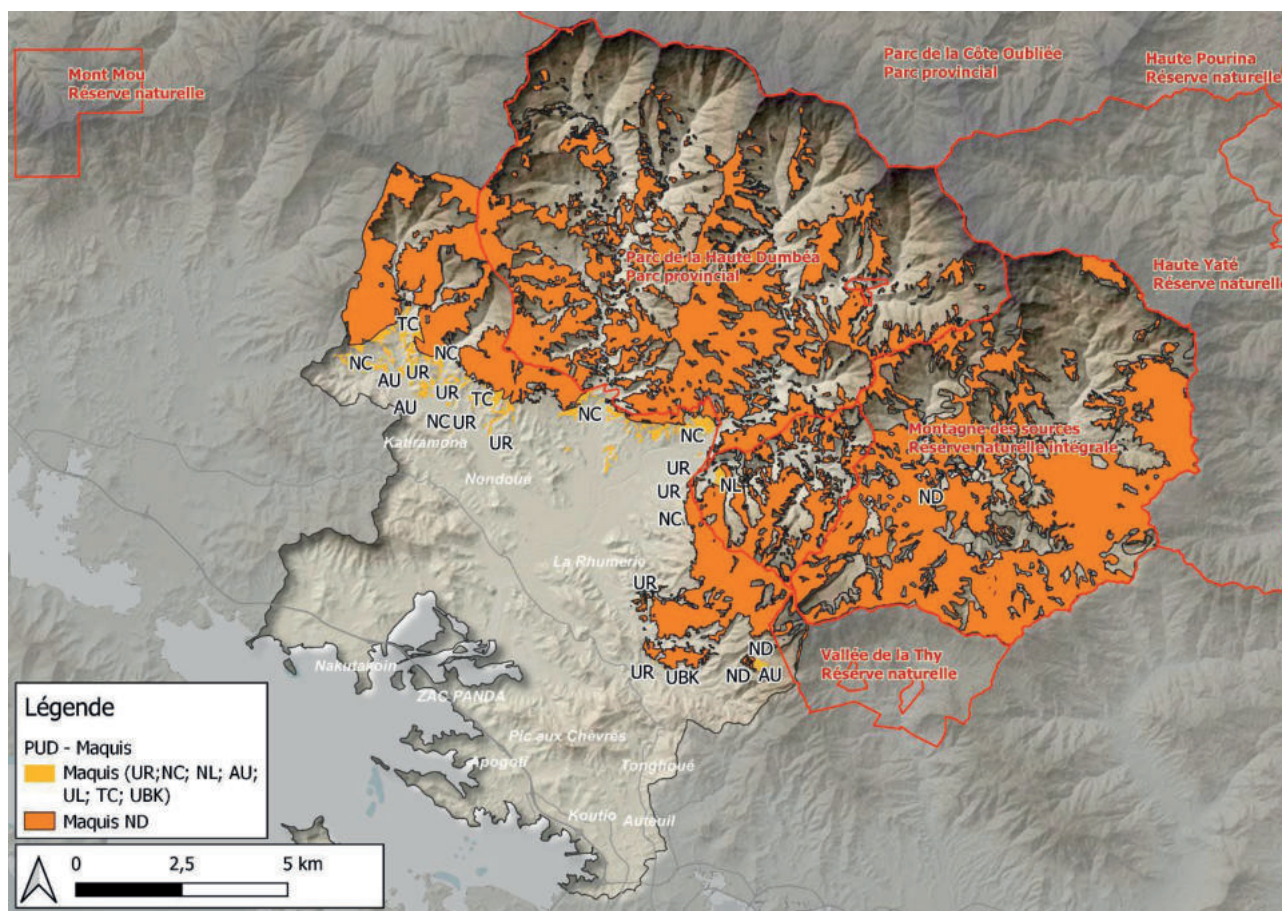
Localisation des maquis

Parmi les 3% non classés en zone ND, 2,5% se répartissent dans les zones suivantes et sont localisés à la lisière avec les différentes réserves :

- 141 ha sont situés en zone naturelle d'activités rurales (NC) dans la plaine de Koé, à la Couvelée ou encore à l'ouest de Val Fleury,
- 43 ha en terres coutumières (TC) au nord-ouest,
- 9 ha en zones naturelles aménagées (NL) aux Koghis.

Et, 0,5% sont des zones urbaines résidentielles, pavillonnaires, d'équipements et de loisirs :

- 8 ha en zone d'équipement (UE), ex : à Val Suzon,
- 5 ha en zone à urbaniser (AU) ex : à Val Fleury,
- 1 ha en zone urbaine de loisir (UL), ex : Koghis.



Carte 8 : Carte des maquis et de leur zonage dans le PUD 2012, Sources cartographiques : Milieux naturels DDDT à jour, PUD 2012, formatage CAPSE

LES GRANDS PAYSAGES



90%

de la commune de Dumbéa est
recouvert de végétal

Les grands paysages de Dumbéa sont identifiés sur le graphe ci-dessous. Il s'agit essentiellement de forêts (48%) et de milieux à végétation arbustive et/ou herbacée (36%). En fonction des sources (ŒIL ou DDDT), la commune serait donc couverte de 84% à 92% par des milieux naturels végétalisés. **Les eaux maritimes (1%) sont peu représentées car la baie est étroite.**

L'évolution des paysages de l'ŒIL indique qu'en 2014, la part de milieux urbanisés est importante (4,9%) par rapport à certaines communes du territoire (29% à Nouméa, 2,4% Mont dore et 2,3% à Païta) et à la moyenne de la province sud (1,3%). Pareil pour le fort pourcentage de terres agricoles (6%) qui est similaire à la moyenne provinciale.

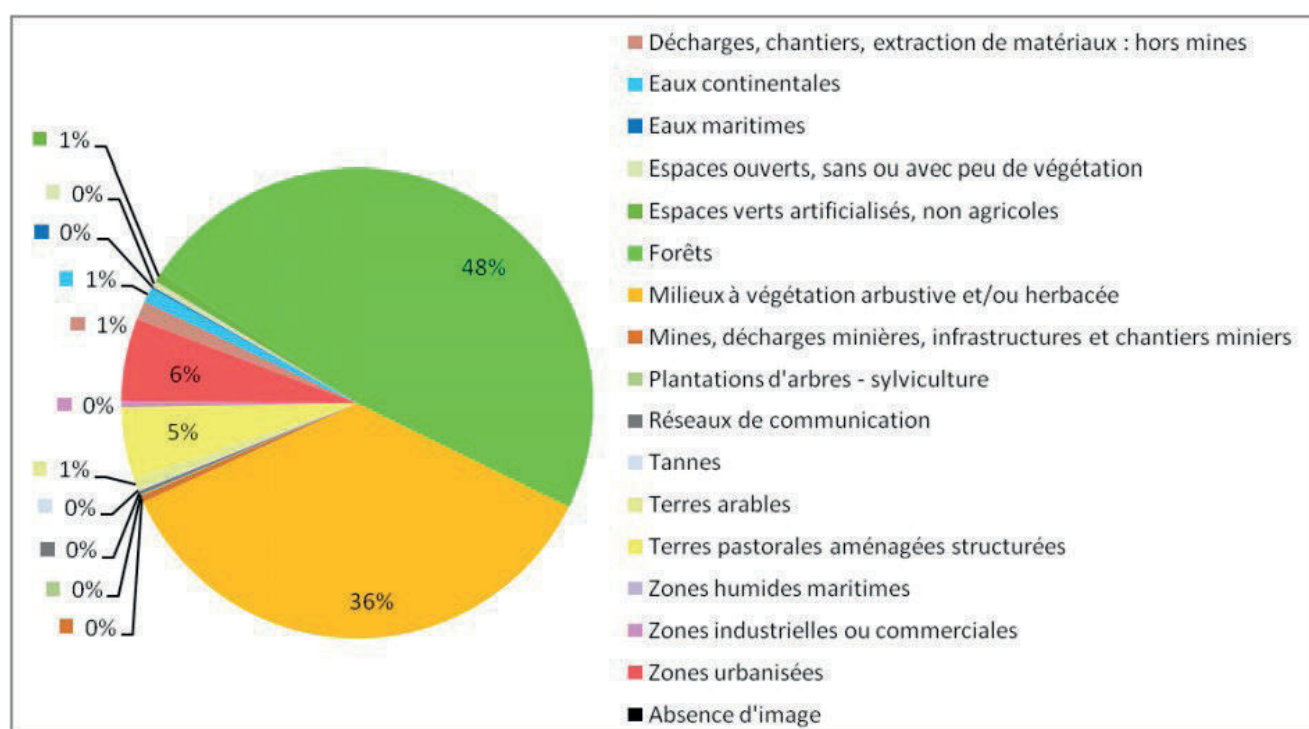


Figure 4 : Répartition communale des types de paysages en 2010, Sources : Évolution des paysages en province Sud – Commune de Dumbéa – Observatoire de l'environnement ; ŒIL NC

FAUNE, FLORE ET ESPECES MENACEES



>90%

de Dumbéa est couvert de surfaces végétalisées (hors sols nus, dégradés, anthropisés, plantations et vergers) dont ~6% de paysage exploité et aménagé.

Contexte

La Nouvelle-Calédonie est un hotspot de biodiversité située dans le Pacifique Sud, reconnu pour la richesse et la diversité de son patrimoine floristique. Des quelques **3400 espèces de plantes vasculaires indigènes connues**, **75% sont considérées comme endémiques du territoire**.

Les écosystèmes naturels sensibles et ceux présentant une valeur patrimoniale (EIP) décrits ci-dessus hébergent une faune et une flore remarquables notamment sur le massif forestier au nord, sur les hauteurs des Monts Dzumac, Poudéhoume, To, Pidité et Monnaie ou encore dans la forêt tropicale primaire des Monts-Koghi.

Flore

En dehors des milieux humides (eau, étang, lac, marais) et de sols nus dégradés et anthropisés de la commune, la flore terrestre est répartie dans les formations ci-dessous :

- +30% de forêt sur sol ultramafique,
- ~30% de maquis,
- ~12% de formation végétale indéterminée arborée,
- ~6% de savane,
- ~5% de forêt sur sol volcan sédimentaire ou calcaire,
- ~2% de forêt sèche,
- -1% de plantations et vergers.

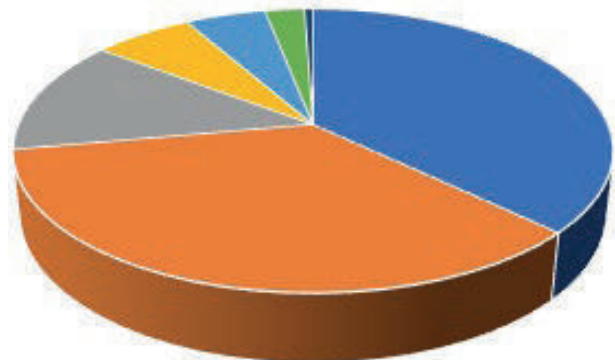


Figure 5 : Milieux naturels, DDDT mis à jour en janvier 2021

Ces milieux hébergent des taxons menacés répertoriés sur la liste rouge de l'autorité la flore menacée (RLA) qui est suivie localement par l'association Endémia en partenariat avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). La flore suivante est observée⁵ sur les différents milieux de la commune :

- La forêt dense humide et sa lisière préforestière sont très présentes sur la commune et surtout sur les massifs des Koghis, des Dzumacs et les vallées de la Dumbéa et de la Couvelée. **Ces milieux sont extrêmement précieux avec un taux d'endémisme de l'ordre de 82% pour la flore.** Ils hébergent 577 taxons avec un taux d'endémisme de 77,7% dont 18 familles de taxons rares et menacés. Parmi eux, 11 sont vulnérables ou en danger et 1 en danger critique. De belles populations d'Araucaria (A. humboldtensis et A. bernieri), arbres cousins de l'emblématique pin colonnaire) sont, par exemple, présentes à la Montagne des sources.

⁵ PdG_complet_Parc_Dumbéa_fevrier2019

- Les maquis d'altitude (>800m) et les maquis miniers présentent eux aussi **un taux d'endémisme record avec 88% des espèces de la flore unique au territoire**. Les maquis et formation sur sol hypermagnésien du parc provincial abritent 432 taxons connus, 18 sur la liste RLA dont 12 étant vulnérables ou en danger. De très vastes surfaces sont recouvertes par le chêne-gomme (Arillastrum Gummiferum).
- **La forêt sèche (FS) et les mangroves sont présentes sur le littoral** notamment dans la baie de Koutio, aux abords de la Baie de Taa et de l'estuaire de la Dumbéa.

La « flore de Nouvelle-Calédonie » indique que le parc provincial de la Haute Dumbéa appartient au grand massif du sud, de loin le plus riche en gymnospermes (Jaffré, 1995). Elle signale une dizaine de gymnospermes dans la branche Nord auxquels peuvent s'ajouter 5 autres espèces observées par d'autres auteurs. Il y aurait ainsi **une quinzaine d'espèces de gymnospermes présentes dans le parc sur les 44 recensées en Nouvelle-Calédonie**. La valeur de la flore de la Dumbéa est surtout due à la présence de plusieurs espèces rares ou micro endémiques.

Sur les ZAC, le rapport de suivi environnemental indique que les milieux naturels (FS et Mangrove) suivis sont stables et moyennement dégradés depuis 2008/2011 avec une cohabitation des espèces de la liste rouge UICN qui cohabitent toujours avec les espèces envahissantes.

Flore envahissante (EEV)

Le plan de gestion du parc provincial de la Haute Dumbéa indique que la province ne dispose pas de données bibliographiques descriptives de la nature et de la répartition des espèces végétales présentant un caractère envahissant dans l'enceinte du parc.

Il est néanmoins noté que la présence d'espèces envahissantes végétales exerce une pression sur le milieu naturel en occupant les niches écologiques des espèces autochtones.

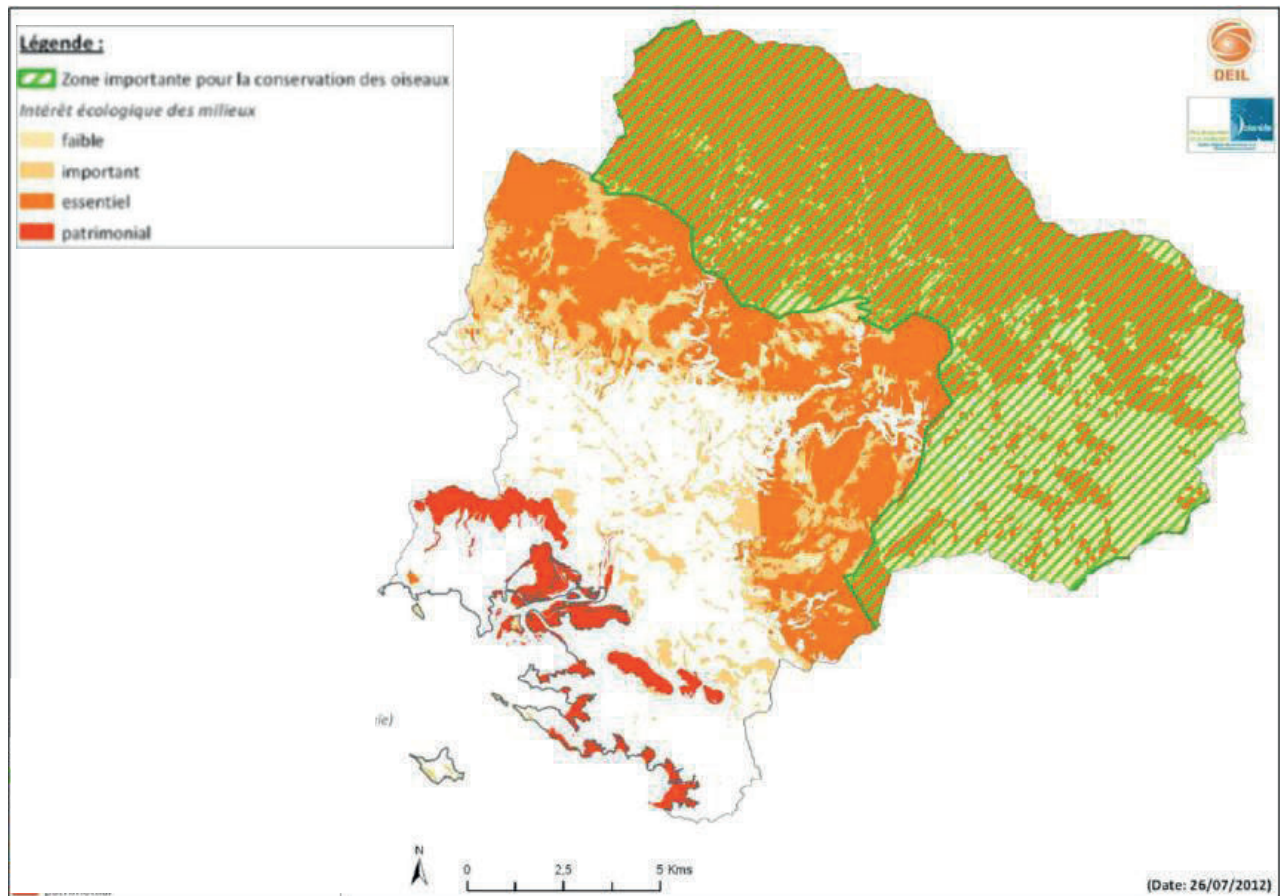
Sur les ZAC, le suivi environnemental constate une dégradation du milieu entre 2010 et 2020, notamment sur certaines stations d'observation où la fréquentation humaine est importante. La coupe de bois, l'ouverture du milieu et les jardins vivriers non encadrés ont favorisé le développement des EEV. Ces dernières progressent dans les formations pour former parfois des fourrés monospécifiques. La présence d'une liane nommée *Macfadyena unguis-cati* au Pic aux Chèvres est signalée depuis 2012. Elle est jugée préoccupante car celle-ci peut former des tapis dense et compact sur le sol, empêchant la régénération des espèces forestières natives.



Photo 7 : la liane *Macfadyena unguis-cati* étouffe la végétation et dégrade le milieu,
Source : SECAL, Jean Louis RUIZ

La carte ci-dessous réalisée pour l'ŒIL⁶ illustre l'intérêt écologique des milieux de Dumbéa aussi nommé sensibilité biologique et écologique des milieux. On notera que la classification des niveaux d'intérêt écologique est basée sur les indices de conservation établis par la DDDT dans le cadre de la classification des milieux naturels de la province Sud.

En termes de sensibilité, *les espaces de forêt et de maquis sont classés en sensibilité floristique forte et les espaces de forêt d'altitude en périphérie Nord du parc sont classés en sensibilité très forte au même titre que les espaces de forêt sèche ou de mangrove.*



Carte 9 : Evolution des paysages en PS, zone d'intérêt écologique, sources: ŒIL, Océanide, SCO, 2010



Photo 8 : Notou de Nouvelle-Calédonie, source : SECAL, parc zoologique et forestier

Avifaune

Selon la Société Calédonienne d'Ornithologie (SCO), 47% de la surface communale est classée comme zone d'intérêt ornithologique. Il s'agit essentiellement des massifs forestiers sur les hauteurs identifiées, ci-dessus en vert, comme zone importante pour la conservation des oiseaux.



47%

de la surface communale est classée comme zone d'intérêt ornithologique au niveau des aires protégées

Des études⁷ menées dans le parc mettent en évidence la présence d'une cinquantaine d'espèces, dont plus de 20 endémiques, et quatre en voie critique d'extinction d'après la Liste Rouge de l'IUCN (méliphage noir, perruche huppée, notou, pétrel de la chaîne).

En outre, l'étude a démontré une similitude dans les abondances des populations aviaires observées entre le Parc provincial de la Dumbéa et le parc provincial de la Rivière Bleue, hormis en ce qui concerne les espèces forestières patrimoniales de grande taille (*échenilleur de montagne*, *notou*, *perruche de la Chaîne*, *polochion moine*), significativement plus faible au sein du parc de la Dumbéa. Cela s'explique notamment par des blocs forestiers plus extensifs au sein du parc de la Rivière Bleue, au contraire du parc de la Dumbéa, soumis à des effets lisières importants.

Ces observations permettent de démontrer l'importance de la conservation de patches forestiers de grande surface, non fragmentés sous risque de perdre notamment des espèces endémiques de grande taille.

Il est également important de noter que la **forêt tropicale primaire des Monts-Koghi abrite également 12 des 16 espèces endémiques** à la Nouvelle-Calédonie, dont le **cagou**, le **cardinal** (ou Diamant Psittaculaire), le **notou** et l'**émouchet bleu**. En complément, la mairie de Dumbéa a identifié **des nids de roussettes** à 2 endroits, aux pieds du pic aux chèvres et au niveau de l'ancienne mine des Barbouilleurs.

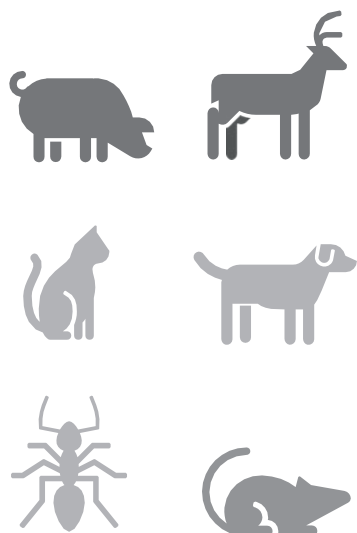
Le rapport de suivi environnemental rapporte que **sur les ZAC le nombre moyen d'individus par espèce native observé depuis 2016 est en augmentation sur les stations de forêts sèches** observées. La diversité et la stabilité des populations d'oiseau est bonne. Sur les 30 espèces présentes en 2020, 24 sont des espèces natives dont 17 sont des espèces/sous-espèces endémiques protégées par le code de l'environnement. Et, six sont des exogènes plus ou moins envahissantes. Parmi elles, l'*Astrild gris*, la *Tourterelle tigrine* et le *Bulbul à ventre rouge* sont les plus nombreux.

La SCO effectue également des visites sur les vasières de Nakutakoin à marée basse pour observer les limicoles en plumage pré-nuptial avant leur départ en migration vers leur zone de reproduction de l'hémisphère nord (Alaska, Mongolie, Sibérie).

Reptiles et chiroptères

Les études citées pour l'avifaune ont également concerné les reptiles et chiroptères. 9 espèces de reptiles communs ont été observés et 11 autres espèces classés par l'IUCN sont probablement présentes. Des microchiroptères ont été approchés dans la moitié nord du parc.

⁷ Duval T. & Boissenin M. 2020. Etat initial de l'avifaune du parc provincial de la Dumbéa. Document Hémisphères. 52pp. et PdG_complet_Parc_Dumbéa_fevrier2019, Programme STOT-ND 2016, Suivi Temporel des Oiseaux Terrestres de Nouvelle-Calédonie



Faune envahissante

Une espèce exotique et envahissante est une espèce (animale ou végétale) dont l'introduction par l'homme sur un territoire, menace les écosystèmes, les habitats ou les espèces indigènes, avec des conséquences écologiques, économiques et sanitaires négatives. Les ONG et les institutions en charge du suivi des espèces envahissantes dénoncent une détérioration de la biodiversité notamment par des espèces animales sauvages telles que les cerfs, les cochons et les rats noirs principalement mais aussi les chats sauvages et chiens ensauvagés.

La destruction des forêts est un mécanisme lent et profond car les espèces envahissantes ne détruisent pas les forêts en s'attaquant directement aux grands arbres mais en condamnant leur progéniture, bloquant ainsi la dynamique de régénération.

Seul l'Homme est en mesure de réguler ces populations et notamment les populations de cerfs et cochons. Il n'y a pas de grands prédateurs en Nouvelle-Calédonie. La chasse récréative ne suffisant pas à contrôler les populations, les pouvoirs publics ont lancé une campagne incitative en rachetant les mâchoires de cerfs. Après plus d'un an et demi, cette campagne a récolté plus de 100 000 mâchoires et pourtant les pressions exercées par les cerfs dans les milieux naturels est encore très importante⁸.

Sur les ZAC, le rapport de suivi environnemental conclue que depuis 2008, aucune trace ou indice de présence de cerfs et cochons n'ont été constatés. Concernant les rongeurs, les résultats du suivi tendent à attester d'un maintien des populations de rats noirs et polynésiens sur la zone. Néanmoins, les rongeurs ne constituent pas la seule menace pour l'intégrité de la forêt sclérophylle du Mont Koumoingoué, les chiens errants, les chats domestiques et haret, les escargots (achatines) et les espèces de fourmis envahissantes semblent également impacter la commune comme le reste du territoire de la Nouvelle-Calédonie.

Des campagnes de résorptions de ces espèces envahissantes sont engagées sur certaines communes à plus ou moins grande échelle comme sur l'îlot Leprédour à Boulouparis ou sur toute la commune de Houaïlou. Les recherches effectuées dans le cadre du présent diagnostic n'ont pas permis de préciser si des campagnes similaires ont été menées ou non sur la commune de Dumbéa.

⁸ PdG_complet_Parc_Dumbéa_fevrier2019

SYNTHÈSE

MILIEUX NATURELS TERRESTRES

60% (15000 ha) de la commune héberge 3 aires protégées (AP) : Parc provincial de la Haute Dumbéa, Réserve intégrale de la montagne des sources, une partie de la réserve de la Vallée de la Thy

Fort

Protection des forêts sèches, des forêts humides et des maquis, de façon intégrée et cohérente avec l'urbanisation.

Moyen

*Protection des surfaces végétalisées existantes qui sont des réservoirs de biodiversité importants.
Projets de reboisement pour limiter la fragmentation des forêts.*



77%

77% (590 ha) des forêts sèches est protégé : 64% en zone ND dans le PUD de 2012 et 14% en zone ZND/ZNL dans la ZAC DSM. Les autres se situent en terre coutumière (TC) et zone agricole (NC) et 2% en zone urbaine.

99%

99% (6 809 ha) des forêts humides de Dumbéa sont protégées par le PUD. Les autres se situent prioritairement, en zones urbaine et à urbaniser en zone agricole et en zone de loisirs.

97%

97% (7 821 ha), soit la majeure partie des maquis est localisée dans les aires protégées et est classée en zone naturelle protégée (ND) dans le PUD 2012. Les 3% restants se situent majoritairement dans des zones NC et TC.



Photo 9 : Vue des massifs, Mons Dzumacs, Wikiloc

Le milieu terrestre de Dumbéa est caractérisé par une surface végétalisée importante (~90%).

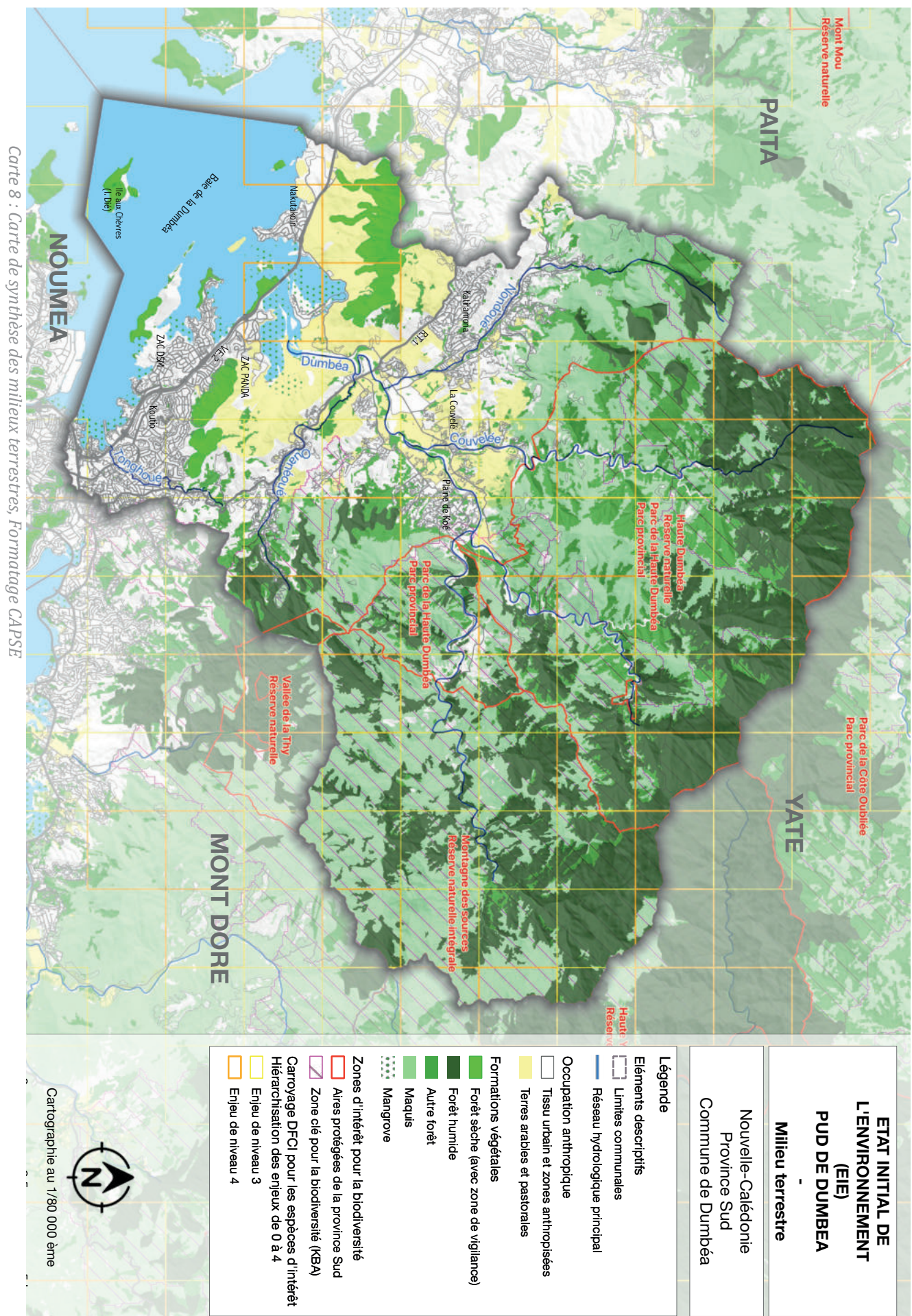
Il est majoritairement composé de maquis miniers (31%) sur les différents monts et vallées des 3 aires protégées (AP). Deux écosystèmes d'intérêt patrimoniaux sont également présents. Les forêts humides qui jouxtent les maquis (27%) et les forêts sèches qui se situent entre la RT1 et le littoral (2%). La majeure partie de ces milieux (95%) est classée en zone naturelle protégée (ND) dans le PUD de 2012. Le reste (768 ha) est classé dans d'autres zones.

Ces écosystèmes hébergent une biodiversité remarquable. En effet, 53% de la commune est considérée comme une zone KBA, zone clé de biodiversité. Elle est localisée principalement dans les AP mais aussi entre les Koghis et le col de Tonghoué, au pic Jacob et à l'ouest du Mont Moné. Les espèces d'intérêt connues de faune et de flore sont également géolocalisées via un carroyage avec des enjeux de protection contre l'incendie qui s'échelonnent de 1 à 4. Ce carroyage est représenté sur la cartographie de la page suivante.

A Dumbéa, la majeure partie de la commune est classée en enjeu 3 et 4.

Des espèces rares et menacées (ERM) habitent dans ces secteurs. Ils connaissent des pressions anthropiques telles que les espèces envahissantes (EEV). Des nids de roussettes et des cagous sont également présents sur Dumbéa.

CARTE DE SYNTHÈSE



LES MILIEUX NATURELS EN INTERFACE TERRE/MER ET MARINS

Ce chapitre porte une attention particulière sur les écosystèmes d'intérêt patrimoniaux (EIP) présents sur le domaine public maritime (DPM) et dans la baie de la Dumbéa. Leurs caractéristiques et leur éventuel zonage sont étudiés pour définir la part des écosystèmes concernés par une protection et, ou des évolutions du PUD de 2012. Les encarts ci- dessous présentent la synthèse analytique, les enjeux et les cotations qui en découlent :

Eléments du diagnostic à retenir :

374 ha de mangrove (EIP) dont 34% sont classés en zones naturelles protégées (ND dans le PUD 2012 et ZNP dans le PAZ),
59% sur les ZACs sont zonées dans le PAZ 2021. 8% sont en zones naturelles aménagées (NL). 1% en zones urbaines et de loisir (AU, UL) ;
1/3 des mangroves des ZAC se détériore côté terre notamment à cause de pressions anthropiques. Des travaux curatifs sont menés.
La rivière Dumbéa est exceptionnelle avec une grande diversité spécifique et le nombre de taxons endémiques le plus élevé de la Nouvelle-Calédonie.

Enjeux :

Cotation environnementale : **FORT**

Eléments du diagnostic à retenir :

3 îlots couverts de forêts sèches en zone ND du PUD et de patchs de mangrove. Les autres milieux des îlots ont peu d'intérêt écologique.
Le DPM abrite de la mangrove (EIP) mais aussi 3 ICPE (aires de carénage d'HCM, centrale d'enrobage des sablières de Dumbéa et atelier de préfabrication de béton de SPB), des installations annexes aux habitations, des squats et divers aménagements.

Enjeux :

Cotation environnementale : **MOYEN**

Eléments du diagnostic à retenir :

La baie n'héberge pas d'herbiers et de récifs coralliens remarquables (EIP). Néanmoins, des herbiers et des formations coralliennes sont présents à proximité de secteurs dynamiques (Nouré, Koutio, Koutio-Kouéta) de la commune même s'ils ne sont pas répertoriés par les institutions.
Evolution stable des caractéristiques de la qualité des eaux de la baie.
Requins bouledogues observés au parc Fayard.

Enjeux :

Cotation environnementale : **FAIBLE**

CARACTERISTIQUES DE LA BAIE DE LA DUMBEA

Deux évaluations environnementales de la baie de la Dumbéa ont été collectées : le suivi environnemental des ZAC et l'étude d'impact d'un projet d'enfouissement des déchets inertes à Ducos. Elles permettent de caractériser la qualité du milieu marin de la commune. Ce dernier représente une faible surface et la majeure partie de sa surface n'est pas zonée dans le PUD. C'est pourquoi seul son état initial en 2020 est retracé ici. Les données suivantes ont notamment été analysées dans le cadre du suivi environnemental des ZAC. Le bilan 2020 indique **une situation globalement satisfaisante, sans perturbation majeure et sans modification significative par rapport aux campagnes précédentes**. En synthèse :



La T° est équivalente

en tous points du suivi et une variabilité saisonnière similaire aux années précédentes est constatée (28 à 30° en saison chaude et $\leq 22^\circ$ en saison fraîche).



Les teneurs en oxygène dissous

constatées en 2019 sont comprises entre 5 et 7 mg/L, ce qui, selon les valeurs de référence fournies par le Guide pour la qualité du milieu marin en NC, décrit des résultats

« bons » (milieu considéré comme non perturbé selon le guide CNRT).



Le niveau de MES est stable

au fil des années et compris entre 0 et 20 mg/L pour l'ensemble des stations considérées hormis quelques valeurs ponctuelles qui diffèrent lors d'événements climatiques particuliers).



Toutes les valeurs de phosphate sont < seuils

Les valeurs mesurées en 2019 ont été \leq à 0,02 mg/L, c'est-à-dire nettement inférieures au seuil <0,047 mg/L, retenu par le guide du CNRT pour décrire un milieu de fond de baie non perturbé. Seule une valeur ponctuelle au niveau de la station de l'anse Apogoti (0,2201 mg/L) a dépassé le seuil de 0,19 mg/L pour un milieu fortement perturbé.



Les mesures de pH sont peu variables

et, hormis une valeur ponctuelle en 2014, elles restent comprises entre 7,9 et 8,3, conformément au pouvoir tampon de l'eau de mer

En conclusion, les valeurs sont stables même si une attention particulière est à porter aux teneurs en phosphates au niveau des stations de l'anse Apogoti afin de vérifier si les valeurs ponctuelles mesurées en avril 2018 et décembre 2019 venaient à se reproduire.



La salinité est variable

en fonction de la localisation du suivi ; elle est stable dans l'anse Maisonneuve (entre 35 et 36 UPS). Elle est variable sur les autres points de suivi à cause d'apports d'eaux douces. Cela est lié notamment aux crues de la Dumbéa à la suite d'un cyclone (entre 2 et 7UPS) ou aux panaches de la rivière cumulés aux rejets des eaux pluviales des espaces urbanisés de l'anse Apogoti (entre 35 et 36 UPS).



Les concentrations en nitrates sont variables en fonction de la localisation du suivi ; elles sont stables dans l'anse Maisonneuve (<0,006 mg/L soit un milieu de fond de baie non perturbé) et inférieures au seuil de sensibilité analytique en laboratoire pour les autres stations. Les apports d'eaux douces liés notamment aux crues de la Dumbéa à la suite d'un cyclone ont engendré ponctuellement une augmentation du seuil (~0,3 mg/L soit un milieu moyennement perturbé).

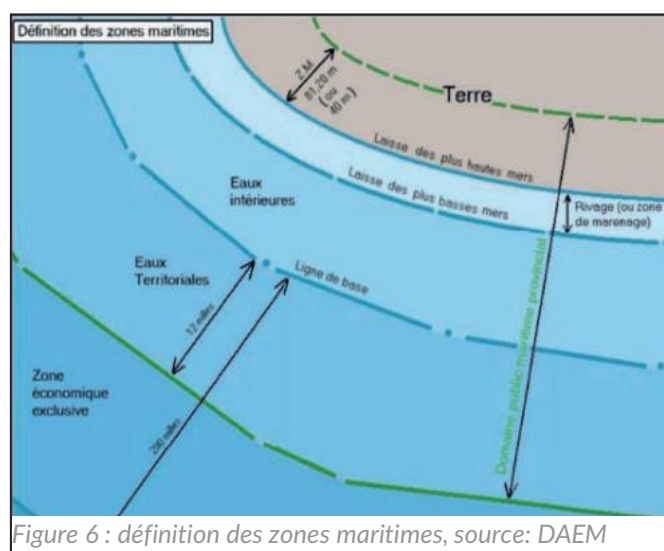


Les concentrations en Chlorophylle A sont variables en fonction de la localisation du suivi ; elles sont stables dans l'anse Maisonneuve (<1,5 µg/L correspondant à un milieu littoral non perturbé) et inférieures (entre < 0,1 et 2,77 mg/L) au seuil d'un milieu peu ou pas perturbé pour l'anse Apogoti. 3 stations au cœur de la baie présentent une valeur ponctuelle <10mg/L semblant correspondre à des développements phytoplanctoniques locaux.

LITTORAL ET DOMAINE PUBLIC MARITIME (DPM)

Occupation du DPM

Seuls les aménagements et constructions à caractères précaires et démontables, conformes aux objectifs de préservation du littoral provincial, sont susceptibles d'être autorisés.



La façade littorale de la commune de Dumbéa est d'environ 40 km, elle est notamment constituée par le DPM. Ce dernier est formé d'une bande de 81,20m appelée la zone de 50 pas géométriques et d'une partie maritime, allant jusqu'à 12 milles nautiques au-delà du récif barrière.

C'est le service du Domaine et du Patrimoine de la direction l'Aménagement, de l'Équipement et des Moyens (DAEM) de la province Sud qui assure la conservation et la gestion de cet espace naturel et qui contribue à sa valorisation en collaboration avec les autres directions provinciales.

Le DPM a vocation à rester au libre usage du public. La loi du pays modifiée n° 2001-017 du 11 janvier 2002 vient y réglementer les occupations. Des demandes de mise à disposition peuvent être réalisées par les propriétaires des parcelles voisines.



Zones d'habitations sur le DPM

Plusieurs cabanes des squats du caillou bleu, Kawati, Gaïac, de l'ancien péage et du pic aux morts sont sur le DPM. Il y a aussi quelques cabanes isolées qui correspondent au squat de Nakutakoin et sont visibles le long de l'embouchure de la Dumbéa de part et d'autre de la voie express VE2.

Des installations annexes (ex : abri de jardin, carport, quai) et autres infrastructures (routes) sont visibles sur certaines parcelles des lotissements de la pointe à la Luzerne de Nakutakoin, de la pointe à la Dorade de Dumbéa-sur-Mer, de la baie d'Apogoti et des terrasses de Kouéta-Baie.



ICPE sur le DPM

Plusieurs ICPE occupent le DPM de Dumbéa :

- Les aires de carénage de la société HCM au niveau de la baie de Nouré – Nakutakoin (classement ICPE non évalué à ce jour par la DIMENC),
- La centrale d'enrobage de la société « les sablières de Dumbéa » au niveau de la baie de Nouré-Nakutakoin (autorisation temporaire),
- L'atelier de préfabrication de divers éléments béton de la société SPB SARL (Société de préfabrication béton) au niveau de la baie de Nouré – Nakutakoin (déclaration).



Autres activités (aménagements et loisirs) présents sur le DPM

Au niveau du lotissement de la pointe à la Luzerne de Nakutakoin, le DPM est occupé par les installations de la société « huître de Dumbéa » qui est accessible depuis la rue de l'Anse Ta'a.

Les aménagements suivants sont également présents (liste non exhaustive) :

- Les infrastructures (abris, toilettes sèches, tables, ...) de la plage de Nouré situées au Sud-Est de la commune (limite avec la commune de Paita) ;
- Une rampe de mise à l'eau entre la plage de Nouré et les installations de HCM sur la baie de Nouré,
- Une rampe de mise à l'eau de l'Anse Apogoti (au bout de la rue de Provence) ;
- Une rampe de mise à l'eau à Nakutakoin ;
- Une grande partie du parking et des installations techniques du centre hospitalier territorial Gaston-Bourret ; Médipôle de Koutio.

Il est à noter qu'il est envisagé dans les prochaines années, la réalisation d'un port de plaisance à Nouré. Il s'agirait d'une marina composée d'un port de plaisance de 920 places à flots et 200 places à sec, d'un espace commercial regroupant des professionnels de la mer, ainsi que d'un espace de loisir avec restaurants, cafés, épicerie, promenade piétonne et piste cyclable. En mai 2021, aucun projet de permis de construire (PC) n'a été déposé auprès de la commune de Dumbéa.

LES MANGROVES, EIP

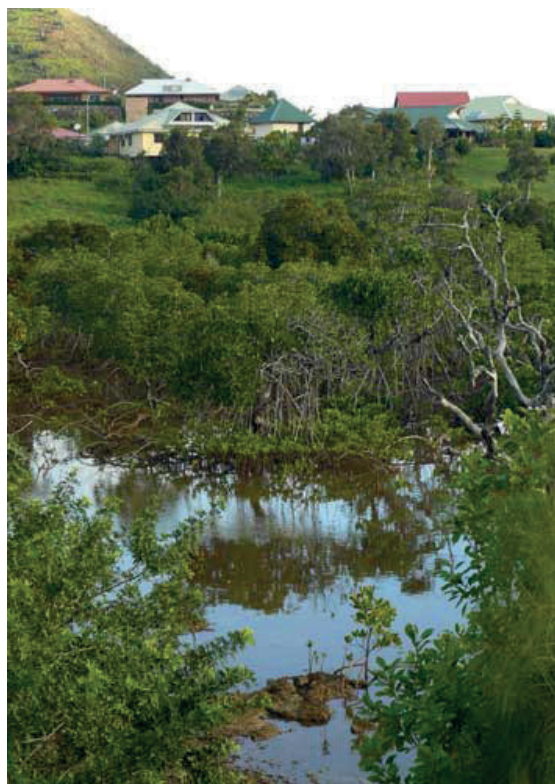


Photo 10 : Mangroves, source : le blog de Dumbéa

Contexte

A l'interface entre la partie terrestre et maritime de la commune, se trouvent de nombreuses mangroves, écosystème patrimonial représentatif de la Nouvelle-Calédonie. Selon l'observatoire de l'environnement (ŒIL), la mangrove est une forêt intertropicale de bord de mer, principalement constituée de palétuviers et soumise aux fluctuations des marées.

C'est un des écosystèmes les plus productifs de la planète. Il joue un rôle tampon entre la mer et la terre qui protège à la fois le littoral et ses côtes face à l'érosion. Il atténue l'impact des cyclones et des tempêtes et elle filtre les sédiments pour éviter qu'ils n'asphyxient les récifs et les herbiers. Il piège les polluants et recycle la matière organique pour enrichir les eaux du lagon en sel minéraux nutritifs. Elle héberge également les nombreuses espèces animales et leur sert de nurserie.



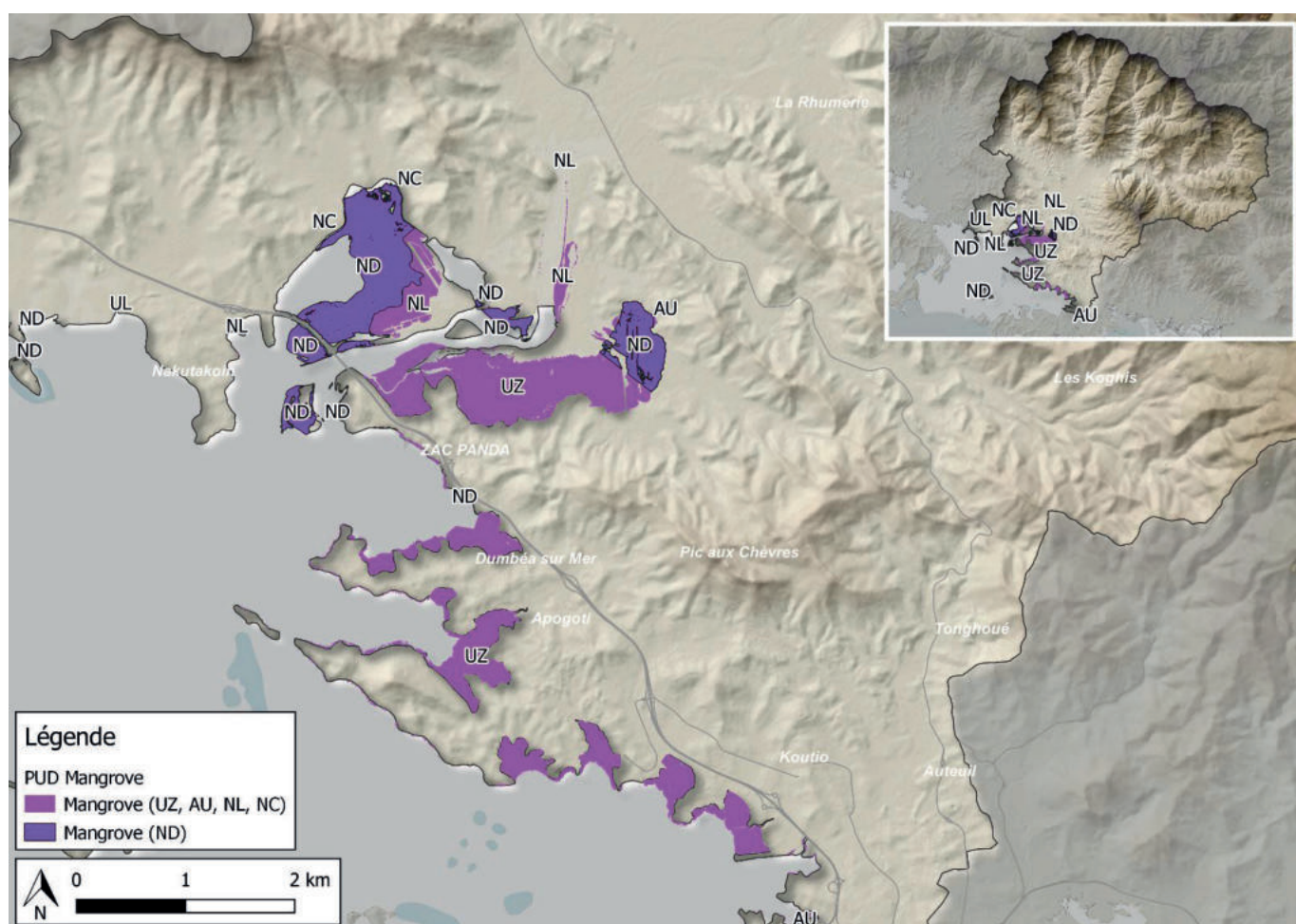
32%

**des mangroves de Dumbéa
sont situées en zones naturelles protégées
dans le PUD**

- ~59% se situe sur les ZAC DSM et Panda ;
- 8% en zone naturelle aménagée (NL), baie Hoff ;
- 1% en zone à urbaniser et de loisir (AU, UL).

Localisation des mangroves de Dumbéa

Les mangroves de Dumbéa représentent 1% de la surface totale de mangrove de la Nouvelle-Calédonie et plus de 2% des surfaces connues en Province Sud. Elles se situent au niveau de la baie de Koutio-Kouéta, de l'Anse Apogoti, de la baie Taa et la baie Hoff (embouchure de la Dumbéa), de la pointe Adam et sur une moindre implantation surfacique au niveau de la baie Duure. Parmi les 374 ha recensés, le PUD de 2012 différencie les zones illustrées sur la carte suivante :



Carte 11 : Carte des mangroves et de leur zonage dans le PUD 2012, Sources cartographiques : milieu naturel DDDT toutes formations confondues à jour



des mangroves des ZAC sont en zones naturelles protégées (ZNP/ ZND) dans le PAZ

50% en ZNL où l'état naturel doit être conservé tout en permettant les aménagements indispensables

7% en ZUE dont la vocation exclusive est l'accueil d'équipements d'intérêt général, publics ou privés.

Dumbéa-sur-mer (DSM) et de la ZAC PANDA, un programme de surveillance de l'environnement est défini dans le but de contrôler les impacts des projets sur leur périmètre d'influence. Un focus est aussi réalisé sur la mangrove entourant le Médipôle de Koutio. Ce suivi est défini pour une durée de 10 ans pour couvrir la période de viabilisation des projets. Deux méthodologies d'analyse sont utilisées, une sur télédétection par imagerie satellite et une basée sur de la reconnaissance terrain. L'ensemble couvre la majeure partie des mangroves de Dumbéa hormis sur la baie Hoff.



Photo 12 : Mangroves, source: Suivi environnemental ZAC

Le rapport indique qu'au total, 7 classes de végétation sont identifiées sur le secteur en 2020. **La classe la plus représentée sur la zone d'étude correspond aux Rhizophoracées arborescents occupant 83,6 ha** (33% de la zone d'étude).

Elle est suivie par la strate de Rhizophoracées arbustifs avec 58,3 ha (23% de la zone d'étude), La troisième classe la plus représentée correspond à la classe de tannes, ex-aequo avec la classe à Avicennia sp., avec chacune 29,6 ha (12% de la zone).

Les classes de végétation mixte, de végétation autre de mangrove et de zones de platiers et dépôts sédimentaires représentent près de 14% de la zone. Les 6% restants sont un mixte des 3 autres classes.

Les mangroves sur les ZAC

Les ZAC hébergent la majorité des mangroves de la commune (59%), ces dernières sont de fait, classées en zone UZ dans le PUD de 2012. Le Plan d'Aménagement des ZAC (PAZ) cadre ces aménagements. Le zonage affilié classe 9ha supplémentaires de mangroves en zone (ZNP/ZND). La majeure partie, 178ha, sont zonées en zone naturelle aménagée (ZNL). Le reste, 27ha, est en zone urbaine d'équipement (ZUE) et seulement 1ha en zone urbaine de loisir (ZUL).

Dans le cadre du suivi environnemental de la ZAC



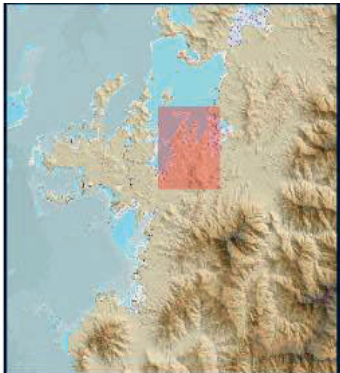
Photo 11 : Mangroves, source: Suivi environnemental

Le bilan réalisé sur l'analyse de l'évolution des mangroves, indique une dégradation côté terre depuis 2008. **Des pressions liées à l'activité humaine et à l'aménagement du secteur sont identifiées.** Le bilan 2020 du suivi terrain indique :

- 20 stations apparaissent en bonne ou très bonne santé, dont 3 à priori exemptes de menaces, et 17 où les pressions anthropiques sont faibles. Une seule présente une évolution négative par rapport à 2019.
- 11 stations connaissent des pressions anthropiques non négligeables en 2020. Une évolution positive est notée sur 2 stations à l'est du Médipôle ; Et, une dégradation est constatée sur une 3ème station à côté de la chapelle de DSM.

Une sédimentation importante de certains points de suivi est relevée. Cette dernière est liée au charriage naturel de la rivière Dumbéa et au débordement des bassins d'orage.

Suivi environnemental ZAC DSM-PANDA : classification des mangroves - 2020

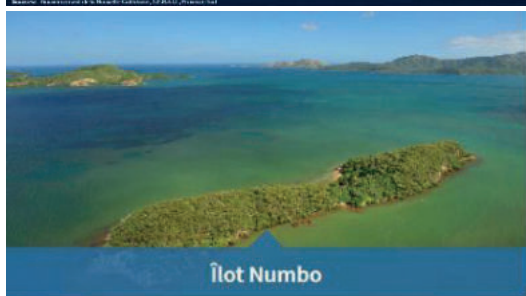
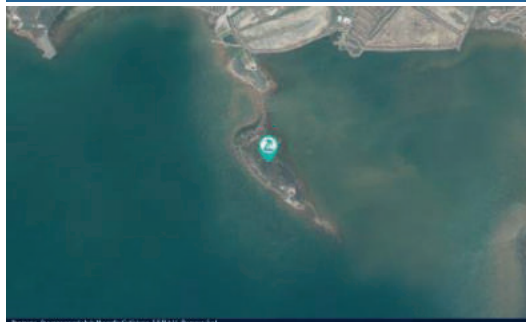


LES ILOTS

3 îlots en zone naturelle protégée avec des EIP



Île N dié



Îlot Numbo

Photo 13 : îlots de Dumbéa, sources : PS, SERAIL



La commune de Dumbéa héberge trois îlots dont l'accès est autorisé. L'accès à certains îlots est réglementé par le code de l'Environnement pour protéger les espèces animales et végétales qu'on y trouve.

A Dumbéa, seul l'île N'Dié est sujette à une interdiction de posé d'hélicoptère. Les îlots de la commune se caractérisent par :

Ile aux chèvres aussi nommée N dié

- Forêt sèche couvrant la majeure partie de l'île classée en zone naturelle protégée (ND) ;
- Formation végétale indéterminée et arborée ;
- Patches de mangrove, formation d'Avicennia dense et formation mixte dense.

Ilot Nouré

- Forêt sèche couvrant la majeure partie de l'îlot ;
- Mangrove, formation d'Avicennia dense et formation mixte dense.

Ilot Numbo :

- Forêt d'altitude inférieure à 400 m sur formations volcano-sédimentaires ;
- Petites bandes de mangrove, formation d'Avicennia dense et formation mixte dense.

L'OÉIL classe les milieux de ces îlots selon les indices définis dans le chapitre milieu terrestre comme des milieux peu ou pas riches et leur intérêt écologique est classé entre faible et moyen.

LES HERBIERS, EIP



Photo 14 : herbier, source: IFRECOR

Les herbiers marins de surface supérieure à 100 m² sont définis comme des écosystèmes d'intérêt patrimonial au titre de l'article 232-1 du code de l'environnement de la province Sud et ils bénéficient, à ce titre, de mesures réglementaires de conservation (articles 233-1 à 235- 3). Ces prairies sous-marines servent à la fois de refuge et de garde-manger pour la

La PS ne répertorie pas d'herbiers remarquables dans la baie de Dumbéa.

L'étude ZoNéco (Zone Economique Exclusive et des lagons de la Nouvelle-Calédonie) indique que les herbiers présents sont des herbiers diffus.

Selon l'ŒIL, l'herbier connu le plus proche de la commune se situe à Nouméa à la frontière entre les limites administratives marines des communes de Païta et Dumbéa. Néanmoins, une cartographie des herbiers peu profonds de la Nouvelle-Calédonie a été faite en 2010 par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie avec les données du programme de Recherche et Développement nommé ZoNéCo (Zone Economique Exclusive et des lagons de la Nouvelle-Calédonie) pour la valorisation et la gestion durables des ressources marines. Cette dernière indique que **les herbiers des baies qui composent la commune de Dumbéa sont des herbiers diffus**. Ils sont géolocalisés dans la cartographie de synthèse du chapitre milieux marin et littoral.



Les herbiers des ZAC

Les herbiers marins de l'anse Apogoti sont étudiés dans le cadre du suivi environnemental de la ZAC DSM. Le suivi indique qu'ils sont localisés sur des fonds vaseux. Ils sont constitués, sous forme de patch mono-spécifique, de l'espèce de phanérogame marine prédominante nommée *Enhalus acoroides*. Mais également, d'herbiers mixtes *Halophila ovalis*, *Cymodocea serrulata* et *Cymodocea rotundata* ou encore d'herbiers clairsemés à *Halophila*. Ils sont globalement peu denses, les densités moyennes par patch sont comprises entre 6% et 29%.

Malgré le fort taux de sédimentation et la turbidité de l'eau, la vitalité des plants de phanérogames semble bonne et ils agissent comme des habitats fonctionnels qui attirent une faune marine typique : coquillages cerithes, palourdes, nudibranches, juvéniles de poissons (observation d'un banc de bossus d'herbe et d'un banc de picots gris) et d'autres poissons adultes furtifs non identifiés. L'urbanisation de la zone ne semble pas avoir influencé l'évolution de la surface des herbiers entre 2016 et 2020.



Figure 7 : Herbiers de l'Anse Apogoti, état des lieux 2020 et changements 2016-2020, source : suivi environnemental ZAC, SECAL, SEACOST

LES RECIFS, EIP

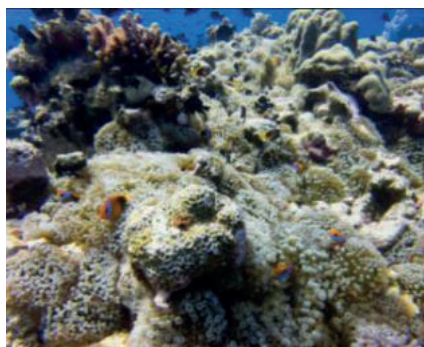


Photo 15 : Récifs coralliens, source: LNC



Les récifs coralliens de surface supérieure à 100 m² sont définis comme des écosystèmes d'intérêt patrimonial au titre de l'article 232-1 du code de l'environnement de la province Sud et ils bénéficient, à ce titre, de mesures réglementaires de conservation (articles 233-1 à 235-3).

La province Sud ne répertorie pas de récifs remarquables dans la baie de Dumbéa. En parallèle, le réseau d'observation des récifs coralliens (RORC) chapoté par l'IFRECOR et l'Aquarium des lagons de Nouvelle-Calédonie n'effectue pas de suivi dans la zone.

Une étude d'impact réalisée en baie de Koutio-Kouéta corrobore cette information en classant la majeure partie de la baie en catégorie de vulnérabilité peu sensible car elle est constituée d'un platier sédimentaire à blocs et roches épars, de pâtés coralliens morts et de fonds vaseux nus. Seule une petite partie est considérée comme moyennement sensible car des formations coralliennes vivantes s'y trouvent mais ces dernières ont été localisées uniquement sur ~10% de la zone d'étude. (Source : EIE Endigage déchet, Seacoast).

La PS ne répertorie pas de récifs remarquables dans la baie de Dumbéa.

La majeure partie de la baie est classée en catégorie de vulnérabilité : « peu sensible ».

Focus sur les unités bionomiques connues dans les secteurs dynamiques

Il est néanmoins à noter que des mangroves, des récifs coralliens ont été identifiés dans la baie de la Dumbéa au travers d'études plus spécifiques sur des secteurs géographiques concernés par des études d'impact. Ainsi, les points suivants synthétisent les données collectées dans ces secteurs dynamiques de la commune même si les récifs n'ont pas encore été intégrés aux zones de vigilances et, ou aux zones protégées par les institutions.

- Plage de Nouré : présence de zones sensibles telles que des mangroves et des herbiers denses et moyennement denses au droit de la plage et le long de la bordure Est de la baie de Gadji. Elles sont en bonne santé mais présentent une faune benthique peu riche. Et, de zones moyennement sensibles telles que des herbiers mixtes ou monospécifiques au niveau de la bordure Ouest des îlots Dérin et Nouré ainsi que des formations coralliennes avec une surface faible de coraux vivants (Source : EIE Marina Nakutakoin, Seacoast).
- **Station d'épuration (STEP Dumbéa 2)** : présence de mangroves dont l'évolution 2014 indique qu'elles subissent des pressions, entre-autres le déversement d'eaux traitées (Source : EIE Soproner)
- **Baie de Koutio-Kouéta** : présence de zones sensibles et moyennement sensibles telles qu'un platier côtier avec des zones d'herbiers de phanérogames marines et récifs réticulés à pâtés coralliens éparses sur fond sablo-vaseux (Source : EIE Endigage déchet, Seacoast).

La carte de synthèse page 44, illustre l'ensemble des milieux en interface entre la terre et la mer ainsi que les milieux marins de la commune de Dumbéa.

LA FAUNE AQUATIQUE ET MARINE

Faune aquatique ichthyologiques

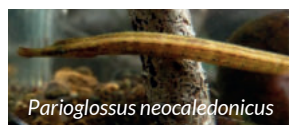
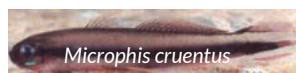


Le plan de gestion du parc provincial de la Haute Dumbéa synthétise les résultats détaillés d'une étude publiée par la DAVAR en 2013. Il s'agit de l'inventaire ichthyologique (poisson) et carcinologique (crustacé) du bassin versant de la rivière des Lacs – Campagne de septembre-octobre 2012⁹ pour laquelle une fiche de synthèse a été rédigée. Les inventaires ont été réalisés essentiellement en aval de la confluence jusqu'à l'embouchure, mais également sur quelques prélèvements vers le barrage (branche Est) et dans la branche Nord. Les points clés sont rappelés ci-dessous.

Espèces rares et sensibles

Certaines espèces autochtones du territoire sont qualifiées de rares et sensibles comme la carpe à queue rouge, les mulots noirs ainsi que les espèces endémiques ce qui signifie qu'elle est limitée à une région donnée.

Ces espèces, beaucoup plus sensibles aux pressions anthropiques (humaines), semblent se raréfier du fait de la dégradation de leur habitat. Sur le bassin versant, sept espèces qualifiées de rares et sensibles ont été inventoriées, comme la carpe à queue rouge et le sicyoptère de Sarasin (endémique à la Nouvelle-Calédonie). Comparativement aux autres espèces recensées sur le bassin versant, **ces 5 espèces de poissons représentent sur la Dumbéa 10 % de l'effectif total. Parmi ces 5 espèces, 2 sont inscrites comme espèces en Danger d'Extinction d'après la liste rouge IUCN.**



Espèces exotiques et envahissantes :

Les espèces exotiques envahissantes sont aujourd'hui considérées comme l'une des plus grandes menaces pour la biodiversité. Les rivières calédoniennes comptent de nombreux poissons envahissants (comme le Tilapia, le Black bass, le poisson million, le porte épée) introduits pour diverses raisons (aquaculture, lutte anti-moustique, aquariophilie, pêche, etc.).

Il est donc nécessaire de surveiller la progression de ces espèces, de limiter leur prolifération mais surtout de lutter contre leur introduction dans les milieux naturels.

Sur le bassin versant de la Dumbéa, 2 espèces exotiques et envahissantes ont été recensées soit le poisson million et le porte épée. Les espèces exotiques et envahissantes représentent 19 % de l'effectif total soit une part importante des poissons recensés sur la Dumbéa.



Photos 16 : poissons endémiques de la Dumbéa
Source: inventaire de juillet 2013 (ERBIO, 2014)

⁹ Inventaire ichthyologique, carcinologique et macrobenthique de la rivière Dumbéa – 2013 – ERBIO

Espèces d'eau douce autochtones communes aux cours d'eau calédoniens

Une espèce autochtone est une espèce originaire de l'endroit où on la trouve, et qui n'a donc pas été importée ni transplantée. Certaines de ces espèces sont couramment rencontrées dans les cours d'eau du territoire (espèces communes et tolérantes aux pressions anthropiques) comme la carpe Kuhlia rupestris, les anguilles A. marmorata et A. reinhardtii, le gobie Sicyopterus lagocephalus.

D'autres sont moins communes (moins tolérantes probablement) comme le gobie ocellé (Awaous ocellaris). Sur le bassin versant de la Dumbéa, 17 espèces autochtones qualifiées de plus (ou moins) communes aux cours d'eau calédoniens ont été

recensées. **Elles représentent une part importante des poissons recensés soit 70% de l'effectif total.**

À titre de comparaison, la Rivière Blanche et la Rivière Bleue possèdent 8 espèces connues dont 5 endémiques, et la Pourina 15 espèces connues dont 6 endémiques (Marquet et coll., 2003).

Espèces marines sporadiques

Les espèces marines présentes sur le bassin versant peuvent parfois pénétrer, sporadiquement, en eau douce sans vraie migration, en quête de nourriture ou en déplacement. Certaines espèces séjournent au niveau des estuaires à l'état juvénile.

Ces espèces sont la prêtre (Atherinomorus lacunosus), le blennie omox (Omox biporos), le poisson-lait (Chanos chanos) et le rouget de palétuviers (Lutjanus argentimaculatus).

Sur le bassin versant de la Dumbéa, 4 espèces marines (sporadiques) ont été recensées. Elles ont toutes été observées au niveau de l'embouchure à la limite eau douce/eau salée.

Il ressort de ces travaux que la Dumbéa est une rivière exceptionnelle, qui montre à la fois la plus grande diversité spécifique (une quarantaine d'espèces présentes) et le nombre de taxons endémiques le plus élevé (11 espèces et un genre endémique) de Nouvelle-Calédonie.

Faune marine spécifique : les requins



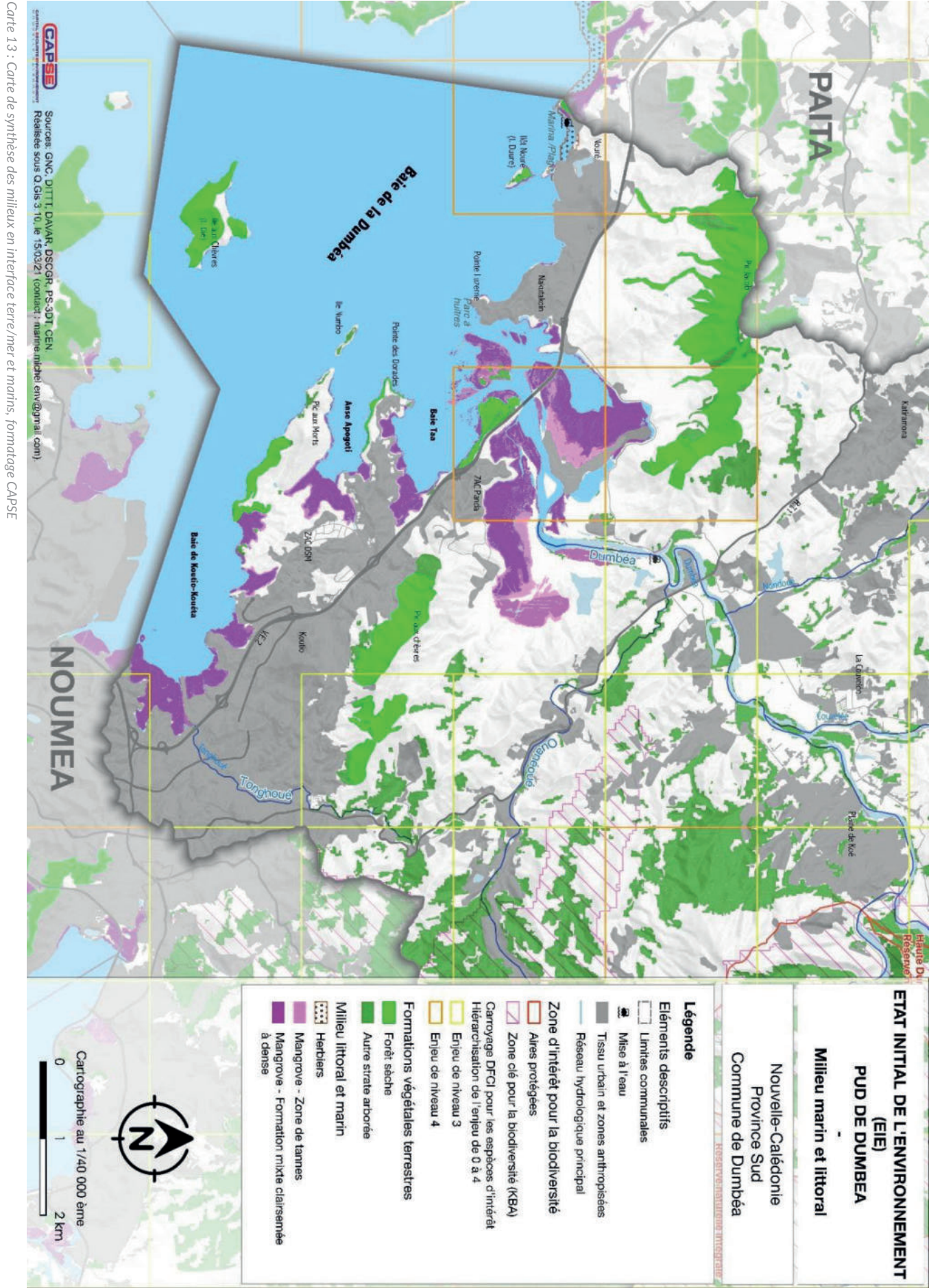
Les requins sont essentiels à la bonne santé du lagon. Leur rythme de reproduction est adapté à leur statut de super prédateurs. Ils ont donc un faible taux de reproduction, ce qui les rend particulièrement vulnérables et menacés dans le monde entier si l'on y ajoute une pression de pêche. Tous les requins sont désormais classés en espèce protégée dans le code de l'environnement de la Province Sud.

Plusieurs requins bouledogues ont été aperçus dans la rivière de la Dumbéa en amont du nouveau pont en construction sur le secteur du parc Fayard. Le lieutenant des pompiers de Dumbéa a par exemple indiqué le 24 janvier 2019 que deux animaux adultes étaient accompagnés de leurs petits, une dizaine de petits requins bouledogues mesurant, chacun, entre 30 et 40 cm. (source : Francelnfo).

Le phénomène semble assez courant, surtout en période de reproduction où de nombreux squales sont signalés près des côtes.

Le maire de Dumbéa peut publier des arrêtés interdisant la baignade et toutes pratiques nautiques. Le périmètre géographique concerné par l'arrêté varie en fonction de l'évènement. Celui du 24.01.2019 s'étendait de la plage du golf du parc Fayard à l'embouchure de la rivière alors qu'un précédent arrêté concernait tout le cours d'eau.

CARTE DE SYNTHÈSE



Carte 13 : Carte de synthèse des milieux en interface terre/mer et marins, formatage CAPSE

SYNTHÈSE

MILIEUX NATURELS EN INTERFACE TERRE/MER ET MARINS



32% des mangroves sont classées en zone naturelle par le PUD de 2012. 8% sont classées en zone naturelle aménagée (NL) et moins d'1% en zones urbaines et à urbaniser (AU et UL).

Fort

Protection des mangrove (EIP) et travaux d'amélioration de leur état.

Préservation de la faune aquatique de la rivière Dumbéa en maîtrisant les aménagements.

Moyen

Préservation des écosystèmes (EIP) présents sur les îlots et le DPM

Faible

Maintien des caractéristiques actuelles du milieu marin de Dumbéa et prise en compte du risque lié à la présence de requin dans le cadre de l'aménagement de loisirs.





3 îlots : l'île N'Dié (ou île aux chèvres), Nouré et Duree. Malgré la présence d'EIP sur ces îlots (FS zonées en ND et Mangrove), l'ŒIL classe les milieux comme peu ou pas riches et d'intérêt écologique faible à moyen.



La province Sud ne répertorie pas d'EIP équivalant à des récifs > 100m². La baie de Koutio-Kouéta est classée en catégorie de vulnérabilité peu sensible. Néanmoins, des études d'impacts démontrent la présence de récifs comme à Nouré par exemple.



La province Sud ne répertorie pas d'EIP équivalant à des herbiers > 100m². Les herbiers diffus des ZAC sont suivis et considérés comme peu dense (< 30%). Leur état est bon et ils jouent leur rôle d'abri pour la faune affiliée. L'urbanisation ne semble pas avoir influencé leur évolution.



Photo 17 : vue de la baie depuis le massif photothèque de la ville de Dumbéa

Les milieux marins et les milieux en interface terre/mer de Dumbéa sont caractérisés par une faible surface. En effet, moins de 2% des paysages de la commune concernent les eaux maritimes et le domaine public maritime (DPM) qui s'étend sur 40km de littoral. Ces milieux rendent des services écosystémiques non négligeables.

Les vues mer depuis les reliefs relativisent cette proportion car au-delà des limites administratives de la baie de Dumbéa, ces milieux se prolongent vers le lagon et ses aires protégées.

Les installations et aménagements localisés sur le DPM (squats, rampes de mise à l'eau, parkings, ...), et notamment les ICPE, sont suivies afin de limiter leurs potentiels impacts sur les caractéristiques (T°, pH, ...) de la baie. ***Selon les suivis, ces dernières sont plutôt stables au fil des ans. À l'interface entre la mer et la terre se trouve également un écosystème d'intérêt patrimonial que sont les mangroves. Elles sont en partie protégées par le PUD (32%) et en partie par le PAZ (2%). Tout l'EIP est suivi sur les ZAC (58%).***

La faune, la plus notable est celle de la rivière Dumbéa est une rivière exceptionnelle, qui montre à la fois la plus grande diversité spécifique et le nombre de taxons endémiques le plus élevé de Nouvelle-Calédonie. La présence de requins bouledogues a été constatée dans la rivière au niveau du parc Fayard.

SERVICES ECOSYSTEMIQUES

Définition

Les services écosystémiques sont les **avantages matériels ou immatériels que l'homme ou la société retire des écosystèmes**. La notion de services écosystémiques est apparue dans les années 1980 sous l'impulsion de naturalistes engagés dans la conservation de la Nature. Elle s'est considérablement développée à la fin des années 90 pour donner suite aux travaux économiques de Costanza (1997) ou de Daily (1997) mais a véritablement pris de l'ampleur pour donner suite à la publication du Rapport sur l'Évaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire.

L'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire¹⁰ (ou MEA pour Millennium Ecosystem Assessment), conduite entre 2001 et 2005, a notamment tenté de déterminer les conséquences de l'évolution des écosystèmes sur le bien-être humain. En effet, l'un des postulats de départ est que l'homme fait partie intégrante des écosystèmes, via une interaction dynamique entre ces deux éléments.

Le MEA classe les services écosystémiques ont été classés en 4 catégories :

- **Services de support ou de soutien** : Ce sont les services nécessaires à la production des autres services, c'est-à-dire qui créent les conditions de base au développement de la vie sur Terre (Formation des sols, production primaire, air respirable, ...). Leurs effets sont indirects ou apparaissent sur le long terme.
- **Services d'approvisionnement ou de production** : Ce sont les services correspondant aux produits, potentiellement commercialisables, obtenus à partir des écosystèmes (Nourriture, Eau potable, Fibres, Combustible, Produits biochimiques et pharmaceutiques, ...).
- **Services de régulation** : Ce sont les services permettant de modérer ou réguler les phénomènes naturels (Régulation du climat, de l'érosion, des parasites, ...).
- **Services culturels** : Ce sont les bénéfices non-matériels que l'humanité peut tirer des écosystèmes, à travers un enrichissement spirituel ou le développement cognitif des peuples (Patrimoine, esthétisme, éducation, religion, ...).

Synthèse

Le tableau ci-dessous synthétise de façon non exhaustive les services écosystémiques rendus par les milieux environnementaux remarquables de la commune de Dumbéa.

¹⁰ <http://www.millenniumassessment.org/en/index.html>

Ecosystèmes	Services de support ou de soutien	Services d'approvisionnement ou de production	Services de régulation	Services culturels
Rivière	<ul style="list-style-type: none"> + Cycle de l'eau + Formation des sols + Conservation de la biodiversité + Photosynthèse (végétaux et phytoplancton), production de biomasse et cycle des éléments nutritifs (carbone, azote, phosphore...) + Offre d'habitats et de biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> + Approvisionnement en eau + Production d'hydroélectricité + Pêche en eau douce – approvisionnement en nourriture. + Aquaculture 	<ul style="list-style-type: none"> + Régulation de la qualité de l'eau (filtre) + Régulation du climat local et global 	<ul style="list-style-type: none"> + Plaisance/promenade + Pêche de loisir + Ecotourisme + Valeurs esthétiques, artistiques + Valeurs éducatives et scientifiques (ex : sensibilisation à l'environnement, support de recherche et de connaissance). + Spirituels et religieux
Forêts/sèches/humides/maquis	<ul style="list-style-type: none"> + Cycle de l'eau : En ralentissant le ruissellement, en favorisant le maintien de l'humidité des sols superficiels et l'alimentation des nappes souterraines, la forêt joue un rôle prépondérant dans le cycle de l'eau. + Offre d'habitats et de biodiversité + Cycle de la matière / Formation et maintien des sols - La décomposition de la litière forestière assure le maintien et le renouvellement de la couche d'humus. Celui-ci est une réserve de matière organique et constitue la seule partie nutritive des sols. 	<ul style="list-style-type: none"> + Bois d'œuvre et bois énergie Production sylvicole Bois combustible + Ressources alimentaires : gibier de forêt, plantes sauvages, condiments + Des produits aromatiques (ex : huiles essentielles) + Ressources génétiques + Produits à usage biochimiques et pharmaceutiques + Produits textiles (ex : fibres et écorces) + Produits ornementaux (ex : fleurs, plantes grasses) 	<ul style="list-style-type: none"> + Régulation de l'érosion – maintien des sols via les racines de la végétation + Régulation de l'inondation par débordement des cours d'eau (« effet éponge » et effet étaiement). + Régulation du climat local et global : piégeage de CO2 par les forêts. + Régulation de la qualité de l'air en fonctionnant comme des capteurs de particules et de substances polluantes. + Enrichissement des sols + Pollinisation 	<ul style="list-style-type: none"> + Plaisance/promenade + Ecotourisme + Valeurs esthétiques, artistiques + Support de recherche et de connaissance + Savoirs traditionnels Sculpture Santé + Spirituels et religieux + Activités cynégétiques + Valeurs éducatives et scientifiques (ex : sensibilisation à l'environnement, support de recherche et de connaissance).
Mangroves	<ul style="list-style-type: none"> + Cycle de l'eau + Offre d'habitats et de biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> + Pêche en mangrove (ex : crabes) – approvisionnement en nourriture. + Ressources génétiques 	<ul style="list-style-type: none"> + Régulation de la turbidité des eaux du lagon. + Protection contre l'érosion côtière générée par la houle et les vagues. + Rôle contre les tsunamis : « Certaines études ont ainsi suggéré le rôle des mangroves face aux vagues de tsunami, leur densité pouvant expliquer certains des effets réducteurs (Alongi 2008). » + Régulation du climat global : piégeage de CO2 par les mangroves. 	<ul style="list-style-type: none"> + Plaisance/promenade + Ecotourisme + Valeurs esthétiques, artistiques + Valeurs éducatives et scientifiques (ex : sensibilisation à l'environnement, support de recherche et de connaissance). + Spirituels et religieux
Mer	<ul style="list-style-type: none"> + Cycle de l'eau + Offre d'habitats et de biodiversité + Formation des plages 	<ul style="list-style-type: none"> + Ressources alimentaires (pêche récifolagonaire commerciale professionnelle, vivrière ou non professionnelle) + Ressources génétiques + Aquaculture 	<ul style="list-style-type: none"> + Protection contre l'érosion côtière générée par la houle et les vagues (Récifs). + Régulation du climat global : séquestration de CO2 par les herbiers et les algues. 	<ul style="list-style-type: none"> + Plaisance/promenade (résidents, touristes) + Ecotourisme + Activités sous-marine encadrées et non encadrées. + Valeurs esthétiques, artistiques + Valeurs éducatives et scientifiques (ex : sensibilisation à l'environnement, support de recherche et de connaissance). + Spirituels et religieux

Figure 8 : Tableau synthétiques des services écosystémiques rendus par les milieux naturels de Dumbéa, source : CAPSE

QUALITE DES MILIEUX ET RESSOURCES NATURELLES

Contexte règlementaire applicable à l'EIE-RIE

L'évaluation environnementale des PUD tire son fondement juridique des articles PS 111-7 et suivants du CUNC qui renvoient aux articles 110-2 et 130-1 du code de l'environnement et à l'article Lp111-2 du CUNC. Les extraits non exhaustifs ci-dessous sont rappelés en cohérence avec les chapitres du diagnostic traités en suivant.

Article LP 111-2 du CUNC, [...] § e) la préservation des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.



Photo 18 : La rivière et les massifs au nord de Dumbéa, source : Nouvelle-Calédonie travel

QUALITE DES MILIEUX ET DE L'EAU

Ce chapitre traite des continuités écologiques des écosystèmes présentés dans les milieux naturels ainsi que leur rôle vis-à-vis de la préservation de la biodiversité. Les encarts ci-dessous en présentent la synthèse analytique, les enjeux et les cotations qui en découlent.

Eléments du diagnostic à retenir :

Présence de réservoirs de biodiversité compacts (massifs, Koghis, vallées Carnot et Garigou, Pic Jacob) et fragmentés (Pic aux chèvres, aux morts, pointe de la ZAC Panda).

Ils sont reliés par des continuités écologiques fonctionnelles telles que certaines ripisylves des cours d'eau. Certaines connectivités structurelles fragmentées peuvent être recrées et ou densifiées. La commune encourage le développement des trames vertes et bleues.

Présence de 2 barrages dont le grand barrage qui alimente principalement Nouméa et Dumbéa en eau potable. 80% de Dumbéa est concerné par des périmètres de protection des eaux (PPE). L'indice de protection de la ressource est de 99,2% car du foncier reste à acquérir sur le PPI de Koghis et une clôture à ajouter autour du PPI du forage Poncet.

Potabilité et qualité de l'eau hétérogènes selon les stations et les dates de prélèvements avec quelques niveaux (Fer, nitrate, chlorure) qui illustrent des dégradations ponctuelles de la qualité de l'eau sur les zones étudiées.

Enjeux :

Cotation environnementale : **FORT**

Eléments du diagnostic à retenir :

Usage de l'eau optimal à satisfaisant sur les secteurs suivis pour les usages biologiques, d'abreuvement, d'irrigation et de loisirs avec toutefois quelques niveaux dits « inaptes » qui sont à prendre en compte.

L'assainissement et les pratiques des activités en amont des cours influencent également sur la qualité de l'eau brute.

Consommation journalière d'eau potable (EP) élevée (230 à 290l/j/p) mais restant dans les seuils bas du territoire.

La commune encourage les économies d'eau potable.

Enjeux :

Cotation environnementale : **MOYEN**

Eléments du diagnostic à retenir :

Les cours d'eau sont également utilisés pour des activités de loisirs qui pourraient être développés dans les années à venir.

Enjeux :

Cotation environnementale : **FAIBLE**

LES CONTINUITES ECOLOGIQUES EXISTANTES

Corridors écologiques

Les réservoirs de biodiversité sont « des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos). ». Ces espaces naturels constituent donc des zones habitats pour de nombreuses populations d'espèces.

La connectivité entre ces réservoirs est un élément essentiel pour la conservation de la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes. Elle permet notamment aux espèces de trouver l'ensemble des ressources nécessaires à leur cycle de vie, mais également le maintien d'une diversité génétique et de favoriser la résilience d'un milieu, floristique et faunistique, perturbé (incendie, inondation, etc.).

Les continuités écologiques, ou corridors écologiques désignent « des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à l'accomplissement de leur cycle de vie et à leur déplacement. ». Ils peuvent revêtir différentes formes :

- continus ou linéaires,
- discontinus, en pas japonais.

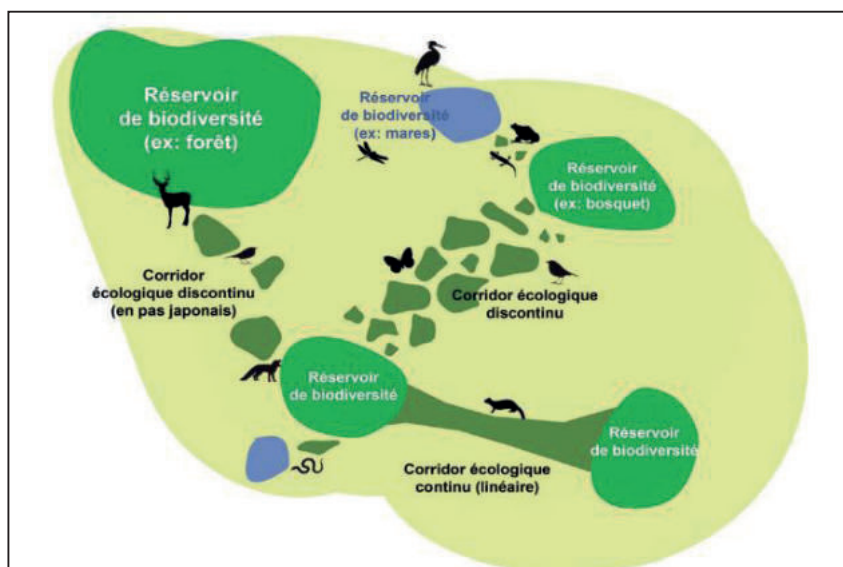
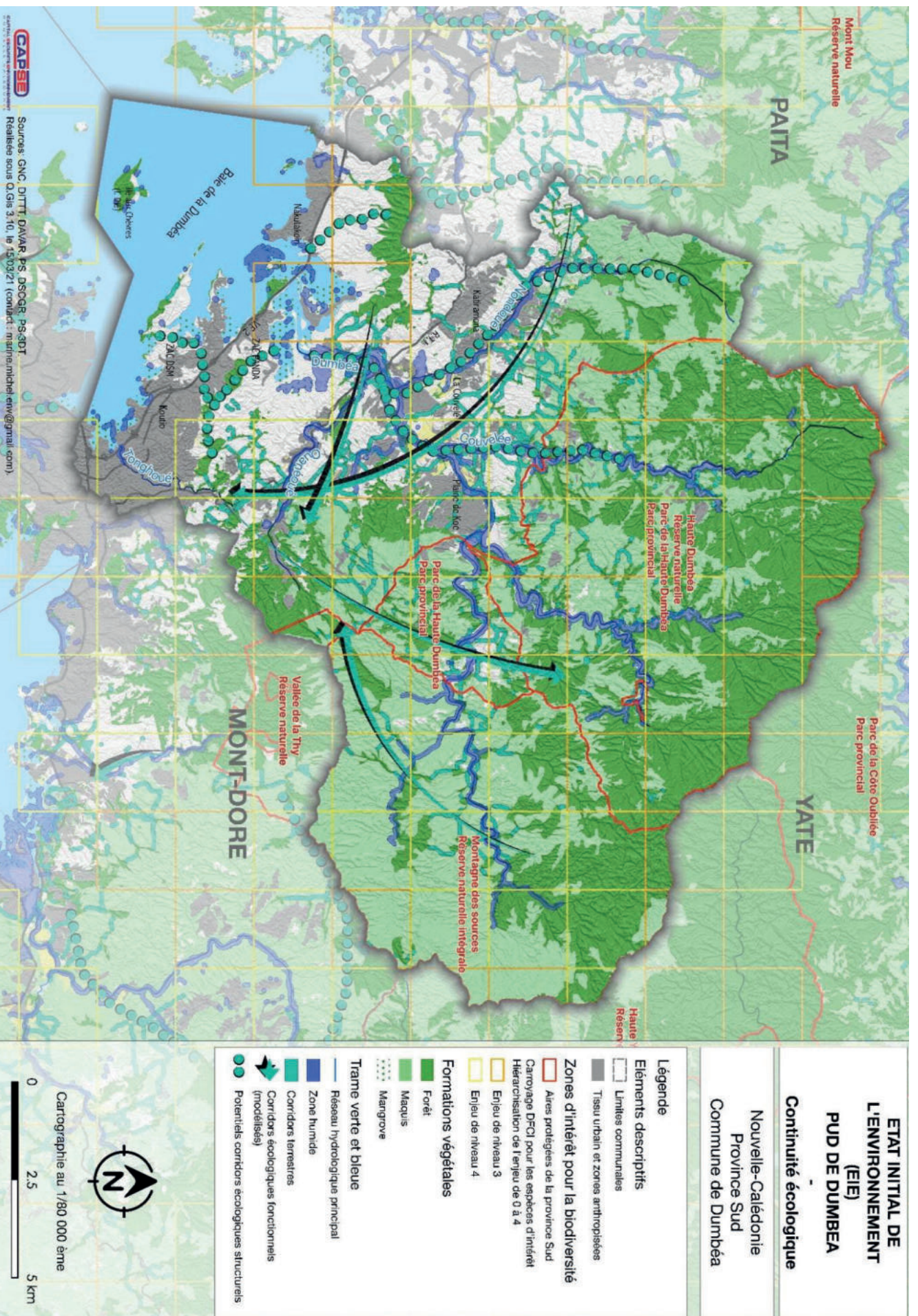


Figure 9 : schéma de fonctionnement des corridors écologiques¹¹

Sur un territoire aux **paysages fragmentés**, des travaux menés récemment par la DDDT permettent une visualisation, à l'échelle de la province Sud et sur l'ensemble du milieu forestier calédonien, des réservoirs de biodiversité et des connectivités existantes ou pouvant être recréées entre ces espaces naturels. Cet atlas des connectivités écologiques peut être considéré comme un véritable outil d'aide à la décision pour la priorisation des enjeux environnementaux du territoire, notamment lors de l'élaboration des schémas, des plans d'urbanisation et d'aménagement ou lors des réflexions pour la mise en œuvre de mesures de restauration et/ou conservation (renforcement des écosystèmes d'intérêts, recréation de connectivités entre des réservoirs de biodiversité).

¹¹ Publication : IFAW, Les corridors écologiques, date de consultation : 21.01.21



Carte 14 : Carte des continuités écologiques de Dumbéa, sources : DDT, formatage CAPSE

Connectivités fonctionnelles existantes et réserves de biodiversité

Les massifs forestiers de Dumbéa qui représentent de gros réservoirs de biodiversité sont localisés dans les trois aires protégées (Parc provincial de la Dumbéa, réserve naturelle de la Vallée de la Thy et réserve intégrale de la Montagne des sources), faisant l'objet de protections spécifiques au sein du code de l'environnement de la province Sud.

Les Koghis, la Vallée Carnot, la Vallée Carigou et le Pic Jacob sont également des réservoirs de biodiversité notables de Dumbéa.

L'anthropisation des territoires est à l'origine de la fragmentation des milieux naturels, créant des discontinuités entre ces derniers ; ainsi, les réservoirs de biodiversité que constituaient les écosystèmes forestiers originels sont désormais très morcelés.

Ils forment des « **réservoirs de biodiversité fragmentés** » tel que par exemple **le Pic aux chèvres, le sud du Pic aux morts et la pointe de la ZAC PANDA** au niveau de Dumbéa Sud.

Côté Dumbéa Nord, les réservoirs fragmentés sont plus nombreux malgré l'urbanisation de la zone, du fait de la conservation d'un caractère rural important.

Si la conservation des grands réservoirs de biodiversité est primordiale, les massifs forestiers fragmentés du territoire sont également importants à recréer afin de préserver les corridors écologiques existants.

En effet, la commune de Dumbéa est traversée par de nombreuses connectivités écologiques qui, permettent de relier les réservoirs de biodiversité entre eux.

Les milieux aquatiques constituent également des corridors intéressants.

En effet, la commune est parcourue par plusieurs rivières et affluents importants dont la Nondoué, la Couvelée, la Haute Dumbéa et la Dumbéa, et la Ouanéoué.

Ils traversent pour la majeure d'entre eux, les grands massifs forestiers, pour rejoindre le littoral et ses écosystèmes d'intérêt tels que les mangroves.

Ces cours d'eau peuvent être considérés comme une véritable trame bleue à travers le territoire, d'une importance écologique fondamentale pour la conservation de la biodiversité terrestre et aquatique.

Les ripisylves* constituent notamment des habitats indispensables pour de nombreuses espèces.

***Ripisylves / Définition :** l'ensemble des formations boisées (arbres, arbustes, buissons) qui se trouvent aux abords d'un cours d'eau.



Photo 19 : Rivière Dumbéa, Source : Stock images

LES CONTINUITES ECOLOGIQUES POTENTIELLES

Connectivités structurelles potentielles

Les grands compartiments de biodiversité terrestres et aquatiques fonctionnant de manière interconnectée. La conservation, voire la recréation de corridors écologiques entre des espaces naturels aujourd'hui fragmentés (massifs forestiers, patches de forêt isolés, mangrove, zones humides...) permettrait de garantir le maintien de la biodiversité et des services écosystémiques associés.

L'atlas des connectivités de la DDDT présente une illustration des connectivités fonctionnelles existantes, mais également des corridors écologiques structurels à restaurer en priorité si des actions devaient être entreprises. La recréation de grandes connectivités, autour de la Nondoué, de la Couvelée ou au niveau des ZAC PANDA et DSM pourraient notamment permettre le rétablissement d'échanges de biodiversité, disparus à cause de l'anthropisation du territoire.

Trames vertes et bleues¹²

La Trame verte et bleue (TVB) peut être définie comme « un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que par les documents de planification de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements. Elle contribue à l'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau et s'applique à l'ensemble du territoire national à l'exception du milieu marin ».

La commune de Dumbéa est déjà engagée dans le développement de ses trames vertes et bleues, avec l'insertion de plusieurs grands espaces verts tel que le croissant vert autour du quartier historique appelé quartier SECAL et les objectifs de préservation et de valorisation des espaces naturels qui étaient portés par le PUD de 2012.

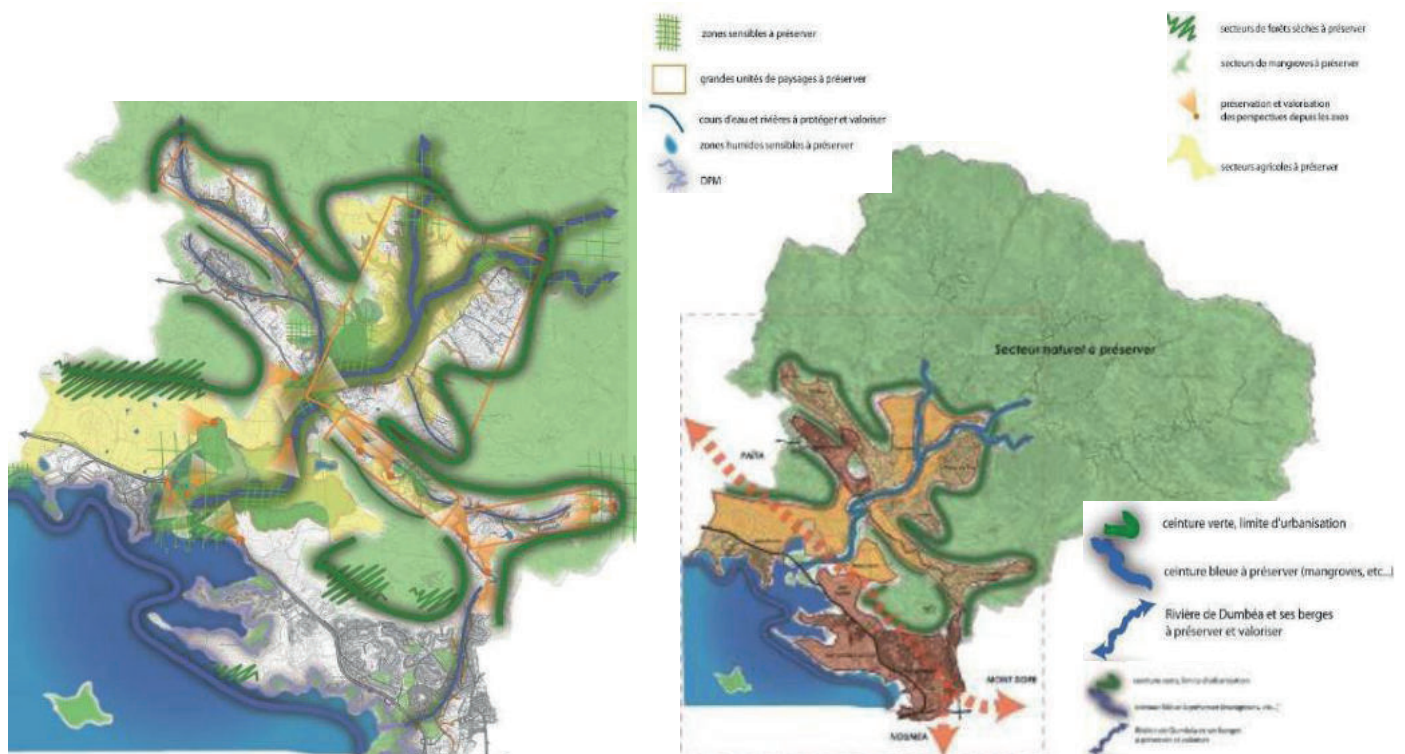


Figure 10 : Objectifs de préservation et de valorisation des espaces naturels portés par le PUD 2012, Source : Ville de Dumbéa

¹²Didier LABAT, <http://www.trameverteetbleue.fr/presentation-tvb/qu-est-ce-que-trame-verte-bleue/definitions-trame-verte-bleue?language%3Den=fr>, date consultation : 01.04.2021

Ainsi, la conservation et le développement des corridors écologiques à la fois terrestre et aquatique sont des enjeux de la commune de Dumbéa et de la révision du PUD. Pour mémoire, cette réflexion a déjà été engagée dans le cadre du Plan d'Urbanisme Directeur (PUD) de la Ville de Dumbéa de 2012 dont voici un extrait :

Ce document présente des perspectives d'aménagement du territoire visant à :

- **Limiter le développement des espaces urbanisés à leur extension actuelle.** En effet, après une politique d'urbanisation intense avec la création d'une ville nouvelle dans le Sud urbain de la commune (trois projets de ZAC, doublement de la population, grands équipements, activités économiques...), il s'agit désormais d'encadrer les développements futurs en conservant l'identité rurale historique et encore très présente de la Commune qui est mise en danger par la poussée résidentielle de l'agglomération. Il est reconnu que ces activités rurales sont très importantes d'un point de vu identitaire, économique, paysager et environnemental, et qu'elles doivent être préservées. Une représentation schématique de la limite d'extension de l'urbanisation prévue par la Ville est fournie à la figure suivante.
- **Préserver et valoriser les espaces naturels existants.** Les principaux espaces naturels sensibles remarquables présents sur la Commune (mangroves, forêts sèches, zones montagneuses et de forêts primaires des Koghis, des Dzumacs, rivière de Dumbéa et ses affluents, estuaire de la Dumbéa, ...) et soumis à une pression croissance de l'agglomération ont été identifiés par la Ville et désignés comme des espaces sensibles à préserver et à valoriser.



Figure 11 : Objectifs de préservation et de valorisation des espaces naturels au niveau du croissant vert,
Source : Ville de Dumbéa

RESSOURCE EN EAU

RIVIERES ET DOMAINE PUBLIC FLUVIAL (DPF)

*Gouvernance de la gestion de l'eau*¹³



Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie est compétent en matière de (DPF) Domaine Public Fluvial et de gestion de la ressource en eau. La Direction des Affaires Vétérinaires Alimentaires et Rurales (DAVAR) instruit les demandes d'autorisation de travaux dans les cours d'eau et d'occupation du DPF, la création des périmètres de protection des eaux et des captages d'eau destinés à la consommation humaine et assure le financement et le suivi de l'entretien des cours d'eau en partenariat avec les provinces. Il gère également les réglementations affiliées et le contrôle de leur respect via la police de l'eau.

Les provinces ont reçu une délégation pour l'entretien des cours d'eau par la délibération n° 238/CP du 18 novembre 1997 portant délégation des cours d'eau aux provinces Nord et Sud.

Les provinces sont également compétentes en matière d'environnement dans le domaine de l'eau. En Province Sud, la Direction du Développement Durable et des Territoires a modifié la réglementation de la pêche en eau douce et instruit notamment les demandes d'autorisation de captage. Elle encadre également les activités à risque pour les milieux naturels (ICPE).

Les communes sont compétentes en matière d'assainissement, gèrent l'alimentation en eau potable et doivent assurer la salubrité publique. Ce dernier point est cadré par l'article L131-2 du Code des Communes. Les communes doivent faire cesser les accidents tels que les inondations et les ruptures de digues. Les communes, qui sont responsables de la qualité de l'eau distribuée dans leurs réseaux, doivent faire cesser les pollutions de toute nature. Chaque commune peut fixer dans son plan d'urbanisme directeur (PUD), des règles spécifiques pour la gestion des eaux. Dans ce cadre, la ville de Dumbéa dispose d'un **schéma directeur d'alimentation d'eau potable et d'un schéma directeur assainissement qui sont en cours de mise à jour.**



¹³La répartition des compétences en matière de gestion et protection de la ressource en eau, source DAVAR

RIVIERES, AFFLUENTS ET BASSINS VERSANTS

58km

de rivières juste pour la Dumbéa

231km²

de bassins versants desservis par la Dumbéa

Le cours d'eau principal de la commune est la Dumbéa. La longueur totale des affluents est de 58 km dont :

- 11 km pour le cours inférieur de la Dumbéa,
- 12 km pour la branche Est de la Dumbéa,
- 9 km pour la branche Nord de la Dumbéa,
- 15 km pour la Couvelée,
- 11 km pour la Nondoué.

La superficie totale du bassin versant est d'environ 231km². La réserve naturelle intégrale de la montagne des sources englobe tout le bassin versant de la rivière de la Dumbéa. Les principaux sous-bassins versants sont :

- Le cours inférieur d'une superficie de 48,73km²,
- La branche Est d'une superficie de 68km²,
- L'affluent de la branche Nord de 41,5km²,
- L'affluent de la Nondoué de 28,5km²,
- L'affluent de La Couvelée de 45,2km².

Une autre rivière de Dumbéa est la Tonghoué. Elle prend sa source au Col de Tonghoué et se déverse en baie de Koutio- Kouéta.

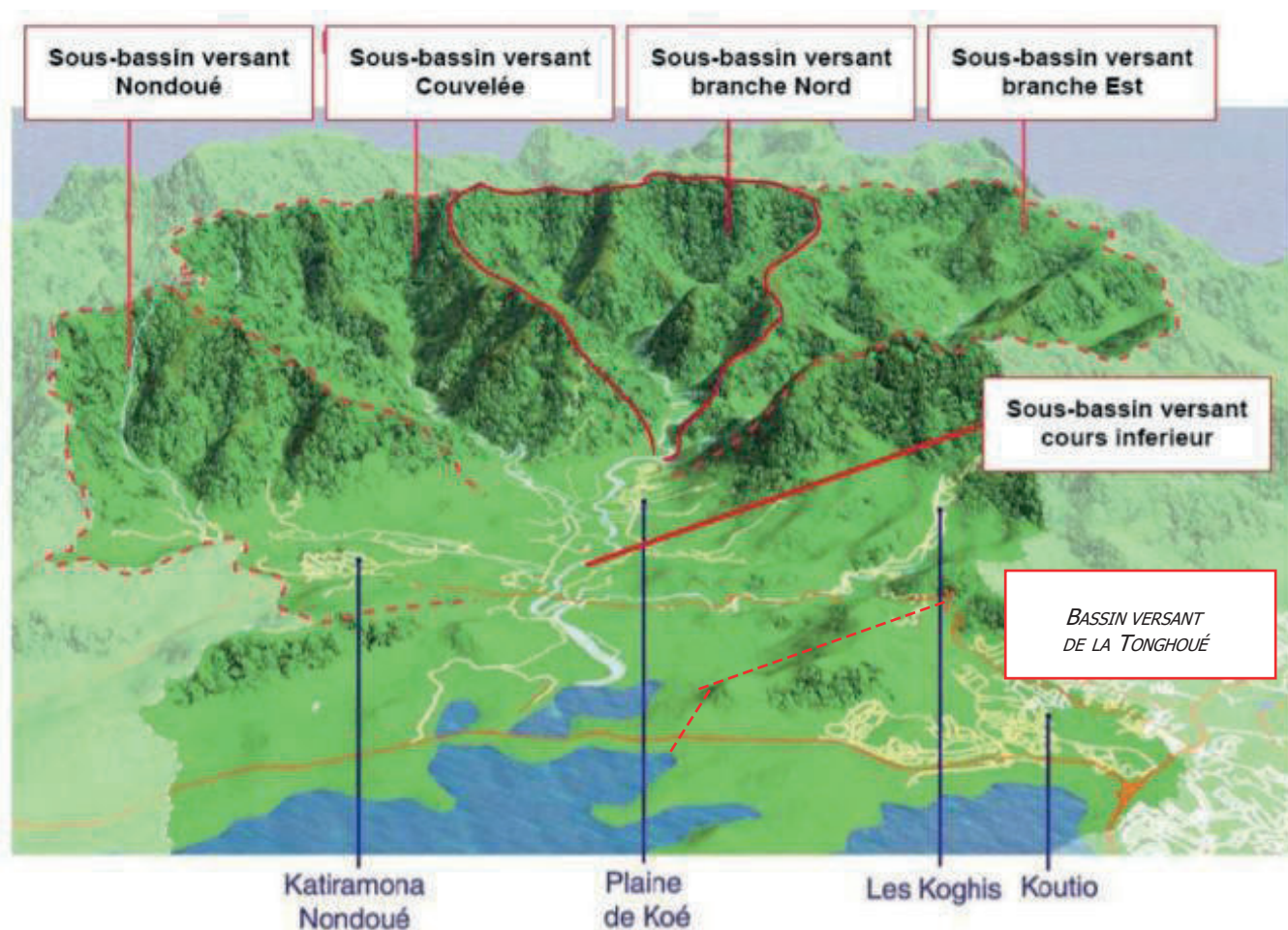


Figure 12 : bassins versants de la commune de Dumbéa, Source : ERBIO 2013

Code couleur de la qualité de l'eau :



Le tableau ci-dessous reprend les résultats des données disponibles de 2016 à 2020 où 7 stations ont été suivies annuellement. Elles sont synthétisées via un code couleur simplifié qui permet de qualifier la qualité globale de l'eau et les usages de loisir, d'abreuvement et d'irrigation par cours d'eau.

Avis d'expert : DAVAR du 20.04.21 Ces résultats sont à compléter par l'analyse des activités (ex : culture intensive, porcheries, ...) présentes en amont des bassins versants et des forages afin de définir si le développement souhaité pour chaque usage est compatible avec ces dernières (ou inversement).

Qualité de la ressource en eau

Depuis 2009, le bassin de la Dumbéa fait l'objet d'un suivi régulier de la qualité des eaux brutes. En 2018, le suivi a été modifié et un nouveau point a été ajouté en amont du barrage. Au total, 7 points sont suivis dont deux en eaux souterraines avec une fréquence de 4 prélèvements sur 2 cours d'eau de la commune (la Couvelée et la Dumbéa). Le suivi est conséquent mais pourrait être plus fréquent et élargi aux autres rivières telles que la Nondoué.

L'objectif de ce suivi est d'apprécier la qualité de l'eau en fonction d'une batterie d'analyses qui qualifient différents usages. Les résultats d'analyses sont comparés au **système d'évaluation de la qualité des eaux souterraines (SEQ-Eaux)**. Il est important de préciser que les seuils utilisés pour l'évaluation de la qualité des eaux sont basés sur les normes françaises métropolitaines qui ne sont pas toujours adaptées au contexte géologique calédonien notamment concernant les paramètres environnementaux. En effet, les paramètres tels que le chrome ou le nickel sont intimement liés au contexte géologique local avec des sols ultramafiques chargés en métaux. Ce sujet est similaire pour le calcium et la conductivité car l'eau calédonienne est douce ou pour les fortes teneurs en sodium et chlorure qui peuvent être liés aux marées en aval.

La définition de seuils plus adaptés est en cours au sein des services dédiés et les résultats des études menées sur Dumbéa devraient être diffusés en 2021. Les résultats des risques de pollutions en nitrate des nappes alluviales situées à proximité des zones de cultures intensives en font partie.

La qualité de l'eau varie en fonction des événements climatiques préalables aux prélèvements et des activités localisées en amont des stations.

Les résultats diffèrent en fonction des usages mais la qualité de l'eau n'est qualifiée que très ponctuellement d'inapte ou mauvaise à l'utilisation sur les points étudiés. Il faut donc relativiser ces résultats étant donné que tous les cours d'eau n'ont pas fait l'objet d'analyses suffisamment fréquentes.

La CDE effectue également des analyses bactériologiques et physico-chimiques de la ressource qui sont qualifiées de conformes en 2019.

Globalement, la qualité de l'eau en amont des bassins versants est satisfaisante même si elle peut parfois être impactée par des sources environnementales naturelles (géologie, érosion) et, ou des espèces envahissantes.

La qualité de l'eau de la plaine et de l'aval des bassins versants est plutôt bonne même si les impacts liés à l'agriculture intensive la déclassent régulièrement. Des travaux ont été réalisés sur les exploitations qui limitent cet impact mais des phénomènes de stockage du nitrate dans le sous-sol sont toujours perceptibles.

Secteurs géographiques	Qualité de l'eau	Loisir	Abreuvement	Irrigation
AMONT / DUMBEA NORD Stations: Couvelée 100 Couvelée 280 Dumbea F1 Dumbéa sud B100 Dumbéa sud 350	Globalement bonne Le déclassement de la qualité est ponctuellement lié à la présence de métaux (chrome, nickel) et, ou de contaminations dues à la présence d'espèces envahissantes (cerf, cochon)	Qualité optimale ou acceptable avec une surveillance accrue et état patrimonial optimal (indicateur d'altération humaine sur la ressource souterraine)	Utilisable pour tous les animaux même les plus sensibles	Utilisable pour toutes les plantes et sols sensibles à très sensibles pour certaines analyses
PLAINE Stations: Couvelée 300 Couvelée P96 Dumbéa 480 Dumbea D2 Dumbea F1 Dumbea F287 Dumbea P36 Dumbea P92	Globalement satisfaisante à moyenne Le déclassement de la qualité est notamment lié à la présence récurrente de nitrate utilisé dans les produits phytosanitaires des exploitations agricoles	Qualité acceptable avec une surveillance et un état patrimonial optimal et qualité ponctuellement dégradée à cause des impacts liés à l'activité agricole (nitrates)	Majoritairement utilisable pour tous les animaux même les plus sensibles et sur certaines périodes ponctuelles uniquement pour les animaux matures	Utilisable pour toutes les plantes et sols sensibles à très sensibles pour certaines analyses
AVAL DUMBEA LITTORAL Stations: Dumbéa 550 Dumbéa 700 Dumbéa 800	Globalement satisfaisante à moyenne Le déclassement de la qualité est notamment lié aux caractéristiques naturelles calédoniennes, à l'impact agricole et à la remontée du biseau salé	Qualité optimale ou acceptable avec une surveillance accrue	Utilisable pour tous les animaux même les plus sensibles Sur certaines périodes ponctuelles utilisable uniquement pour les animaux matures voir non utilisable à cause de : - la remontée du biseau salé lors des marés - l'impact lié aux activités agricoles	Utilisable pour toutes les plantes et sols sensibles Sur certaines périodes ponctuelles, l'eau est utilisable plutôt pour plantes tolérantes, les sols alcalins et les plantes très tolérantes à cause de : - la remontée du biseau salé lors des marés - l'impact lié aux activités agricoles
Conclusion	Globalement satisfaisante			

Tableau 1 : Données qualité d'eau brutes des stations de la Couvelée et de la branche sud de la Dumbéa, Source : DAVAR, formatage CAPSE

La Dumbéa

L'usage est majoritairement qualifié d'optimal à satisfaisant pour la biologie, l'abreuvement et l'irrigation. C'est également le cas pour le loisir qui est évalué sur 4 stations. Pour les autres stations d'eaux souterraines, c'est l'état patrimonial ou l'impact anthropique qui est étudié et qui est optimal sauf ponctuellement sur 1 station.

La potabilité de l'eau est qualifiée de satisfaisante avec une vigilance pour la moitié des stations. Sur l'autre moitié, la qualité de l'eau et la potabilité est hétérogène en fonction des prélèvements et des niveaux inaptes et mauvais sont parfois recensés.

La Couvelée et la branche sud de la Dumbéa

L'usage est optimal à satisfaisant sur les 2 cours d'eau pour la biologie, l'abreuvement et l'irrigation. Cela vaut également pour le loisir sur la branche sud de la Dumbéa.

L'usage de loisir à la Couvelée est aussi satisfaisant avec toutefois 2 prélèvements ponctuels qui identifient l'eau comme étant

« inapte » dû à la présence de contaminations fécales.

L'aptitude à la biologie est satisfaisante avec une disparition potentielle de taxon et de diversité. *La qualité de l'eau et la potabilité sont en revanche hétérogènes en fonction des prélèvements.*

Le niveau extrême (qualité de l'eau mauvaise) est atteint seulement 2 fois sur 117 analyses.

GESTION DE L'EAU POTABLE

Contexte

En Nouvelle-Calédonie, plus de 60 % des ressources exploitées pour l'alimentation en eau potable proviennent de captages d'eaux brutes superficielles réalisés en rivière contre seulement 5% en métropole. Le fleuve de la Dumbéa est la plus importante source d'eau douce du Grand Nouméa. C'est pourquoi un barrage fut construit en amont de celui-ci dès 1894. Les ressources en eau potable superficielle et souterraine sont définies ci-après :

L'ancien barrage



Ce barrage a été réalisé entre 1892 et 1894 pour survenir aux besoins en eau de la commune de Nouméa, conjointement à la réalisation d'une canalisation de 29 km de long et de 40 cm de diamètre.

Il s'agit d'un ouvrage de 6 m de hauteur et d'une cinquantaine de mètres de longueur, construit en maçonnerie de pierres. Son seuil est déversant et à la cote 83,43 m NGNC. **A l'origine, cet ouvrage stockait un volume d'eau de 58 000 m³** mais il est aujourd'hui quasiment totalement engravé

con



Le grand barrage



Ce second barrage est mis en service en 1954 sur le bras Est de la Dumbéa. Il est situé dans le parc provincial de la Haute Dumbéa et en bordure de la réserve intégrale de la Montagne des Sources.

Surélevé en 1972, **l'ouvrage actuel à une réserve de 480 00 m³ d'eau à la cote de fonctionnement normale.** Il sert à l'alimentation en eau potable des communes de Nouméa et Dumbéa. En effet, il constitue la principale ressource en eau de la Ville de Nouméa (près de 90% avec une production de 12 000 000 m³ en 2017). Il sert également de source principale d'alimentation en eau brute du site industriel de la SLN. C'est pourquoi il est exploité par la Ville de Nouméa qui en a délégué la surveillance, l'exploitation et l'entretien à la Calédonienne des Eaux (CDE).

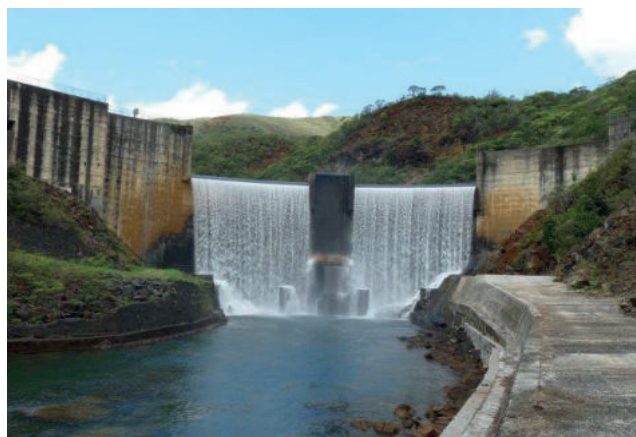


Photo 20 : Ancien barrage, source : altituderando.com et le nouveau barrage, Source : blog internet

~3M m³

3 067 825m³ d'eau potable

En parallèle au barrage, les ressources primaires en eau potable souterraines 14 ou profondes (cf. schéma ci-dessous) et secondaires sont définies ci-dessous. Elles permettent de produire pratiquement 4 millions de mètre cube (m³) d'eau potable dont ~3 millions ont été consommés en 2019 par les 35 873 habitants de Dumbéa (11 596 clients).

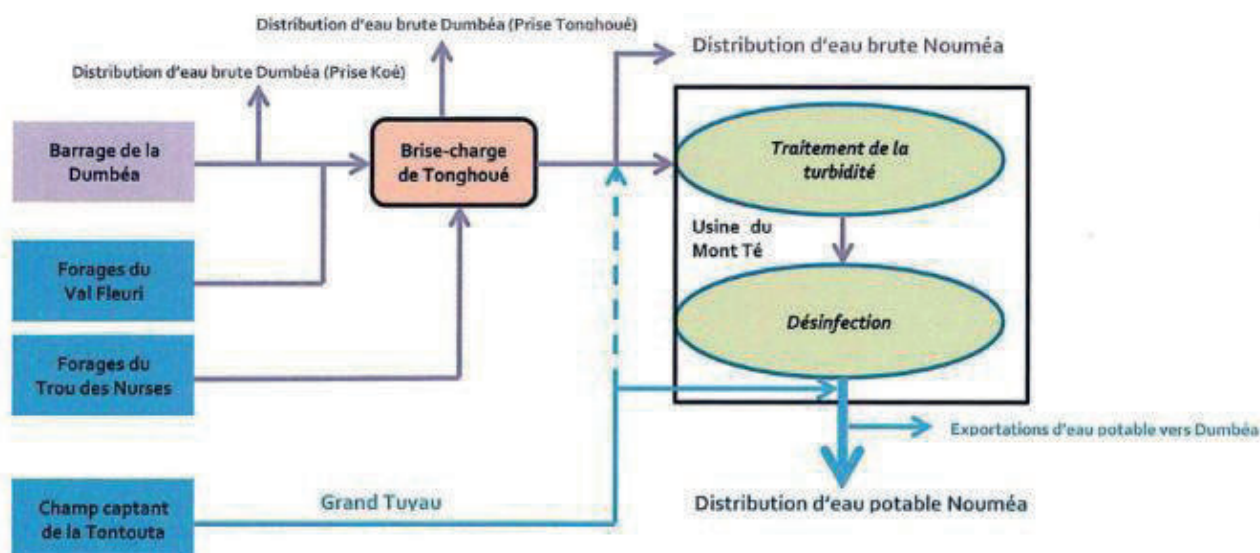


Figure 13 : Synthèse du RPQS eau potable, source : Ville de Nouméa

Ressources primaires

Trou Des Nurses et Val Fleury

En complément du barrage, ces 2 stations de pompage permettent d'alimenter les communes de Nouméa et Dumbéa. Cette eau fait l'objet d'une convention d'achat entre les deux communes.

Aqueduc du Grand Nouméa

Le champ captant de la Tontouta alimente le grand tuyau qui distribue notamment la partie sud de Dumbéa ainsi que Nouméa. La convention de rachat d'eau en gros entre Dumbéa et Nouméa est basée sur la livraison d'eau du barrage et des forage (Val Fleury et Trou des nurses). Il est envisagé que ce réseau puisse alimenter un réservoir à Dumbéa nord et sud pour améliorer la qualité de l'eau sur la zone.

Ressources secondaires

Forage Poncet et captages des Koghis

Le forage Poncet est situé le long de la rivière Nondoué. Les captages des Koghis (réservoirs Koghis et SOCAFIM) se trouvent en amont des lotissements des Koghis. Ils sont soumis à des périodes d'étiage prononcé (manque d'eau) qui motivent le renforcement des stockages et des réseaux.

Alimentation par la ville de Nouméa

Le quartier Berton à Rivière salée est alimenté en eau traitée par les installations de Nouméa. La mise en service du réservoir Sud permet d'alimenter à ce jour le quartier de SCI Koutio et d'envisager l'alimentation de Berton après l'extension du réseau.

¹⁴Rapport Annuel du Délégué, RADD EAU 2019-Dumbéa-V1, source : CDE



99%

de la ressource en eau est protégée par des PPE selon l'indice de protection des eaux de la CDE.

Il est à noter que 80% de la surface de Dumbéa est concernée par des PPE

Il existe trois types de PPE :

- Périmètres de Protection Immédiats (PPI)
- Périmètres de Protection Rapprochés (PPR)
- Périmètres de Protection Éloignés (PPE)

Règlementation : ils sont encadrés par la délibération n° 105 du 9 août 1968, art. 14 et mis en place par la commune. La DAVAR en déclare l'utilité publique et fixe les prescriptions nécessaires à la protection de la ressource en eau.

PPE existants sur Dumbéa

PPE : la majorité de la commune est constituée d'un périmètre de protection des eaux (20 068 ha). En effet, *l'ensemble des bassins versants de tous les affluents de la Dumbéa situés en amont de l'ancienne voie ferrée Nouméa-Paita englobe le périmètre de protection éloigné des eaux dans la vallée de la Dumbéa.*

Ce périmètre de protection des eaux est mis en place autour des points de prélèvement d'eau dédiés à la consommation humaine. C'est un moyen pour préserver la qualité sanitaire de l'eau en interdisant les décharges d'ordures et toutes autres causes susceptibles de nuire à la qualité des eaux. Les périmètres sont vastes et pas uniquement ciblés sur les zones d'intérêt écologique fort. Il est à noter que les 3 aires protégées de Dumbéa sont délimitées par le périmètre de protection éloignée des captages.

Ce que dit la réglementation...

La mise en place de périmètres de protection est obligatoire autour de tous les captages d'eau destinée aux collectivités humaines :

Délibération n° 105 du 9 août 1968, art. 14 :

« En vue d'assurer la protection de la qualité des eaux, l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines détermine autour du point de prélèvement un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété, un périmètre de protection rapprochée à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes activités et tous dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux et, le cas échéant, un périmètre de protection éloignée à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les activités, installations et dépôts ci-dessus visés. »

Concrètement, les règles définies par l'instauration des périmètres de protection des eaux sont :

- > Cours supérieur inclus dans le périmètre de protection éloigné : toute décharge et toute autre cause susceptible de nuire à la qualité des eaux est interdite.
- > Cours moyen :
 - Pour les espaces situés dans le périmètre de protection éloigné, les règles sont les mêmes que pour le cours supérieur,
 - Pour les espaces concernés par le périmètre de protection rapproché, l'arrêté stipule plusieurs interdictions tel que les carrières à ciel ouvert (extraction de galets) et excavation ou remblais, l'urbanisation d'une densité supérieure à 1 logement pour 3 ha, le dépôt d'ordures ménagères et tout produit et matière susceptible d'altérer la qualité des eaux, l'épandage massif de fumier, engrais et produits de lutte contre les ennemis des cultures, ...
- > Cours inférieur : non concerné par les PPE.

Figure 14 : Présentation des PPE,
Source : DAVAR

Quatre arrêtés réglementent les activités dans les PPE existants sur la commune de Dumbéa comme l'illustre la carte ci-dessous :

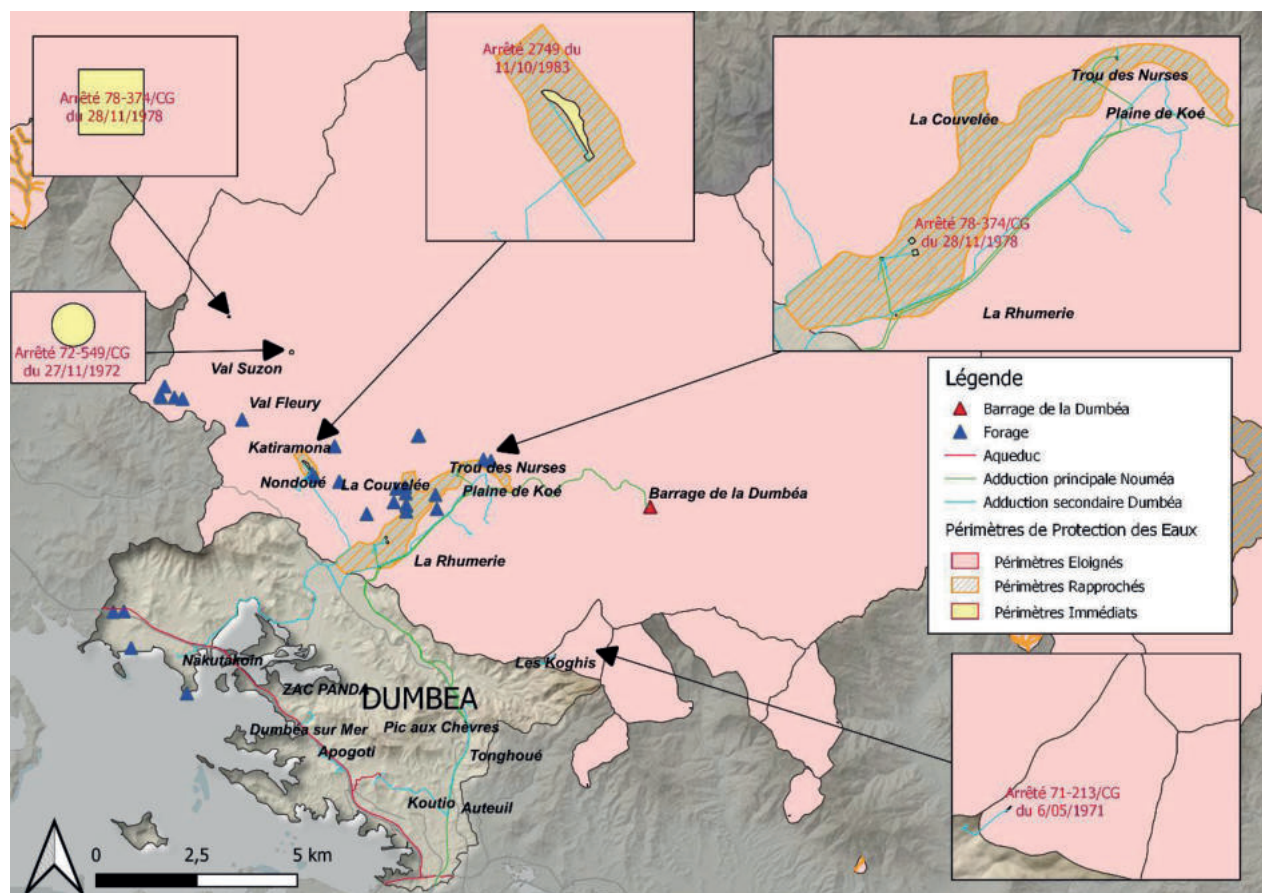
- L'arrêté 78-374/CG du 28 novembre 1978 modifiant les limites des périmètres de protection des eaux dans la vallée de la Dumbéa et réglementant les activités de nature à nuire à la qualité des eaux.
- L'arrêté n° 71-213/CG du 6 mai 1971 déclarant d'utilité publique la création de périmètres de protection pour la conservation de la qualité de l'eau et les travaux d'adduction d'eau de la région des Monts Koghis.
- L'arrêté n°72-549/CG du 27 novembre 1972 déclarant d'utilité publique la création de périmètres de protection pour la conservation des eaux dans la vallée de la Dumbéa.
- L'arrêté n° 2749 du 11 octobre 1983 déclarant d'utilité publique la création de périmètres de protection des forages de la Nondoué.

PPR : un périmètre de protection rapproché (272 ha), correspond à la zone de forte perméabilité, siège de la nappe phréatique exploitable. Les activités interdites dans ce dernier sont détaillées dans le paragraphe précédent. En complément, il est à noter que la réalisation de puits ou forages ne pourra être autorisée que s'ils ne compromettent pas la qualité ou les ressources de l'eau de la nappe phréatique.

PPI : Des périmètres de protection immédiate situés en dehors des limites du parc provincial et qui concernent :

- Pour les forages F2, F5 bis, F6, un carré de 50 m de côté centré sur le forage ;
- Pour les forages F1 bis, F3, F4, une zone telle que figurée sur la page suivante.

A l'intérieur des PPI qui devront être acquis en pleine propriété et clôturés par la collectivité, toutes les activités autres que celles pour laquelle les périmètres ont été institués (réalisation et exploitation des stations d'exhaure) sont interdites.



Carte 15 : localisation des Périmètres de Protection des Eaux – PPE, source : fond gereop.nc, DAVAR

PPE futurs sur la commune de Dumbéa

L'instauration de périmètres de protection renforcés et spécifiques au barrage de Dumbéa est souhaitée par la Ville de Nouméa. Dans le but de préserver la qualité des eaux prélevées pour l'alimentation en eau potable, cette protection pourrait aboutir à des interdictions au bassin versant alimentant le barrage. L'accès au barrage est d'ores et déjà interdit à toute personne étrangère au service.

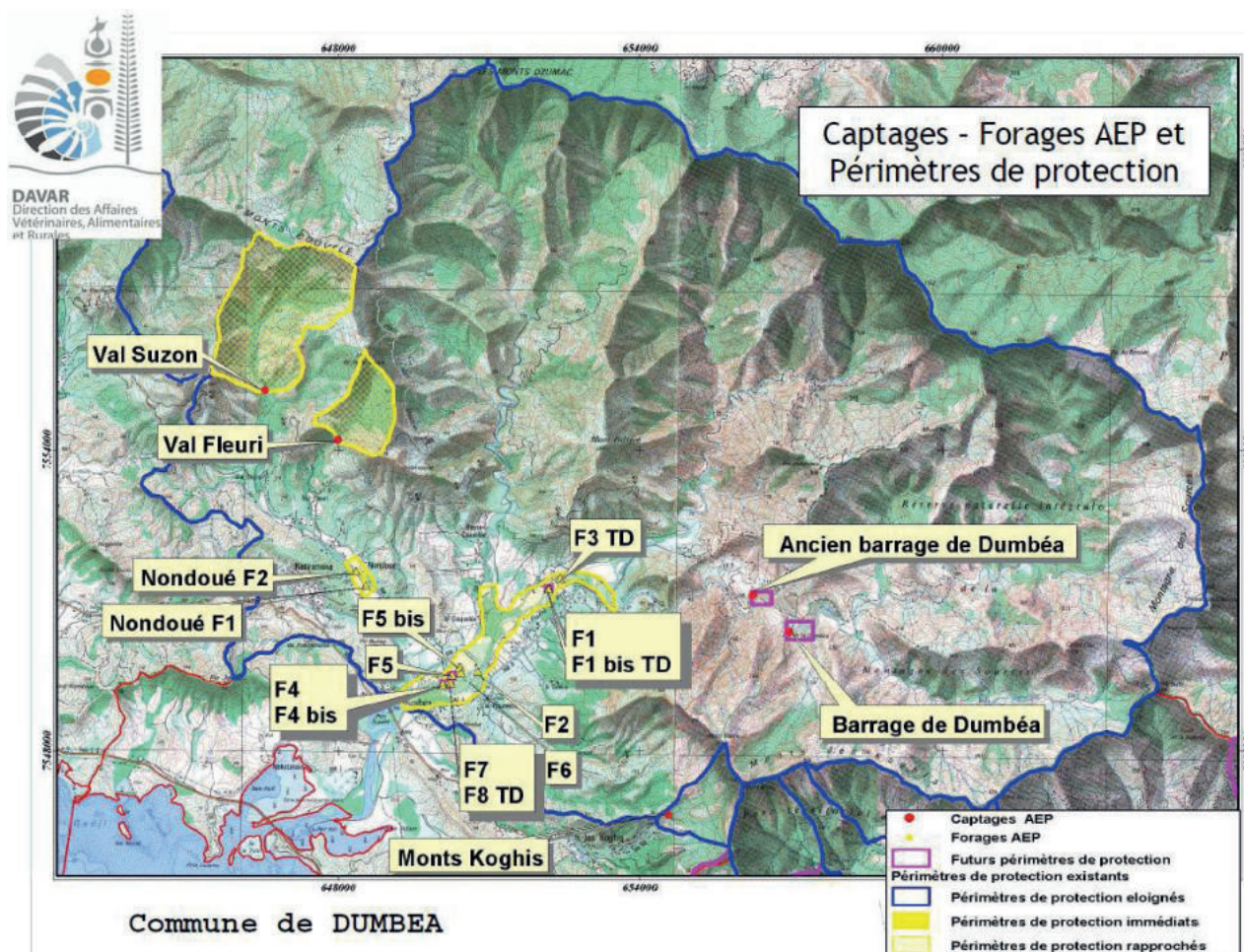


Figure 15 : Périmètres de protection des eaux, Sources : DAVAR et plan de gestion du parc provincial DDDT

Avis d'expert CDE du 20.04.21 :

99%

L'indice de protection des eaux pourrait atteindre 100% si le terrain correspondant au PPI du captage de Koghis est acquis par la collectivité et si le PPI du forage Poncet est clôturé.

Rôle de l'exploitant

La Calédonienne Des Eaux (CDE) exploite le réseau d'adduction en eau potable (AEP) de la commune ainsi que celle de Dumbéa. Le syndicat Intercommunal du Grand Nouméa (SIGN) et la ville de Nouméa s'occupent de l'adduction d'eau.

La CDE est également délégataire de la commune sur certaines missions relatives à l'eau potable et à l'assainissement. L'entretien des réseaux, le renouvellement d'équipements, le conseil technique et la réalisation des cartographies SIG en font partie. En revanche, le renforcement de réseaux, la création de nouveaux réservoirs est à la charge de la commune.

La CDE a transmis la carte ci-dessous qui précise la localisation de tranchées drainantes à proximité du site plébiscité du Trou des Nurses sur la rivière Dumbéa. Ainsi, la tranchée drainante se trouvant en face de la plage du Trou des Nurses est concernée par un périmètre de protection rapproché des eaux qui s'impose de fait aux projets.

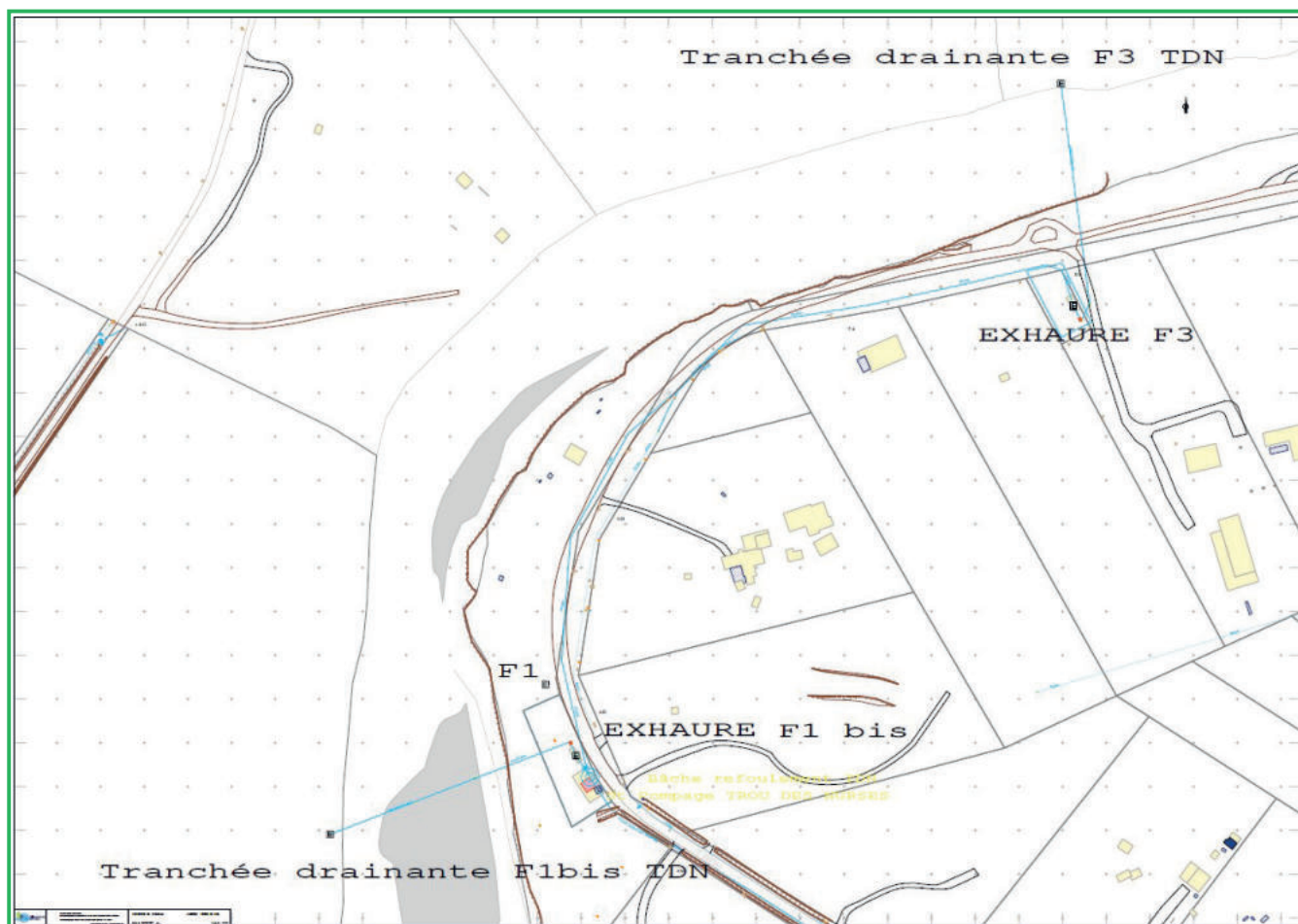


Figure 16 : Tranchées drainantes du Trou des Nurses, Sources : transmise par la CDE en juillet 2023 avec l'accord de la ville de Dumbéa,

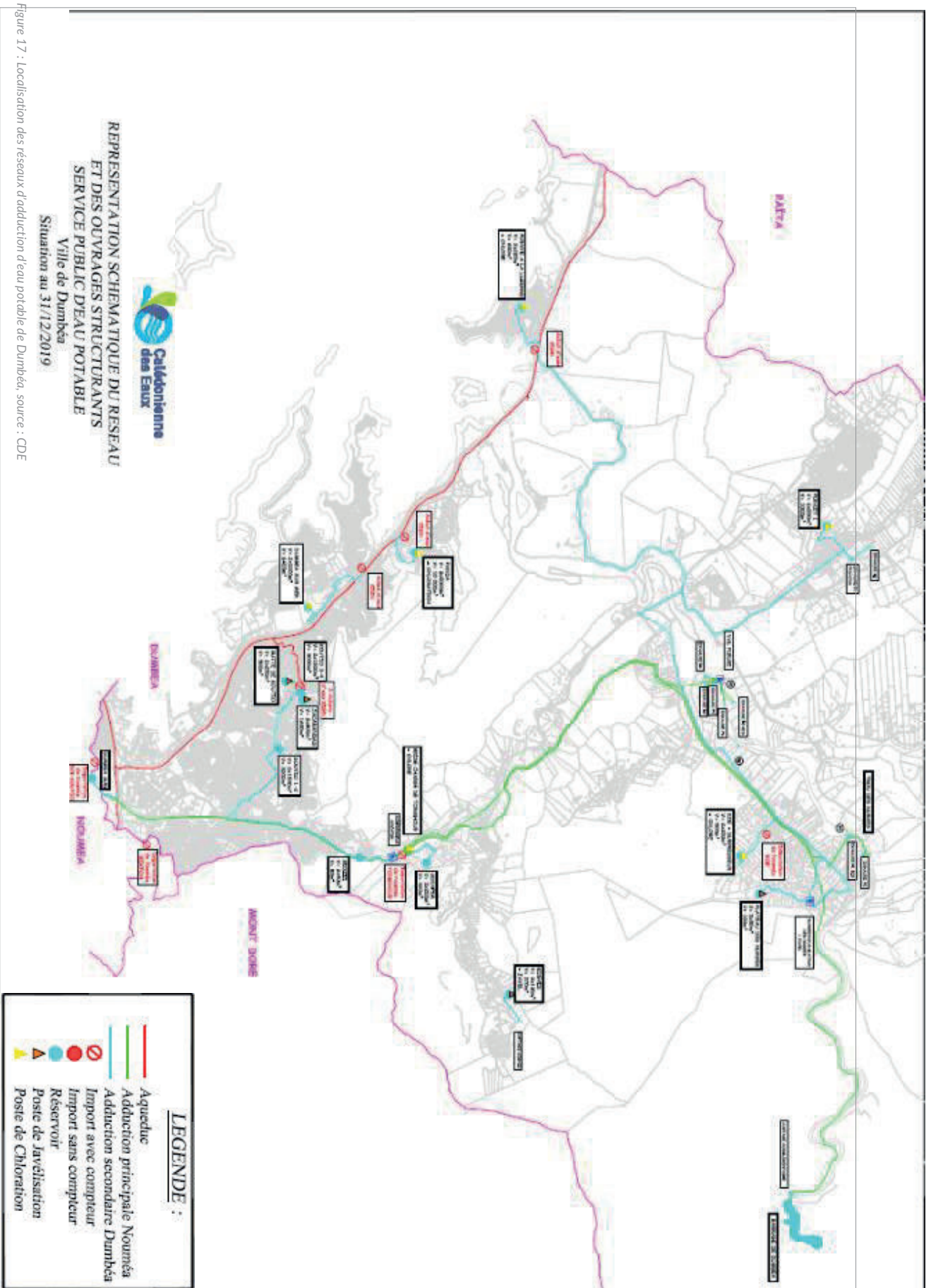


Figure 17 : Localisation des réseaux d'adduction d'eau potable de Dumbéa, source : CDE

100%

Des analyses bactériologiques de la CDE sont conformes aux normes Calédoniennes (NC).

97%

Des analyses physico-chimiques de la CDE sont conformes aux normes NC (hormis quelques seuils dépassés pour le Fer et le nitrate).

Règlementation : Le texte applicable est l'arrêté N° 79-153/SGCG du 3 avril 1979 portant sur la définition des normes de potabilité des eaux de boisson et des eaux entrant dans la composition des produits destinés à la consommation (modifié par arrêté N° 79-295/SGCG du 19 juin 1979).

Il est également à noter qu'il n'y a pas de limitation des nitrates dans la seule réglementation calédonienne.

Qualité de l'eau potable produite et distribuée

Systèmes de traitement

La production et la distribution du service d'eau potable sont de bonne qualité malgré la présence épisodique de Fer dans la ressource d'eau brute de la Dumbéa. La présence de nitrate est ponctuellement relevée dans les eaux souterraines puisées sous des exploitations agricoles dans les forages d'appoint utilisés en cas de sécheresse.

Au niveau de la production et de la distribution de l'eau dans les réseaux, une surveillance du processus de traitement est réalisée. Il s'agit notamment de stations de désinfection (chloration ou javel) qui sont mises en place au réservoir de Koé, à la cuve brise-charge de Tonghoué, au réservoir des Koghis et de Poncet. Une rechloration est également prévue au niveau du grand tuyau ; à la source pour le stockage de l'eau de la Tontouta et dans le réseau comme à la pointe de la Luzerne. L'objectif de ces traitements est d'assurer une qualité de l'eau maîtrisée et homogène pour le consommateur.

Analyses d'eau

En 2019, la conformité bactériologique est à 100% et celle des paramètres physico-chimiques était de 97%¹⁵. Le résultat de la conformité physico-chimique est dû à l'absence de traitement ou d'infrastructures permettant de distribuer, pendant les épisodes pluvieux, de l'eau produite à partir des ressources souterraines. Les non-conformités physico-chimiques NC sont essentiellement dues à la présence de Fer, de turbidité et de chlorure liée directement à la qualité de la ressource de l'eau du Barrage. La ville de Nouméa a fait réaliser des analyses complémentaires de l'eau brute au niveau du barrage et des forages de Val Fleuri et du Trou des nurses pour vérifier la teneur en Nitrate. Des dépassements de seuils supérieurs à 50mg/l ont en effet été notés depuis 2012. Ils seraient notamment liés aux exploitations agricoles intensives situées à proximité.

Avis d'expert : CDE du 20.04.2021 : L'ancienne conduite (DN 400) du barrage, située sous la route de Koé date de 1933. Elle est constituée de fonte non revêtue à l'intérieur dont la durée de vie oscille entre 60 et 80 ans. Elle est vétuste et fragile ce qui engendre notamment de nombreuses fuites. Elle transite sur des parcelles privées ce qui peut rendre difficile l'accès pour effectuer les travaux de réparation.

La révision du PUD pourrait prévoir des emprises réservées au niveau des routes publiques existantes ou future. Une station de filtration complémentaire à Koé et au sud du tunnel de Tonghoué permettrait également de limiter la turbidité de l'eau.

¹⁵Rapport Annuel du Délégué, RADD EAU 2019-Dumbéa-V1, source : CDE



Le schéma d'orientation pour une politique de l'eau partagée (PEP) du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie indique que les niveaux moyens de consommation de l'eau distribuée aux usagers sont élevés et parfois démesurés, en raison soit de réseaux d'adduction « fuyards », soit d'utilisations non domestiques de l'eau potable (pour l'abreuvement des animaux ou l'arrosage de la végétation par exemple), soit encore de pratiques non économes liées à la perception sociale ou culturelle de la « valeur de l'eau »

Voici des exemples de consommation :

- Boulouparis : 690 litres/par personne/jour (l/p/ j) lié aux activités agricoles,
- Nouméa, Païta : 300 l/p/ j,
- Koumac, VKP, La Foa : 350 à 360 l/p/ j,
- Jusqu'à 1 600 l/p/ j sur la côte Est,
- **Mont-Dore, Dumbéa : 230 à 290 l/p/ j.**

À titre de comparaison, la consommation moyenne/jour/habitant est de 160 litres en France métropolitaine et 220 litres en Australie.

Il est à noter que lors d'événements climatiques tels que les cyclones, le grand barrage est sujet à une grande perte de ressource en eau. En effet, lors du passage de Lucas, 20 millions de m³ d'eau sont passés par la surverse soit 5 millions de plus que la consommation annuelle des communes desservies d'environ 15 millions de m³.

La commune de Dumbéa est engagée dans la lutte contre le gaspillage de l'eau potable au travers de différents dispositifs :

- **La télérelève des consommations journalières d'eau potable est mise en place par la CDE sur des secteurs pilotes tel que Nakutakoin et Panda ainsi que sur les compteurs communaux.** L'objectif de ce suivi informatisé en temps réel est de pouvoir constater et donc réparer rapidement d'éventuelles fuites sur les réseaux. Ce système est généralisé sur les communes de Païta, Mont-Dore et Koumac.
- **Des campagnes de recherche de fuite sont réalisées par la CDE pour valider la qualité des branchements fabriqués localement.** 6 719ml de tuyaux ont été inspectés en 2019 permettant de déceler 10 fuites qui ont ainsi pu être réparées à Dumbéa sur mer, Koé, Koghis et Koutio 3-4.
- **Dans le cadre de la PEP ¹⁶, la délibération 2021/014 a été adoptée lors du conseil municipal du 27.01.2021 pour que Dumbéa soit une commune pilote pour accueillir le projet pilote de la « Caravane de l'eau ».** Au travers de diverses animations et expositions, l'objectif est de sensibiliser la population aux enjeux relatifs à la ressource en eau et d'accompagner des démarches visant à promouvoir la gestion durable de cette ressource. Ce projet est en standby en attendant le vote du budget de la DAVAR.
- **Un système d'arrosage intelligent au golf** basé sur la technique Aqualone qui contrôle l'irrigation autonome en fonction du besoin en irrigation des sols via un système mécanique sans électricité ni batterie.
- **La mise en ligne des éco gestes** recommandés aux administrés sur le site internet de Dumbéa tels que prendre une douche plutôt qu'un bain, choisir une chasse d'eau à double débit (3 ou 6 litres), fermer les robinets et les équiper d'économiseurs d'eau, etc...
(Source : <https://www.ville-dumbea.nc/l-economie-de-l-eau/>)

¹⁶PEP : schéma d'orientation pour une politique de l'eau partagée de la Nouvelle-Calédonie, avril 2019

LA GESTION DE L'ASSAINISSEMENT

40%

des eaux usées de Dumbéa sont traitées en assainissement individuel.

L'assainissement individuel concerne principalement le secteur de Dumbéa Nord. Selon la PEP, l'assainissement autonome, ou non collectif implique que les eaux usées sont traitées directement sur le site de production (habitation, tertiaire, industriels non ICPE).

L'assainissement individuel est souvent peu efficace et peu suivi. Ainsi, de nombreux rejets d'eaux usées se font encore dans les cours d'eau sans ou avec peu de traitement, ce qui provoque des contaminations bactériologiques et virales des milieux naturels. Ce phénomène explique pour partie certaines interdictions de baignade sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie faisant suite à des épisodes pluvieux.

Le risque sanitaire lié aux effluents domestiques persiste en zone urbaine et péri-urbaine, où il peut être amplifié par le défaut d'entretien des fossés et des cours d'eau, qui favorise la prolifération des nuisibles et des gîtes larvaires.

L'insuffisance d'assainissement des eaux usées contribue fortement à la pollution des milieux naturels et à la mauvaise qualité des eaux.

Avis d'expert / CDE du 20.04.2021 :

“La qualité des raccordement influent sur celle de l'eau collectée notamment lors d'événements pluvieux où l'eau s'infiltre et surcharge les réseaux. Les règlements pourraient imposer l'utilisation de matériaux adaptés (PVC, polyéthylène) aux constructeurs privés et publics.”

60%

des eaux usées de Dumbéa sont raccordées à l'assainissement collectif

L'assainissement collectif concerne le secteur de Dumbéa Sud. Son intérêt est la collecte et le traitement en un seul point dans une station d'épuration des eaux usées domestiques (WC, douche, ...) avant leur rejet dans le milieu naturel.

Les communes du Grand Nouméa comptent 9 stations d'épuration publiques (STEP) dont une d'importance à Dumbéa. Entre 2010 et 2020, le taux de raccordement à l'assainissement collectif atteint 60 et 65% sur la globalité de Dumbéa et près de 70 % pour la partie sud.

Dans la même période, il est passé d'environ 30 % à près de 60 % pour la commune de Nouméa. Le schéma directeur d'assainissement de Nouméa couvrant la période 2010 - 2030, prévoit que 95 % des effluents domestiques soient raccordés à une station d'épuration communale d'ici 2030.

La station d'épuration Dumbéa 2, d'une capacité de 24 000 équivalents-habitants*, a été mise en service en septembre 2016. La réalisation de la deuxième tranche, d'une capacité équivalente, a débuté courant 2019 et une troisième tranche est envisagée si nécessaire. Estimé à 4,3 milliards de F CFP, cet investissement est partagé entre la commune (32%) et la SECAL (68%). Les autres STEP de la commune sont détaillées dans le chapitre sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

***Définition des équivalents-habitants (EH) :**

Unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'une station d'épuration. Cette unité de mesure se base sur la quantité de pollution émise par personne et par jour.

9 668

clients assujettis aux réseaux collectifs.

L'assainissement collectif de Dumbéa permet de traiter ~1,6M de mètres cube (m³) d'eaux usées et d'eau pluviale parasite au niveau de la station d'épuration (STEP) Dumbéa 2. Il concerne principalement les eaux usées domestiques des lotissements réalisés par les aménageurs et bailleurs sociaux au sud de la commune (SIC, FSH, SECAL, ...).

Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le Maire tel que défini dans ***l'arrêté n°11/120/DBA du 04/04/2011*** et la ***Délibération 2011/229 du 18/08/2011.***

Trois autorisations de déversement industriels sont recensées. Les effluents des ICPE telles que Pat'pressing et d'ES Service sont ainsi traités par la STEP. Une convention de rejet d'eaux non domestiques est également à l'étude avec le Médipôle de Koutio même si cette dernière n'a pas encore abouti en avril 2021.

Dans le domaine économique, seules les entreprises assujetties aux réglementations provinciales sur les ICPE sont soumises à des obligations de traitement des eaux de rejet. Les activités non suivies peuvent néanmoins générer des effluents pouvant impacter la qualité des eaux.

Activités fluviales



Les cours d'eau de Dumbéa ont pour certains été aménagés pour permettre le développement d'activités de plein air tel que la pêche en eau douce ou à sensations fortes. Le parc Fayard héberge notamment un prestataire de tourisme qui exploite un dock de stockage pour encadrer des parcours de canoé-kayak.

100%

des rejets et des boues sont conformes

Rejets : la qualité du traitement des installations s'apprécie à travers les rendements et les concentrations en sortie pour les différents paramètres mesurés (DBO5, DCO, MES, NGL, pH, température, phosphore). L'ensemble des volumes d'eaux usées reçus a été traité en 2019 sauf lors d'évènements pluvieux importants qui sont suivis par la CDE par le biais de fiches d'incidents.

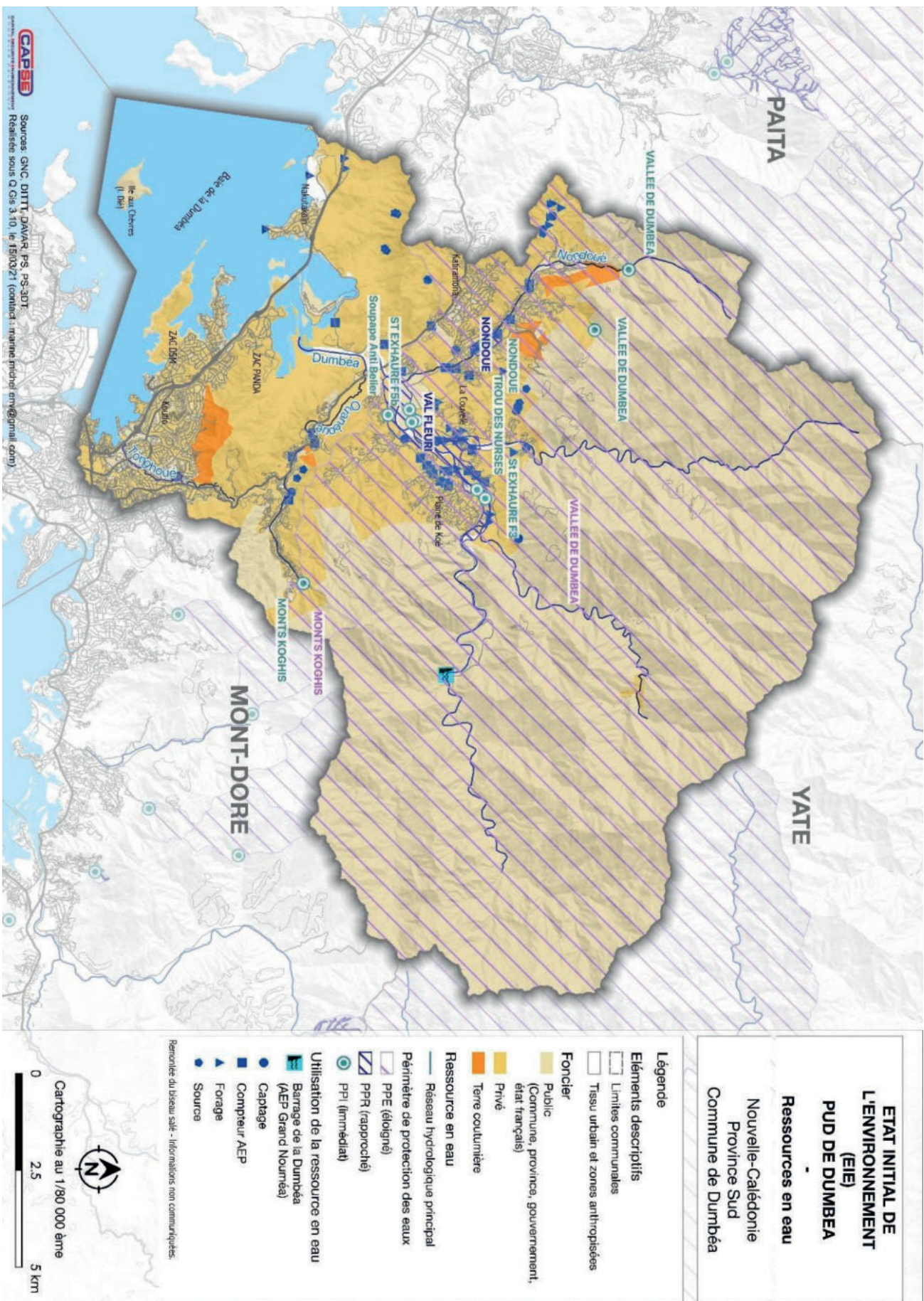
Il est également à noter qu'en Nouvelle-Calédonie, il n'y a pas d'obligation réglementaire de réaliser des autosurveillances dans les réseaux d'assainissement.

Boues : les eaux usées traitées génèrent des boues qui sont filtrées avant rejets dans le milieu naturel des effluents traités. En 2019, les STEPS de Koutio et Dumbéa ont générées 1 713 tonnes de boues.

Elles peuvent être traitées à l'installation de stockage de Gadji si leur siccité est inférieure à 30%. Les autres sont traitées différemment :

- ~90% du volume par épandage sur des parcelles agricoles validées par la DENV.
- ~10% sur une plateforme de séchage solaire située à Panda.
- Une expérience de co-compostage est mise en place sur la STEP de Koutio pour stocker les boues brutes lors des épisodes pluvieux.
- Une expérience de mélange avec des déchets verts broyés est également réalisée pour végétaliser un site minier à Tontouta.

CARTE DE SYNTHÈSE



Carte 16 : Carte analytique des remontées du biseau salé, des PPE et de l'utilisation de l'eau en fonction des statuts fonciers, Source : DAVAR, formatage CAPSE



Réflexions sur les trames vertes et bleues qui jouent un rôle de corridor écologique entre différents réservoirs de biodiversité. Le travail de la DDDT illustre les connectivités qui pourraient être renforcées par la révision du PUD.

SYNTHÈSE

QUALITÉ DES MILIEUX ET DE LA RESSOURCE EN EAU

Fort

Préservation des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques fonctionnels et développement des connectivités potentielles

Protection des ripisylves

Amélioration de la qualité de l'eau potable

Moyen

Développement de l'assainissement collectif qui joue un rôle sur la pérennité de la qualité de l'eau et renforcement du suivi.

Économies d'eau potable.

Faible

Maîtrise du développement des activités de loisirs fluviaux.



1

1 cours d'eau principal, très riche en biodiversité, et desservant un bassin versant de 231km². La qualité de l'eau est globalement satisfaisante pour son aptitude biologique et pour les usages d'abreuvement, d'irrigation et de loisirs.

EP

Le grand barrage du parc provincial de la Dumbéa constitue la principale réserve en eau potable de Nouméa et Dumbéa. 99% de la ressource en eau est protégée par des Périmètres de Protection des Eaux (PPE) selon l'indice de protection des eaux de la CDE.

EU

Environ 60% des habitations de Dumbéa sont raccordées au système d'assainissement collectif qui traite les eaux avant de les rejeter dans le milieu naturel. Le reste de la population est raccordé de façon individuelle ce qui peut engendrer des risques de pollution des cours d'eau.



Photo 21 : Embouchure de la Dumbéa, internet

La qualité des différents milieux environnementaux de la commune sont présentés dans les chapitres précédents.

Plusieurs réservoirs de biodiversité sont ainsi présents et des corridors écologiques continus et fragmentés les relient. L'aménagement du territoire influe fortement sur la préservation, le développement ou la dégradation de ces derniers. Ainsi, la révision du PUD pourrait tenir compte des liens de courtes distances mis en exergue par la DDDT entre-autres, lors de la définition des trames vertes et bleues.

Plusieurs périmètres de protection des eaux (PPE, PPR, PPI) sont mis en place autour des points de prélèvement de l'eau potable pour préserver sa qualité sanitaire. Les différents suivis réalisés sur les cours d'eau mettent en avant des seuils hétérogènes en fonction des lieux, des dates de prélèvement et des paramètres étudiés. La Calédonnienne Des Eaux (CDE) exploitant du réseau a la charge d'assurer la qualité de l'eau distribuée aux habitants par le biais de traitements adaptés.

La ressource en eau étant dépendante des conditions climatiques, la commune et les institutions encouragent les économies d'eau potable au travers de la Politique des Eaux Partagées (PEP) ou de différentes initiatives publiques et privées spécifiques.

Le raccordement à l'assainissement collectif est un enjeu important pour la préservation de l'environnement que la commune soutient entre-autre via la réalisation de la Station d'épuration (STEP) Dumbéa 2.

RESSOURCES ET RESEAUX TERRESTRES

Les chapitres sont synthétisés et les enjeux qui en découlent sont hiérarchisés dans les cadres ci-dessous :

Eléments du diagnostic à retenir :

3 carrières autorisées jusqu'à la révision du PUD dont une demande d'extension pour la carrière de Tonghoué.

67% des surfaces des exploitations agricoles sont dédiées aux bovins et 47% de ces dernières cohabitent avec des écosystèmes patrimoniaux et des périmètres de protections immédiats des eaux.

Circulation automobile largement majoritaire, voiries engorgées malgré la diminution du taux de ménages motorisés 77%. 45% de trajets pendulaires contre 30% de trajets internes. Offre en stationnement importante mais saturée autour de certaines polarités.

Enjeux :

Cotation environnementale : **FORT**

Eléments du diagnostic à retenir :

8% de Dumbéa est couvert par des filières d'élevages, avicoles, maraichères, fruitières, horticoles et apicoles sur des zones impactées par plusieurs risques naturels. Certaines filières peuvent venir concurrencer les espèces endémiques.

Restructuration importante du réseau de transport en commun avec 42% du tronçon du Néobus situé à Dumbéa mais durée du trajet liée à la circulation (hors BHNS) et cout élevé.

Déplacement à pied ou à vélo très limités <5%.

9 installations sont prévues pour collecter et traiter les déchets des Dumbéens. 1 QAV complémentaire ou une collecte en porte à porte sont envisagés.

Enjeux :

Cotation environnementale : **MOYEN**

Eléments du diagnostic à retenir :

L'activité minière passée de Dumbéa est terminée et 80% des mines sont déjà réhabilitées entre autres grâce à une partie (9%) du budget du fonds Nickel. 6 titres miniers sont toujours actifs même s'ils ne sont pas exploités. Parmi eux, 4 sont déjà réhabilités et les 2 autres se situent dans les aires protégées et ne seront donc pas exploités.

Le réseau de distribution (Enercal) d'électricité se développe à Dumbéa ainsi que l'autoconsommation.

Enjeux :

Cotation environnementale : **FAIBLE**

GEOLOGIE

Les formations géologiques¹⁷ du sous-sol de la commune de Dumbéa sont réparties sur 2 secteurs géographiques clairement identifiables sur la cartographie ci-dessous :

Les reliefs

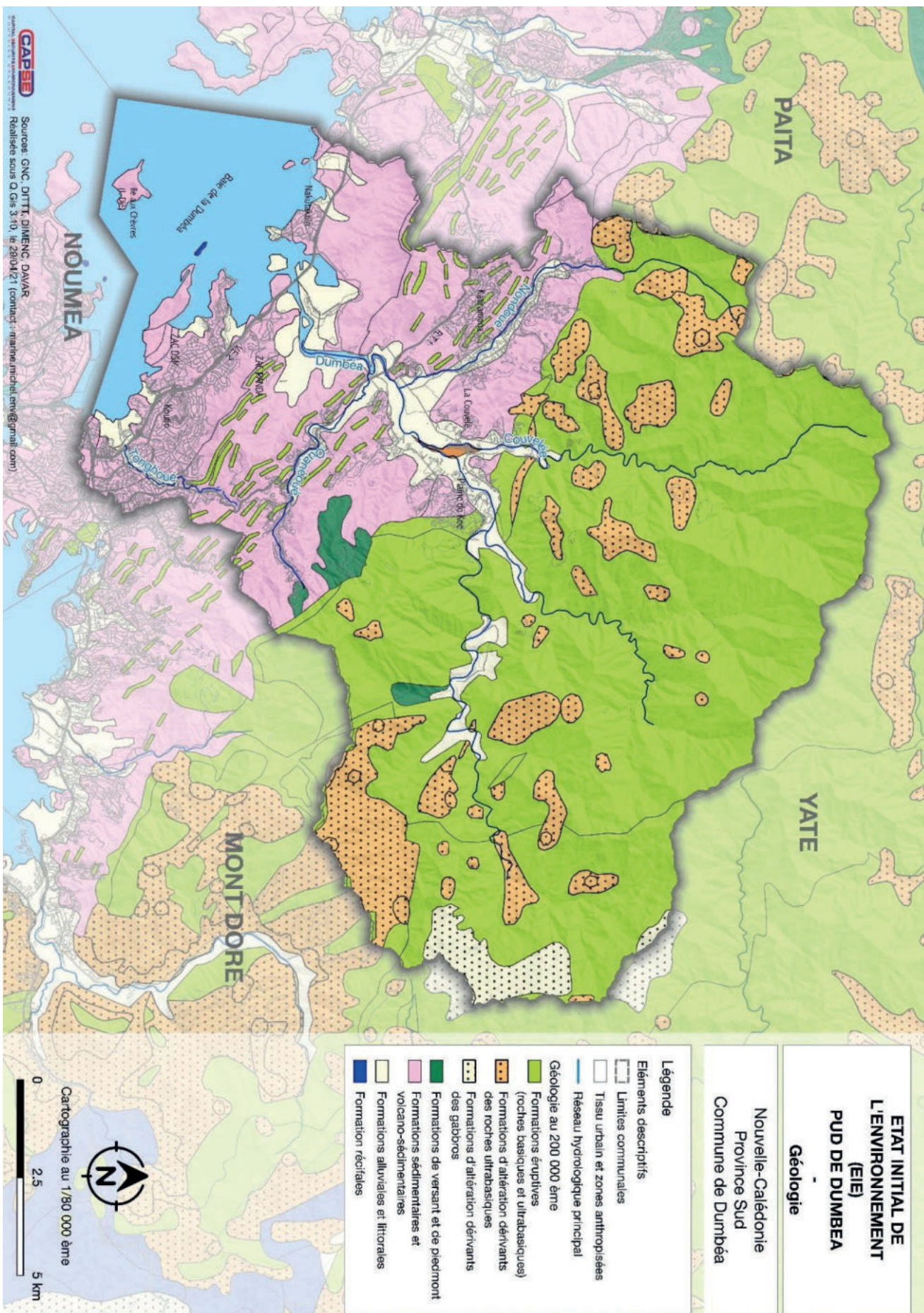
Les reliefs sont principalement composés de formations éruptives (roches basiques et ultrabasiques) et de zones ponctuelles de formations d'altération dérivants de roches ultrabasiques. Il est également à noter la présence d'aquifères multicouches et de nappe libre.

Les roches ultramafiques de la nappe des Péridotites recouvrent tout le massif du Sud y compris sur les hauteurs de Dumbéa. La base de cette nappe est caractérisée par une semelle serpentineuse de 20 à 200m d'épaisseur qui est convoitée par les mineurs.

Toutes ces formations se prolongent en dehors des limites communales.

La plaine et le littoral

La plaine et le littoral sont principalement constitués de formations sédimentaires et volcano-sédimentaires ainsi que de formations alluviales et littorales le long des cours d'eau et du littoral. Au cœur de ces secteurs géographiques, des formations éruptives longilignes et discontinues se retrouvent également. Des nappes libres se trouvent sous les plaines et vallons peu pentés.



LES CARRIERES DE DUMBEA



Carrières sont présentes à Dumbéa

Il s'agit de :

- La carrière CDD* en Baie de Nouré,
- La carrière SOCAM au Col de Tonghoué
- La carrière de la SARL Dzumac à Nondoué

Règlementation : en Province Sud, les carrières sont régies par la délibération modifiée n°78-91/APS du 09 décembre 1991.

L'article 27 du code de l'environnement détaille l'instruction des projets d'extension et les demandes d'autorisation d'exploiter.

Contexte

La Nouvelle-Calédonie compte 48 carrières dont 19 localisées en Province Sud. Le grand Nouméa en compte 10 qui sont réparties entre :

- Païta qui abrite 6 carrières avec un volume autorisé de 7,6M de m³
- Dumbéa avec 3 carrières pour un volume autorisé de 4,9M de m³
- Mont-Dore qui héberge 1 carrière avec un volume autorisé de 1,2M de m³

Les 3 carrières de Dumbéa produisent essentiellement des matériaux nobles tel que du grès à Nouré et Nondoué ainsi que du basalte à Tonghoué.

Il est également à noter que la carrière de Katiramona située sur la commune de Païta se trouve sur le côté opposé de la ligne de crête du Pic Jacob.

Avis d'expert : DIMENC du 30.04.21

Une vigilance est à avoir au niveau du zonage entourant les carrières existantes afin de permettre de potentielles extensions sans occasionner de nuisances pour les riverains. Ainsi, une zone tampon et un règlement adapté sont à prévoir pour éloigner les éventuelles zones résidentielles des carrières et des zones environnementales d'intérêt patrimonial.

Tonghoué

Une demande de renouvellement vient d'autoriser la carrière à produire un volume maximal de 1,9M de m³ jusqu'en 2030.

Un projet d'extension a été refusé mais une demande d'autorisation d'extension est attendue par la DIMENC en lien avec la révision du PUD.

Nouré

Cette carrière a atteint la surface exploitable maximale et est autorisée à produire un volume maximal de 3M de m³ jusqu'en 2027. Une demande de renouvellement de cette autorisation peut être faite par le groupe Carrière De Dumbéa CDD.

Nondoué

La demande d'autorisation d'exploiter un volume maximal de 50 000m³ a été renouvelée jusqu'en 2026.

Le projet d'extension de la carrière de Tonghoué¹⁸ a été refusé notamment car il impacte une formation de 2,76 ha de forêt sèche partiellement dégradée par des espèces envahissantes. Il s'agit d'une formation de transition entre la forêt sèche et humide qui fait l'objet d'une demande de défrichement. L'intérêt floristique de cette parcelle réside dans la présence d'une belle population de *Plerandra elegantissima*, espèce protégée. Ces forêts sèches sont l'habitat préférentiel de l'autour à ventre blanc dont le statut de protection pourrait évoluer vers un état vulnérable (VU) si son habitat diminue. Néanmoins, des mesures compensatoires sont proposées par le gestionnaire telles que l'entretien et la replantation de la forêt non défrichée ou le reboisement de surfaces brûlées par les incendies qui ont touché la montagne des sources en 2019.

¹⁸Source : étude d'impact A3EP DDAE Dossier de Demande d'Autorisation d'exploitation

LES EXPLOITATIONS MINIERES



Photo 22 : Vestige de la mine Soleil de Dumbéa, Source: <http://rando-nc.fr/>

L'activité minière de Dumbéa

La commune a été un précurseur de l'activité minière calédonienne du temps d'Higginson. Cette activité est actuellement inexistante. En effet, la carte d'occupation du sol et celle du niveau d'artificialisation de l'espace en 2010 montrent que l'aval du bassin versant de la Dumbéa est majoritairement composé de milieux à végétation arbustive. Elles montrent aussi qu'une partie de la zone montagneuse est assez dégradée (en brun, jaune et orange). Ces impacts sur le paysage sont des témoins d'un fort passé minier.

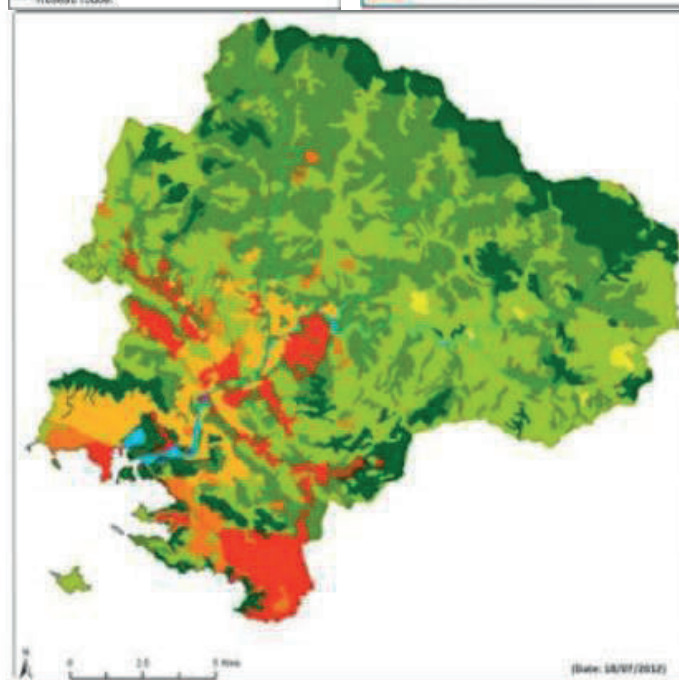
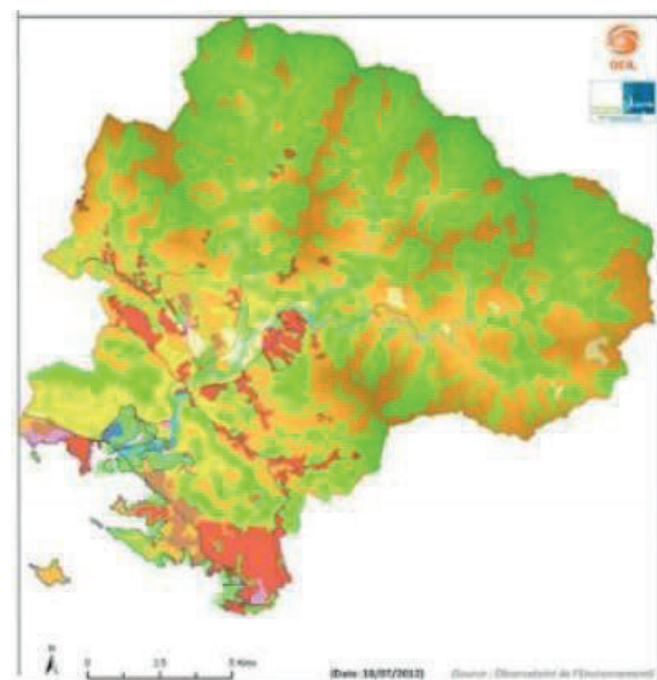
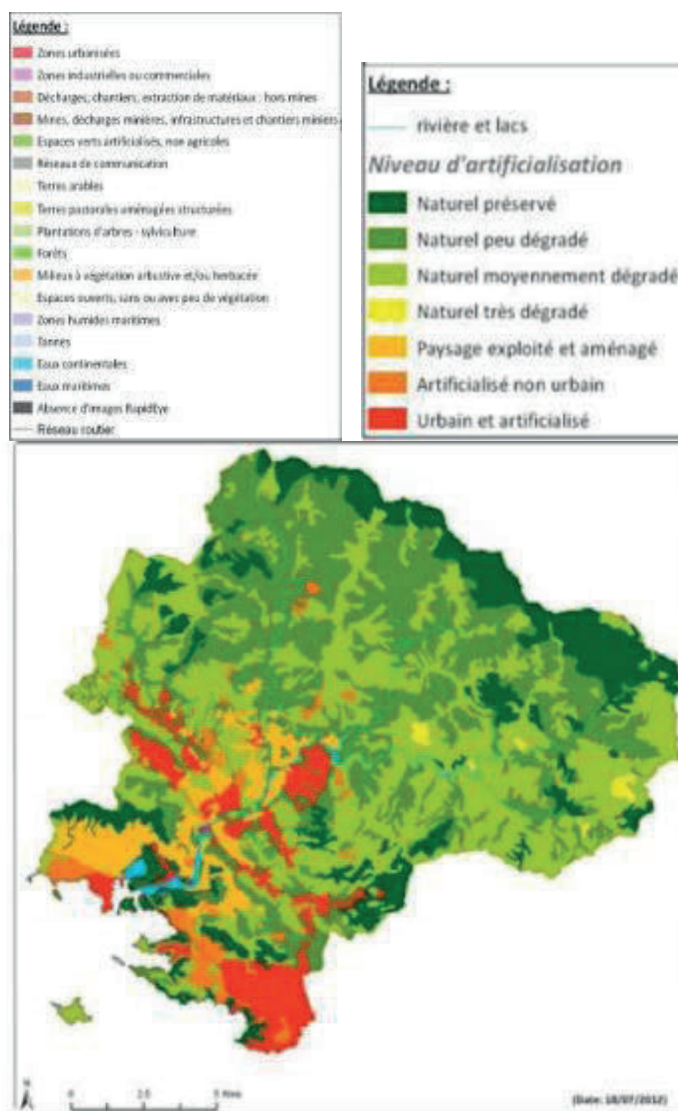


Figure 19 et 10 : Occupation du sol et niveau d'artificialisation des espaces en 2010, Source : Évolution des paysages en province Sud – Commune de Dumbéa – Observatoire de l'environnement ; CEIL NC

≡ 0,3%

de la surface communale est occupée par 6 concessions minières actives.

Une concession minière confère dans son emprise à son titulaire le droit exclusif de prospection, de recherches et d'exploitation. Ce droit est conditionné à l'obtention des autorisations afférentes. L'autorisation de prospection comporte notamment l'avis de la commission minière communale. L'instruction d'une demande d'autorisation d'exploiter, comporte notamment une enquête publique. Ces autorisations ne pourront aboutir dans le cas du parc de Dumbéa puisque la réglementation provinciale l'interdit.

En effet, l'article 211-18 du Code de l'environnement de la province Sud indique que toute activité extractive est interdite dans les parcs provinciaux.

Les 6 concessions minières actives représentent 723 hectares sur la commune. 2 autres concessions de Païta empiètent sur l'ouest Dumbéa. Le tableau ci-dessous présente leurs principales caractéristiques.

CONCESSIONS	NUMERO	DATE D'INSTITUTION	DATE D'ECHEANCE	TITULAIRE	SUBSTANCES	SURFACE
LES BARBOUILLEURS	(2)55	10/08/1883	31/12/2048	SLN	Toutes substances <> substances utiles à l'énergie atomique	
EUGENIE	1811	11/04/1931	10/04/2031	SLN	Nickel/Cobalt/Chrome/Fer/Manganese	
GOYAVE 3	2912	10/01/1947	09/01/2022	SMT/ SMGM	Nickel/Cobalt/Chrome/Fer/M	
PARIS	1888	31/12/1932	30/12/2032	SLN	Nickel/Cobal	
KOE	(1)20	22/11/1881	31/12/2048	SLN		
CLOTHILDE JEANNE EXT	1365	26/12/1912	31/12			
PAITA : QUERIDA						
PAITA : FRATER						
SUR						

Figure 21 : Concessions minières répertoriées sur la commune de Dumbéa, Source : Cadastre minier

Ces concessions peuvent faire l'objet d'une demande de renonciation de la part de leur titulaire ou faire l'objet d'une procédure de déchéance dans certaines conditions. **Le code minier prévoit également des procédures de retrait de concessions non exploitées.** Les gestionnaires ont jusqu'à 2024 pour informer les institutions compétentes sur le potentiel et la localisation de la ressource qu'ils souhaiteraient exploiter puis, argumenter sur l'utilité de sa mobiliser. La demande doit intervenir 6 mois avant la date d'échéance du titre.

Concessions minières

Dumbéa héberge 16 concessions entières et partagées qui représentent 0,5% de la surface communale. A l'échelle de la Nouvelle-Calédonie, il s'agit d'une proportion plutôt faible mais non négligeable comme l'indique le graphique ci-dessous.

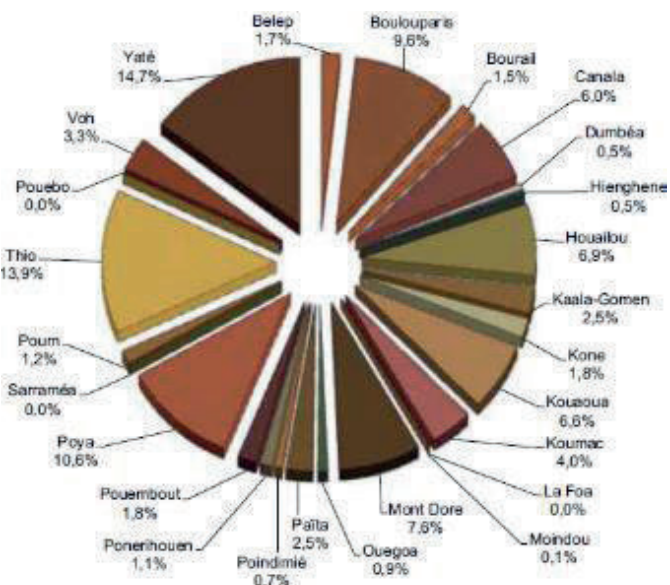


Figure 20 : Répartition des concessions minières par communes en 2008, Source : Schéma de mise en valeur de la ressource minière.



72%

du budget du Fonds Nickel (1,9 Milliards de Francs CFP) depuis 2010 ont été mobilisés pour les travaux de réhabilitation d'anciennes mines et à la remédiation du passif minier dans les cours d'eau et 18% pour le soutien à l'activité minière pendant les périodes de crise.

Les ressources du Fonds Nickel proviennent d'une subvention initiale exceptionnelle (environ 1,7 milliards de francs CFP), reliquat du Fonds pour le soutien conjoncturel au secteur minier additionnée du produit de la redevance superficielle dont s'acquittent annuellement les titulaires de concessions minières (environ 250 millions de francs CFP par an).

Actions du Fonds Nickel¹⁹

L'établissement public administratif Fonds Nickel a été créé en 2009, suivant les recommandations du

« **Schéma de mise en valeur des richesses minières de la Nouvelle Calédonie** ».

A Dumbéa, le schéma recense 171 ha de sites dégradés et 9%, soit 184 Millions de FCFP du budget du fonds Nickel a permis de réhabiliter une grande partie des anciennes mines.



Photo 23 : Mine Paris-Eugénie avant les travaux de réhabilitation, Source : Fonds Nickel

Le Fonds Nickel a repris les activités de deux types de fonds existant préalablement. Il s'agit des fonds suivants

Les fonds communaux CRSM

Les comités de réhabilitation des sites miniers (CRSM) portés par les communes depuis plus de 20 ans, avaient en charge la réhabilitation des zones dégradées par l'activité minière avant 1975 et dont le financement était assuré par des dispositions fiscales spécifiques.

Ce dispositif fiscal a permis de financer une douzaine de Fonds communaux de l'environnement. Le Fonds Nickel a poursuivi et complété les actions menées à travers une programmation pluriannuelle de réhabilitation (PPR) et un plan pluriannuel d'intervention (PPI) pour la gestion du sur-engravement des cours d'eau liés à l'exploitation minière avant 1975.

Cette remédiation est partagée avec les sociétés minières dans le cadre de leur arrêté d'exploitation.

Le fonds de soutien du secteur minier

Le soutien en cas de crise économique du secteur minier porté précédemment par le « Fonds pour le soutien conjoncturel au secteur minier ».

Mission future du Fonds Nickel

Une troisième mission du Fonds Nickel n'est encore pas mise en œuvre actuellement, celle de subventionner, dans la limite des financements disponibles, les organismes poursuivant un but d'intérêt général et participant au financement d'actions ou de placements constitués au profit des générations futures de la Nouvelle-Calédonie

¹⁹Powerpoint : EPA_Fonds_Nickel_Présentation_V2021 et échange avec le Fonds Nickel



~80%

des mines de Dumbéa sont en cours de réhabilitation ou déjà réhabilitées.

Il existe plusieurs formes de réhabilitation :

- Lorsque les mines ont été exploitées avant 1975, la réhabilitation est réalisée par les communes par le biais des fonds communaux des CRSM et depuis 2009 par le Fonds Nickel.

Règlementation : délibération n°104 du 20 avril 1989 délibération 467 du 18/03/2009

- Après 1975, la réhabilitation incombe aux titulaires de la concession minière lorsque l'ancienne mine se situe sur une concession minière, le concessionnaire participe à hauteur de 20% du budget de l'opération de réhabilitation.

Règlementation : Code minier, règles cours d'eau Arrêtés d'exploitation des mines actives tels que

l'arrêté n°90-01/cc du 19 janvier 1990 Sites dégradés réhabilités

La carte ci-dessous présente l'état des lieux des réhabilitations réalisées dans le cadre des programmes pluriannuels du fonds Nickel et précédemment par le CRSM de la commune de Dumbéa et la Province Sud.

Les réhabilitations finalisées concernent les mines :

- Paris - Eugénie / Fonds Nickel (jaune non actualisé en bleu)
- Koé - les Barbouilleurs / Fonds Nickel
- Mine X près du barrage / CRSM
- Mine Tip Top (site Geneviève 3) / Fonds Nickel,
- 3 mines des Monts Dzumacs (site de Sophie-gracieuse, scierie et Juliette) / CRSM-Province Sud
- Couvelée rive gauche (sites de dialogue sud et nord, chimère et Guntry) / Fonds Nickel
- Dialogue sud et nord (vert non actualisé en bleu)

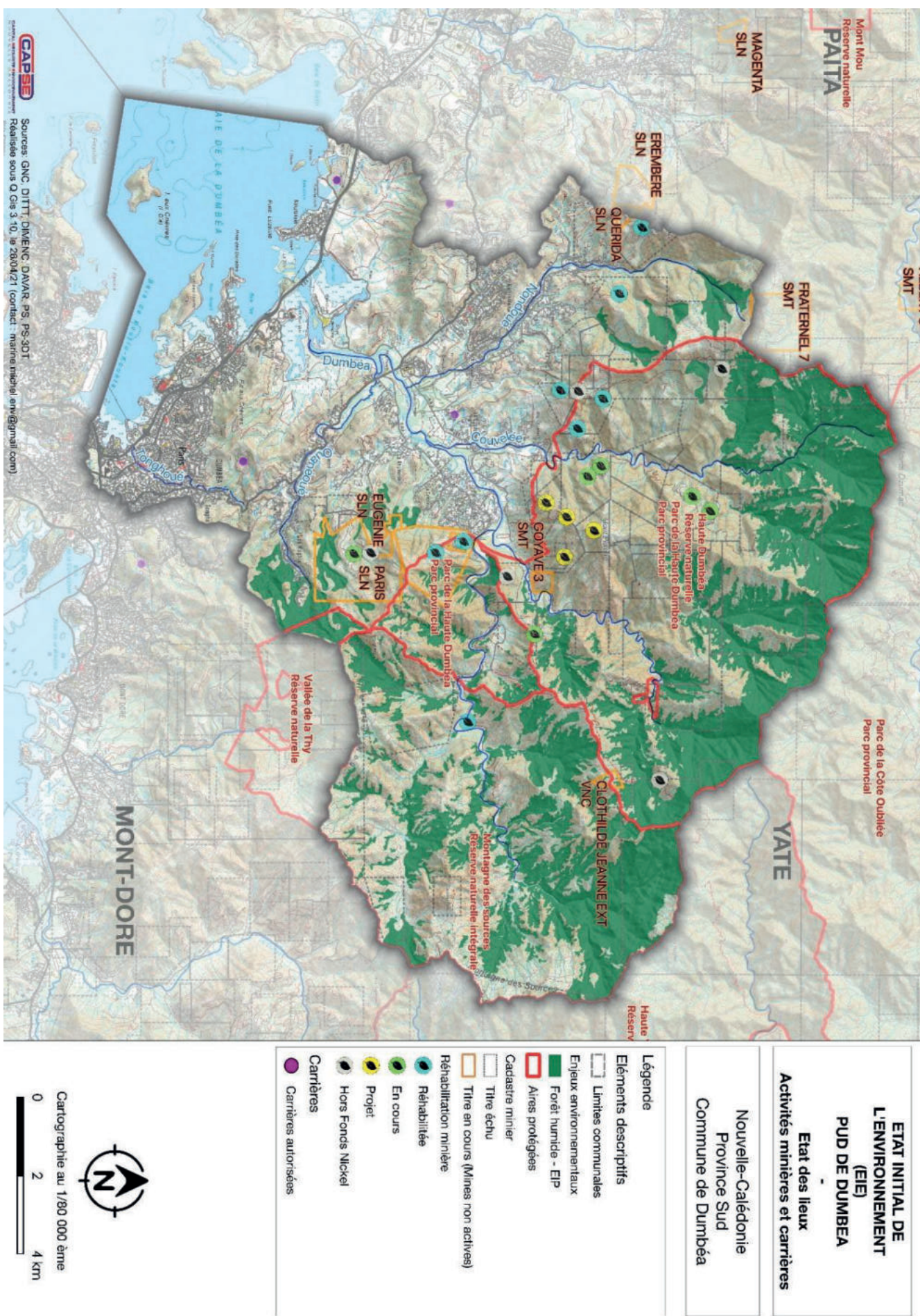
La réhabilitation des sites sur le Mont Piditéré (sites de Le Pic, Maconnaise, Antoinette) est en phase étude. Les sites dégradés restants sont Béa, Créole et la mine Sunshine (le site de Geneviève 4 ayant une origine naturelle) pourront être réhabilités ultérieurement.

Le Fonds Nickel travaille en étroite concertation avec la mairie de Dumbéa.



Photo 24 : Mine Koé-Les Barbouilleurs avant et après travaux de re-végétalisation, Source : Fonds Nickel

Il est à souligner que le bassin de la Dumbéa branche-est est un bassin d'alimentation en eau potable de Nouméa et qu'il contient le barrage de retenue. Dans ce bassin subsiste la concession minière « Clothilde-Jeanne » d'une superficie de 18,90 ha, et dont la mise en exploitation n'est pas encore interdite. Néanmoins, comme elle se trouve dans les aires protégées et que la ressource a un faible potentiel, aucune autorisation d'exploitation ne pourra être attribuée.



Carte 18 : Carte de synthèse des mines (actives et réhabilitées) et carrières de Dumbéa, source : DIMENC/ Cadastre minier/ Fonds Nickel, formatage CAPSE

LES TERRES AGRICOLES ET FORESTIERES

Contexte



de la surface communale est couverte par des exploitations agricoles actives.



Des exploitations sont dédiées à la production de bovins.

Dumbéa abrite une centaine d'exploitations agricoles réparties sur 2120 ha. Elles sont majoritairement localisées sur des terres de droit privé et des terres domaniales. Elles sont réparties sur le littoral et dans la plaine, notamment le long du fleuve de la Dumbéa. En 10 ans, leur superficie a diminué de 10% au profit notamment du développement urbain.

Il s'agit principalement d'exploitations d'élevages de Bovins et dans une moindre mesure de chevaux (9%) et de petits ruminants. La production fruitière est également importante (13%) et les autres types de productions (<2%) sont l'aviculture, les cultures fourragères et vivrières, le maraichage, et la sylviculture. L'aquaculture marine tend à disparaître à Dumbéa,

Il est également à noter que la production avicole de Dumbéa représente environ la moitié du chiffre d'affaires de la filière avicole calédonienne en 2019.

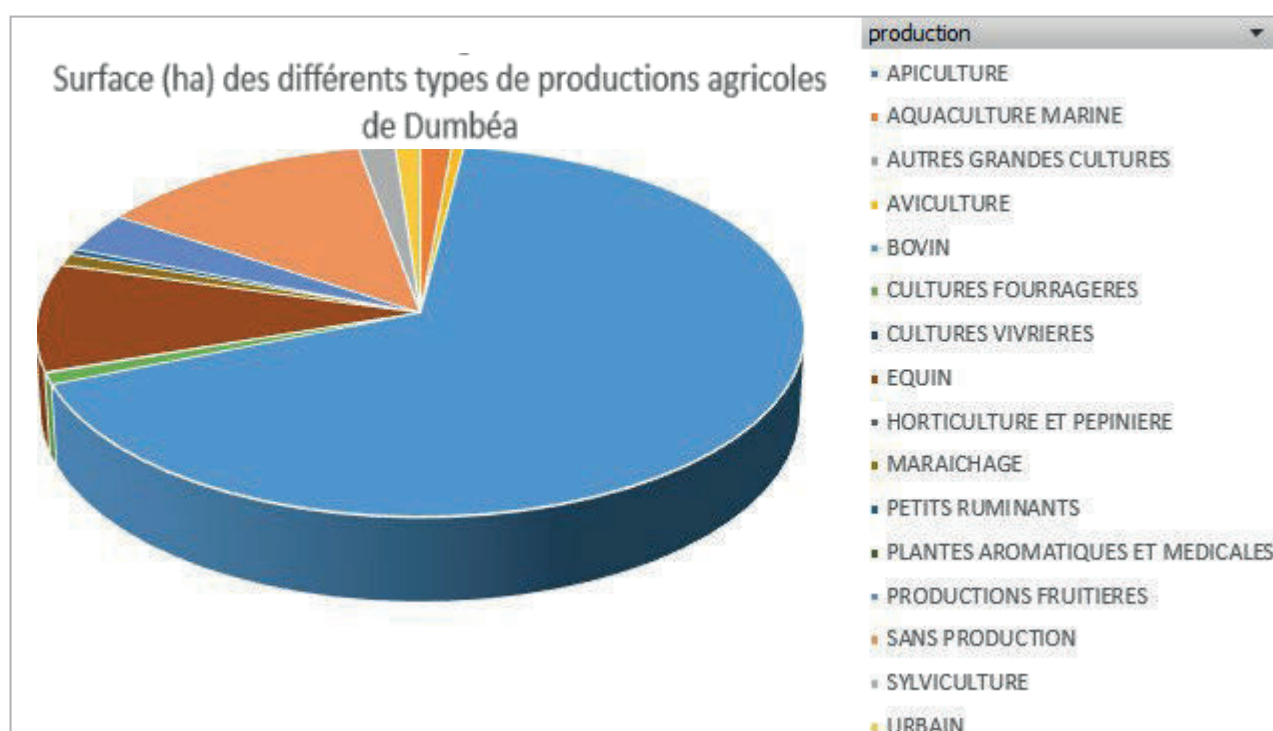


Figure 22 : Surface des différents types de productions agricoles de Dumbéa, Source : DAVAR, DDR, 2016-2019



De ces exploitations de bovins se situent sur les forêts sèches et une partie également sur la mangrove

Plusieurs parcelles agricoles se situent dans un périmètre de protection immédiat des eaux PPI.

Focus sur les exploitations de Bovins

Les exploitations d'élevage de bovins représentent une faible partie de la filière abattage de la Province Sud même si sa proportion a augmenté entre 2018 et 2020, passant de 2 à 3% (source : DAVAR, OCEF).

Elles se situent en partie sur des secteurs géographiques hébergeant des forêts sèches, des mangroves, écosystèmes patrimoniaux protégés par le code de l'environnement et un PPI. **Cette cohabitation peut être dommageable pour les écosystèmes en présence, c'est pourquoi le plan d'urbanisme directeur de la commune joue un rôle important sur leur protection.** Pour mémoire, 63% des forêts sèches et 34% des mangroves de Dumbéa sont classées en zone naturelle protégée par le PUD de 2012 et par le PAZ des ZAC.

Il est également à noter que les surfaces des exploitations agricoles sont définies sur la base de retours de terrain lors de projets suivis par la DDDT. En effet, comme les données datent de 2016 à 2019, la Province Sud confirme qu'elles sont représentatives des surfaces d'exploitation actives. Néanmoins, le pic aux chèvres et le Pic Jacob sont concernés par une cohabitation avec des forêts sèches alors qu'il ne semble pas avoir d'exploitations sur ces reliefs.

Les filières avicoles, maraichères et vergers²⁰

La production de fruits et légumes de Dumbéa représente 15% du volume de la production totale de la Nouvelle-Calédonie et 18% de celle de la Province Sud. La production communale a néanmoins chuté de 8% en 2 ans.

²⁰Sources : enquête annuelle sur les filières, DAVAR et exploitation des données SIG DDR horticulture par la chambre de



Les principaux légumes frais commercialisés par les exploitations de Dumbéa sont les salades, les tomates le chou de chine qui représente chacun 25% à 30% de la production totale communale. Et, dans une moindre mesure, les champignons, produits phare de Dumbéa ainsi que d'autres légumes communs (poireau, courgettes, concombre, fines herbes).



En 2020, les fruits les plus commercialisés sont les oranges (1 producteur) et bananes dessert.

Ils représentent un peu plus de 80% des fruits déclarées sur Dumbéa. Ces 405,5 tonnes représentent 15% environ des volumes calédoniens en oranges et bananes dessert. Les autres fruits sont les avocats, papayes, melons, mangues, pastèques, citrons limes, pamplemousses pomelos, litchis, fraises, corossol ainsi qu'un autre produit phare à Dumbéa : l'avocat.



La filière avicole représente une faible surface d'exploitation sur Dumbéa (12 ha).

Néanmoins, la production d'œufs et de volaille de chair représente environ la moitié du chiffre d'affaires de la filière en 2019.

L'horticulture et l'apiculture



Les résultats de l'enquête 2019 de la filière horticole ne sont pas encore diffusés mais ce secteur représente 8% de la production agricole finale. **Le grand Nouméa concentre plus de 70% de son économie. La production est centrée à 75% sur les plantes endémiques.**



Entre 2010 et 2019, on note une forte progression de l'apiculture calédonienne avec une augmentation de près 70% du cheptel et 60% du nombre d'apiculteurs notamment sur le grand Nouméa.

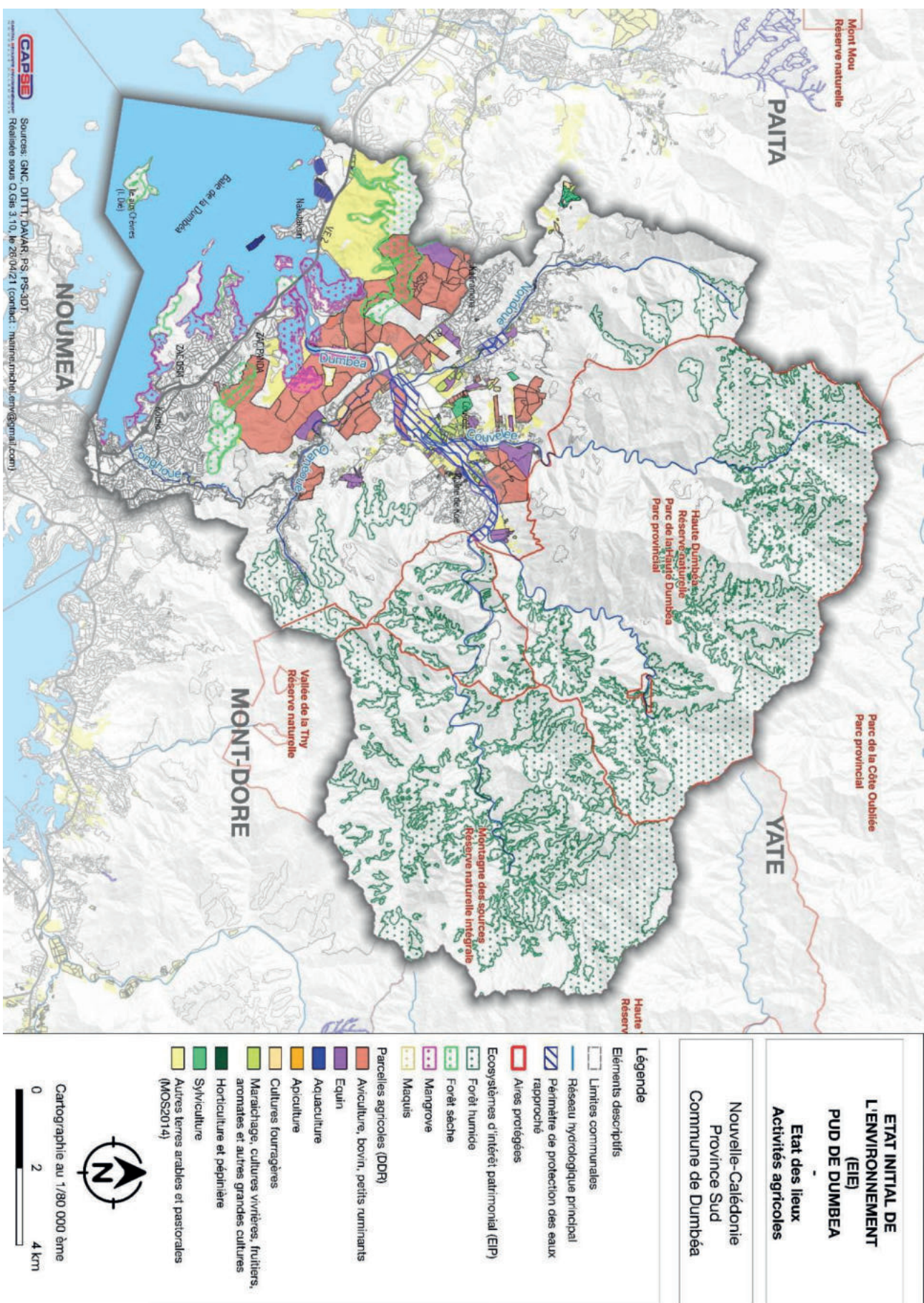
Après Bourail et Païta, **Dumbéa est la commune qui compte le plus grand nombre de ruchers** (71 ruchers soit 14% des ruchers de la Province Sud qui produisent ~15 tonnes de miel par an). La filière se développe avec une volonté d'ouvrir les ventes à l'international.

Avis d'expert : source IRD, 29.04.2021 :

Le développement de la filière apicole est en plein essor mais une vigilance doit être portée à la concurrence que ces abeilles importées peuvent faire aux abeilles locales qui sont les principales polinisatrices des plantes endémiques. Ainsi, des zones tampons entre les sites d'implantation des ruchers, les aires protégées et les écosystèmes patrimoniaux pourraient limiter cette problématique.



Les exploitations agricoles situées le long du littoral et du lit principal de la Dumbéa peuvent être impactées par des risques naturels tels que les risques inondation, tsunami, forte houle et montée des eaux, glissement de terrain, érosion et éboulement.



Carte 19 : Carte de synthèse des ressources agricoles et des écosystèmes patrimoniaux de Dumbéa, source : DDR, DDDT, formatage CAPSE

GESTION DE L'ÉNERGIE

Gestion des consommations électriques de Dumbéa²¹

Enercal et EEC sont concessionnaires des réseaux de distribution d'énergie électrique sur la commune de Dumbéa de 2005 à 2025. Les réseaux de distribution Haute et Basse Tension parcourent 356 km sur la commune. En 2019, la consommation communale a été de 99 GWh. On notera une forte progression de près de 36% des clients alimentés par Enercal sur 5 ans contre 12% des clients alimentés par EEC. Les consommations sont réparties entre les différents utilisateurs de la manière suivante :

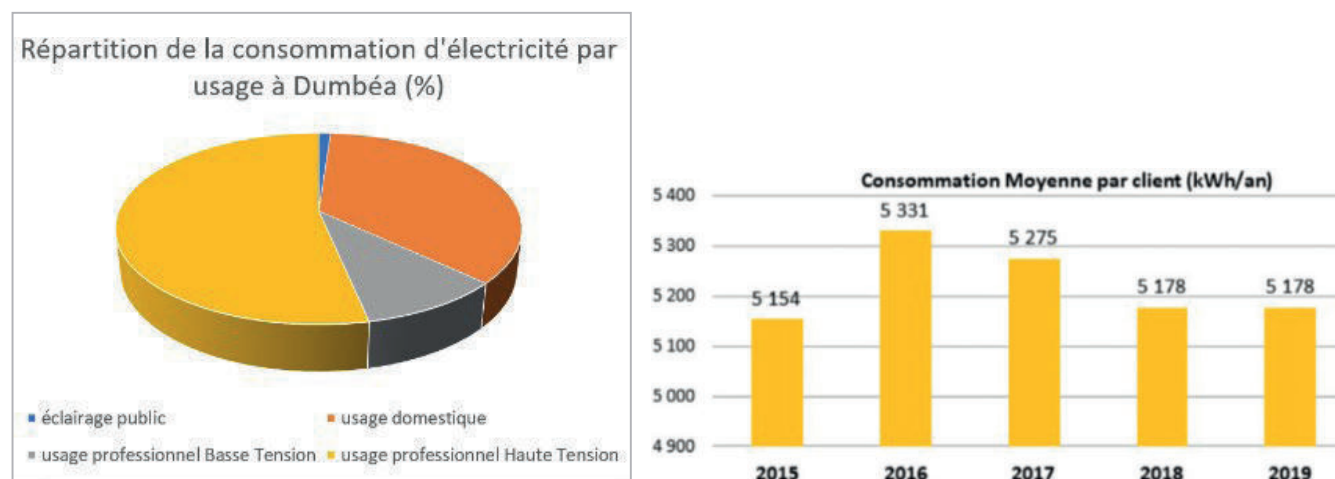


Figure 28 : Répartition de la consommation d'énergie de Dumbéa par usage, et évolution de la consommation moyenne par clien rev1t, source : Enercal/EEC

Le schéma de transition énergétique de la Nouvelle-Calédonie (STENC) prévoit notamment d'atteindre, d'ici à 2030, une production d'électricité d'origine renouvelable équivalente aux besoins de la distribution publique

Économies d'énergie

Le suivi des consommations

Les deux concessionnaires de distribution d'énergie électrique proposent des solutions digitales (agences en ligne et applications spécifiques) permettant notamment aux particuliers et professionnels de suivre leurs consommations, de suivre l'évolution de leurs dépenses énergétiques au fil du temps et d'obtenir des conseils en matière d'économie d'énergie. L'accompagnement des clients mis en place par les concessionnaires ainsi que les campagnes de communication axées sur les économies d'énergie conduisent à une sensibilisation toujours plus importante des clients dont le résultat est visible sur le graphique ci-dessus.

L'autoconsommation

L'impulsion engagée par le Territoire en matière de transition énergétique et notamment dans le développement de l'autoconsommation chez les particuliers et professionnels se traduit par une évolution importante du nombre d'installations photovoltaïques installées. Le nombre d'installations constatées chez Enercal sur la commune est passé de 48 à 222 en seulement 2 ans. Les concessionnaires promeuvent également tout deux également l'autoconsommation collective sur les bâtiments de bailleurs sociaux. L'énergie produite par ces installations photovoltaïques ont permis de réinjecter plus d'un million de kWh sur le réseau électrique.

²¹Source : rapport de concession de distribution d'énergie électrique, Dumbéa sur l'année 2019

GESTION DES DECHETS

Gestion des déchets à Dumbéa

A dire d'experts > Source Ville de Dumbéa :

« La collecte des déchets est gérée par la ville alors que la majeure partie du traitement est encadré par le SIGN. A ce stade des réflexions, la commune doit faire le choix de la réalisation d'un nouveau QAV sur la commune, localisé potentiellement sur la ZAC Panda et, ou d'un tri chez les particuliers en diversifiant la collecte actuelle en porte à porte. »

La gestion des déchets à Dumbéa s'effectue à plusieurs échelles :

- Les déchets ménagers produits par les ménages sont gérés par la commune qui est le principal organisme de collecte en porte à porte ;
- Le traitement, le tri et la valorisation de ces déchets sont encadrés par le SIGN via la mise en décharge à l'ISD de Gadji, des QAV et des déchèteries ;
- Les déchets verts sont collectés à raison de 9 enlèvements par ménage et par an et une partie est valorisée en co-compostage ;
- Les encombrants sont collectés 2 fois par an en porte à porte.

Il est à noter que le ramassage de certains déchets fait l'objet d'une redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) dont le prix n'a pas évolué depuis 2020 et qui est fixé à 9 800F/trimestre.

Gestion des déchets ménagers dans l'agglomération



Au sein de l'agglomération, la gestion des déchets ménagers se fait par :

- L'installation de stockage des déchets non dangereux de Gadji à Paita,
- le centre de tri, de transfert et de valorisation de Ducos,
- la plateforme de broyage de déchets verts sur la déchèterie de la Coulée,
- le réseau de 6 déchèteries (quais d'apport volontaire ou QAV) à destination du public.

Les déchèteries ont comme objectif de favoriser le tri à la source des déchets ménagers afin d'encourager la réutilisation, le recyclage ou la valorisation, tout en maîtrisant les coûts. Il y a :

- la déchèterie de Gadji (ouverture en 2007),
- la déchèterie de Ducos (ouverture en 2009),
- la déchèterie de la Coulée (ouverture en 2012),
- la déchèterie de Magenta (ouverture en 2015),
- la déchèterie de PK6 (ouverture en 2015),
- la déchèterie de Dumbéa (ouverture en 2017).

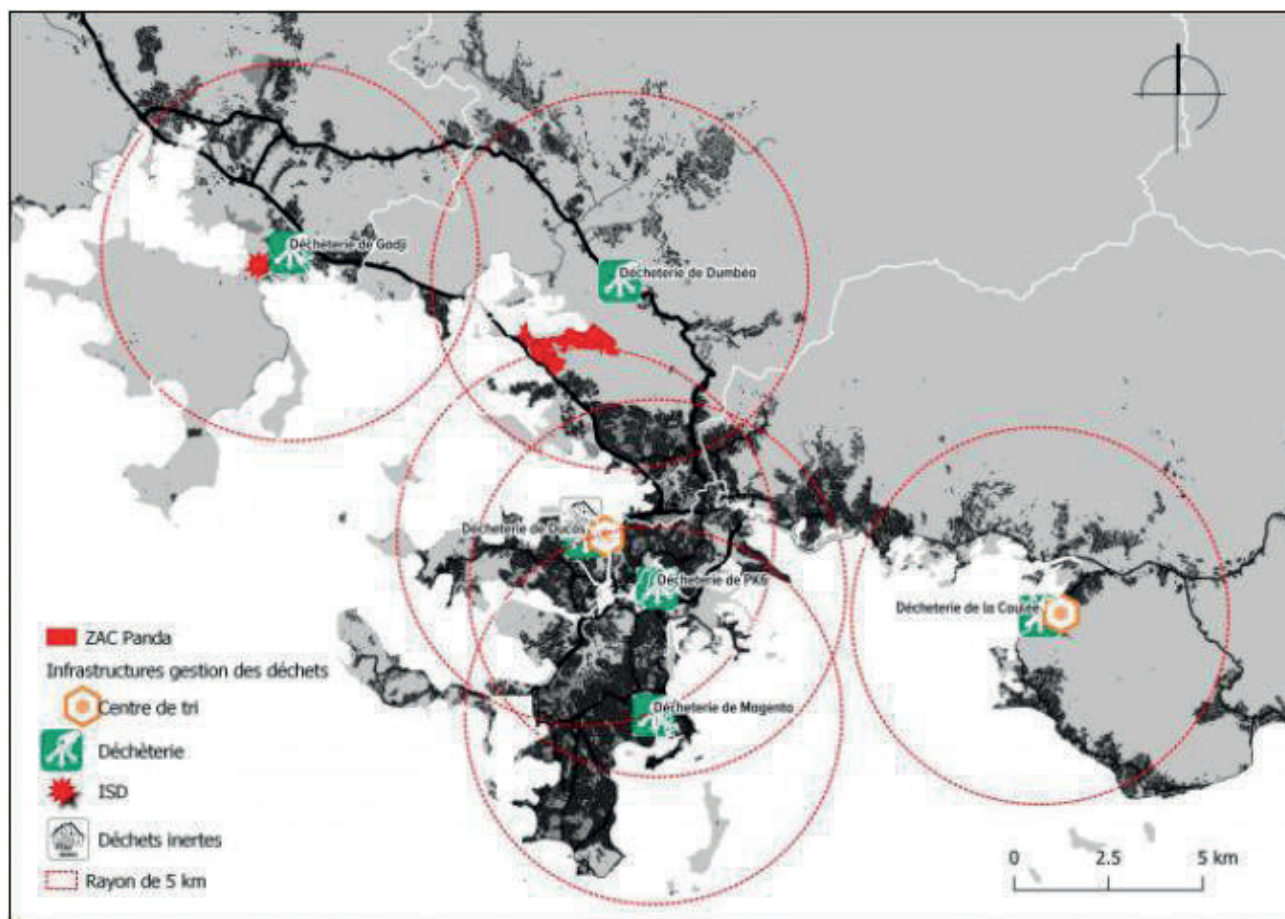


Figure 29 : réseau de déchèteries du grand Nouméa, Sources : ADEME, CCI, formatage CAPSE

Le SIGN, en partenariat avec les 4 communes du grand Nouméa, étudie depuis 2020, le schéma directeur de la gestion des déchets à l'échelle intercommunale. La phase de diagnostic est en cours d'achèvement puis débiteront les phases d'orientations et de plan d'action. Dans ce cadre, la commune de Dumbéa doit se positionner sur les évolutions de la collecte et du traitement des déchets détaillés ci-dessus.

Le bilan des flux qui transitent dans les déchèteries de l'agglomération pour l'année 2019 est présenté ci-dessous :

(en tonnes)	DUCOS	DUMBEA	GADJI	MAGENTA	MT DORE	PK6	TOTAL
Encombrants	2 174	333	1 657	1 928	871	1 011	7974
Déchets banals	135	39	93	584	44	194	1090
Métaux	344	96	445	232	258	215	1589
Déchets verts	798	125	520	1 902	517	1 150	5011
DEEE	101	14	78	85	51	70	398
Déchets dangereux	77	21	80	61	41	55	335
TOTAL	3628	628	2872	4792	1781	2696	16397
Part des déchets d'activités économiques	14 %	0 %	18 %	0 %	6 %	0 %	7 %

Figure 30 : bilan des flux de déchets des déchèteries du grand Nouméa, année 2019
source : Etude préalable pour la réalisation d'un QAV sur la ZAC PANDA –ENVIE 2020

Gestion des déchets du BTP dans l'agglomération du grand Nouméa



10%

des DND des entreprises de la province Sud sont collectés à Dumbéa (hors DI)

Les sigles caractérisant les types de déchets sont :

- DND : Déchets Non Dangereux
- DD : Déchets Dangereux
- DI : Déchets Inertes

Les professionnels ne sont pas accueillis sur les déchèteries de Dumbéa, PK6 et Magenta. Ils se rendent directement sur les trois sites existants à la Coulée au Mont-Dore, à Gadji à Paita et sur le site d'enfouissement des déchets inertes de Koutio-Kouéta de Ducos à Nouméa.

L'activité du secteur du BTP engendre une production importante de déchets inertes qui dépend du dynamisme des grands chantiers de construction du territoire. En province Sud, 800 000 tonnes de déchets inertes (DI) sont produites en moyenne chaque année et sont quasiment intégralement enfouis sur le site d'endigage de Koutio-Kouéta.

Depuis 2012, la CCI pilote l'observatoire des déchets des entreprises pour affiner les connaissances sur les déchets non dangereux produits (DND), identifier les problèmes de tri rencontrés par les entreprises et optimiser les moyens à mettre en œuvre. L'observatoire est en partie abondé par les retours d'expérience des chantiers verts encadrés par la CCI. La part des DND collectés à Dumbéa correspond à 9,8% des déchets produits en Province Sud.

Déchets/ Quantités	Organiques	Papier carton	Bois	Plastiques	Métaux	Autres DND	TOTAL
DUMBEA (tonnes)	2 688	2 263	1 267	811	896	2 565	10 490
PS (%)	2,51%	2,12%	1,18%	0,76%	0,84%	2,40%	106 925

Tableau 2 : Chiffre de l'observatoire 2020 CCI, atelier de restitution, Source : CCI

Il est à noter, qu'une association d'entreprises vient de se constituer à Panda notamment pour définir une gestion commune de leurs déchets basée si possible sur le principe de l'économie circulaire.

Carte 20 : Carte de synthèse des activités humaines terrestres, formatage CAPSE



SYNTHÈSE

MILIEUX NATURELS EN INTERFACE TERRE/MER ET MARINS



Les 3 carrières sont situées sur la baie de Nouré, au col de Tonghoué et à Nondoué. Elles ont toutes fait une demande de renouvellement de leurs autorisations d'exploiter du grès ou pour 5 à 10 ans. La carrière de Tonghoué a un projet d'extension.

Fort

Limitation de l'impact des carrières existantes et de leurs extensions potentielles sur les riverains et l'environnement.

Gestion des usages agricoles pour préserver les ressources et écosystèmes présents.

Limitation des émissions de gaz à effet de serre, les parkings sauvages et l'impact induit sur les pollutions de sol.

Moyen

Information des exploitants sur les aires protégées

Développement des transports en commun et des modes actifs (îlots de fraîcheurs interconnectés).

Faible

Réhabilitations des sites miniers pour diminuer la fragmentation des forêts.

Autoconsommation électrique

Extensions des zones de collecte des déchets



80%

Les anciennes mines sont réhabilitées ou sont prévues de l'être. Les 6 concessions toujours actives sont en partie réhabilitées par différents fonds dont celui du Fonds Nickel qui y a consacré 9% de son budget (184M FCFP).



La centaine d'exploitations agricoles sont sur le littoral et dans la plaine. La production de bovins est majoritaire (67%) et cohabite avec de la forêt sèche (47%) et la mangrove ainsi qu'un périmètre de protection immédiat des eaux (PPI).



Les réseaux de transport, d'électricité et de gestion des déchets se développent pour répondre aux besoins des Dumbéens. La distribution d'énergie électrique et l'autoconsommation augmentent. La gestion des déchets est en cours d'évolution.



Photo 25 : Réhabilitation de la mine Tip Top de Dumbéa, Source : Fonds Nickel

Les ressources terrestres de Dumbéa sont liées à la géologie communale. Par exemple, les massifs ont un sol composé de nappes de Péridotites ayant un potentiel pour les exploitations minières.

Néanmoins, **les concessions actives ne sont plus exploitées la majeure partie des mines (80%) ont été réhabilitées.** Les 20% restant sont en cours ou en projet.

Par ailleurs, le sous-sol contient des roches telles que le basalte et le grès qui sont exploitées par trois carrières respectivement au col de Tonghoué et en baie de Nouré ainsi qu'à Nondoué. **La pérennité de ces carrières est importante car les matériaux nobles extraits sont utiles pour la construction des infrastructures du territoire.**

Les formations que l'on retrouve le long des cours d'eau et dans la plaine sont propices à l'agriculture (marai-chage, vergers, ...) et hébergent de grands élevages de bovins, équins et petits ruminants. Il est important de noter que **ces exploitations agricoles se situent dans des zones où plusieurs risques naturels se concentrent.**

Les autres réseaux tels que le transport, la distribution de l'électricité et des déchets sont en cours de développement et, ou de restructuration.

RISQUES

Contexte réglementaire applicable à l'EIE-RIE

L'évaluation environnementale des PUD tire son fondement juridique des articles PS 111-7 et suivants du CUNC qui renvoient aux articles 110-2 et 130-1 du code de l'environnement et à l'article Lp111-2 du CUNC. Les extraits non exhaustifs ci-dessous sont rappelés en cohérence avec les chapitres du diagnostic traités en suivant.

Article LP 111-2 du CUNC, § f) la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toutes natures.

Définition

Tous les risques qui sont traités dans les chapitres suivants sont caractérisés pour la commune de Dumbéa en les mettant en perspective, dès que possible, par rapport au reste du territoire calédonien. Certains risques font partie des risques majeurs qui se définissent par la possibilité d'un événement d'origine naturelle ou anthropique (qui résulte de l'activité humaine), dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionner des dommages importants et dépasser les capacités de réaction de la société. Les trois types de risques ci-dessous sont traités :

- **Le risque naturel**
- **Le risque sanitaire**
- **Le risque technologique**

Depuis le 1er janvier 2014, la compétence en matière de sécurité civile est dévolue à la Nouvelle-Calédonie par le biais de la Direction de la sécurité civile et de la gestion des risques (DSCGR) et son service de planification des risques technologiques et naturels (SPRTN). Dans son avis du 31.10.2017, le Conseil d'État précise en particulier que la prévention des risques incombe à ce titre à la Nouvelle-Calédonie. Ainsi, la DSCGR a publié en 2016, **le dossier sur les risques majeurs** (DRM) en définissant ceux qui impactent les différentes communes du territoire. Les communes élaborent quant à elles leurs **plans communaux de sauvegarde** (PCS). Celui de Dumbéa est pris en compte dans ce chapitre.



Photo 26 : Vue aérienne de la partie ouest de Dumbéa, Source : ville de Dumbéa

CLIMATOLOGIE DE DUMBEA



Tendances territoriales

La Nouvelle-Calédonie se situe dans la zone intertropicale au nord du tropique du Capricorne. Le territoire est caractérisé par un **climat tropical tempéré** par les influences océaniques. **Quatre saisons** peuvent être identifiées même si le territoire est poétiquement qualifié d'île de l'éternel printemps :

- **Un été austral** de novembre à avril aussi appelé saison chaude. La région climatique abritant la grande terre reçoit beaucoup plus de rayonnement que le reste du globe. De fait, de fortes chaleurs sont recensées durant la période chaude estivale. La température ressentie durant cette période est très élevée car l'humidité de l'air et la hausse des températures viennent amplifier la sensation de chaleur. Cette saison est propice à la formation de cyclones et de dépressions tropicales.
- **Une saison fraîche** de mai à septembre correspondant à l'hiver où, les normales de températures minimales approchent 15° dans les zones les plus froides.
- **Une première intersaison** de septembre à novembre correspondant à la saison sèche.
- **Une deuxième intersaison** d'avril à mai où les températures et la pluviométrie chutent.

La Nouvelle-Calédonie est également concernée par le **phénomène ENSO** qui désigne les modifications de la circulation atmosphérique dans le Pacifique équatorial ainsi que les anomalies de température de l'océan qui y sont associées.

On distingue 3 phases ENSO : la phase neutre, la phase El Niño et la phase La Niña. Depuis octobre 2020, le territoire est soumis à un épisode La Niña qui engendre des températures plus élevées, plus de précipitations et une activité cyclonique un peu plus importante.

Climat et contexte de Dumbéa

Le climat est une des clés pour comprendre les risques naturels ainsi les données météorologiques de Dumbéa sont présentées en préambule des risques. La commune compte 2 stations météorologiques automatiques :

- DUMBEA 98805001 : RR,T, U
- DUKOUTIO 98805002 : RR,T, U

Les fiches climatiques associées permettent de synthétiser les tendances. L'objectif de ces chapitres est de contextualiser les données de la commune en les mettant en perspective avec des données à l'échelle de la province Sud ou du territoire selon les données disponibles.

Les tendances détaillées dans les chapitres suivants s'expliquent notamment par la topographie de Dumbéa. Son **littoral et la baie de Dumbéa sont protégés** par les presqu'îles de Nouméa et Païta qui les encadrent. L'île aux chèvres et les baies ou anses étroites qui composent le front de mer sont propices à créer **un milieu marin plutôt calme**. La commune se distingue également par son **importante végétation** en particulier sur les nombreux reliefs. Il est à noter que plus de **90% du territoire dumbéen est recouvert d'espaces naturels** (hors sols nus, dégradés, anthropisés et zone de plantations et vergers) qui participent notamment à la préservation de la ressource en eau et à la réduction de l'effet îlot de chaleur.

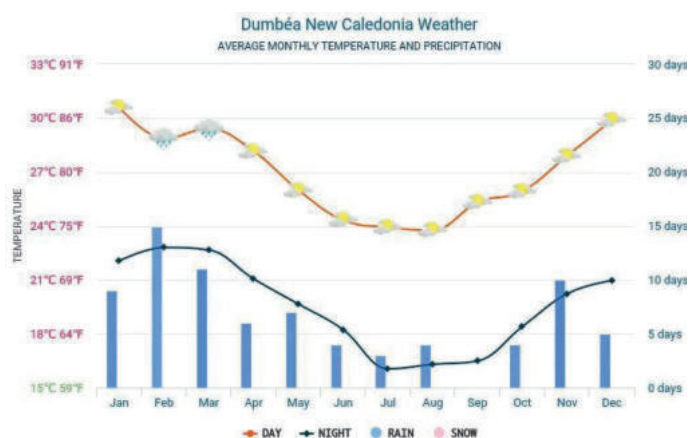


Figure 31 : Météo Dumbéa, source : <http://hikersbay.com/>

La pluviométrie

La Nouvelle-Calédonie est concernée par le phénomène atmosphérique de la zone de convergence du Pacifique sud (ZCPS) de façon intermittente entre novembre et mars, ce qui explique la pluviométrie estivale. Le relief de la chaîne, les vents dominants et la convection sont des phénomènes météorologiques qui expliquent les différences géographiques des pluviométries en Nouvelle Calédonie.

Le cumul moyen des précipitations à Dumbéa (1500mm) et celui relevé à Koutio (1295mm) se situent dans la moyenne haute de la côte ouest (800mm à 1200mm). On constate en parallèle qu'entre mars et septembre, les courbes bleues du graphique suivent une tendance cohérente avec la courbe grise présentant la moyenne de 50 stations météorologiques de la Nouvelle Calédonie. Cependant, d'octobre à février, la commune est moins arrosée que la moyenne calédonienne car la commune est sous le vent par rapport à la chaîne et aux Koghis. Ces massifs limitent de fait le déplacement des nuages qui peuvent rester « accrochés » aux montagnes. C'est entre autres à cause de ce phénomène que la côte Ouest est moins arrosée en période estivale que l'Est. La pluviométrie moyenne annuelle est très variable en fonction des secteurs géographiques. Elle varie en effet entre environ 1200 mm en plaine et 3000 mm sur les sommets. Lors d'un même épisode pluvieux journalier, des mesures faites à la baie de Gadjì ont enregistré une pluviométrie de 900mm alors qu'elle était de 2000mm à la Couvelée.

Le cycle de pluviométrie annuel de Dumbéa est cohérent avec la répartition saisonnière de la Nouvelle-Calédonie, soit une période pluvieuse en saison chaude et une période sèche en hiver. Les hauteurs maximales de précipitation ont été enregistrées en avril 2012 (318,5) mm et en mars 1995 à Koutio (353,8mm).

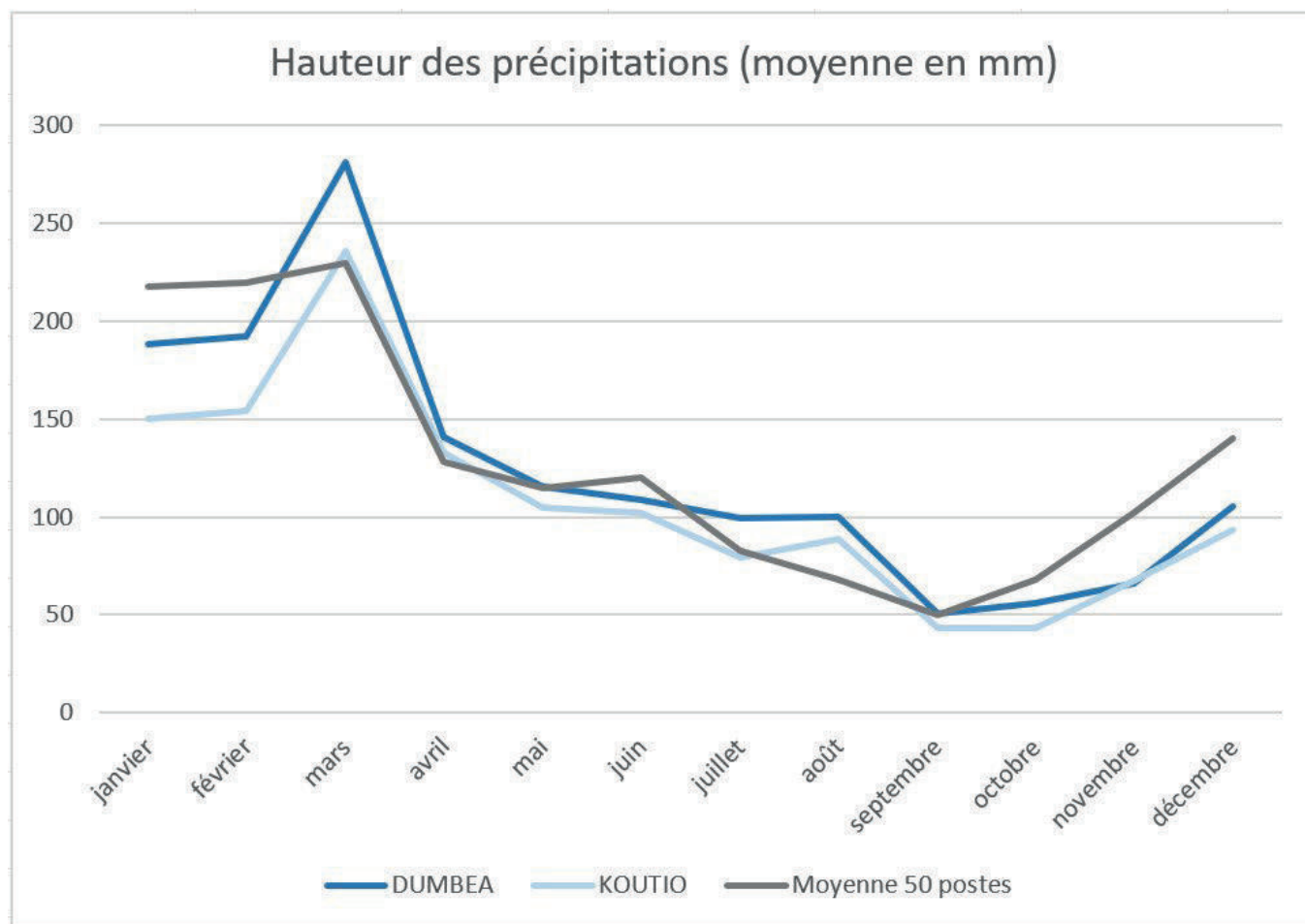


Figure 32 : Courbes des hauteurs moyennes des précipitations, Sources : météo.nc



Les vents

La vitesse horaire moyenne du vent à Dumbéa connaît une variation saisonnière modérée au cours de l'année ; **la direction horaire moyenne principale du vent vient de l'Est tout au long de l'année.**

La période la plus venteuse de l'année dure environ 6 mois, de décembre à mai, avec des vitesses de vent moyennes supérieures à 21 kilomètres par heure (km/h). La commune est ainsi sujette aux alizés, vent de secteur Est à Sud-Est établi au moins 5m/s et soufflant de manière régulière.

Comme toutes les autres communes de la côte ouest, **Dumbéa est également sujette aux vents d'ouest** de la saison fraîche qui peuvent être violents lors des passages des fronts froids issus des dépressions qui se forment au pôle Sud. Le nombre d'occurrence de ces « coups d'ouest » est plus fort dans le sud que dans le nord de la Nouvelle-Calédonie. Les vents cycloniques se produisent lors des dépressions subtropicales et font partie des événements climatiques les plus violents en Nouvelle Calédonie.

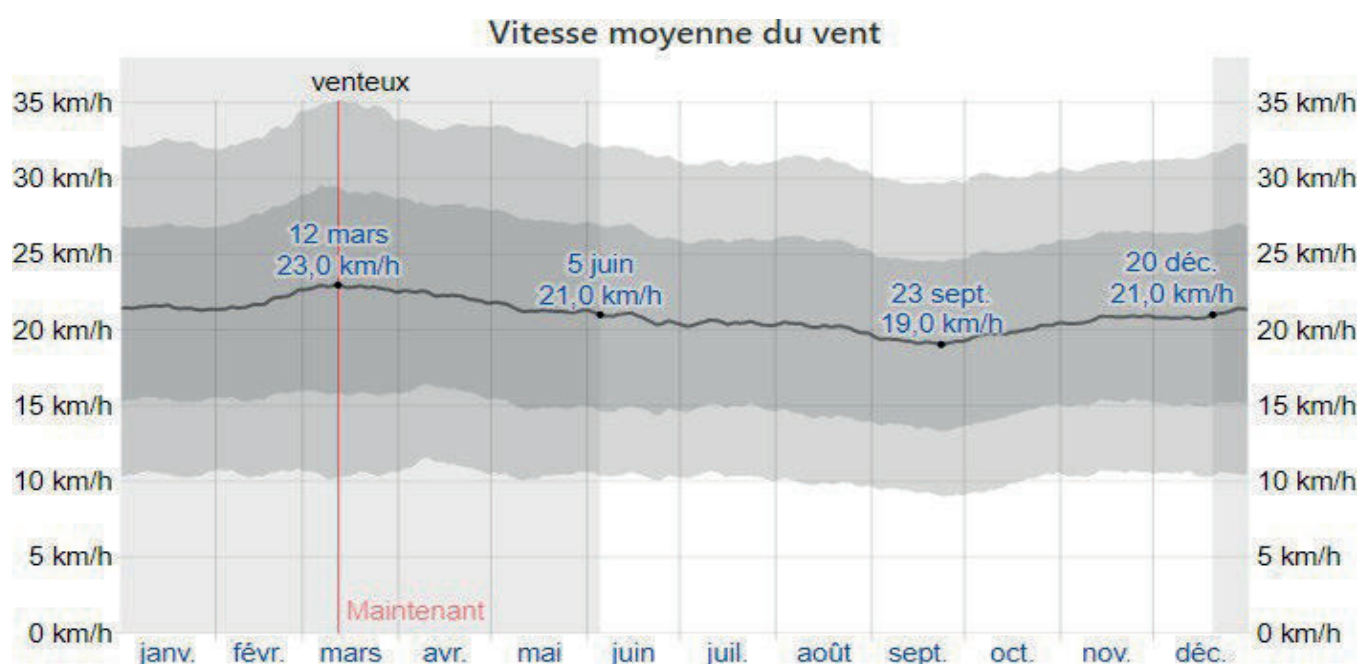


Figure 33 : Vitesse moyenne du vent à Dumbéa, Sources : weatherspark.com



Température

L'altitude est la caractéristique géographique qui engendre le plus de variation de température en Nouvelle-Calédonie même si la proximité de la mer, le relief et la composition des sols jouent également un rôle. Le réchauffement climatique mondial impacte également le territoire avec une

hausse des normales minimales et maximales des températures relevées.

Le graphique ci-dessous illustre que celles de Dumbéa suivent les tendances calédoniennes. Les températures les plus élevées sont relevées en été et notamment sur la côte ouest. **La station de Dumbéa détient d'ailleurs un record, 38,5°C** en décembre 2010 qui est proche de la température la plus élevée du territoire atteignant 38,7°C à Bouraké en 2002 et 2004. La température minimum la plus faible de 7,5°C relevée à Dumbéa en 1997 est supérieure au record minimal de Bourail de 2,3°C.

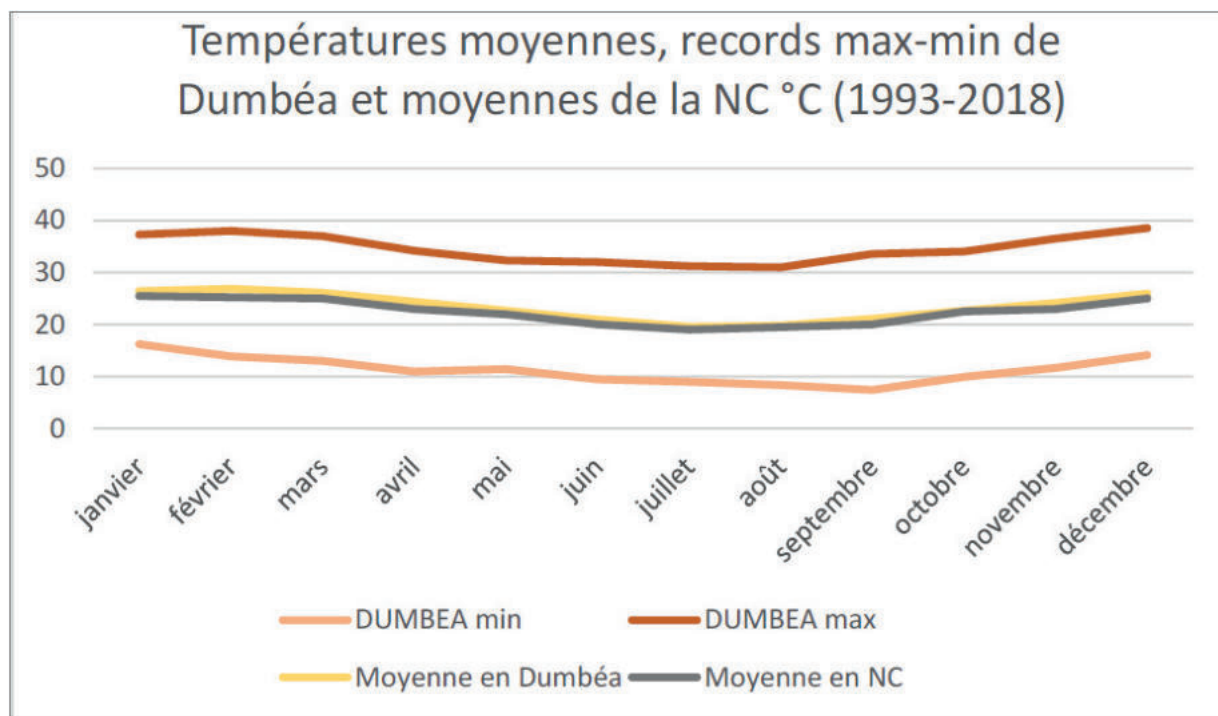


Figure 34 : Courbes des records de T° de Dumbéa/T° moyennes en NC, Sources : météo.nc

Les courbes colorées illustrent les moyennes de température annuelle de la commune ainsi que les records de température maximale et minimale relevées uniquement sur la station de Dumbéa (elles ne sont pas disponibles pour Koutio). **On constate qu'elles suivent toutes la tendance de la moyenne des stations de Nouvelle Calédonie (courbe grise) avec environ 1°C de plus toute l'année ; 10°C de moins que la moyenne pour les minimales et 13°C de plus pour les maximales sur la commune.**



Photo 27 : Vue de la montagne par temps pluvieux depuis la rivière Dumbéa, source : photo Community

RISQUES NATURELS

Le dossier sur les risques majeurs (DRM) met en exergue les risques naturels suivants pour Dumbéa : cyclones, feux de forêt, inondation, mouvement de terrain, séismes, tsunamis, ... Ils sont détaillés dans les chapitres ci-dessous avec les données connues qui ont pu être collectées pour les contextualiser. Voici la synthèse :

Eléments du diagnostic à retenir :

Fort risque de feux de forêt sur les 2/3 nord de Dumbéa et les pics végétalisés. Risque impactant la population, les habitations, les infrastructures (ex : barrage) et la biodiversité (ex : massif montagne des sources).
Aléas inondation très forts impactant des secteurs urbanisés sur la moitié des cours d'eau (Dumbéa, Nondoué, Couvelée).

Précipitations dans la moyenne haute de la côte Ouest ;
Fortes pluies et orages fréquents et affectant tout Dumbéa.

Cyclones ayant provoqué d'importants dégâts notamment liés aux records de vent violents (jusqu'à 227km/h), de pluie (474mm en 24h) et de crues (8m pour la rivière Dumbéa).

Enjeux :

Cotation environnementale : **FORT**

Eléments du diagnostic à retenir :

Risque Tsunami moyen avec des zones d'aléa d'intensité moyenne et forte sur tout le littoral et d'aléa faible jusqu'à la plaine de Koé.

Risques de mouvements de terrain identifiés sur certaines zones (Koghis, Nondoué, mine Koé, ...).

Risque d'érosion fort à très fort sur les reliefs et donc de probabilité de présence d'amiante qui impactent les vallées et les rivières attenantes.

Enjeux :

Cotation environnementale : **MOYEN**

Eléments du diagnostic à retenir :

Risque faible d'impact lié à la foudre (densité de foudroiement de 0,4 contre 1,2 en métropole).

Risques de forte houle et courant limités par les anses, les îlots, la localisation, la forme et la profondeur de la baie protégée de Dumbéa.

Risques sismiques faibles à modérés à l'image de l'île qui est en zone de sismicité négligeable mais non nulle.

Enjeux :

Cotation environnementale : **FAIBLE**

FEUX DE FORETS (FDF)

Secteurs géographiques limitrophes principalement concernés par ce risque : Massif de la montagne des Sources sur les communes du Mont-Dore, de Yaté et forte occurrence des feux au sud-est de Païta.

Aussi dénommés localement « feux de brousse », les feux d'espaces naturels ne se limitent pas qu'aux « brousses » mais se propagent, chaque année, comme une véritable calamité sur tout le territoire, échappant souvent au contrôle de l'homme, tant en durée qu'en étendue. Les estimations montrent que les feux de forêt et de brousse dévastent en moyenne chaque année de 20 000 à 50 000 ha soit près de 3 % de la superficie totale de l'archipel. Considérés comme l'une des premières causes majeures de destruction des milieux naturels, les incendies sont origine humaine dans 99% des cas.



La commune de Dumbéa étant entourée de végétation, toute la population, les habitations, les infrastructures (notamment le barrage et la ressource en eau) et la biodiversité, installées dans une zone recensée (ex : massif montagne des Sources) sont soumis à un fort risque de feux de forêt.

Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) indique que la dénomination d'incendie de forêt est utilisée lorsque le feu concerne une **surface minimale de 0,5 hectare d'un seul tenant, et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite.**

D'après une analyse sur la commune réalisée sur l'application Vulcain²², les surfaces brûlées semblent augmenter jusqu'en 2019 où une forte sécheresse a également été constatée. Elles ne dépassaient pas la dizaine d'hectares avant 2015 (d'après les données disponibles et leurs potentielles incertitudes), alors que celles-ci ont atteint 200 ha en 2017 et plus de 700 ha en 2020¹. Fin 2020, les fortes précipitations engendrées par le phénomène La Nina, ont permis de limiter les surfaces brûlées.

A dire d'experts > Mme Brasseur, DSCGR, le 22.01.2021 :

« Les secteurs les plus impactés concernant le risque FDF :

Pic aux morts, Pic au chèvres, Val Suzon, Marmites, Mont Koghi, Apogoti, Kenu-in»

A dire d'experts > Ville Dumbéa, le PCS 2015 :

« Les zones boisées ci-dessous complète la liste de la DSCGR :

Butte de Koutio, Tonghoué, Plaine Adams, Pic Bernier, Katiramona, Dumbéa rivière »

²² <https://geoportail.oeil.nc/AlerteIncendies/> - Consulté le 28.01.21

Un atlas cartographique issu du diagnostic des enjeux de protection des massifs forestiers a été réalisé en juin 2014. Il met en exergue des départs de feux notamment à l'est de la montagne des sources et au cœur du parc de la Haute Dumbéa et à l'ouest de la commune ainsi que les surfaces brûlées affiliées en rouge ci-dessous.

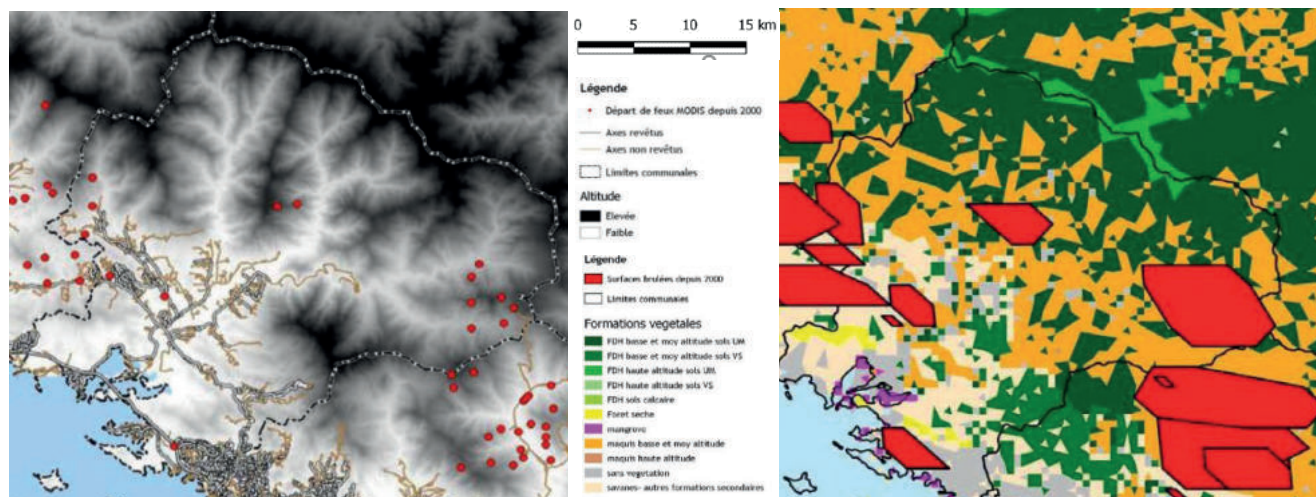


Figure 35 : Localisation des départs de feu et des surfaces brûlées depuis 2000 en PS, Sources : Diagnostic des enjeux de protection des massifs forestiers, PS, satellite MODIS, NASA, IRD, SCP, Biotope, ENVIE

Afin de surveiller les massifs forestiers et sensibiliser aux risques de départs de feux, la province Sud (PS) à crée en 2020, **la brigade provinciale forestière (BPF) qui vient en renfort de la DSCGR durant la saison sèche**. La province Sud assure également depuis 2014, un travail de classement et de caractérisation des massifs forestiers sensibles et élabore des plans de protection des feux (PPFF). Dans le diagnostic du territoire réalisé en août 2017 du PPFF, le service de Défense des Forêts Contre les Incendies (DFCI) conclue que :

A dire d'experts > DFCI :

« Le risque encouru par les composantes environnementales et patrimoniales se concentre principalement dans le sud-est de la montagne des Sources, sur la commune de Dumbéa où le diagnostic a montré l'importance à la fois des enjeux et des facteurs de risque, et coïncide avec les différents outils de protection de la biodiversité existant.

Une seconde zone de risque (qualifiée de poudrière) pour la biodiversité est située sur les pentes ouest du massif, en amont de la frange habitée, soumises aux vents (>1200 habitations), où se trouve une bande de forêt humide directement soumise à l'aléa engendré par les habitations en contrebas.

Le risque associé à la gestion de la ressource en eau se concentre également particulièrement sur la vallée de la Dumbéa et coïncide avec les zones de fort risque sur la biodiversité. Une zone de très fort risque sur l'eau se dessine à l'extrémité nord du massif, en lien avec l'importance du bassin versant de la Tontouta dans le dispositif de captage de l'eau du Grand-Nouméa et la très forte probabilité d'occurrence de feu sur la zone nord de Païta »

Le PPFF synthétise les différents équipements de DFCI présents sur la commune de Dumbéa ainsi que sur toute la province Sud.

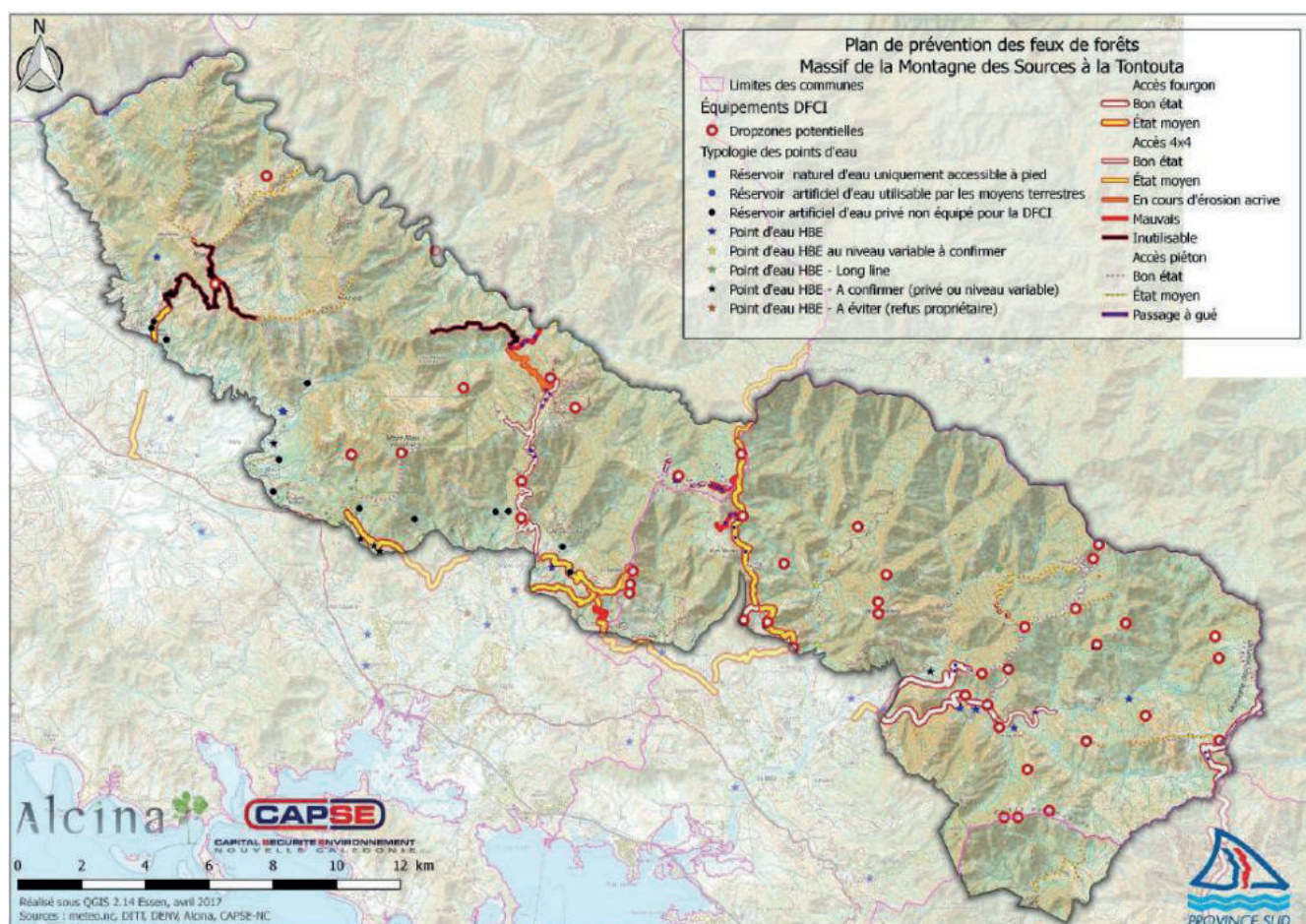


Figure 36 : Rappel des équipements DFCI présents : accès, points d'eau, drop zones, etc... en PS, Sources : Diagnostic du PPFF 2016, PS, météo.nc, DDDT, Alcina, CAPSE NC

Des zones de feux récurrents sont également identifiées par la province sud (DDDT) par le biais d'un suivi géolocalisé. Ainsi, le suivi géolocalisé de la DFCI met en avant l'intensité du risque sur la commune en utilisant un carroyage. L'échelle de vigilance s'échelonne entre 1, en jaune sur la carte, et 4 en rouge.



Figure 37 : Carte de risque feu de forêt, accessible au public, source : météo France en partenariat avec la sécurité civile, communiqué de presse du 16.09.2013

A noter que durant la saison sèche, météo NC en collaboration avec la sécurité civile communique via une cartographie journalière « Prévifeu » indiquant le niveau de risques de feu de forêt selon la légende indiquée. La commune de Dumbéa est indiquée sur cet exemple de carte en risque très élevé.

Lutte contre les feux de forêt

La fiche « 23 Fiche Risque feux de Forêts » du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) indique qu'en fonction des informations sur le niveau de vigilance en référence à ***l'arrêté HC/CAB/DSC n°79 du 24 août 2012 relatif à l'évaluation de l'aléa « Feux de Forêts »*** en Nouvelle-Calédonie et aux mesures associés (annexe) et de l'évolution prévisible du feu communiqué par le Centre Opérationnel de Secours (COS), l'autorité municipale décidera du déclenchement du PCS.

En parallèle, selon le niveau de risque Prévifeu, la commune est également en mesure de rédiger ***des arrêtés d'interdiction de pénétration dans les massifs. Il s'agit de l'arrêté 04/142/DBA du 10.11.2004***

qui réglemente notamment l'utilisation du feu sur le territoire en interdisant la mise à feu de végétaux dans les lotissements, soumet à autorisation municipale toute activité de brûlage, d'écobuage pour tout terrain supérieur à 2h et le débroussaillage des abords des habitations. Ainsi, l'accès au Parc provincial de la Dumbéa a, par exemple, pu être temporairement fermé le 2 octobre 2015 par arrêté municipal.

Le plan de gestion du parc provincial de la Dumbéa définit également un objectif opérationnel visant à réduire les risques de dégradation de la couverture végétale par le feu. Les actions sont listées ci-dessous :

Objectif opérationnel	Action	Pilote	Contributeur
Réduire les risques de dégradation de la couverture végétale par le feu	Etablir un arrêté municipal interdisant l'allumage de feu dans le parc durant la SAFF (selon dispositions du Plan de présentation des Feux de Forêt de la Montagne des Sources)	Ville de Dumbéa	-
	Lister les restrictions d'usage concernant les feux à afficher et à faire apparaître dans le code de l'environnement pour le parc provincial de la Dumbéa (révision de l'article 215-11-1))	DENV	-
	Identifier des zones prioritaires pour la lutte contre les espèces envahissantes et la restauration	WWF	CEN, DENV, Ville de Dumbéa

Figure 38 : Plan de gestion complet Parc Dumbéa-février 2019



Photo 28 : Interface forêt-habitat et écobuage en piémont de massif, Source : Alcina Forêts Source : Chef de corps DPCS-SCS

Les sapeurs-pompiers du CIS (60 sapeurs-pompiers professionnels et volontaires) de Dumbéa sont intervenus sur 467 départs de feux de forêts en 2019 contre 298 en 2020. Si le nombre de départ de feux ont été moins nombreux, la superficie brûlée a cependant été multipliée par 10 entre ces 2 années :

- 40 ha en 2019,
- 400 ha en 2020 dont 90 ha aux marmites de Dumbéa.

En plus de ces moyens d'action, une forte sensibilisation est mise en place dans les écoles, grâce à l'affichage de panneaux installés sur ou encore grâce des ateliers pédagogiques réalisés par l'association Dumbéa rivière vivante, sur les sites vulnérables.

INONDATIONS

Secteurs géographiques limitrophes concernés par ce risque : Mont Dore et Nouméa avec les aléas inondations de la rivière de la Yahoué.



50%



des cours d'eau (Dumbéa, Nondoué, Couvelée) sont concernés par des aléas inondation, caractérisés comme très fort

Risques liés aux aléas inondation

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Il peut s'agir de l'apparition d'une crue, d'un ruissellement, d'une remontée de nappe phréatique ou d'une submersion marine à l'origine de l'inondation. Ce risque est directement lié aux précipitations et conditions météo-marines. Les populations, habitations, bâtiments et infrastructures (STEP, ponts et stations-services) qui sont soumis à ces risques sont localisés dans les lits des cours d'eau, ainsi

que dans des zones en contrebas ou dans des cuvettes.

Le service de l'eau (SDE) de la direction des affaires vétérinaires alimentaires et rurales (DAVAR) a la charge de caractériser et de localiser les zones inondables de la Nouvelle-Calédonie. **Ces cartographies définissent géographiquement les secteurs d'aléas d'inondabilités (faible/moyen, fort, très fort) auxquels sont associées les règles de constructibilité, et ce conformément à la délibération n°29-2006/APS du 27.07.2006 relative aux règles de constructibilité en zones inondables dans la province Sud.** Les instructions d'autorisation à construire se font sur cette base référentielle. Ainsi par exemple, en zone "d'aléa très fort" aucune construction nouvelle n'est autorisée sur une parcelle non bâtie. Pour les aléas de moindre envergure, la possibilité est laissée aux ménages de construire sur pilotis.



Photo 29 : Inondation de l'entrée des quartiers Couvelée, Calvaire, Nondoué, Val Suzon à Dumbéa, Source : LNC

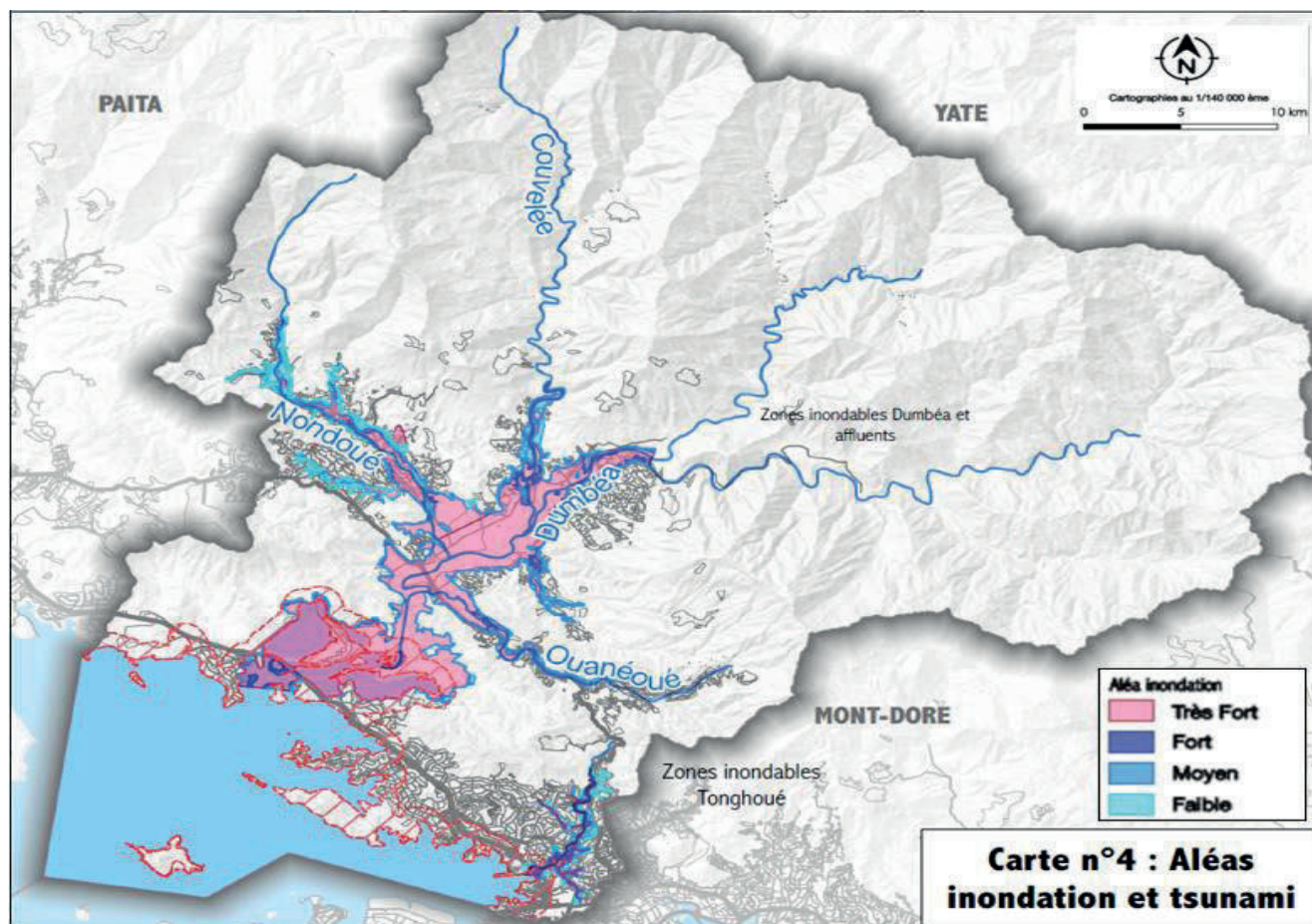
Localisation des zones inondables et des aléas connus

La cartographie ci-dessous présente la synthèse des études hydrauliques et hydrogéomorphologiques en vigueur sur Dumbéa. Les études hydrogéomorphologiques identifient des aléas d'inondabilité potentielles et les études hydrauliques déterminent les aléas d'inondation. Ces études étant annexées au PUD, elles sont opposables aux tiers sauf contre-indication formelle écrite de la DAVAR.

En 2016-2017, la direction du développement rural (DDR) de la province Sud a commandé au bureau d'études Ginger Soproner une étude pour actualiser les zones inondables des cours d'eau à proximité des secteurs urbanisés que sont : la Dumbéa, de l'embouchure à la plaine de Koé et la Haute Couvelée, la Couvelée, la Carigou et la Nondoué jusqu'à Val Suzon. Elle vient compléter les études :

- Cartographie hydrogéomorphologiques et études d'inondations potentielles (réalisées disjointement par Hydrex en 1995 et Carex en 2003) ;
- Aléas de Tonghoué, Katiramona et Nondoué (étude réalisée par Soproner en 2008) ;
- Aléas du centre urbain de Koutio (étude mise à jour en septembre 2008) ;
- Etude d'impact hydraulique Dumbéa aval, Zac Panda (étude réalisée en décembre 2007).

In fine, l'objectif est de pouvoir caractériser les aléas d'inondation sur la majeure partie de la commune. En effet, Dumbéa est soumise à des aléas inondation importants qui ont contraint le développement urbain à s'adapter à ces risques. **Ainsi, des aléas inondation « Très fort » sont observés au sein des lits majeurs entourant les cours d'eau de la Dumbéa, la Nondoué et la Couvelée.**



Carte 21 : Aléas inondations de Dumbéa connus début 2021, Source : DAVAR, formatage CAPSE

FORTES PLUIES, ORAGES ET FOUDRE



Risques fortes pluies et orages

En météorologie, on regroupe dans le terme « précipitations » tout ce qui tombe des nuages sous forme liquide ou solide ainsi que la rosée. En Nouvelle-Calédonie, il s'agit principalement de pluies car les quantités associées à la rosée sont faibles et la grêle exceptionnelle.

Il y a orage lorsque le tonnerre est perceptible. Les orages sont des phénomènes qui se produisent exclusivement dans les cumulonimbus. Ils sont fréquemment accompagnés de fortes averses et de rafales de vent, de trombes ou de tornades.



Les précipitations de Dumbéa sont dans la moyenne haute sur la côte Ouest, c'est donc un risque exceptionnellement très destructeur et fréquent affectant tout le territoire.

Il concerne surtout les zones basses, les plaines sujettes aux inondations et au crues soudaines ainsi que les zones montagneuses, sujettes aux éboulements, glissements de terrain tels que les massifs dumbéens. Toute la population, les habitations et bâtiments se trouvant en bord de mer, à proximité de cours d'eau, des zones inondables et des zones ayant un risque de mouvement de terrain sont soumis au risque de fortes pluies et orages.

Le centre Météo-France publie quotidiennement sur son site internet des cartes de vigilance à quatre niveaux de couleurs. La sécurité civile émet un avis de vigilance auprès des mairies et des populations dès que le niveau orange est atteint.

Pas de vigilance particulière
Le niveau jaune signale des risques habituels pour la saison et ne concerne que les professionnels
Le niveau orange prévoit des phénomènes dangereux
Le niveau rouge est déclenché lors de phénomènes d'intensité exceptionnelle, l'alerte est maximale

Figure 39 : www.météo.nc



Risques liés à la foudre

La foudre est un phénomène naturel, présent lors d'orages, assimilable à un courant électrique, pouvant avoir sur les matériaux des effets directs (ex : coup de foudre) ou des effets indirects (ex : ondes électromagnétiques induisant des tensions).

La sévérité des risques de foudre dans une région est caractérisée par des critères dont notamment :

- Le niveau kéraunique : le nombre de jours d'orage par an (J/an),
- La densité de foudroisement : le nombre de coup de foudre au sol par km² et par an (km²/an).

Les niveaux kérauniques qui sont enregistrés par Météo France, entre 1984 et 2003, aux stations météorologiques les plus proches de Dumbéa (Magenta et Tontouta) sont respectivement de 8,5 j/an et 10,3 j/an contre 20 j/an en France métropolitaine (Source : Météorage). Lorsque l'on ne connaît pas la densité de foudroisement, une approximation est faite via la relation : $N_g = 0,05N_k$. Ainsi, d'après les niveaux kérauniques observés à Tontouta et Magenta, on estime que :



la densité de foudroisement à Dumbéa est d'environ 0,4 à 0,5 contre une densité moyenne de foudroisement de 1,2 en métropole. **Ces chiffres confirment que le risque d'impact lié à la foudre est relativement faible à Dumbéa.**



Photo 30 : Eclairs et orages, domaine de la Couvelée

CYCLONES, TSUNAMIS ET FORTES HOULES

Le littoral soumis aux risques

La DIMENC a en charge l'évaluation des risques naturels liés au littoral et donc des aléas côtiers potentiels. Dans ce cadre, elle porte une attention particulière aux effets littoraux (submersion marine, fortes houles, tsunamis, ...) liés aux changements climatiques qui influent sur l'érosion et le recul du trait de côte. C'est dans ce cadre que le service géologique de la Nouvelle-Calédonie (SGNC) de la DIMENC a mis en place, dès 2013, l'Observatoire du Littoral de Nouvelle-Calédonie (OBLIC).

Le SGNC a également développé, en collaboration avec le BRGM, la thématique « littoral », en réalisant des études techniques et scientifiques ayant pour objectif d'apporter aux collectivités une expertise en termes de problématiques et risques littoraux.



Risques liés aux cyclones

Les cyclones sont parmi les plus dévastateurs des phénomènes météorologiques. Ils représentent un risque majeur pour l'ensemble des zones intertropicales, et notamment en Nouvelle-Calédonie. La période cyclonique s'étend généralement de novembre à avril.

Les cyclones représentent les événements météorologiques les plus dangereux car ils sont associés à des vents forts, des pluies torrentielles, une houle cyclonique importante et des marées de tempête. Un ou plusieurs de ces aléas peuvent affecter en même temps une même région. A noter dans le graphique ci-dessous que 19 cyclones (en bleu foncé ci-dessous) ont touché la Nouvelle-Calédonie au cours des 10 dernières années.

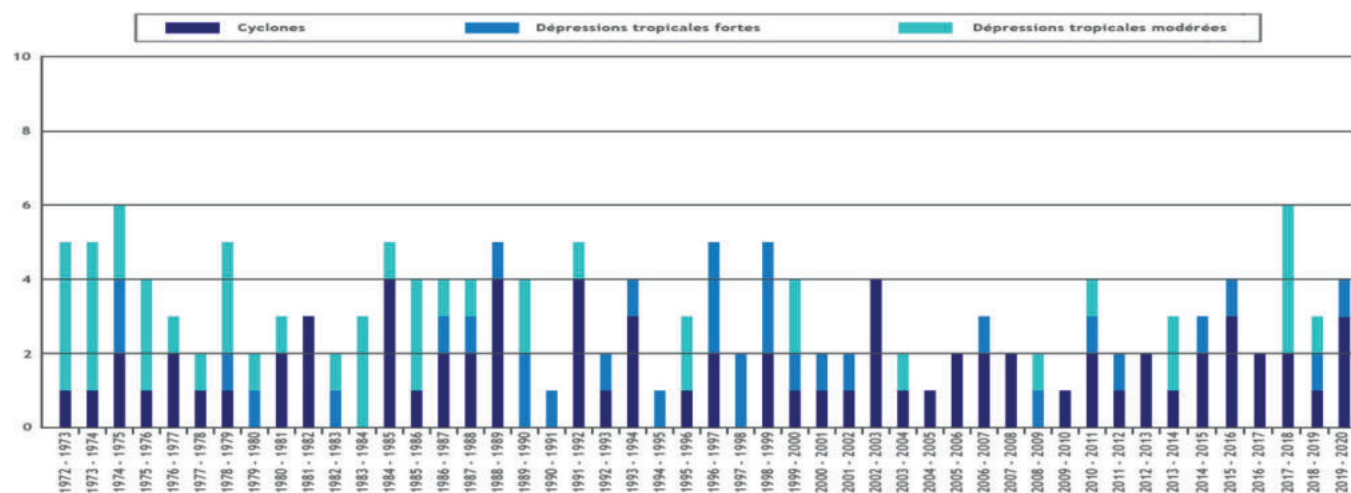


Figure 40 : Nombre de phénomènes tropicaux par saison en NC, Source : météo.nc

En période cyclonique, le gouvernement par le biais de la sécurité civile, mène une campagne d'information visant à sensibiliser et à rappeler les consignes de sécurité. Les prévisions météorologiques émises par Météo- France NC sont une aide à la décision incontournable pour mettre à l'abri les populations. Celles-ci définissent les probabilités de trajectoires des cyclones avec des délais de temps suffisants.

Signal d'alerte

Il n'existe pas de sirènes avec un signal d'alerte propre au risque cyclonique en Nouvelle-Calédonie mais la commune de Dumbéa suit les procédures d'alerte du dispositif **ORSEC**

« **risques cycloniques** ». Elles sont rappelées dans la fiche « 5 Déclenchement plan ORSEC » du PCS.

En effet, aujourd'hui l'arrêté encadrant le signal d'alerte en NC est l'arrêté N°2017-008196/GNC-Pr du 31 juillet 2017. Il clarifie les différents signaux d'alerte présents sur le territoire et définit les 4 stades d'alerte suivants :

Préalerte : un cyclone est entré dans la zone d'observation météorologique du territoire. « Soyez attentifs ! »

Alerte 1 : le cyclone approche et sera là dans moins de 18 h. "Préparez-vous ! »

Alerte 2 : le cyclone va frapper dans moins de 6 heures. "Protégez-vous ! »

Phase de sauvegarde : le cyclone s'éloigne : "Restez vigilants ! »



A Dumbéa comme sur le reste du territoire, le cyclone est un risque majeur avec des conséquences extrêmement destructrices, notamment lorsque les effets du vent, de la pluie, de la marée de tempête et de la houle cyclonique se conjuguent. Les parties basses du littoral et les plaines sont donc les zones où le risque est le plus important pour les habitations.

Le tableau ci-dessous synthétise les cyclones qui ont particulièrement touchés la commune avec des chiffres représentatifs de leurs intensités (liste non exhaustive). Ainsi, des vents violents ont été mesurés à la Montagne des sources durant le cyclone Erica (227 km/h) et des crues importantes ont été identifiées lors des cyclones Lucas, Anne, Colleen ou Erica par exemple (cf. chapitres dédiés).





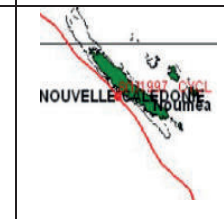
Cyclones	Niran	Lucas	Colleen	Erica	Drena
Date	01/03/2021 07/03/2021	03/02/2021	01/02/1969 02/02/1969	13/03/2003 14/03/2003	07/01/1997 08/01/1997
Données	Catégorie IV Rafales max 206 km/h à la montagne des sources	Record : 1501 Foyers sans électricité à Dumbéa nord. Maisons inondées	Pluies : 214 mm en 4h et 364 mm en 7h à Dumbéa. Crue de 8 m de la Dumbéa. Maisons inondées jusqu'à 1m au-dessus de la dalle	Rafales à 227 km/h Montagne des Sources Pluie en 3 jours : 297mm au Dzumac	Cumul de pluie sur 48h : 474 mm au Dzumac
Trajets					

Figure 41 : Cyclones ayant impacté Dumbéa, Sources : DAVAR, météo.nc, formatage CAPSE

Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de Dumbéa inclue une annexe opérationnelle nommée « 20 Annexe Fiche cyclone » qui est dédiée aux événements climatiques de type cyclone. Plusieurs centres d'hébergement y sont identifiés. Ils sont répartis dans les différents secteurs géographiques de la commune tels qu'à l'Ouest au pôle mère-enfant du Médipôle de Koutio, au sud dans la salle omnisport (SOM) d'Auteuil et dans le Nord à la SOM de Katiramona ou encore à la maison de quartier de Val Suzon. Ils accueillent les populations qui ne sont pas en sécurité dans leurs habitations.



Risques liés aux vents violents

Le vent fort est caractérisé par la direction et la vitesse (ou force) du déplacement horizontal de l'air. C'est un risque peu fréquent et moyennement destructeur, sauf dans les cas de dépressions subtropicales où les vents sont parfois violents. Les vents violents représentent plus un risque individuel que collectif.



A Dumbéa, lors du cyclone Erica, des rafales ont été mesurées à 227km/h à la Montagne des sources. Cette mesure est très proche du record de Koniambo avec des rafales enregistrées à plus de 230km/h. Toute la population, les habitations et bâtiments de l'ensemble de la commune sont donc concernés par ce risque. Le chapitre sur les squats du diagnostic du PUD met en exergue le fait que ***les populations qui sont hébergées dans ces habitats construits en structures légères sont particulièrement sujettes à ce risque.***



Risques liés aux tsunamis

Le tsunami (ou raz de marée) est une série de vagues de grande période se propageant dans l'océan. Ces vagues sont générées par des mouvements du sol dus essentiellement à des séismes sous-marins. Les éruptions volcaniques sous-marines ou les glissements de terrain peuvent également créer des tsunamis. Ces vagues se propagent en eau profonde à une vitesse pouvant dépasser 800 km/h. Lorsqu'elles atteignent les eaux peu profondes du littoral, elles sont freinées et leur amplitude augmente. Il en résulte un envahissement par la mer, brutal et plus ou moins important, des zones littorales.

La seule donnée géoréférencée existante sur le risque tsunami et l'aléa associé est disponible sur le portail de l'information géographique de la Nouvelle-Calédonie (www.georep.nc). Elle permet la présentation d'un indice de l'intensité du risque tsunami sur l'ensemble du territoire par le biais d'une méthodologie empirique définie en fonction de l'altitude et la distance à la côte :



« plus on est proche de la côte et à une altitude faible, plus l'intensité de l'aléa est importante ».

Le système d'alerte actuel de Nouvelle-Calédonie est basé sur les directives du plan ORSAC « Tsunami ».

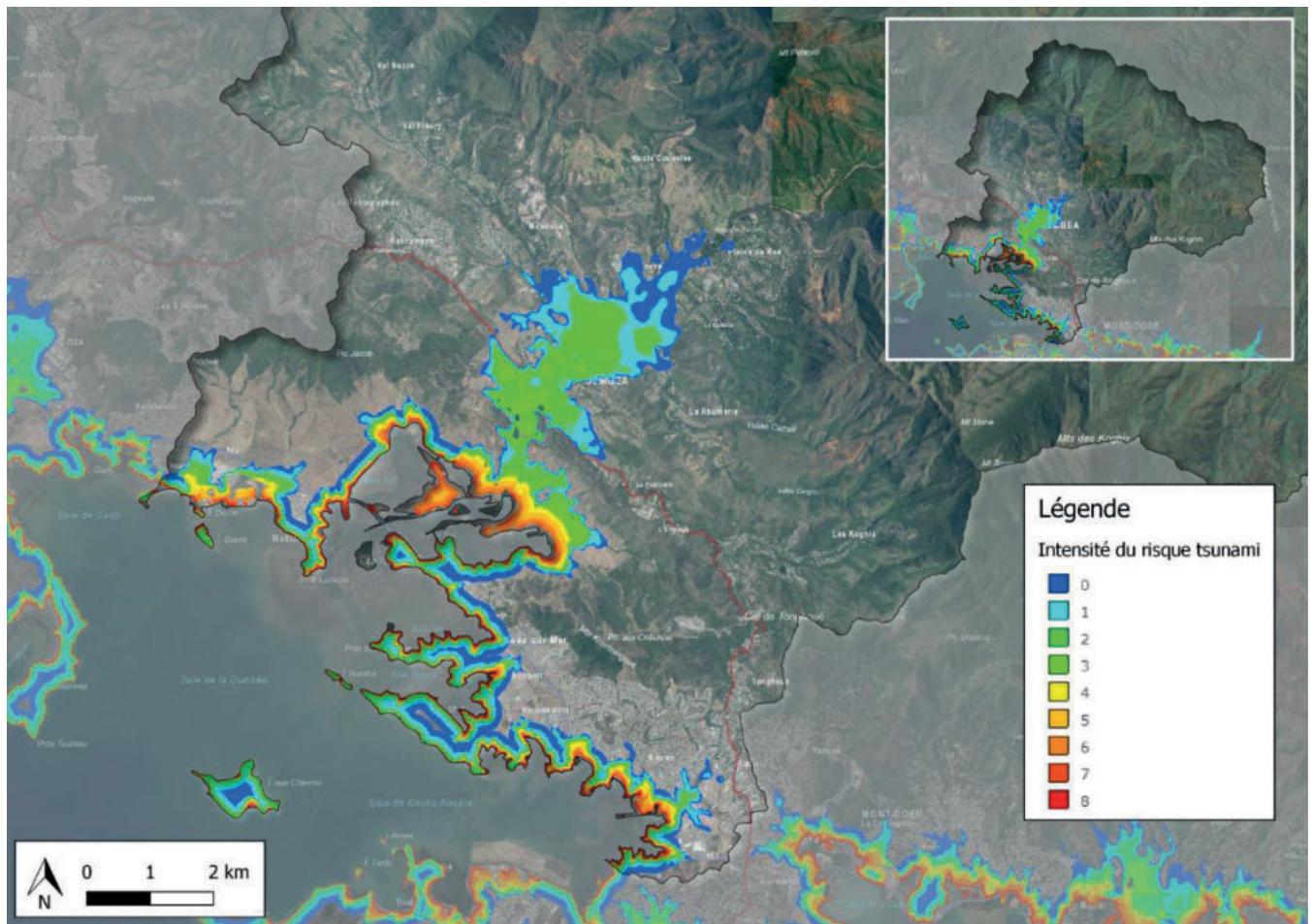
Depuis 2018, l'IRD soutenu par le gouvernement travaille sur un projet nommé TSUCAL dont l'objectif est de mettre à disposition de la DSCGR les outils d'évaluation du risque Tsunami. Néanmoins, la population est considérée comme étant en sécurité si cette dernière est située en zone refuge.

A dire d'experts > Mme Brasseur, DSCGR :

« Tous les points d'altitude supérieurs à 12 mètres et, ou situés à plus de 300 mètres de la côte, à l'écart de tout cours d'eau en vallée encaissée sont considérés comme des zones refuge. »

Ainsi si l'on se réfère aux valeurs d'altitude et de distance par rapport à la côte du projet ainsi qu'à la cartographie exposant l'intensité de l'aléa tsunami, la commune est concernée par :

- **une zone d'aléa d'intensité faible**
- **(1 à 3) au sein des terres** notamment au niveau du lit majeur de la rivière de Dumbéa, au sein duquel un risque tsunami faible est observé jusqu'à la Plaine de Koé
- **une zone d'aléa d'intensité moyenne et forte (4 à 10) sur tout le littoral** qui couvre le Domaine Public Maritime (DPM).



Carte 22 : Intensité du risque Tsunami sur Dumbéa, source : Géorep.nc, formatage CAPSE



Risques liés aux fortes houles

La houle est un mouvement ondulatoire de la surface de la mer qui est formé par un champ de vent éloigné de la zone d'observation (vent lointain). On considère que la houle est forte lorsque les vagues sont comprises entre 2,5 et 4m. La houle s'amortit à mesure qu'on s'éloigne du lieu où elle s'est formée.

Le risque est donc surtout porté par la houle cyclonique, les autres types peuvent devenir dangereuses mais exceptionnellement. La houle cyclonique se propage souvent plus vite que le cyclone tropical auquel elle est associée. Elle en a été pendant longtemps le premier signe précurseur. Elle peut également se propager assez loin autour du cyclone et affecter des côtes finalement non concernées par le cyclone proprement dit.



La présence d'îlots et la localisation du littoral en fond de baie réduisent considérablement le risque de houle cyclonique sur les habitations. Toute la population, les habitations et bâtiments se trouvant en bord de mer et, ou sur le DPM sont donc soumis à risque de fortes houles modéré.

La DIMENC travaille sur une simulation dynamique de l'impact et des aléas induits par l'augmentation du niveau de la mer liée aux changements climatiques assortie à une houle cyclonique (ex : Cyclone Cook). Ces simulations sont pour l'instant réalisées sur le littoral de Nouméa.

Risques liés aux courants

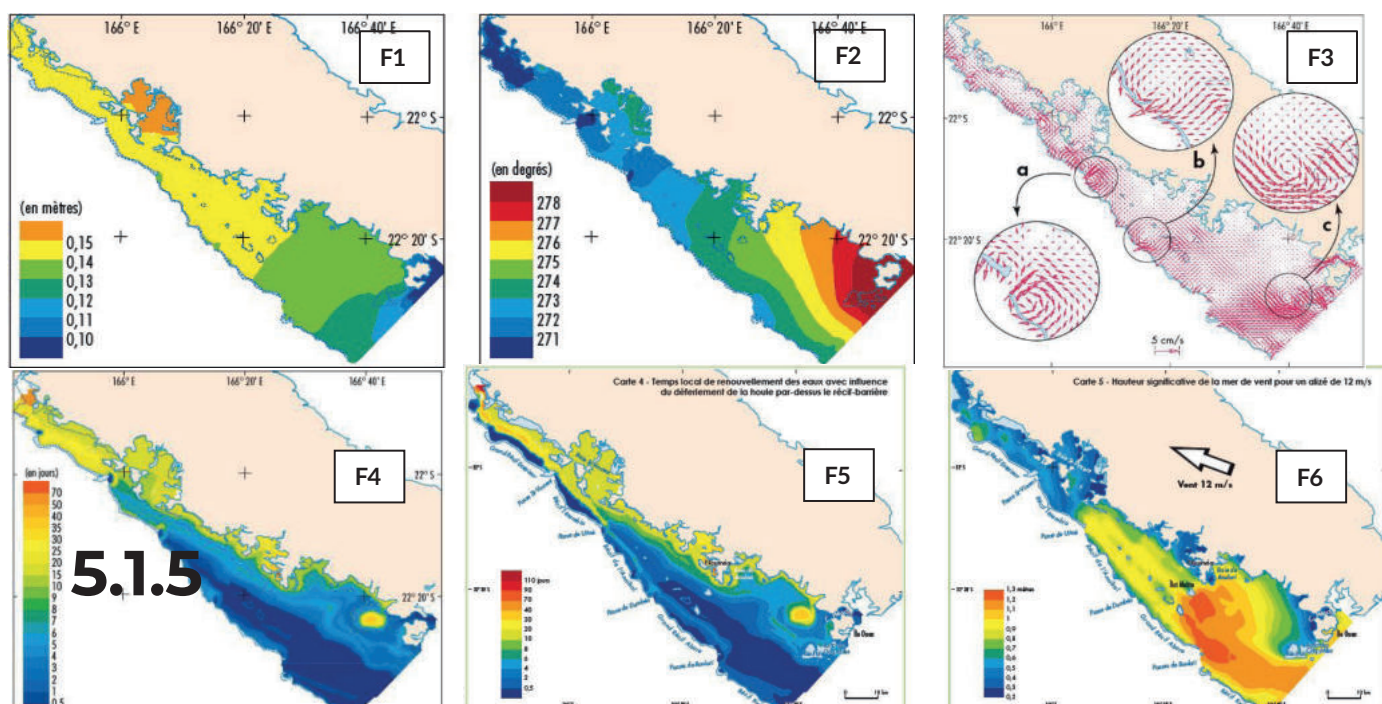
Les courants, dans le lagon de Nouvelle Calédonie, résultent de l'action conjuguée de la marée, du régime de vent et du déferlement de la houle par-dessus le récif barrière. Les courants liés aux vents sont essentiellement des courants de surface dont l'intensité diminue dans la colonne d'eau.



Concernant les courants dans la baie de Dumbéa, ils sont uniquement liés aux courants de marée car la baie est assez bien protégée de la houle lagonaire. Sachant que la vitesse maximale du courant de marée en un lieu donné dépend à la fois de l'amplitude du marnage et de la configuration des fonds, on peut considérer que ces courants sont faibles.

Les figures ci-dessous indiquent que la baie de Dumbéa est en effet concernée par :

- F1/F2 : une amplitude de l'onde de marée semi-diurne solaire (M2 > à 0,40m) qui est importante. Des courants dus à l'onde M2 qui ne sont jamais très importants à l'intérieur du lagon et qui ont une vitesse de l'ordre de 25 cm/s au maximum.
- F3 : des courants à long terme dus à l'influence des marées qui entrent dans le lagon par le sud et se divisent en deux dont une partie reste dans le lagon et se dirige vers l'est avant de sortir par la passe de Dumbéa. Dans les baies protégées comme celle de Dumbéa, la vitesse résiduelle de l'onde et le transport des masses d'eau sont faibles.
- F4/ F5 : des changements de résidence des eaux très faibles le long des côtes. Par exemple, le temps de renouvellement des eaux avec l'influence du déferlement de la houle par-dessus le récif barrière est long, entre 20 et 30 jours. Avec l'influence du déferlement le temps est diminué, entre 10 et 30 jours.
- F6 : une hauteur de la mer de vent pour un alizé de 12m/s qui est très faible. Elle est inférieure à 0,6m dans la baie de Dumbéa.



SEISMES

Provoqué par le jeu de la tectonique des plaques, un séisme se manifeste en surface par des vibrations du sol. L'importance d'un séisme se traduit par deux paramètres : la magnitude (l'énergie libérée par le séisme, mesurée sur l'échelle ouverte de Richter) et l'intensité (qui mesure les effets et dommages d'un séisme dans un lieu donné). L'évaluation de l'aléa sismique revient à quantifier la possibilité pour un secteur d'être exposé à une secousse sismique de caractéristiques connues.

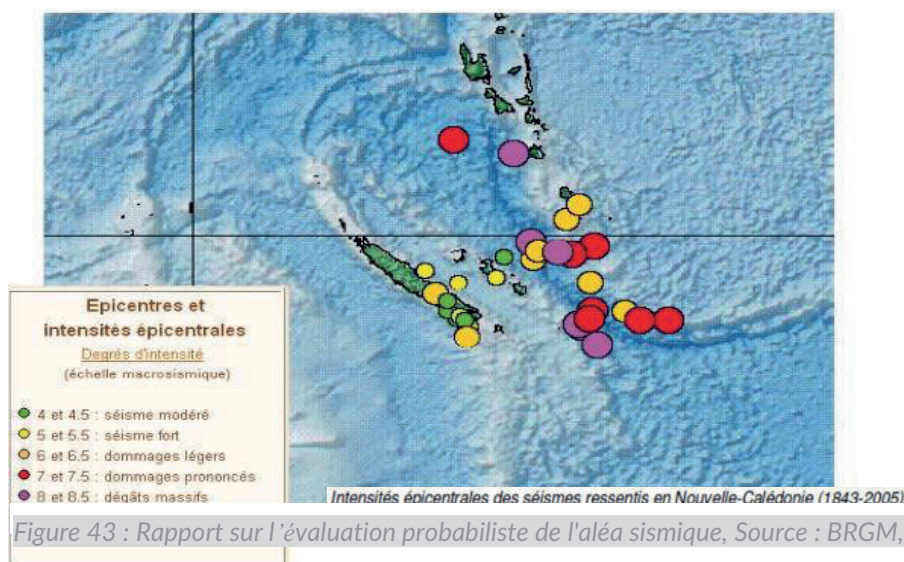


Figure 43 : Rapport sur l'évaluation probabiliste de l'aléa sismique, Source : BRGM, 2008

Les paramètres à prendre en compte sont :

- L'intensité estimée en un lieu donné à partir de l'ensemble des effets engendrés par la secousse sismique sur la population, les ouvrages et l'environnement,
- Les mouvements de sol : accélération, vitesse, déplacement, spectre du signal, mesurés à l'aide d'appareillages spécifiques.

À ce jour, l'évaluation probabiliste de l'aléa sismique est le document public le plus à jour en la matière. La Nouvelle-Calédonie est considérée comme une zone tectoniquement stable, très peu sismique. Bien que n'étant pas incluse dans le zonage sismique français défini dans le décret n° 91-461 du 14 mai 1991 modifié, **la Nouvelle Calédonie est considérée, par assimilation, comme étant en zone 0 de « sismicité négligeable mais non nulle »**. Cela correspond à une zone où aucune secousse d'intensité supérieure à 8 (VIII) n'a été observée.

La majorité des séismes ressentis ont leur épicentre situé sur la zone de subduction comprise entre le territoire et le Vanuatu. Les îles Loyauté et le sud-est de la grande terre sont donc plus concernés que le reste du territoire. La surveillance sismique s'effectue grâce à un réseau de 8 stations sismologiques réparties sur l'ensemble de l'archipel et reliées en temps réel au centre IRD de Nouméa. Tout séisme local de magnitude supérieure à 3 est détecté quasi-instantanément. En dehors de cette sismicité liée au contexte régional, il existe une sismicité locale faible mais non négligeable sur la Grande Terre. Quelques séismes locaux y sont ressentis, mais l'intensité n'excède jamais 5 à 6 (V à VI).



Une évaluation de l'intensité de séismes locaux a montré qu'ils ont été jusqu'à présent ressentis avec une intensité maximale de 5 (V) à Nouméa et Canala, (IV) à Boulouparis, La Tontouta, La Foa et 3 (III) à Poindimié, et Houailou. **La commune de Dumbéa est donc concernée par un risque sismique faible à modéré.**

GLISSEMENT DE TERRAINS ET EBOULEMENTS

Secteurs géographiques limitrophes concernés par ce risque : frontière ouest de la commune avec Païta nord et est avec le Mont-Dore où des zones de forte pente sont recensées.

Risques liés aux mouvements de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement, du sol ou du sous-sol, plus ou moins brutal, sous l'effet d'influences naturelles (fortes précipitations, érosion, etc..) ou anthropiques (exploitation de matériaux, déboisement, terrassement, ...). Les mouvements de terrain peuvent être lents ou rapides.

Le service géologie de la DIMENC a été consulté pour connaître les risques de glissement de terrain et d'éboulement. A ce jour, il n'existe pas de couverture générale sur l'ensemble de la commune. A noter que le service géologique de la Nouvelle-Calédonie (SGNC) a débuté un programme pluriannuel (2018-2023) de mise à jour de la connaissance aléa mouvement de terrain mais il n'est pas encore réalisé pour la commune de Dumbéa. Ce programme comprend une mise à jour de la carte géologique, notamment pour ce qui concerne les formations superficielles, un inventaire exhaustif des formes d'instabilité et une couverture globale quantifiée de l'aléa mouvement de terrain. Il sera à prendre en compte dans le cadre des futures révisions du PUD.

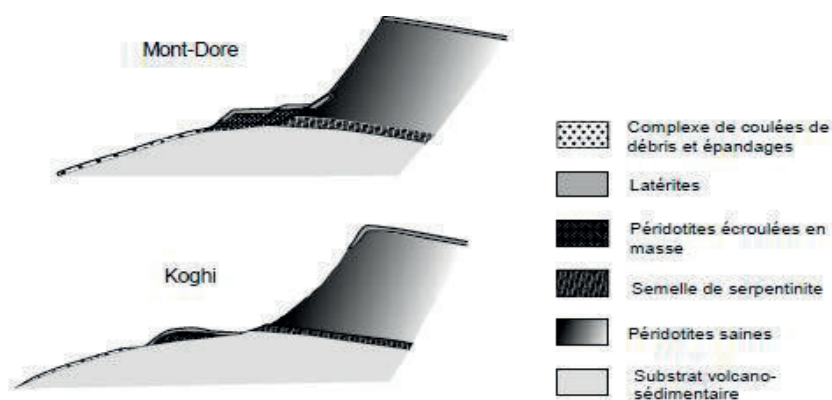


Figure 44 : atlas 2005, rapport et couvertures sig (shp) de la carte géologique

L'atlas 2005 identifie également (liste non exhaustive) des morphologies anciennes de glissement en masse de péridotites au niveau de la rive droite des Koghis et à Nondoué où les fortes pentes donnent notamment sur le secteur géographique des vallées des Koghis, de Carigou ou de Carnot. Des coulées de débris sont également recensés au niveau de la mine de Koé et du Mont Koghi.

Par ailleurs, la cartographie des aléas naturels (mouvements de terrain, érosion) dans le territoire de Nouvelle-Calédonie Zone de Dumbéa – Païta, réalisée par le BRGM en 1998 recense des aléas très fort (niveau 5) sur les reliefs qui sont minimisés au fur et à mesure de l'approche du littoral (niveau 1).



La DSCGR n'identifie pas d'évènements significatifs sur Dumbéa concernant ce risque. Néanmoins, au vu des phénomènes recensés et de la caractérisation de l'aléa qui va être réalisée dans les années à venir, la commune semble concernée par un risque moyen de mouvement de terrain qui mériterait d'être précisé.

Risques liés à l'érosion

L'érosion est une pression environnementale omniprésente en province Sud. La nature friable des roches des reliefs du Grand Sud exposées à un climat tropical rend les sols naturellement sensibles à l'érosion. Ce phénomène engendre sur les versants des montagnes le détachement de particules de terre qui sont transportées dans les creeks jusqu'au lagon. Bien que naturelle, l'érosion peut avoir de forts impacts sur les milieux terrestres et aquatiques. Les anciennes activités minières ainsi que d'autres phénomènes tels que la création de pistes pour les lignes électriques, les feux de brousses, qui détruisent de grandes surfaces de végétation ... exposent les sols nus à une érosion accrue.

Les récifs coralliens frangeants, les herbiers et les algueraies sont sensibles aux apports particuliers qui les asphyxient et limitent la pénétration de la lumière indispensable à leur survie. Les mangroves limitent ce processus puisqu'elles filtrent certaines particules et retiennent donc en partie ces fines.

L'OEIL a engagé en 2011 une étude pour améliorer le suivi de l'érosion dans le Grand Sud. Dans un premier temps, ce travail consiste à inventorier les connaissances sur l'érosion en Nouvelle-Calédonie ainsi que les outils de surveillance existants.

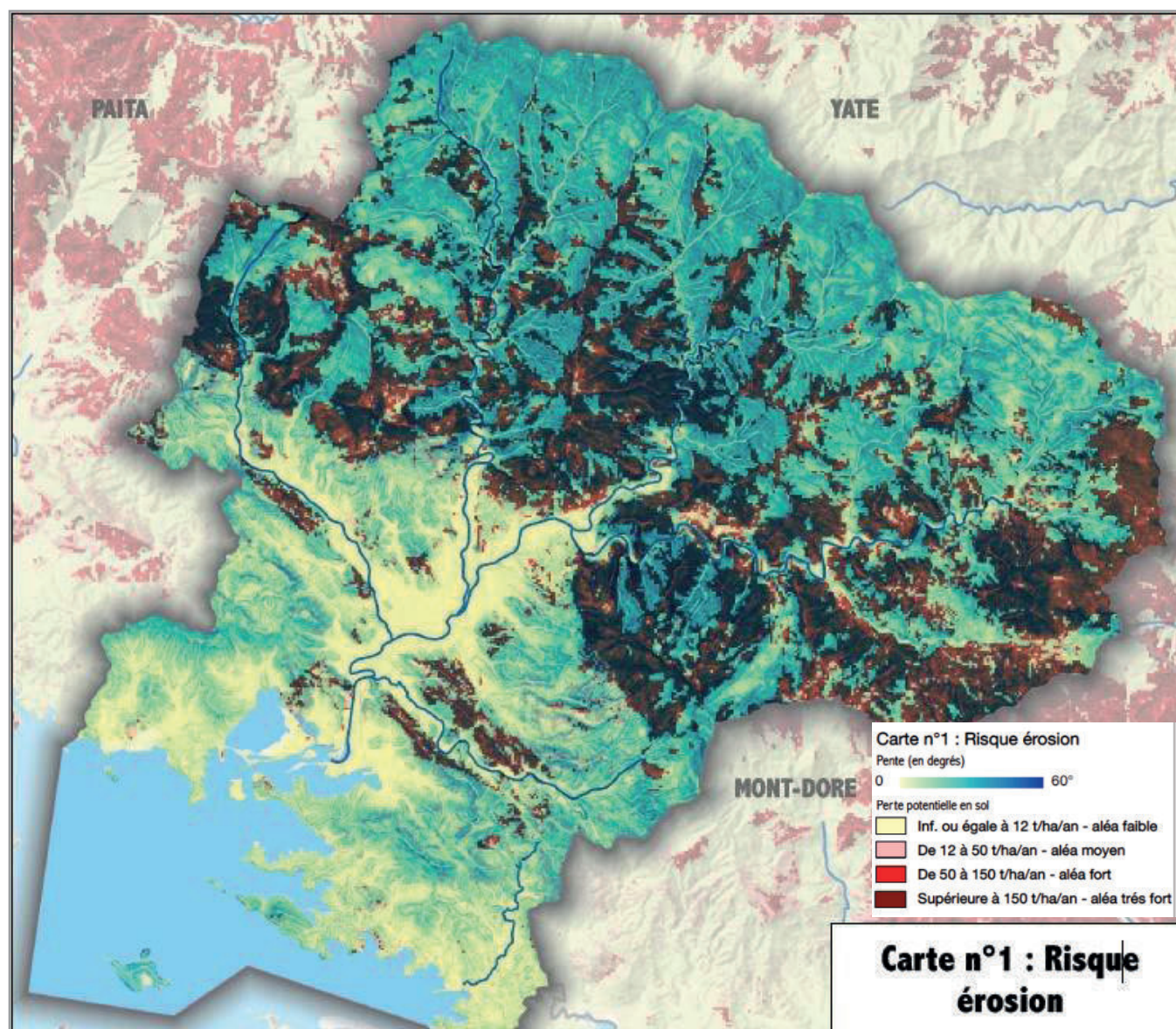


La cartographie des risques met en exergue **tous les piémonts des massifs de la commune et des collines suivant les cours des rivières comme des zones où la perte potentielle de sol en tonnes par hectare et par an est caractérisée en aléa fort (50 à 150 t/ha/an) à très fort (> 150 t/ha/an).**

Les vallées et les rivières à proximité sont donc toutes impactées par ce phénomène ainsi que les îlots et le littoral actuel qui pourraient disparaître.

Zoom sur l'actualité

Les années 2020 et 2021 sont particulièrement pluvieuses du fait du phénomène climatique « La Nina ». Durant cette période, de fortes pluies ont été recensées engendrant une accumulation d'eau dans le sol et le sous-sol. Cet engorgement peut amplifier le risque de glissement de terrain d'éboulement. Ainsi, début février, l'actualité s'est portée sur le secteur de Katiramona, à l'ouest de Dumbéa, où un éboulement a coupé la circulation automobile au niveau de la route territoriale RT1. En effet, trois jours après le passage de la dépression tropicale Lucas, les pluies ont causé un glissement de terrain dans le col de Katiramona. Un pan de la montagne est venu recouvrir une partie de la RT1, au niveau de la carrière.



Carte 23 : Fortes pentes et risques d'érosion sur Dumbéa

L'AMIANTE ENVIRONNEMENTALE

Secteurs géographiques limitrophes concernés par ce risque : Massifs des communes de Païta, Yaté et Mont-Dore où il y a des zones de moyenne et forte probabilité de présence occasionnelle et dispersée d'amiante.

La DIMENC est également compétente sur l'évaluation des risques naturels liés à la présence d'amiante dans le milieu naturel (amiante environnementale) qui sont étudiés par le SGNC. Les différentes études géologiques menées sur le sujet ont permis de circonscrire la présence de minéraux fibreux à certains contextes géologiques particuliers. A Dumbéa, il s'agit principalement des roches ultrabasiques qui couvrent une grande partie de la Nouvelle-Calédonie (massif du Sud, massifs miniers de la côte Ouest et de la côte Est) et qui sont susceptibles de contenir plusieurs espèces de serpentines (chrysotile ou antigorite) ou amphiboles (trémolite et anthophyllite) fibreuses. Ainsi, les risques d'amiante environnementale identifiés se concentrent exclusivement sur les reliefs qui sont peu peuplés.



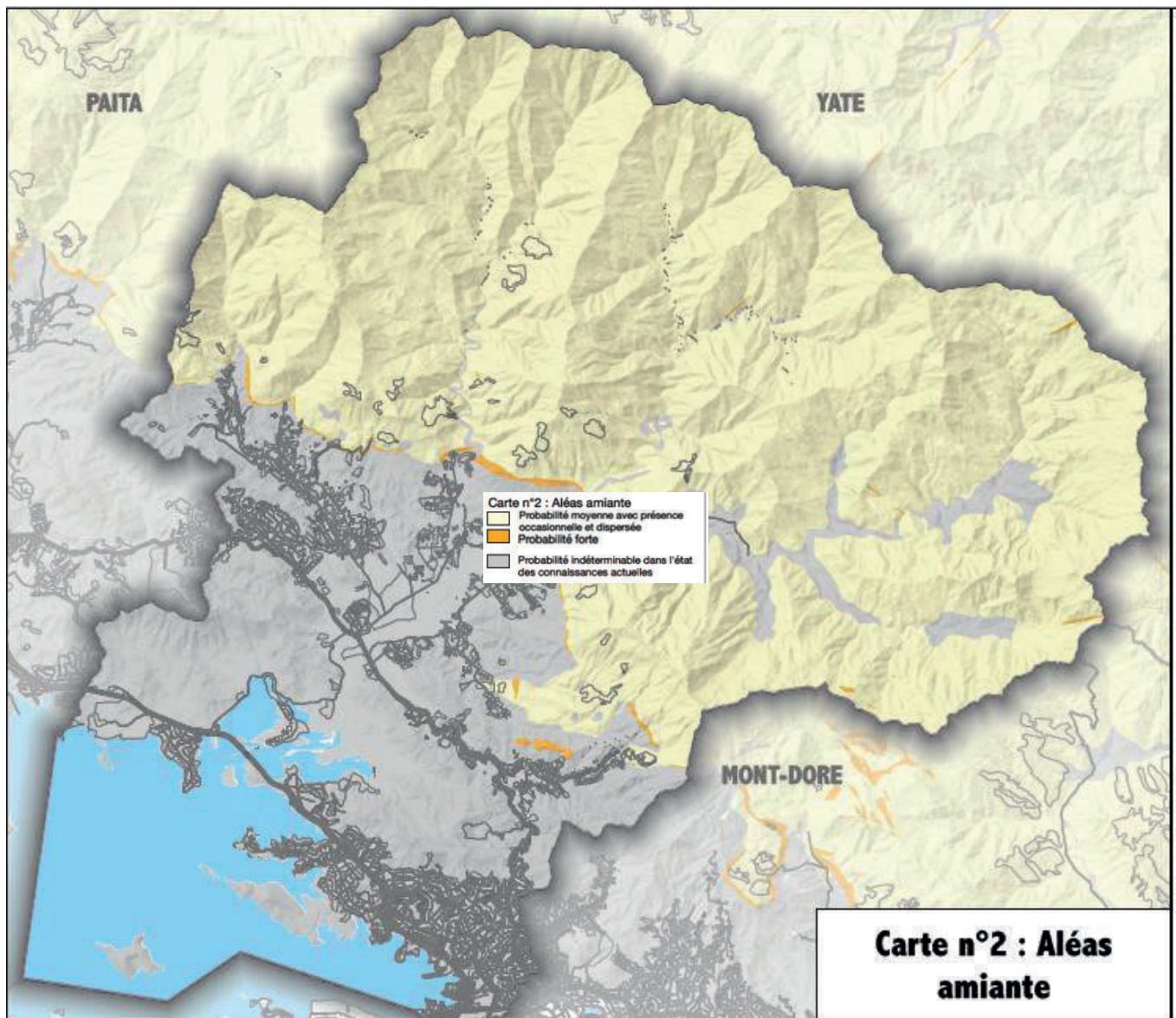
La carte ci-dessous montre que le risque d'amiante environnementale concerne peu la partie urbanisée qui est plutôt touchée de façon indirecte suite à l'érosion des sols et le potentiel drainage des particules par le vent et l'eau. Néanmoins, le risque existe sur Dumbéa et l'aléa amiante est caractérisé par :

- **une probabilité forte aux Koghis et sur la majorité des piémonts,**
- **une probabilité moyenne de présence occasionnelle et dispersée sur tous les massifs (couvrant plus de >65% de la commune).**
- **Une probabilité indéterminable ou nulle sur le reste de la commune.**

Risque sanitaire affilié à l'amiante environnementale

Lorsqu'elle est respirée, la fibre d'amiante s'introduit dans les poumons jusqu'aux alvéoles pulmonaires. La plupart des éléments inhalés est éliminée par l'organisme, mais les fibres d'amiante, 200 à 400 fois plus petites qu'un cheveu, sont indestructibles et ne peuvent être complètement évacuées ou dissoutes. Celles qui restent dans l'organisme peuvent se déplacer de l'intérieur du poumon vers l'extérieur, où elles vont interagir avec les tissus environnants, provoquant des inflammations ou perturbant les mécanismes de division cellulaire au niveau des voies respiratoires jusqu'à des cas de cancer (ex : cancer de la plèvre).

A Dumbéa, un seul cas a été enregistré dans le cadre de l'étude épidémiologique du plan national de Surveillance Mésothéliome (PNSM). Résident au col de Tonghoué où les connaissances géologiques sont dites suffisantes pour écarter l'hypothèse de contamination par des roches potentiellement amiantifères.



Carte 24 : Aléas amiante à Dumbéa, Source : DIMENC, formatage : CAPSE

Carte 25 : carte de synthèse des risques naturels, formatage CAPSE



SYNTHÈSE

RISQUES NATURELS



Toutes les habitations, les infrastructures et la biodiversité, installées dans une zone recensée sont soumises à un fort risque de feux de forêts (FDF). La superficie brûlée a été multipliée par 10 en 2 ans : 400 ha en 2020.

Fort

Développement des systèmes de lutte contre les feux de forêts.

Préservation de la biodiversité et les EIP qui participent à limiter les feux, à la rétention des eaux pluviales et à conforter les berges.

Développement des espaces tampon :

>> entre les secteurs soumis aux risques naturels forts (feux, inondations, ...) et les aménagements.

>> entre les zones à risque et les aménagements (habitations, voiries, etc.).

Moyen

Complément de la connaissance des aléas géologiques et tsunامي sur la commune.

Protection des reliefs. Ils hébergent des EIP et une forte biodiversité qui aident à stabiliser les sols.

Faible

Conservation des caractéristiques de la baie, des anses et des îlots qui participent à la protection du littoral.



Les zones inondables concernent 3 cours d'eau avec des aléas forts à très forts : Rivière Dumbéa de l'embouchure à la plaine de Koé et Haute Couvelée, affluent de la Nondoué jusqu'à Val Suzon, affluent de la Couvelée jusqu'aux pieds de la route du Mont Mou.



Le cumul des précipitations est dans la moyenne haute de la côte ouest. Les risques de fortes pluies et d'orages concernent surtout les zones basses, les plaines sujettes aux inondations ainsi que les zones montagneuses, sujettes aux éboulements, glissements de terrain.



Les cyclones sont extrêmement destructeurs avec les effets cumulés des vents, pluies, marée de tempête et houle cyclonique. Les parties basses du littoral et les plaines sont donc les zones où le risque est le plus important pour les habitations notamment les squats.



Photo 31 : Feu à la montagne des sources, Source : Le Monde

Les risques naturels de Dumbéa touchent toute la commune du littoral jusqu'aux reliefs mais avec des intensités différentes en fonction des zones et des types de risques.

Le risque majeur de feux de forêts est présent en saison chaude et sèche surtout sur les 2/3 de la commune qui concernent les reliefs végétalisés. Même si les impacts sur la biodiversité, les habitations, les infrastructures essentielles comme le barrage, y sont plus graves, tout Dumbéa est touché.

Trois autres risques impactent fortement la commune notamment quand **ils se cumulent lors de cyclones. Il s'agit prioritairement des inondations** (crues de la Dumbéa notamment) mais aussi **des fortes pluies et orages** (474mm de pluie en 24h au Dzumac), **et des vents forts** (227km/h à la montagne des sources) **pour lesquels Dumbéa détient plusieurs records.**

Les risques de mouvement de terrain, d'érosion et d'amiante sont liés et à prendre en compte. **Ils touchent des zones similaires tels que les Koghis, Nondoué, les massifs. Ils sont des facteurs aggravant pour les risques principaux de feux de forêts et d'inondations.**

La foudre et les séismes sont négligeables à l'échelle du territoire. Il en va de même pour les risques liés à la baie protégée de la Dumbéa que sont les fortes houles et les courants.

RISQUES TECHNOLOGIQUES ET SANITAIRES

La synthèse ci-dessous hiérarchise les risques sanitaires, technologiques et les nuisances selon leur degré de cotation des enjeux environnementaux.

Éléments du diagnostic à retenir :

Risque fort à très fort de rupture de barrage dans le parc naturel de la Haute Dumbéa dont l'onde de submersion peut impacter toutes les zones entourant la rivière Dumbéa, jusqu'à l'embouchure. Les risques liés à l'ancien barrage méritent d'être précisés.

Nombreuses ICPE (116 en service dont 1 HRC, un dépôt d'explosifs, des stations-services, des entrepôts,...) présentes sur le territoire et concernées par les risques d'incendies et de pollutions des sols, de l'eau et de l'air.

Enjeux :

Cotation environnementale : **FORT**

Éléments du diagnostic à retenir :

Transports de matières dangereuses sur la RT1 et la SAV pouvant impacter les secteurs implantés le long des voies notamment en termes de pollution atmosphérique. A Dumbéa, les infrastructures routières sont relativement espacées du grand public sauf sur certains secteurs ciblés.

Maladies infectieuses (arbovirose, grippes aviaires, Covid) pouvant toucher Dumbéa par sa vocation agricole et rurale au nord, le Médipôle sur le littoral et les milieux humides de la commune.

Fortes chaleurs impactant la commune comme le reste de la Nouvelle-Calédonie.

Enjeux :

Cotation environnementale : **MOYEN**

Éléments du diagnostic à retenir :

L'agriculture développée au nord de Dumbéa participe au développement du risque d'épizooties qui n'a néanmoins pas concerné la NC à ce jour.

Le plan de sécurité sanitaire des eaux potables encadre les risques vis-à-vis de la consommation humaine qui sont faibles.

Enjeux :

Cotation environnementale : **FAIBLE**

RISQUES SANITAIRES

En Nouvelle Calédonie, deux institutions gouvernementales sont notamment compétentes pour la gestion des risques sanitaires :

- La DAVAR via le service d'inspection vétérinaire, alimentaire et phytosanitaire (SIVAP) et le laboratoire de Nouvelle Calédonie (LNC) ;
- La DASS via son pôle santé qui assure la surveillance des maladies notamment celles à déclaration obligatoire (MOD).

Un état des lieux est publié annuellement par le biais du rapport sanitaire de la Nouvelle Calédonie. Selon le dossier sur les risques majeurs (DRM), Dumbéa est concernée par les trois phénomènes que sont les Epizooties, les fortes chaleurs et les infections émergentes et réémergentes.


RISQUES SANITAIRES	Épizooties	  	
	Fortes chaleurs	     	   
	Infections émergentes et réémergentes	     	 

Figure 45 : DRM 2016, synthèses des risques sanitaires majeurs et consignes associées

LUTTE CONTRE LES EPIZOOTIES

Une épizootie est une maladie qui frappe simultanément un grand nombre d'animaux de même espèce ou d'espèces différentes. D'une manière générale, la contamination d'un troupeau indemne résulte de l'un ou l'autre des mécanismes externes ou internes. En externe, il s'agit de l'introduction d'espèces et le voisinage d'espèces malades ; En interne cela concerne la résurgence d'une maladie au sein même du troupeau.

Aucune épizootie majeure n'a été introduite en Nouvelle-Calédonie hormis la tique du bétail. Compte tenu du statut sanitaire exceptionnel de la Nouvelle-Calédonie, le risque se limite à l'introduction sur le territoire d'agents pathogènes pouvant entraîner une épizootie. C'est pourquoi les principaux moyens de prévention (contrôles, désinfection, sélection des produits importés...) sont placés aux frontières de la Nouvelle-Calédonie par les autorités sanitaires.



Photo 32 : Actualité du 12/12/2014, fermes avicoles Dumbéa,
Source : PS

L'activité agricole étant développée à Dumbéa avec notamment les élevages de poules pondeuses, la commune est concernée par le risque d'épizooties qui pourrait avoir des conséquences sur l'économie locale.

Néanmoins ce risque est considéré comme faible à l'image du risque vis-à-vis du territoire dans son ensemble.



FORTES CHALEURS

Une période de forte chaleur est un épisode de température extérieure élevée, de jour comme de nuit, sur une période prolongée. En Nouvelle-Calédonie, la période des fortes chaleurs survient généralement pendant l'été austral comme indiqué dans le chapitre climatologie.



Photo 33 : Inscriptions à l'ombre pour Dumbéa plage, source : NC 1^{ère}

Le plan « forte chaleur calédonien » publié par la DASS en novembre 2018, définit un système de surveillance et prévoit des actions de prévention et de gestion de crise pour réduire l'effet sanitaire d'une vague épisodique de chaleur. Les tendances climatiques de la commune de Dumbéa montrent que la population est fortement touchée par ce phénomène à l'image de toute la Nouvelle-Calédonie.



INFECTIONS EMERGENTES ET REEMERGENCES

Lutte contre les maladies infectieuses



La gravité d'une maladie (létalité ou séquelles graves), son potentiel de diffusion (potentiel épidémique) et sa nouveauté pour une population (absence d'immunité protectrice) font partie des critères de surveillance de certaines maladies infectieuses. Sont ainsi particulièrement surveillés par la DASS en Nouvelle-Calédonie (liste non-exhaustive) : les arboviroses (dengue, Zika, chikungunya), les gripes aviaires, le MERS-CoV et Ebola.

L'importance du trafic aérien ou maritime vers la Nouvelle-Calédonie, la provenance des voyageurs, des transports et la surveillance des événements internationaux sont les éléments permettant la prise en compte du risque. L'insularité est un facteur limitant l'entrée des maladies sur l'île via une surveillance accrue.

La Nouvelle-Calédonie a été touchée par la pandémie de grippe H1N1 de juin à septembre 2009. Depuis plusieurs années, les virus de la dengue, du zika et du chikungunya ont fait de nombreuses victimes (jusqu'au décès). En mars 2021, à rester COVID Free. La commune est directement concernée car les malades calédoniens et wallisiens sont traités notamment au Médipôle de Koutio.



Ainsi, la population de la commune de Dumbéa, notamment par sa vocation agricole sur la partie nord, ses rivières et affluents, est exposée à ce risque qui concerne aussi tout le territoire.

Lutte contre la dengue

Les conditions climatiques de la Nouvelle-Calédonie, évoquées en préambule, sont des facteurs favorisant le développement de maladies telles que la leptospirose ou la dengue dont les larves éclosent dans des gîtes larvaires humides. Entre novembre et avril les mesures de prévention sont accentuées car la période est propice au développement des moustiques vecteurs. Une épidémie a notamment touché le territoire en 2012-2013, où 10 977 cas, soit 4% de la population calédonienne, ont été recensés majoritairement dans les îles loyautés²³. L'année 2020 s'est clôturée avec 61 cas dont 39 de DENV-2, stérotype le plus fréquent sur l'île.



Photo 34 : Milieux humides de Dumbéa, Source : blog de Dumbéa

En 2018, Dumbéa a été la 2^{ème} commune la plus touchée (295 cas soit ~0,8% de la population) juste après Nouméa (756 cas soit ~0,3%). **Le pourcentage de la population touchée est donc significatif vis à vis de la démographie communale. Les nombreux milieux humides de la commune favorisent ce risque.**

De façon générale, pendant la détection d'un événement, la commune de Dumbéa investigue, se prépare et relaie les informations et recommandations du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, et signale à la DASS tout événement sanitaire potentiellement en lien avec l'évènement. Il peut y avoir un déclenchement, par le Haut-Commissariat d'un ou de plusieurs plans de secours pour faire face à une pandémie.

²³ Rapport sur le coût épidémie de dengue rédigé en 2014 par la DASS

Lutte contre la leptospirose

La leptospirose est une maladie à déclaration obligatoire en Nouvelle-Calédonie depuis 1991. Cette zoonose étant liée à un mode de vie tribal et rural (agriculture, bétail), comme l'indique le bilan de surveillance de la leptospirose en Nouvelle-Calédonie de 2015, est considérée comme un risque sanitaire pour la population de Dumbéa.

Le nombre de cas de leptospirose en 2016 a augmenté par rapport à 2015. Il est pourtant en dessous de la moyenne qui est de 90 cas par an entre 1997 et 2015. Le nombre de décès est par contre au-dessus d'une moyenne de 3,65 décès par an calculée sur les 20 dernières années.

En 2016, la majeure partie des cas positifs de leptospirose (79,45%) est survenue durant les 6 premiers mois de l'année, comme chaque année depuis 2011. Les périodes épidémiques ainsi que le nombre annuel de cas positifs sont donc corrélés à la pluviométrie mensuelle et annuelle. La leptospirose est une maladie à très fort déterminisme pluviométrique.

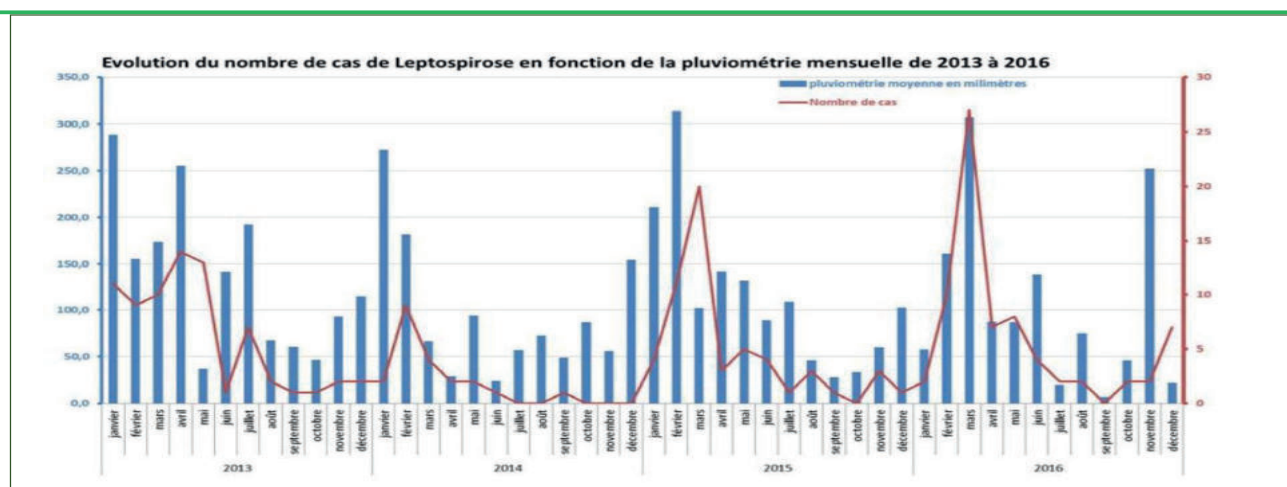


Figure 46 : Bilan leptospirose 2016 ; Situation endémo-épidémique saisonnière, source : météo.nc

RISQUE DE SECURITE SANITAIRE DES EAUX



La sécurité sanitaire des eaux dédiée à la consommation humaine ne fait pas partie des risques majeurs (DRM). Cependant, elle fait l'objet d'une annexe opérationnelle nommée « 21 Annexe Fiche PSSE » qui est incluse au Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de Dumbéa. Le Plan de Sécurité Sanitaire des Eaux identifie les situations d'urgence nécessitant le déclenchement d'une procédure adaptée. La ville de Dumbéa travaille en étroite collaboration avec le Calédonienne Des Eaux (CDE), la DAVAR et la DASS sur ce thème.

Ces risques concernent notamment (liste non exhaustive) :

- les risques de coupures ou de manque d'eau,
- la qualité de l'eau de la source (barrage), en passant par le transport (grand tuyau) et jusqu'au consommateur,
- la turbidité de l'eau superficielle provenant du barrage suite aux épisodes pluvieux,
- des excès épisodiques de Fer dans l'eau brute qui sont liés au ruissellement de l'eau sur les massifs amonts.



La construction du réservoir Nord prévu dans le cadre du Schéma Directeur devrait permettre une meilleure maîtrise de ce risque. La gestion de l'eau potable est détaillée dans le chapitre sur la ressource en eau.

RISQUES TECHNOLOGIQUES

TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

Secteurs géographiques limitrophes concernés par ce risque : toute la Nouvelle-Calédonie pour les risques liés au trafic routier. Païta avec l'aéroport international de la Tontouta et Nouméa avec l'aérodrome de Magenta pour les risques liés au transport aérien. Nouméa pour le risque lié au transport maritime avec le port de marchandises.



Le transport de matières dangereuses (TMD) ne concerne pas que les produits hautement toxiques, explosifs ou polluants. Il concerne également tous les produits dont nous avons régulièrement besoin comme les carburants, le gaz, les engrais (solides ou liquides), et qui, en cas d'événement, peuvent présenter des risques pour les populations ou l'environnement.

En Nouvelle-Calédonie, le transport de matières dangereuses est régi par la délibération du congrès n°470 du 29 novembre 1982. Les professionnels sont soumis à des obligations réglementaires strictes (autorisation de transport du service des mines, signalisation du véhicule à l'aide de pictogrammes, ...) Par définition, toute zone urbanisée est potentiellement exposée à ce risque en raison des approvisionnements qui s'y effectuent en permanence : livraisons d'hydrocarbures dans les stations-service, de chlore dans les stations de traitement des eaux, de butane auprès de la population. **La délibération n° 470 du 3 novembre 1982 définit le transport de matières dangereuses sur la voie publique en Nouvelle-Calédonie** et exige, pour certains véhicules, qu'ils soient munis d'une "carte jaune" tel que les véhicules citernes, citernes amovibles, véhicules porte-citernes amovibles ou porte-colis.



A Dumbéa, le transport routier est très largement utilisé par tous les secteurs d'activité, notamment pour la distribution des carburants sur la voie express et la route territoriale 1 (RT1). Depuis le port autonome, Dumbéa est une des premières communes traversées par les camions qui transportent ces matières vers le reste de la Nouvelle-Calédonie. C'est pourquoi, la population et les bâtiments implantés tout le long de ces voies sont particulièrement exposés aux risques de transport de matières dangereuses et aux pollutions atmosphériques affiliées. Néanmoins, ils sont relativement écartés des voiries sur la majeure partie du tracé. Il est néanmoins à noter que des habitations et équipements sont implantés le long de la RT1 au niveau du cœur de ville, de Koutio et d'Auteuil. Le risque est qualifié de diffus sur toute la Nouvelle-Calédonie.

Dans ce cadre, certain gestionnaire de voirie impose la mise en place de bande de sécurité de part et d'autre de la route. Il est également à noter que des aires de repos dédiées aux conducteurs des engins transportant des matières dangereuses sont à l'étude en concertation entre des communes et la DITTT. Une aire de stationnement a ainsi été réalisée à Poya à la frontière entre les deux provinces.

Dans le cadre de la révision du PUD, le maire peut définir des emplacements réservés pour réaliser des voies de contournement et ou des aires de repos sur terrain communal ou en encourageant des projets privés. Ces projets permettront la mise en place de zone d'échappatoire en évitant dans la mesure du possible les zones en cul de sac. Par ailleurs, il peut se saisir de son pouvoir de police pour réglementer les horaires de circulation des TMD et ou indiquer des itinéraires conseillés en fonction des horaires.



Carte 26 : Transport de matières dangereuses sur le Grand Nouméa, Sources : DRM 2016, DITTT, ST, PCST

Le transport aérien et maritime sont également concernés par ce risque mais la commune de Dumbéa n'est pas spécifiquement concernée. En effet, l'aérodrome de Nakutakoin et le projet de la marina de Nouré sont dédiés à la plaisance et n'ont pas d'agréments spécifiques leur permettant d'accueillir des transports de matières dangereuses.

RISQUE LIES AUX ICPE

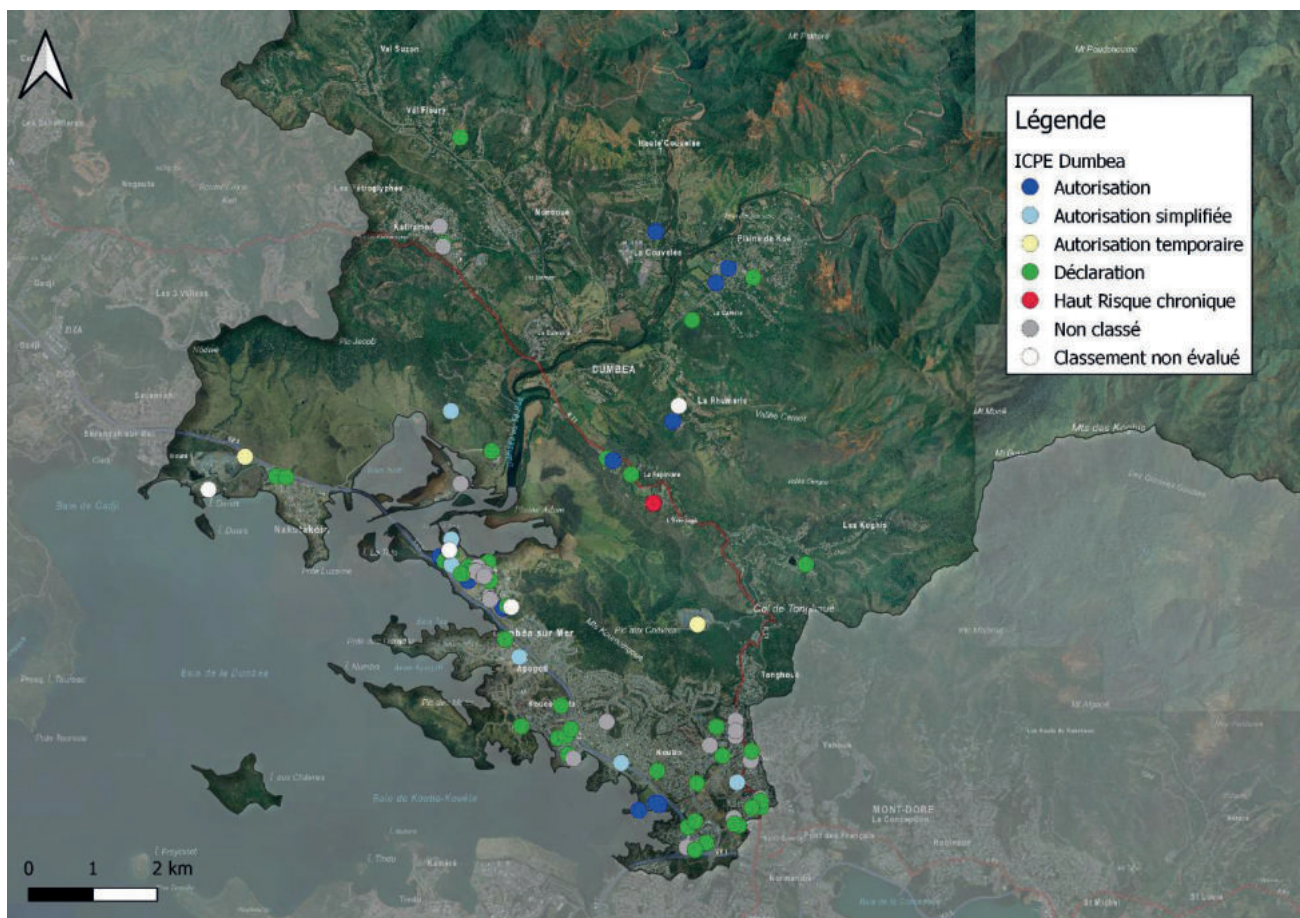
Secteurs géographiques limitrophes concernés par ce risque : les ICPE des communes voisines ne présentent pas de rayon de danger qui pourraient affecter la commune.

Un risque industriel majeur est lié à un événement accidentel se produisant sur un site industriel. Le risque industriel naît de la mise en œuvre de l'activité humaine à des fins technologiques. Les activités génératrices de risques sont notamment les industries chimiques, pétrochimiques ou de stockage (entrepôt de produits combustibles, toxiques, inflammables ; silo de stockage de céréales ; dépôt d'hydrocarbures ou de gaz de pétrole liquéfié (GPL), etc.). Les effets d'un accident industriel sont thermiques (explosion), de surpression (déflagration) et toxiques (fuite liquide ou gazeuse de substance toxique).



Le dossier sur les risques majeurs (DRM) réalisé en 2016 a identifié les communes de Nouvelle-Calédonie concernées par ces risques en fonction de la présence ou non sur le territoire d'ICPE à Haut Risque Industriel (HRI) et celle d'activités très spécifiques telles que la SLN à Nouméa ou **le barrage et le dépôt d'explosifs de loisir (feux d'artifice) à Dumbéa**. C'est pourquoi la commune est concernée par ce risque industriel majeur.

Plusieurs Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont implantées sur la commune. Elles sont encadrées par la réglementation provinciale en Nouvelle-Calédonie, qui découle du Code de l'environnement des provinces. A Dumbéa, 116 ICPE sont présentes selon les données connues par la province Sud à fin mars 2021.



Carte 27 : localisation des ICPE de la commune de Dumbéa (source : fond georep.nc ; ADEM PS), formatage CAPSE

La plupart des ICPE de la commune sont situées au sud de la commune autour des principaux axes routiers (R.T.1 et V.E.2). Elles sont regroupées par les institutions (autorisation, autorisation simplifiée ou temporaire, déclaration et non classé) en fonction de rubriques définies au code de l'environnement de la province Sud. Parmi les ICPE en service, on identifie des ICPE classées à :

○ **Haut Risque Chronique (HRC)**



L'installation classée à Haut Risque Chronique (HRC) est une ferme d'élevage de poules pondeuses située au bord de la R.T.1 au lieudit « Pépinière ».

Dans le PUD 2012, elle fait partie d'une zone naturelle d'activité rurale (NC) et est encadrée par une zone naturelle protégée (ND) et une zone résidentielle rurale (UR). Aucun rayon de danger n'a été identifié dans l'étude de danger de cette installation.

Il est également à noter les ICPE suivantes :

- **6 ICPE classées à autorisation simplifiée** dont 2 stations essences et des entrepôts couverts de stockage de matières, produits ou substance combustibles en quantité supérieure à 5000 tonnes concernés par le risque industriel. Pour information, le sol de la station essence qui se situait au niveau de l'ancien péage de Koutio est en cours de dépollution.
- **2 ICPE classées à autorisation temporaire.**
- **42 ICPE classées à déclaration dont 38 concernant le risque industriel.** Parmi elles, il y a (liste non exhaustives) les 4 autres stations essences de la commune, 3 garages, les ateliers municipaux de la ville, le Médipôle de Koutio qui stocke des substances toxiques. Il est également à noter 6 STEP (collège, résidences, lotissement de villas, maison de retraite).

○ **5 ICPE classées à autorisation**

Les ICPE encadrées par la DDDT sont :

- La station d'épuration (STEP) et unité de séchage solaire sur la ZAC Panda, classé en zone d'équipement (ZUEi dans le PAZ), rubrique 2753 Ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées.
- La STEP Dumbéa 2 sur la ZAC de Dumbéa sur mer (DSM), rubrique 2753 (Idem ci-dessus) et 2780 Installation de traitement aérobique de déchets non dangereux et ou de matières végétales brutes.
- Le nouveau refuge de la SPANC, derrière la STEP Dumbéa 2 sur la ZAC, rubrique 2120 Chiens.
- Le Quai d'Apport Volontaire (QAV) situé sur la RT1 sur une zone urbaine d'équipement (zone UE du PUD), rubrique 2710-a Déchets.
- La ferme de Koé, route de Koé, rubrique 1a- Abbatage d'animaux et 40-4 Animaux vivants.

Les ICPE encadrées par la DIMENC sont :

- Dépôt d'explosif de loisir dans la plaine de Koé, rubrique 1311-1-Produits explosifs. Il est soumis notamment au risque d'incendie mais le rayon de danger est localisé sur le site du dépôt.
- Pressing à DSM, plaine d'ADAM, rubrique 2340-a blanchisserie, laveries de linge. Il est concerné par le risque de pollution lié aux rejets aqueux non compatibles avec les effluents traités par la STEP et aux rejets atmosphériques. Le rayon de danger est également conscrit au site du pressing.

Les autres ICPE (24 non classées et 5 dont le classement n'a pas été évalué) ne sont pas détaillées ici.



Les plus gros risques liés aux ICPE sont l'incendie (entre autres pour les entrepôts couverts) et les pollutions industrielles des sols, de l'air ou de l'eau (par exemple les stations-services). Afin de limiter ces risques et les pollutions induites, les institutions compétentes fournissent quelques préconisations.

A dire d'experts > Source : DIMENC le 26.03.2021 :

« Des zones tampon permettent de limiter l'impact des pollutions industrielles sur les riverains. Ainsi, pour limiter la propagation éventuelle d'un incendie, une distance adéquate sans végétation est à prévoir entre les ICPE et les habitations. Par ailleurs, un assainissement collectif de type STEP est à privilégier sur les secteurs accueillant des ICPE telles que les stations essences par exemple. »

Nuisances sonores, olfactives et visuelles

En plus des pollutions évoquées ci-dessus, les ICPE ainsi que d'autres activités (liste non exhaustive) peuvent générer des nuisances pour les riverains telles que du bruit, des poussières ou encore des odeurs :

- le trafic routier et les gaz d'échappement induits,
- l'exploitation des 3 carrières situées à Katiramona, Tonghoué et Nakutakoin,
- les activités implantées sur les zones d'activités économiques et industrielles,
- les activités agricoles, avicoles et d'élevage et les engins dédiés,
- les déchetteries et points d'apport volontaires, ...
- L'aérodrome de Nouméa- Magenta

La carte de bruit de l'aérodrome Nouméa-Magenta ci-dessous met en exergue un impact sonore à l'extrême Sud de Dumbéa. Elle illustre les limites externes des zones de bruits A, B, C et D, correspondant respectivement aux valeurs de l'indice de bruit 70, 62, 55 et 50dB. L'exposition aux bruits des aéronefs étant dommageable pour les conditions de vie et de santé des riverains, la direction de l'aviation civile et la commune de Dumbéa informe la population de ces nuisances. Un texte réglementaire est actuellement à l'étude pour définir les dispositions opposables à tous les terrains concernés par le plan d'exposition au bruit. Le texte et la carte mise à jour après approbation de la réglementation pourront être annexés au PUD de Dumbéa.

Afin de limiter ces nuisances, les institutions compétentes fournissent des préconisations.

Un point de vigilance est à avoir sur la ZAC Panda où la morphologie du site peut amplifier les nuisances induites par les installations présentes en sortie de la voie express.

A dire d'experts > Source : DIMENC le 26.03.2021 :

« Des zones tampon permettent de limiter l'impact sur les riverains. Ainsi, pour limiter les nuisances liées au bruit et aux poussières, la zone industrielle sera préférentiellement écartée du site en prenant en compte les rayons de danger indiqués dans les études dédiées. Cet écartement sera à étudier en fonction de l'implantation de la zone industrielle par rapport aux habitations. Par exemple, si la ZI est située en contre-bas, les riverains seront plus impactés »

RISQUE DE RUPTURE DE BARRAGE

Les barrages de Dumbéa



La commune héberge deux barrages qui permettent de subvenir aux besoins en eau des communes de Nouméa et Dumbéa. Il s'agit de :

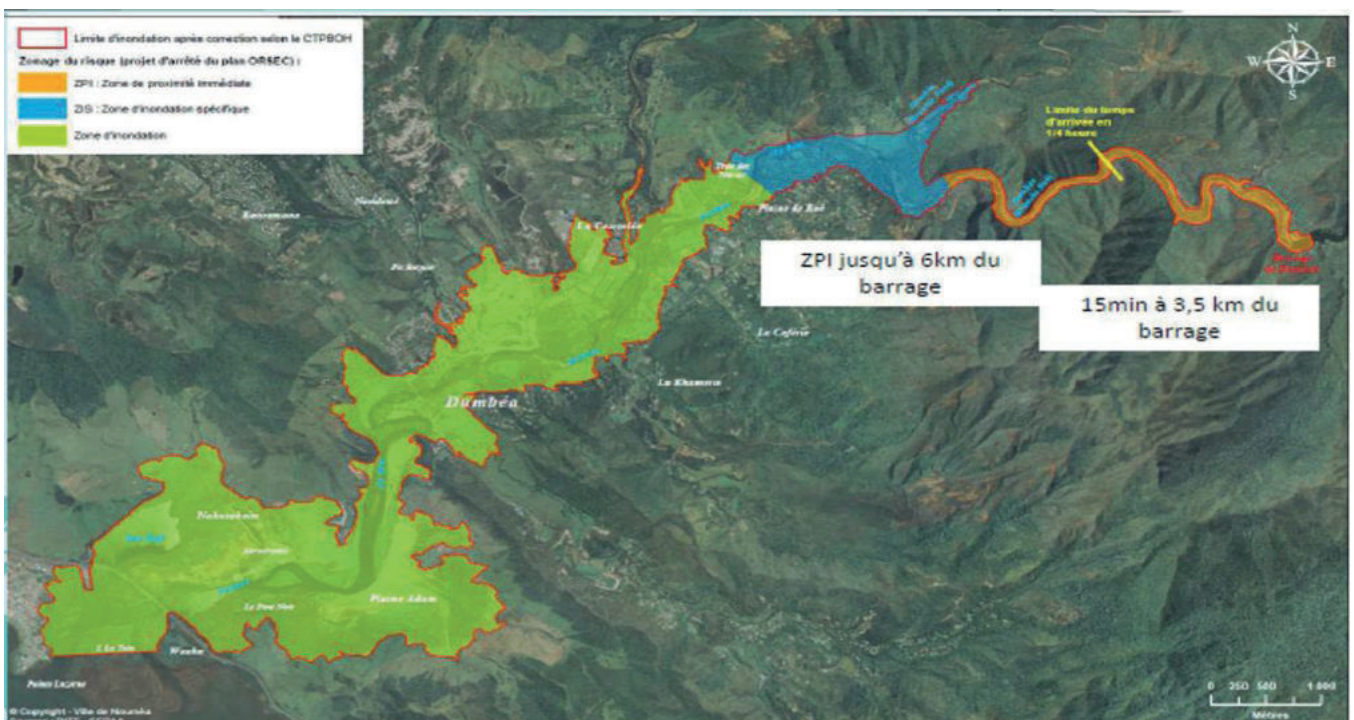
- L'ancien barrage qui est aujourd'hui quasiment totalement engravé ;
- Du grand barrage du parc provincial de la Haute Dumbéa zoné en ND.

Lors d'épisode pluvieux, la surverse du grand barrage engendre une perte de ressource en eau qui induit des phénomènes de glissement de terrain et d'éboulement. Les barrages sont détaillés dans le chapitre sur la ressource en eau alors que les paragraphes ci-dessous vont traiter spécifiquement de l'aléa induit

Aléas du grand barrage

La présence d'un barrage sur la commune de Dumbéa, la soumet au risque rupture de barrage. En effet, en application de ***l'arrêté HC/CAB/DSC/n° 14 du 27 février 2012 relatif aux dispositions spécifiques ORSEC*** concernant certains ouvrages ou installations fixes, le barrage de Dumbéa est soumis à l'obligation de disposer d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI).

Le PPI définit les modalités d'alerte des populations et l'organisation des réponses de la sécurité civile à mettre en œuvre en cas de rupture totale et instantanée du barrage. ***L'arrêté n° 2019-5880/GNC du 21 mai 2019 porte approbation du plan particulier d'intervention du barrage de Dumbéa.*** Ce dernier comporte un volet sur l'alerte des populations et pour se faire l'exploitant a prévu la mise en place d'un dispositif d'alerte constitué de sirènes. Ce signal avertit la population de la nécessité de rejoindre immédiatement un lieu protégé, en hauteur et éloigné de l'onde de submersion provoquée par la rupture du barrage. Dans ce cadre, deux scénarios sont retenus dans le cadre de l'arrêté ORSEC.



Carte 29 : localisation de l'onde de submersion du barrage de Dumbéa, scénario 2 source : pcs 2015



Selon le plan de gestion du parc provincial de la Haute Dumbéa, deux études ont été réalisées en 2015 et 2016. La première a permis réévaluer le débit de crue milléniale à $2\,360\text{m}^3/\text{s}^{24}$ contre $730\text{m}^3/\text{s}$ lors de la construction du barrage en 1954.

La seconde a étudié la stabilité de l'ouvrage et a mis en exergue des sous-dimensionnement à 2 endroits (voutes et culée en rive droite) qui impactent l'évacuation des crues et conduisent **à un risque important de rupture du barrage en cas d'occurrence d'une crue de période de retour relativement faible (70 ans). Les conséquences sont classées ERC1²⁵ avec une probabilité fréquente et l'évènement est qualifié de probable.** Des travaux sont en projet pour limiter ce risque dans les années à venir.

Le barrage ne répond pas aux nouvelles exigences réglementaires en vigueur, en termes de marges de sécurité vis-à-vis de la capacité d'évacuation des crues et de stabilité de l'ouvrage, ces deux problématiques étant étroitement liées. Ces points ont été mis en exergue dans le cadre de l'étude de dangers du barrage (2012) et de la revue de sûreté (2016) ; cette dernière étude s'est notamment appuyée sur l'étude de stabilité réalisée suite aux reconnaissances complémentaires de l'ouvrage (2014-2015). Ces études ont conclu que l'évacuateur de crues est largement sous-dimensionné puisque, d'après les calculs, il ne permet à ce jour d'évacuer qu'une crue de période de retour 70 ans avant glissement de l'ouvrage en fondation. Pour la crue de dimensionnement requise (crue de projet de période de retour 1000 ans), il ne présente pas les marges de sécurité suffisantes vis-à-vis du risque de déversement en crête (revanche) et surtout la stabilité de l'ouvrage n'est plus assurée. Enfin, il convient d'indiquer que le barrage est classé en B en référence au décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques, qui remplace le décret de 2007. L'arrêté du 29 février 2008 a, quant à lui, été abrogé et ne fait pas mention de critères de classement.

Tout barrage de hauteur supérieure ou égale à 20 mètres fait l'objet, conformément au décret N°2007-1735 du 11/12/2007 et l'arrêté du 29/02/2008 modifié, d'un **classement au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques. A ce titre, le barrage de Dumbéa est désormais classé en B.** Il fait l'objet d'une annexe opérationnelle nommée « 21 Annexe Fiche PSSE » qui est incluse au Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de Dumbéa dont sont issues les cartographies ci-dessus.

Le plan de gestion du parc de la haute Dumbéa indique néanmoins que c'est la Ville de Nouméa, responsable et exploitant de cet ouvrage, qui est en charge des procédures d'information et d'avertissement des différents acteurs selon les états de sécurité du barrage (montée des eaux) en ce qui concerne les risques technologiques associés à la présence du barrage de Dumbéa.

²⁴ Etude Tractebel 2016

²⁵ 1 à 10 personnes exposées en zone à cinétique rapide et 10 à 100 pers en zone à cinétique lente avec une occurrence entre 100 et 1000 ans



Photo 35 : Barrage du parc provincial de la Haute Dumbéa, Source : randonnée au barrage

Aléas de l'ancien barrage



La retenue est presque intégralement comblée par des sédiments grossiers. Ces sédiments exercent une poussée plus forte que les eaux sur l'ouvrage. Cette poussée est permanente.

L'étude de l'analyse de la poussée des eaux montre qu'en cas de forte crue, les poussées aval équilibrent les poussées amont puisque l'ouvrage est grandement ennoyé. Cependant, pour de petites crues pouvant survenir par orage sur les crêtes ou en début de crue importante, les pressions aval sont nulles et les pressions amont sont accrues. C'est alors que le risque est le plus important pour l'ouvrage.

SYNTHÈSE

RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES



Le grand barrage de Dumbéa est soumis à risque fort à très fort de rupture de barrage ; L'onde de submersion retenue dans le plan ORSEC impacte toutes les zones entourant la rivière jusqu'à l'embouchure.

Fort

Réduction du risque de rupture de barrage.

Limitation des risques (incendies, pollutions) liés aux ICPE ainsi que les nuisances affiliées) entre les secteurs à risque et le public ainsi que les écosystèmes remarquables.

Moyen

Limitation des risques et nuisances affiliés à la RT1.

Préservation, développement et restauration des écosystèmes patrimoniaux et remarquables qui participent activement à limiter les fortes chaleurs.

Faible

Protection des populations par rapport aux zones à risque liées aux maladies infectieuses.

Confortement de la surveillance des risques d'épizooties et de problématique liées à l'eau potable.





116 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont en service sur Dumbéa. Les risques affiliés aux ICPE sont principalement les incendies et les pollutions de l'air, du sol et des eaux.



Le transport routier est très largement utilisé par tous les secteurs d'activité, notamment pour la distribution de carburant sur la voie express et la route territoriale 1. Ainsi, Dumbéa est concernée par le risque TMD Transport de matières dangereuses.



Toute la Nouvelle-Calédonie est exposée au risque maladies infectieuses (arbovirose, gripes aviaires, COVID). En 2018, la commune a par exemple été la 2^{ème} commune la plus touchée par la dengue (295 cas). Ce risque est amplifié par sa vocation agricole, ses milieux humides et le Médipôle.



Photo 35 : Grand barrage de Dumbéa, Source créative commons attribution, Laigle Karl

Les risques technologiques et sanitaires touchent toute la commune avec des impacts différents selon les secteurs géographiques. Ces risques peuvent être corrélés aux risques environnementaux. La simultanéité de plusieurs risques augmente la gravité des impacts potentiels sur les biens, les personnes et la nature.

Le risque principal est lié à la présence du barrage dont le risque de rupture et l'onde de submersion affiliée auraient des impacts sur les habitations, les infrastructures et la biodiversité encadrant la rivière Dumbéa.

Trois autres risques sont qualifiés de majeurs :

- » le risque industriel liés à la présence de 116 ICPE en service dont un dépôt d'explosifs.
- » le risque TMD sur la RT1 et la voie express.
- » le risque sanitaire engendré par les maladies infectieuses telles que la dengue.

Les tendances climatiques de la commune de Dumbéa montrent que **les dumbéens sont fortement touchés par les fortes chaleurs** qui impactent toute la Nouvelle-Calédonie notamment en saison sèche.

Les risques de sécurité sanitaire des eaux, d'épizooties concernent également le territoire communal même si ces derniers sont considérés comme négligeables.

INTERRELATIONS ENTRE LES RISQUES

Le tableau ci-dessous présente une analyse des interrelations entre les différents risques détaillés ci-dessus. Le code couleur (gris clair, orange, rouge et noir) de la légende met en exergue le niveau de gravité engendré par la corrélation de plusieurs risques qui pourraient arriver de façon concomitante. Par exemple, si un cyclone et des inondations arrivent sur une même période temporelle alors, le niveau de risque va être très intense (noir). En plus, les consignes de mise en sécurité des biens et des personnes peuvent être contradictoires. Dans l'exemple présenté, il serait conseillé aux administrés de se mettre en hauteur en cas d'inondation alors qu'il serait préférable qu'ils restent à leur domicile en cas de cyclone. Il est également à noter que plus le nombre de risques différents se cumule, plus le niveau de dangerosité augmente.

A l'inverse certains risques sont indépendants les uns des autres tel que le risque d'épizootie qui a par exemple peu d'influence sur le risque de glissement de terrain (gris clair).

RISQUES	Feu	Inondation	Orage et foudre	Cyclone	Tsunami	Vent violent	Forte houle	Courant	Séisme	Glissement de terrain	Erosion	Amiante	Epizootie	Forte chaleur	Infection	SS des eaux	TMD	ICPE	Rupture barrage
Feu	/																		
Inondation		/																	
Orage et foudre			/																
Cyclone				/															
Tsunami					/														
Vent violent						/													
Forte houle							/												
Courant								/											
Séisme									/										
Glissement de terrain										/									
Erosion											/								
Amiante												/							
Epizootie													/						
Forte chaleur														/					
Infection															/				
SS des eaux																/			
TMD																	/		
ICPE																		/	
Rupture barrage																			/

Figure 4.7 : Tableau synthétique (non exhaustif) des interrelations entre les différents risques présents à Dumbéa, source : CAPSE



PROJET DE VILLE

PRÉAMBULE

Dumbéa d'aujourd'hui et de demain

Le développement intense et rapide de la commune de Dumbéa, depuis désormais près de 20 ans, a profondément transformé la commune : sa population a doublé, des quartiers entiers ont été créés et les activités économiques se sont développées à tel point que le centre économique de l'agglomération se déplace peu à peu de Nouméa à la partie Sud de Dumbéa.

Ce dynamisme, cette croissance, ces transformations ont été spectaculaires. Le nouveau PUD – Plan d'Urbanisme Directeur – souhaite accompagner ces évolutions en offrant une urbanisation cohérente et maîtrisée dans laquelle tous les Dumbéens sont pris en considération. Ainsi, le projet de ville durable établit les orientations permettant un développement harmonieux de la commune tout en répondant aux attentes et aux besoins de la population communale.

Le développement urbain de Dumbéa est aussi pensé et conçu en lien étroit avec la protection et la valorisation de son environnement, de sa biodiversité exceptionnelle et de son cadre paysager. En effet, un environnement protégé et valorisé n'est en rien un frein au développement de Dumbéa mais il peut être conçu, au contraire, comme un atout pour son attractivité et un facteur de bien-être pour ses habitants.

Le nouveau PUD s'attache ainsi à traduire les principes centraux du développement durable, notamment la prise en compte d'un développement social répondant aux besoins des habitants actuels et futurs, l'équilibre entre un développement urbain et économique maîtrisé, le développement mesuré de l'espace rural et la protection de l'environnement et des écosystèmes d'intérêt patrimonial.

Le projet de ville durable est alors décliné en trois axes prioritaires :

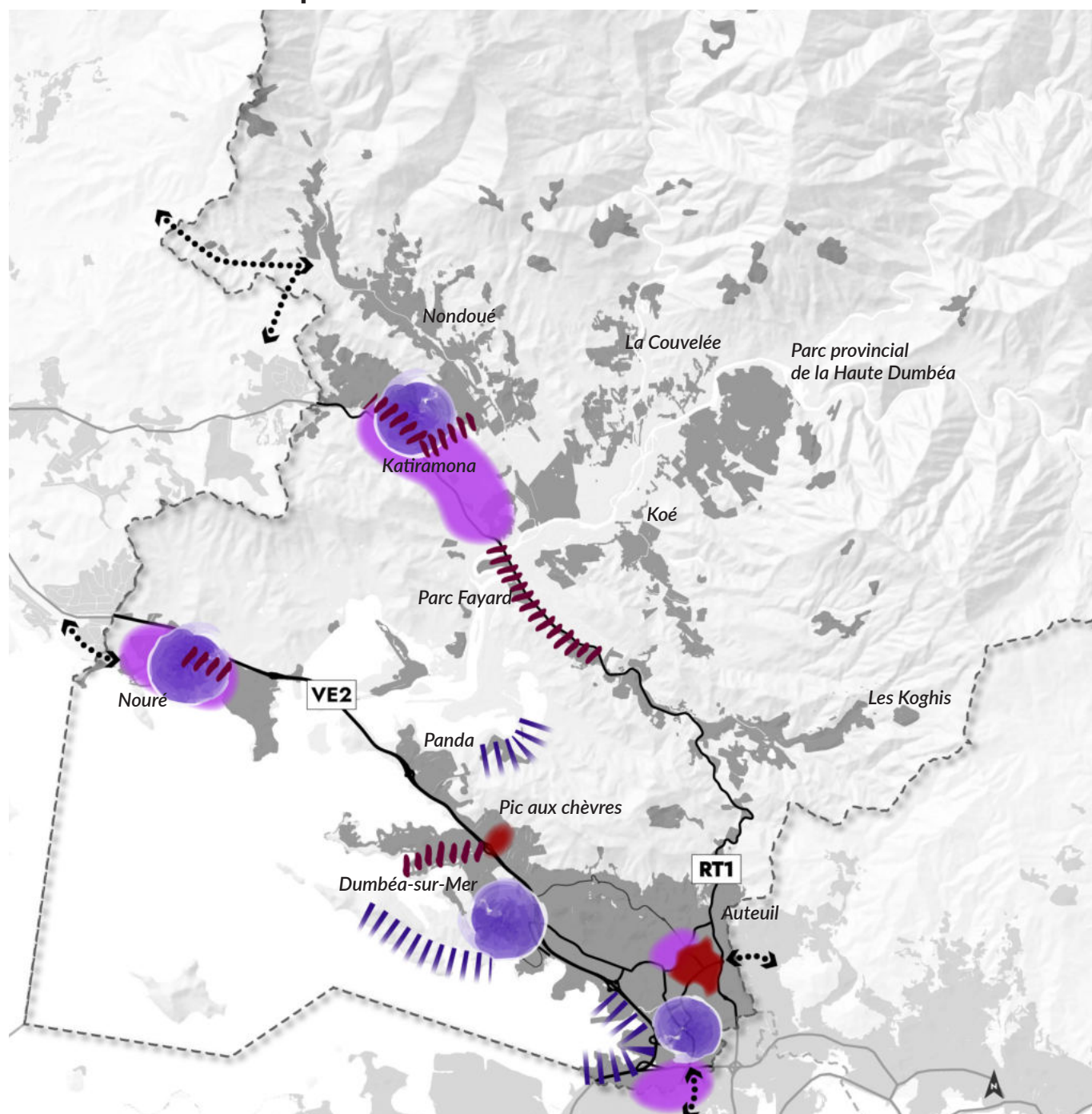
- » **améliorer le cadre de vie de tous les Dumbéens** : un niveau d'équipements adapté à la densité permet d'accompagner la qualité de vie de la commune ;
- » **maîtriser un développement harmonieux** : l'organisation des déplacements et des pôles de vie économiques doit structurer le territoire de demain ;
- » **préserver l'identité verte et bleue de Dumbéa** : la partie Nord de la commune doit maintenir sa qualité environnementale afin de garantir le confort de vie des habitants et la qualité des milieux naturels, tandis que la partie Sud doit valoriser sa trame verte urbaine.

Cet ensemble de mesures concourt à la construction d'une identité dumbéenne, chère à l'exécutif municipal. Une identité bâtie sur une réelle fierté des Dumbéens de vivre tous ensemble, à Dumbéa.

1

**OFFRIR UN CADRE
DE VIE AGRÉABLE À
TOUS LES DUMBÉENS**

Schéma de Principe



Mixité fonctionnelle à renforcer



Zones de développement potentiel

Services et loisirs à organiser et développer



Zones à développer



Zones où le renouvellement urbain est à privilégier



Continuités urbaines à créer avec les communes voisines

OFFRIR UN CADRE DE VIE AGRÉABLE À TOUS LES DUMBÉENS

Rappels du diagnostic

Diagnostic	Orientations
<ul style="list-style-type: none"> • Dumbéa attire de nouvelles populations (près d'un quart des habitants recensés en 2019 n'habitaient pas Dumbéa en 2014) qui s'installent surtout dans les quartiers de Dumbéa-sur-Mer, Plaine Adam et de Dumbéa centre, situés au Sud. • Tendance au vieillissement de la population (un Dumbéen sur dix a plus de 60 ans). Cependant la population reste encore jeune (la moitié des Dumbéens a moins de 30 ans). • Tendance à l'augmentation du nombre de petits ménages (1 à 2 personnes). 	<p>» Accueillir une offre de logements diversifiée</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Forte croissance démographique sur ces 20 dernières années, qui bien que toujours soutenue, enregistre une tendance à la baisse. • Certains quartiers anciens ont besoin de se renouveler. Dans 5 quartiers, environ la moitié des logements a été réalisée avant 1997 (Koutio, Auteuil, Katiramona, Koghis, Nondoué-La Couvelée), c'est-à-dire il y a plus de 25 ans. 	<p>» Mettre en place les conditions d'une croissance raisonnée</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Les ZACs continuent de se développer. • La population de quelques quartiers est vieillissante et certains perdent des habitants (Koutio historique, Auteuil, Nondoué-La Couvelée). • De plus en plus de Dumbéens travaillent dans le secteur agricole. La quasi-totalité d'entre eux sont propriétaires et ont parfois besoin de faire évoluer leurs grandes surfaces agricoles. • Neufs sites sont squattés et pourraient être amenés à évoluer. 	<p>» Prévoir les mutations de certains territoires</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Forte croissance du parc de logements ces 10 dernières années, croissance qui va se poursuivre grâce aux ZACs. • Sur ces 5 dernières années, près de neuf logements sur dix ont été construits dans quatre quartiers (Dumbéa-sur-Mer, Plaine Adam, Dumbéa centre, Koutio). • Tendance à l'augmentation de la proportion d'immeubles collectifs ces dernières années, qui a notamment eu pour effet de modifier le paysage urbain sur la commune. 	<p>» Encourager la qualité de l'aménagement, de l'architecture et des usages</p>

La fierté d'être Dumbéen commence par la fierté d'habiter à Dumbéa. Il faut pour cela que les habitants de la commune, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, s'y sentent bien et trouvent tout ce dont ils ont besoin en termes d'équipements et de services, non loin de chez eux.

Diagnostic	Orientations
<ul style="list-style-type: none"> • Les connexions avec les communes voisines s'effectuent par des liaisons majeures (Voie express, RT1, RP1). Cependant les liaisons entre communes restent encore à développer et le traitement des espaces situés de part et d'autre des limites administratives communales doit se faire de manière cohérente. 	<p>» Créer les continuités entre communes</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Population dumbéenne qui reste jeune (près de la moitié des Dumbéens a moins de 30 ans). • Les habitants de certains quartiers, en particulier à Dumbéa-sur-Mer et dans le Nord de la commune, doivent se rendre dans d'autres quartiers pour leurs besoins en services et équipements. • Nombre de personnes âgées en augmentation ce qui crée de nouveaux besoins en structures médico-sociales. • La part des Dumbéens travaillant sur la commune a progressé, mais plus de la moitié des Dumbéens travaillent hors de Dumbéa. 	<p>» Développer l'offre de services pour répondre aux besoins actuels et futurs</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Forte croissance du secteur artisanal sur la commune • Les principaux pôles économiques sont structurés le long de la Voie express et sur Auteuil. 	<p>» Organiser une mixité fonctionnelle pour des quartiers dynamiques</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le centre-ville est en développement et les projets de construction récents pourront être novateurs en matière numérique en favorisant les évolutions technologiques. 	<p>» Poursuivre le développement d'un territoire numérique</p>

OFFRIR UN CADRE DE VIE AGRÉABLE À TOUS LES DUMBÉENS

Avec un développement cohérent, adapté aux caractéristiques de la commune

La Ville de Dumbéa a toujours été une terre d'accueil grâce notamment à son cadre de vie. Les évolutions urbaines récentes ont permis d'accueillir de nouveaux habitants dont la qualité de vie doit être assurée par des aménagements de proximité et une conception urbaine en cohérence avec les besoins des anciens et nouveaux Dumbéens.

Désormais, il est nécessaire d'optimiser le foncier et de maintenir une haute qualité architecturale sur l'ensemble de la commune. Ces deux éléments s'appréhendent différemment en fonction des spécificités des quartiers, de leur histoire et de leur qualité environnementale. Il est également nécessaire d'anticiper les besoins et les contraintes de demain.

» Accueillir une offre de logements diversifiée :

- Mixité de l'offre dans les quartiers denses du sud de la commune
- Développement de certains secteurs du nord de la commune à proximité des équipements et des zones déjà urbaines
- Promotion des programmes favorisant l'accès à la propriété pour permettre un parcours résidentiel complet

» Mettre en place les conditions d'une croissance raisonnée :

- Densification des secteurs accessibles, équipés et proches d'une zone économique
- Ouverture à l'urbanisation de fonciers principalement à proximité des centralités
- Incitation au développement résidentiel dans l'enveloppe urbaine existante
- Renouvellement urbain privilégié tout en favorisant le maintien sur site des habitants
- Amélioration des logements existants et incitation à la réhabilitation des logements dégradés

» Prévoir les mutations de certains territoires :

- Développement de l'habitat sur la frange arrière de la ZAC Panda
- Divisions limitées et ponctuelles dans le nord afin de limiter l'étalement urbain
- Anticipation des opérations de résorption des espaces squattés notamment au sud de la commune
- Maintien du développement résidentiel à Dumbéa-sur-Mer
- Aménagements et constructions adaptés pour les terrains soumis à risques, servitudes et contraintes techniques

» Encourager la qualité de l'aménagement, de l'architecture et des usages

- Planification des opérations d'embellissement urbain
- Insertion des constructions dans le paysage environnant afin de préserver des ambiances apaisées et la qualité des vues
- Développement des résidences individuelles pour une meilleure appropriation par les habitants de leur habitation
- Confort d'usage amélioré par la qualité de l'architecture
- Organisation des logements pour favoriser une disposition traversante plus agréable et plus économique

» Créer les continuités entre communes :

- Développement d'une continuité urbaine avec Nouméa en suivant le tracé du Néobus
- Gestion qualitative de Nouré entre les communes de Dumbéa et Païta
- Amélioration des liaisons entre Boutan/Nondoué et Païta
- Accompagnement des liaisons avec le Mont-Dore

Avec des services et des équipements facilement accessibles

De nombreux équipements et services jalonnent le territoire dumbéen, notamment dans le sud de la commune. Ce niveau d'équipement est une composante clé de la qualité de vie en ville. En complément des équipements dont l'influence dépasse le cadre communal (Médipôle, parc provincial de la Haute Dumbéa, Centre Aquatique Régional de Dumbéa...), il s'agit de développer une offre complète et mutualisée d'équipements structurants, répondant aux besoins de l'ensemble des habitants de Dumbéa. Leur localisation est souhaitée optimisée au regard des pratiques

observées et des possibilités de déplacements entre les principaux pôles structurants.

Il est ainsi nécessaire de répondre aux besoins multiples des habitants des différents quartiers de la commune, qu'il soit situé au sud de la commune, en zone urbaine, ou au nord, dans une partie plus rurale. Le développement d'une offre de proximité permet de valoriser les différents quartiers et de créer un dynamisme social et culturel qui participe à l'amélioration du cadre de vie.

» Développer l'offre de services pour répondre aux besoins actuels et futurs :

- Développement d'une offre de proximité, en services et emplois, facilement accessible, notamment aux moins de 25 ans
- Augmentation de l'offre d'accueil pour personnes âgées sur des sites accessibles
- Organisation de l'offre en équipements sportifs et de loisirs dans le quartier de Dumbéa-sur-Mer
- Anticipation du besoin en services publics et privés de Dumbéa Nord
- Maintien et mise en valeur de services et équipements d'influence inter-communale voire régionale

» Organiser une mixité fonctionnelle pour des quartiers dynamiques

- » Soutien au développement des mixités d'usages au service de l'habitat (petits commerces, services, équipements de proximité, etc.)
 - Développement favorisé de nouvelles mixités dans le milieu rural tout en conservant ses qualités paysagères
 - Usages incompatibles limités sur une même zone

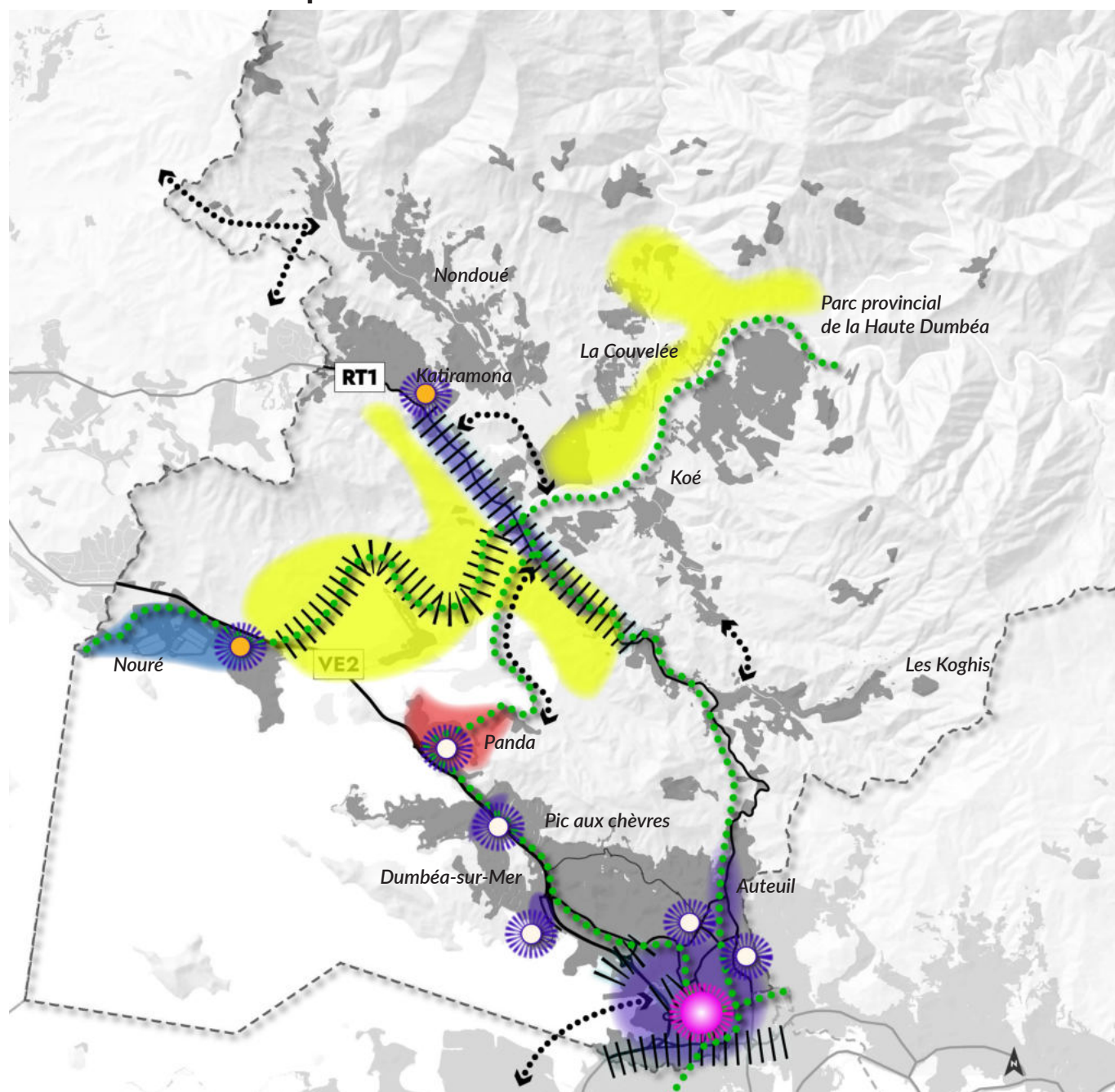
» Poursuivre le développement d'un territoire numérique :










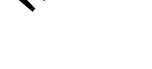
- Poursuite de l'e-administration afin de faciliter et de simplifier la relation avec les usagers
- Soutien à l'innovation en proposant aux entreprises une offre de locaux adaptés

2

MAÎTRISER UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX

Schéma de Principe



-  Centre-ville de Dumbéa
-  Centralités secondaires existantes à renforcer
-  Centralités secondaires à conforter et développer
-  Secteurs à circulation apaisée à créer
-  Zones privilégiées d'implantation des activités d'économies vertes
-  Zones privilégiées d'implantation des activités d'économies bleues
-  Zone industrielle et artisanale à optimiser
-  Réseau modes doux structurant à l'échelle de la commune et au-delà à structurer.
Ce réseau est complété par un réseau plus fin dans les zones urbaines.
-  Voies à anticiper
-  Voies à aménager / développer

MAÎTRISER UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX

Rappels du diagnostic

Diagnostic	Orientations
<ul style="list-style-type: none"> • La Voie express se compose de 6 points de passage sur Dumbéa mais, selon les modes de déplacement, certaines de ces traversées restent difficiles. • Absence d'un pôle économique le long de la RT1 au Sud de Katiramona et manque d'ouverture aux réseaux structurants de l'agglomération. • Liaison douce partielle entre le Parc Fayard et la plage de Nouré et nécessité de valorisation. 	» Optimiser les voies structurantes
<ul style="list-style-type: none"> • Nombreux équipements de niveau intercommunal, voire régional (Médipôle). • Pas de réglementation du stationnement sur la commune. Les stationnements de certains secteurs sont parfois saturés (Médipôle, pôle de Kenu-In, lycée Dick Ukeiwë) • Un seul parking relais au Sud de Dumbéa 	» Faciliter l'accès aux équipements majeurs
<ul style="list-style-type: none"> • Les liaisons entre la Voie express et la RT1 sont peu nombreuses. Pas de liaison viaire entre la RT1 et la Voie express passant par la ZAC Panda. • Près de la moitié des trajets effectués dans l'agglomération et traversant Dumbéa sont en direction de Nouméa. La zone artisanale et industrielle de Ducos reste un pôle économique important. 	» Favoriser les liaisons entre quartiers
<ul style="list-style-type: none"> • Moins de 5% des déplacements sont réalisés à pied ou en vélo sur la commune. Les aménagements en modes doux sont peu nombreux alors qu'il existe un potentiel (tracés ancienne voie ferrée, Néobus, Grand Tuyau...) • La proportion de ménages motorisés est en baisse depuis 2009. De plus en plus de Dumbéens utilisent les transports en commun comme moyen de transport principal. 	» Accélérer le développement des modes doux

Aimer vivre à Dumbéa, c'est aussi s'y déplacer aisément pour ses besoins quotidiens ou pour son plaisir. L'objectif est de rendre les déplacements plus courts et moins nombreux pour une meilleure qualité de vie.

Diagnostic	Orientations
<ul style="list-style-type: none"> • Le secteur de Dumbéa centre est en plein développement. Il est idéalement situé au cœur de l'agglomération, relié par des axes de transport rapides, concentre des équipements majeurs intercommunaux (lycée Dick Ukeiwë, résidence étudiante, cinéma...) et voit s'y développer des espaces économiques variés et de nombreux programmes de logements. 	<p>» Dumbéa centre, centre-ville de Dumbéa</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs centralités économiques secondaires nécessitent d'être renforcées ou développées. • Le potentiel du secteur Pointe-à-la Luzerne/Nouré est important considérant la destination attractive de la plage de Nouré. • Le Nord de la commune ne comprend aucun pôle économique structurant malgré l'existence de commerces de proximité qui restent diffus. • Certains secteurs manquent d'équipements ou de services. 	<p>» Former des centralités secondaires</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le secteur des services et le secteur des activités culturelles et de loisirs augmentent sur Dumbéa. • Les zones rurales de la commune accueillent de plus en plus d'activités de loisirs nature (ranch, ferme pédagogique, etc.) renforçant le développement d'un tourisme respectueux de l'espace environnant. 	<p>» Permettre l'implantation de l'économie verte</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le centre géographique de l'agglomération est situé au Sud de Dumbéa qui se compose de quatre zones économiques intercommunales : <ul style="list-style-type: none"> » le secteur de Dumbéa centre, » la zone d'activité industrielle et artisanale de Panda avec la pépinière d'entreprise de la CMA, » la centralité économique d'Apogoti, » le secteur autour du Médipôle. 	<p>» Organiser une offre économique complémentaire dans l'agglomération</p>

MAÎTRISER UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX

Avec des déplacements structurés et facilités

Face à une mobilité croissante et une offre de transport en commun encore en développement, les déplacements se font majoritairement en véhicule individuel. La commune est en outre située au carrefour des voies entre Nouméa et la Brousse et entre Nouméa et le reste de l'agglomération. Structurée par deux voies majeures, la Voie express côté littoral et la Route Territoriale n°1 dans les terres, Dumbéa est ainsi traversée par plusieurs dizaines de milliers de véhicules chaque jour.

Il est ainsi nécessaire de structurer les déplacements au sein de la commune, pour permettre aux Dumbéens de rejoindre rapidement les pôles d'intérêts de la commune et de l'agglomération.

Parallèlement, la Ville accompagne la création des conditions nécessaires à un développement important des modes actifs, que ce soit au sein d'un secteur précis ou par le développement de liaisons douces entre différents équipements.

» Optimiser les voies structurantes :

- Limitation de l'effet barrière de la Voie express
- Aménagement apaisé et structuré du tronçon de la route provinciale n°1 reliant la Voie express à la route territoriale n°1
- Accompagnement du développement le long de la RT1
- Valorisation et développement de la Promenade Jules Renard comme transversale structurante

» Faciliter l'accès aux équipements majeurs :

- Construction de nouveaux équipements en lien avec les voiries structurantes
- Amélioration des déplacements des piétons et des personnes à mobilité réduite
- Développement d'une gestion des stationnements publics
- Possibilité de réaliser des stationnements déportés et mutualisés ainsi que le foisonnement
- Prévision de parkings relais au nord de la commune et à l'entrée des zones urbaines denses

» Favoriser les liaisons entre quartiers :

- Adaptation de la voirie aux prévisions de développement de l'habitat dans le nord de la commune
- Limitation des secteurs en impasse en confortant les liaisons entre projets et entre quartiers
- Anticipation d'une troisième voie reliant Dumbéa centre au quartier de Ducos à Nouméa et d'une nouvelle transversale de la VE2 à la RT1 passant par la ZAC Panda
- Optimisation des liaisons viaires avec les communes voisines

» Accélérer le développement des modes doux :

- Intégration des principes du schéma directeur de mobilité dans les projets de constructions
- Création de secteurs apaisés dans les zones urbaines
- Développement de voies douces en zones denses et aussi pour des parcours inter-quartiers si possible ombragés (îlots de fraîcheur)
- Liaisons des voies douces entre elles en utilisant notamment la trame verte et bleue

Avec des centralités économiques développées et équilibrées

Afin de garantir un développement vertueux et pérenne de l'ensemble des quartiers de la commune, il est nécessaire de structurer l'offre commerciale et ainsi garantir une qualité de vie aux habitants actuels et futurs. Ces centralités à taille humaine ont pour but de créer du lien entre les habitants au sein de leur quartier. L'esprit et l'identité de Dumbéa en seront ainsi renforcés.

Parallèlement, la ZAC Dumbéa centre se structure et devient le véritable centre-ville de la commune.

À cela s'ajoute la volonté de proposer de nouvelles activités, liées à la nature et au patrimoine végétal dumbéen. S'il est important de promouvoir l'identité verte et bleue du nord de la commune par l'intégration progressive de tous les pans de l'économie verte (activité, hébergement, exploitations...), les zones denses du sud de la commune doivent également maintenir cette identité.

» Dumbéa centre, centre-ville de Dumbéa

- Amélioration de la qualité de l'espace public
- Appropriation de l'espace public en favorisant la vie en centre-ville et les liens entre les constructions et l'espace public
- Construction d'une ville de proximité en adaptant les logements et les normes de construction
- Aménagement des liaisons entre Dumbéa centre et les quartiers environnants
- Constructions facilitées pour conforter le centre-ville
- Mise en place du concept de « Ville intelligente » en favorisant les innovations
- Développement des équipements au rayonnement intercommunal dans la ZAC
- Renforcement de la position économique centrale dans l'agglomération en attirant les institutions et entreprises structurantes

» Former des centralités secondaires :

- Formation et renforcement de centralités secondaires qui favorisent une vie de quartier et la ville des courtes distances
- Création d'une zone économique sur le secteur de Nouré
- Anticipation d'un arrêt progressif de la carrière de Dumbéa à Nouré
- Organisation d'un centre économique à Katiramona, proche des équipements et relié aux voiries structurantes
- Accompagnement du développement le long de la RT1 notamment entre la Mairie du Nord et Katiramona

» Permettre l'implantation de l'économie verte :

- Diversification des usages sur les parcelles agricoles tout en les encadrant
- Développement de l'hébergement de tourisme à proximité de la nature et des activités de plein air
- Accompagnement de structures de tourisme et loisirs au nord de la commune (Couvelée et Koghis), intégrées au cadre naturel et le mettant en valeur
- Connexion des différentes activités vertes sur l'ensemble de la commune
- Prise en compte des risques lors du développement d'activités de loisirs (requin, feux, etc.)

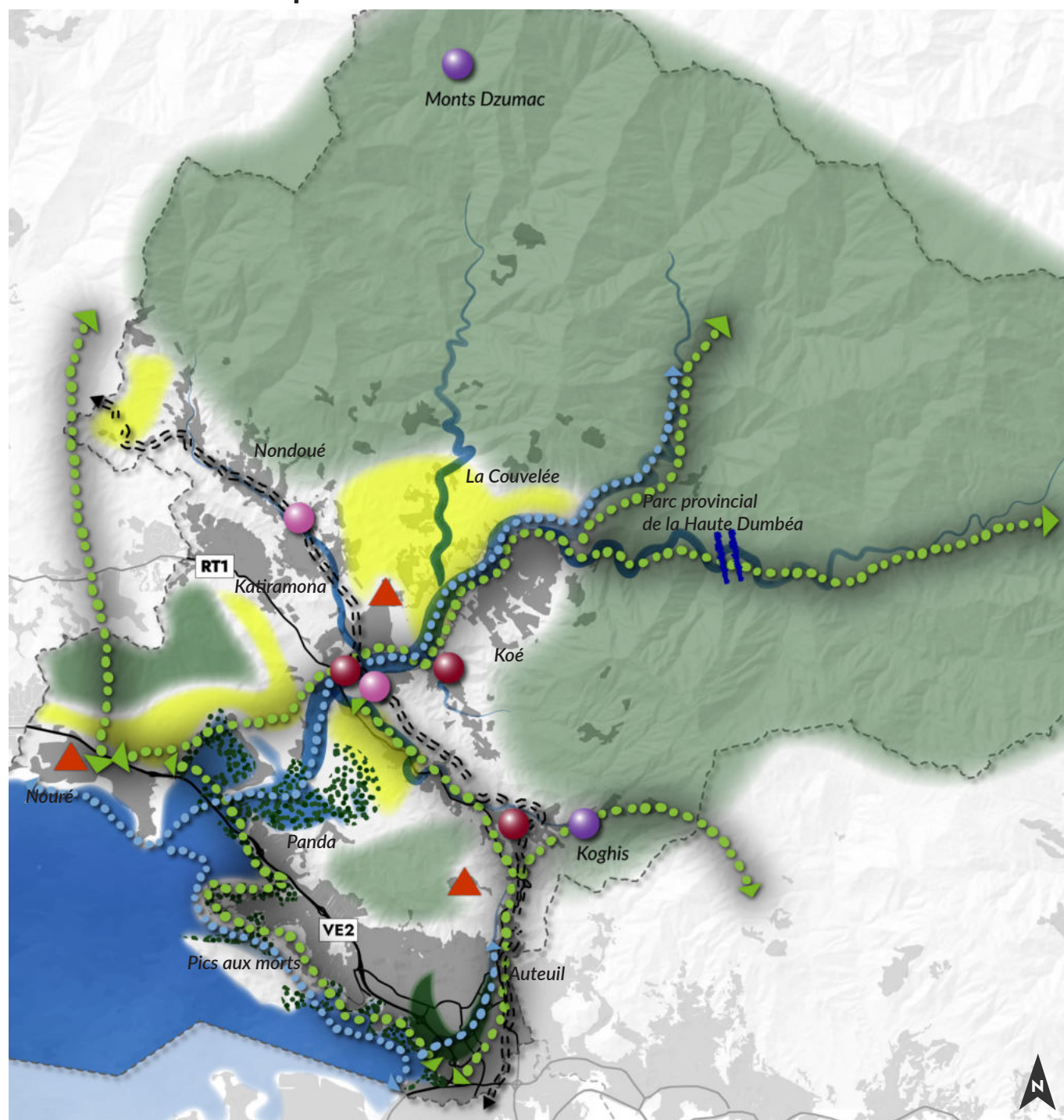
» Organiser une offre économique complémentaire dans l'agglomération :











- Optimisation des surfaces économiques constructibles
- Réalisation d'un parcours d'entreprises au sein de certaines zones économiques de la commune
- Proposition de surfaces économiques complémentaires des zones artisanales et industrielles existantes au sein de l'agglomération

3

VALORISER L'IDENTITÉ VERTE ET BLEUE DE DUMBÉA

Schéma de Principe



- | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
|  | Grands espaces verts à protéger |  | Monuments classés ou inscrits à protéger |
|  | Espaces agricoles à valoriser |  | Éléments patrimoniaux non classés à valoriser |
|  | Principales trames verte et bleue à renforcer |  | Sites emblématiques à préserver |
|  | Ancienne voie ferrée à valoriser pour ses qualités patrimoniales et comme support de la trame verte |  | Barrage sur la Dumbéa et qualité de l'eau à préserver |
|  | Croissant vert, espace de respiration urbain à relier et développer |  | Carrières |

VALORISER L'IDENTITÉ VERTE ET BLEUE DE DUMBÉA

Rappels du diagnostic

Diagnostic	Orientations
<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs écosystèmes présents sur Dumbéa : forêts humides, forêt sèche, maquis, mangroves. • Dumbéa héberge 3 aires protégées sur plus de la moitié de son territoire (le parc provincial de la Haute Dumbéa, la réserve naturelle de la Vallée de la Thy, la réserve naturelle intégrale de la Montagne des Sources). • Fort taux d'endémisme. 	» Protéger les écosystèmes
<ul style="list-style-type: none"> • Dumbéa comporte plusieurs réservoirs de biodiversité dont certains sont fragmentés. • Faiblesse du maillage de certaines continuités écologiques fonctionnelles. 	» Renforcer les corridors de biodiversités
<ul style="list-style-type: none"> • Dumbéa c'est un littoral de 40 km de long, 3 îlots (NDié, Numbo et Nouré), 58 km de rivières, un fleuve majeur (La Dumbéa) et ses 4 affluents (la Couvelée, la Nondoué, la Ouanéoué, le Carigou), et une rivière secondaire (la Tonghoué) • La rivière Dumbéa est exceptionnelle avec une grande diversité (environ 40 espèces) et le nombre d'espèces aquatiques endémiques le plus élevé de la Nouvelle-Calédonie. 	» Protéger la qualité des milieux aquatiques
<ul style="list-style-type: none"> • Le croissant vert, le tracé du Néobus, le tracé de l'ancienne voie ferrée ou le parcours du littoral (mangroves), des éléments de la trame végétale urbaine. 	» Développer la trame végétale urbaine
<ul style="list-style-type: none"> • Le secteur agricole, activité historique, est en progression (une centaine d'exploitation, 8% de la surface communale, augmentation des emplois). Des activités connexes s'y développent. • Cohabitation des activités agricoles avec les écosystèmes patrimoniaux et certains périmètres de protection immédiats des eaux. 	» Maintenir les activités agricoles

L'identité de Dumbéa est liée à ses habitants bien sûr mais également à son histoire, sa rivière et son patrimoine environnemental. Ce-dernier, tout comme le patrimoine culturel et historique de la commune, est particulièrement riche. Cette richesse doit être valorisée et intégrée dans le développement urbain.

Diagnostic	Orientations
<ul style="list-style-type: none"> • Ville verte : 80% du territoire est composé d'espaces naturels non urbanisés, notamment la partie Nord de la commune rurale et naturelle (sites naturels protégés et réservoirs de biodiversité). • Site emblématique des Khogis qui mérite une attention particulière et un cadre identitaire. 	<p>» Préserver un cadre de vie de qualité dans un environnement naturel</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Les quartiers anciens dans les zones urbaines de la commune peuvent manquer d'espaces verts. • Le tracé du Néobus peut servir de support au renouvellement urbain 	<p>» Accompagner les aménagements verts, notamment dans les projets de renouvellement urbain</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Le barrage du parc provincial de la Dumbéa est la principale réserve en eau potable de Nouméa et Dumbéa. • Il existe une seule déchetterie (QAV) au Nord de Dumbéa. Celle-ci est à usage domestique. • Les risques principaux recensés sur Dumbéa sont ceux liés aux feux de forêt, aux inondations, et aux pollutions. • Dumbéa comprend 3 carrières actives (Nouré, Tonghoué, Nondoué) qui sont situées à proximité de zones résidentielles et de zones environnementales d'intérêt patrimonial. 	<p>» Maîtriser les ressources naturelles et les risques</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Panorama complet des écosystèmes naturels (lagon, mangrove, plaine, montagne, forêt humide, forêt sèche) • 3 monuments historiques classés (Pont routier sur la Dumbéa) ou inscrits (Maison Lacroix, Entrepôt usine de Koé) • Les anciennes mines ont eu des impacts sur le paysage et constituent un pan de l'histoire de Dumbéa. • D'autres éléments patrimoniaux ou historiques font partie de la commune (vestiges de l'ancien chemin de fer,...) 	<p>» Valoriser le patrimoine</p>

VALORISER L'IDENTITÉ VERTE ET BLEUE DE DUMBÉA

Avec une qualité environnementale préservée

Une des composantes de la qualité du cadre de vie pour tous les habitants est la prise en compte de l'environnement dans les projets développements. Il convient alors de préserver les espaces naturels de grande qualité, de valoriser le patrimoine existant, de maîtriser l'impact de l'urbanisation sur le grand paysage, la biodiversité et les écosystèmes, ainsi que d'intégrer une qualité environnementale dans les constructions.

La prise en compte de l'environnement correspond également à la prise en compte des ressources naturelles ainsi que des risques pour les projets futurs.

» Protéger les écosystèmes :

- Protection forte des écosystèmes d'intérêt patrimonial (EIP) sur la commune : forêt sèche, mangrove, forêt humide
- Préservation de la biodiversité et des écosystèmes qui contribuent à lutter contre les feux de forêt, à la rétention des eaux pluviales et au confortement des berges (EIP, maquis minier et végétation dense)
- Maintien d'un équilibre entre activité économique et mise en valeur des espaces protégés
- Finalisation de la réhabilitation des mines orphelines et poursuite des reboisements pour limiter la fragmentation des forêts

» Renforcer les corridors de biodiversités :

- Liaison de la plage de Nouré jusqu'au parc provincial de la Haute Dumbéa en passant par la Promenade Jules Renard et le Parc Fayard
- Liaison entre les mangroves composant l'ensemble du littoral, de l'embouchure de la rivière au parcours Serge Agathe Nérine
- Inclusion des berges des cours d'eau et du Pic-aux-Chèvres dans les corridors de biodiversité
- Utilisation des voiries comme support de biodiversité (voies Néobus, ancienne voie ferrée, voiries larges...)

» Protéger la qualité des milieux aquatiques :

- Respect des bassins versants et de la topographie des sites (terrestres, anses, îlots, baie) pour limiter les sources de pollution
- Préservation de la qualité environnementale de la Dumbéa (faune, flore) du barrage à l'embouchure
- Aménagement de la Tonghoué, notamment dans sa zone urbaine par sa restauration et sa mise en valeur
- Gestion des activités agricoles et de loisirs en bordure de cours d'eau et dans les périmètres de protection des eaux pour préserver la qualité de la ressource en eau

» Développer la trame végétale urbaine :

- Identification et aménagement des maillages potentiels de la trame végétale urbaine
- Valorisation de la pleine terre comme mode d'occupation des sols
- Préservation et création d'espaces de respiration et de détente en zone urbaine
- Requalification des espaces publics des zones urbaines pour lutter contre les îlots de chaleur
- Intégration de la trame verte urbaine dans les projets de renouvellement urbain
- Conservation du végétal présent sur site avant d'envisager des mesures compensatoires lors de la réalisation de projets

» Maintenir les activités agricoles :

- Valorisation des espaces agricoles existants de la commune
- Limitation de l'impact environnemental des activités agricoles
- Maintien de l'activité agricole et développement à proximité des exploitations existantes
- Accompagnement à l'évolution et à la mutation des activités agricoles afin de développer l'ensemble des économies vertes

Avec la prise en compte de l'environnement et du patrimoine dans les projets de développement

Alors que la partie Nord de la commune, plus rurale, accueille les activités agricoles et offre un cadre vert et une biodiversité exceptionnels, la partie Sud de la commune, plus dense, est davantage équipée et regroupe la majorité des habitants et de l'activité économique. L'identité verte de Dumbéa peut pourtant se retrouver sur l'ensemble de la commune et être le socle de son développement, offrant un équilibre entre ville moderne et nature exceptionnelle.

De même l'identité bleue, entre lagon et rivières, est à préserver et à valoriser. Cette ambition permet de structurer la trame verte et bleue de la commune et de garantir un urbanisme durable et raisonné.

» **Préserver un cadre de vie de qualité dans un environnement naturel**

- Limitation de l'étalement urbain
- Prise en compte de l'intégration paysagère des futures constructions
- Encouragement des méthodes de construction respectueuses des sites (constructions légères, sans terrassement, architecture bioclimatique,...)
- Optimisation du développement en fonction des réseaux existants
- Sanctuarisation des sites naturels exceptionnels de la commune

» **Accompagner les aménagements verts, notamment dans les projets de renouvellement urbain :**

- Valorisation du développement de jardins pavillonnaires, de jardins partagés et de jardins familiaux dans les zones denses
- Accompagnement à l'amélioration énergétique des constructions existantes
- Développement et liaisons des parcs urbains et autres espaces de respirations : linéaire de la Tonghoué, Croissant Vert, Place du Père Sagato Lau, délaissés du Néobus, ancienne voie ferrée, etc.
- Constructions favorisées dans les zones équipées de transports en commun, d'activités de loisirs et aisément accessibles en modes doux

» **Maîtriser les ressources naturelles et les risques :**

- Maintien de la qualité de l'eau sur la commune ainsi que son littoral
- Promotion de la maîtrise de l'énergie et des économies d'eau potable
- Incitation à une gestion optimisée des eaux pluviales
- Incitation au développement des énergies renouvelables
- Planification des besoins en assainissement collectif des futurs développements
- Anticipation de la création de zones de collecte de déchets
- Encadrement des conditions de constructions dans les zones à risques naturels et technologiques pour limiter la vulnérabilité des biens et des personnes
- Limitation des risques (incendies, pollutions) liés aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ainsi que les potentielles nuisances et pollutions affiliées
- Mise en œuvre favorisée du Plan Protection des feux de forêts (PPFF)
- Limitation de l'impact des carrières existantes et de leurs extensions potentielles sur les riverains et l'environnement
- Prise en compte des nuisances sonores dans les secteurs en développement

» **Valoriser le patrimoine**

- Mise en valeur des sites patrimoniaux identifiés
- Protection des monuments historiques et favoriser leur rénovation
- Prise en compte des lignes de crête et préservation du grand paysage
- Valorisation des anciennes mines comme élément patrimonial historique de la commune
- Préservation du site emblématique des Koghis



PRÉSENTATION RÈGLEMENT ET OAP

CHAMP D'APPLICATION DU PUD

Établi à l'échelle de la commune, le Plan d'Urbanisme Directeur (PUD) de Dumbéa fixe les règles d'urbanisme applicables sur le territoire communal. Le Maire s'appuie sur ce document réglementaire pour instruire et délivrer les autorisations du droit des sols, telles que les permis de construire et les autorisations de travaux.

À noter : Les terres coutumières sont prises en compte et demeurent régies par la coutume (article Lp. 111-1 du Code de l'Urbanisme de la Nouvelle-Calédonie).

Les règles édictées par le PUD sont opposables à toute occupation ou utilisation du sol qu'elle soit ou non soumise à déclaration ou à autorisation au titre du code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie.

COMPOSITION DU PUD

Le PUD est composé de plusieurs documents qui s'articulent entre eux pour définir les règles de constructibilité sur chaque parcelle.

Ces documents composant le Plan d'Urbanisme Directeur (PUD) sont fixés réglementairement :

- » Le rapport de présentation est une présentation claire et didactique des caractéristiques du territoire communal et du projet de développement futur de la commune. Il établit le diagnostic du territoire, justifie, présente et explique le projet de ville ainsi que les dispositions réglementaires du PUD.
- » Le règlement est la traduction réglementaire, littéraire et cartographique, de la stratégie de développement choisie pour la ville. Il établit l'ensemble des règles applicables aux différentes zones en les modulant en fonction de leur vocation dominante : zone d'habitat résidentiel, zone industrielle, zone naturelle, etc. ;
- » Les annexes permettent une information complémentaire sur les règles opposables aux demandes d'urbanisme en dehors du PUD (notamment les servitudes d'utilité publique comme les servitudes météorologiques, aéronautiques ou militaires) ;
- » Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et permettent un « zoom » sur un secteur ou une thématique pour répondre à ses enjeux particuliers ou cadrent l'ouverture à l'urbanisation de secteur identifiés.



Composition d'un PUD (Source « Guide méthodologique du plan d'urbanisme directeur en province Sud »)

RÈGLEMENT

Présentation du règlement écrit et du zonage

STRUCTURE DU RÈGLEMENT DU PUD

Le règlement du PUD est constitué de pièces écrites et graphiques.



Le **règlement graphique** aussi appelé **zonage** est la carte qui délimite les zones urbaines, à urbaniser, naturelles, et agricoles et identifie les zones de terres coutumières.

Ce découpage en zones est justifié en fonction des caractéristiques des terrains qui peuvent se prêter au développement de l'urbanisation, aux activités agricoles ou au contraire, exigent une protection plus ou moins souple en raison de leur topographie, couvert végétal, qualité du site ou risques naturels.



Le **règlement écrit** édicte les règles communes à toutes les zones (« Dispositions applicables à toutes les zones »), les règles zone par zone et contient le lexique des termes utilisés.

Ainsi, à chaque zone indiquée sur le plan de zonage correspond un règlement associé, à l'exception des zones de terres coutumières régies par la coutume et pour les périmètres de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) qui ont leur propre règlement. Le règlement du PUD peut préciser les conditions de construction telles que la destination et la nature des constructions autorisées (habitat, commerce, industrie, etc.), la hauteur maximale de la construction, le nombre de places de stationnement exigées, le retrait des constructions par rapport aux limites du terrain, l'aspect extérieur des constructions, etc.

Le règlement peut également comprendre les emplacements réservés et les éléments de paysage ou de bâtis identifiés avec des prescriptions particulières.

Éléments à prendre en compte dans la réalisation d'un projet

L'exécution par toute personne publique ou privée, de tous travaux, constructions, aménagements, plantations, affouillements ou exhaussements des sols doit être conforme au règlement écrit et graphique du PUD. Lorsqu'un terrain est intégré dans le périmètre d'une OAP, ces projets doivent en outre être compatibles avec la ou les OAP applicables (et ses/leurs documents graphiques).

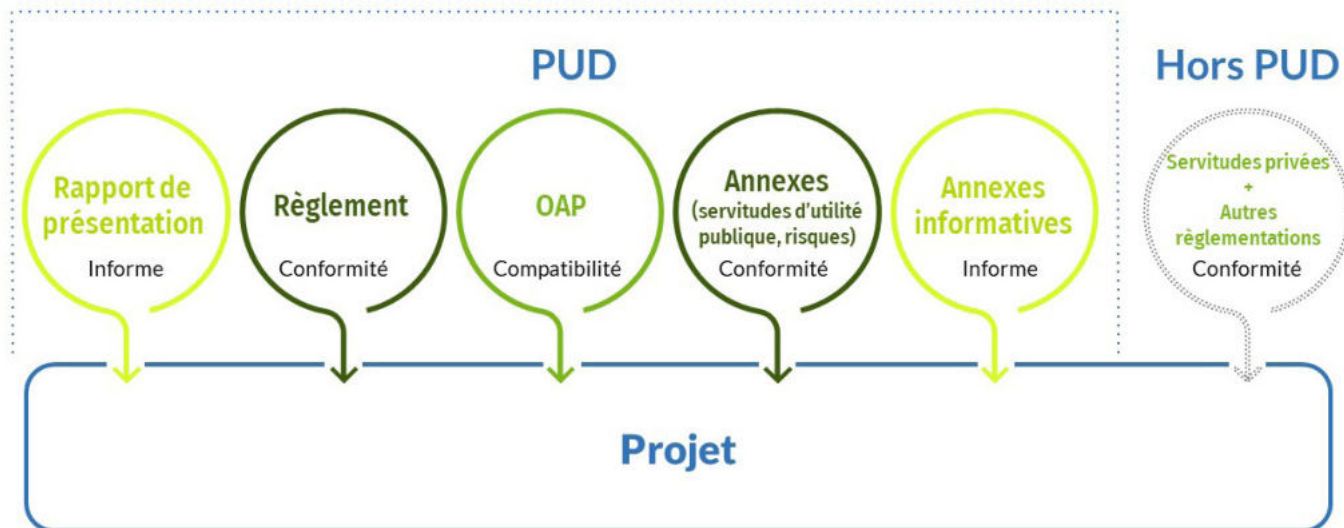
Le contrôle de la conformité des demandes d'autorisation d'urbanisme au règlement du PUD et de leur compatibilité avec les OAP s'effectue lors de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Tout projet doit aussi être conforme aux réglementations et servitudes établies indépendamment du PUD (code de l'environnement de la province Sud, servitudes d'utilité publique, servitudes de droit privé, règles de lotissement qui seraient encore en vigueur, etc.). Il appartient au porteur du projet de vérifier le respect de ces dernières.

En effet, les autorisations d'urbanisme sont délivrées sous réserve des droits des tiers : l'autorité d'urbanisme vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme mais ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et règles de droit privé, notamment les servitudes légales définies par le Code civil. Il est donc indispensable de s'assurer que le projet tel qu'autorisé par le PUD, respecte également les autres réglementations.

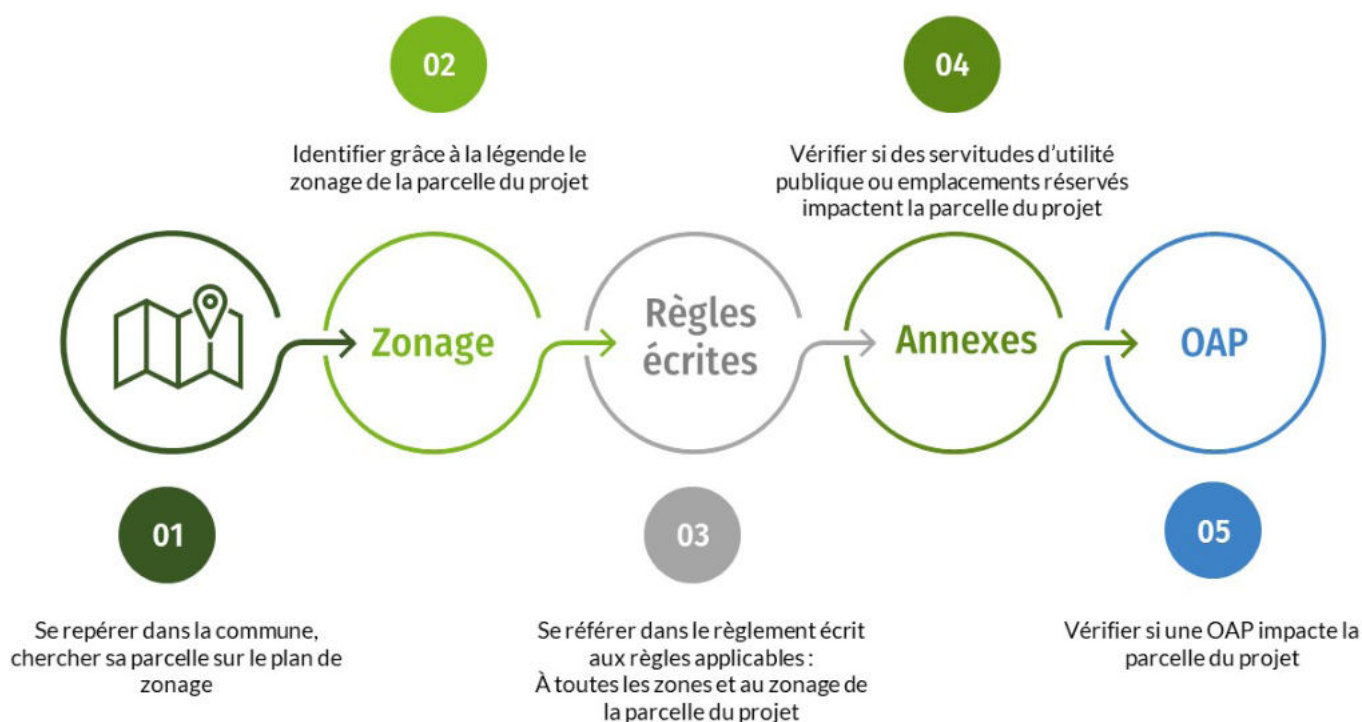
Conformité ou compatibilité ?

La compatibilité implique l'absence de contrariété avec les orientations, objectifs ou principes du document. Ainsi, le projet est « compatible » s'il contribue, même partiellement, à satisfaire l'objectif poursuivi. A l'inverse, la « conformité » avec le règlement suppose une application stricte des règles qui y sont contenues et interdit donc toute différence.



MODE D'EMPLOI DU PUD

Lors de la réalisation d'un projet, pour s'assurer de la prise en considération de l'ensemble des prescriptions contenues dans le PUD, la recherche entre les différents documents du PUD s'articule de la manière suivante :



Préalablement à l'élaboration et au dépôt du dossier de demande d'une autorisation d'urbanisme, le pétitionnaire peut aussi :

- » demander auprès de la Ville une fiche de renseignements d'urbanisme, rappelant les règles d'urbanisme applicables à la parcelle,
- » consulter les services techniques compétents concernés par l'opération (y compris concessionnaires de services publics) afin d'obtenir les renseignements concernant la position de leurs réseaux respectifs et la définition des implantations et réservations nécessaires.

Une ou plusieurs autorisations préalables peuvent être nécessaires pour rendre une décision sur une demande d'autorisation d'urbanisme. Pour mémoire (et de manière non exhaustive) :

- » autorisations délivrées au titre de la réglementation environnementale,
- » autorisations ou déclarations ICPE,
- » autorisation de déversement des eaux usées,
- » études géotechniques,
- » etc.

Par ailleurs, lorsqu'un projet de construction d'habitation est lié à une activité agricole (zone AC), ou dans le cas d'un projet de construction de gîte rural ou de refuge, l'autorisation de construire prend en compte le caractère agricole ou touristique justifié par le demandeur, et établi par l'organisme compétent.

LES DIFFÉRENTES ZONES DU PUD

Le règlement du PUD définit 5 types de zone couvrant l'ensemble du territoire communal : les zones urbaines, à urbaniser, naturelles ou agricoles.

Les zones urbaines dites « zone U »

correspondent aux secteurs déjà urbanisés de la commune ainsi qu'à ceux où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Elles favorisent la mixité des fonctions urbaines (habitat, bureaux, commerces, équipements et services), la mixité sociale, la diversité des formes bâties et la qualité des paysages urbains.

Les zones à urbaniser dites « zone AU »

correspondent aux secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Les zones à urbaniser peuvent comprendre des :

- » zones à urbaniser dites « strictes » dont la vocation dominante n'est pas déterminée dans le règlement correspondant du plan d'urbanisme directeur ;
- » zones à urbaniser dites « indicées » dont la vocation dominante est déterminée dans le règlement correspondant du plan d'urbanisme directeur. (ex : AUR correspond à une vocation UR – zone urbaine d'habitat rural et le règlement correspondant s'y appliquera lors de l'ouverture à l'urbanisation)

Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les constructions y sont autorisées :

- » soit dans le cadre d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)
- » soit après modification ou révision du PUD pour déterminer la vocation de la zone
- » soit après l'approbation par la commune de document définissant notamment les objectifs de développement et le programme de réalisation des voies publiques et réseaux à l'intérieur de cette zone lorsque la vocation de la zone est déjà déterminée dans le règlement du PUD.

Les zones naturelles dite « zone N »

correspondent à des espaces à protéger en raison soit de la qualité des sites et des milieux naturels, soit de l'existence ou du développement des exploitations forestières, soit de leur potentiel biologique ou géologique, soit de leur caractère d'espace naturels. Ces zones permettent la gestion et l'usage régulé des milieux naturels et des espaces de nature en ville, en autorisant de manière limitée les constructions* et en permettant la gestion et la mise en valeur de ces espaces.

Les zones agricoles dites « zone A »




correspondent aux espaces à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles au sein desquelles les activités agricoles peuvent se développer (exploitations, logement des exploitants). Zones spécialisées, elles limitent tout autre usage afin de préserver ces espaces et de limiter leur mitage.

Les zones de terres coutumières dites « zone TC »









correspondent à l'ensemble des terres coutumières, indiquées sur le plan de zone et demeurant régies par la coutume.

Chacun de ces cinq types de zones peuvent comporter des zones indicées et éventuellement des sous-secteurs qui sont délimités au plan de zonage et qui renvoient à des règles particulières édictées au règlement écrit et graphique.



Les zones naturelles sont dites « zones N » et comprennent :

-  des zones naturelles protégées « NP » qui ont pour vocation dominante la protection et la mise en valeur des espaces en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou environnemental et dont le maintien à l'état naturel doit être assuré.
-  des zones naturelles de loisirs et tourisme « NLT » qui ont pour vocation dominante la valorisation d'espaces naturels dont l'état naturel doit être préservé.
-  des zones naturelles d'exploitation minière « NM » qui ont pour vocation dominante l'accueil des activités minières et d'exploitations de carrières.


Les zones urbaines sont dites « zones U » et comprennent :

-  des zones urbaines centrale « UA » qui ont pour vocation dominante la mixité des fonctions dans un environnement urbain dense avec des sous-secteurs UAc pour des constructions moins hautes implantées en alignement et deux sous-secteurs UAm et UAmt autour de la marina de Nouré
-  des zones urbaines résidentielles « UB1 », « UB2 », « UB3 » et « UBk » qui ont pour vocation dominante l'habitat
-  des zones urbaines d'habitat rural « UR » qui ont pour vocation dominante l'habitat péri-urbain de faible densité et les cultures vivrières
-  des zones urbaines d'activités économiques « UAE » qui ont pour vocation dominante l'accueil d'activités économiques de nature commerciale, artisanale voire industrielle
-  des zones urbaines d'équipements « UE » qui ont pour vocation dominante l'accueil des équipements d'intérêt général
-  des zones urbaines de loisirs « UL » qui ont pour vocation dominante l'accueil des équipements et aménagements liés aux activités de loisirs
-  des zones urbaines touristiques « UT » qui ont pour vocation dominante l'accueil des activités touristiques
-  des zones comprises dans un périmètre de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et régie par les RAZ (Règlement d'Aménagement de Zone) et PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) associés et présentés en annexe du règlement du PUD


Les zones à urbaniser sont dites « zones AU » et comprennent :

-  des zones à urbaniser dites « strictes » dont la vocation dominante n'est pas déterminée dans le présent règlement.
-  des zones à urbaniser dites « indicées » dont la vocation dominante est déterminée dans le présent règlement.

Les zones agricoles sont dites zones « A » et comprennent :

-  des zones agricoles constructibles « AC » qui ont pour vocation dominante la mise en valeur d'espaces en raison de l'existence d'une exploitation agricole ou de leur potentiel agronomique, biologique ou économique.

Les zones de terres coutumières sont dites zones « TC » et comprennent :

-  des zones des terres coutumières « TC » représentées sur le plan de zonage et demeurant régies par la coutume

LE RÈGLEMENT ÉCRIT

Le règlement écrit est constitué des dispositions applicables à tout le territoire communal, quelle que soit le zonage et de dispositions spécifiques à chaque zone.

Pour chaque zone, les règles applicables sont réparties selon la même suite d'articles :

- » Articles 1-2 : Occupations et utilisations des sols interdites et autorisées,
- » Articles 3-4 : Obligations en matière de desserte par les réseaux et les voies,
- » Article 5 : Caractéristiques des parcelles,
- » Articles 6-7-8 : Implantations des constructions par rapport aux voies, aux limites avec les terrains* voisins, et aux autres constructions sur la même parcelle,
- » Article 9 : Emprise au sol* de la construction,
- » Article 10 : Hauteur maximale des constructions,
- » Article 11 : Aspect extérieur des constructions,
- » Article 12 : Exigences en matière de stationnement,
- » Article 13 : Traitement des espaces libres* et des plantations.
- » Article 14 : Coefficient d'Occupation du Sol (COS).

DISPOSITIONS APPLICABLES À TOUTES LES ZONES

Ces dispositions générales s'appliquant à toutes les zones poursuivent des objectifs de qualité de l'urbanisme et de développement durable de la commune.

Elles s'appliquent de façon complémentaire et avec la même valeur juridique que les dispositions spécifiques à chaque zone.

Leur contenu permet de rappeler les conditions d'application du règlement du PUD, notamment dans le cas de constructions existantes, régulièrement édifiées ou non.

Ces dispositions générales définissent également les sous-destinations de constructions prévues par le PUD, dans le cadre des destinations de constructions prévues à l'article PS 112-6-1 du code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie.

Les dispositions communes à toutes les zones précisent ensuite les conditions d'accès, de voirie, de desserte par les réseaux et de stationnement de manière à faciliter les accès, favoriser les créations de continuités et liaisons viaires (nouvelles voiries publiques en impasse interdites par exemple), le développement des modes doux (normes de stationnements pour véhicules motorisés et vélos par exemples).

Afin d'accompagner le renforcement de la centralité de Katiramona tout en tenant compte de considérations de sécurité le long de la voie rapide RT1, une règle particulière d'implantation des constructions de la mairie du Nord jusqu'au croisement avec la rue de l'Entrée, prévoit un retrait de 10 mètres par rapport à la voie rapide. Cette prescription permet un confort d'usage de cette voie, une meilleure accessibilité des équipements de la zone, y compris pour les modes doux, et à plus long terme, une potentielle requalification de cette voie en boulevard urbain.

La qualité de l'architecture et de l'intégration des constructions est traitée à l'article 5 des dispositions applicables à toutes les zones. En particulier, le traitement des façades est souhaité le plus linéaire possible pour éviter les éléments techniques peu harmonieux en saillis et favoriser la visibilité pour des considérations de sécurité et vidéosurveillance. Pour ces mêmes raisons, l'éclairage des auvents et leurs débords est encadré.

Une attention particulière est portée aux façades commerciales pour favoriser la lisibilité des pôles économiques, l'attractivité des commerces et services et une harmonie des constructions entre elles.

Le choix des couleurs et des matériaux de construction est orienté par l'impact sur l'environnement ou le paysage et par des considérations thermiques notamment.

Cet article traite également des espaces libres et plantations dans l'objectif d'éviter le défrichement d'arbres ou ensemble végétaux : pour conforter la trame verte, y compris en milieu urbain, pour permettre une bonne insertion et une régulation thermique des bâtiments grâce à la végétation, pour favoriser les espaces de pleine terre et l'utilisation de plantations endémiques et non envahissantes.

La qualité de l'eau et les risques naturels sont particulièrement pris en compte avec la création de normes de gestion des eaux pluviales à la parcelle. Un dispositif de rétention de celles-ci est à réaliser lors de tout nouveau projet ou extension supérieurs à 30m² afin de compenser l'impact des imperméabilisations nouvelles des sols et les risques liés aux ruissellements, aux inondations et d'améliorer la qualité des milieux récepteurs (rivières et lagon notamment).

L'article 8 des dispositions communes à toutes les zones complète les prescriptions pour la protection de la qualité des rivages et cours d'eau par un retrait minimum des constructions et des conditions d'accès permettant leur entretien et surveillance. L'article 9, relatif à la zone des pas géométriques, permet d'assurer un nombre minimal d'accès à la côte maritime.

L'article 10 relatif aux zones à risques naturels, rappelle les contraintes aux constructions dans ces zones potentiellement dangereuses qui s'appliquent en complément des contraintes d'urbanisme applicables sur toute la commune.

Principaux objectifs poursuivis

- Encourager la qualité de l'aménagement, de l'architecture et des usages
- Créer les continuités entre communes
- Faciliter l'accès aux équipements majeurs
- Favoriser les liaisons entre quartiers
- Accélérer le développement des modes doux
- Renforcer les corridors de biodiversités
- Protéger la qualité des milieux aquatiques
- Développer la trame végétale urbaine
- Accompagner les aménagements verts, notamment dans les projets de renouvellement urbain
- Maîtriser les ressources naturelles et les risques
- Valoriser le patrimoine

(Extrait du Projet de Ville)

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

La zone UA correspond aux centralités et voies structurantes de la commune qui tiennent ou ont vocation à tenir une place importante dans le développement du territoire. Jouxant notamment la ZAC de Dumbéa centre il s'agit d'un espace de transition avec le reste de la commune.

Zone mixte la plus dense de la commune, elle comprend notamment de l'habitat, des bureaux, des commerces et services, de l'hébergement hôtelier ainsi que des équipements publics et privés. La zone a pour vocation de renforcer une mixité des usages et des fonctions, autour de centralités existantes, de voiries et d'espaces publics urbains structurants. La densité et mixité autorisées permettent notamment d'encourager la transition numérique des territoires, la qualité d'aménagements urbains en zone dense tout en maîtrisant la croissance de la commune.

Les petites zones UA le long de la RT1 permettent de créer des pôles économiques restreint dans l'objectif de rendre plus lisible l'offre commerciale et à l'inverse d'éviter la dilution le l'offre tout le long des voies structurantes.

La zone UA se distingue des zones résidentielles par :

- » Le nombre et la variété de l'offre commerciale et de services publics et privés,
- » Le nombre, la qualité et le rayonnement des équipements publics,
- » Leur accessibilité par le réseau viaire et leur desserte en transports en commun.

Les autres espaces de densité et centralités de la commune hors de la zone UA se situent dans les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC).

La zone UA comprend trois sous-secteurs, UAc, UAm et UAm^t autorisant des densités différentes :

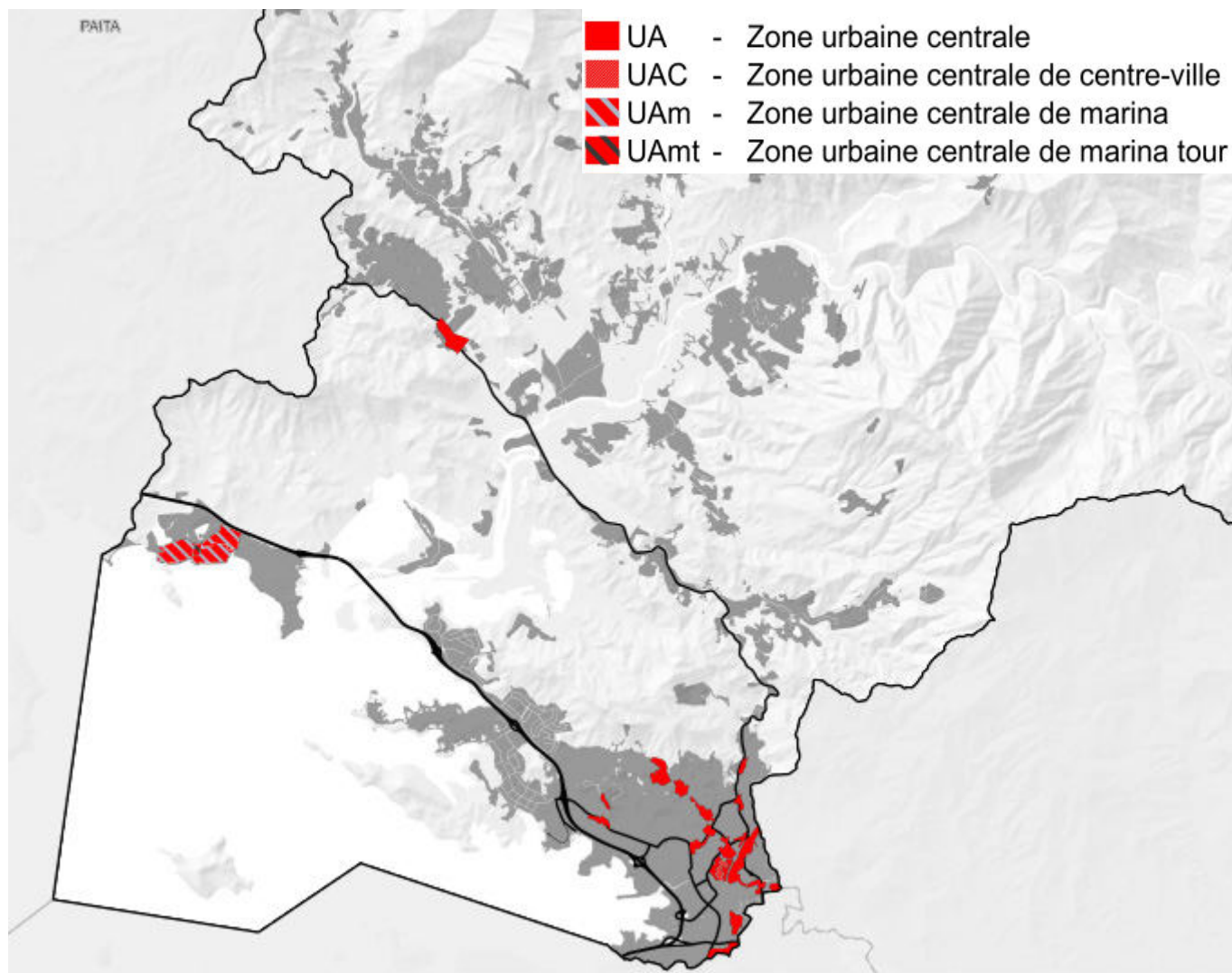
- » **Le sous-secteur UAc** impose l'implantation des constructions en alignement par rapport à l'espace public ou aux voies publiques ou privées et sur au moins une limite séparative afin de correspondre aux fronts bâtis existants. La hauteur plus réduite des constructions autorisées permet également un épannelage créant une cohérence entre les zones centrales UA et les zones plus résidentielles voisines.
- » **Le sous-secteur UAm** est un sous-secteur plus dense accompagnant la création d'une centralité autour du projet de Marina à Nouré. Il est principalement dédié à l'habitat collectif avec la possibilité de commerces en rez-de-chaussée et aux équipements, aménagements et activités nécessaires au fonctionnement de la marina. Cette grande mixité vise à répondre tant aux besoins techniques spécifiques d'une marina qu'à la création d'un centre urbain secondaire animé, offrant une qualité de vie aux habitants du secteur. Pour conforter la forme urbaine d'une centralité, la construction sur une des deux limites y est obligatoire, ainsi que l'alignement sur les voies et emprises publiques. Les constructions de ce sous-secteur sont autorisées sous condition de la réalisation préalable ou concomitante de la marina.
- » **Le sous-secteur UAm^t** est le sous-secteur le plus dense, situé au centre du projet de Marina à Nouré, il comporte les mêmes règles que le secteur UAm avec une hauteur de constructions autorisée plus élevée pour permettre la réalisation de tours. Celles-ci viennent marquer la centralité du projet et permettre la création de « bâtiments signal » conférant une identité au projet et au seul front de mer de la commune facilement accessible au public. Les constructions de ce sous-secteur sont autorisées sous condition de la réalisation préalable ou concomitante de la marina.

Principaux objectifs poursuivis

- Dumbéa centre, centre-ville de Dumbéa
- Accueillir une offre de logements diversifiée
- Former des centralités secondaires
- Organiser une offre économique complémentaire dans l'agglomération
- Mettre en place les conditions d'une croissance raisonnée
- Encourager la qualité de l'aménagement, de l'architecture et des usages
- Développer l'offre de services pour répondre aux besoins actuels et futurs
- Organiser une mixité fonctionnelle pour des quartiers dynamiques
- Poursuivre le développement d'un territoire numérique
- Optimiser les voies structurantes

(Extrait du Projet de Ville)

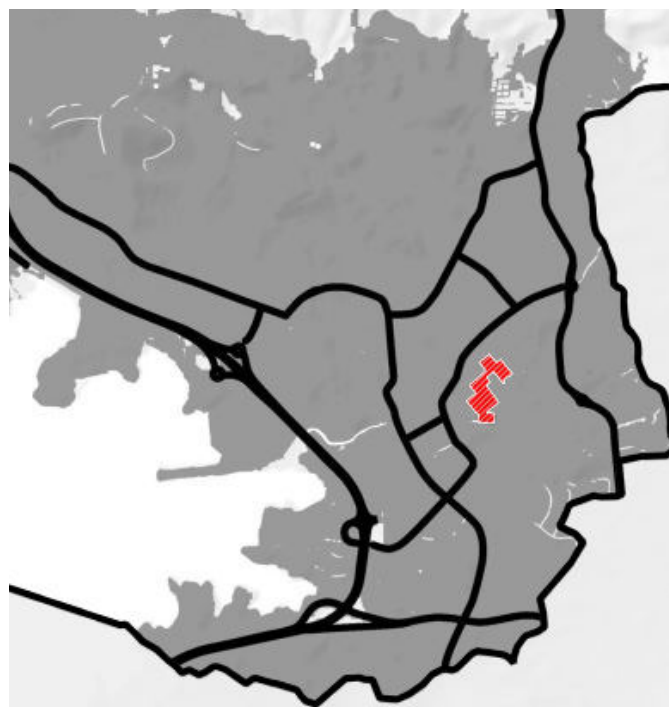
LOCALISATION DE LA ZONE UA



Sous-secteurs UAm et UAmt



Sous-secteur UAc





ZONE URBAINE RÉSIDENTIELLE

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

La zone UB correspond à des secteurs résidentiels où la vocation principale est l'habitat. Elle est principalement destinée aux habitations, équipements et activités d'accompagnement non génératrices de nuisances afin de conforter un cadre de vie de proximité de qualité.

Les zones résidentielles sont au nombre de quatre : UB1, UB2, UB3, UBk. Autorisant des densités de plus en plus faibles, les implantations en limites séparatives et surface d'activités autorisées sont adaptées à ces densités.

Pour toutes les zones UB, la hauteur des constructions est limitée à 7 mètres sans dépasser R+1.

L'ensemble des zones résidentielles permet l'habitation, la restauration dans une limite de 300m² de SHON et les équipements publics. Puis selon leur indice, les zones les plus denses ont la possibilité de plus grandes surfaces d'activités tandis que les moins denses permettent des surfaces plus restreintes.

» La zone UB1 permet :

- 70m² de SHON de bureaux
- 150m² de surface ouverte au public pour l'artisanat de proximité, les commerces et les services

» La zone UB2 permet :

- 35 m² de SHON de bureaux
- 90m² de surface ouverte au public pour l'artisanat de proximité, les commerces et les services

» La zone UB3 et UBk

- 35 m² de SHON de bureaux
- 60m² de surface ouverte au public pour l'artisanat de proximité, les commerces et les services

Au-delà d'une mixité fonctionnelle pour permettre des quartiers dynamiques, la zone UB1 est également située en continuité des zones centrales UA pour conforter et permettre la transition entre les centralités et zones résidentielles.

Les zones UB2 et UB3 permettent une transition des espaces les plus denses vers les moins denses de la commune.

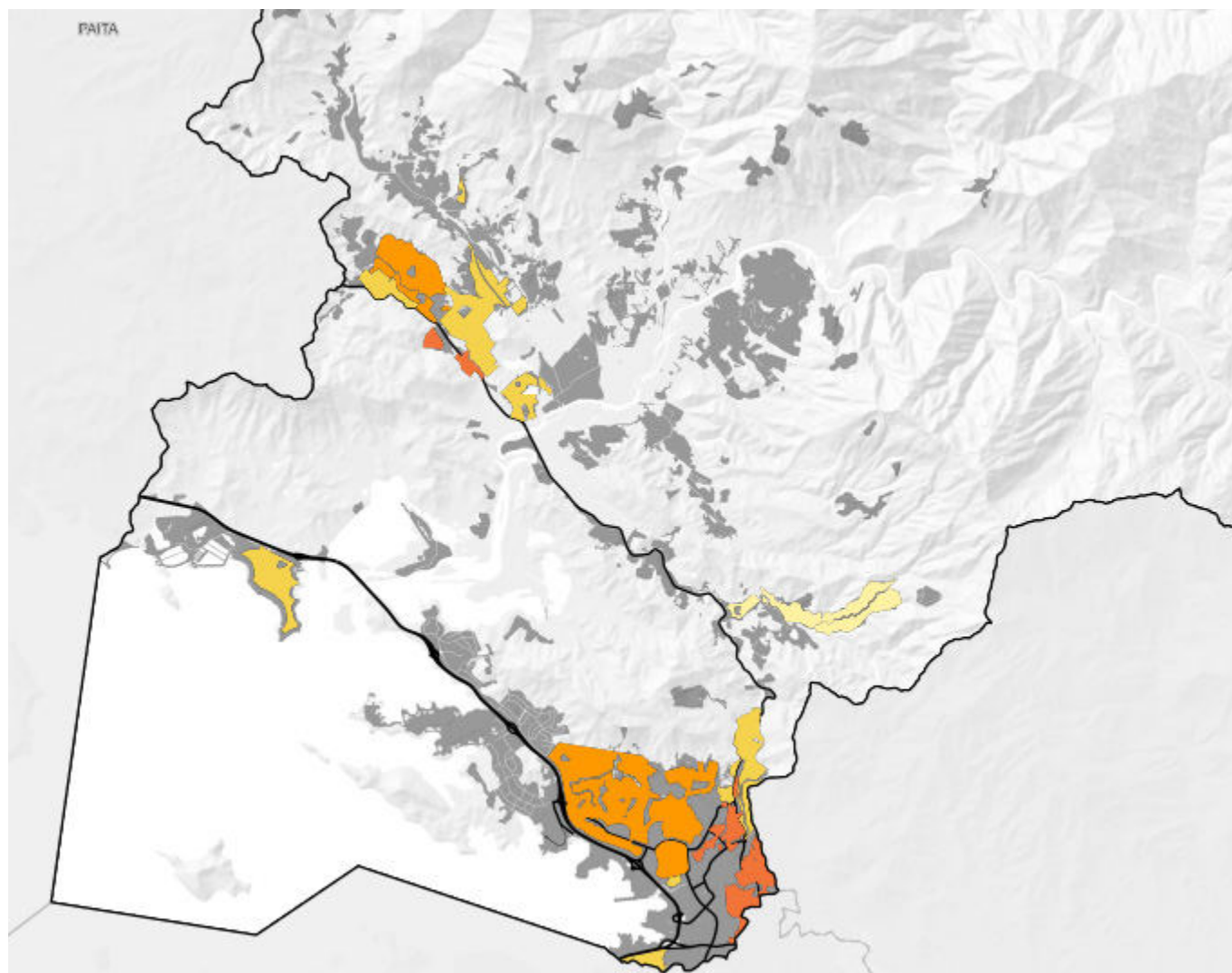
La zone UBk joue un rôle particulier d'accompagnement des constructions au secteur des Koghis dont les équipements et l'accessibilité sont limités. Au regard de ces contraintes les conditions de construction y sont plus strictement encadrées (par exemple : taille des parcelles constructibles plus élevée et limitation du nombre de constructions par parcelle).

Principaux objectifs poursuivis

- Mettre en place les conditions d'une croissance raisonnée
- Former des centralités secondaires
- Prévoir les mutations de certains territoires
- Encourager la qualité de l'aménagement, de l'architecture et des usages
- Développer l'offre de services pour répondre aux besoins actuels et futurs
- Organiser une mixité fonctionnelle pour des quartiers dynamiques
- Optimiser les voies structurantes

(Extrait du Projet de Ville)

LOCALISATION DE LA ZONE UB



- UB1 - Zone urbaine d'habitat résidentiel
- UB2 - Zone urbaine d'habitat résidentiel
- UB3 - Zone urbaine résidentielle pavillonnaire
- UBK - Zone urbaine résidentielle pavillonnaire



ZONE URBAINE D'HABITAT RURAL

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone correspond à des secteurs résidentiels ruraux de faible densité et pouvant accueillir des cultures vivrières.

Elle est destinée à l'habitat, aux activités économiques de surfaces limitées, aux hébergements hôteliers de type écolodge ou camping, et aux équipements et activités d'accompagnement non génératrices de nuisances afin de conforter un cadre de vie de proximité de qualité.

Le caractère rural de la zone est à préserver de l'urbanisation (mitage urbain), le cadre naturel de ces secteurs participe à la trame verte et bleue principale de la commune ainsi qu'aux grands corridors de biodiversité (ceux-ci sont indiqués dans l'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) – Trame Verte et Bleue du présent PUD).

Principaux objectifs poursuivis

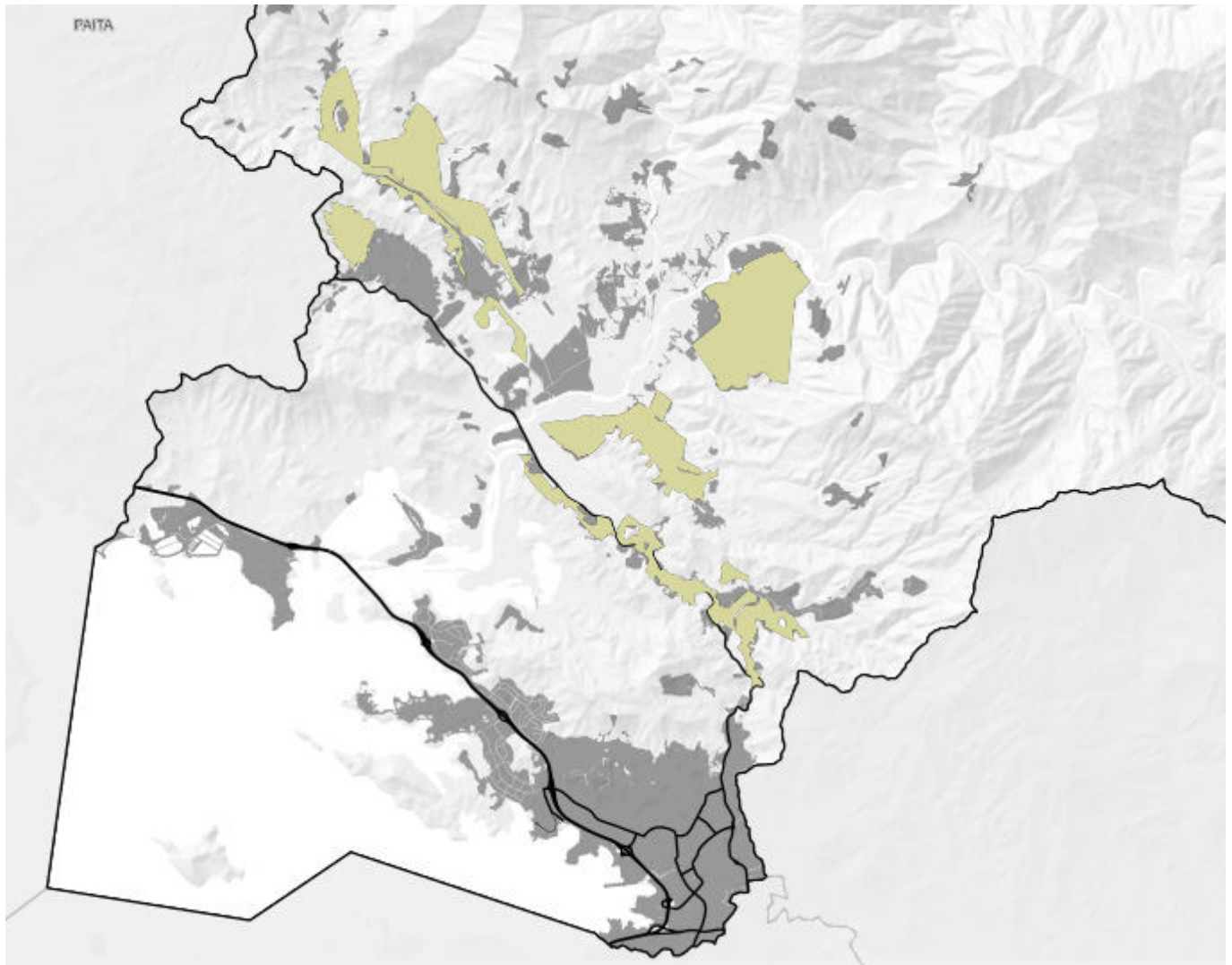
- Mettre en place les conditions d'une croissance raisonnée
- Développer l'offre de services pour répondre aux besoins actuels et futurs
- Organiser une mixité fonctionnelle pour des quartiers dynamiques
- Permettre l'implantation de l'économie verte
- Encourager la qualité de l'aménagement, de l'architecture et des usages
- Renforcer les corridors de biodiversités
- Développer la trame végétale urbaine
- Préserver un cadre de vie de qualité dans un environnement naturel
- Maîtriser les ressources naturelles et les risques

(Extrait du Projet de Ville)

Les possibilités de développement dans cette zone sont aussi considérées au regard de la capacité des réseaux, de la vulnérabilité des milieux naturels environnant (notamment aquatiques) et des risques (notamment inondation).

Ainsi le nombre de construction par parcelle reste limité et les surfaces de parcelles constructibles sont plus élevées qu'en zone urbaine résidentielle.

LOCALISATION DE LA ZONE UR



■ UR - Zone résidentielle rurale



ZONE URBAINE D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone correspond à des secteurs d'activités économiques de nature commerciale, artisanale ou industrielle. Permettant l'accueil de structures génératrices de nuisances, leur regroupement évite les conflits d'usage avec des zones plus calmes, notamment résidentielles.

Elle est ainsi destinée aux constructions pour tous types d'activités et exclue l'habitat, hormis les logements nécessaires au fonctionnement de la zone (gardiennage).

Cette zone concerne le pôle économique principal du centre-ville au sud de la commune, ainsi que des espaces de développement le long des voies structurantes : RT1 et le long de la voie express au sein du lotissement « Pointe à la Dorade » concentrant déjà des activités économiques correspondant à la vocation de cette zone.

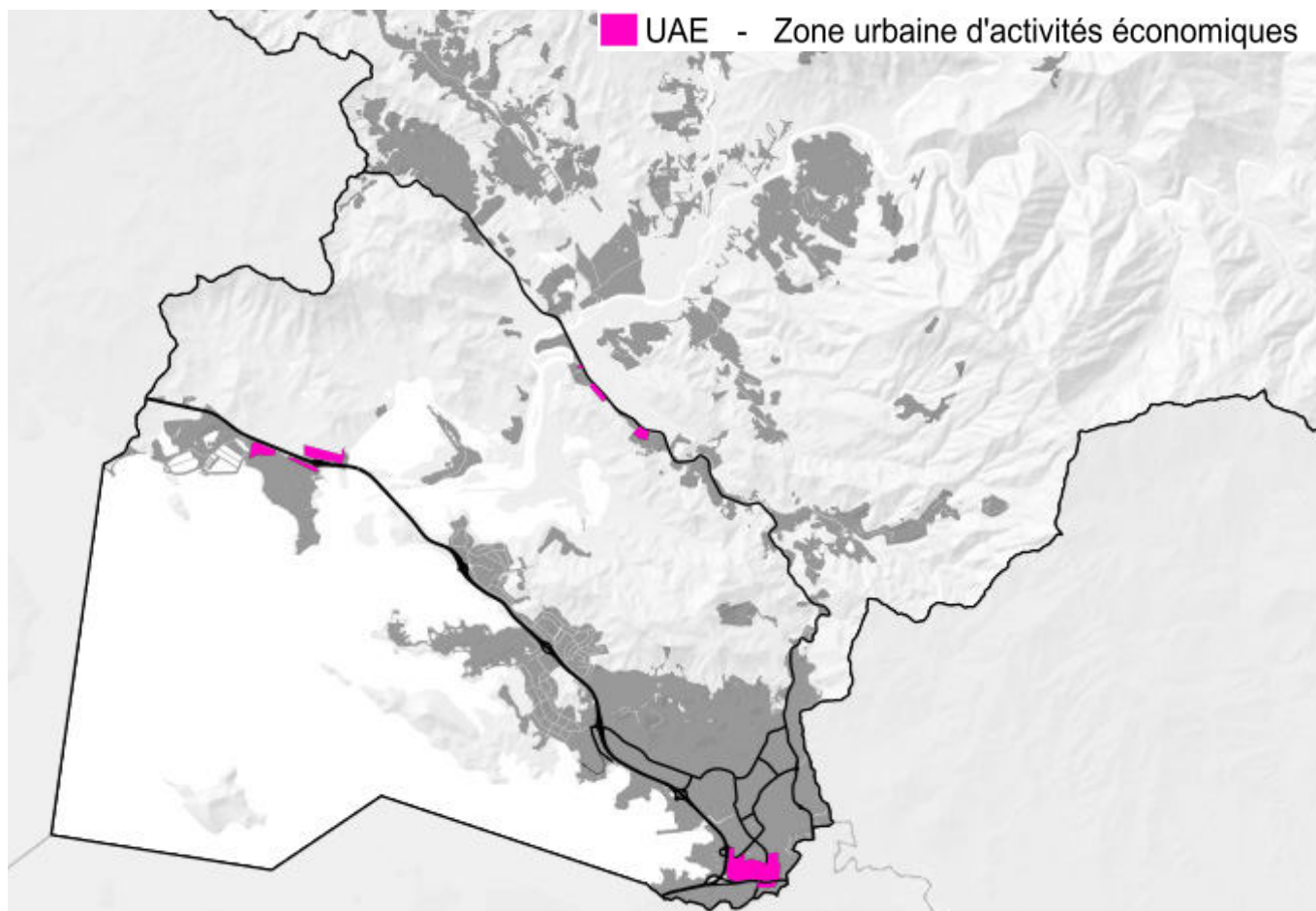
Les autres secteurs d'activités économiques de la commune hors de la zone UAE se situent dans les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC).

Principaux objectifs poursuivis

- Développer l'offre de services pour répondre aux besoins actuels et futurs
- Optimiser les voies structurantes
- Organiser une offre économique complémentaire dans l'agglomération

(Extrait du Projet de Ville)

LOCALISATION DE LA ZONE UAE



CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone correspond à des secteurs dotés d'équipements de services publics ou d'intérêt collectif ou ayant vocation à en recevoir pour la qualité de vie des quartiers environnants.

Elle est destinée aux constructions et installations, publiques ou privées, nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (CINASPIC). Cette destination de constructions est définie à l'article 2 des dispositions communes à toutes les zones. Ces constructions et installations peuvent avoir des formes urbaines hétéroclites, ainsi les règles les encadrant sont peu contraignantes.

Cette zone permet également l'habitat limité aux nécessités de ces équipements (gardiennage ou maintenance) et certaines installations classées pour la protection de l'environnement liées au fonctionnement de la zone.

Principalement située au sein de fonciers communaux ou publics, cette zone concerne parfois des fonciers privés identifiés pour leur qualités géographiques et topographiques notamment. Localisée principalement à proximité des polarités, cette zone participe au confortement ou à la création des centralités et offre un accès privilégié aux équipements.

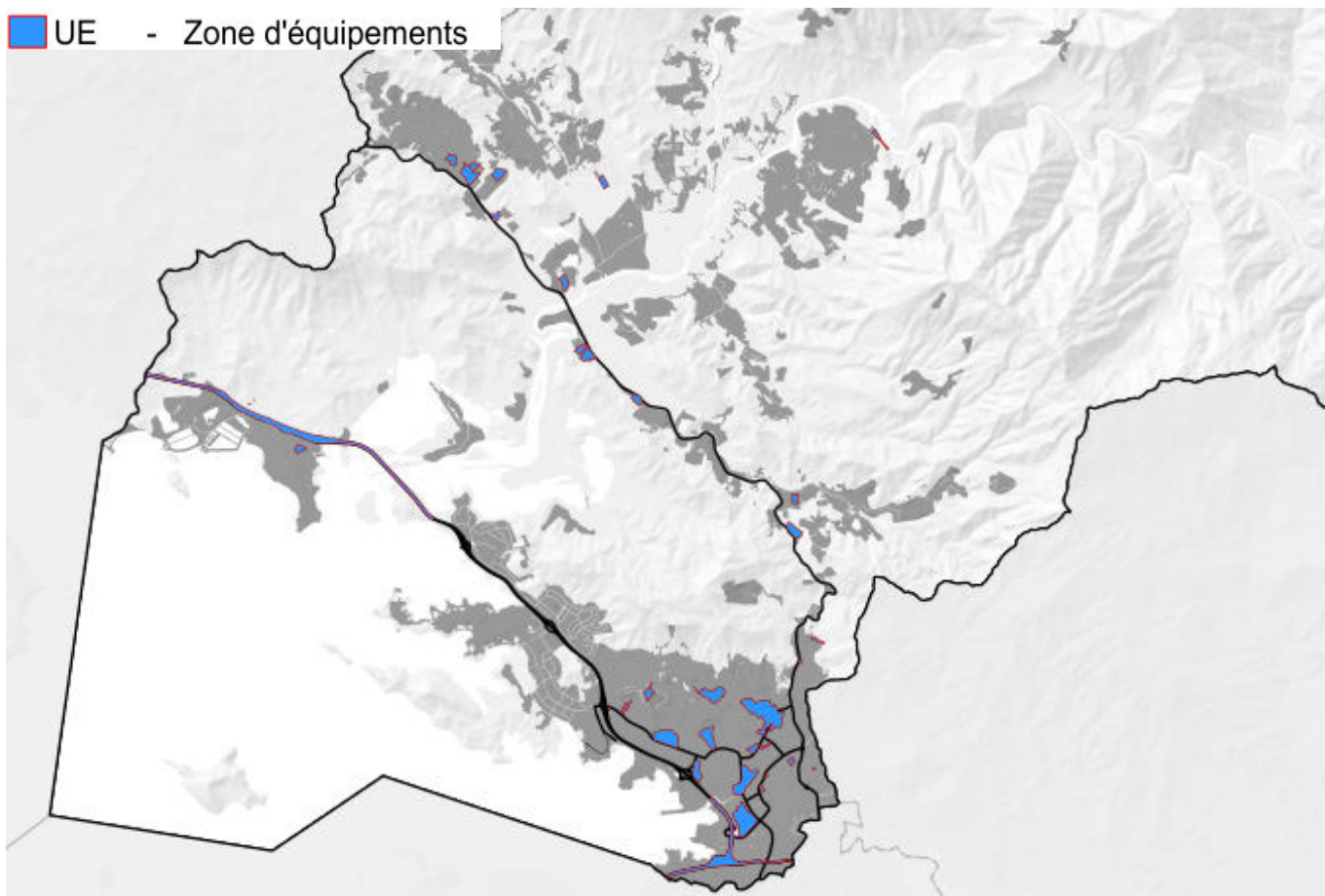
Principaux objectifs poursuivis

- Développer l'offre de services pour répondre aux besoins actuels et futurs
- Encourager la qualité de l'aménagement, de l'architecture et des usages
- Poursuivre le développement d'un territoire numérique
- Dumbéa centre, centre-ville de Dumbéa
- Former des centralités secondaires
- Optimiser les voies structurantes
- Faciliter l'accès aux équipements majeurs
- Accompagner les aménagements verts, notamment dans les projets de renouvellement urbain

(Extrait du Projet de Ville)

LOCALISATION DE LA ZONE UE

■ UE - Zone d'équipements





ZONE URBAINE DE LOISIRS

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone correspond à des secteurs dotés d'équipements ou aménagements de loisirs ou destinés à accueillir des activités de loisirs en zone urbaine. Sans être naturels, ces sites sont bâtis de manière peu dense et la qualité paysagère et la vocation récréative, sportive ou culturelle sont à préserver et à mettre en valeur pour assurer la qualité de vie des habitants.

Relativement mixte, cette zone est destinée aux activités économiques liées aux loisirs, à l'habitat nécessaire pour leur fonctionnement, aux activités de restauration dans une limite de 100m² de SHON, à l'hébergement hôtelier et aux équipements et installations non génératrices de nuisances pour la qualité d'usage des sites concernés.

Située au sud de la commune à proximité du centre-ville et du « croissant vert », cette zone offre des espaces de nature en ville.

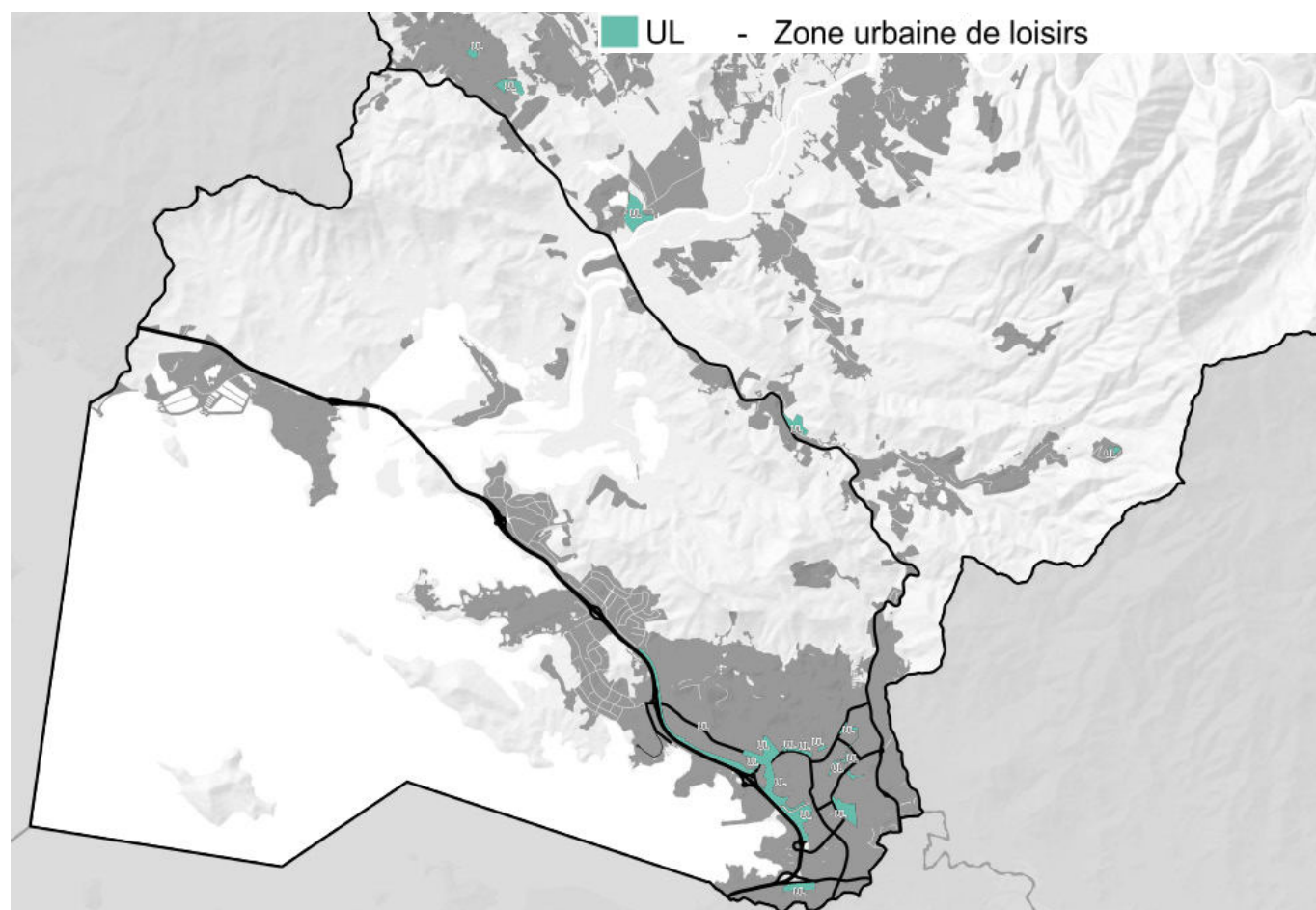
Au nord de la commune, cette zone se situe le long de la Dumbéa et a pour but de centraliser les activités de loisirs au sein de quelques sites pour en limiter les impacts sur la rivière et ses rivages. Une zone UL est également en haut des Koghis correspondant à un site actuel de loisirs et à fort potentiel.

Principaux objectifs poursuivis

- Développer l'offre de services pour répondre aux besoins actuels et futurs
- Organiser une mixité fonctionnelle pour des quartiers dynamiques
- Encourager la qualité de l'aménagement, de l'architecture et des usages
- Dumbéa centre, centre-ville de Dumbéa
- Former des centralités secondaires
- Prévoir les mutations de certains territoires
- Accompagner les aménagements verts
- Favoriser les liaisons entre quartiers
- Accélérer le développement des modes doux
- Renforcer les corridors de biodiversités
- Développer la trame végétale urbaine
- Préserver un cadre de vie de qualité dans un environnement naturel

(Extrait du Projet de Ville)

LOCALISATION DE LA ZONE UL





ZONE URBAINE TOURISTIQUE

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone correspond à un secteur faisant l'objet de projets touristiques structurants pour la commune.

Elle est à la Couvelée, proche de la rivière et du Trou des Nurses, à proximité des zones agricoles, naturelles ou rurales pour un projet d'hébergements touristiques s'intégrant à la zone et bénéficiant aux activités de « loisirs nature » actuelles situées dans le secteur.

Cette zone est principalement destinée aux constructions à usage de restauration, hébergement hôtelier avec 60% minimum de surface réservée aux espaces naturels pour permettre leur intégration paysagère, minimiser leur impact et conserver le caractère fortement végétalisé de ces zones. Il s'agit de conforter la vocation touristique et récréative de ces secteurs en permettant l'implantation de constructions à usage d'hôtel et autres formes d'hébergement touristique et services accompagnant l'activité touristique tout en préservant le cadre naturel privilégié de ces zones

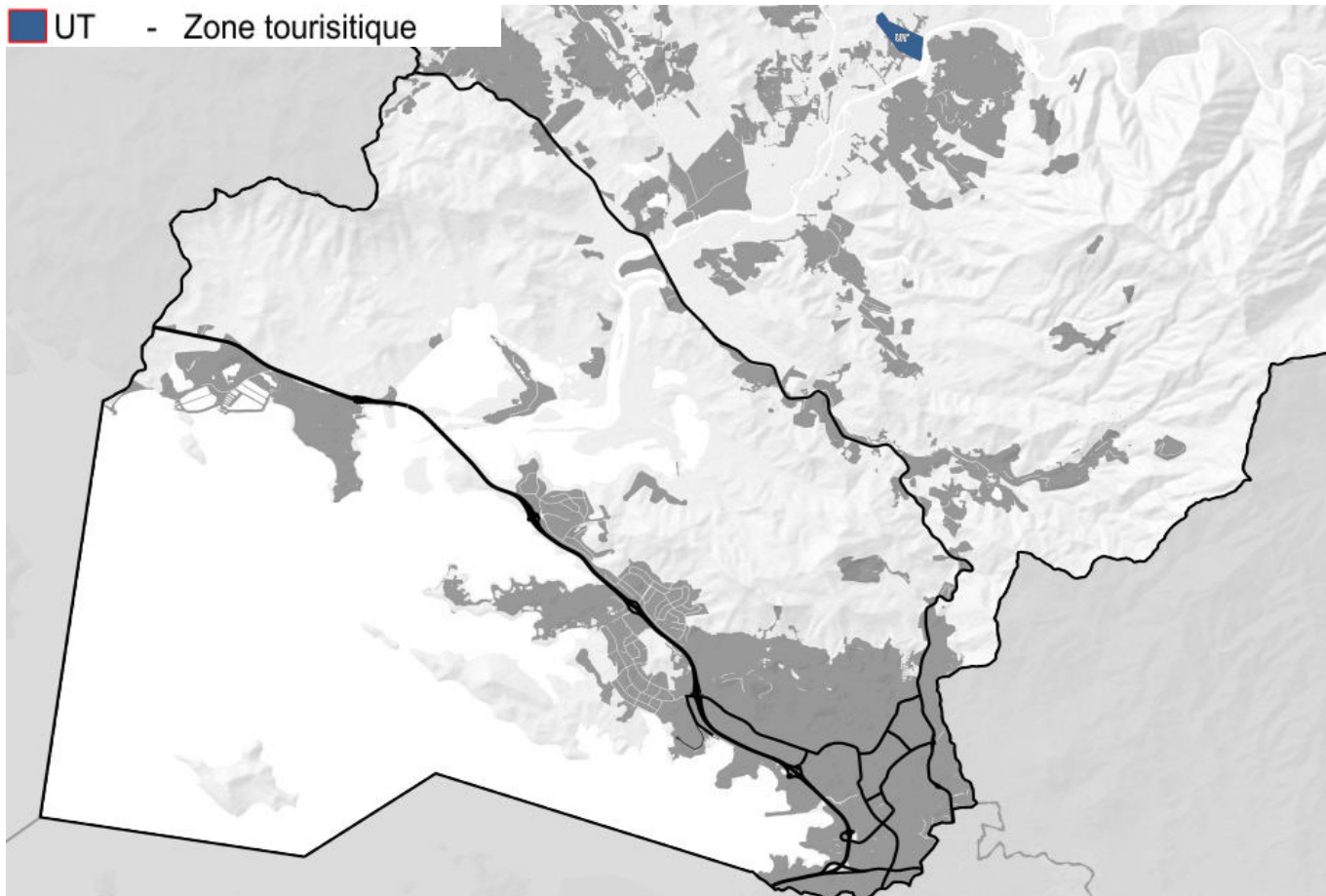
Principaux objectifs poursuivis

- Développer l'offre de services pour répondre aux besoins actuels et futurs
- Permettre l'implantation de l'économie verte
- Préserver un cadre de vie de qualité dans un environnement naturel
- Valoriser le patrimoine

(Extrait du Projet de Ville)

LOCALISATION DE LA ZONE UT

■ UT - Zone touristique





ZONE NATURELLE PROTÉGÉE

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone correspond aux espaces à protéger en raison de leur qualité (sites, espèces ou paysages), de leur potentiel biologique ou géologique, de leur participation à la trame verte et bleue ou de leur simple caractère d'espaces naturels. Le maintien à l'état naturel doit être assuré et sont autorisées uniquement les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, ainsi qu'à des services publics et les exploitations ou activités compatibles avec la vocation de la zone.

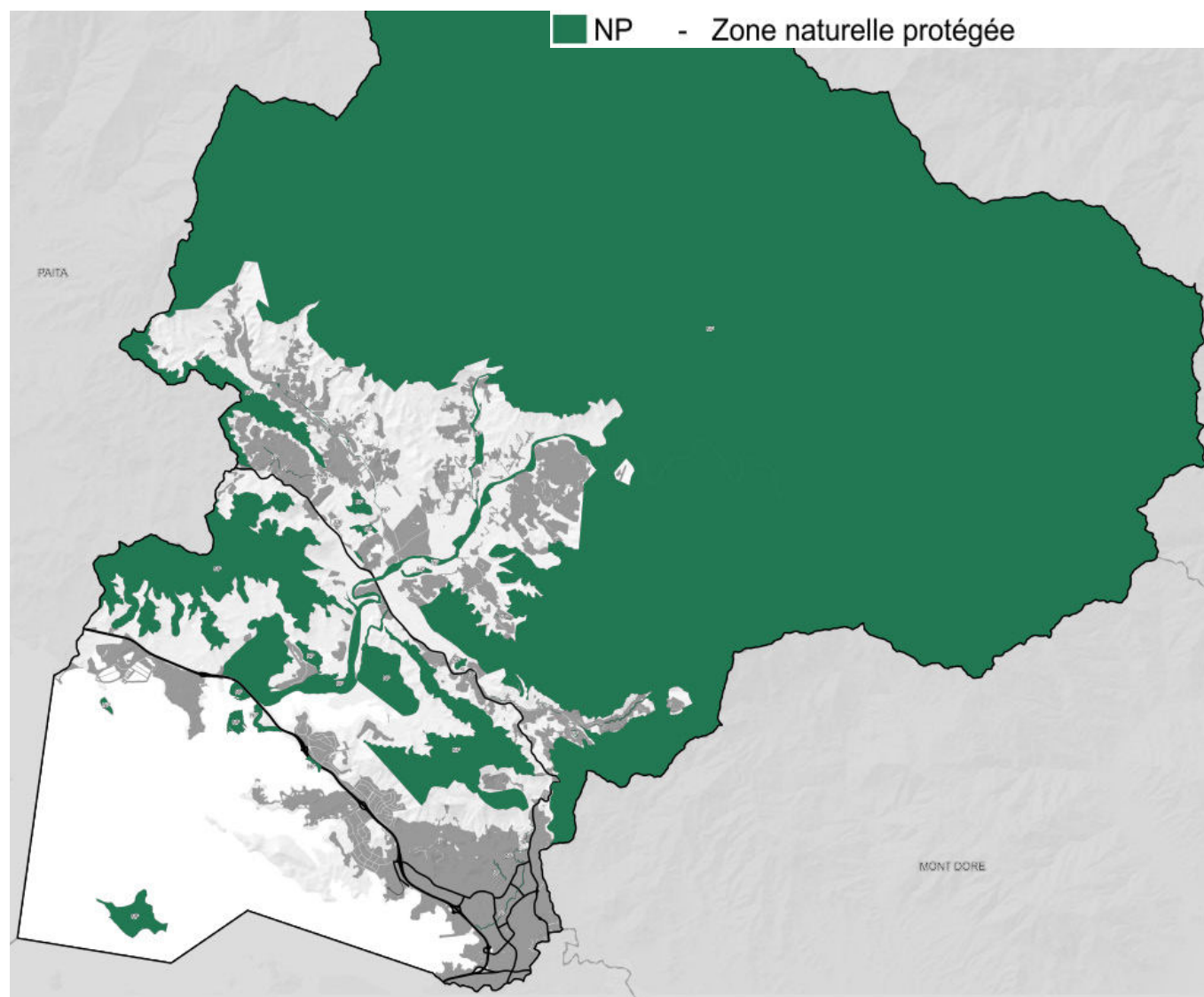
La surface de cette zone est considérable pour préserver le « poumon vert » de l'agglomération. Principalement située dans la chaîne, comprenant les réserves naturelles, cette zone se situe également le long des cours d'eau, sur les reliefs moins importants de la commune et sur les îlots.

Principaux objectifs poursuivis

- Protéger les écosystèmes
- Préserver un cadre de vie de qualité dans un environnement naturel
- Renforcer les corridors de biodiversités
- Protéger la qualité des milieux aquatiques

(Extrait du Projet de Ville)

LOCALISATION DE LA ZONE NP





ZONE NATURELLE DE LOISIRS ET TOURISME

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone correspond à des espaces naturels pouvant être aménagés pour permettre des usages de loisirs et de tourisme. L'état naturel doit néanmoins être préservé, et les pratiques doivent être respectueuses des sites.

Ainsi les possibilités de construction et installations y sont limitées et sont soit liées aux activités de loisirs et tourisms, soit liées aux nécessités de la zone, ou correspondent à certains services publics ou d'intérêt collectif.

En outre les constructions d'hébergement hôtelier possibles sont des « écolodge », définis à l'article 2 des dispositions communes à toutes les zones comme des constructions démontables, s'intégrant dans le milieu naturel et dont l'impact sur l'environnement est évité, réduit ou compensé.

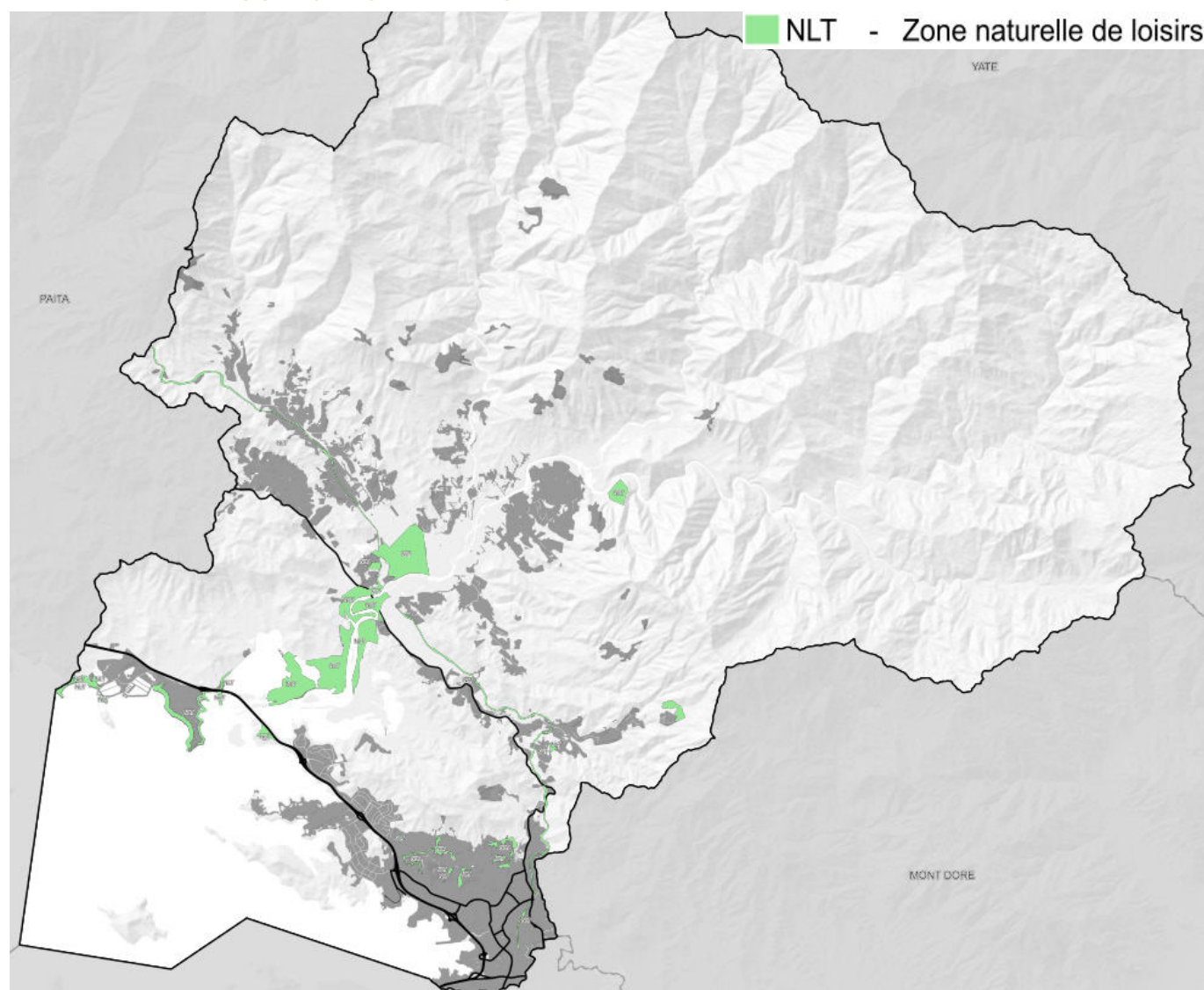
Cette zone se situe notamment le long de la Dumbéa pour des secteurs de loisirs correspondant à cette vocation, sur le littoral afin de développer les accès au lagon, le long du tracé de l'ancienne voie de chemin de fer pour faciliter sa mise en valeur. Au sud de la commune, la zone NLT offre également des espaces naturels de respiration au sein de lotissements ou entre zones urbaines.

Principaux objectifs poursuivis

- Protéger les écosystèmes
- Préserver un cadre de vie de qualité dans un environnement naturel
- Permettre l'implantation de l'économie verte
- Protéger la qualité des milieux aquatiques

(Extrait du Projet de Ville)

LOCALISATION DE LA ZONE NLT





ZONE NATURELLE D'EXPLOITATION MINIÈRE

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone correspond à des espaces naturels pouvant être aménagés pour permettre des usages d'exploitations minières ou de carrières. Elles sont situées sur les sites de carrières existantes et dont l'exploitation est actuelle.

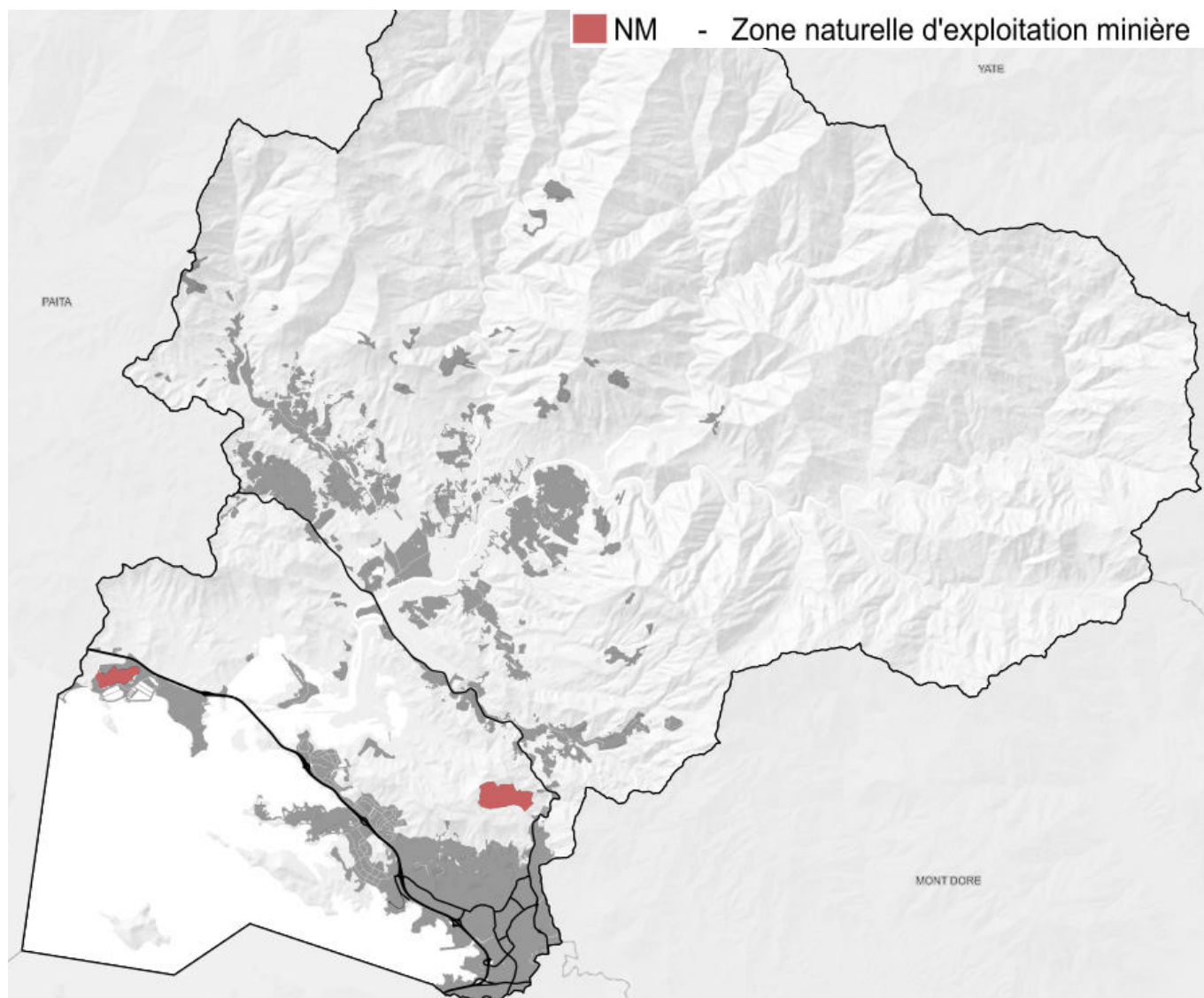
L'état naturel doit néanmoins être préservé et la réhabilitation en espace naturel du site envisageable. Les possibilités de construction et installations y sont donc limitées, et sont soit liées aux activités d'exploitation de mine et carrière, soit liées aux nécessités de la zone ou aux services publics ou d'intérêt collectif.

Principaux objectifs poursuivis

- Protéger les écosystèmes
- Maîtriser les ressources naturelles et les risques
- Maîtriser un développement harmonieux

(Extrait du Projet de Ville)

LOCALISATION DE LA ZONE NM





ZONE AGRICOLE CONSTRUCTIBLE

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone correspond aux espaces agricoles et forestiers, exploités ou non, et aux espaces avec un potentiel agronomique, biologique ou économique de terres agricoles.

Y sont autorisées les constructions nécessaires aux exploitations agricoles ou forestières ; à la résidence principale de l'exploitant ; aux activités compatibles avec la vocation de la zone, notamment les constructions de gîte rural ou camping rattachés à un gîte rural ; à des équipements collectifs ou d'intérêt général, ainsi qu'à des services publics.

Cette zone agricole est située au nord de la commune, principalement dans les plaines alluviales de la Dumbéa.

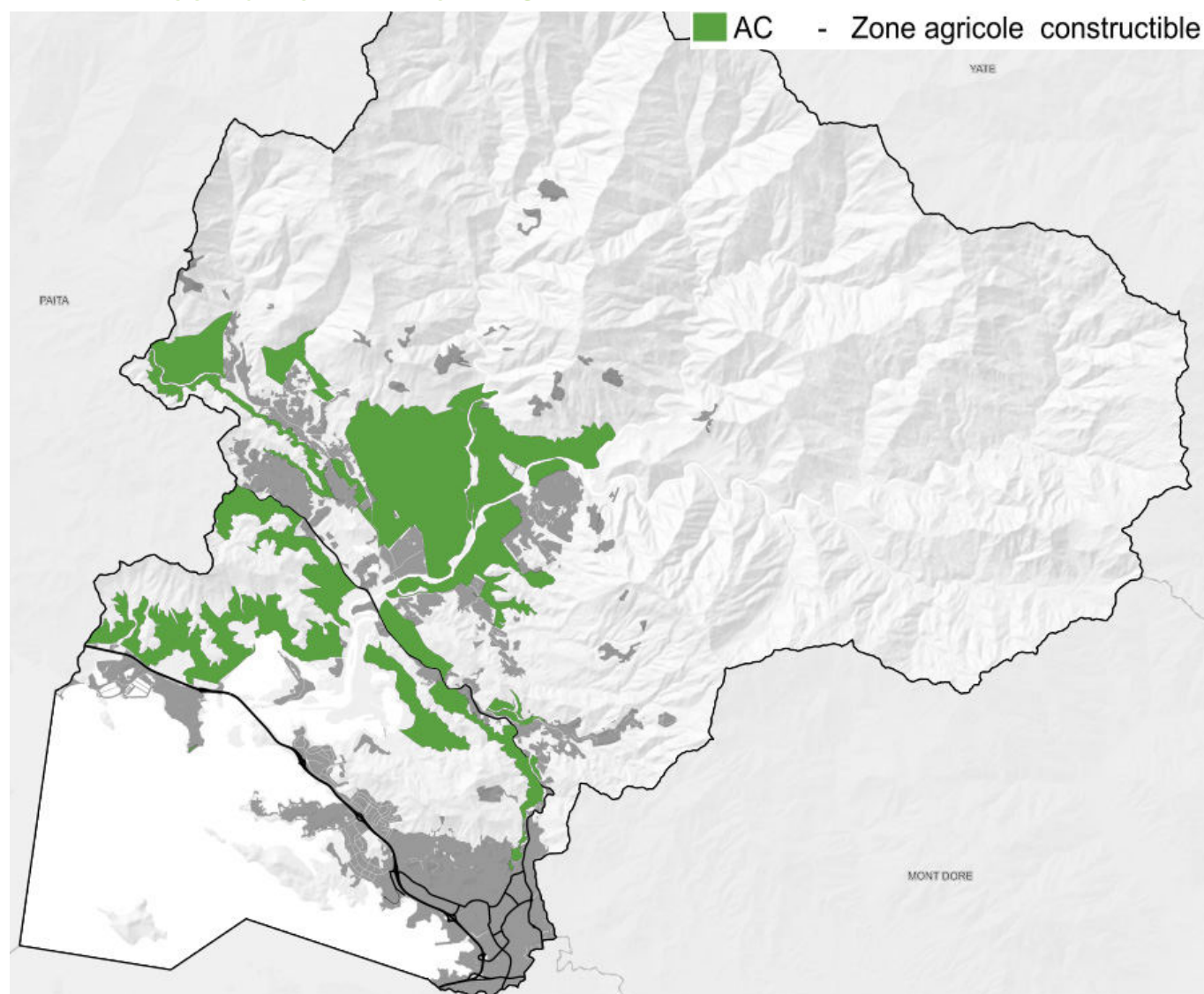
Dans un objectif de conservation du cadre de rural naturel de cette partie de la commune, la taille des parcelles constructibles est de 30 hectares, sauf exceptions, afin d'éviter le mitage urbain et l'implantation de trop nombreuses constructions nouvelles.

Principaux objectifs poursuivis

- Permettre l'implantation de l'économie verte
- Maintenir les activités agricoles
- Prévoir les mutations de certains territoires
- Protéger les écosystèmes
- Préserver un cadre de vie de qualité dans un environnement naturel

(Extrait du Projet de Ville)

LOCALISATION DE LA ZONE AC





ZONE À URBANISER

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone à urbaniser, stricte ou indicée, correspond à des secteurs encore naturels ou insuffisamment équipés qui sont destinés à être ouverts à l'urbanisation à court, moyen ou long terme.

L'objectif de ce zonage est de permettre un développement cohérent, durable et progressif de la commune et vise à :

- » Inscrire de façon stratégique, des réserves d'espaces à fort potentiel de développement, qui ne seront ouvertes à l'urbanisation qu'à plus ou moins long terme.
- » Inciter à la réflexion sur une occupation et une utilisation du sol compatibles avec les vocations arrêtées pour ces zones ainsi qu'avec les orientations du Projet de Ville,
- » Intégrer l'aménagement de zones en cohérence avec le développement de la commune.

Principaux objectifs poursuivis

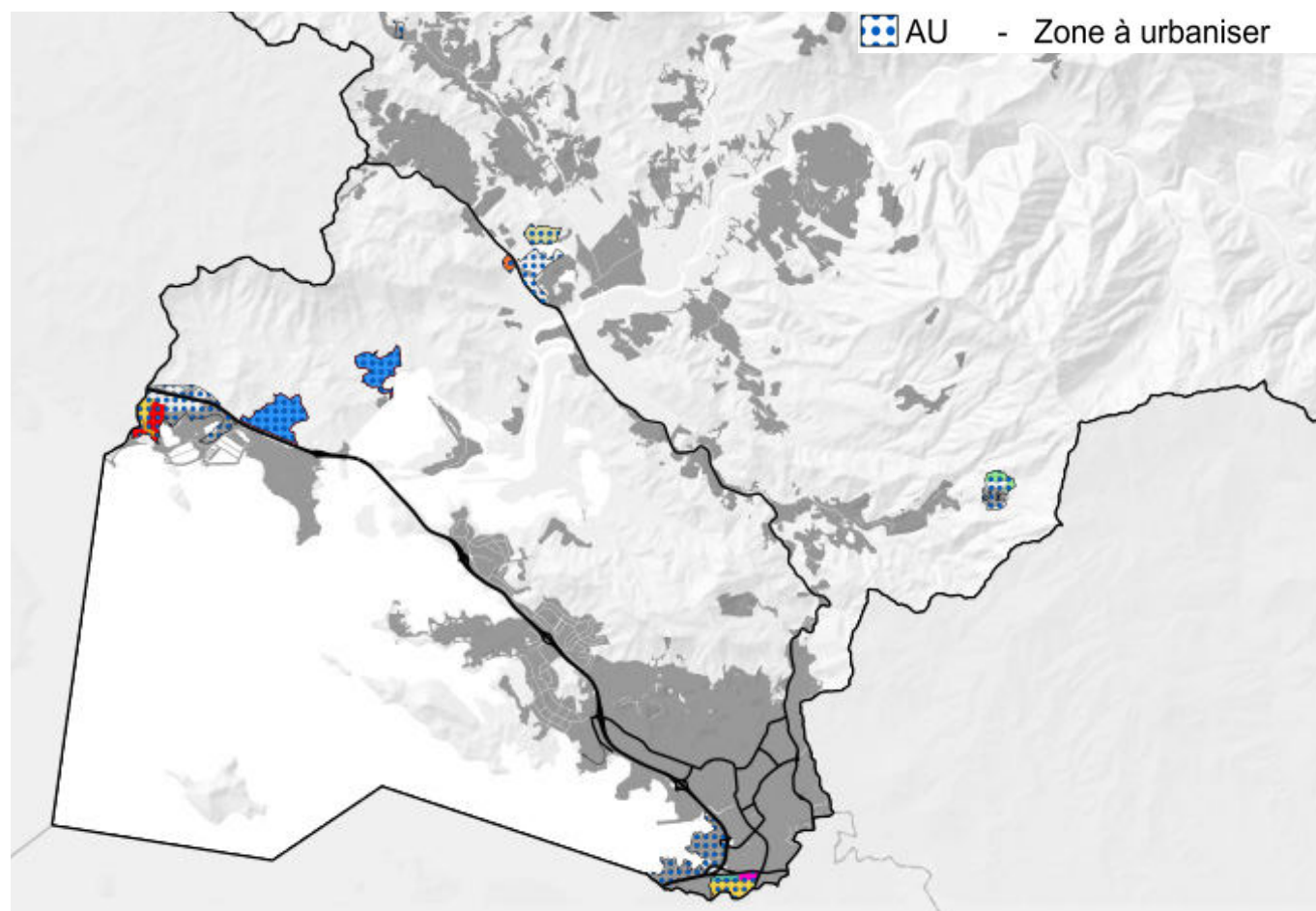
- Mettre en place les conditions d'une croissance raisonnée
- Prévoir les mutations de certains territoires
- Accueillir une offre de logements diversifiée
- Former des centralités secondaires
- Préserver un cadre de vie de qualité dans un environnement naturel
- Maîtriser un développement harmonieux

(Extrait du Projet de Ville)

Les zones AU dont la vocation est déjà déterminée se situent à proximité de zones déjà construites ou sur des sites faisant l'objet de projets de développement identifiés dont la réalisation est prévue à court ou moyen terme.

Les zones AU strictes correspondent à des réserves foncières à proximité de projets urbains identifiés qui sont urbanisables à plus long termes et dont la vocation précise n'est pas encore arrêtée.

LOCALISATION DES ZONES AU



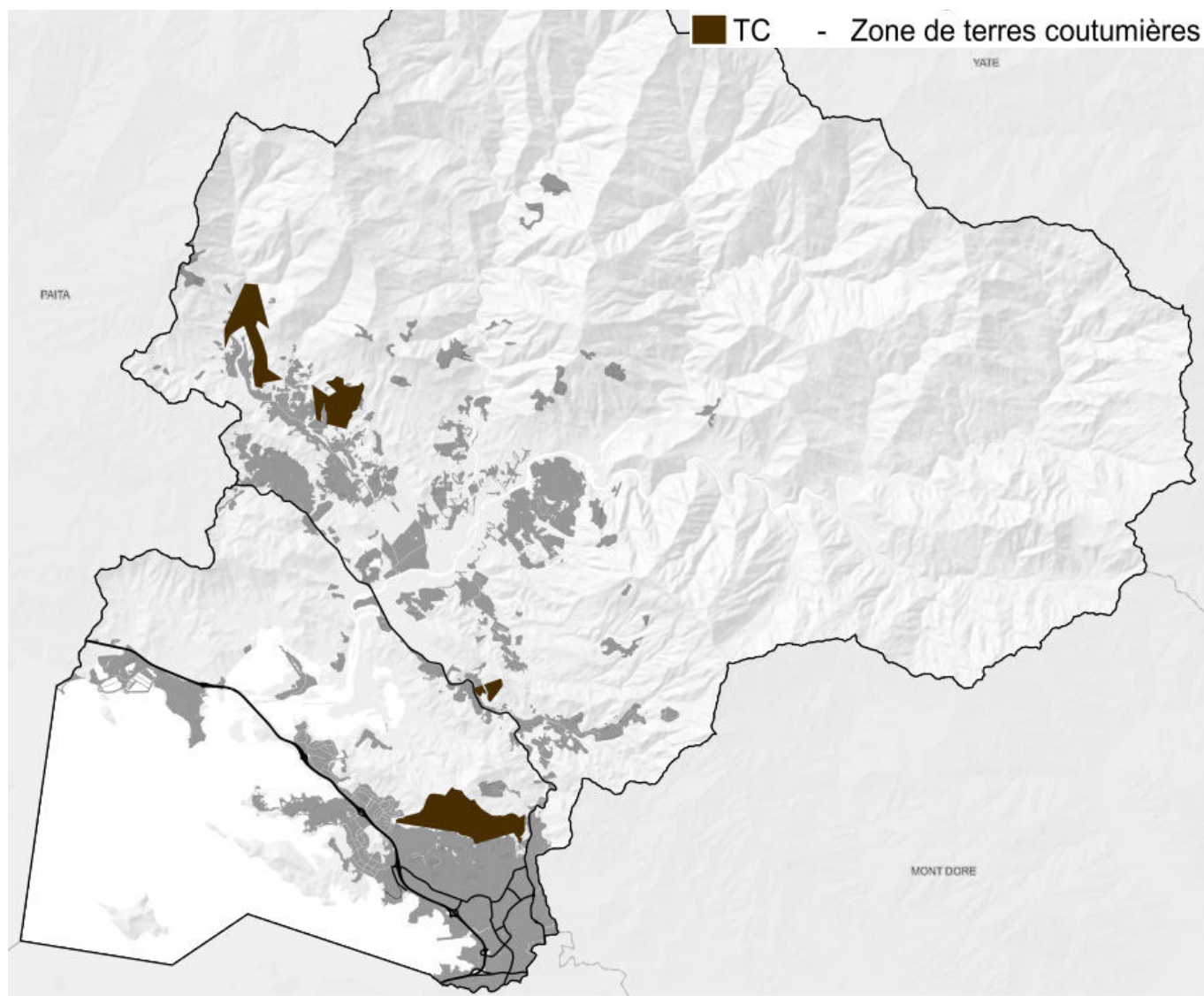


ZONE DE TERRES COUTUMIÈRES

CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Cette zone correspond terres coutumières de la commune, représentées sur le plan de zonage et demeurant régies par la coutume

LOCALISATION DE LA ZONE TC



OAP

Orientation d'aménagement et de programmation

PRÉSENTATION DE L'OAP N°1 : TRAME VERTE ET BLEUE

Repères réglementaires

Conformément à l'article Lp.112-2 du code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie, le plan d'urbanisme directeur peut comprendre des orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Une première OAP a été intégrée au PUD de Dumbéa pour une meilleure prise en compte de l'environnement. L'OAP thématique trame verte et bleue s'inscrit sur un périmètre correspondant à une partie du nord de la commune se situant de part et d'autre du lit de la Dumbéa.

L'OAP, par sa souplesse, pose des principes d'actions et d'aménagement incluant une marge de manœuvre et est opposable à tous travaux ou opération dans un rapport de compatibilité (Article Lp112-16 du code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie).

Ses objectifs et les principes de composition de la trame verte et bleue de Dumbéa sont présentés ci-dessous. C'est à partir de ceux-ci que les dispositions de l'OAP ont été déclinées.

Objectifs transversaux

Le troisième axe du projet de Ville de Dumbéa « Valoriser l'identité verte et bleue de Dumbéa » décrit les objectifs de la ville concernant la valorisation de la biodiversité et la gestion durable des milieux. Ainsi l'OAP Trame Verte et Bleue s'inscrit dans la démarche de préservation de la qualité environnementale de la partie nord de Dumbéa.

Rappel des objectifs principaux du projet de ville

- » Protéger les écosystèmes
- » Renforcer les corridors de biodiversités
- » Protéger la qualité des milieux aquatiques
- » Développer la trame végétale urbaine
- » Valoriser le patrimoine
- » Maintenir les activités agricoles
- » Préserver un cadre de vie de qualité dans un environnement naturel
- » Accompagner les aménagements verts, notamment dans les projets de renouvellement urbain
- » Maîtriser les ressources naturelles et les risques

Organisation et composantes de la trame verte et bleue (TVB)

Organisation de la TVB

La Trame Verte et Bleue s'articule autour de quatre concepts majeurs que sont les espaces d'intérêt patrimonial, les corridors, les éléments fragmentant, et les espaces naturels relais.

Les écosystèmes d'intérêt patrimonial

Il s'agit d'espaces qui concentrent l'essentiel de la biodiversité. Au sein du territoire, il s'agit des boisements, des prairies et des vallées.

Les corridors

Il s'agit d'espaces plus ou moins linéaires qui relient les écosystèmes d'intérêt patrimonial. Il s'agit des ripisylves (végétation des berges de rivières), des haies et des espaces supports de continuités écologiques. Les espaces agricoles peuvent être considérés comme des espaces de corridors.

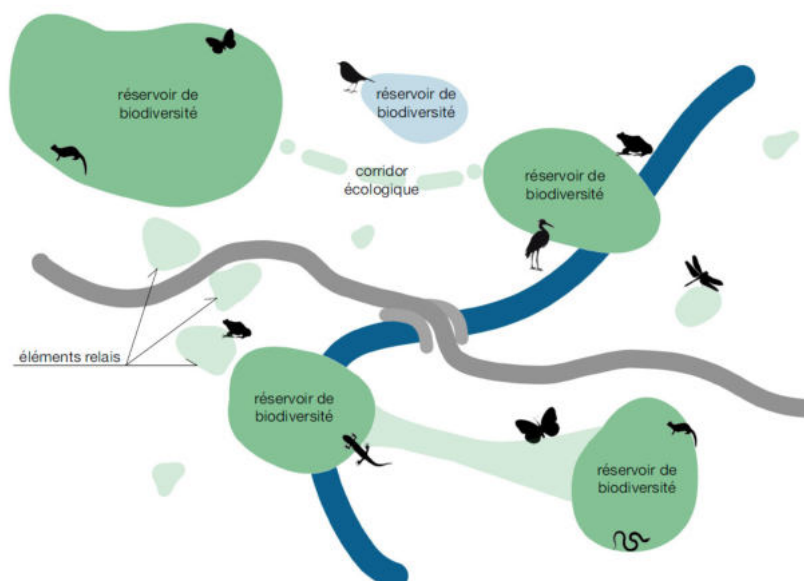
Les éléments fragmentant

Il s'agit d'obstacles au franchissement des espèces, qui créent des points de rupture entre les principales continuités écologiques. Le long des cours d'eau, il peut s'agir des ponts ou des buses par exemple. Un axe routier, tel que la RT1 rompt la continuité des espaces.

On retrouve également dans ces éléments, les lignes électriques et leurs pylônes qui rompent les continuités aériennes, les clôtures pleines et certains espaces construits qui forment de véritables obstacles aux circulations animales et végétales

Les espaces naturels relais

Il s'agit d'espaces de nature importants, quoique de moindre intérêt écologique que les écosystèmes d'intérêt patrimonial. Ils peuvent servir d'appui au déplacement des espèces et participent au maillage écologique du territoire. Il s'agit principalement des linéaires végétalisés et des espaces agricoles.



Les composantes de la TVB

Les composantes de la TVB à Dumbéa et leur vocation sont identifiées dans le diagnostic et synthétisées ci-dessous. L'importance des enjeux environnementaux et de qualité de vie liés à ces composantes justifie des orientations particulières dans le PUD.

Écosystèmes d'intérêt patrimonial

Les forêts sèches

Les patchs de forêts sèches se situent au sud de la commune. Il s'agit :

- » Du Pic Jacob au nord de Nakutakoin en lisière du lotissement les 3 Vallées et au sud de Katiramona,
- » Du pic aux chèvres ainsi que l'île aux chèvres,
- » De la pointe Waaka de la ZAC Panda,
- » Du littoral de la ZAC de Dumbéa sur mer.

Les mangroves

Les mangroves de Dumbéa se situent au niveau : des ZAC Panda et Dumbéa-Sur-Mer, de la baie de Koutio-Kouéta, de l'Anse Apogoti, de la baie Taa et la baie Hoff (embouchure de la Dumbéa), de la pointe Adam et sur une moindre implantation surfacique au niveau de la baie Duure.

Les forêts humides

Les patchs de forêts humides sont concentrés au nord et à l'est de la commune dans les parcs provinciaux de la Haute Dumbéa, dans la réserve naturelle intégrale de la montagne des sources et dans la réserve naturelle de la vallée de la Thy.

Corridors

Les éléments agricoles

Les espaces cultivés (maraîchage et pâturage) sont très prégnants au sein du territoire. Ils représentent des secteurs d'interfaces et de respiration. Ces espaces sont dépourvus d'urbanisation (sauf quelques bâtis agricoles) et enserrant les tissus bâtis en s'entremêlant avec des espaces plus naturels que sont les prairies.

Trois grands espaces agricoles sont identifiés sur le territoire. Ils participent à la bonne lisibilité du territoire communal et sont porteurs d'une partie de l'identité locale :

- » Le long de la Promenade Jules Renard, de grands espaces de pâturages permettent de faire une interface entre la rivière et la forêt sèche située sur les hauteurs ;
- » La Plaine Adam au sud de la Dumbéa et de la RT1 est également un espace libre de toute construction utilisé essentiellement pour le pâturage ;
- » Les espaces de maraîchage, situés de part et d'autre de la Dumbéa, à la Couvelée et à Koé.

Les principales vallées et cours d'eau

Les deux cours d'eau principaux sont la Dumbéa depuis le Parc de la Haute Dumbéa à l'est jusqu'à son embouchure à l'ouest et la Couvelée prenant sa source au nord pour se jeter dans la Dumbéa à l'est du Golf de Dumbéa. Ces cours d'eau traversent des espaces urbanisés ou non, et sont accompagnés par des ripisylves plus ou moins « sauvages », et plus ou moins marquées et continues. Ces cours d'eau sont peu franchissables. On retrouve donc quelques ouvrages permettant de les traverser tels que les ponts et radiers.

Les liaisons douces

Ces cheminements permettent la découverte du territoire et de ses richesses patrimoniales. La piste cyclable existante le long de la Promenade Jules Renard (PJR) garantie une liaison douce entre la Pointe à la Dorade et le Parc Fayard.

Quelques petites sentes piétonnes existent également au sein de Katiramona notamment sur des grandes parcelles privées et dans les fonds de vallée. Elles facilitent des liaisons entre des secteurs éloignés. Elles prennent la forme de chemins de très faible largeur et présentent souvent une ambiance végétalisée importante. Elles peuvent passer entre des bâtiments existants et rejoindre des espaces plus naturels.

Il n'existe pas de sentiers pédestres de randonnée en dehors des parcs établis. Dans la plupart des cas, les à-côtés de voiries sont utilisés comme cheminements doux, notamment le long de la route de la Couvelée.

Les perspectives visuelles

Le relief est relativement marqué au sein de la partie ouest du territoire. Il induit nécessairement des jeux de perspectives visuelles lointaines, plongeantes, des lignes de crêtes, des vallées, des plateaux, avec une variété de points de repères (qualitatifs ou non) et crée une diversité de paysages importante. Le long de la Promenade Jules Renard, plusieurs points hauts situés sur les collines environnantes sont garants des perspectives sur la Dumbéa et sur le Grand Paysage.

En plus de cela, les perspectives visuelles permettent la visibilité voire la mise en valeur d'éléments à forte valeur patrimoniale, tels que les constructions classées ou inscrites au titre des Monuments Historiques. Le périmètre de l'OAP comporte deux monuments historiques dont il convient de maîtriser au mieux les perspectives visuelles : Le Pont Routier sur la Dumbéa au niveau du Parc Fayard et l'Entrepôt usine de Koé. Si la visibilité du pont est de fait garantie par les perspectives visuelles liées à la RT1, l'Entrepôt Usine de Koé est entouré de parcelles constructibles pouvant potentiellement réduire sa visibilité.

La conservation de ces perspectives est très valorisante pour le territoire et ses spécificités.

Éléments fragmentant

Point de rupture des continuités écologiques

Un point de rupture des continuités écologiques est identifié le long de la RT1. Cette voie est un large axe routier dont les traversées par les espèces animales et végétales sont difficiles voire impossibles.

L'urbanisation du quartier de Katiramona est également identifiée comme une rupture pour les linéaires écologiques et les futurs développements devront limiter cet effet de fragmentation.

Les espaces naturels relais

Ces espaces sont composés essentiellement des zones agricoles :

- » La Plaine Adam ;
- » Les espaces de pâturage au Nord de la PJR traversés par les corridors écologiques ;
- » Les espaces de maraîchages de part et d'autre de la Dumbéa (Koé et la Couvelée) ;
- » La plaine inondable à l'est de la RT1 entre le parc Fayard et la mairie du Nord.

D'autres espaces, récréatifs, peuvent également servir d'espaces relais :

- » Le Golf de Dumbéa ;
- » Le parc Fayard ;
- » Le parc de la Haute Dumbéa.

Le Parc de la Haute Dumbéa est le plus grand réservoir de biodiversité de la commune. Son classement et protection en font également un espace relai malgré sa fréquentation.

Les maquis

La majeure partie de cet écosystème est localisée dans les aires protégées. Ils jouent un rôle de transition entre les espaces végétalisés anthropisés (modifiés par l'Homme) et les forêts humides.

Les prairies et autres strates arborées

D'autres types d'espaces végétalisés sont présents sur la commune tels que les prairies (agricole ou non), les champs et toutes les autres strates arborées (couvre sol, arbustes, arbre, arbre de haute tige), y compris les jardins. Ils présentent un intérêt écologique moins riche mais ils jouent un rôle primordial dans la reconstitution des corridors écologiques entre des patches fragmentés